

UNIVERSAL
LIBRARY

OU_220543

UNIVERSAL
LIBRARY

OSMANIA UNIVERSITY LIBRARY

Call No.

Accession No.

Author

Title

**This book should be returned on or before the date
last marked below.**



EMILE OLLIVIER



L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

Que toutes tes paroles aient un
accent d'héroïque vérité.

MARC-AURELE

LANNEE FATALE

SADOWN

1866

PARIS
LIBRAIRIE GARNIER FRERES

6, RUE DES SAINTS-PERES, 6



DU MÊME AUTEUR

COMMENTAIRE DE LA LOI SUR LES ORDRES (1859).

COMMENTAIRE DE LA LOI DES COALITIONS (1864).

DÉMOCRATIE ET LIBERTÉ (1807).

LE 19 JANVIER (1869;).

UNE VISITE A LA CHAPELLE DES MÉDICIS (1872).

LAMARTINE (1874).

PRINCIPES ET CONDUITES (1875).

LE MINISTÈRE DU 2 JANVIER, MES DISCOURS (1875).

CONCILE DU VATICAN (1877).

THIERS A L'ACADÉMIE (1879)

LIBERTÉ DES SOCIÉTÉS 1880).

LE PAPE EST-IL LIBRE A ROME? (1882).

LE CONCORDAT EST-IL RESPECTÉ? (1883).

LE CONCORDAT ET LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE
L'ÉTAT (1885)

LE CONCORDAT ET LE (GALLICANISME (1885).

MANUEL DU DROIT ECCLÉSIASTIQUE (1885).

1789 ET 1889 (1889).

MICHEL-ANGE (1892)

DISCOURS POUR LE PRIX DE VERTU (1892).

SOLUTIONS POLITIQUES ET SOCIALES (1894).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome I^{er}, Du Principe des Nationalités (1895;.

MARIE-MAODELEIXE, récit de jeunesse (1896;.

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome II, Louis-Napoléon et le coup d'État
(1897).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome III, Napoléon III (1898).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome IV, Napoléon III et Cavour (1899).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome V, l'Inauguration de l'Empire libéral.
— Le Roi Guillaume (1900).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome VI, la Pologne. — Les Élections de
1863. — La Loi des coalitions (1901).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome VII. — Le démembrement du Dane-
mark (1903).

L'EMPIRE LIBÉRAL, tome VIII. — L'Année fatale. — Sadowa.

EMILE OLLIVIER

L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

Que toutes tes paroles aient un
acronl d'héroïque vérité.

MAHG-AUHÈLE.

L'ANNEE FATALE

SADOWA 1866)

PARIS

GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS

6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

1903

L'EMPIRE LIBÉRAL

ÉTUDES, RÉCITS, SOUVENIRS

LIVRE XV

LE PROLOGUE DE SADOWA

CHAPITRE PREMIER

CELA RECOMMENCE EN ALLEMAGNE

I

L'Académie aussi voulut avoir sa journée d'opposition. Elle avait nommé Paradol, afin qu'à propos de l'Histoire romaine de son prédécesseur il perçât de son dard subtil César et son historien. Aussi, tant qu'il se contenta de louer dans un style élégant les mérites de l'aimable Ampère, le public resta plutôt froid. Il ne s'anima qu'à la citation du passage de Montaigne sur Dion Cassius : « Il a le sentiment si malade aux affaires romaines qu'il ose soutenir la cause de Jules César contre Pompée et celle d'Antoine contre Cicéron. » L'orateur tourna ce passage

en attaque directe contre Napoléon III : « M, Ampère avait l'âme trop haute et l'esprit trop élevé pour avoir le sentiment jamais malade aux affaires romaines. » Les applaudissements s'échauffèrent et tournèrent à des trépignements portés jusqu'à l'ivresse au passage « sur le devoir de la conscience de ne pas incliner la pure et sublime notion du devoir devant les décisions contestables du Destin cl, quoi que l'événement ait décidé, de garder sa propre conduite de toute souillure ».

(iiiizol, qui répondit comme directeur, parla aussi de Home, non à propos de César, mais pour défendre le pouvoir temporel du Pape. Il ne se résignait pas à croire, lui le pontife protestant, « que les droits divers ne puissent pas obtenir le même respect, ni que l'avenir des peuples exige la ruine de leur passé, ni qu'il soit impossible d'assurer aux Romains leur juste part de progrès social et de liberté sans que la situation européenne du chef de l'Eglise catholique soit dénaturée et détruite. » Il aurait dû ajouter que c'était depuis des années le programme de l'Empereur tant raillé par les amis de l'orateur. Toutefois dans ce discours un peu vide il y avait une forte pensée sur la liberté de la presse que l'Empereur aurait dû méditer : « Le public voudrait avoir les services que la presse lui rend et les plaisirs qu'elle lui procure sans en courir les risques et en supporter les fautes. C'est une vaine et utopique prétention : on n'en prolite pas sans en souffrir. La concur-

rence et la lutte du bien et du mal, de la vérité et de Terreur, des bonnes et des mauvaises passions, c'est, dans la presse comme ailleurs, la condition de la vie dans les pays libres¹. »

L'Empereur fut très poli avec Paradol : « Monsieur, je regrette qu'un homme d'autant d'esprit que vous ne soit pas de mes amis. » Et puis, une petite méchanceté de bonne grâce sur ce que « M. Paradol a été plus favorable à César dans son *Histoire universelle* qu'il ne l'a été dans son discours ».

Cet incident et maints autres disparurent devant l'intérêt tous les jours croissant des affaires d'Allemagne.

II

De Biarritz, dans un accès de brutalité, Bismarck avait entrepris, de concert avec l'Autriche, une campagne violente que l'opinion publique avait fort désapprouvée. Les anciens députés et les députés des Chambres allemandes, à l'exception des Prussiens devenus annexionnistes, constitués à Francfort en comité national, déclarèrent que les droits du peuple sleswig-holsleinois étaient violés par la Convention de Vienne, que toutes les représentations nationales allemandes devaient énergiquement intervenir pour la constitution immédiate de l'Etat de

1. Séance du 8 mars 1806.

Sleswig-Holstein, la convocation sans retard de la représentation du peuple, et la sauvegarde de tous ses droits; enfin, que c'était le premier devoir de refuser emprunts et impôts à tout gouvernement qui suivrait et servirait la politique de violence austro-prussienne. »

La Prusse et l'Autriche envoyèrent chacune une note au Sénat de Francfort, celle de l'Autriche, morose et lourde, celle de la Prusse âpre et comminatoire : « Nous avons dû nous convaincre que le Sénat voit avec indifférence le territoire de Francfort servir de foyer à des projets politiques aussi absurdes que préjudiciables à l'intérêt commun. Nous ne pouvons souffrir que, précisément au siège de la Diète, on travaille à miner les autorités existantes dans les principaux Etats de la Confédération; que, de là, il se répande dans le monde des publications qui, par leur grossièreté, remportent sur toutes les autres. Nous sommes d'avis, avec le gouvernement autrichien, que le renouvellement d'un pareil scandale public, n'atteignît-il, d'ailleurs, que les proportions d'une impuissante velléité, ne saurait être toléré. — Nous avons lieu d'espérer que le gouvernement de Francfort ne voudra pas mettre les deux grandes puissances allemandes dans le cas de prévenir, par une intervention directe, les conséquences d'une indulgence déplacée. » Le Sénat de Francfort ne tint aucun compte de la sommation, et n'interdit pas, le 11 octobre, une réunion du *National Verein*. Bismarck proposa à Mensdorff une

démarche en vue d'obtenir un ordre de la Diète contre cette tolérance à l'égard des réunions populaires. — « Soit, dit Mensdorff, mais à condition que la mesure de police soit étendue à tous les Etats confédérés. »

Bismarck était alors revenu à Berlin tout ragaillardi et retrempé par l'air et les bains de mer. 11 trouvailles esprits plus agités encore qu'à son départ. De son oreille fine il entendait la protestation grossissante qui se propageait contre l'Autriche. Les représentants des Etats secondaires s'étaient flattés que la circulaire de Drouyn de Lhuys du 29 août inaugurerait au profit du cabinet de Vienne et des petites cours allemandes une politique de résistance à la Prusse dont François-Joseph n'avait pas osé affronter les chances. Cette illusion avait été justifiée par le trouble que le gouvernement prussien avait d'abord ressenti; mais le voyage de Bismarck et ce que l'on racontait de l'excellent accueil qu'il avait reçu de Napoléon III avaient jeté l'opinion dans un courant opposé. Certains affectaient de croire qu'à Paris et à Biarritz, il avait obtenu des éclaircissements qui équivalaient à des excuses.

Bismarck sentit le piège que lui tendait Mensdorff par sa proposition d'étendre à la Confédération les mesures contre les réunions de Francfort : c'était lui faire endosser une part de l'impopularité de l'Autriche. Il laissa tomber la querelle, et s'occupa de gagner l'esprit public. Comme on disait beaucoup qu'à Biarritz il avait

fait marchandage de la terre allemande, il envoya à la *Gazelle de la Croix* un article marqué de sa griffe pour dissiper ces rumeurs qui auraient fini par lui aliéner le *Nationalverein* et la partie militante de la nation : « Il n'est pas nécessaire d'avoir écouté aux portes pour savoir ce qui s'est passé à Biarritz. Que peut nous offrir la France à présent? qu'avons-nous *h* offrir à la France? — Nous prolestons, en tout cas, contre la supposition que le gouvernement prussien aurait jamais formé le plan d'acheter les bons offices de la France aux dépens de l'Allemagne. Nous avons, à cet égard, une promesse royale si catégorique, qu'elle peut se passer de tout commentaire. — Nous repousserons, d'une manière aussi pércmploire, l'hypothèse que le cabinet de Berlin aurait jamais prêté les mains à une imixtion de la France dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Ces deux suppositions écartées, le terrain sur lequel on pourrait s'entendre, devient très limité. De plus, il suppose la cessation de l'alliance austro-prussienne, et un changement lofal dans la constellation politique. Tant que la Prusse et l'Autriche resteront unies, il n'aura ni question sleswigo-holsteinoise, ni question italienne. Tout ce qu'on aurait pu discuter serait donc d'une nature éventuelle et problématique, et nous considérons M. le comte de Bismarck comme un homme d'État trop clairvoyant et trop pratique, pour croire qu'il verrait un avantage à se lier les mains d'avance. Ce n'est pas par des traités éventuels, mais par des

actes positifs, que le cabinet prussien doit faire marcher l'histoire¹. »

L'Autriche s'efforça de ne pas être devancée dans cette course à la popularité; elle laissa, elle aussi, tomber sa réclamation à Francfort et facilita ouvertement les menées d'Augustenbourg dans le Holstein. Gablenz avait paru d'abord s'y opposer : il avait notifié au prétendant de ne plus se considérer que comme un simple particulier; il lui avait retiré la loge royale au théâtre, avait interdit aux journaux de l'appeler Frédéric VII et d'attaquer la politique prussienne. Tout à coup, sur de nouvelles instructions, *un* revirement s'était opéré : il avait permis au Conseil de gouvernement ducal de fonctionner en liberté et autorisé à Altona une immense réunion populaire dans laquelle la Prusse avait été vilipendée et le Duc bien-aimé frénétiquement acclamé (23 janvier 1806).

Bismarck se plaignit : « La Convention de Gastein avait divisé l'administration, en laissant en commun la souveraineté : chacune des deux puissances devait donc garder intact le droit commun conlié à sa gestion. » Il mit en demeure le cabinet de Vienne de s'expliquer; il l'accusa de se rapprocher, dans une intention hostile, de l'ennemi commun, la révolution, et de manquer à un engagement d'honneur en voulant disputer à la Prusse l'annexion des Duchés (26 janvier),

Mensdorlû ne contesta pas ce point de départ.

Mais selon lui le droit commun à sauvegarder était celui de la Diète qui s'était prononcée en laveur d'Augustenbourg. Tout en regrettant la réunion d'Allona, il dénia avec hauteur à Bismarck le pouvoir de contrôler les actes des agents de l'administration autrichienne dans le Holstein : le cabinet de Vienne s'était abstenu de relever les mesures prises par l'administration prussienne dans le Sleswig, bien qu'elles tendissent ouvertement à préparer l'annexion des Duchés; il n'avait rien entrepris qui put être considéré comme une violation du pacte de Gastein (7 février 1866).

Le langage de Karolyi, ambassadeur autrichien à Berlin, était plein de confiance : « M. de Bismarck ne donnera aucune suite à sa démarche ; sa dépêche est un acte d'intimidation imaginé afin de calmer par une sorte de satisfaction les susceptibilités personnelles du Roi; cette tentative a échoué et les choses resteront dans l'état où elles sont depuis la convention de Gastein. Nous ne nous dissimulons pas qu'il nous sera difficile de décider les Prussiens à évacuer le Sleswig, mais nous avons dans le Holstein une situation si régulièrement établie qu'on ne peut tenter de nous en expulser sans une guerre à laquelle la Prusse ne saurait songer dans son isolement actuel; les puissances occidentales et tous les Etats allemands sont moralement de notre côté; l'Italie ne bougera pas sans l'assentiment de la France, et nous avons des raisons de penser que le cabinet de Paris ne lui permettra

pas. de prendre les armes contre nous. Nous n'avons donc pas fait un mauvais arrangement à Gastein comme on l'a prétendu. »

Le silence de Bismarck parut d'abord confirmer ces appréciations optimistes. Il ne jugea pas qu'il y eût lieu à des manifestations plus énergiques, tant qu'il ne se serait pas débarrassé du Parlement qui gênait la liberté de ses mouvements. Il se contenta de dire à Karolyi que l'entente entre la Prusse et l'Autriche était rompue et que les relations intimes avaient cessé.

III

Bismarck avait un tel désir de s'arranger avec le Parlement, qu'il avait déjà l'année précédente conseillé au Boi de concéder le service de deux ans, en comblant le manque, qui en résulterait dans l'effectif, au moyen de rengagements encouragés par des primes comme en France. Le Boi s'était absolument refusé à ce qu'il considérait comme incompatible avec le service universel obligatoire. Or, cette concession étant la seule qui eût pu apaiser la Chambre, la session s'ouvrit dans les dispositions les plus menaçantes (13 janvier 1866). Le président Grabow l'inaugura en protestant contre les attaques injustes contenues dans le discours de clôture de la session précédente et les hostilités s'ouvrirent aussitôt. Une résolution fut présentée portant « que

je duché de Lauenbourg ne pouvait être annexé en droit tant que l'approbation des deux Chambres du Landtag n'avait pas été donnée (art. 2 de la Constitution), et qu'il paraissait en outre inadmissible que ce Duché, séparé de l'Etat prussien, ne fut uni qu'à la couronne par une union personnelle : c'était contraire à la Constitution qui interdit au roi d'être, sans l'assentiment des Chambres, chef d'un autre Etat étranger. Toute cette politique était un simple dérivatif n'ayant d'autre objet que le conflit intérieur. »

— « Pourquoi vous aurais-je consultés? riposta Bismarck. L'article 55 de la Constitution interdit au Roi de s'annexer un *empire élvunyer* sans votre autorisation, mais pouvez-vous sans rire appeler un empire étranger le *polit pays allemand* de Lauenbourg? Si le Grand Electeur, avant de signer l'une des clauses des traités de Wehlau, de Labiau, avait dû chaque fois convoquer ses Etats, je ne sais pas sous quelle domination serait aujourd'hui la patrie dont nous portons le nom. Quoique n'étant pas obligés, nous aurions bien volontiers présenté un projet de loi si notre mariage avec vous avait été plus heureux. Mais quand vous profitez de tout projet qui vous est soumis pour chercher les éléments d'un procès en divorce, pourquoi viendrions-nous vous soumettre des actes que la lettre de la Constitution ne nous prescrit pas de vous soumettre? Nous n'attendons pas d'égards de votre part, n'en attendez pas de la nôtre. — Vous prétendez que le Duché n'appartient pas au Roi, mais à l'Etat.

Le vice de cette prétention est de SÉPARER LE ROI DE L'ÉTAT, SÉPARATION IMPOSSIBLE EN PRUSSE, de toute façon, en droit, en fait et politiquement. Nous n'avons pas établi une union réelle, parce qu'il n'est pas bon de donner cet exemple qu'un pays allemand n'ait qu'à tendre un doigt à la Prusse, pour se voir dépouiller contre sa volonté de tout ce qui constitue son existence propre et pour être uniformisé à la prussienne jusqu'à la peau. » 11 repoussa le reproche de faire de sa politique extérieure un moyen de soutenir avec avantage la lutte contre les prétentions parlementaires. « Les affaires étrangères sont elles-mêmes un but que je mets au-dessus des autres. Et vous, Messieurs, vous devriez faire de même, car ce terrain que vous pouvez avoir perdu à l'intérieur, il vous serait certainement possible, sous quelque ministère libéral qui peut-être ne se fera pas trop attendre, de le regagner rapidement. (/fi/arité.) Ce n'est point là une perte éternelle. Mais dans la politique extérieure il y a des moments qui ne reviennent pas. »

Dans cette discussion toute prussienne, un député, Frese, rappela le véritable droit dont personne n'avait paru avoir souci, en vertu duquel la cession n'aurait pu être valable, s'agissant d'un pays allemand, qu'avec l'approbation de la Diète et l'assentiment des Lauenbourgeois. Les traités de Vienne et de Gastein étaient des attentats. « Entre vos mains, s'écria-t-il, les lauriers de Duppel et d'Alsen se sont changés en une haie

d'épines. » — La résolution fut votée par 251 voix contre 44¹.

A la même majorité l'Assemblée blâma les autorités des provinces rhénanes et le minisire de l'Intérieur d'avoir interdit une fête qui devait être donnée à Cologne aux députés progressistes.

La discussion la plus violente et aussi la plus importante, parce que l'intérêt en est toujours actuel dans tous les pays où se pratique le système parlementaire, vint à propos d'une poursuite ordonnée par la Cour suprême contre deux députés, qui, à la tribune, avaient accusé la magistrature de servilité. Le député Hoverbeck proposa de déclarer cet arrêt une violation de la prérogative parlementaire consacrée par l'article 8i de la Constitution aux termes duquel les membres du Landtag ne peuvent être appelés à rendre compte des opinions exprimées par eux que devant la Chambre elle-même, dans les formes réglementaires. « Sans doute, répondit Bismarck, les opinions des députés doivent être respectées, mais le privilège de l'insulte et de la calomnie ne peut être accordé à personne et surtout à des députés ayant reçu une haute culture intellectuelle, maîtres de leur parole et de leur pensée, hardis navigateurs sur les eaux de l'éloquence, tandis que cela est interdit à un homme sans culture dans toutes les situations de la vie. Les députés anglais n'ont le droit de tout dire impunément, que parce qu'il est dé-

i. Séance du 3 février 1866>.

fendu en principe de publier leurs débats; si néanmoins on les imprime, chacun peut considérer un discours parlementaire comme un article ordinaire et réclamer de la justice réparation de l'offense qu'il contient. Les calomnies, les insultes ne sont pas des *opinions*, mais des *actes* : ils ne peuvent pas plus être commis impunément par des députés que par tout autre citoyen. Il n'appartient à aucun pouvoir politique déjuger et de réformer une décision judiciaire. Les juges sont indépendants; ils ne doivent être soumis à aucune autre autorité que celle de la loi. »

« 11 ne s'agit pas, répliqua le rapporteur, d'un empiétement sur les attributions de la justice, mais d'un acte de légitime défense contre un de ses excès de pouvoir. L'article de la Constitution est aussi clair que la lumière du jour. Un système qui se borne à demander journellement de plus grands sacrifices d'hommes et d'argent en comprimant toutes les libertés doit forcément crouler. Puisse-t-il, lorsque ce moment arrivera, n'enterrer que lui sous ses ruines. » — Le ministre de la Justice de Lippe dit « que la Chambre en cherchant à substituer ses décisions unilatérales aux lois du pays, se rendrait coupable d'un empiétement inouï sur le domaine du pouvoir judiciaire. La motion est de nature à provoquer des résistances matérielles aux mandements de Injustice; la responsabilité de ces faits retombera sur ses moteurs. (*lirait.*) Je n'hésite pas à déclarer que le gouvernement est en mesure de briser ces résistances (*Interruption.*) La Constitution, comme

toute loi, est sujette à l'interprétation des tribunaux. La Cour suprême l'a interprétée selon sa conscience. Fraction du Corps législatif, la Chambre n'a qu'une route à suivre; elle doit prendre, si elle le juge convenable, l'initiative d'une loi d'interprétation propre à effacer les ambiguïtés que présenterait le texte de la Constitution, Toute autre voie serait impuissante et compromettante pour sa propre autorité. » —Après un discours incolore de Vlommensen, Gneisl soutint que cet arrêt n'avait clé obtenu que par des falsifications de la majorité judiciaire : on aurait complété la Chambre criminelle par des conseillers d'appel dont on était sur, et ces suppléants provisoires auraient été appelés à opiner malgré la présence des titulaires qu'ils étaient censés remplacer" et conjointement avec eux.

La discussion devenait de plus en plus violente. Twesten s'écria : « Les ministres dussent-ils couvrir leurs juges de toutes les décorations de la monarchie, ils ne parviendront pas à laver les souillures que ces hommes ont imprimées à leur honneur, à l'honneur de la Patrie. [*Applaudissements.*] Certes, pour nous autres députés, l'avenir est gros de menaces, mais tant mieux! Nous ferons d'autant plus vigoureusement notre devoir qu'il sera entouré, pour nous, d'un danger personnel. Le gouvernement dispose de l'autorité du nom royal, de l'argent, des canons, de la police et des tribunaux. Il a contre lui la conscience publique! (*Applaudissements.*) Ces violences marquent, habituellement, le commence-

ment de la fin. Le jour où Charles I^{or} voulut faire arrêter les membres des Communes fut le dernier de son autorité. Manuel, il est vrai, fut empoigné par des gendarmes, mais ce fut le trône et non la tribune, qui s'écroula. Le droit est pour nous, il finira par prévaloir. »

Le ministre de la Justice repoussa avec indignation des attaques qu'il qualifia d'outrageantes. Il nia toute intervention personnelle dans la décision de la Cour suprême. La liberté de discussion n'impliquait pas la liberté de l'injure et de la calomnie. Cette liberté excessive n'avait existé qu'en France, pendant la Terreur, et là, elle avait eu la conséquence qu'on guillotinaient ceux qui se permettaient d'être d'un avis opposé à celui de la majorité. » — Le ministre de l'Intérieur Eùlenbourg enchérit sur le ministre de la Justice; il traita la majorité de séditeuse et souleva une tempête d'interruptions en demandant si elle voulait devenir l'asile du crime?... Depuis longtemps, on n'avait assisté à une séance aussi violente. A plusieurs reprises, le public des tribunes s'associa aux manifestations passionnées de la gauche; des cris de : « C'est faux!... Fi donc! » interrompaient les ministres et les orateurs. Le président eut grand'peine à faire écouter Bismarck. La motion de blâme fut volée par 263 voix contre 35

La Chambre avait cru servir les principes libéraux en repoussant la thèse de Bismarck; et

cependant elle seule était conforme aux saines exigences d'un gouvernement libre. Il n'y a pas de vraie liberté avec l'omnipotence despotique d'une assemblée. Au-dessus d'elle doit exister, indépendant et protecteur, un corps judiciaire inamovible investi du pouvoir de sauvegarder, contre les entraînements oppressifs d'une majorité d'un jour, les principes supérieurs de la Constitution et les droits inaliénables du citoyen. Il en eut été ainsi dans notre ancienne monarchie si l'absolutisme royal des Bourbons n'avait détruit le veto judiciaire des parlements, comme il a détruit toutes les libertés de l'ancienne constitution française. En Amérique, une Haute Cour de justice inamovible est investie, à la requête de tout citoyen, du droit de considérer comme non avenues les lois inconstitutionnelles; c'est pourquoi la liberté américaine, malgré le vice démocratique, est indestructible. — Il est également inadmissible que le droit d'injure et de calomnie soit impunément exercé par les députés et que ceux qui font les lois jouissent du privilège de se mettre au-dessus d'elles. Tant que les paroles ne sont pas sorties de renceinte législative, elles ne relèvent que du pouvoir disciplinaire du président; aussitôt qu'elles s'étalent dans les journaux, elles appartiennent à la justice commune, et celui qu'elles ont atteint dans son intérêt ou dans son honneur a le droit d'en obtenir réparation.

Une lettre du ministre président notifia à la

Chambre que Sa Majesté refusait de recevoir ses trois résolutions, parce qu'il les jugeait inconstitutionnelles : il n'appartenait pas à la Chambre de déclarer non valables en droit des traités d'Etat conclus par Sa Majesté le roi, ni de contester des arrêts judiciaires, ni enfin d'intimer des prescriptions aux agents du pouvoir exécutif.

La Chambre passa dédaigneusement à l'ordre du jour sur la lettre du ministre. Puis, elle se mit à discuter la motion du député Reichensperg, du centre catholique, proposant une Adresse au Roi, par laquelle Sa Majesté serait suppliée de reconnaître, en principe, les prérogatives que l'assemblée revendique en matière de budget. La gauche s'éleva avec force contre l'idée d'en appeler de nouveau au Roi. « Le dissentiment qui existe entre le gouvernement et la Chambre est trop profond, et il porte sur des points trop essentiels, pour qu'il soit possible d'arriver à une transaction. Nous avons la justice et le sentiment national pour nous; nous devons nous borner à défendre obstinément les droits du peuple contre l'absolutisme et les intérêts de caste. » La motion fut rejetée. — Alors, Bismarck, qui avait assisté silencieux à la plus grande partie du débat, se leva inopinément et donna lecture de deux ordres de cabinet : le premier annonçant la prorogation immédiate de l'Assemblée, et le second la convoquant le lendemain au château, afin de recevoir communication du message de clôture de la session. — Le président eut beaucoup de peine à obtenir le

silence et à faire entendre les paroles d'adieu. — Le lendemain le Roi lut un discours plus altier que les précédents. Et Ton se sépara après onze séances de session (du 15 janvier au 22 février 1866).

IV

Uismarck, dégagé des soucis parlementaires, eut voulu brusquer l'Autriche aussi vertement que ses députés. Mais le Moi n'allait pas volontiers à ces résolutions extrêmes. Il convoqua un grand conseil (28 février 1866) auquel, avec les ministres, assistèrent le Prince Hoyal et les généraux Moltke, ManteufVel, Alveusleben et (Jollz expressément mandé de Paris.

(iuillaume présenta un exposé très irrité du différend : ce qui se passait dans le Holstein était une preuve non douteuse de la haine de l'Autriche; cette conduite devait cesser même au prix d'une guerre. — Hismarck lit un tableau de tous les procédés hostiles dont on avait à se plaindre pendant les dernières années; la guerre était inévitable en tous cas; il était plus sage de l'entreprendre dans la situation favorable actuelle que délaisser l'Autriche choisir son heure. — Maiileullel fit remarquer qu'en fait dans les Duchés on était h l'état de guerre, et que ce n'était que grâce à la prudence de Gablenz qu'elle n'avait pas éclaté déjà. — Gollz raconta qu'avant son départ il avait interrogé Drouyn de Lhuys et l'Empereur afin d'en apprendre si, dans

les complications nouvelles, la France conserverait la même neutralité bienveillante. Drouyn de Lhuys en avait donné l'assurance. « Ces dispositions françaises n'avaient pas changé, mais si les dissentiments actuels n'étaient pas aplanis, des intérêts plus généraux que ceux actuellement engagés pourraient se trouver mis en cause; il examinerait alors ce que les conventions françaises conseilleraient, en se laissant guider uniquement par les nécessités de la situation et les avantages qu'on recueillerait des alliances. Mais rien ne faisait encore prévoir de semblables conjonctures et *il était impossible de trarer une politique, et à plus forte raison de prendre des engagements sur une éventualité qui pourrait ne pas se réaliser*. Le cabinet de Merlin sait d'ailleurs que notre gouvernement n'est animé envers la Prusse de nul sentiment de rivalité ou d'envie et qu'il reconnaît pleinement la part légitime d'influence qui lui appartient en Allemagne¹. » L'Empereur avait répété les mêmes assurances, avec une nuance de sympathie affectueuse : « N'accordez jamais d'importance, avait-il dit à Gollz, à des informations de journaux relatives à un rapprochement entre Vienne et Paris. Des affirmations de ce genre, émanant même d'un de mes ministres, n'auraient pas d'importance : *je sais seul ce que sera la politique extérieure de la France*. » On pouvait donc être tranquille du côté de Napoléon III. — Molière

1. Drouyn de Lhuys à Benedetti, 22 février 1866.

déclara que la condition essentielle d'un succès vraisemblablement certain était la coopération militaire de l'Italie : l'Autriche alors, par son plus grand effort, mettrait en ligne 240000 hommes auxquels la Prusse pourrait opposer un effectif égal sans appeler la Landwehr sur le champ de bataille, et 50 000 hommes seraient encore disponibles contre la Bavière et les autres Etats du Sud. — Bismarck dit que la Bavière ne devait pas être considérée comme ennemie. D'accord avec Moltke sur l'importance d'une diversion de l'Italie, il proposa d'envoyer le général lui-même à Florence en négociateur d'une alliance.

Deux seules personnes ne partagèrent pas l'entraînement belliqueux : le prince héritier et le ministre des Finances Boldensving. A l'avis du prince, la guerre contre l'Autriche serait une guerre entre frères dont l'étranger ne tarderait pas à se mêler. Le ministre des Finances déclarait les liuanes hors d'état de supporter le fardeau d'une grande lutte militaire.

Bataille était le mot qui sortait de cette délibération et chacun l'attendait du Roi; cependant il ne le prononça pas. Il dit : « La possession des Duchés est digne d'une guerre, toutefois l'explosion de cette guerre ne doit pas être hâtée, car s'il était possible d'atteindre pacifiquement le but poursuivi, un tel résultat serait toujours préférable. La décision dépendra de la conduite ultérieure de l'Autriche. Pour le moment on doit se borner à des pourparlers diplomatiques. Il désirait la paix, mais s'il le fallait, après avoir

prié Dieu de lui montrer le droit chemin, il considérerait la guerre comme juste. »

Ce n'était pas tout ce que désirait Bismarck, cependant c'était quelque chose; il marcha de l'avant comme s'il avait obtenu tout. Il renvoya Goltz à Paris avec des instructions nouvelles et une lettre autographe du Roi, et il se mit à en-
guirlander l'Italie.

Jusque-là les relations entre la cour de Berlin et celle de Turin avaient été plus que froides. En 1805, le prince héritier, étant venu en Italie avec sa jeune épouse, ne s'était pas arrêté à Turin ; le prince Ilumhert avait vainement essayé de le retenir à Milan, et le prince prussien avait mis quelque affectation à se laisser fêler à Vérone et à assister aux revues de Benedek. Quand Bismarck au lendemain de Gastein parla d'établir de meilleures relations en envoyant l'Aigle-Noir à Victor-Emmanuel, Guillaume s'y était refusé : il trouvait peu convenable, alors que l'Autriche venait de manifester son intention d'entretenir de bonnes relations avec la cour de Berlin, de prendre, sans cause apparente, l'initiative d'une démarche qui devait nécessairement être considérée à Vienne comme désobligeante. A la suite des premières difficultés dans le Holstein, le Roi ne fit plus d'objection, surtout lorsque François-Joseph eut envoyé le grand cordon de Saint-Étienne au prince impérial.

Dans le même temps, Bismarck redevenait agressif contre l'Autriche. 11 annonça à une députation de dix-neuf hobereaux du Holstein la

résolution de poursuivre avec fermeté l'annexion, à tous les points de vue si désirable, des Duchés à la Prusse (2 mars). Par un édit royal (11 mars) il déclara passible des peines les plus sévères toute personne qui, par ses actes ou ses paroles, porterait atteinte aux droits de souveraineté du roi de Prusse ou de l'Empereur dans les Duchés unis ou dans un seul.

11 tint à la femme de l'ambassadeur de Saxe à Berlin, Hohenthal, un propos qui lit grand bruit. — Est-il vrai, lui avait demandé la comtesse, que vous voulez nous faire la guerre, expulser l'Autriche de l'Allemagne, et vous emparer de la Saxe? — N'en doutez pas, chère comtesse, je n'ai jamais eu d'autre pensée et je n'ai cessé de m'y préparer depuis que je suis entré au ministère. Le moment ne tardera pas; nos canons sont fondus aujourd'hui, et bientôt vous aurez l'occasion de vous assurer si notre artillerie transformée n'est pas de beaucoup supérieure à l'artillerie autrichienne. — Vous me faites frémir, en vérité, et puisque vous êtes en veine de franchise, dites-moi ce que j'aurais de mieux à faire si vos sinistres prévisions venaient à se réaliser. J'ai deux propriétés : devrai-je chercher un refuge dans mon domaine de Bohême ou dans mon château près de Leipzig? — Si vous m'en croyez, n'allez pas en Bohême, vous y seriez exposée à de terribles aventures; c'est là que nous battons les Autrichiens et il y aura plus de blessés que vos gens n'en pourront soigner; allez en Saxe; il ne se passera rien du côté de

Leipzig et voire château de Knaulhcim n'est pas sur une route d'étapes ; vous ne serez pas même importunée par des billets de logement. »

« Je me suis débarrassé par une raillerie d'une curiosité indiscrete de femme », dit-il à qui l'interrogea sur la portée de ses paroles.

En Saxe ou prit la raillerie au sérieux et Ton demanda secours à l'Atilriche.

V

La lettre du roi Guillaume que Goltz, avec l'approbation de Napoléon III, laissa ignorer à Drouyn de Lhuys, annonçait une évolution dans la politique agressive de Bismarck, dont le Roi adoptait les principes, tout en ne se décidant pas encore à les pousser à l'extrême. La guerre pour l'annexion des Duchés eût mis toute l'Allemagne du coté de l'Autriche et elle n'aurait pas assez rapporté à la Prusse; en flattant la passion nationale de l'imité, on s'annexerait plus en encourageant moins d'hostilités : Goltz fut chargé de ne pas Je laisser ignorer à l'Empereur. 11 lui dit en propres termes que l'objet de l'action politique de la Prusse ne se bornerait plus désormais aux Duchés, qu'elle tendrait à établir une union étroite des États du Nord de l'Allemagne sous une direction prussienne, analogue à celle que la Constitution de l'Empire, en 18i9, avait établie pour toute l'Allemagne, sauf une limitation plus étroite du pouvoir parlementaire et une autono-

mic plus forte des divers États. Il fût même entendre que l'un ou l'autre de ces Etats, à cause de son attitude hostile, aurait à subir une domination plus directe, et enfin que si la Bavière, sur laquelle Bismarck s'obstinait à compter, accordait sa coopération, elle recevrait la direction militaire du Sud Allemand à l'exclusion de l'Autriche.

Bismarck abattait son jeu sur la table et l'Empereur n'était plus autorisé à dire que le ministre prussien restait dans les nuages des généralités insaisissables. Gollz pouvait donc nous interpeller : « Maintenant que vous savez ce que nous voulons et où nous allons, communiquez-nous vos intentions. Nous combattrez-vous ou nous laisserez-vous faire, et si vous nous laissez faire sera-ce gratis ou moyennant un prix, et dans ce dernier cas, quel sera ce prix ? »

L'Empereur ne blâma pas l'entreprise : il jugea excellent qu'on se donnât un but plus élevé que la petite question des Duchés ; mais il n'indiqua pas ce qu'il voulait. Il observa en passant qu'en ouvrant une carte, on pouvait se rendre compte de la différence qui existe entre les frontières actuelles de la France et celles qu'elle avait en 1811. Toutefois il n'appuya pas et se contenta de dire : « Nous verrons plus tard : le gouvernement prussien peut compter sur ma neutralité bienveillante et le Boi sur mon amitié ; nous nous entendrons facilement avec lui, je l'espère. »

Gollz considéra « comme un avantage, que

l'Empereur, ajournant les négociations, lui eût épargné le désagrément de le froisser par le refus d'un désir exprimé. De l'allusion aux frontières de 1814 il concluait que ce serait la compensation réclamée par Napoléon III si la Prusse s'annexait plus que les Duchés. Bismarck répondit incontinent qu'il fallait laisser dormir la question, et que si elle était soulevée il opposerait un refus net à toute demande de cession d'une terre allemande. — Goltz avait attaché trop d'importance à une allusion fugitive, l'Empereur ne reparla plus de la frontière de 1814, et Bismarck fut réduit encore à se demander : Que veut donc l'Empereur?

11 n'en fut que plus pressé d'obtenir le concours de l'Italie. Suivant sa méthode d'inaugurer les unions politiques par une union économique, il avait hâté la conclusion du traité de commerce tour à tour repris et abandonné (2 mars 1866). Il charge Goltz de faire savoir par Nigra à La Marmora qu'il désirait l'envoi *sen-el* à Berlin d'un officier. La Marmora restait toujours, envers la Prusse, combattu entre deux sentiments : il admirait son armée, et il se détâit de son ministre. La facilité avec laquelle Bismarck avait entrepris les négociations d'un traité de commerce, puis les avait abandonnées, la Convention de Gaslein succédant sans avertissement à des ouvertures d'une alliance offensive et défensive, l'avaient laissé plein de soupçons, quoique cet accord imprévu eût valu à l'Italie la reconnaissance jusque-là ditlérée des Etats du Sud et

do la Bavière (18 novembre 1865) qui, par dépit «onIre l'Autriche, se décidèrent à vaincre leurs répugnances légitimistes. .N'espérant pas un concours loyal et sérieux de la Prusse, ne comptant pas sur une guerre prochaine (Mitre les deux puissances germaniques, il avait essayé de se rapprocher de l'Autriche et d'en obtenir la cession volontaire de la Venélic moyennant indemnité. Cependant quand Usedom, qui s'était éclipsé après la Convention de iastein, reparut un peu embarrassé à Klorencce et communiqua l'invitation de Uismarck de lui envoyer quelqu'un, il l'accueillit et choisit le général Govone, officier des plus distingués, aussi remarquable sur le champ de bataille que dans le cabinet¹, homme d'intelligence et de ressources, plein de l'eu dans l'esprit, fin, ferme, loyal, digne de la confiance qu'on lui témoignait.

Sur ces entrefaites un événement imprévu parut, un instant, détourner l'Italie de l'alliance que lui offraol Bismarck.

i . .Né en 1825.

CHAPITRE II

CHUTE DE COUZA

I

Le *2i février 1866, on apprit dans toutes les capitales d'Europe que le prince de Roumanie, Cou/a, venait d'être renversé. Le 23, à sept heures du soir, un jeune inconnu, se présentant au Prince, lui dit : « Monseigneur, une révolution doit éclater eette nuit. » (louza, comptant sur la fidélité des chasseurs, sa troupe de confiance, de garde ce jour-là. rassuré, en outre, par les renseignements de son préfet de police, ne tint nul compte de l'avertissement. A trois heures du matin, il est réveillé en sursaut : des officiers font irruption dans sa chambre, où il était avec sa maîtresse. Le pistolet en main, ils le somment de signer son abdication; il hésite un moment, signe, puis s'habille; on le conduit dans une maison particulière. De là il envoie son valet de chambre instruire notre consul général du lieu de sa retraite. Le consul le trouve très calme : « Je nai cédé, dit-il, à aucune contrainte matérielle, mais au désir de mettre fin à un rôle

qui me pesait depuis longtemps. » 11 le prie de détourner un certain colonel Salomon de l'idée de soulever son régiment en sa faveur et dans ses rapports à l'Empereur de demander qu'on respecte les vœux du pays.

Un gouvernement provisoire, constitué dans l'ombre, fut aussitôt déclaré. Le prince de Samos, Jan Ghica, qui, en 1848, avait travaillé au renversement de Ūibesco, en fut le président; Bosetli y représentait le parti révolutionnaire. Les Chambres, en même temps, acclamèrent à l'unanimité le comte de Flandres, frère du roi de Belgique, sous le nom de Philippe 1^{er}

II

Ce coup de main rapide était le résultat d'une longue préparation.

L'élection de Couza avait été un coup de théâtre improvisé de la dernière heure et imposé par la foule, pour empêcher la dissolution qu'allaient produire les compétitions inconciliables des membres des familles historiques. Ces candidats éliminés ne pardonnaient pas à l'inconnu qui, sans y avoir pensé, les avait supplantés. Il eût pu braver leur mauvais vouloir s'il s'était livré au parti des Iriano et des Rosetti. Ceux-ci l'avaient espéré et Kosetti s'écriait au lendemain de son avènement : « Le prince est sublime en toutes choses ! » Il cessa de l'être en quoi que ce soit dès qu'il ne consentit pas à devenir leur serf et

se fut confié à Barbe Catargi. Quelques scélérats subalternes de leur bande assassinèrent cet orateur de premier ordre, éminent par la culture, le courage et l'honnêteté, comme à Rome d'autres révolutionnaires avaient assassiné Hossi (23 juin 1862). Alors Couza ne pouvant se fier ni aux conservateurs, ni aux révolutionnaires, appela aux affaires Kogalnitchanou, libéral modéré et progressiste. Il le chargea de résoudre les trois questions qui agitaient la Roumanie depuis tant d'années, celle des couvents dédiés, de la propriété des paysans, de l'instruction publique.

Conservateurs et révolutionnaires se coalisèrent contre ce programme de progrès, que les uns ne consentaient pas à laisser au prince l'honneur de réaliser, et dont les autres ne voulaient pas du tout. Entre les vainqueurs et les vaincus de 1848, entre ceux qui avaient renversé Bibesco et ne cessaient de le calomnier et ceux qui le considéraient comme un bon prince injustement renversé, se noua une coalition dont le but commun était une haine ambitieuse.

Couza, néanmoins, réussit à trancher l'interminable question des couvents dédiés. L'Église grecque possédait le cinquième des terres les plus belles et les plus fertiles de la Roumanie, d'un revenu de vingt-cinq millions, représentant un capital de six cents millions. Elles avaient été attribuées à des couvents au nombre de 72, appelés *Dédiés*, parce que leurs fondateurs les avaient consacrés par des actes nommés *C/irysobu//es*, aux Lieux-Saints, c'est-à-

dire aux quatre sièges patriarchaux de l'Église grecque, aux communautés du mont Sinaï, du mont Athos et de diverses provinces de la Roumanie. Ces couvents étaient administrés par des *Mégoumbnes* nommés par les communautés et les patriarches grecs. Pendant bien longtemps leurs privilèges n'avaient pas été contestés et ils avaient même été accrus par les princes phanariotes. En 1821, les '*Hégoumènes* employèrent leurs revenus à soudoyer des corps francs au profit de la Grèce insurgée. Le gouvernement turc exigea par un firman leur expulsion et leur remplacement par des moines indigènes. En 1827 un Hatti-chérif de pardon effaça ce passé.

Les princes roumains prétendaient que ces couvents étaient soumis à leur surveillance, non seulement comme toutes les propriétés quelconques de leur domination, mais d'une manière toute spéciale. Les couvents, disaient-ils, avaient été fondés sous certaines conditions : par exemple, obligation de nourrir et de doter un certain nombre de filles indigentes, d'ériger des hospices d'aliénés, de donner l'hospitalité aux pèlerins et voyageurs, de tenir table ouverte pour les pauvres, de répandre des aumônes, d'avoir une typographie pour l'impression des ouvrages ecclésiastiques, etc. Ce n'est qu'après l'accomplissement de ces conditions et après avoir largement pourvu à l'entretien des édifices religieux et aux frais du culte, que l'excédent des revenus pouvait être envoyé aux monastères des Lieux-Saints. Il appartenait à la puissance territoriale de veiller

à l'exécution des chrysobulles d'institution. Or, ces actes étaient ouvertement violés : les moines envoyaient d'abord leurs subsides aux Lieux-Saints, laissaient dépérir les monastères de la Roumanie, ne subvenaient à aucune des charges qui leur étaient imposées. Les princes roumains entendaient faire cesser ces abus.

Les Pères grecs opposèrent leur droit de propriété jusque-là incontesté sur les couvents dédiés, droit de propriété sur lequel l'État n'avait pas plus de surveillance à exercer que sur toute autre propriété roumaine; ils contestèrent véhémentement qu'ils eussent manqué à aucune des conditions stipulées dans les fondations. Et comme les princes les menaçaient d'imposer leur volonté par la force, ils réclamèrent contre cette menace la protection de la puissance suzeraine, la Turquie, et celle de la Russie qui s'était investie du protectorat du culte grec. Le débat, purement intérieur jusque-là, devint international : il fut soumis au Congrès de Paris. Le Congrès invita les parties intéressées à trancher leur différend au moyen d'un compromis d'abord, puis d'un arbitrage; puis, en cas de division des arbitres, par la sentence d'un surarbitre.

Couza adopta une thèse plus radicale que celle de ses prédécesseurs. Eux s'étaient considérés comme des surveillants, des tuteurs des fondations; lui affirma qu'elles appartenaient en toute propriété à l'Etat et qu'il était maître d'en disposer à son gré. Les moines et la Turquie lui

opposèrent le protocole du Congrès de Paris.

— De quoi se mêlent ces diplomates européens? répliqua Couza; les questions intérieures sont notre affaire et non la leur; nous n'entendons pas subordonner notre législation à leur bon plaisir. Mes prédécesseurs n'ont pas été assez radicaux en prétendant n'être que des surveillants et des tuteurs; les fondations religieuses sont une propriété de l'État dont il est maître de disposer à son gré. — Il ne se prêta donc ni à un compromis ni à un arbitrage. Pl, s'insultant propriétaire, il fondit à coups redoublés sur les moines, les accusa d'être des intrus en possession illégale de leurs biens et de viser à établir un Etat dans l'Etat. Il refusa de reconnaître les légomènes nommés par les chefs des communautés, interdit l'usage de la langue grecque dans l'office divin de tous les monastères, ordonna que tous les revenus fussent versés dans la caisse de l'Etat, défendit d'intenter aucun procès et de faire aucun acte judiciaire sans l'assistance des avocats de l'Etat, mit les vases et objets précieux des monastères sous la surveillance des protopopes locaux, en cas de besoin sous celle de l'autorité civile; prescrivit de déposer tous les titres et actes provisoirement dans un monastère sûr, gardé par un poste militaire bien armé et, enfin, les fit transporter aux Archives.

Le Père Cyrille, épitrope des monastères du Saint-Sépulcre en Valachie, s'étant opposé au paiement des fermages des terres de son monastère aux caisses du Trésor, fut destitué et traduit

devant la justice criminelle. Le même traitement fut infligé à quiconque osa officier en langue grecque, ou se refusa à abandonner la gestion des biens de son couvent. Le tout fut couronné par une loi de sécularisation du 24 décembre 1863, déclarant les biens des monastères de Roumanie, dédiés ou non dédiés, biens de l'Etat. En retour de ce qu'on leur enlevait, on attribuait aux Lieux-Saints une somme, de 27 millions une fois payée (80 millions de piastres).

L'Europe, comme on disait alors, réunie en conférence à Constantinople, déclara nulles toutes les mesures radicales de ce petit prince qui la bravait : il ne lui appartenait pas de résoudre seul, de son autorité propre, des difficultés dont elle s'était attribué l'examen et la solution; elle nomma une commission, et prescrivit que les revenus des couvents seraient intégralement versés, d'une manière qui en assurât la conservation, dans une caisse spéciale, sous la surveillance des puissances (9-14-28 mai 1864.) De leur côté les chefs des Lieux-Saints déclarèrent solennellement que, dans aucun cas, leur conviction religieuse et la conscience de leur devoir ne leur permettraient d'admettre l'expropriation de l'Eglise, ni d'accepter une indemnité quelconque (22 septembre 1864).

Les protestations des puissances et des patriarches n'eurent pas plus de résultat contre les lois de sécularisation roumaines qu'elles n'en eurent en Italie et au Mexique contre des mesures

de même" nature prises à peu près dans le même temps. Le petit prince brava les protestations des puissances qui s'évanouirent en fumée, mais Gortchacov ne lui pardonna pas cette destruction des monastères grecs qu'il considérait comme les avant-postes de la Russie.

III

Telle campagne avait été conduite par Cou/a avec l'assentiment des partis et des Chambres dans lesquelles il n'eut que trois voix contre la sécularisation. Il ne rencontra pas le même concours pour ses autres projets de réforme. Il ne parvint pas à obtenir le vote du code rural, ni la loi sur l'instruction publique, et la coalition, maîtresse de l'assemblée, prononça un vote de blâme contre le ministère. Kogalnitchanov donna sa démission; le prince ne l'accepta pas. Après une courte prorogation, il demanda par un message aux députés de voter d'urgence une loi établissant le suffrage universel, afin qu'il pût soumettre au peuple tout entier le dissentiment. La Chambre refusa de discuter le projet jusqu'à ce que satisfaction eût été donnée au vote de méfiance contre le ministère. Là-dessus, à un signe du ministre, un bataillon d'infanterie envahit la salle et expulse les députés (11 mai 1864). Le prince fait un appel au peuple : il lui soumet un statut et une loi électorale.

Le statut créait deux Chambres : une de députés

renouvelable par liers tous les deux ans, et un Sénat composé de membres de droit, de membres désignés par le prince, ou par les conseils généraux, un des meilleurs Sénals qu'on ail jamais institués. La loi électorale accordait le suffrage à tout Roumain, même juif. Ceux qui ne savaient pas écrire étaient autorisés à faire inscrire leur nom par d'autres.

Le plébiscite lut volé par 682021 voix contre 1307 (27 mai 1864).

La Porte et les puissances approuvèrent ces changements et renoncèrent morne pour l'avenir à toute immixtion dans les arrangements intérieurs, pourvu qu'ils ne détruisissent pas les droits de la puissance suzeraine (28 juin 1864).

Affermi dans son pouvoir, Couza décrète l'émancipation rurale du paysan, et le rend propriétaire; il établit l'instruction gratuite à tous les degrés et obligatoire au degré primaire, introduit le Code civil Napoléon, promulgue un Code pénal et de commerce, adopte le système décimal.

Ces réformes accroissent la rage des coalisés, car elles popularisent le prince. Ils resserrent leur trame et, afin d'écarter leurs dissentiments personnels, prennent rengagement de choisir, quand ils auront rendu le tronc vacant, un prince étranger appartenant à une des familles régnantes¹.

Ils travaillent furieusement à préparer cette vacance. Brancovan et Braliano, agissant à

I. L'acte était signé : « Prince Gr. Brancovan, prince G. Stirbey, prince Déni. Ghika, Jon Ghika. An. Panu, C. Braïloi, Jean Bratiano, G.-A. Rosetti. »

Paris sur deux mondes différents, commencent contre Cou/a une campagne analogue à celle des insurgés polonais contre Wielopolski : tous ses actes sont calomniés, ses torts réels démesurément grossis, les réformes énormes qu'il accomplit considérées comme des leurres; la loi électorale est une mystification, le Code rural une jonglerie. Nos journaux, entraînés par leurs fausses informations, représentent comme un lieutenant de Pétersbourg, comme un ennemi de notre influence un prince tout dévoué à la France et à son empereur, dont les soldats portaient notre uniforme, étaient instruits par nos officiers, et à qui ses sympathies françaises avaient, autant au moins que la sécularisation des couvents dédiés, valu l'hostilité de (jortehacow. surtout celle de son ambassadeur à Constantinople, le général Ignatiev.

Napoléon III lui-même se laissa influencer et il ne consentit pas à envoyer le grand cordon de la Légion d'honneur que Cou/a désirait vivement comme témoignage de son union avec nous.

Ces machinations n'inquiétaient pas le prince : il comptait sur le paysan-propriétaire et sur Tannée; il se considérait comme inexpugnable.

Déjà une émeute de la démagogie de Bucharest avait été sévèrement réprimée (3-15 août 18(15). Les conjurés ne pouvaient rien sur le paysan qui, d'ailleurs, là comme partout, n'intervient que comme le chœur dans la tragédie antique, pour se lamenter ou s'applaudir de l'action à laquelle il est demeuré étranger. Ils s'appliquèrent à dé-

baucher l'armée. Un comité se forma, composé de 7 à 800 membres, qui s'imposèrent une cotisation mensuelle de deux ducats; on se procura, je ne sais comment, d'autres ressources, et Ton acheta des officiers dont un certain nombre devaient être atteints par des réformes financières annoncées, et grâce à cette corruption l'armée avait abandonné son chef, et la conjuration n'avait rencontré nul obstacle.

Couza, transporté au palais de Kotroceni, adressa à un des membres du gouvernement une adhésion au nouveau prince proclamé, sollicitant de quitter le territoire. On le lui permit. Accompagné par un de ses aides de camp jusqu'à la frontière, il *^en* vint à Vienne et visita incognito Gramont, notre ambassadeur. Son langage fut sans amertume : il n'accusait personne et il quittait sans regret un trône qu'il avait occupé sans satisfaction. Seulement, convaincu que l'empereur Napoléon III était le soutien le plus efficace de la Roumanie, quoiqu'il n'eût d'autre désir que de s'ensevelir dans sa retraite, il se montrait prêt à se rendre à Paris si l'Empereur trouvait quelque intérêt à l'interroger. L'Empereur ne crut pas devoir accepter cette offre. Couza ne revint plus au pays natal que dans un cercueil et cette fois au milieu des ovations. Il avait été un innovateur audacieux, un patriote dévoué, mais il avait donné prise sur lui par l'incorrection de ses mœurs, vivant presque publiquement avec une princesse***, tandis que sa femme était reléguée dans un coin du palais. On

no peut non plus l'exonérer de toute responsabilité dans les désordres financiers de son administration; toutefois, on a eu tort de ne pas le reconnaître, ce sont les hommes de 48 surtout, qui gaspillèrent les belles ressources laissées par le prince liibesco, et si aucun remède ne put être apporté à cette déplorable situation, cela tint à l'anarchie dans laquelle les partis implacables plongèrent systématiquement le pays, afin d'en discréditer le chef.

IV

En Turquie, on savait Cou/a miné et sa chute prochaine : on ne prévoyait pas un dénouement aussi brusque. L'émotion fut vive : Je ministre des Affaires étrangères, Ali, convoqua chez lui les représentants des puissances garantes. Il leur déclara solennellement que le iirman de 1861 ayant limité l'union des principautés au règne du prince Cou/a, cette union cessait de plein droit par son renversement. Il leur proposa de désigner un de leurs délégués qui, de concert avec un commissaire impérial, irait procéder à une enquête sur la révolution, ses causes et ses conséquences. Enfin il annonça qu'il envoyait au quartier général de Choulma Tordre de rapprocher des troupes de la frontière moldo-valaque et de garder toute la ligne du Danube. Moustier, F ambassadeur français, était favorable aux Roumains, comme leur était hostile Ignatiew qui

disait tout haut : « On veut soulever de nouveau la question d'Orient; eh bien, nous recommencerons la guerre. » Cependant aucun d'eux n'avant d'instructions, ils en référèrent à leur gouvernement.

Drouyn de Lhuys proposa aux puissances de dessaisir la conférence de Constantinople et de transporter la délibération à Paris. La Prusse et l'Autriche furent aussi empressées Tune que l'autre à déclarer leur désir de conformer leur politique à celle de l'Empereur, (iorlchaeow se lit davantage prier. Selon lui les conférences antérieures ayant conclu des accords formels en prévision des événements qui venaient de se réaliser, il ne s'agissait que de savoir si ces conventions seraient ou ne seraient pas exécutées. Si elles l'étaient, l'action des ambassadeurs accrédités à Constantinople serait suffisante : si elles ne l'étaient pas, à quoi bon réunir une nouvelle conférence dont les décrets ne seraient pas plus respectés que les précédents? Il ne céda qu'aux instances du cabinet de Londres et aussi, dit-il à notre ambassadeur, à « la conviction qu'une affaire traitée sous les yeux mêmes de Napoléon III, ne pouvait manquer d'être envisagée avec les vues les plus élevées et les plus propres à amener une conciliation. »

La France proposa le maintien et la consécration définitive de l'union, et l'élection d'un prince étranger, soit par une assemblée de députés des deux principautés, soit par un plébiscite. La Russie, soupçonnant la Moldavie d'être disposée à

se séparer, préférait la convocation de deux assemblées, l'une à Bucharest, l'autre à Jassy, avec la nomination de deux hospodars indigènes.

Drouyn de Lhuys fit demander à Bismarck, qu'on considérait décidément comme l'allié et l'ami, d'appuyer sa proposition. On a prétendu que Bismarck avait machiné cette révolution parce qu'en effet il a su en profiter. Je n'ai trouvé aucune preuve de cette assertion. Il me semble établi, au contraire, qu'il s'en inquiéta d'abord, craignant que cette révolution de Bucharest ne fut le succès d'une manœuvre russe ou autrichienne. Eclairé sur son caractère réel, il ne songea plus qu'à en tirer parti. Sur le maintien de l'union et sa consécration définitive, il consentit à adhérer au point de vue français, toutefois en mesurant son insistance à l'intérêt relativement secondaire de la Prusse. En ce qui concerne le désir des populations de choisir leur prince dans les familles régnantes étrangères, il ne cacha pas son embarras. Le gouvernement du sultan semblait résolu à décliner cette solution, et toute paraissait être également l'intention du cabinet de Pétersbourg. « Dans cet état de choses, nous serions disposés, dit-il, à nous abstenir et à laisser aux autres cours plus intéressées le soin de se mettre d'accord. Si cependant votre gouvernement juge *indispensable* d'insister pour qu'il soit satisfait aux vœux des populations, nous nous unissons à lui¹. » Et

1. Benedetti à Drouyn de Lhuys, 20 et 27 mars 1860.

il prescrivit à Goltz de s'exprimer dans le sens de Drouyn de Lhuys, avec intention d'y persévérer, en ayant soin néanmoins de ménager les susceptibilités du plénipotentiaire de la Kussie. En un mot, il consentait à nous plaire toutefois, dans la mesure où cela ne déplairait pas à un allié encore¹ plus cher et plus précieux.

Aucune des prétentions diamétralement opposées de la France et de la Russie n'étant en mesure de prévaloir, il fallut se décider à une transaction. On adopta celle de l'Autriche : on soumettrait la question de l'union à une assemblée des deux Principautés, réunie à Ioucharcst, avec faculté pour les députés de voter séparément : si l'union l'emportait, l'assemblée élirait un hospodar indigène.

CHAPITRE III

LE TRAITÉ PRUSSO-ITALIEN

I

Le prince de Flandres avait renoncé à son élection le jour même qu'il la connut, par conséquent très spontanément, et non sous l'influence de Napoléon III. Mignola eut l'idée de profiler en laveur de l'Italie de celle opportunité d'un trône vacant. Avec l'autorisation de La Marmora, il pria l'Empereur de solliciter de l'Angleterre qu'elle offrît à l'Autriche les Principautés Danubiennes en échange de la Vénétie. Quoique ne croyant guère au succès, Napoléon III consentit à rendre ce bon office. « Seulement, dit-il à Mignola, cette tentative n'aura une chance quelconque que si l'Autriche a peur; pour qu'elle ait peur il est indispensable que vous poussiez hardiment la Prusse à la guerre, et que vous vous mettiez vous-même en état de la faire. Dites-le de ma part au général La Marmora (28 février 1856). »

Drouyn de Lhuys écrivit confidentiellement à La Tour d'Auvergne : « Nous sommes loin de méconnaître toutes les difficultés dont il

y a lieu de tenir compte. Nous n'oublions pas notamment qu'en demandant à la Turquie de faire un sacrifice pour rendre possible cet arrangement, les cabinets devraient se préoccuper des dédommagements auxquels elle aurait droit, et qu'il serait nécessaire en même temps de s'assurer que les véritables vœux des populations dont on disposerait ne seraient pas en désaccord avec les convenances de l'Europe. Mais les circonstances nouvelles semblent rendre possible ce qui avait paru ne pas l'être : j'ai surtout en vue l'attitude respective de l'Autriche et de la Prusse. Si une guerre éclatait entre elles, il n'est pas douteux que le cabinet de Berlin rechercherait l'alliance de l'Italie et que l'une des conditions de leur accord serait de ne point poser les armes sans avoir assuré les Duchés à la Prusse et enlevé la Vénétie à l'Autriche. La combinaison à laquelle Vienne répugne aujourd'hui pourrait donc acquérir un très haut degré d'importance et d'opportunité et devenir aussi bien qu'une compensation nécessaire à l'Autriche une garantie du rétablissement de la paix pour l'Europe. Mais cette combinaison ne pourrait-elle pas empêcher le conflit si elle était adoptée en temps utile? Nous sommes à l'égard de l'Autriche dans une situation qui nous commande des ménagements particuliers. Le cabinet de Londres est mieux placé que nous pour prendre cette initiative, et je laisse à votre tact le soin de suggérer à lord Clarendon qu'il pourrait y avoir intérêt à profiter de l'état présent des principau-

CHAPITRE III

LE TRAITÉ PRUSSO-ITALIEN

I

Le prince de Flandres avait renoncé à son élection le jour même qu'il la connut, par conséquent très spontanément, et non sous l'influence de Napoléon III. Nigra eut l'idée de profiter en faveur de l'Italie de celle opportunité d'un trône vacant. Avec l'autorisation de La Marmora, il pria l'Empereur de solliciter de l'Angleterre qu'elle offrît à l'Autriche les Principautés Danubiennes en échange de la Vénétie. Quoique ne croyant guère au succès, Napoléon III consentit à rendre ce bon office. « Seulement, dit-il à Nigra, cette tentative n'aura une chance quelconque que si l'Autriche a peur; pour qu'elle ait peur il est indispensable que vous poussiez hardiment la Prusse à la guerre, et que vous vous mettiez vous-même en état de la faire. Dites-le de ma part au général La Marmora (28 février 1866). »

Drouyn de Lhuys écrivit confidentiellement à La Tour d'Auvergne : « Nous sommes loin de méconnaître toutes les difficultés dont il

y a lieu de tenir compte. Nous n'oublions pas notamment qu'en demandant à la Turquie de faire un sacrifice pour rendre possible cet arrangement, les cabinets devraient se préoccuper des dédommagements auxquels elle aurait droit, et qu'il serait nécessaire en même temps de s'assurer que les véritables vœux des populations dont on disposerait ne seraient pas en désaccord avec les convenances de l'Europe. Mais les circonstances nouvelles semblent rendre possible ce qui avait paru ne pas l'être : j'ai surtout en vue l'attitude respective de l'Autriche et de la Prusse. Si une guerre éclatait entre elles, il n'est pas douteux que le cabinet de Merlin rechercherait l'alliance de l'Italie et que l'une des conditions de leur accord serait de ne point poser les armes sans avoir assuré les Duchés à la Prusse et enlevé la Vénétie à l'Autriche. La combinaison à laquelle Vienne répugne aujourd'hui pourrait donc acquérir un très haut degré d'importance et d'opportunité et devenir aussi bien qu'une compensation nécessaire à l'Autriche une garantie du rétablissement de la paix pour l'Europe. Mais cette combinaison ne pourrait-elle pas empêcher le conflit si elle était adoptée en temps utile? Nous sommes à l'égard de l'Autriche dans une situation qui nous commande des ménagements particuliers. Le cabinet de Londres est mieux placé que nous pour prendre cette initiative, et je laisse à votre tact le soin de suggérer à lord Clarendon qu'il pourrait y avoir intérêt à profiter de l'état présent des principau-

tés pour s'en ouvrir sans trop tarder à Vienne (6 mars 1866). »

Clarendon ne crut pas devoir écouter la suggestion « Il serait sans aucun doute très heureux de voir la cour de Vienne accueillir favorablement la combinaison, mais il demeurerait convaincu que quels que fussent les embarras dans lesquels l'Autriche pouvait se trouver, nous ne devons pas raisonnablement nous flatter de voir cette puissance y prêter les mains. La possession des provinces danubiennes la mettrait en hostilité ouverte avec l'Italie, et ce serait aux yeux de l'empereur François-Joseph, comme aux yeux de ses ministres, une éventualité beaucoup plus redoutable que tous les dangers qui pourraient surgir du côté de l'Italie. Les populations roumaines étaient animées, à l'égard de l'Autriche, de sentiments si hostiles qu'on devait croire que leur assentiment ferait toujours défaut à un arrangement de cette nature. La Cour de Vienne, au surplus, se rendait parfaitement compte de cette situation, et il est plus que probable que si on lui offrait aujourd'hui les Principautés à titre gratuit, elle ne les accepterait pas. » Clarendon exprima les mêmes idées à d'Azeglio, le ministre italien².

Dès lors une guerre entre les deux puissances

1. La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, 1^{er} mars 1860.

2. La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, 9 mars 1866.
~~ Nigra, dans son rapport au prince de Carignan, dit que l'Empereur chargea, en même temps que La Tour d'Auvergne, d'interposer d'une démarche pareille à Vienne. J'ai

germaniques devint la seule ressource de l'Italie et un obstacle ne s'opposa plus aux négociations que Govone allait poursuivre en Prusse.

II

Govone arriva à Berlin le 14 mars 1866. Il devait, selon des instructions très nettes, s'assurer si enfin le gouvernement prussien, réellement décidé à la guerre, était prêt à conclure avec l'Italie des accords effectifs en vue de buts déterminés. Dans ce cas seulement il devait conclure des combinaisons militaires « que par suite de la situation politique, le gouvernement de Sa Majesté le roi de Prusse pourrait vouloir concerter pour la défense commune ». (les instructions laissaient sentir la défiance encore vive causée par la surprise de Gaslin et la crainte qu'une fois encore, Bismarck se servît de l'Italie comme d'un épouvantail dont il ne se soucierait plus dès qu'il aurait amené l'Autriche à ses fins. Ces défiances furent accrues par la divulgation, faite avant l'arrivée de Govone, de sa mission *secrète*. Bismarck se montra fort contrarié de l'indiscrétion; il en rendit responsable Wrangel et promit de le faire punir. Nonobstant, le gé-

néral eut entre les mains toute la correspondance officielle et confidentielle du duc de Gramont. Il n'est pas question d'une démarche de cette nature à ce moment-là. Ce n'est qu'en juin et en août, qu'il s'occupera de la cession de la Venetie, la première fois sur l'initiative de l'Angleterre, la seconde sur celle de l'Autriche elle-même.

néral italien n'en fut que plus circonspect. Il entra aussitôt en conversation avec Bismarck. Celui-ci lui déroula l'ensemble du plan auquel il s'était arrêté. « Il serait désirable, dit-il, qu'une situation compliquée comme celle de 1850 existât en ce moment en Allemagne, car, avec le caractère du Hoi, au lieu d'aboutir à un avortement comme celui d'Olmûilz, elle conduirait sûrement à la guerre. » Son intention était de replacer l'Allemagne dans un état de trouble afin d'y trouver le moyen de satisfaire l'ambition de la Prusse. Il lui serait bien facile de conduire jusqu'à la guerre le conflit existant dans les Duchés, mais allumer une telle et si grande guerre pour une si petite question, ce serait heurter l'opinion de l'Europe, qui la trouverait au contraire légitime si on poursuivait une solution ample et nationale de la question allemande. Cette manière d'engager la lutte avait encore l'avantage de permettre à la Bavière de s'unir à la Prusse : Pfordten, le ministre bavarois, trop lié à la Diète, ne pouvait reculer dans la question des Duchés, quoique d'autres soient revenus de plus loin; il entrerait peut-être dans un plan de réforme de la Confédération, qui ferait, dans le sud, à la Bavière une place analogue à celle que la Prusse se serait taillée dans le nord. La Prusse n'ambitionnait pas d'autre solution car elle gouvernerait malaisément les Etats du Sud, qui deviendraient ses véritables Calabres.

Il s'étendit longuement sur l'inimitié naturelle qui existait entre la Prusse et l'Autriche.

« Autrefois, ici, on considérait comme sacrilège une guerre contre l'Autriche, et s'allier avec la France et l'Italie c'eut été comme s'allier avec Garibaldi, ou plutôt avec Mazzini. La rivalité naturelle de l'Autriche et son animosité s'étaient manifestées, dans la guerre du Danemark et cette épreuve avait guéri le Roi et plusieurs autres de l'alliance autrichienne. Le Roi renonçait à ses scrupules trop légitimistes et on pouvait maintenant l'engager dans d'autres voies. »

Bismarck entra alors dans les détails et marqua les étapes du plan, « D'ici trois ou quatre mois, il remettrait sur le tapis la question de la réforme fédérale *assaiwimée d'un* parlement allemand, dette réforme, ce parlement produirait uire perturbation qui ne tarderait pas à mettre la Prusse en heurt avec l'Autriche. La Prusse était alors décidée à commencer la guerre, et l'Europe ne s'y opposerait pas, s'agissant d'une question grande et nationale. Un traité signé dès maintenant avec l'Italie rendrait seul possible l'exécution de ce plan et y attacherait fermement le Roi. Par ce traité, l'Italie s'engagerait à seconder ces vues, et en retour la Prusse, la guerre s'ensuivant, prendrait l'obligation de régler la question vénitienne.

Govone ne dissimula pas la répugnance de son gouvernement à promettre, sur-le-champ, en termes formels, son concours pour des éventualités aussi vagues et aussi lointaines. « Je vous comprends, répliqua Bismarck, vous avez quelque défiance de nous et vous doutez de notre fidélité.

Mais ne pourrail-on pas rattacher la mise en vigueur de vos engagements à ce moment où la Prusse serait irrévocablement compromise et dans l'impossibilité de reculer, par exemple, lorsque le parlement allemand aura été convoqué? N'est-il pas évident qu'à ce moment la Prusse aura brûlé ses vaisseaux et sera irrémissiblement Forcée de marcher? Quel inconvénient y aurait-il à convenir qu'à partir de cette convocation la politique italienne sera solidaire de la politique prussienne et que les questions vénitiennes et allemandes devront être résolues en même temps? — Pourquoi, dit Govonc, ne stipulerions-nous pas qu'aucune question, pas même celle des Duchés de l'Elbe, ne sera réglée avec l'Autriche sans que la question de Venise le soit aussi?—Nous ne pouvons pas, répondit liismarck, introduire dans un traité la question des Duchés; elle est de trop mince importance, et c'est pour des résultats plus élevés et plus variés que nous réclamons le concours de l'Italie : c'est d'abord parce que nous augmenterons notre force d'action réciproque, c'est ensuite parce (pie, alliés à l'Italie, nous obtiendrons plus facilement la bienveillance de la France. « Aujourd'hui, la France refuse tout engagement. L'Empereur dit que dans la question des Duchés il nous laissera faire et conservera une neutralité bienveillante : au delà, il aurait à poser des conditions qu'il ne veut pas indiquer. Or notre alliance avec l'Italie faciliterait nos arrangements avec la France. Si, nonobstant ces explications, vous n'êtes pas décidés à consentir

une convention formelle, nous pourrions signer un traité (*generico*) d'amitié et d'alliance perpétuelle. Ce traité, bien que sans importance pratique réelle et sans but déterminé, serait néanmoins utile pour maintenir le roi Guillaume dans mes combinaisons. » Puis, répondant sans en avoir l'air à une préoccupation qu'il supposait être celle des Italiens, il dit comme en passant : « Que la vente de la Vénétie, que l'Autriche pourrait offrir, serait un piège dont les Italiens devraient bien se garder. Ce serait fournir à l'Autriche des ressources dont elle se servirait plus tard pour reprendre le Lombardo-Vénitien. Mieux valait employer cet argent dans une guerre faite en commun avec la Prusse. »

Dans une seconde conversation (16 mars) Bismarck s'étudia à écarter la double objection à laquelle il s'était heurté dans sa première entrevue : l'incertitude sur l'époque de la guerre; la crainte que l'Italie ne servît qu'à amener l'Autriche à capitulation : « Je ne puis, dit-il, préciser l'époque certaine de la guerre; mais elle ne peut être éloignée, car j'ai autant d'intérêt que vous à ce qu'elle ne le soit pas. Actuellement nous avons en France un Empereur qui nous laisse faire; dans deux ans nous pourrions y trouver une régence ayant des vues différentes et contraires aux nôtres. Aujourd'hui la Russie nous est bienveillante, qui peut répondre qu'elle ne modifiera pas ses sentiments et ses vues? Aujourd'hui l'Italie peut nous fournir un solide appui, le pourra-t-elle également plus tard?

A vous autant qu'à nous il convient que la rupture ne tarde pas longtemps, pas plus de six mois par exemple. Quant à l'Autriche, ne vous méprenez pas sur son compte, elle cédera d'autant moins qu'on aura l'air de la menacer : il faut lui rendre cette justice, elle préfère être battue sur le champ de bataille que céder à l'intimidation. Rejetez donc le soupçon que je veuille un traité avec vous pour le lui présenter et m'entendre avec elle *à* vos dépens. »

Ces explications ne dissipèrent point les méfiances du général; elles suscitèrent celles du diplomate. Barrai l'ambassadeur italien écrivait : « On ne peut rien attendre de pratique et de sérieux en faveur de l'Italie des négociations pendantes ici. »

Ces défiances vraiment impolitiques, car après tout l'Italie n'avait rien à perdre quoi qu'il arrivât, s'accrurent encore, lorsque, quelques jours après, Bismarck, revenant sur les idées exprimées, ajouta « que la question italienne étant plus mure que la question allemande, il conviendrait mieux que le feu fut mis aux poudres par l'Italie ». Elles ne diminuèrent pas non plus lorsqu'il proposa un projet de traité par lequel l'Italie s'obligeait, sans fixation de délai, à déclarer la guerre à l'Autriche, dès que le conflit avec la Prusse aurait éclaté, sans que de son côté la Prusse prit le même engagement si l'Autriche attaquait l'Italie. — « S'il s'agissait d'une négociation à trancher par un oui ou par un non, écrivait Govone (15 mars), il n'y aurait qu'à

rompre les pourparlers... mais patience, et la vipère aura mordu le charlatan. »

Ils ne rompèrent pas, mais ils refusèrent de débattre aucune proposition : leurs instructions ne leur permettaient de conclure un traité qu'en vue d'une action immédiate; dès qu'il ne s'agissait que d'une éventualité de guerre, ils devaient avant de faire un pas en référer à leur gouvernement et, provisoirement, rester en observation.

Ils ne demeurèrent pas longtemps dans cette attitude négative. Bismarck les en lit sortir en se servant fort opportunément d'une démarche inopportune de l'Autriche. François-Joseph avait fait demander par son ambassadeur Karolyi : « Voulez-vous maintenir ou dénoncer la Convention de Gastein? » En même temps le ministre de la Guerre autrichien avait envoyé quelques troupes, en très petit nombre, en Bohême et ordonné l'armement de Craeovie. A l'interrogation naïve de Karolyi, Bismarck répondit gravement « que les circonstances ne justifiaient pas une semblable interpellation : le gouvernement du Boi n'avait rien fait de nature à motiver les soupçons de l'Autriche sur sa fidélité aux engagements de Gastein ». Cependant il n'hésitait pas à répondre par une négation catégorique. Il ne put se retenir de décocher une insolence : « Serions-nous à la veille d'une guerre, croyez-vous que je vous répondrais autrement? »

En même temps il fit grand bruit de ce qu'il appelait les « armements de l'Autriche » ; il transforma des mouvements insignifiants en menaces d'agres-

sion prochaine, et il persuada ainsi aux Italiens qu'on était à la veille de celte action immédiate en vue de laquelle ils étaient autorisés à traiter. Barrai, jusque-là si rétif à la confiance, devenu tout à coup plein de foi, télégraphia à La Marmora : « Les armements de l'Autriche sont venus modifier profondément la situation et augmentent considérablement les probabilités de guerre. Les raisons du comte de Bismarck pour insister sur un traité éventuel sont : Tune, de pouvoir peser sur les résolutions du Roi; l'autre, d'être en sûreté contre *un* arrangement que pourrait nous proposer l'Autriche au sujet de la Vénétie. Cela étant, ne pourrait-on pas accepter le traité éventuel, mais en lui fixant un délai de deux mois, pendant lequel la Prusse pourrait trouver son *rasas belli* et, passé lequel, nous reprendrions notre liberté d'action? Il est possible, il est vrai, que la Prusse se serve de notre traité pour peser sur l'Autriche; mais, d'un autre côté, si nous ne fournissons pas à Bismarck le moyen d'entraîner le Roi, n'est-il pas à craindre que nous augmentions les probabilités d'un arrangement dont le premier résultat sera l'avènement d'un ministère choisi dans le parti autrichien et, par suite, l'ajournement indéfini de la coopération prussienne pour la délivrance de la Vénétie? » (21 mars.)

La Marmora accueillit la proposition sans empressement, se contenta de répondre qu' « avant

de prendre un parti il voulait avoir sous les yeux le texte même du traité proposé ». Mais il n'eut pas à en délibérer, car le roi de Prusse ne se décida pas à approuver le plan. Guillaume était assailli de tous côtés de supplications passionnées par sa femme, par sa belle-sœur, par son fils, par les petits princes allemands, même par les souverains étrangers. Le 18 mars le cabinet anglais lui avait envoyé une demande de médiation; le 22 mars, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, le Tsar ajoutait aux souhaits ordinaires des vœux ardents pour le maintien de la paix. Le Roi, tiraillé, ne sachant à quoi se résoudre, parlait de jeter la royauté au diable. Il se refusa au traité d'alliance même limitée parce qu'il impliquait la guerre à une échéance plus ou moins prochaine et qu'il ne voulait pas s'y engager. Govone put s'assurer de ces dispositions dans l'audience qu'il en obtint après bien des hésitations et des retards : « Je suis décidé, dit le Roi, à la guerre avec l'Autriche, mais seulement si je ne réussis pas à m'entendre avec elle. Et ce n'est qu'en vue de cette éventualité que mon ministre se mettra, j'espère, d'accord avec vous pour conclure un traité. » En conséquence, au projet d'une alliance offensive et défensive même limitée, Bismarck substitua celui d'un traité général d'alliance offensive et défensive qui ne deviendrait effectif que lorsque la guerre serait certaine.

La Marmora s'obstinant dans sa méfiance impolitique, trouva ce projet dangereux et inuti-

lement compromettant. Cependant avant de le rejeter ou de l'adopter, il voulut savoir comment Napoléon III le jugeait; il contenait encore un cas de guerre, « car, a-t-il écrit, quoi qu'on eu ait dit après l'événement, si la France s'était montrée contraire nous ne pouvions nous exposer à nous trouver en face d'une alliance austro-française¹ ». Il dépêcha à Paris Arese, l'ami personnel de l'Empereur dont les offices étaient toujours requis aux heures critiques. En même temps un autre messenger de non moindre importance, et sur lequel il ne comptait pas, s'offrait pour éclaircir la situation.

Le prince Napoléon voyageait en Italie, depuis le mois de février, en dilettante. Passant à Heggio, il aperçut un certain mouvement militaire qui lui parut insolite, et demanda au préfet pourquoi celte animation. Celui-ci lui répondit que c'étaient des recrues qu'on appelait et que tout se préparait pour la guerre. Le Prince¹ courut à Florence aux renseignements. La Marmora lui expliqua que, ne pouvant compter sur le concours de la France, pressé cependant par l'opinion d'entreprendre quelque chose en Vénétie, et ne croyant pas les forces italiennes suffisantes, il s'était engagé dans des négociations avec Bismarck, qui avait besoin d'eux pour entraîner son roi et le rassurer contre la crainte d'une intervention française. Il ajouta qu'il était d'une part inquiet de la manière dont l'Empereur

i. *Un po polit di luce*, p. 80

accueillerait cette nouvelle, et de l'autre arrêté par l'inégalité de situation que le projet de traité établissait entre la Prusse et l'Italie. Par cette double raison, il ne croyait pas pouvoir conclure. Le Prince interrompit son voyage et rentra immédiatement à Paris rendre compte de cette conversation (28 mars).

Depuis l'échec de ses dernières tentatives à Vienne, l'Empereur restait convaincu que l'Autriche ne céderait jamais la Vénétie si elle n'y était contrainte et qu'elle ne ferait aucune proposition dans ce sens. C'est pourquoi, ayant plus que jamais à cœur la délivrance de la Vénétie, il était favorable à la guerre. Cependant il n'osait y pousser à découvert. Deux obstacles l'arrêtaient : l'un tout intérieur, l'état de l'opinion française manifestement hostile : s'il lui était encore loisible de n'y pas obéir, il n'était plus assez fort pour la braver. L'autre obstacle était renegement pris, à la veille de l'entrevue de Varsovie, de ne point pousser l'Italie à attaquer l'Autriche : ce qu'il eût paru faire en conseillant le traité. Il eut donc encore deux politiques, Tune ministérielle, l'autre impériale.

La première, telle que la formula Drouyn de Lhuys dans ses instructions à Vienne et à Berlin, était la neutralité attentive aussi longtemps que les intérêts de la France ne seraient pas compromis : si l'Italie attaquait l'Autriche, elle agirait à ses risques et périls; ce prenait l'initiative de la se croirait obligé de défer.

Quant à un traité entre la Prusse et l'Italie on ne le conseillait pas et on n'en décourageait pas; il appartenait à l'Italie d'adopter dans l'entière liberté de son jugement les combinaisons les plus propres à l'accomplissement de ses deslins \ Notre ambassadeur à Berlin, lienedctti, nefut mêlé en rien à la négociation : il n'en savait que ce qu'il plut, soit à lîisr narck, soit aux négociateurs de lui oncontr^ct Drouyn de Lhuys s'est toujours défendu d'être intervenu d'une manière quelconque dans la conclusion du traité prusso-italien~.

La politique impériale faite par l'Empereur, le prince Napoléon, Nigra, Goltz, Aresé, l'épôli, Vimercali engageait, comme la politique ministérielle, à ne pas prendre l'initiative des hostilités, mais conseillait fermement de mettre la Prusse en mesure de la prendre par la promesse d'une assistance immédiate.

Henodetti lui-même, quoiqu'il se déclarât sans instructions, et qu'officiellement il ne se mêlât pas à la négociation, ayant vent de ce qui se passait aux Tuileries, poussait à la guerre dans ses conversations avec Govone, tout en pensant que les probabilités étaient à la paix³.

1. Drouyn de Lhuys à Henodetti, 31 mars (806.

2. Drouyn de Lhuys à, Emile Ollivier : « Saint-Hélîer, 0 mars 1871. Mon c.hor ancien collègue, Je n'ai pris aucune part, soit verbalement, soit par écrit aux négociations d'où est sorti le traité d'alliance prusso-italienne. L'Empereur ne s'en est jamais ouvert avec moi. (Tétait donc, à mon égard, *res inler alins acla*. Aussi n'éprouvais-je ni embarras ni scrupule à suivre avec l'Autriche les négociations que vous savez. »

3. Govone à La Mannora, 28 mars 1800. — De Barraï

IV

Avant qu'on l'eût interrogé, l'Empereur avait manifesté son désir de ne rien arrêter en refusant de s'associer à la médiation anglaise. En conséquence, lorsque Nigra lui eut fait connaître les hésitations de La Marmora à se contenter provisoirement d'une alliance purement éventuelle et générique, il l'engagea à y adhérer dans ces conditions parce qu'un traite, même de cette nature, pourrait amener plus facilement la Prusse à déclarer la guerre (21 mars). Sa réponse aux interrogations du prince Napoléon fut encore plus décidée. Il le pria de retourner aussitôt vers son beau-père (22 mars) et de lui porter l'assurance que non seulement il n'était pas blessé, ainsi que le redoutait La Marmora, mais qu'il l'approuvait; il l'engageait à signer, même sans cette réciprocité d'engagements à laquelle ils s'acharnaient. « Ils ne l'obtiendront pas, dit-il au Prince, et leur insistance ferait tout manquer. » En conservant sa liberté d'action dans les autres éventualités, il autorisa le Prince à promettre à Victor-Emmanuel un appui matériel, si la Prusse, manquant à ses engagements et concluant une paix séparée, l'Autriche fondait sur lui avec toutes ses forces. Il renouvela les

27 mars. « Quoique l'ambassadeur de France dise qu'il n'a pas d'instructions, il est évident qu'il pousse de toutes ses forces à notre alliance offensive et défensive avec la Prusse. »

mêmes assurances à Arese. Il ajoutai il est vrai, que ces conseils n'impliquaient aucun engagement de sa part ni de la part du gouvernement français, que c'était simplement le conseil d'un ami.

Pour que la mission du Prince ne fût pas ébruitée, il fît télégraphier par Nigra « que Malaret, notre ministre, devait être tenu en dehors de tout ceci », et par Arese « que le Prince n'avait ni instruction ni commission de sa part », ce qui officiellement était incontestable.

Ces avis de l'Empereur, nonobstant le caractère tout personnel qu'il leur donna, eurent une influence décisive, surtout quand ils eurent été appuyés par l'éloquence du prince Napoléon revenu en Italie¹. Un conseil présidé par le Roi à Turin décida que de pleins pouvoirs seraient envoyés à Govone et à Barrai. Bismarck en ressentit une vive joie, car se défiant de La Marmora autant que La Marmora se défiait de lui, il commençait à se demander si l'Italie, en même temps qu'elle paraissait négocier avec lui, ne s'arrangeait pas avec l'Autriche par l'intermédiaire de Napoléon III. « Si LA FRANCE TÉMOIGNAIT DE LA MAUVAISE VOLONTÉ, avait-il dit à Govone, ALOHS ON NE POURRAIT RIEN². » C'était le contraire de la mauvaise volonté qu'elle témoignait. Dès

L. Hsedom écrivait que le prince Napoléon était pour déconseiller une alliance avec la Prusse. Loftus répète la même absurdité. La crédulité de ces diplomates qui font métier de ne croire à rien est parfois stupéfiante.

2. LAZIAKMOKA, *Un pô piu di lucc*, p. 139.

lors les négociations se précipitèrent, et rendez-vous fut pris pour la signature le 8 avril, au matin.

Le texte arrêté disait *alliante offensive et défensive*. Au dernier moment le Roi, toujours désireux de se laisser une porte de sortie, avait mis *alliance et amitié*. Les plénipotentiaires italiens se refusèrent à cette substitution et obligèrent Bismarck à rétablir le texte convenu. Dans l'article 2 il était dit : « L'Italie déclarera la guerre contre l'Autriche et ses *alliés allemands*. » Le Roi pensa que ce mot lui donnait l'air d'enrainer une puissance étrangère contre les puissances allemandes; mais les plénipotentiaires italiens, se refusant à le modifier, on convint qu'il ne s'agissait pas question des *alliés* et qu'on dirait simplement : « déclarera la guerre à l'Autriche ». Ces difficultés retardèrent la conclusion jusqu'à onze heures du soir.

Le 9 avril au matin, le Roi recut l'avis de la signature; il le communiqua à l'Empereur qui, le soir même, en instruisit Goltz.

V

Voici le texte du traité :

« Leurs Majestés le roi d'Italie et le roi de Prusse, animés du même désir de consolider les garanties de la paix générale en tenant compte des besoins et des aspirations légitimes de leurs nations, ont, pour régler les articles d'un traité

iValliance offensive et défensive, nommé pour leurs plénipotentiaires, etc.

« ARTICLE PREMIER. — Il y aura amitié et alliance entre S. M. le roi d'Italie et S. M. le roi de Prusse ;

« ART. 2. — Si les négociations que S. M. le roi de Prusse vient d'ouvrir avec les autres gouvernements allemands en vue d'une réforme de la Constitution fédérale, conforme aux besoins de la nation allemande, échouaient et que S. M., par conséquent, soit mise en mesure de prendre les armes pour faire prévaloir ces propositions, S. M. italienne, *après l'initiative prise par la Prusse, dès qu'elle en sera avertie*, en vertu du présent traité, déclarera la guerre à l'Autriche ;

« Ain.:}. — A partir de ce moment la guerre sera poursuivie par LL. MM. avec toutes les forces que la Providence a mises à leur disposition, el ni l'Italie ni In Prusse ne concluront ni paix ni nrmislice sans consentement mutuel ;

« AKT. i. — Ce consentement ne saura être refusé quand l'Autriche aura consenti à céder à l'Italie le royaume lombard-vénitien et à la Prusse des territoires avoisinants équivalant audit Royaume en population ;

« ART. 5. — Ce traité expirera trois mois après la signature si dans ces trois mois le cas prévu à l'article 2 ne s'est pas réalisé, savoir que la Prusse n'aura pas déclaré la guerre à l'Autriche ;

« ART. G.—Si la Hotte autrichienne, dont l'armement s'exécute, quitte l'Adriatique avant la déclaration de guerre, S. M. italienne enverra un

nombre suffisant de vaisseaux dans la Baltique, qui y stationneront pour être prêts à s'unir à la flotte de S. M. prussienne, dès que les hostilités éclateront. »

L'Italie aurait voulu que la cession du Trentin fût ajoutée à celle de la Vénétie. Bismarck répondit que « le Trentin faisant partie de la Confédération germanique, il était impossible de stipuler à l'avance sa cession à l'Italie; mais ce qui ne pourrait pas se faire avant la guerre pourrait parfaitement s'effectuer pendant ou après, surtout en adressant un appel aux populations. »

Il ne fut nullement question de subsides et il n'est pas exact que Bismarck ait dit : « Tirez des boulets sur Vienne et des billets sur Berlin. » Le Prussien n'est pas aussi donneur.

Le protocole séparé stipulait que le traité resterait secret. « Je n'y tiens pas, dit Bismarck en signant; mais ce protocole peut rassurer le cabinet de Florence qui craint, comme on m'a écrit, que nous allions nous présenter à l'Autriche avec notre traité pour obtenir des concessions et un arrangement. Comme je désire et espère que nos relations actuelles seront durables, il faut qu'il y ait loi et foi. »

Cavour eût voulu compléter le pacte politique par une convention militaire. La probabilité n'étant pas que les deux armées fussent amenées à agir ensemble, ni Bismarck ni La Marmora ne jugèrent nécessaire un accord qui eût gêné leur liberté réciproque : on aurait le temps d'aviser, si les circonstances l'exigeaient.

Ainsi le traité réservait l'initiative à la Prusse seule; la condition des deux parties ne devenait égale que si une attaque de l'Autriche mettait l'Italie sur la défensive. Mais comme il était absolument certain que l'Autriche n'ouvrirait pas plus les hostilités contre l'Italie que contre la Prusse, ce traité n'imposait à l'Italie que des devoirs et ne lui assurait aucun droit : il l'exposait à dépenser une centaine de millions inutilement en frais de mobilisation si la Prusse ne se décidait pas à la guerre, mais il rendait Bismarck maître du Roi, le Roi maître de l'Allemagne, car il assurait le concours militaire sans lequel, comme Moltke ne cessait de le répéter, il serait dangereux d'affronter l'Autriche et les Etats moyens. Enfin il était une garantie contre l'intervention hostile du protecteur de l'Italie.

Jusque-là les diplomates expérimentés avaient pensé que ces discussions entre la Prusse et l'Autriche ne feraient couler que des flots d'encre. De ce moment ils ne doutèrent plus qu'elles seraient tranchées *ferra et igni*. A la veille de sa signature, lorsque cette signature n'était plus douteuse, le Roi avait accordé à Bismarck la première mesure d'armement, l'appel partiel des réserves (25 mars), et il ne la relarda de quelques jours que par scrupule religieux. « J'avais complètement oublié Pâques, écrivait-il à Roon. Ne serait-il pas possible d'ajourner le départ des ordres jusqu'à samedi? Consultez Bismarck et écrivez-moi ensuite la réponse. »

CHAPITRE IV

LA PREMIÈRE CANDIDATURE HOHENZOLLERN

I

Le petit peuple roumain, si intelligent et si vaillant, qui n'existait que parce qu'il s'était toujours moqué des oracles de la Conférence, détourna un instant l'attention de Berlin. Il se surpassa tout à coup en irrévérence audacieuse : au lieu d'attendre avec soumission qu'on daignât lui octroyer un prince, il s'en choisit un tout seul. Ce fut le prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen. Pour comprendre les péripéties à travers lesquelles va passer cette candidature, il est indispensable, la première fois que cette famille se mêle au drame historique, de préciser sa situation dans la maison royale de Prusse.

Les Hohen/ollern (Zollern), à partir de 1200, se divisèrent en deux branches : la branche aînée souabe, les Hohenzollern-Hechingen et les Hohenzollern-Sigmaringen ; la branche cadette, les Brandebourg. Les relations entre ces deux branches issues du même tronc furent réglées par deux traités, l'un de 1188, l'autre de 1695

renouvelé en 1707. Ce dernier, négocié h Nuremberg entre Frédéric 111°, Électeur et premier roi de Prusse, celui dont son petit-fils, le célèbre Frédéric, disait qu'« il fut grand dans les petites choses et petit dans les grandes », et le prince de Hohenzollern-Hechingen, aîné de la branche souabe, feld-maréchal dans les armées impériales et commandant de la place de Fribourg.

Cet acte de fraternisation brandebourgeoise, comme on aimait à l'appeler, était surtout une espèce d'entrée de succession éventuelle (Erbeinsetzung) de la maison de Brandebourg. 11 était, on effet, formellement stipulé qu'en cas d'extinction de la branche souabe des Hechingen et des Sigmaringen, leur succession serait déférée à cette maison. La réciproque n'avait pas été exprimée en faveur des Hechingen et des Sigmaringen. Néanmoins ils ont toujours prétendu qu'ils auraient un droit successoral en cas d'extinction des Brandebourg.

Les Hohen/ollern - Sigmaringen obtinrent l'entrée a la Dicte en 1703. Le traité de Lunéville les priva de leurs privilèges féodaux dans plusieurs seigneuries néerlandaises et domaines en Belgique. Ils rétablirent en 1806 leur principauté eu faisant accession à la Confédération du Rhin. Le prince Aloys y fut poussé par sa femme, la princesse de Salm-Kyrbourg, dont le père avait eu des relations très amicales avec l'impératrice Joséphine : cela lui valut un État souverain avec un riche territoire sur la rive gauche du Rhin. En 1813 il se retourna contre ses bien-

fauteurs, passa à la Coalition, retrouva la faveur de son royal parent de Prusse et, les traités successoraux étant remis en vigueur, le Congrès de Vienne le reconnut comme membre souverain de la Confédération germanique, en retour de ses anciennes possessions des Pays-Bas.

Le statut qui régissait cette petite dynastie avait été édicté par le prince Aloys, le 24 janvier 1821. Le prince régnant exerçait sur tous les membres de sa famille la plénitude du pouvoir paternel, *particulièrement* pour l'entrée au service étranger civil ou militaire, pour le séjour des princesses non mariées hors du pays, pour les mariages à conclure, en vue d'éviter les mésalliances, pour les partages ou tutelles. Ce statut avait été approuvé par le roi de Prusse. Au cas de difficultés sur son application, on aurait recours à une commission arbitrale qui serait soumise à l'approbation du roi de Prusse, chef de la maison Hohenzollern.

En 1818, le prince régnant octroya à son petit peuple une Constitution. Il en résulta des difficultés, et il abdiqua en faveur de son fils, le prince Antoine. Le nouveau prince céda par traité signé à Berlin le 7 décembre 1849.) (ratifié le 20 février 1850) ses droits de *souveraineté*, de *gouvernement*, au roi de Prusse, *moyennant une rente annuelle de 25000 thalers* réversibles en entier sur la tête de l'héritier capable de succéder. Nonobstant cette cession, les princes conserveraient dans l'État prussien leurs rangs et prérogatives, une *position privilégiée avant tous*

les sujets de Sa Majesté qui n'appartiennent pas à la maison royale. Il était, en outre, formellement stipulé que le traité ne préjudiciait en rien aux prétentions que la maison princière souabe pourrait élever en conséquence des traités de succession de 1695 à 1707, dans le cas d'extinction de la descendance masculine de la maison royale de Prusse.

Ce traité était uniquement politique d'État et non de famille : il laissait en dehors, dans toute sa force, le Statut de 1821 (article 13). De telle sorte que si le roi de Prusse devenait le chef politique de la branche souabe, le prince Antoine en restait le père de famille indépendant et tout-puissant.

Dès que le roi de Prusse eut pris possession effective de son acquisition (12 mars 1851), le prince Antoine, considérant que la *subordination déclarée sous le gouvernement immédiat du roi de Prusse* était inconciliable avec les prérogatives conservées du Statut de famille de 1821, renonça expressément à celles-ci par acte du 26 mars 1851 en faveur du roi de Prusse *chef de toute la maison Hohenzollern* (art. 1^{er}).

Par ordonnance royale du 19 juillet 1851, le roi de Prusse accepta la transmission de ces droits de famille. Mais il eut soin de constater *qu'après comme avant* cette transmission les princes Hohenzollern sont soumis aux mêmes devoirs, notamment à ceux de *fidélité, d'obéissance*, de respect à l'égard du chef suprême de la famille : « Nous avons la ferme confiance que tous les

membres appartenant à la maison princière se maintiendront dans la grâce et l'affection de notre couronne royale comme dans celle de nos successeurs, qu'ils se montreront attentifs à *recevoir nos ordres* et que s'ils fixent leur résidence dans notre État, on les verra soumis aux lois. » Par ordonnance du 18 octobre 1861, la ligne des Hohenzollern-Hcchingen étant éteinte, le prince Antoine de Hoheii/ollern-Sigmaringen, jusque-là simple Altesse Sérénissime, reçut le titre personnel d'Altesse royale.

En résumé, jusqu'en 1848, les Hohenzollern-Sigmaringen, branche aînée et catholique, étaient de fort petits princes au regard de leurs cadets protestants de Brandebourg; toutefois, quelque petits qu'ils fussent, ils étaient indépendants dans leur principauté. A partir de 1819, ils deviennent les *subordonnés* de la maison royale de Prusse, d'abord *politiquement*, (v. le traité d'Étal de 1815), ensuite *privément*, par le pacte de famille de 1801, et ils en reçoivent comme marque de subordination une rente annuelle, collier de servitude attaché au cou.

Est-il un homme sensé et impartial qui, en présence d'actes aussi expressifs, puisse contester qu'à moins de se mettre en état de rébellion et de félonie et de perdre la grâce et l'affection du chef suprême de la famille, aucun prince de la maison Hohenzollern ne peut accomplir d'acte politique, surtout celui si grave d'accepter une couronne, sans demander et obtenir l'autorisation du chef politique et familial, le roi de Prusse?

11 s'est cependant trouvé un historien éminent, mais trop souvent aveuglé par le parli pris systématique, Sybel, pour soutenir qu'en cas d'offre d'une couronne les princes de Hohenzollern ne relevaient que de leur volonté et qu'ils n'avaient pas plus d'autorisation à demander au roi de Prusse, que celui-ci n'avait de titre légal pour émettre une défense¹.

« Le Statut de 1824, dit-il, spécifie quatre cas dans lesquels doit s'exercer l'autorité du chef de famille. Or, l'acceptation d'un trône n'y est pas comprise. » Je le crois bien; ce ne sont pas des hypothèses qu'on prévoit; mais le cas entre par un *a fortiori* évident dans l'interdiction d'accepter sans autorisation *un service civil ou militaire à l'étranger*. Une royauté, n'est-ce pas la forme la plus complète et, si je puis dire, la plus intense du service civil et militaire? Un de mes amis diplomates a entendu le roi Guillaume, reprenant ses fonctions royales après une maladie,

1. L'analyse donnée par Sybel du Statut de famille n'est pas complètement exacte. Cet acte ne refuse pas le titre d'Altesse royale aux Hohenzollern, pas plus que le droit de succession éventuel qui avait été formellement réservé à titre de prétention par le traité de 1849. On n'y retrouve mention ni de l'un ni de l'autre de ces faits. On dit simplement que les privilèges réservés aux Hohenzollern seront primés par ceux des agnats aptes à succéder, et qui n'avait jamais été contesté, car les Hohenzollern ne s'étaient réservé leur prétention à succéder qu'au cas d'extinction des agnats mâles de Nassau-Weilbourg. Enfin, l'acte ne rattache pas l'obéissance et le respect à la qualité de chef de famille; il dit, au contraire, que les devoirs existaient avant que le roi de Prusse eut obtenu les droits attachés à cette qualité par la transmission qui en avait été faite le 26 mars 1851.

dire : « Je viens de reprendre le service. » Comment le consentement indispensable pour le moins ne le serait-il pas pour le plus? En outre, si le Statut énumère *partindièrement* quelques cas où s'exerce l'autorité du chef de famille, cette énumération n'est pas limitative, et les cas qu'elle ne prévoit pas n'en restent pas moins soumis à ce pouvoir exercé depuis 185 par le roi de Prusse.

Enfin, le cas de l'offre d'une couronne, fut-il en dehors du Statut familial, tombait sous l'autorité du Statut *politique*. Or, ce Statut exige en termes dont la rigueur précise ne permet aucune équivoque : fidélité, respect, *obéissance*; obéissance dans tous les actes politiques. Serait-ce pratiquer l'obéissance que de s'en aller à la sourdine courir une aventure royale, sans l'autorisation de celui aux ordres duquel on doit soumettre tous ses actes?

Il y a plus : en admettant que le consentement du roi de Prusse ne fût pas nécessaire, celui du père légitime le serait encore moins. En quelle qualité le donnerait-il? — Gomme souverain, il a vendu sa souveraineté au roi de Prusse, comme père, il lui a transféré sa puissance de chef de famille. De telle sorte qu'un jeune prince, qui ne pourrait passer quinze jours à l'étranger, ni épouser qui que ce soit sans un consentement formel, n'aurait à consulter que ses convenances pour exposer le nom, l'honneur, la fortune de sa famille par la plus périlleuse des résolutions. Sybel finit par comprendre la puérilité de sa thèse : il concède que le prince

devrait demander conseil et que dans ce cas, le *conseil mirait une force décisive*; un conseil ayant une force décisive, en bon français, c'est un ordre.

Ici l'évidence éblouit. Du reste, les meilleurs commentateurs des statuts Hohenzollern, ce ne sont ni moi, ni Sybel, ni tout autre; ce sont les princes Hohenzollern-eux-mêmes. Laissons donc les raisonnements et voyons les faits.

II

La famille médiatisée des Hohenzollern-Sigmaringen avait alors pour chef le prince Antoine, homme bon, éclairé, judicieux, agréable, très instruit, au courant de toutes choses; ayant une fortune considérable (on parlait de cinq h six millions de rentes), des relations très étendues, une haute autorité morale dans toute l'Allemagne. De son mariage avec la fille de feu le duc de Bade et de la princesse Stéphanie, vicomtesse de Beauharnais (2 octobre 1831), fille adoptive de Napoléon 1^{er}, il avait une belle famille affectueusement groupée autour de lui, pour laquelle il nourrissait de vastes ambitions. Son fils aîné, le prince héréditaire Léopold, avait épousé la princesse Anlonia, sœur du roi de Portugal (12 septembre 1801). Sa fille Marie s'unit plus tard à Philippe de Belgique, comte de Flandre; ses deux autres fils, Charles et Antoine, servaient dans l'armée prussienne. Le prince Charles,

lieutenant au 2^e régiment de dragons de la garde, était un beau jeune homme de 27 ans, intelligent, sérieux, appliqué à son devoir militaire.

Nonobstant ses liens d'alliance avec la famille des Napoléon, le prince Antoine était aussi peu français de sympathies que le plus fougueux des professeurs membres du *Naliohnhercin* : il partageait toutes les rancunes et nourrissait toutes les ambitions allemandes. Le régent l'avait appelé à la tête de son premier ministère; il était actuellement général d'infanterie, président de la commission des ingénieurs, gouverneur militaire de la province rhénane et de la province de Wcslphalie; il avait conservé les relations les plus amicales et les plus confiantes avec le roi Guillaume: quand il venait à Berlin, il descendait au palais royal, et il s'y rendait à tous les anniversaires de famille.

Les moteurs révolutionnaires principaux île la conspiration contre Couza, Bratiano et Rosetti s'étaient partagé la tâche : Bosetli, demeuré à Bucharest, y organisait le coup de main matériel; Braliano, venu à Paris, y préparait l'opinion française et cherchait un remplaçant au prince dont il tramait le renversement. Je l'ai connu chez Alichelet : il était beau, charmant, (ont flamme et séduction. Dans le monde d'opposition où il évoluait il rencontra M^{me} Cornu, amie intime de la famille Hohenzollern-Sigmaringen, et toute dévouée à ses intérêts. Vous cherchez un prince, lui dit M^{me} Cornu, prenez un Hohenzollern; ils sont alliés à l'Empereur qui les aime beaucoup.

— Nous ne demandons pas mieux; sachez si le prince Antoine accepterait la candidature — Ne pense/ pas au prince Antoine, dit M^{re} Cornu; il n'accepterait pas, ayant été prince souverain il ne voudrait pas devenir vassal. Par la même raison ne comptez pas sur l'aîné, Léopold, qui a épousé l'infante de Portugal; mais le second fils Charles pourrait accepter une principauté soumise à un suzerain. — Kh bien, nous prendrons le prince Charles. — M^{re} Cornu communiqua au prince Antoine les ouvertures de [Braliano](#)¹.

Le prince Antoine accueillit avec satisfaction la perspective d'un trône pour ce (ils; toutefois son premier mot, aux ouvertures de Braliano transmises par M^{me} Cornu, fut : « Il faut, avant tout, que j'obtienne l'autorisation du Roi sans laquelle je ne puis rien ; et, comme je suis certain que cette autorisation ne me sera pas accordée si je ne suis pas préalablement assuré de l'assentiment de Napoléon III, il n'y a aucune communication à faire à Berlin avant que vous ayez obtenu cet assentiment. » M^{m,1} Cornu ne crut pas pouvoir aller interroger l'Umpereur : « Etant membre de la Conférence, dit-elle, il me répondrait par un refus. Mais allez de l'avant, il s'efforcera, je n'en doute pas, d'empêcher que la résistance de la Conférence ne soit poussée à l'extrême. »

Braliano, sans en parler à qui que ce fût à Paris, se rendit à Dusseldorff auprès du prince

1. J'emprunte tous ces détails à une correspondance de M^{me} Cornu.

Antoine (30 mars 1866). Pour le décider il lui annonça que, suivant en cela l'avis de l'Empereur, ce qui n'était pas vrai, il avait l'intention de proposer au peuple roumain l'élection de son second fils Charles. Le jeune prince, en garnison à Berlin, se trouvait opportunément en congé chez son père. Bratiano put donc le voir, l'entretenir et lui faire ses propositions. Le prince, après quelques excuses de modestie, répondit ce que son père avait déjà dit : « qu'il ne pouvait prendre aucun engagement précis », parce qu'il ignorait les intentions du roi de Prusse, CHEF DE LA FAMILLE, SANS LA PERMISSION DUQUEL il île pOUVait entreprendre un pas aussi important¹. Il pria donc Bratiano de ne pas continuer actuellement de nouvelles démarches.

Ainsi, à leur première apparition sur la scène européenne, les Hohenzollern-Sigmaringen n'ont pas contesté leur subordination au roi de Prusse : non seulement ils ne l'ont pas fait depuis, mais en toute occasion ils l'ont affirmée et s'en sont fait gloire, sentant que là étaient une force et un prestige.

III

Bratiano, de Dusseldorf revint à Paris. M^{me} Cornu était plus ardente que jamais : un de ses amis, le Polonais Michel Czaykowski, esprit très perspicace, au courant des affaires d'Orient

1. *Mémoires du prince Charles de Roumanie*, traduction française faite à Bucharest, tome I^{er}, page 6.

où il servait avec honneur sous le nom de Sadyk-Paeha, lui avait signalé les inconvénients de son projet : « L'élévation du prince de Ilohenzollern au trône de Roumanie sera fatale à la Turquie, contraire aux intérêts de la France; ce sera introduire officiellement les Allemands en Orient à l'embouchure du Danube, sur la mer Noire, jeter les bases d'un Etat auxiliaire de l'Allemagne, adversaire de l'influence française, d'un Etat destiné à séparer les Slaves du Sud. La France doit éviter à tout prix de favoriser le développement de l'Allemagne, qui tôt ou tard se tournera contre elle¹. » M^{me} dormi ne se souciait que des intérêts des Ilohenzollern ; elle encouragea Braliano à continuer sa campagne : au moment opportun on forcerait la main à l'Empereur. Braliano se rendit en loule hâte à Bucliaivst. Sa manœuvre plébiscitaire eut un plein succès. Un moment une émeule séparatiste *h* Jassy troubla le scrutin : l'archevêque revelu de ses vêtements sacerdotaux marchait à la tête des émeutiers; les soldats en partie moldaves ne s'étaient décidés à faire feu qu'après avoir vu tomber deux des leurs ; rémeule avait été réprimée, les chefs arrêtés, l'archevêque s'était enfui. L'ordre rétabli, le plébiscite fut voté par 085969 voix contre 221 (du 14 au 21 avril 1866). Les familles les plus considérables s'y rallièrent. Le prince Stirbey le signa et accepta d'être envoyé en mission auprès du prince Charles. Aucun des Bibesco ne songea à troubler

la manifestation nationale, quoique, à défaut du Hohenzollern, la France eût certainement vu avec plaisir l'avènement de l'un d'eux, et surtout du prince Georges, brillant officier de son armée, que signalaient le charme de sa personne, sa vaillance et un remarquable talent d'écrivain. Mais bons fils et bons patriotes, ils s'étaient rappelé que leur père avait le premier, pendant son règne¹, prononcé le mot de Principautés Unies, soutenu le premier, dans le Divan *ad hoc*, l'union sous un prince étranger, et cela quoiqu'il eut obtenu une imposante majorité en Valachie, enfin qu'il avait contribué plus que personne à créer l'unanimité autour de la candidature de Oouza, bien qu'elle eut été inventée contre la sienne. Le prince Iîrancovan, présent depuis *ana*: dizaine de jours à Bucliarcsî, ayant été empêché par la maladie de prendre part au scrutin, vint dès le lendemain porter son adhésion et offrir ses services à la lieutenance priucière. Il ne crut pas nécessaire d'adhérer publiquement au plébiscite; au ministre qui le lui demandait, il se contenta de rappeler fièrement ses services : depuis sept ans, il n'avait cessé de lutter, par sa fortune et par son influence auprès du ministère des Affaires étrangères et de l'Empereur; le pacte de la conspiration avait été signé dans sa maison; il lui eût été facile de se faire élire, il ne l'avait pas voulu.

1. Le prince Georges Hibesco a écrit sur le gouvernement de son père un beau livre qui est « à la fois un acte touchant de piété filiale et une très intéressante résiliation historique.

Le soir du dépouillement du scrutin plébiscitaire, Braliano expédie à Dusseldorf le télégramme suivant : « Cinq millions de Roumains acclament pour leur souverain le prince Charles, fils de Votre Altesse royale; tous les temples sont ouverts, et la voix du clergé s'élève avec celle du peuple tout entier vers l'Eternel pour le prier de bénir leur élu et de le rendre digne de ses ancêtres et de la confiance que la nation entière a mise en lui. » Le prince Antoine considérait tellement le roi (Guillaume comme le maître de l'affaire que c'est à lui et non à son fils qu'il manda ce télégramme, et c'est le roi qui en donna connaissance au prince Charles, le 16 avril à huit heures du matin.

Il ajoutait : « Ton père t'a probablement communiqué la proposition; il faut que tu restes absolument réservé, car il y a de grosses objections, la Russie et la Porte étant jusqu'ici contre un prince étranger. » Le Prince répondit : « Je reconnais parfaitement les grandes objections politiques qui sortent au premier plan. *Je me fonderai l'ou jours d'après les prescriptions de Votre Majesté¹.* » Toutefois, emporté par sa fougue ambitieuse de jeunesse, il écrit le même jour à son père « qu'il est fermement décidé d'accepter la couronne roumaine et de se rendre à Bûcharsten dépit de l'avis de la Conférence ». Le père le calme, le rappelle à la raison : « Ton idée

{*Mémoires du prince Charles*, page 7. — Confirmé par Benedetti à Drouyn de Lhuys, 6 avril 1866.

part d'un bon sentiment, mais rien que la considération *de la discipline de famille la rend déjà irréalisable.* »

Les Roumains, qui n'avaient pas à se préoccuper de la discipline de famille, trouvaient l'idée du prince si peu irréalisable qu'ils se mettaient en mesure de la réaliser. Leur gouvernement provisoire, sans tenir aucun compte de la décision de la Conférence, avait convoqué une Constituante. Celle assemblée, composée de 111 députés, dont 30 Moldaves, déclara pour la dernière fois que la volonté immuable des Principautés est de rester pour toujours une Roumanie une et indépendante, sous la souveraineté héréditaire d'un prince étranger, et que le prince héréditaire de la Roumanie est le prince de Hohenzollern, que l'assemblée à son tour vient de proclamer sous le nom de Charles I^{er} (13 mai 1800).

Comme le prince Antoine, les puissances attendaient la décision du roi Guillaume; Drouyn de Lhuys, quoique ignorant le manège Cornu-Rraliano, chargea, sur les ordres de son maître, Renedetti d'exprimer sa satisfaction de l'événement heureux qui allait s'accomplir dans la famille royale de Prusse. La Russie et la Turquie, par des raisons diamétralement opposées, n'éprouvèrent pas la même satisfaction. La Russie ne voulait pas de la constitution d'un État indépendant qui diminuerait son action sur les Balkans; la Turquie redoutait un premier affaiblissement des traités qui protégeaient son intégrité contre les empiétements de la Russie : elle eût

préfééré les Principautés livrées à l'Autriche plutôt qu'indépendantes'.

IV

Palmerston, voulant empêcher l'intronisation du duc de Nemours en Belgique, Napoléon III celle du fils de la reine d'Angleterre en Grèce, s'étaient adressés, non aux Belges ou aux Grecs, mais l'un au roi Louis-Philippe, l'autre à la reine Victoria et les avaient sommés de refuser un consentement auquel était subordonné l'effet de l'élection. Ce procédé était conforme aux règles internationales : un peuple n'est tenu, dans le choix d'un souverain, à quoi que ce soit envers qui que ce soit; ses convenances sont sa seule règle. Les chefs des grands Etats européens, au contraire, sont obligés de respecter la règle, qu'ils se sont réciproquement imposée, de ne pas troubler l'équilibre des forces ou des influences en mettant un de leurs princes sur un des trônes d'Europe sans avoir l'assentiment général. La Russie et la Turquie se conformèrent à ces précédents incontestés, et leurs ambassadeurs D'Oubril et Arislarchi demandèrent au roi de Prusse de défendre à un membre de sa famille de déférer aux vœux des populations moldo-valaques².

Le Roi avait à choisir entre trois partis : défendre, conseiller, permettre. Cette élection

1. De Moustier (Constantinople), 26 avril 1866.

2. De Benedetti, 22 avril 1866.

lui était agréable aussi bien par des raisons personnelles que par des raisons politiques : il aimait beaucoup sa famille et il était satisfait de ses bonnes fortunes; mais précisément parce qu'il l'aimait, il se préoccupait des difficultés redoutables auxquelles l'un d'eux allait s'exposer en acceptant de régir un peuple turbulent. Il n'était pas fâché que l'Autriche fût contenue sur le Danube par un prince de sa famille dévoué aux intérêts de la patrie prussienne; mais s'il se souciait peu du déplaisir de la Turquie, très vivement prononcée contre cette élection, il tenait beaucoup à ne pas froisser la Russie. En outre, il répugnait à lancer les autres autant que lui-même dans des aventures quand il n'y était pas contraint.

11 ne conseilla donc pas d'accepter; il recommanda la prudence : « Réfléchissez ; il sérail mieux de ne pas préjuger les décisions de la Conférence. » Mais il se garde encore plus de défendre : « Après tout, si cela convient à votre famille, faites à vos risques et périls. » Or, laisser faire quand d'un mot on peut empêcher de faire, c'est permettre. Permettre sans conseiller dégage certainement de toute responsabilité vis-à-vis de celui auquel on se borne à accorder libre carrière, mais non à l'égard de ceux dont les intérêts seront lésés par la permission que l'on aurait pu refuser.

D'Oubrii et Aristarchi ne regardèrent pas de près à l'équivoque de cette permission de faire qui n'était pas un conseil. De ce que le Roi affirmait qu'il resterait étranger à la détermination

du prince et ne lui conseillait pas de se rendre aux vœux des Roumains ils conclurent qu'il le désapprouvait, et ils télégraphièrent à leurs cours qu'il n'y avait pas à s'inquiéter du plébiscite roumain, que le Roi ne permettrait pas l'acceptation du prince.

Bismarck, moins louché que le Roi des convenances personnelles, Tétait autant que lui des considérations politiques. Tout en ne demandant pas mieux que de saisir l'occasion inespérée offerte par les lioumains d'établir, à la veille de la guerre, un Prussien au liane de l'Autriche, il était très soucieux lui aussi de ne pas s'aliéner la Russie, sur l'amitié fidèle de laquelle reposaient toutes ses combinaisons présentes et futures. Il répondit prudemment aux congratulations de Drouyn de Lhuys : « Sa Majesté serait touchée de l'intérêt que l'Empereur témoignait à la famille royale; mais quant à lui, il ne lui conseillerait d'accueillir la combinaison que si elle était agréée par la Russie en même temps que parla France; alors, nous nous en montrerons reconnaissants; mais même dans ce cas nous déclinons tout ce qui pourrait rendre la Prusse solidaire à un titre particulier quelconque¹. » Ce qui n'empêcha pas plus tard le Roi, quand le prince Charles fut installé de dire : « Maintenant que mon cousin Charles est en Roumanie, nous avons, sinon par des traités, du moins moralement, le devoir de le soutenir aussi bienel autant que possible². »

1. De Benedetti, 16 avril 1860.

2. *Mémoires du prince Charles*, p. 136.

On ne pouvait cependant demeurer immobile dans le piétinement des délibérations; Bismarck qui, comme l'Empereur, avait sa politique officielle et sa politique officieuse, se chargea de dénouer l'imbroglio. Il était retenu dans sa chambre; il envoya (19 avril) Keudell prier le prince Charles de passer chez lui.

Le prince lui objectant la nécessité du consentement du Roi comme chef de sa famille : « Vous n'avez pas besoin dans ce cas, répondit Bismarck, de demander directement l'approbation du Roi, mais simplement un congé pour l'étranger. *Le Roi est assez fin pour deviner vos intentions* : il vous accordera votre congé, et, de l'étranger, vous demanderez plus tard un congé définitif. Vous pourrez alors vous rendre dans un strict incognito chez l'empereur Napoléon à Paris : il y a bien des moyens de lui parler en secret. Ce n'est que par son intermédiaire que vous pourrez atteindre votre but. Devant la Conférence de Paris les choses pourraient traîner en longueur, attendu que la Russie et la Porte combattent énergiquement le choix d'un prince de Hohenzollern et que la Prusse ne serait pas en état d'appuyer cette combinaison directement. Dès lors, comme premier ministre prussien, je devrais me prononcer contre votre élection, quelque difficile que ce me soit, car je ne devrais pas amener une rupture avec la Russie et engager des intérêts d'État en faveur d'intérêts de famille. Mais une action entreprise en votre propre compte contribuerait à tirer le Roi d'une

situation pénible et je suis convaincu qu'il ne s'opposerait pas à cette idée que je lui communiquerais de vive voix s'il voulait me faire l'honneur d'une visite. Votre Altesse une fois en Roumanie, la question serait beaucoup plus facile à résoudre. La Conférence se trouverait en face d'une chose faite, et les puissances intéressées de plus près commenceraient par protester; elles devraient finalement reconnaître un fait qu'on ne peut plus supprimer. Vous n'avez rien à craindre de l'Autriche, je me propose de l'occuper pendant quelque temps. Quant à la Russie, dès qu'elle se trouverait en présence d'un fait accompli, elle le reconnaîtrait. Du reste, vous ne mettez pas grand'chose au jeu, et en cas d'échec vous vous en retirerez comme d'une aventure piquante¹. »

Le prince alla raconter au Roi cette conversation. Le Roi ne parut pas se ranger à l'avis de son ministre : « Les difficultés sont énormes et multiples; il serait plus sage d'attendre les résolutions de la Conférence de Paris; d'ailleurs, n'était-il pas indigne (*Yun prince de la Maison de Hohenzollern*) de se mettre sous la suzeraineté d'un Turc? » Le jeune homme insista : « Il saura se libérer par les armes de cette suzeraineté qu'il accepterait pour un moment; il affranchira le pays qui l'élit et lui conquerra sur-le-champ de bataille sa complète indépendance. Il fera toujours honneur à son nom, quelle que soit la situa-

1.. *Mémoires du prince Charles*, p. 7.

tion dans laquelle il pourra se trouver. » Lé Roi cependant ne dit pas oui, ne dit pas non; il lui donna le congé pour aller s'entendre à Dusseldorf avec son père, et le serrant dans ses bras, il lui dit : « Que Dieu le protège! »

A Dusseldorf, le jeune homme ne trouve pas plus de résolution qu'à Berlin. Sa mère et sa sœur tendrement inquiètes s'opposaient; son père ne savait à quoi se résoudre. Le Roi lui écrit ce qu'il avait fait entendre à son fils : il n'envoie pas un relus direct; il insiste seulement sur l'opposition des puissances. Mais M^{l^e} Cornu, consultée par lettre et par messenger, presse : « qu'on ne se préoccupe pas de la Conférence, qu'on aille de l'avant, et qu'au plus tôt on crée le fait accompli; l'Empereur donnera son aide ». Bratiano, accompagné d'un ancien aide de camp de Couza, accourt, appuie le conseil de M^{mo} Cornu et garantit le succès. Le prince Antoine se rend à Berlin; il ne peut se décider à prendre un parti quelconque sans s'être mis d'accord avec celui qui est la lumière et l'autorité de la famille. Là tout *est discuté* ET RÉGLÉ¹ avec le Roi, dans le plus grand secret. Suivant une distinction digne du plus Escobar des casuistes, *il ri autorisera pas, mais il outrera avec inquiétude dans les projets du prince*¹.

On en arrive donc finalement au scénario proposé par Bismarck : le prince quittera la Prusse, non en rebelle à l'autorité du chef de

1. Expression du prince Charles.

2. *Md.*

famille, non en déserteur de l'armée, mais avec le consentement tacite du chef de famille et muui d'un congé accordé à l'étranger par le commandant suprême de l'armée. Dès qu'il aura franchi la frontière prussienne, il enverra sa démission dont l'acceptation lui était assurée d'avance.

Le 22 mai 1806, le prince Charles entrait triomphant à Bucharest, ayant traversé sans encombre l'Autriche tout en armes et en surveillance. De Sal/bourg il envoya sa démission d'officier prussien, Bratiano l'avait rejoint, voulant jouir de sa victoire à côté du roi qu'il avait inventé, « On l'attendait, écrivait notre consul, comme les Israélites attendaient le Messie. » Les ovations frénétiques de la population ne furent, du reste, qu'un heureux pressentiment, car, dans la situation la plus difficile, le nouveau prince s'est montré un chef d'État aussi remarquable par la sagacité et la prudence que par la vigueur et la persévérance, et il a été un glorieux créateur de royaume.

Le prince Charles avait envoyé à M^{mo} Cornu la lettre à l'Empereur par laquelle¹, il annonçait son départ. Elle la garda trois jours, voulant lui laisser le temps d'arriver. Dès qu'elle fut informée de son entrée à Bucharest, elle se rendit aux Tuileries. Avant même qu'elle fût assise l'Empereur s'écria : « Eh bien, l'affaire de Charles? Comment cela s'est-il passé? J'ai été bien étonné et l'on m'a mis cela sur le dos. — Elle lui raconta ce qu'elle savait. — C'est fait, dit-il, Charles

acceptç Iq, souveraineté, j'espère que les choses s'arrangeront. »

V

Bismarck annonçalui-même le fait aux ambassadeurs accrédités auprès de lui, en leur manifestant à tous sa surprise et ses regrets. « C'était sans l'assentiment du Roi et à son *insu* que le prince s'était rendu dans les Principautés. » Il affirma que S. M. prussienne ne se séparerait pas des autres cabinets cl déclinerait toute solidarité avec l'entreprise du prince malgré les liens de parenté qui l'unissaient à la famille royale. D'Oubril protesta aigrement contre la fausse sécurité où on l'avait tenu par des paroles endormeuses. Arislarchi fut violent : il rappela les assurances qui lui avaient été données par le Roi; il n'admettait pas que le prince eut pu se résoudre à, méconnaître les intentions de Sa Majesté ; il se plaignit que sa bonne foi avait été surprise, en des termes tels que Bismarck lui déclara qu'il se retirerait s'il persistait dans de telles allégations.

Benedetti reçut la communication avec beaucoup plus de sérénité : « Je ne doute pas de la sincérité de vos assurances, dit-il; mais on croira bien difficilement que le prince ait pris sur lui d'abandonner le service du Roi pour se rendre dans les Principautés sans s'être préalablement muni du consentement de S. M. en se constituant

à l'état de déserteur. On ne croira pas que ce soit pour rien que le prince Antoine a fait, il y a deux semaines environ, une apparition à Berlin, qu'il a été reçu par le Roi, qu'il a reçu la visite du président du conseil¹. »

Drouyn de Lhuys, qui n'était pas dans la confiance, télégraphia à notre ambassadeur à Pétersbourg : « Vous pouvez affirmer hautement que le prince est parti à notre insu. Il est, ajoutait-il, membre de la famille royale, il occupe un grade dans l'armée, je ne m'explique pas qu'il ait pu, dans les circonstances présentes, s'éloigner sans l'agrément formel du Roi² ». »

Clarendon apprécia très sévèrement la conduite du gouvernement prussien et, malgré les assurances de Bismarck que le prince avait agi à l'insu du Roi, il ne douta pas un instant du contraire. Mais en même temps il laissa voir sa conviction que « la Prusse n'aurait pas toléré cette aventure sans s'être ménagé les bonnes dispositions de la France » \

A Vienne, Mensdorff insista plus que Clarendon sur la connivence française, accusant notre agent à Vienne d'avoir encouragé l'élection. « Je nie le fait, télégraphiait à d'Avril Drouyn de Lhuys, car il serait trop contraire à vos instructions. » — « Vous pouvez nier, répondait d'Avril, personne ne pouvait ni encourager ni décourager (23 mai). »

Le ministre italien à Berlin, Barrai, télé-

1. De Henedetti, 22 et 23 mai 1860.

2. Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, 22 mai.

3. De La Tour d'Auvergne, 23 mai et 24 avril.

graphiait à La Marmora : « Le gouvernement prussien était certainement de connivence avec le départ et Vacceptation de la couronne du prince de Hohenzollern; mais maintenant qu'il espère qu'à l'aide du vœu des populations et du fait accompli le prince pourra se maintenir, il manœvrera de manière à ne pas heurter la politique de la Russie, qu'il a le plus grand intérêt à ménager¹ (31 mai). » Moustier, alors ambassadeur à Constantinople, télégraphiait : « On comptait sur le refus du prince de Hohenzollern. On se croyait d'autant plus fondé à l'espérer que les nouvelles reçues de Berlin semblaient rassurantes à cet égard (30 mai 1866). »

De Vienne, Mosbourg écrivait : « L'opinion publique consent difficilement à ne voir dans cette entreprise aventureuse qu'un acte d'initiative personnelle. On accuse généralement la Prusse d'avoir inspiré la résolution du jeune officier, membre de la famille royale, dans l'espérance que les divisions et les agitations auxquelles donnerait lieu sa présence dans les Principautés seraient de nature à créer pour l'Autriche un surcroît de graves difficultés². »

Ainsi dans l'Europe entière l'opinion fut que le prince était parti avec l'autorisation du roi Guillaume et de l'empereur Napoléon III. On considéra comme une plaisanterie cette affirmation, « que sous un roi d'une volonté aussi forte que Guillaume I^{er}, assisté d'un ministre aussi

1. LA MARMORA, *Un po pin di luce*, p. 260.

2. 25 mai 1866.

énergique que Bismarck, un prince prus.sien eût pu prendre une telle initiative sans l'assentiment royal¹ ».

Cette conviction excita en France les murmures. Le brillant chroniqueur de la *Revue des Deux Mondes*, Eugène Forcade, s'en fit l'interprète : « On ne comprend pas que l'équipée du prince de Hohenzollern dans les Principautés ait été tolérée? On ne saurai! admettre que le nouvel liospodar, officier de l'armée prussienne, ait quitté comme un déserteur son pays et ses frères d'armes à la veille d'une grande guerre et d'un grand péril. Nous croyons pour l'honneur du prince qu'il a informé le gouvernement de ses résolutions et qu'il est parti muni des autorisations nécessaires. Comment la cour de Berlin a-t-elle pu donner une autorisation semblable sans en faire prévenir la France, ne fut-ce que par l'intermédiaire de l'Italie? Et si la France a été avertie, comment a-t-elle consenti à cette aventure²? D'autres écrivains manifestèrent le même étonnement. Et cette candidature royale d'un Hohenzollern, même en une région éloignée, excita, dès 1866, les ombrages et les susceptibilités françaises, et Ton reprocha à l'Empereur de l'avoir tolérée.

i. SYBEL, VI, 353-354-- Sybel ajoute, il est vrai, que cette opinion n'était pas conforme aux faits, parce que le « prince avait agi d'une manière complètement indépendante et n'avait ni soUiciUé ni reçu du Roi la permission d'agir ». On ne se moque pas plus lestement de ses lecteurs.

2. *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1866

VI

Les opinions étaient unanimes : restait à savoir ce que seraient les actes.

Chez (iorlchacow la résolution n'allait jamais au-delà des phrases. D'ailleurs son souverain ne lui aurait pas permis croire méchant envers son oncle bien-aimé. Sa grande colère se réduisit donc à prescrire à son agent de Bucliaresst la plus grande réserve : « Il attendrait, pour apprécier autrement la démarche du prince, de savoir comment elle serait jugée par la Conférence. Si elle se trouvait trop accommodante au fait accompli, il s'en retirerait. »

Les Turcs furent agressifs comme l'avait été leur ambassadeur à Berlin. Le prince Charles, en prenant possession de son gouvernement, expédia un télégramme de soumission au Grand Vizir : « Appelé par la nation roumaine à être son Prince, j'ai cru de mon devoir d'écrire au Sultan pour lui exprimer mes sentiments de dévouement et la ferme résolution que j'ai de respecter les droits de la Sublime Porte. »

Cette marque de déférence n'apaisa pas. Aali télégraphia à Savvfet, son ambassadeur à Paris, « que le gouvernement ottoman ne voyait plus d'autre moyen de faire respecter dans les Principautés les traités et les décisions de la Conférence que l'occupation militaire (24 mai). »

La Conférence se réunit aussitôt (25 mai 1866).

Sawfet deposa sa protestation et hit a litre officieux la depeche menagante recue la veille. Cette communication ne donna lieu qu'a un echange d'obscrvalions et ce fut contre la Turquie, non conltre les Koumainns que les graves diplomates se prononceront. lis lui notifierenta runanimite que la Porle ne pouvait en aucun cas intervenir sans une entente prealable avec les cours garantes,aux lermes de Pari. 27 du traite de Paris et de la Convention du 19 aout 1858.

Sur le fond meme de l'aftaire l'interet fut dans le dialogue enltre Hudberg et Goltz. Budberg demanda : « Comment se fait-il que le prince de Hloben/ollern appartenant a Parmec prussienne ait pu quitter le service pour se rendre dans les Principautes? Sil avail agi sans aulorisation, il se trouverail en etat de desertion et alors le gouvernement croirail sans doute devoir prendre des mesures Ires severes a son egard. » Goltz repondit avec un embarras visible : « Le prince avail demande et obtenu la permission de se rendre aupres de son pere a Dusseldorf et y allendre ce que resoudraient les puissances; e'esl de la qu'il elait parli inopinement en envoyant sa demission. La Prusse, ajoutait-il, decline toule responsabilite dans celle resolution d'un sujet prussien qui a agi spontanement et n'a pris conseil que de lui-meme. » Rien de mieux si le prince avail ete un simple sujet prussien; mais Goltz ne Pavail pas nie, il avail des liens avec la famille royale. A cet egard, comme une reponse meme captieuse elait impos-

sible, Tambassadeur eluda : « Il ne m'appartient pas de discuter iciles consequences de la resolution du prince de Hohenzollern en ce qui touche la position de Son Altesse en Prusse et ses rapports vis-a-vis du Roi. »

Affaire du Roi non de l'Etat, argumentaient ceux qui, n'ayant pas rimprobite de nigr contre l'evidence, que le prince eut ele autorise, voulaient degager le gouvernement prussien de toute solidarity et le preserver des censures de TAngleterre et des deplaisirs de la Russie. Get argument pouvait avoir quelque apparence dans une monarchie parlementaire ou le pouvoir ministeriel est distinct du pouvoir royal. Dans une monarchie personnels de droit divin, telle que celle du roi Guillaume, il n'avait aucune valcur, car dans un tel gouvernement, tout ce qui lie le Roi engage l'Etat; aucune distinction ne peut etre etablie entre le roi et l'Etat, Qui done l'a dit? Bismarck iui-inemc, il y a quelques jours, dans l'affaire du Lauenbourg. Note/ bien soigneusement, je vous prie, dans votre memoire, ces paroles que je vous rappclierai plus tard : « Le vice de cette pretention est de separer le Roi de l'Etat : *separation impossible en Prusse de toute facon, en droit, en fait, et politiquement*ⁱ. »

Et l'argument tire de cette reponse de Bismarck etait d'autant plus d'actualite que le droit du roi de Prusse n'etait pas un droit derive de la

1. Discours du 3 fevrier 1866

naissance comme celui du prince Antoine, mais un droit tout politique, que ne lui eût pas conféré la parenté, s'il n'avait été roi de Prusse, et qui, avant comme après lui, appartenait à tout roi prussien quelconque.

La Conférence se borna à prescrire aux agents de Bucharest de maintenir que des relations officialisées avec le gouvernement provisoire. (Iortchacow ne se montra pas satisfait que Budberg se fût contenté d'aussi peu et il pensa même un instant à le rappeler.

La menace des Turcs d'entrer dans les Principautés était plus inquiétante; elle fut conjurée par la Prusse et par la France. Bismarck annonça qu'il protesterait énergiquement contre toute occupation militaire des Principautés. Drouyn de Lhuys télégraphia à Moustier : « L'occupation militaire des Principautés serait à nos yeux le plus grand danger pour la Porte, et pour l'Europe la plus fâcheuse complication. Faites vos efforts pour détourner le Divan de cette pensée¹. » Moustier, favorable aux Roumains, n'avait pas attendu ces instructions pour calmer l'effervescence turque. « Entrer dans les Principautés, leur avait-il représenté, pouvait être honorable et même facile; mais serait-il aussi facile d'en sortir honorablement¹? »

L'attitude calme et prudente de la Conférence rappela beaucoup les ministres français; ils remarquèrent, non sans surprise, que Budberg avait été

le premier a faire sentir la gravite des resolutions a prendre et la necessity d'agir avec lenteur et maturite. D'un autre cote, Lyons le ministre anglais, sans leur donner aucun conseil positif, s'abstenaitevidemmentdeleur fournir a mum encouragement. Quelques ministres, plus mefiants a l'egard de la Hussie que Fuda et Aali, engagement leurs colloques a se preoccuper un peu de l'interet que le cabinet de Saint-Petersbourg pourrait avoir a les pousser a des mesures inconsiderees et, dans tous les cas, dispendieuses. A la suite de cet ensemble de conseils le langage du ministre des Affaires etrangeres se modifia sensiblement. La question de principe descendit tout a coup a une simple susceptibility de forme : Pourquoi le prince n'est-il pas venu d'abord a Constantinople? tout se serait arrange. Aali reconnut que l'occupation des Principautes serait une mesure des plus graves et des plus dangereuses, a laquelle la Porte n'aurait recours que pour mettre sa dignite a couvert et il se declara pret a entrer dans toute voie conduisant au meme but et qui lui serait suggeree par la Conference.

La Conference ne lui en indiqua aucune. Kile se reunit de nouveau, a la demande de la Hussie, (25 mai): Budberg proposa l'envoi d'un commissaire ottoman accompagne d'un delegue designe par les representants des cours garantes a Constantinople. Dans son expose des motifs il persista a rendre le gouvernement prussien responsable des actes du prince Charles : « Au cours des deliberations, dit-il, les puissances

signataires des traites ont unanimement-adresse aux Principales rinvitalion solennelle et reiteree de se conformer aux stipulations internationales, seuls gamnlies immuniles dont dies jouissent. LaPrusses'estassociee a ces demarches etcependant, *c'est un membra de sa famille*. un officier de son armee, qui a commis cette usurpation. »

Les ambassadeurs lures se rallierent a la proposition Hudberg. Drouyn de Lhuys, gagne par l'Empereur au prince Charles, la combattit : « Une intervention militaire, consequence de la proposition russe, ne manquerait pas de dechainer unelutle sanglante, prelude de complications europeennes. » L'ambassadeur d'Angleterre se rallia a cette maniere de voir, ainsi que le ministre d'Italie. L'ambassadeur prussien dit qu'il en reclamerait a son gouvernement. Metternich exprima une opinion favorable, en principe, ne reservant que la question d'opportunite. En presence de cette divergence d'opinions, la Conference ne prit aucune resolution.

(Orlichacow, fatigue d'etre berne, se re lira en nolifiant sa resolution en termes amers, et il prit acte de la breche pratiquee dans les traites dont on avail la pretention d'imposer le respect integral a la Russie : « Le premier soin de la Conference a etc d'inviter le gouvernement provisoire a se bonier au mainlien de l'ordre sans prejurer les decisions des grandes puissances. Le gouvernement provisoire n'en a tenu aucun compte. La Conference a prononce l'exclusion de tout prince etranger : il y a etc repondu par le

plebiscite qui appelait au trône le prince Charles de Hohenzollern. La Conférence a déclaré l'élection du prince illégale : il a été acclamé, et il a pris possession du pouvoir qu'on lui avait décerné. Il était impossible de se jouer plus audacieusement des décrets de l'Europe, et en présence de ces actes de prépotence d'un État de quatrième ordre, la Conférence ne trouve rien à faire que de s'incliner devant les faits accomplis et de laisser à l'Involution le soin de défaire son propre ouvrage. Nous ne saurions nous associer à une pareille étonnante_____» Il ajoutait cependant : « L'intention de Sa Majesté n'est pas que vous en tiriez dans aucune recrimination : l'aveu de M. Drouyn de Lhuys que la Conférence n'a plus de but pratique nous en dispense. Il y a assez de complications en Europe pour que nous ne désirions pas en ajouter une de plus. Si en adhérant à la dissolution de la Conférence, M. Drouyn de Lhuys renouvelait sa déclaration quant au traité de 1856 et à la Convention de 1858, vous pourrez faire observer que le cabinet impérial a toujours pratiqué pour sa part le respect des transactions existantes, mais sous la réserve que le respect sera réciproque et qu'on ne saurait maintenir aucun article isolé d'un traité quelconque, pas plus l'article 27 que tout autre, si les autres articles du même traité se trouvaient enfreints par l'une des parties que ces stipulations concernent (12 juin 1866). »

Ces lamentations du chancelier russe ne mourront pas l'histoire, car elles s'adressaient mal.

Sans doute la Russie venait d'être mystifiée, mais non par le peuple roumain. Le mystificateur avait été l'ami de Berlin, niant sa coopération, prétendant n'avoir rien su et désavouant devant la galerie ce qu'il eût été en son pouvoir d'empêcher d'un seul mot. Et, contre celui qui l'avait vraiment joué, le chancelier russe n'osait pas repeler la plainte de son ambassadeur.

La protestation contre l'insolente aveu, grâce à l'appui de Napoléon III, se borna donc au refus du Sultan de recevoir l'envoyé roumain (lolesco la lettre dans laquelle le prince exprimait ses regrets que la situation intérieure des Principautés l'eût forcé de passer par Bucharest avant de se rendre à Constantinople comme il en avait l'intention).

Des qu'on s'en remettait aux négociations, Talhaire était pacifiée; les négociations, c'est, comme rétablissement (d'une commission dans un parlement, le moyen de ne rien faire en se dormant l'air de faire quelque chose.

Le prince Charles put installer en paix son gouvernement, envoyer son armée sur les frontières turques, appeler en toute hâte des instructeurs prussiens chargés de l'effranchir et de l'ennoblir. L'attention publique ne fut plus distraite par cet incident latéral du drame qui s'engageait entre les deux puissances germaniques.

CHAPTER V

BISMARCK EN QUETE DU « CASUS BELLI »

[

Des le lendemain de la signature du traité italien (9 avril), Bismarck, en vue de susciter le *casus belli*, avait lancé son projet de réforme fédérale : « Les institutions de la Confédération, dit-il, étaient basées sur la supposition que les deux grandes puissances seraient toujours d'accord; elles ont pu subsister tant que cette situation a été maintenue par une condescendance continue de la Prusse envers l'Autriche, mais ces institutions ne sont pas capables de supporter un antagonisme grave des deux puissances, d'empêcher ou de surmonter une rupture ou un conflit. Si les tentatives de réforme n'ont abouti qu'à l'échange des opinions les plus diverses et à l'entassement d'un matériel colossal, cela provient de ce que la force d'impulsion conciliante de l'esprit national fait défaut dans ces négociations. Il faut appeler une assemblée générale allemande de représentants élus par le suffrage universel. Ce mode est plus favorable au principe conser-

vateur qu'aucun autre mode reposant sur des combinaisons artificielles. »

Quelques mois auparavant, Bismarck reprochait à l'Autriche d'être de connivence avec l'ennemi commun, la Révolution; maintenant il prenait les principes, les formules, les procédés, la livrée de la Révolution. Il en triomphait : « Je suis parvenu, disait-il à Benedetti, à déterminer un roi de Prusse à rompre les relations intimes de sa maison avec la maison impériale d'Autriche, à conclure un traité d'alliance avec l'Italie révolutionnaire, à accepter éventuellement des arrangements avec la France impériale, à proposer à Francfort le réménagement du pacte fédéral avec le concours d'une assemblée populaire. Je suis fier d'un pareil résultat; j'ignore s'il me sera permis d'en recueillir les fruits, mais, si le Hoi m'abandonne, j'aurai préparé le terrain en creusant un abîme entre la Prusse et l'Autriche, et le parti libéral, montant au pouvoir, achèvera la tâche que je m'étais imposée. »

Le Hoi ne s'était pas décidé sans résistance. Quand Bismarck lui parla de ce projet, il se recria : « Mais c'est la Révolution que vous me proposez. — Ou importe à Votre Majesté si, dans ce naufrage général, l'île est assise sur un rocher qui ne sera pas envahi par les flots et où tous ceux qui ne voudront pas périr devront chercher leur salut? » Et le Roi avait signé.

Toutefois, le projet de réforme fédérale ne produisit pas d'abord l'effet incendiaire auquel Bismarck en avait attendu. Du côté de la France, au-

cune difficulté, satisfaction complète. Goltz vint exposer à Drouyn de Lhuys les vues de son chef: c'était alors deux confédérations, Tune au Nord sous la direction de la Prusse. Tautre au Midi, sous celle de la Bavière, toutes les deux indépendantes de l'Autriche¹. Il lui demanda son avis, mais à titre confidentiel, car, le projet concernant la constitution intérieure de l'Allemagne, il n'était pas chargé de lui faire une communication officielle.

Drouyn de Lhuys répondit qu'il était bien difficile de se prononcer sur une question aussi importante et entourée de tant d'incertitudes. Il n'avait rien à objecter ni à une réforme en principe, ni à une réforme par le suffrage universel, cependant, il fit remarquer que « si la souveraineté est toujours absolue dans la vie intérieure de l'Etat, elle n'a pas le même caractère au point de vue international, Elle peut lésar des intérêts qui constituent aussi des droits, et sa puissance est limitée par les intérêts de l'équilibre général. » Il était convaincu que s'il en était ainsi, la Prusse se trouverait disposée à s'entendre avec nous, à l'effet d'empêcher que nos intérêts eussent à en souffrir, et que les avantages qui lui seraient assurés ne devinssent un dommage pour nous. — C'était le langage de la politique d'équilibre tenu au nom du souverain qui préconisait celle des nationalités : contradiction qui va persister durant toute cette crise.

1. De Drouyn de Lhuys à Benedetti, 12 août 1800.

Benedetti communiqua ces observations à Bismarck. Celui-ci admit les réserves et les appréciations. Il reconnut, sans les contester sur aucun point, ses observations et lui donna l'assurance que le gouvernement du Roi était, à l'égard de la France, et pour toutes les éventualités auxquelles Drouyn de Lhuys faisait allusion, sincèrement pénétré des sentiments que nous lui supposions¹. La Diète ne prit pas feu davantage. Elle renvoya à une commission le projet de réforme. L'Autriche d'ailleurs tranquillement s'occuperait sans prévention. Pour précipiter les événements, il fallut chercher un autre biais.

II

Bismarck reprit la querelle déjà entamée avant le traité italien sur les armements. Quand le Tsar avait engagé le roi (Guillaume) à cesser ses préparatifs, le Roi lui avait répondu : « Adresse-toi à l'Autriche ; moi, je n'arme pas. » Le Tsar avait alors interpellé François-Joseph, en termes d'une cordiale intimité, et celui-ci répondait : « Je n'opère aucun armement agressif, je reste sur le pied de paix restreint, et je n'ai opposé aucune troupe à la concentration des troupes prussiennes en Silésie. »

i. Récité à Drouyn de Lhuys, le 17 avril 1860. Avant d'être expédiée par Benedetti, cette dépêche fut lue à Bismarck, qui en reconnut l'entière exactitude. (Benedetti à Drouyn de Lhuys, 18 avril.)

Le meme dialogue recommence en avril entre les ministres des deux souverains. « Vous me menace/ par vos armements, dit Bismarck a l'Autriclie.— (-est vous, repondit-elle, qui m'inquietez par les votres, — Desarmez! — Comment le ferions-nous puisquc nous n'armons pas ? » Tous les deux avaient raison : les preparatifs pnissiens se reduisaient a l'achat de huit a dix mille chevaux pour l'artillerie et a la repartition entre six divisions de 10 a 15000 hommes; les mouvements des troupes autricliiennes etaient des dislocations sans importance, dependant, malgre ses tins de non-recevoir en apparence peremptoires, Mensdorff, tant il desirait le mainlien de la paix, consentit (18 avril) a revoquer ccs mouvements le 25, a condition que la Prusse prendrait l'engagement d'ordonner le meme jour, 25 on le lcmdemain, 26, la mise sur le pied de paix, des corps qu'elle avail renforces.

Bismarck, maladr, fut desole de cettc condescendance imprevue. Il ne s'attendail pas que Tempereur Francois-Joseph consentirait asedes-avouer et reconnaitrail, en proposant de desarmer simultanemenl, qu'en realite il avait arme. Mais le Roi, de plus en plus sous les influences pacifiques, un pen moins sous Faction immediate de son ministre, exigea que la proposition aulrichienne fill admise en stipulanl que la

(i) Par ordre du 29 mars, les 3^e, 4^e, 6^e, regiments d'arlillerie de rampagne, la 1^{er} division du 5. et la division a cheval du 5^e etaient portes a reHeelif de guerre; les 5^e, 7^e, 9^e, 11^e, 12^e divisions de la garde avaient ieurs rlieelifs uuginentes.

Prusse réglerait ses desarmements sur les mouvements des troupes autrichiennes (22^e avril). Le *casus belli* ecbappait encore a Bismarck.

Il crut le retrouver aussitot. Quelques jours apres avoir annonce qu'il revoquerail ses mesures militaires, le gouvernement autrichien mobilise avec precipitation ses troupes de Venetie (21 avril). Oue setait-il passe?

Le roi d'Italie avait ratifie le 14 avril le traite. /Vussitot, un jeune atlacbe au Affaires etrangercs avait ete envoyea Berlin, porteur des ratifications. Sans lui conlier ce que contenait la missive dont on le ebageait, on lui en avait rcpresente Timporlance. En route, il rencontre un oliicier bongrois qu'il connaissait. On parle des affaires, des probability d'une guerre peut-etre procbaîne; le jeune bomme entraine, croyant que son propos allait mourir dans Toreille qui le recueillait, dit: « Il va y avoir du nouveau; je porle a Berlin quelque cbose de bien important. » L'officier bongrois etait un agent de l'Autriche. Il descend de wagon a Tune des premieres stations, court a Vienne, tombe chez l'Empereur et lui raconte sa conversation. Framjois-Josepli se reveille en sursaut, de la plus complete security tombe dans une vraie panique, se croit a la veille d'etre attaque a Timproviste, donne l'ordre d'armcr en toute bate el donne a l'archiduc Albert Ford re d'aller prendre, a Verone, la place de Benedek¹ (22 avril).

i. C'est le prince Napoleon qui ma raconte ce fail incontiu

Mengdorff explique ces mesures imprevuees par la nouvelle recue d'armements inquietants a Bologne et a Ferrare : en se mettant en etat de repondre a Feventualite d'une altaque de l'Italie, il reste toujours dispose a relablir Fetal normal entre la Prussc eA FAutricbe, non seulement en desarmant mais en reglant le disaccord d'ou pourrait sortir un conflit; le provisoire de Gastein doit cesser; l'avis des syndics de la couronne excludant Augustenbourg ne lui parait pas juridique. 11 propose de declarer ensemble a Francfort que la Prusse et l'Aulriclie conferent les droits acquis par le traile de Vienne a celui des prelandans auquel la Diete reconnaitra le caractere de veritable souverain des Ducbos. A dcfaul d'une entente, il ne resterail plus a FAutricbe qu'a exposer clairement a la Diete Fetat actuel de Faffairc et a lui remettre le soin de disposer des Ihiches conformemenl aux lois federates (26 avril).

Bismarck lelgraphie a Vienne : « Du moment que FAutricbe se croyait obligee de donner un plus grand developpement a ses forces mililaires, quel ([tie soil le point du territoire sur lequel elle les diriucrail, la Prusse ne saurait consentir a desarmer. » Ilajouta, dans uncdepechequ'ilcbargea son ambassadeur de communiquer a Mensdorff sans lui en laisser copie, « qu'il considerait dans Fetat actuel FItalie comme necessaire a Fequilibre europeen, et que la Prusse ne pourrait qui explique la prise d'armes subite, et jusqu'a present incomprehensible, de l'Autriche.

pas rester indifférente à une attaque contre l'Italie (30 avril) ». Il ne répond pas aux propositions de Mensdorff relatives aux Duchaës.

III

« Que devons-nous faire? » avait demandé La Marmora à l'Empereur. L'Empereur répond : « Constaté dans une dépêche circulaire formellement, mais sans emphase, que l'Autriche arme dans la Vénétie tandis que vous n'armez pas vous-même et mettez ainsi l'Autriche dans son tort (25 avril). » L'Angleterre donne de son côté des conseils de moderation : « Le cabinet italien ne fait guère mystère de son intention d'attaquer l'Autriche dès que la lutte commencera avec la Russie. N'a-t-il pas dégarni la Basse-Italie de troupes pour les réunir dans le Nord ? En présence de la mission Arce et des bruits de guerre non contredits depuis deux mois, est-il étonnant que l'Autriche se mette en mesure ? Pouvons-nous croire qu'avec tant d'embarras elle cherche à vous attaquer la première ? »

La Marmora, éperonné par l'impatience de l'opinion, ne tint compte ni du conseil ni de l'avertissement. Il ordonna les mesures préparatoires de la mobilisation de toute l'armée (27 et 28 avril)¹ et proposa au parlement toutes les me-

1. En 1850, on ne mobilisa pas l'outre-mer (une pièce : en italique comme en Prusse et en Autriche, ce furent des armements successifs, échelonnés).

suress que- comporte letal de guerre : vole de 2 millions de lres pour fortifier Crmone; — facilile au Roi, pendant tout lc mois de juillet, d'ordonner les depenses necessaires a la defense de l'Etat, de pourvoir, a Taide de moycns exlraordinaires, aux besoins du Tresor; cours force des billets de la Rnnque Sarde; interdiction aux journaux de rendre coiple du mouvemenl des troupes; suspension de la liberie individuelle et de la liberie de la presse. Les membres les plus pronomes de la (iauelie furent les plus empresses a voter ces restrictions necessaires de la liberie.

L'Empereur se montra mecontent. « C'elait bien la peine de me demander conseil, dil-il a Nigra, pour fa ire toul le conlraire de ce que je conseillais. Vous u'avez rien a craindre de l'Autricbc; elle ne cesse de declarer qu'elle ne songe pas a vous altaquer. » Le cabinet anglais fut irrite. Les Prussiens eux-memes trouverent que les Italiens s'elaient trop presses. « Ces Italiens, dit liismarck, son I trop ardents el veulcni arriver trop tot a la conclusion. » Le Roi effarouche craignit qu'on ne voulut l'enlraîner rnalgre lui. (Jsant du droit reconnu au plus honnête homme, par les usages diplomatiques, de nier un traite secret, ilne s'epargnait pas les dementis. Il disait au colonel Schweinitz, l'attache militaire prussien a Saint-Petersbourg, qui y retournait porteur d'une lettre pour le Tsar : « Je ne sais pourquoi Ton m'importune avec ces pretend us arrangements italiens, il n'y en a pas. J'ecris a

FEmpereur que je n'ai pas de traite avec l'Italie. » La reine douairière de Prusse envoyait à l'Empereur d'Autriche l'assurance que « le Roi lui avait donné sa parole d'honneur de n'avoir signé aucun traité avec l'Italie; une convention existait sous forme de déclaration des ministres respectifs, et, jusqu'au jour où les hostilités auraient commencé, elle laissait au Roi entière liberté de conclure avec l'Autriche un arrangement pacifique. Le cas échéant, si l'Italie attaquait l'Autriche, la Prusse ne la seconderait pas¹. » J'incline à penser que la reine, en son désir de rapprochement, a forcé les termes et donné trop de solennité surtout d'exclusion aux démentis du Roi. car si l'on excepte la parole d'honneur sur le traité non signé, le langage qu'elle lui prête est absolument conforme à la vérité.

Bismarck en effet informa Garibaldi que « le Roi ne donnait pas au traité du 8 avril une interprétation qui obligeait la Prusse à déclarer la guerre dès que l'Italie se trouverait aux prises avec l'Autriche. Il n'aurait jamais signé une convention qui, dans les mains de l'Italie, fut un encouragement à pousser les choses au point de l'obliger, malgré lui, à prendre les armes. — Mais si nous lions l'attaque? dit Garibaldi. — Dans ce cas, dit Bismarck, mon avis serait que le Roi, quoiqu'il n'y soit pas obligé, prît les armes simultanément à l'ouverture des hostilités; s'il s'y re-

1. Dépêche télégraphique de (Paris) à Drouyn de Lhuys, 11 juin 1860. Il n'eut connaissance de la lettre que le 11, mais elle était antérieure.

fusait, je donnerais ma démission. — Vous ne croyez donc pas impossible un arrangement entre vous et l'Autriche qui nous laisserait isolés? — Je ne crois pas, répond Bismarck, qu'aucune concession de l'Autriche put compenser les inconvénients d'un arrangement ; toutefois, si l'Autriche faisait des concessions qu'on ne pût absolument refuser, je vous préviendrais à temps et loyalement, et en aucun cas les arrangements ne seraient tels que l'Italie se trouvât seule vis-à-vis de l'Autriche année. » Le soir même, il annonça à Govone que le Roi, auquel il avait rapporté la conversation du matin, partageait son avis et que, sans s'y croire tenu par le traité, il se considérait comme moralement obligé de prendre les armes si l'Italie était attaquée; mais qu'il n'en serait pas de même si l'Italie prenait l'initiative des hostilités; aussi lui conseillait-il franchement de s'en abstenir¹.

Ces commentaires, quoique très corrects, indisposaient fort les Italiens : « A mon avis, télégraphiait l'arral, c'est sur nous-mêmes et sur la France qu'il faut compter bien plus que sur la Prusse². » La Marmora ne contesta pas l'interprétation prussienne, il se contenta d'en prendre acte. « Dites au comte de Bismarck que l'Italie n'a nullement l'intention d'attaquer l'Autriche, mais pour le cas d'une agression autrichienne contre l'Italie l'alliance offensive et défensive oblige la Prusse à ouvrir de

i. Govone à La Marmora, 2 mai 1866

2. Barrai à La Marmora, 3 mai.

son côté les hostilités et à les poursuivre. Comme nos engagements envers la Prusse et la politique que nous devons suivre en conséquence seraient la cause unique de l'attaque de l'Autriche contre nous, je ne vois pas comment le roi de Prusse pourrait se croire libre envers l'Italie, ni la Prusse se soustraire aux obligations réciproques de l'alliance offensive et défensive. »

Du reste on était bien loin d'un arrangement avec l'Autriche. Bismarck somme d'opérer un désarmement général, sans attendre la réponse, il représente au Roi qu'il serait accusé de trahir sa pairie, s'il négligeait plus longtemps de mettre son armée sur pied de guerre. Le Roi se fit prier et consentit à une mobilisation partielle, celle de l'artillerie et de la cavalerie de ligne, et de cinq corps d'armée y compris la Garde. Il se décida à une mobilisation entière du 5 au 12 mai, sur une réponse fort hautaine de Mensdorff : « Il est de notre devoir de veiller à la défense de la monarchie, nous le ferons sans aucun égard pour aucun contrôle étranger (*le* mai). » Bismarck se croit arrivé au rivage, mais une nouvelle vague le saisit et l'emporte au loin.

CHAPITRE VI

DISCOURS DE THIERS RÉPONSE DE L'EMPEREUR A AUXERRE

I

Au milieu de ces tiraillements, de ces incertitudes, se produisit en France une manifestation politique qui venait apporter un élément nouveau à l'effervescence européenne.

Le 3 mai 1866 le Corps législatif devait discuter le contingent militaire. J'annonçai que, non pas comme interpellation, puisque le règlement ne nous en donnait pas le droit, mais à titre de motifs déterminants de notre vote, nous examinerions la situation politique de l'Europe; nous y joindrions un certain nombre d'interrogations afin d'apprendre, si cela était possible, quelle conduite le gouvernement compte tenir dans des circonstances actuelles. — « Attendez sous l'orme! » s'écria Cassagnac. — Houher réserva sa réponse jusqu'à ce qu'il eut pris les ordres de l'Empereur.

Le lendemain il devança les discours interrogatifs par une courte déclaration : « La politique

de l'Empereur se résumait en trois termes : politique pacifique; neutralité loyale; entière liberté d'action. Le gouvernement n'usera de cette liberté que pour proléger, contre toute atteinte, la puissance, la sécurité, la grandeur de la France... L'Italie peut se croire appelée à intervenir activement dans le conflit qui menace de s'élever entre la Prusse et l'Autriche, toute nation est juge de ses intérêts, nous ne prétendons exercer aucune tutelle sur l'Italie, qui est libre de ses résolutions, parce qu'elle en est seule responsable. (*Vive approbation.*) Mais l'intérêt que nous lui portons nous obligeait à nous expliquer catégoriquement avec elle; or, elle sait par nos déclarations réitérées que, de même que nous désapprouverions hautement l'attaque de l'Autriche contre elle, nous sommes formellement décidés à laisser à sa charge les risques et les périls de toute agression dirigée par elle contre l'Autriche. (*Vices arda maliens cl applaudissements prolongés.*)

Après à la fin de la séance annonça que l'Italie venait de notifier officiellement qu'elle s'engageait à ne pas attaquer l'Autriche. Voici, en outre, le billet que Nigra avait écrit le matin à Drouyn de Lhuys : « Mon cher ministre, ne croyez-vous pas qu'il serait utile de déclarer au Corps législatif aujourd'hui que le gouvernement italien vous a donné l'assurance qu'il n'a pas l'intention d'attaquer l'Autriche? Je suis, pour ma part, autorisé à vous donner cette assurance officiellement. »

J'étais arrivé à la séance avec un discours **tout** prêt. Thiers me demanda de lui céder mon tour : quoique cela nie contât beaucoup, il nie parut impossible de le lui refuser.

Le thème de Tbiers fut que le Droit avait été odieusement violé dans toute l'affaire de l'infortuné Danemark, que le devoir comme la sagesse conseillaient d'obliger l'Allemagne au respect du Irai lé de 1852 : « Lorsqu'on n'impose pas un arrangement à un peuple, quand, au contraire, un roi et un peuple étant d'accord, invoquent la consécration de l'étal de choses par eux adopté, cl que l'Europe entière, le jugeant bon, utile pour tous, consent à le consacrer elle-même, si un tel état de choses n'est pas accepté, quelle est donc, je vous le demande, l'autorité qui peut avoir la prétention d'être acceptée chez les hommes? Mais alors, Messieurs, si cela n'est pas suffisant, il faut demander à Dieu de sortir du mystère sublime dans lequel il a cru devoir s'enfermer à l'égard des hommes, <3 de vouloir bien descendre sur la terre pour \ gouverner lui-même les peuples! » [*Profonde se/h nation.*.)

Ces affirmations de fait étaient inexactes : ni le peuple danois ni surtout le peuple du Holstein, dont les destinées étaient en question, ni la Diète, tutrice des droits de l'Allemagne, n'avaient invoqué l'intervention de l'Europe, ou participé aux négociations de la Conférence de Londres. Le traité n'avait été communiqué par le roi de Danemark aux députés qu'après sa con-

clusion. Il était en outre une circonstance capitale omise par l'orateur et qui changeait l'aspect des faits : le traité de 1852 avait été subordonné à des engagements que, de l'aveu de toutes les puissances, le Danemark avait méconnus, nonobstant des remontrances multipliées. La véritable violation du Droit eut consisté à imposer le respect d'un traité mort-né, illégitime, à des populations qui n'en voulaient pas; à appesantir sur les Allemands du Sleswig et du Holstein un joug contre lequel ils protestaient depuis des années, à permettre au Danemark de manquer impunément à ses obligations. Là eût été l'iniquité, et Napoléon III a eu le sentiment véritable du Droit en ne s'y prêtant pas.

L'orateur se retrouva dans le vrai et devint entraînant lorsqu'il raconta l'histoire divertissante des contradictions apparentes de Bismarck, car au fond, le Prussien n'avait pas cessé de poursuivre le même but : « C'est au nom de la patrie allemande que vous avez dépouillé le Danemark, qu'elle triomphe! Eh bien, non! l'iniquité devait aller plus loin, la Prusse chasse des Duchés les troupes allemandes du Hanovre, de la Saxe, et elle y reste en compagnie de l'Autriche, toujours à sa suite dans ces tristes événements. Elle dit ensuite au prince d'Augustenbourg : Il faut vous retirer; elle lui aïait comprendre qu'on enverrait quelques gendarmes prussiens exécuter l'ordre qu'on lui donnait, s'il ne s'y conformait pas de bonne grâce. Quant à ses droits héréditaires sur les Duchés, droits qu'on avait sans cesse allégués

dans la. Conférence pour obtenir la séparation des Duchés de la couronne de Danemark; quant à ses droits héréditaires, on lui a dit que les syndics de la couronne de Prusse seraient chargés de peser mûrement les droits de chacun, et de décider à qui les Duchés devaient appartenir. (*Hilarité bruyante.*) Comment! on examinera à qui doivent appartenir les Duchés!... On ne l'avait donc pas examiné lorsque, dans la Conférence, on est venu demander que le traité de 1852, cet acte si solennel, si respectable, fut aboli au profit de la maison d'Augusteubourg? Savez-vous, après examen, ce qu'ont découvert messieurs les syndics? Ils ont reconnu qu'en effet le traité de 1852 était un traité excellent, très sagement conçu, qu'il avait parfaitement statué, que les Duchés n'appartenaient qu'au roi Christian IX de Danemark, et que le prince d'Augustenbourg n'avait sur ces duchés aucune espèce de droit. (*Érlosion de rires.*) Supposez un instant que cela se fût passé à lîerlin comme du temps du meunier de Sans-Souci, qu'aurait-on fait dans ce cas? On aurait dit au roi de Danemark : Eh! mon Dieu, c'est vrai, nous nous sommes trompés, les Duchés sont à vous, ils vous appartiennent, et nous vous les rendons. Puis, après les lui avoir rendus, si ou avait voulu pousser la justice jusqu'au dernier terme, terme qui dans la justice civile est très ordinaire, on lui aurait offert une indemnité pour avoir dévasté ses provinces, égorgé ses sujets, brûlé ses fermes, saccagé en un mot tout son pays. (*Sensation pro-*

fonde.) Mais non, Messieurs, ce ne sont plus les juges contemporains du meunier de Sans-Souci qui siègent à Itorlin, et voici ce qui a été décidé. Le duc d'Augustenbourg n'a aucun droit; le roi Christian seul a des droits sur les Duchés, seul il peut les transmettre; or, comme à la suite de la guerre que nous lui avons faite, il nous a transmis ses droits par traite, nous sommes, à notre tour, les seuls propriétaires, Tétant devenus par la volonté et le fait du propriétaire légitime. (*Errlamulions ri mmmnnrnls prolongés.*) Messieurs, lise/, lisez l'histoire! Y a-t-il jamais eu rien de semhlahle? Nous nous indignons contre le partage de la Pologne, mais y eut-il jamais rien où l'odieux et le burlesque se trouvassent aussi mêlés?

Il y oui un frémissement quand l'orateur s'écria : « (le qui est certain, c'est que si la guerre est heureuse à la Prusse, elle s'emparera de quelques-uns des tēlats allemands du Nord, et ceux dont elle ne s'emparera pas, elle les placera dans une Diète qui sera sous son influence. Elle aura donc une partie des Allemands sous son autorité directe, et l'autre sous son autorité indirecte ; et puis on admettra l'Autriche comme protégée dans ce nouvel ordre de choses. Kl. alors, permettez-moi de vous le dire, s'accomplira un grand phénomène, vers lequel on tend depuis plus d'un siècle : on verra refaire un nouvel empire germanique, cet empire de Charles-Quint qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin, qui serait

bien près, de notre frontière, qui la presserait, la serrerait; et, pour compléter l'analogie, cet empire de Charles-Quint, au lieu de s'appuyer, comme dans les xv^e et xvi^e siècles, sur l'Espagne, s'appuierait sur l'Italie! (*Mouvement marqué.*) — La France devait s'opposer à cette politique au nom de l'indépendance des Etats allemands, au nom de l'équilibre européen, au nom de son propre intérêt. Etre les complices ou les spectateurs indifférents de cette reconstitution de Charles-Quint, ce serait trahir indignement, la nation. *Mente si Fou obtenait un accroissement de territoire quelconque, celle politique nen deviendrait I que plus honteuse, enr elle nu mil consenti il recevoir un salaire pour la ijrundeur de la Fiance induptemenl compromise dans un avenir prochain.* » (*Ilrttvos et applaudissements sur un f/rand nombre de bancs.*)

« Mais comment s'opposer? Par la guerre? Non, elle serait une épouvantable calamité, le signal d'une conflagration générale (c'était sa prédiction dès qu'il s'agissait d'une guerre quelconque), mais la guerre n'était pas indispensable. On aurait pu arrêter la Prusse en lui disant : « Vous menacez le repos de tout le monde. Eh bien, nous ne le souffrirons pas. *Quand on veut une chose juste, on peut être franc.* — On aurait pu au moins ne pas l'encourager en ne souffrant pas que l'Italie devînt son alliée. Il fallait dire à l'Italie : « J'exige que vous ne compromettiez pas la politique française. Je ne me borne point à ne pas vous garantir contre les événements, je

vous déclare que si vous encourez la guerre, vous en supporterez toutes les conséquences; que si l'Autriche veut vous les faire subir, je ne prendrai pas les armes pour l'en empêcher.

« Ah! si votre langage acquiert cette netteté peut-être ces ingrats alliés commenceront-ils à vous comprendre davantage, et peut-être alors aussi M. de Bismark comprendra-t-il la situation dans laquelle il s'engage. [*Mouvement.*] Eu vous faisant comprendre clairement de l'Italie, vous serez compris de M. de Bismarck et il serait possible, s'il en est temps encore, ce dont malheureusement je doute, qu'on apporte quelque secours à la paix, et si on ne sauve pas la paix, on rendra la guerre moins dangereuse. »

Un mot incident qui supposait la victoire de l'Autriche provoqua une sensation marquée. « La Prusse n'est pas patiente. Je souhaite que la fortune ne la condamne pas à l'être plus tard. »

tic discours est certainement un des plus remarquables de Thiers : on y retrouve tous ses dons supérieurs, la clarté chaude, persuasive, entraînante. La Chambre, quand il fut terminé, ne se leva pas tout entière, comme on l'a raconté, les mains tendues vers l'orateur, mais ceux qui n'applaudirent pas ressentirent une émotion esthétique et la séance fut interrompue trois quarts d'heure.

Un membre du gouvernement, Fould, avait beaucoup contribué à ce succès. Il était venu dans les couloirs exciter à une démonstration

pacifique et pendant la suspension d'audience, il s'exclamait tout haut d'admiration : il n'avait jamais entendu un discours si beau et si fort!

Sybel a dit que ce discours incarnait l'âme de la France. Il lui convenait en effet de prêter au pays des générosités et des initiatives civilisatrices le rapetissement de cœur, d'esprit et de vue, d'une politique étroite, en contradiction avec les nécessités invincibles du temps, que venait d'exposer le continuateur de Talleyrand. Une grande partie du peuple de France ne joignit pas ses acclamations à celles du Corps législatif et Jules Favre, malgré son désir de ne pas désobliger son illustre associé dans l'opposition, crut qu'il encourrait les censures du parti populaire s'il ne marquait son dissentiment. Il le lit discrètement, même en termes admiratifs, mais nets, malgré les murmures de l'Assemblée.

« La France n'oublie pas la solidarité de sentiments et d'intérêts qui l'unit à l'Italie. (*Mouvements assez divers. Très bien ! autour de Pointeur.*) J'affirme que l'Italie, lorsqu'elle veut conquérir la Vénétie, a le droit pour elle. » (*Assentiment autour de l'orateur. Exclamations et rumeurs sur un grand nombre de bancs.*)

Si cela n'eût pas été inopportun, tout en approuvant les justes critiques contre les procédés violents de Bismarck et les complicités imprévoyantes de l'Empereur, j'aurais présenté d'amples réserves sur les principes et démontré qu'à moins de se résoudre à une guerre dont personne ne voulait, l'œuvre d'obstruction à la-

quelle Thiers attachait le maintien de sa grandeur demeurerait impuissante. Je me contentai de déclarer que je prenais acte de la déclaration du gouvernement et que je l'acceptais.

Bismarck avait signifié à son parlement qu'il ne tiendrait aucun compte de sa volonté; l'Empereur fit savoir au sien qu'il considérerait sa protestation comme non avenue. Dans un discours à Auxerre, le 6 mai, il dit : « Le département de l'Yonne a été un des premiers à me donner ses suffrages en 1848; c'est qu'il savait, comme la grande majorité du peuple français, que ses intérêts étaient les miens, et que *je détestais comme lui ces traités de 1815 dont on veut faire aujourd'hui l'unique base de notre politique extérieure.* Je vous remercie de vos sentiments. Au milieu de vous, je respire à l'aise, c'est parmi les populations laborieuses des villes et des campagnes que je retrouve le vrai génie de la France. » La phrase sur les traités de 1815 n'avait pas été prononcée : elle fut ajoutée par l'Empereur, à l'insu de ses ministres, sur le texte envoyé au *Journal officiel*.

Cette phrase retentissante, dont la portée n'avait pas été calculée, pas plus que celle de l'apostrophe fameuse à Hubner, en 1859, produisit une vive émotion en France et en Allemagne. En ce qui nous concerne, que restait-il des traités de 1815? L'annexion de Nice et de la Savoie en avait détruit la trace sur notre frontière des Alpes; la constitution d'une Belgique indépendante en avait masqué l'effet sur notre frontière

du Nord; ils ne demeuraient dans leur intégrité que sur la frontière du Rhin. Dès lors, on **fat** d'accord à interpréter cette malédiction des traités de 1815 comme une promesse à la France de lui rendre le Rhin et une menace à l'Allemagne de le lui reprendre. La promesse n'exalta pas la France, avide de paix et désintéressée de toute ambition d'agrandissement, la menace indigna l'Allemagne plus que jamais résolue à ne pas se laisser entamer. Les appréhensions que l'Empereur avait apaisées par sa sage politique dans les Duchés se réveillèrent.

M

Ce brûlot arrivait dans une Allemagne montée au plus haut degré de surexcitation. Presque toute la nation, les classes élevées aussi bien que les classes populaires, se prononçaient contre la guerre; le Prince royal la combattait; la diplomatie se montrait défavorable; les trois princesses royales redoublaient de véhémence opposante. Presque personne n'osait croire que les forces de la Prusse seule fussent suffisantes à tenir tête à l'Autriche et aux États moyens, et l'on était généralement convaincu qu'aussitôt les hostilités commencées, une armée française fondrait sur le Rhin. Aussi la consternation était-elle générale. On n'osait pas s'attaquer au Roi, c'est sur Bismarck que fondirent les colères. On le comparait à Slrafford et à Polignac; on, lui

annonçait qu'un jour, il carderait de la laine dans une maison de correction, et que, dans tous les cas, on le condamnerait à rembourser la totalité des budgets dépensés sans vote régulier.

Le 7 mai, sortant du palais à cinq heures, à pied, il se dirigeait vers le ministère, le long de la promenade des « Linden ». Il s'était arrêté quelques instants à voir passer un bataillon du régiment à pied de la Garde qui défilait musique en lele. A ce moment, un jeune homme d'assez petite taille, élégamment vêtu, tire sur lui quatre coups d'un polit revolver de salon dont les détonations sont en partie couvertes par le bruit de la musique militaire. Bismarck ressent un léger choc à la hanche, il se retourne vivement et se précipite sur l'assassin, le saisit au poignet et à la gorge. Celui-ci a le temps de changer son pistolet de main et de tirer deux autres coups, mais comme il appuie fortement le canon de son arme sur la poitrine de Bismarck, les projectiles ne portent pas. L'assassin, saisi par quelques passants, parvient encore à se dégager et à tirer un autre coup sur un jeune relieur accouru le premier au secours et qui est blessé à l'épaule. Les soldats s'emparèrent alors de lui et comme ils faisaient mine d'exercer des représailles sommaires, Bismarck leur dit avec sang-froid : « Ne me le cassez point, on en aura encore besoin. » Les quatre halles avaient troué ses habits jusqu'à la chemise de soie qu'il portait habituellement, ne **lui** faisant qu'une légère contusion. L'ambassadeur autrichien Karolyi, qui débouchait sur la

promenade, avait assisté à la scène. Revenu chez lui, Bismarck entra dans son cabinet, où il resta plus longtemps que de coutume pour écrire un rapport au Roi ; revenu dans le salon où on l'attendait, il baisa sa femme sur le front, lui disant : « Ne t'effraie pas, mon cœur, on a tiré sur moi, mais grâce à la bonté de Dieu, je n'ai pas reçu de blessure. »

L'assassin, Charles Blind, âgé de vingt-deux ans, était le (Ils d'un réfugié politique *h* Londres, fort connu de Mazzini, Bakounine et Ledru-Rollin. Arrivé à Berlin depuis quatre jours il était descendu au premier hôtel delà ville. Après l'interrogatoire qu'on lui lit subir le soir même, il s'incisa l'artère carotide à l'aide d'un canif caché sous ses vêtements. On en fit un martyr, et des femmes, dont les maris jouissaient d'une certaine réputation dans le monde, couronnèrent son cadavre de fleurs et de lauriers.

Un attentat moral perpétuel se poursuivait contre Bismarck. On l'accablait de calomnies, et surtout de celles qui se propagent facilement dans le peuple qui, toujours prêt à se laisser corrompre, ne doute jamais de la corruption des autres. Il avait pour banquier Bleischröder, financier d'une capacité hors ligne. Probe quoique intéressé et plutôt avare, il lui avait prescrit de n'engager ses fonds dans aucune spéculation et ses longs entretiens remarqués, avec le banquier, n'avaient pour but que d'utiliser ses relations financières à Paris, pour transmettre et recevoir certaines informations confidentielles : on ré-

pandit le bruit qu'elles lui servaient à accroître sa fortune par la communication des nouvelles d'État.

Ses adversaires s'efforçaient surtout de lui aliéner l'esprit du Roi. Ils n'y épargnaient rien. Ceux qui présentaient tous les jours des coupures de journaux les arrangeaient de manière à piquer l'amour-propre du souverain. Ainsi, on lui présenta un article dans lequel il était dit : « La foule a crié à des soldats qui passaient : Vous êtes des bismarckiens ! » Le Roi n'eût pas été homme, s'il n'eût parfois ressenti l'effet qu'on avait cherché à produire. Chaque soir au rapport, qui avait lieu de cinq à six, Bismarck reprenait le terrain perdu dans la journée, mais il fallait recommencer le lendemain.

Ce qui troublait le Roi plus que ces petites intrigues de cour, c'était le déchaînement chaque jour plus accentué du sentiment public. Les adresses se multipliaient; on accusait Bismarck d'être d'accord avec Napoléon pour dépecer l'Allemagne, l'Assemblée populaire réunie à Kayserslautern à l'occasion de l'anniversaire de la réunion du Palatinat à la Bavière, déclarait « que la nationalité allemande est inaliénable, et que toute politique qui livrerait la rive gauche du Rhin à une puissance étrangère devrait être condamnée comme une trahison envers la patrie. » Deux cent cinquante députés des diverses Chambres réunis à Francfort votaient : « Le peuple frappera de sa malédiction et des peines de haute trahison ceux qui compromettront des territoires

allemands dans des négociations avec les puissances étrangères. » Ils engageaient les moyens et les petits Etats à garder la neutralité en s'armant « pour éloigner l'immixtion de l'étranger,, couvrir les frontières, et opposer à l'ennemi étranger des forces toutes fraîches dans le cas où la guerre prendrait un caractère européen (20 mai) ». Les Comités des Sociétés du Sleswig-Holstein professaient « qu'en laissant un libre cours à la dégoûtante politique du cabinet prussien, on livrait inévitablement l'Allemagne à la décadence ».

Bismarck, dans cette crise, est plus grand à contempler qu'il ne le sera à aucun moment de sa vie. Barricadé dans son indomptable volonté comme dans une forteresse de fer et d'acier, il porte, sans en avoir souci, le fardeau de la haine publique, et il ne démord d'aucun de ses desseins. Il est entouré d'un petit bataillon d'auxiliaires dévoués : Thile, cœur ferme et fidèle; Abeken, d'une vaste instruction, d'un esprit ingénieux, infatigable travailleur qui rédigeait les projets des grandes dépêches publiques à sensation ; Lothair Bûcher, émigré de 1848 gagné par la politique révolutionnaire de l'ancien réactionnaire ; Keudell qui, lorsque son chef se promenait en fumant dans le salon de famille ou rédigeait des dépêches dans son cabinet de travail ouvert, calmait ses nerfs ou les excitait en jouant des morceaux de ses musiciens de préférence, Beethoven et Schubert.

Bismarck demandait à ses collaborateurs une

docilité sans réplique et il n'admettait pas les objections. L'étourdi Keudcll s'avisa un jour de mettre sur son bureau une longue lettre en faveur du duc d'Auguslenbourg. — « Pourquoi, lui dit JJismarck avec irritation, m'avez-vous adressé cette lettre? Que vous, qui me connaissez depuis si longtemps et si bien, vous vous figuriez que je me suis fourré dans cette grosse affaire comme un sous-lieutenant, sans me rendre compte de ce que je faisais et de la responsabilité que je prenais devant Dieu, voilà qui m'a coûté le sommeil de deux nuits. Je n'ai pas de motif de vous congédier. J'ai voulu seulement vous monlrer la profondeur de lit blessure que vous m'avez faite au cœur. » keudcll bouleversé s'excusa et ne recommença plus.

Quelque zélés que fussent ses collaborateurs, la plus grave partie du labeur retombait sur lui : il revoyait leurs dépêches, les marquait de sa griffe et souvent les refaisait en entier. Sa femme a. décrit en termes louchants sa vie de ce temps : « On ne le voit jamais, jamais; le matin, au premier déjeuner, cinq minutes, et il parcourt les journaux. Puis, il disparaît dans son cabinet, puis il va chez le Roi, au conseil des ministres, à cette horreur de Chambre jusque vers cinq heures, où d'ordinaire il dîne chez quelque diplomate, jusqu'à huit heures; alors, il ne nous dit bonsoir qu'en passant, se replonge dans ses affreuses paperasses, jusqu'à ce qu'à neuf heures et demie on l'appelle pour aller à une soirée quelconque, après laquelle il se remet au travail

jusque vers les une heure, et ensuite, il dort mal, naturellement. Voilà ce qu'il fait jour par jour. N'y a-t-il pas de quoi mourir d'inquiétude au sujet de ses pauvres nerfs !... »

La grandeur et la gloire s'achètent cher. Il ne se remettait un peu qu'à la chasse, parce que l'haleine des bois, respirée même pendant quelques heures, ranimait ses forces. 11 avait recours à un autre fortifiant : « Dans le besoin de réparer ses forces, écrivait Hoon à un ami commun, Blankenbourg, il s'est montré trop exigeant vis-à-vis de son organe digestif, et maintenant il doit combattre la rébellion de celui qui a été jusqu'ici le plus fidèle et le plus obéissant de ses sujets, l'estomac. » 11 se montrait par suite très abattu, irrité, d'une impatience malade, quoique toujours en train de courage, de volonté, faisant tête de tous les côtés, considérant comme un misérable lâche le ministre qui n'expose pas sa vie et son honneur pour sauver sa patrie, même contre la volonté des majorités. Il mettait toujours en avant dans les discussions le nom, l'autorité du lioi, non pour se couvrir de lui, mais pour ne pas donner crédit à la maxime constitutionnelle que la personne du souverain ne doit jamais être mêlée aux débats parlementaires. Cette maxime lui paraissait avoir été inventée non par respect, mais par empiétement : ne pas parler du Roi, ce serait peu à peu glisser à admettre qu'il n'a pas de volonté ; celui dont on ne parle pas n'a pas voix au chapitre. Il répondit à l'attentat de lilind par un déli : il fil

prononcer la dissolution de la Chambre séditieuse, jusque-là simplement ajournée (9 mai). Un des principaux banquiers de Cologne. Abraham Oppenheim, vint au nom de dix-sept Chambres de commerce demander que, si la guerre était inévitable, on fit d'abord la paix avec le Landtag. Bismarck lui répondit : « Je désire aussi vivement que personne une réconciliation avec le Landtag avant qu'un grand conflit devienne inévitable. La haine dont je suis l'objet y serait un obstacle, j'ai donc il y a quelque temps prié le Roi de nommer ministre président à ma place le prince de Hohenzollern et de me donner le poste de sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Dans cette situation, aussi bien que comme ministre, je pourrais utiliser les connaissances acquises dans le service extérieur, et le prince me laisserait probablement toute latitude. »

Le Roi était, à son sujet, partagé entre un double sentiment : il était résolu à ne pas se séparer d'un ministre sans lequel il se croyait dans l'impossibilité de gouverner, et il ne pouvait cependant prendre son parti de se lancer dans la politique aventureuse qu'il lui conseillait. Le discours d'Auxerre avait accru ses scrupules. A mesure qu'il approchait des résolutions suprêmes, il faiblissait et il ne paraissait pas éloigné de dire pour son compte la parole de Louis-Philippe en 1840 : « Parler de faire la guerre et la faire sont deux choses différentes. » Et Bismarck se trouvait une fois encore éloigné du but au moment de l'atteindre.

CHAPITRE VII

LE SECOND VOLUME DE LA « VIE DE CÉSAR »

I

Un événement tout littéraire et historique vint solliciter l'attention publique en ce moment de tension extraordinaire, la publication du second volume de la *Vie de César*, par Napoléon 11 (12 mai).

Le second volume de la *Vie de Jules César* est consacré à la guerre des Gaules; il retrace aussi l'état inférieur de Home pendant le proconsulat de César, raconte le différend entre César et le Sénat et se termine par le passage du Rubicon. Sa plus grande partie est remplie par le récit des luttes entre César et les Gaulois. L'auteur nous montre d'abord que cette guerre était « la conséquence d'un antagonisme séculaire qui devait amener une lutte suprême et la ruine de l'un des deux adversaires ». Les Romains regardaient la Gaule comme leur ennemie la plus redoutable et savaient que sa possession garantissait Home contre le renouvellement des invasions teutoniques en même temps qu'elle

reliait l'Italie à l'Espagne déjà conquise.. L'État intérieur de la Gaule est minutieusement décrit : « on y voyait des peuplades et point de nations; les druides étaient parvenus à établir un centre religieux, mais il n'existait pas de centre politique. La supériorité militaire des Humains, l'habileté et la ténacité de leur politique, la puissance irrésistible d'un grand Etat fortement constitué, ne laissaient aucun doute sur l'issue de la lutte. »

Napoléon III, comme tous ceux qui ont écrit sur ces matières, suit le texte des *Commentaires de César*; toutefois plus que personne il l'éclairé et le complète : « C'est le commentaire le plus complet, a dit Duruy, qui ait été fait de l'œuvre de César, grâce à l'élude attentive et à la recherche des localités, aux fouilles nombreuses qui ont été ordonnées et à l'examen de la topographie, d'archéologie, d'art militaire - et de science, que le texte comporte. » Les fouilles prescrites par Napoléon III autour d'Alise-Sainte-Reine ont fixé définitivement l'emplacement si discuté d'Alésia, le dernier refuge de Vercingétorix.

Napoléon III retrace avec une précision scrupuleuse, où l'astronomie et la science des marées viennent en aide à l'histoire, les deux débarquements de César dans l'île de Bretagne. Arrivé à la phase suprême de ce gigantesque conflit, au soulèvement général de la Gaule sous l'impulsion de l'esprit national enfin réveillé, il élucide par des notes et de savantes dissertations les nombreux points restés obscurs de la lutte entre

César et Vercingétorix. Vainqueur à Gergovie, le chef gaulois, enfermé dans Alésia par l'habile stratégie de César, est contraint, après un siège mémorable, de mettre bas les armes et de se livrer. « Au près du coteau si aride aujourd'hui du Mont Auxois se sont décidées les destinées du monde... La défaite de César eut arrêté pour longtemps la marche de la domination romaine. Peut-être même eut-elle entraîné la perte de Rome, et alors ce foyer de lumières destiné à éclairer les peuples aurait été détruit avant d'avoir pu développer sa force d'expansion. Honorons Vercingétorix, son patriotisme, sa bravoure, son abnégation, mais n'oublions pas que c'est au triomphe des armées romaines qu'est due notre civilisation : institutions, mœurs, langage, tout nous vient de la conquête; nous sommes bien plus les fils des vainqueurs que ceux des vaincus... »

H

César, après avoir vaincu les Gaulois, sut si habilement les attacher à sa cause que pendant toute la guerre civile deux légions suffirent à les maintenir sous son obéissance. Tandis que les armées romaines se couvraient de gloire et que le renom de César grandissait de plus en plus, à Rome régnaient le désordre et l'anarchie. C'est « une suite non interrompue de vengeances, de meurtres et de violences de toute nature ». Les

chefs de parti enrôlent des esclaves et des gladiateurs; des bandes de sicaires désolent la ville; toutes les querelles politiques dégénèrent en émeutes, et nulle assemblée populaire ne peut se tenir au Forum sans qu'il se répande des flots de sang. Pompée, par son alliance avec Crassus et César, exerçait une influence dominatrice, mais caractère faible, esprit indolent et vaniteux, d'ailleurs sans aucun pouvoir légal, il ne savait ni maîtriser l'arrogance haineuse de la noblesse, ni dompter la turbulence des tribus démagogues. La vénalité et la corruption s'étendaient comme une gangrène mortelle; les élections se faisaient ouvertement à prix d'argent : Ciceron, le chef du parti modéré le reconnaît en gémissant. Plautius, chassé par ses sujets, constitua au Sénat une sorte de syndicat pour la reprise de son trône : il distribua parmi ses partisans de fortes sommes et en promit de plus considérables encore. Dénoncé au Sénat, il n'y prit garde et continua ouvertement ses manœuvres; des députés égyptiens étant venus protester contre son rétablissement, il les fit assassiner dans Rome même, sans qu'on osât ordonner une enquête.

Ces scandales se succédaient si souvent que l'opinion finissait par les regarder comme naturels. Des personnages consulaires fabriquèrent un faux sénatus-consulte attribuant le gouvernement de plusieurs provinces à des consuls sortant de charge qui n'avaient pas été désignés par le Sénat. Cette fraude fut même l'objet d'un

acte écrit et il fut stipulé que si elle ne réussissait pas, les consuls seraient payés, par une somme de 400 000 sesterces, des services multiples et inavouables rendus aux personnages qui leur avaient donné une investiture frauduleuse.

Bientôt la constitution cessa de fonctionner: en 56 av. J.-C. les élections pour l'édilité et la questure ne purent avoir lieu. Des bandes armées du démagogue Claudius et de l'aristocrate Milon empêchaient tour à tour la tenue des comices, selon que leur vote paraissait devoir être favorable à la cause du peuple ou à celle du Sénat. Après le meurtre de Claudius par Milon, Pompée fut proclamé par le Sénat seul consul : double violation de la Constitution, puisque les consuls devaient être deux et élus par le peuple. « Il était chaque jour plus évident aux yeux de tous les hommes sensés que les institutions de la République devenaient de plus en plus impuissantes. »

Cependant la crise suprême approchait. Tout allait se résumer dans une lutte terrible entre Pompée, défenseur de la vieille aristocratie, qui après avoir vaincu le monde, voulait l'asservir, et César, champion de la démocratie, des Italiens, des provinciaux, l'héritier des Cracques et de Marius. « De même qu'on voit, dans le liquide traversé par un courant électrique, tous les éléments qu'il renferme se porter aux deux pôles opposés, de même dans la société romaine en dissolution, tous les intérêts, toutes les passions, les souvenirs du passé, les espérances de l'ave-

nir vont se séparer violemment et se partager entre deux hommes personnifiant l'antagonisme de deux causes contraires. » César arrivait au terme de son commandement; il prétendait avoir le droit de le garder jusqu'au moment où il viendrait à Rome briguer le Consulat qu'il était sûr d'obtenir. Le Sénat, où dominait le parti aristocratique, voulut lui enlever son armée avant l'époque légale des élections consulaires. Avait-il le droit d'agir ainsi, alors que la durée du procopsulal de César avait été fixée par un plébiscite? La question de droit est très obscure. En fait, les passions s'exaltèrent de plus en plus; l'irritation du parti aristocratique s'accroissait à mesure que grandissait dans le peuple l'ascendant du vainqueur des Gaules. Le Sénat finit par déclarer que, si César, ne licenciait pas son armée au jour prescrit, il serait déclaré ennemi public. En même temps il chargea Pompée de veiller au salut de la République et ordonna des mesures militaires extraordinaires. Les tribuns du peuple protestèrent contre la violation de la Constitution, en appelèrent au peuple, quittèrent le Sénat et, dans la nuit, rejoignirent le camp de César.

César devait-il se remettre entre les mains du Sénat qui lui aurait fait subir le sort des Gracques? 11 n'avait pas ce droit, « La société romaine en dissolution demandait un maître, l'Italie opprimée un représentant de ses droits, le monde courbé sous le joug un sauveur. Devait-il en désertant sa mission tromper tant de légitimes espérances, tant de nobles aspirations? Représen-

sentant de la cause populaire, il ne pouvait abandonner le peuple qui avait mis sa confiance en lui : c'eût été une « lâcheté et un crime. Et qu'on ne parle pas de la tyrannie impériale ! César, s'il eût vécu, n'eût pas agi comme Auguste, il avait l'intention de rétablir la République dans son ancien lustre, ses anciennes formes, niais sur de nouveaux principes. »

Ce second volume est écrit dans cette langue ample, sûre, d'une sobriété lumineuse, que nous avons admirée dans le premier. On y retrouve la même sérénité impartiale et quand les rapprochements entre ces temps et les nôtres se produisent, ce n'est point par ce que l'historien est un empereur, mais parce qu'ils naissent tous naturellement d'événements semblables. Évidemment le Sénat romain, c'est l'assemblée monarchique de 1851 et le Rubicon c'est le 2 décembre. On sait d'ailleurs que sur l'enveloppe scellée contenant les décrets et proclamations du Coup d'Etat, le Prince-Président avait écrit : « Rubicon. »

Sous l'Empire, l'opposition avait fabriqué une fausse histoire romaine à l'usage de ses déclamations ou de ses sarcasmes : le bon ton voulait qu'on injuriât César. Beulé, après tant d'autres, s'était fait une spécialité dans ce genre pseudo-historique et y avait acquis une renommée. Aujourd'hui cette histoire de circonstance est morte; celle de Napoléon III, au contraire, reste debout : elle a été adoptée par les grands historiens de Rome. Mommsen est plus césarien que

lui : l'Anglais Froude voit dans César le vengeur de l'Uni vers, le libérateur des provinces exploitées par une oligarchie rapace et sanguinaire. L'empereur historien de Rome a vu juste et haut.

III

On est toujours enclin à supposer des intentions calculées aux actes les plus naturels des personnages constitués en pouvoir. Le second volume de la *Vie de César* n'avait rien d'énigmatique. Frédéric composait des épîtres en vers entre deux batailles et écrivait l'histoire des Brandebourg entre deux campagnes. Napoléon III, entre deux conseils des ministres et deux audiences, se reposait par la composition de la *Vie de César*. Le volume termine, il le publiait. Que signifie cette publication en un tel moment? se demanda-t-on. Est-ce le signe d'une volonté pacifique? Est-ce une ruse pour cacher une surprise belliqueuse? L'Autriche ne laissa pas à Bismarck le loisir de s'en inquiéter : elle prit tout à coup une initiative qui, si elle eut été poursuivie jusqu'au bout avec résolution et sang-froid, eut fait chavirer la barque du belliqueux ministre

CHAPITRE VIII

UN CAS DE CONSCIENCE

I

Sans reprendre l'idée irréalisable du troc de Venise contre les Principautés danubiennes, les ministres anglais avaient recommencé leurs instances à Vienne, afin que, par la cession de la Vénétie, le gouvernement autrichien se mît en mesure d'enlever à Bismarck l'alliance sans laquelle il n'entraînerait pas son roi.

Clarendon se plaçait uniquement au point de vue des intérêts autrichiens; Russell, toujours rogne et maladroit, insista surtout sur les nécessités de la politique italienne auxquelles, en considération du maintien de la paix en Europe, le gouvernement autrichien était tenu de faire quelques sacrifices (20 avril 1866). La démarche de Clarendon avait été accueillie, sinon favorablement, du moins convenablement, celle de Russell le fut moins bien. Apponyi, l'ambassadeur autrichien, ne dissimula pas son étonnement qu'on vînt demander à l'Autriche d'entrer dans les nécessités de la politique italienne, et d'arranger

elle-même les affaires embrouillées de Victor-Emmanuel.

Quoique notre gouvernement ne se fût pas associé à la démarche inutile, sans être interrogé, à propos d'un bruit de chancelleries sur l'éventualité d'un Congrès, Mensdorff expliqua en toute franchise à (iramont les vues irréductibles de son empereur : « Le cabinet de Vienne ayant, dès l'origine de la crise actuelle, *manifesté la ferme intention de s'abstenir de toute agression*, il ne lui sérail pas possible de repousser *a priori* une proposition dont le caractère est notoirement pacifique : Le Congrès est bien, en effet, le moyen efficace et nécessaire d'assurer à l'Aile* rtagne comme à l'Europe une paix durable; mais toute son efficacité dépendrait *de son opportunité*, c'est-à-dire des circonstances au milieu desquelles il se tiendrait. Or, ce *moment propice* *7i est pas encore arrivé*. On peut obtenir quelquefois qu'une puissance vaincue renonce à recouvrer ce qu'elle a perdu; mais *jamais qu'un Etat viennois spontanément offrir sur la table verte d'une Conférence un territoire qui lui appartient, pour la seule satisfaction de ses voisins ou d'autres Etats européens*. Il faut, en un mot, que certains territoires rendus disponibles par la guerre ou par vacance de succession puissent servir de matière aux combinaisons. Actuellement dans un Congrès, la revendication de la Vénétie soulèverait aussitôt des difficultés insurmontables. Supposez, \ au contraire, que, par les chances de la guerre ou autrement, l'Autriche fût *en mesure de compenser*

cette province par un territoire équivalent situé en Allemagne, elle n'hésiterait plus à proposer elle-même la cession de la Vénétie à l'Italie. L'Autriche ne demandait rien à personne; son unique ambition était de conserver ce qu'elle a sans rien gagner et sans rien perdre; mais si ces changements territoriaux étaient jugés nécessaires au repos de l'Europe, elle s'y prêterait pour qu'ils fussent compensés. Or, dans les circonstances actuelles, un Congrès pourrait difficilement créer ces compensations. Comment adjuger à l'Autriche telle province qui appartient à la Prusse par exemple, en échange de telle autre qu'elle céderait à l'Italie? Si, loin d'inquiéter l'Autriche et de paralyser par ses menaces une partie de ses forces, l'Italie, comprenant son véritable intérêt, laissait aux armées impériales toute leur liberté d'action contre la Prusse, la Silésie ne tarderait pas à devenir le premier terme d'un échange qui donnerait la Vénétie à l'Italie et permettrait désormais à la cour d'Autriche de marcher d'accord avec la France sur toutes les questions d'avenir¹. »

Napoléon III avait déjà été saisi par Metternich de la proposition formelle indiquée par Mensdorff : L'Autriche était disposée à céder la Vénétie, mais seulement après qu'elle se serait emparée de la Silésie; cette cession serait faite

1. Gramont à Drouyn de Lhuys, 7 mai 1896. La conversation racontée par Gramont dans cette dépêche est antérieure de plusieurs jours à celle où elle est racontée; elle est de la fin d'avril.

à l'Empereur qui resterait Je maître de la rétro-céder à l'Italie aux conditions qui lui plairaient; en retour, l'Empereur assurerait à l'Autriche sa neutralité et celle de l'Italie. — Pas plus dans les confidences à Gramont que dans les propositions de Metternich, il n'était question d'avantages accordés à la France sur le Rhin. S'il a été indiqué quelque chose à ce sujet, c'est par voie d'insinuation. Metternich aurait dit à Persigny qu'il n'appartenait pas à l'Autriche de disposer d'un territoire allemand en faveur de la France; mais que « comme c'était surtout une question à vider entre la France et la Prusse, si d'une manière ou d'une autre ce territoire venait à tomber dans nos mains, l'Autriche n'y ferait aucune opposition¹ ».

Persigny, instruit par une conversation de Metternich aux courses, de l'ouverture dont il était chargé, court tout enflammé chez l'Empereur, recommande l'adoption de ce projet : « Dès que l'Autriche renonçait à la Vénétie, tout était changé dans l'échiquier européen; nous avons cent fois plus d'intérêt à nous unir avec l'Autriche qu'avec la Prusse. Victorieuse, l'Autriche ne gagnerait rien ou presque rien en Allemagne, parce qu'elle y était impopulaire et soulèverait contre elle toutes les passions libérales ; la Prusse, au contraire, en donnant la main aux éléments révolutionnaires, avait acquis une énorme in-

1. Persigny place sa conversation avec Metternich à la fin de mai. C'est à la fin d'avril ou au commencement de mai qu'elle a eu lieu.

flucnce sur les esprits: avec la victoire elle serait intraitable, et voudrait tout avoir; à moins d'être liée par des engagements bien précis et absolus, elle ne nous accorderait rien, et deviendrait pour nous une cause de graves embarras. Si l'Autriche remportait, tout l'édifice si laborieusement construit par les Hadovilz et les Bismarck croulerait de toutes parts, et les débris de la Prusse appartiendraient à qui les ramasserait, et alors, s'il nous convenait de nous étendre jusqu'au Rhin, personne ne pourrait plus s'y opposer. » Il conjura donc l'Empereur d'accepter sans hésiter la proposition autrichienne.

Le prince Napoléon n'eut pas été éloigné de suivre l'impulsion de Persigny. Nullement sentimental, peu confiant dans la solidité de l'armée italienne, convaincu de celle de l'armée autrichienne, il croyait que l'Autriche toute seule vaincrait l'Italie et la Prusse. La perspective d'acquérir à coup sûr ce qu'on ne serait pas assuré d'obtenir par les hasards de la guerre le tentait beaucoup. Mais le traité! Il était allé lui-même en Italie en hâter la signature : pouvait-il conseiller de n'en tenir aucun compte? J'ai été le confident de ses perplexités¹. Il crut à la fin avoir trouvé un biais qui tirerait tout le monde

1. Friedjung; se trompe quand il envoie le prince en Italie vers le 4 mai, pour conseiller à son beau-père l'acceptation de l'offre autrichienne. Cet offre n'a été connue par le prince qu'à son retour d'Italie, dans les premiers jours de mai. Il me la confiait au Palais-Royal, le 19 mai, en me racontant ses perplexités. Il n'est retourné en Italie qu'après Sadowa, pour faire accepter la médiation et l'armistice.

d'embarras : l'Autriche céderait la Vénétie avant de posséder la Silésie; elle se dessaisirait immédiatement entre les mains de la France; l'Empereur enverrait quelques troupes en prendre possession; les Italiens obligés de s'arrêter devant elles, n'exécuteraient pas le traité et ne pourraient être accusés de manquer à leur parole. « Garibaldi et mon beau-père crieront, me dit-il; mais ils se résigneront. »

Les politiques, tels que Fould et à un certain moment Kouher, opposés à toute aventure furent d'avis de ne pas accepter les avances de l'Autriche. Ils conseillaient de ne se déclarer en faveur d'aucun des rivaux, de leur imposer la paix à tous les deux, de ne pas s'exposer aux conséquences au moins incertaines de l'une des deux victoires, et de maintenir, par la rivalité des deux puissances, un équilibre duquel dépendait notre sécurité. La préoccupation patriotique qui avait arrêté l'Empereur à Villalïanca devait le rendre contraire à l'explosion d'une guerre en Allemagne, d'où sortirait une menace encore plus certaine que celle dont il avait été si vivement ému en 1859. On ne maintiendrait la paix qu'en ne se prêtant à aucune combinaison de quelque côté qu'elle vînt, en se prononçant contre celui qui commencerait l'agression. La Vénétie pouvait bien attendre : nous n'étions pas obligés de compromettre nos destinées pour achever celles de l'Italie.

Drouyn de Lhuys fit écarter cette idée : on cesserait d'être neutre si, sous quelque forme que

ce soit,, on désignait celle des deux parties contre laquelle on agirait le cas échéant. Il proposait, en principe du moins, de prendre en considération la démarche autrichienne, sauf à discuter sur les détails, car dans cette proposition il ne s'agissait pas de sortir de noire neutralité, mais d'y enlainer l'Italie. L'Impératrice et Walewski le soutinrent avec l'arrière-pensée que les circonstances permettraient, peut-être, tout en respectant l'unité de l'Italie dans le Nord, d'obtenir le rétablissement au moins partiel du patrimoine pontifical et la restauration du roi de Naples.

II

L'Empereur, avant de prendre un parti, communiqua la proposition autrichienne à l'Italie en lui demandant ce qu'elle en pensait, et si elle se croyait inexorablement liée par le traité.

Les raisons très spécieuses ne manquaient pas au\ Italiens pour se dégager : ils n'avaient qu'il retourner contre Bismarck avec une pointe d'ironie le raisonnement qu'il leur avait tenu : « Vous nous avez déclaré que si l'Autriche vous faisait des propositions tout à fait satisfaisantes, notre traité ne vous empêcherait pas de les accepter et que vous ne vous croiriez obligé que de nous prévenir à temps. Eh bien, nous faisons ce qu'en l'occasion, vous auriez pratiqué à notre égard. »

Le loyal La Marmora n'était point homme

à se payer de ces subterfuges. De plus, en sa finesse de vieux Piémontais, il sentait que la simple intention bismarckienne d'un manque de parole toujours niable et non matériellement perceptible ne le laverait pas d'un manquement public à l'honneur. Cependant, comme le prince Napoléon, il ne pouvait méconnaître combien il était grave de refuser une acquisition certaine et de la subordonner aux chances toujours périlleuses d'une guerre, (le double sentiment de l'homme d'honneur et du politique se retrouve dans sa réponse : « Ma première impression est que c'est une question d'honneur et de loyauté de ne pas nous dégager avec la Prusse, surtout qu'elle vient d'armer et de déclarer à toutes les puissances qu'elle attaquera l'Autriche si l'Autriche nous attaque. Mais comme le traité expire le 8 juillet, on pourrait arranger la chose avec un Congrès. L'Empereur n'oubliera pas qu'il nous a conseillé le traité avec la Prusse (5 mai 1866)¹. »

La réflexion ne lit que confirmer cette première impression, et des raisons d'un autre ordre vinrent rendre sa loyauté plus inébranlable.

Les Italiens disaient couramment qu'en 1859- nous les avions gênés autant qu'aides : livrés à eux-mêmes, ils allaient enfin avoir l'occasion de montrer leur valeur militaire ; ils repoussaient un arrangement qui les priverait de cette gloire

I. Chiala fait remarquer que Visconti Venosta auquel Keudell prête cette réponse était alors en route vers Constantinople, où il avait été envoyé après la chute du ministère Min^helli.

dont ils attendaient le baptême pour leur jeune unité. Enfin, rompre avec la Prusse c'était se lier à jamais à l'alliance française, se condamner à se mouvoir dans son orbite et fermer la porte que l'alliance prussienne ouvrait largement à l'hostilité future. Pour l'ouvrir, cette porte, on avait songé d'abord à l'Angleterre; mais elle s'était montrée trop rebelle à rendre des services effectifs : de la Prusse, nation militaire, on obtiendrait beaucoup mieux.

Les révolutionnaires ne le comprenaient pas encore; ils étaient alors en majorité hostiles à Bismarck. Garibaldi me Pavait dit dans noire entretien de la Spe/zia ; ses amis n'avaient appris qu'avec froideur les négociations de LaMarmora. Mais les modérés, les Mingbalti et autres, dès ce moment caressaient dans l'alliance prussienne l'espérance de se débarrasser de nous. iNigra les y encouragea it : « 11 serait peu séant pour la dignité du Koi et d'un pays de 22 millions d'habitants de contracter une nouvelle obligation de reconnaissance envers la France. Elle (je parle de la nation, et non de l'Empereur qui a été et qui sera toujours l'ami de l'Italie) ferait peser d'une manière intolérable sur nous le nouveau bienfait... Le bénéfice de notre victoire sera d'autant plus grand que nous l'aurons obtenue sans l'aide des fusils et des canons français¹. »

La Marmora ne nourrissait aucune des arrières-pensées de Minghetti et de ses amis; mais pré-

1. Nigra a La Marmora, mai 1866.

cisement parce qu'il sentait ce que l'Italie nous devait déjà de reconnaissance, il ne se souciait pas d'aggraver une dette déjà trop lourde : « Tâchez, recommandait-il à Migra, que si la Vénétie est cédée, elle le soit par le suffrage universel et non par une cession à la France. Ce serait humiliant et ferait un effet déplorable en Italie, ayant plus de 300 000 hommes prêts à marcher. J'ai toujours cherché à faciliter une solution pacifique de la question vénitienne. Je préférerais la guerre à une telle solution¹. » Sa vertu, doublée de ces considérations pratiques, devint inflexible.

I I

L'Empereur cul alors à résoudre un des cas de conscience les plus graves qui se soient posés à un souverain. En permettant au ministre italien d'être vertueux, il n'était pas obligé de l'être avec lui, au détriment de son pays. Il avait constamment déclaré que, s'il répondait en ami aux interrogations qu'on lui adressait en ami, il n'entendait point aliéner sa complète liberté d'action. Il lui était donc loisible de dire à l'Italie : « Si, en retour de la Vénétie, vous croyez pouvoir assurer à l'Autriche la neutralité, de mon côté je ne lui accorderai rien de plus; mais si, ne tenant nul compte de sa proposition, vous vous jugez tenus à l'attaquer dès que la Prusse prendra Tinifia-

tive des hostilités en Allemagne, et si néanmoins l'Autriche maintient la cession qu'elle m'a faite, ne pouvant lui promettre votre neutralité, je lui accorderai mon alliance. Il n'en résultera pas une guerre entre nous, puisque votre traité ne vous engage qu'à attaquer l'Autriche et non ses alliés et que je n'arrêterai pas votre zèle guerrier en Italie. Je ne m'avancerai à côté de l'Autriche que sur les champs de bataille de l'Allemagne. »

Bismarck eut-il décidé son roi à affronter seul l'Autriche, l'Allemagne et la France, il n'est pas supposable que son armée, quelle que fut son excellence, eût obtenu les succès prodigieux que nous raconterons. Une victoire de l'Autriche n'aurait pas produit les effets foudroyants prophétisés par IVrsigny; elle n'aurait pas anéanti la Prusse, ne l'aurait pas coupée en plusieurs morceaux dont chacun prendrait ce qui lui conviendrait: cette défaite aurait été vite réparée et la Prusse serait demeurée le pivot de l'Allemagne, mais le jour certain de sa domination eût été reculé et rejeté dans un avenir lointain.

Des scrupules personnels détournèrent l'Empereur du parti décisif, malgré qu'il parut commandé par l'intérêt de son peuple et de la paix générale. Il ne se souciait pas de ce que disaient ou faisaient ses ministres et ne se considérait pas comme lié par eux, mais il conduisait sa politique personnelle en gentilhomme, impénétrable parfois, jamais fourbe et se croyant d'autant plus obligé qu'il n'y avait rien d'écrit. Depuis des années, il prodiguait à la Prusse ses assurances

d'amitié, d'intérêt, de bon vouloir, l'encourageait dans ses ambitions, et il se tournerait tout à coup contre elle et comploterait sa perte? Il avait jeté l'Italie dans les bras de la Prusse, et l'en arracherait? L'honneur lui permettait-il à lui, le défenseur de l'indépendance des peuples, de s'associer à un trafic de violence conquérante contre la Silésie, satisfaite de son union déjà longue avec la Prusse et qui ne demandait pas à la rompre?

Persijçny rugi! de colère de tons ces scrupules sentimentaux. « Le point d'honneur qui consiste, dans la vie privée, à sacrifier ses intérêts les plus chers et à exposer même ses jours pour rester fidèle à sa parole n'a rien à faire dans les relations d'Etat à Etat où l'intérêt des peuples reste et doit rester la loi suprême; un homme d'Etat n'a pas le droit de subordonner les destinées d'une nation à la satisfaction de ses sentiments généreux ou chevaleresques; d'ailleurs un traité d'alliance offensive ou défensive doit être une cause de force et non de faiblesse ou de ruine. Venise étant rendue à l'Italie, il était insensé d'exposer le sort d'une armée et d'un pays pour la conquérir; enfin si l'Autriche faisait une concession analogue⁴, ce n'était pas M. de Bismarck qui s'inquiéterait de son traité avec l'Italie; il ne fallait pas que l'Italie s'inquiât davantage de son traité avec la Prusse. » Sous une forme moins concise cela revenait à l'axiome du Secrétaire d'Etat : « Un prince prudent ne doit pas observer un traité qui lui nuit lorsque n'existent

plus les raisons par lesquelles il avait *été* induit à le conclure. » Bismarck n'eût pas hésité. Est-il beaucoup de souverains qui l'eussent fait? Les Princes ont de l'honneur dans les petites occasions. S'agit-il de a ces respectables et héroïques friponneries d'ambition devant lesquelles l'honneur n'est qu'un conte de vieille¹ », ils trompent autant qu'il le Faut.

Napoléon se crut tenu à plus de droiture. 11 ne s'étonna ni ne se froissa de la résistance de l'Italie, n'essaya pas d'en venir à bout par l'insistance ou la contrainte, et il n'accorda pas à l'Autriche, en assistance active, l'équivalent de ce que l'Italie lui refusait en neutralité, mais ses dispositions à son égard changèrent complètement. Jusque-là il lui avait fait du mal, il ne lui souhaita plus que du bien; depuis des mois, de derrière sa neutralité officielle il poussait de toutes ses forces à la guerre, il ne pensa plus qu'à sauver la paix. Ne se croyant pas en droit d'intervenir par un veto formel, il reprit sa pance habituelle, le Congrès, non un Congrès de stratagème, en vue de gagner la fin du traité italien, car s'il eut eu cette arrière-pensée, il en eût informé l'Autriche à l'oreille afin qu'elle se prêlat au jeu : il voulut un Congrès sincère et il en espéra le succès. Tant que François-Joseph n'avait pas supporté qu'on lui parlât de la cession de la Vénétie, il avait été convaincu que la guerre seule pourrait en opérer l'affranchissement, et il n'avait eu confiance dans aucune des

1. VOLTAIRE.

sculalivcs d'arrangement pacifique auxquelles il s'était complaisamment prèle. Il considéra que tout riait changé dès que François-Joseph concédait en principe l'abandon de la Vénétie à certaines conditions. Il lui paraissait beaucoup moins difficile de le faire renoncer au préalable à la Silésie qu'il ne l'avait été de lui faire admettre l'éventualité de la perte de Venise, d'autant plus qu'il était disposé, par l'affermissement de sa situation en Allemagne et par son extension en Orient, en Bosnie et en Herzégovine, à lui offrir un équivalent de la Silésie. Il supposait que François-Joseph jugerait moins contraire à sa dignité de se rendre à un vœu unanime de l'Europe que de reculer devant une menace d'agression de ses deux voisins. Une cupidité française eût seule mis obstacle à une solution favorable et Napoléon III n'en nourrissait aucune. INigra l'affirmait à son gouvernement on pleine connaissance de cause : « L'Empereur désire à l'heure présente sincèrement le Congrès, et il y travaille loyalement et consciencieusement. Il se contenterait d'une solution pacifique qui ne lui forait f/ftfpicr mtnm lerrifnhr, mais qui aurait pour résultat la libération de la Vénétie, et augmenterait l'influence morale de la France dans le monde (28 mai). » Depuis le commencement l'Empereur n'avait pas eu d'autre pensée; on la retrouve au fond de toutes ses combinaisons; c'est ce qui constitue le point fixe de sa politique, dès qu'il reste lui-même et ne se laisse pas circonvenir par des influences extérieures.

CHAPTRE IX

LE CONGRÈS

I

Drouyn de Lhuys écrivit à La Tour d'Auvergne cl à Talleyrand : « Se borner à des représentations ou à des conseils lorsque les passions son! enjeu, n'amènerait aucun résultat. Trois questions son!, aujourd'hui, les causes du conllil prochain : la Vénétie, les duchés de l'télbe, la réforme fédérale. Si l'Angleterre, la Russie et la France consentaient a se réunir en Congrès après être convenues que, sans soulever aucune autre question, les délibérations porteront exclusivement sur la cession de la Vénétie à l'Italie, sauf compensation pour l'Autriche et garanties pour le pouvoir temporel du Saint-Père ; sur Je sort des duchés de l'Elbe el sur la réforme de la Confédération germanique en ce qui touche l'équilibre européen, elles pourraient convier à ce Congrès l'Autriche, la Prusse, un représentant de la Confédération germanique et l'Italie. S'entendre d'avance sur la solution de ces questions me paraît impossible; mais il suf-

fût que les trois grandes puissances affirment la volonté de les résoudre pour que les maux de la guerre soient évités et la paix assurée (8 mai). »

Clarendon accepta, en principe, la réunion des trois puissances, sauf *h* ne lui donner la dénomination de Congrès que lorsque la Prusse et l'Autriche y auraient adhéré. Il insista surtout pour savoir la portée de ces mots : la ferme intention de résoudre les questions. Cela signifiait-il que les puissances étaient disposées à assurer par la force l'exécution de leurs résolutions? L'Angleterre ne prendrait en aucun cas un arrangement de celle nature (9 mai, 5 h. 31 soir').

Immédiatement (9 mai, à minuit) Drouyn de Lhuys répond : « La dénomination de Congrès pour la réunion des trois puissances ne nous importe pas. Quant a remploi éventuel de la force des armes, ce serait une question réservée. L'exclure dès le déhul serait enlever toute autorité aux décisions. » Il modifia sa rédaction dans ce sens.

Clarendon demanda alors : 1° qu'on se bornât à admettre, en retour de la cession de la Vénétie, le principe d'une compensation au profit de l'Autriche, sans placer cette puissance dans la nécessité de réclamer elle-même cette compensation; 2° qu'on supprimât le passage relatif aux garanties en faveur du pouvoir temporel du Pape. Cette question n'était pas de celles qui menacent de troubler la paix de l'Europe, car en aucun cas une pareille garantie ne saurait être effective, et tout au plus pourrait-elle devenir l'objet d'une

convention spéciale entre la France, l'Autriche et l'Italie.

Gortchacow présenta la même objection contre la garantie du pouvoir temporel. Il demanda, en outre, que pour ne pas trop effaroucher l'Autriche, tout en admettant bien que Ton discutât la cession de la Vénétie, on ne l'annonçai pas en termes trop explicites. Il suffirait de dire que le Congrès aurait à connaître : « du différend italien ». L'accord existant sur les choses, Drouyn de Lhuys ne jugea pas nécessaire d'insister sur les mots, et il accepta la modification. Clarendon fit de même.

Le 21 mai partirent les lettres d'invitation de la France, suivies le lendemain de celles de l'Angleterre et de la Russie. Il fut convenu que les ministres des Affaires étrangères viendraient eux-mêmes prendre part au Congrès munis de pleins pouvoirs comme en 1850. La date proposée fut le mardi 12 juin.

II

Bismarck était informé de toutes parts des négociations ouvertes entre Vienne et Paris. Arnim le lui avait mandé de Rome, le tenant du cardinal Antonelli; des banquiers viennois avaient informé de Vienne, Constantinople et Paris. Il avait considéré le traité italien comme lui assurant, en même temps que la diversion de l'Italie, la complaisance de l'Empereur, et il voyait tout son édifice, à peine construit, à la veille de

s'écrouler et son roi, de plus en plus hésitant et larmoyant, de nouveau en disposition de lui échapper. Son agitation fut dolente. 11 disait à notre ambassadeur que, « si elle était trahie par l'Italie, la Prusse n'était pas encore assez engagée pour (pie la retraite lui lut impossible¹ ». Ou bien : « Si l'Empereur nous abandonne en refusant de se **concerter** avec nous, s'il facilite la cession de la Vénétie aux Italiens, si la Prusse reste seule en face de l'Autriche et de ses alliés, nous serons placés devant cette alternative : désarmer l'Autriche par notre soumission qui lui sera acquise pour longtemps, ou soutenir une luilo formidable, après laquelle peul-étre la Prusse aura cessé d'être un contre-poids à la prépondérance de la maison de Habsbourg en Allemagne. Si le Roi m'écoute, nous combattons. L'année est superbe; à aucune époque elle n'a été plus nombreuse, plus solidement organisée, ni mieux armée; j'ai la confiance qu'elle triompherait de nos ennemis, ou qu'elle remporterait du moins des succès suffisants pour nous permettre d'obtenir une paix honorable. Nous pouvons au besoin appeler au pouvoir le parti libéral, proclamer la Constitution allemande de 1849, et culminer avec nous le sentiment national de Hambourg à Munich - »

Et il en revenait a son interrogation : « Que veut donc l'Empereur? » 11 le demandait à Goltx,

1. Benedetti, 13 mai 1800.

2. Heiiedcll.i, 19 mai. — Govone à LaMarniora, 22 mai 1866. — BenedeUi à Drouyn de Lhuys, i juin 1866. — De Govoneà

à Goyone, à Benedctti. « (ju'il le manifeste, leur disait-il, qu'il nous fasse connaître le minimum de ses exigences, nous verrons si nous pouvons les satisfaire. Il veut des compensations en vue de nos accroissements éventuels. Soit, mais qu'il explique lesquelles. Il en est qui lui sont naturellement indiquées, la partie française de la Belgique et de la Suisse, partout où on parle français sur votre frontière. Veut-il de la terre allemande? S'il en demande trop, par exemple toute la rive gauche du Iihin, Mayence, Coblenz, Cologne, je préférerais m'entendre avec l'Autriche, renoncer aux Duchés et à bien d'autres choses encore. S'il est raisonnable, s'il ne veut que le pays compris entre le Iihin et la Moselle, je pourrai proposer au Koi d'y consentir et au moment suprême, quand il serait au point de tout perdre ou de tout gagner, peut-être s'y déciderai(-il. Mais qu'il parle; que nous sachions ce que nous pouvons espérer, ou ce que nous devons craindre. »

VAX admettant que, sous le coup de la nécessité, il promet à notre convoitise imprévoyante quelque lambeau de territoire, aurait-il tenu sa promesse? Ses admirateurs l'ont nié, et lui-même, à propos d'un autre sujet, a prononcé plus tard des paroles qui rétroactivement s'appliquent à sa situation en 1866 : a Supposez, dit-il, qu'au moment où les complications nous menaçaient; qu'au moment où nous étions obli-

gés de marcher contre la France, l'Autriche nous eût dit : « Nous serons tranquilles et observerons une neutralité amicale si vous laissez entrer en franchise tous les vins hongrois et si, en outre, vous laites d'équivalentes concessions douanières à nos fabriques de sucre, à nos filatures », ma réponse eût été d'accorder à ce pays les concessions qu'il demandait. Je suis assez homme d'affaires pour cela en pareil cas. Mais que serait-il arrivé à notre retour? Il serait arrivé ou que nous eussions immédiatement redemandé d'une façon comminatoire notre indépendance douanière, ou bien que nous eussions attendu un moment analogue à celui où nous sommes aujourd'hui pour dire au gouvernement autrichien : « Maintenant les choses sont retournées; nous vous prions non seulement de nous rendre nos concessions douanières, mais encore de nous faire des concessions équivalentes¹. » Il se fut conduit de même à l'égard de concessions territoriales arrachées par la France au moment critique. Il était d'ailleurs très douteux que, même avec une arrière-pensée, le Roi eut confirmé la promesse d'expédient de son ministre, (iollz n'avait pas caché à l'Empereur que si on offrait au Roi cinq millions de nouveaux sujets contre l'abandon d'un million d'anciens, il refuserait parce que le dommage moral serait incomparablement plus grand que le gain matériel².

i. Discours du 5 décembre 1876.

2. Rapport, du 25 avril 1866.

Les invites de Bismarck n'étaient donc pas sérieuses, et on eut tort d'y attacher tant d'importance, c'étaient des amorces pour obtenir des confidences; il paraissait se livrer afin que l'Empereur se livrât aussi. Cet expédient, dont il était coutumier, ne lui réussit pas cette fois. Govone n'avait aucune qualité pour s'expliquer, et Benedetti, qui n'en savait pas plus que lui, écartait les confidences ininterrogatives, craignant de laisser soupçonner que ses combinaisons auraient quelques chances d'être examinées à Paris.

La proposition d'un Congrès augmenta ses perplexités. Qu'y avait-il sous cette nouvelle négociation? Était-ce un acte sérieux? Était-ce une machination? Le Tsar avertissait de se défier, que derrière leur dos il y avait des pourparlers engagés avec d'autres Cabinets. Bismarck essaya de sortir de cette obscurité. « Avant d'aller au Congrès, fit-il dire par Goltz, nous voudrions nous entendre avec vous. — Eh bien ! lui dit Drouyn de Lhuys, faites le menu. — La Prusse, répondit Goltz, peut indiquer ses desseins; mais la France seule peut désigner son mets favori. — C'est précisément cela que nous voudrions éviter. La France ne désire aucun agrandissement; mais si un autre s'agrandit, elle doit obtenir un équivalent, et cet équivalent doit être désigné par l'État qui s'agrandit. Seulement, laissez-moi vous dire qu'une simple satisfaction d'amour-propre ne nous suffirait pas ; toutefois il n'est pas nécessaire que cette compensation constitue un accroissement de pays

et de population : on peut imaginer un terme moyen qui serait considéré par tous les Français comme un avantage réel, une combinaison qui romprait des groupements anciens inquiétants et en lbrmera.it. de nouveaux qui nous fortifieraient et affaibliraient nos adversaires. » Goltz ne tira de l'Empereur que des paroles aussi énigmatiques : « Il désirait un Congrès qui discutât les trois questions en litige, dans le sens de l'Italie et de la Prusse, et en compensation il ne demandait absolument rien. Aussi il ne croyait pas qu'il y eût lieu à entente préalable; il ne voulait donner aucune promesse qui rengageai; il l'avait refusée à l'Autriche, il ne pouvait l'accorder à sa rivale. »

III

Bismarck se croyant abandonné, se retourna par un de ces bonds rapides de panthère auxquels son échine flexible était toujours prèle. 11 devait une réponse à la dépêche autrichienne du 2(i avril, qu'il avait retardée ne sachant sur quel ton il conviendrait de la rédiger. Il lui donna une forme des plus courtoises : Il contestait absolument à la Diète la compétence à statuer sur une propriété acquise par conquête et par traité : il n'admettait de négociations qu'avec l'Autriche, mais ces négociations seraient facilitées si les deux gouvernements parvenaient à réaliser en même temps une entente sur la réforme fédérale. —

Ces explications furent données dans une lettre à Werther à lire confidentiellement, non à communiquer en en laissant copie, de manière à ne susciter aucune susceptibilité (7 mai).

11 envoya aussitôt après Antoine Gablenz expliquer à François-Joseph les bases possibles de la négociation qu'il provoquait par sa lettre à Werther.

Cet Antoine (Gablenz) était le frère du gouverneur autrichien du Holstein. Naturalisé prussien il considérait avec douleur l'explosion d'une guerre fratricide entre son ancienne et sa nouvelle patrie. Spontanément il avait essayé de la conjurer. Depuis la fin d'avril il promenait de Vienne à Berlin des projets d'entente à peine écoutés. Bismarck, dans les premiers jours de mai, l'appela et arrêta avec lui le plan suivant à proposer à Vienne.

Création d'un Etat indépendant dans les Duchés, à la condition que le souverain serait le prince prussien Albert, et que Kiel, Diippel, Sonderburg appartiendraient à la Prusse; réforme d'un commun accord de la constitution militaire fédérale; le commandement en chef de la Confédération du Nord attribué à la Prusse, celui de la Confédération du Sud, à l'Autriche. Quoique chaque souverain conservât son droit sur ses contingents, ils devraient recevoir la même organisation, le même armement, la même éducation. — C'était le partage de l'Allemagne. Une telle opération tranchante ne serait pas docilement subie par la nation si on ne lui offrait un

beau cadeau de nocce : ce beau cadeau serait l'Alsace et Strasbourg. La France était comme le vautour épiant le moment du carnage; dès que le sang coulerait en Allemagne elle se jetterait sur sa proie; menacées d'un pareil danger, les deux puissances allemandes avaient plus d'intérêt à s'entendre qu'à se battre; elles étaient à l'apogée de leurs armements, qu'avaient-elles à redouter de la France dont l'armée venait d'être aïiaiblie par l'expédition du Mexique?

Naturellement une telle alliance supposait la garantie des territoires réciproques et par conséquent celle de la Vénélic à l'Autriche. Qu'importait a Bismarck? Il n'avait pas à se préoccuper d'une prétendue alliée qu'on était certain de retrouver sur le champ de bataille à coté de la France. Voilà le plan « parfaitement acceptable » que (iablenz soumit à l'empereur d'Autriche le 25 mai¹.

(l'était lui proposer galamment de se couper la gorge lui-même : si, après avoir déjà plusieurs fois abandonné les Etats moyens, dont il venait de se rapprocher, il les livrait une dernière fois a la Prusse, il se fût effondré sous le mépris général; privé de tout appui intérieur et extérieur, il eut été à la discrétion de Bismarck, qui certes ne l'eût pas ménagé après qu'il se serait

1. Bismarck a si souvent raconté ce fait et à tant de personnes diverses qu'il ne fait plus de doute. FRIEDJUNG *Kampfum Die Vorherrschaft in DeutschUind*, 1859-1866; CHIALA, *Ancora un pu piiii di luce*; Mourra BuSCH, *Unser Reichkanzler*, tome I, p. 42*2.

déshonoré,- livré, perdu. Il repoussa ces ouvertures (28 mai).

N'ayant pas réussi à entraîner l'Autriche contre la France, Bismarck dut de nouveau faire patte de velours à l'empereur Napoléon et accepter son Congrès. Mais l'idée de quitter son roi qu'on pourrait lui changer pendant son absence, la perspective d'être obligé de soumettre ses convoitises à un débat diplomatique l'exaspéraient. « Ils veulent que j'y aille; soit, j'irai ; mais ce sera pour mettre le feu aux poudres : nous en partions pour la guerre (30 mai). » La sage Autriche, comme dit Thiers, le dispensa de cet esclandre,

IV

À Vienne, dans un conseil extraordinaire de cinq heures, l'empereur François-Joseph décida qu'il n'acceptait le Congrès que moyennant l'engagement d'exclure toute combinaison tendant à donner à un des États invités un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. Il en revenait à l'idée, qu'il avait paru abandonner, qu'une cession consentie de la Vénétie serait un suicide et qu'il valait mieux courir les chances de la bataille. Il exprima en outre l'étonnement que le gouvernement pontifical n'eût pas également été convié à venir prendre part aux délibérations sur le différend italien : la situation de l'Italie ne saurait être examinée sans qu'il soit tenu compte des intérêts de la Papauté.

Cette résolution fut aussitôt annoncée par le télégraphe à tous les cabinets. Clarendon, dans une lettre particulière à Apponyi, fit remarquer que les exigences de l'Autriche rendraient toute négociation impossible et qu'il serait plus digne, si c'était là, en effet, le but qu'elle se proposait, de refuser nettement plutôt que de recourir à des moyens détournés. L'opinion publique, jusqu'ici favorable à son gouvernement, ne manquerait pas, s'il persistait dans une résolution qui devait nécessairement entraver l'œuvre de pacification, de faire peser entièrement sur lui la responsabilité de la guerre. » Le même jour, Drouyn de Lhuys télégraphia à Mosbourg que si le Cabinet de Vienne insistait sur les conditions mises en avant, le gouvernement français considérerait sa réponse comme un refus. Nonobstant ces avertissements, François-Joseph persista à envoyer sa réponse officielle telle qu'il l'avait annoncée (1^{er} juin 1866).

Le même jour il coupait le câble : il faisait déclarer à la Diète que « la cour de Berlin, non contente d'élever dans les Duchés des prétentions sans fondement, avait manifesté, dans une mesure sans cesse croissante, sa tendance à les réaliser au mépris de toutes considérations, et même en faisant appel à la violence; elle n'avait pas reculé devant la résolution de s'appuyer sur les ennemis extérieurs de l'Autriche; le gouvernement impérial considérait comme vains et inefficaces tous ses efforts d'amener, d'accord avec elle, un règlement définitif et con-

forme au droit fédéral de la question des Duchés, et il abandonnait l'entière poursuite de cette affaire, *d'un caractère (oui allemand, aux résolutions de la Diète, résolutions auxquelles était acquis d'avance son assentiment le plus empressé.* » Le gouverneur autrichien dans le Ilols-teïn reçut Tordre de convoquer l'assemblée des États « afin que la représentation légale du pays, dont il s'agit de régler les destinées cl dont les nruj: ainsi t/ue les opinions forment un des éléments autorisés de la solution, ne fût pas plus loiu/lemps prirée de l'occasion d'exprimer ses sentiments ».

A son refus officiel MensdorlV joignit une dépêche confidentielle, dont Appon\i donna lecture à Clarendon. Il repoussait péremptoirement toutes les compensations qu'on avait imaginé de lui offrir en échange de la Vénélie; il ne se contenterait pas plus de la lîosnie et de l'Herzégovine que des Duchés, et encore moins d'une indemnité pécuniaire qu'il considérait comme une offense à son honneur; il n'admettait pas, jusqu'à une guerre qui eût changé les conditions actuelles, d'autre base de discussion avec l'Italie que les traités existants, notamment celui de Zurich.

La réponse officielle de Vienne arriva à Paris le 3 juin, un dimanche : Drouyn de Lhuys assistait à Montereau à une le te locale. Il se rendit immédiatement auprès de l'Empereur qui ayant décidément pris au sérieux son Congrès, se montra mécontent, et, renonçant à son

éphémère bienveillance envers l'Autriche, rede-
vint de nouveau favorable à la Prusse.

Le Congrès, dès que l'Autriche refusait de s'y
prêter, devenait inutile. Drouyn de Lhuys, Cla-
rendon et Gortchacow se le notifièrent récipro-
quement (1 juin 1866).

V

Prétendre que par son refus de participer à
un Congrès dont sa spoliation était l'objet prin-
cipal, l'Autriche s'est rendue responsable de la
guerre et doit être considérée, comme l'ayant
provoquée, c'est un de ces délits au bon sens aux-
quels il est superflu de répoudre. Il est encore
moins sérieux de dire que par là elle a diminué ses
chances en encourageant le blâme moral de l'Europe.
Ni l'approbation ni le blâme moral ne donnent
ou ne retirent la victoire, et le victorieux, quoi
qu'on en ait dit ou pensé avant, recueille l'ap-
plaudissement universel. Il y a longtemps qu'on
l'a observé : a Une victoire efface toutes les
mauvaises actions qui l'ont précédée comme une
défaite enlève toute valeur aux bonnes actions
accomplies¹. » Le refus de l'Autriche n'est qu'une
faute de tactique : (die était moins prête que la
Prusse; le Congrès lui donnait le temps de
compléter sa mobilisation arriérée; par cette
raison elle eut dû s'y rendre; au Congrès se

i. Mw.uwKL, *L'Arte della guerra*, I.

serait peut-être produite telle circonstance qui **lui** eût permis de consentir avec honneur à cette cession de la Vénétie, dont elle n'était plus systématiquement éloignée. On ne se trompe guère en faisant ce que l'ennemi redoute que vous lassiez. Or ce Congrès était le cauchemar de Bismark : à la nouvelle qu'il en était délivré il manifesta une joie aussi intense que celle de Cavour à la remise de l'ultimatum autrichien : « Vive le Roi ! » s'écria-t-il avec transport.

CHAPITRE X

LES DERNIÈRES HÉSITATIONS

I

Bismarck croyait enfin tenir son *nisus helli*. *M* no le laissera pas échapper. Il lance sur-Je-cbamp une circulaire fulgurante : « L'Autriche vient de se délier du traité de (Jaslein et par là elle a substitué les anciens rapports de eo-possession à la récente division géographique. Dès lors, en convoquant les Etais du llostein et en remettant à la Diète la solution de l'affaire des Duchés, elle a disposé seule des droits qu'elle n'a plus qu'indivis. (Test une provocation directe irayant de signification que si le cabinet de Vienne entend la faire suivre immédiatement de la rupture, car il n'a pu penser que nous endurerions tranquillement une telle attaque à nos droits. » Il raconte ensuite à sa façon la négociation Gablenz, en la présentant comme engagée confidentiellement par le Roi à l'insu de son ministère, ce qui était faux¹, et il réproouve, comme

1. « Il en est convenu dans son discours du 10 janvier 1874 : « *Moi-meme, quand* les troupes prussiennes étaient déjà en

un acte, de provocation perverse, le sentiment honorable qui avait empêché l'empereur François-Joseph d'accepter ses propositions fallacieuses. « L'échec de ces négociations, ajoute-t-il, prouve que, nonobstant l'amour de la paix que l'Empereur a professé en théorie, il s'est laissé influencer par l'ardeur belliqueuse qui domine toute autre considération dans le sein de son conseil, même parmi ceux qui, à notre connaissance, avaient précédemment volé contre la guerre et contre les préparatifs et les armements. Non seulement on a refusé d'entrer dans des négociations confidentielles; mais il est revenu au Roi, par une source authentique, des expressions d'hommes d'Etat autrichiens influents et de conseillers de l'Empereur, qui ne permettent pas de douter que les ministres impériaux désirent la guerre à tout prix, en partie pour triompher d'embarras intérieurs, et avec l'intention expresse de venir au secours des finances obérées par des contributions prussiennes ou par une honorable banqueroute¹. »

Hismarck ne parlait jamais sans agir : aussitôt il prit ses derniers arrangements. Son pacifique ministre des finances, Löbbeck, refusait d'employer au service du Trésor, contre un dépôt de valeurs équivalentes mais ne pouvant se négocier actuellement, des billets de prêts émis jadis (elles relaient en effet pour la mobilisation), j'ai fait à l'empereur d'Autriche des propositions qui auraient pu *facilement* aboutir à un accommodement. »

1. Bismarck, circulaire du 4 juin 1866.

qu'à concurrence de 25 millions de thalers pour venir en aide à l'industrie; il le congédie et offre sa succession à Heydl, son ancien collègue démissionnaire, financier fort habile, jouissant d'un grand crédit auprès des sommités de la banque. Quoiqu'il se fut relire du ministère, pour ne pas participer à un gouvernement sans budget, Heydl accepta, toutefois à la condition qu'après la guerre on demanderait un bill d'indemnité. Bismarck le lui promit (1^{er} juin). Le nouveau ministre consentit à l'emploi refusé par son prédécesseur.

L'opposition se mit à la traverse autant qu'elle put. Le conseil municipal de lierlin décida que les billets de la Banque de prêts ne seraient pas acceptés en paiement par les caisses de la commune. Et comme un membre conservateur faisait observer que cette mesure antipatriotique, en dépréciant le nouveau papier-monnaie, pousserait les classes inférieures à des excès : « Eh bien ! lui répondit-on, quand le peuple viendra se plaindre, on lui dira où se trouvent ceux auxquels il doit s'en prendre des calamités qui fondent sur la patrie. » Les sociétés coopératives, sous l'influence de Schullze-Delische, prirent la même résolution que le conseil municipal de Berlin.

II

Guillaume avait été très blessé de la proposition autrichienne sur les Duchés; il annonça à

Barrai que le moment d'entrer en campagne n'était plus qu'une question de jours, qu'il avait pleine confiance dans la justice de sa cause et la bravoure de son année, mais que la victoire était dans les mains de Dieu. « Heureusement, ajouta-t-il d'un air ému en portant la main sur son cœur, j'ai la conscience nette. Longtemps on m'a accusé de vouloir la guerre dans des vues ambitieuses; maintenant, après le refus de l'Autriche d'aller au Congrès, son indigne violation du traité de Gastein et les violences de sa presse, le monde entier sait quel est l'agresseur. » Cependant les adjurations pacifiques continuaient à lui parvenir. Les députés réunis à Krancforl condamnaient la guerre comme un crime envers la nation; les landwhériens murmuraient, les syndics des marchands de Berlin suppliaient de s'arrêter, et il ne se décidait pas à la résolution suprême; il retardait l'ordre de départ de la Garde, et cette fois-ci, sans que Bismarck s'en mêlât, il chargeait un de ses neveux de nouvelles négociations à Dresde auxquelles fut mêlé le grand-duc de Weimar. — *Le rasifs hell'i* échappait encore.

« Ah! vous nous rendriez un fameux service, dit Bismarck à Govone et à Barraï, si vous attaquiez les premiers. C'est chez le Roi une religion, presque une superstition, de ne pas prendre la responsabilité d'une guerre européenne; il faut, pour l'entraîner, organiser une bonne petite provocation. — Nous ne le pouvons pas, répondirent les Italiens; nous nous sommes engagés à ne

pas attaquer les premiers; nous l'avons fait déclarer au (lorps législatif; nous devons ménager l'opinion publique française et ne pas rendre difficile ou impossible Faction amicale de l'Empereur en notre faveur. — Eh bien ! ne pourriez-vous pas gagner un régiment croate et vous faire attaquer? Le jour suivant, nous passerions la frontière . » Cavour, dont on se rappelle les lettres au prince Napoléon sur les volontaires lombards, n'aurait probablement pas dit *non*. On ne pouvait pas attendre un *ou*) de La Marmora.

L'Italie lui faisant défaut, Bismarck chercha un autre moyen de se faire faire violence. Il publia au *Journal officiel* la convention secrète conclue avec l'Autriche à la veille de l'entrée dans les Duchés (6 juin); il lit ordonner aux princes de rejoindre Tannée et au corps prussien du Sleswig d'envahir le Holstein et de disperser les Etats convoqués à Itzeboe (7 juin). « La Prusse en entrant dans le Holstein n'ouvrait pas les hostilités: elle usait de son droit de eo-propriété remis en vigueur par la rupture de la Convention de Gastein. » Manteuffel envahit le Holstein et en prend le gouvernement, dissout les associations politiques, supprime les journaux non autorisés, nomme un président supérieur général de la province, occupe militairement Itzeboe où les États devaient se réunir, pousse de tous les côtés ses têtes de colonnes vers Altona (10 juin).

Bismarck espérait que les troupes autrichiennes

1. Govone à La Marmora, 3 juin. Barrai au même, 5,6 juin 1866.

des Duchés résisteraient et que le conflit s'engagerait ainsi. Ses prévisions furent une fois encore trompées. L'Autriche, résolue de supporter toutes les avanies plutôt que d'attaquer la première, et désireuse surtout de donner un caractère fédéral à la guerre, ordonna d'évacuer Altona et tout le Duché. Le général Manlucfel, ne s'y opposa pas énergiquement, comme on s'y attendait, et laissa s'opérer le mouvement de retraite de (iablen/ vers l'armée de Bohême. — On s'accordait à attribuer cette longanimité de Manteufel, d'ordinaire si peu endurant, à des instructions particulières du Roi. « Comprenez-vous cela ? dit Bismarck furieux à Barrai, il faut encore attendre (10 juin). »

III

Le Roi continuait à rester si hésitant, que les mêmes personnes qui l'avaient laissé le matin prêt à ceindre l'épée du combat le retrouvaient, le soir, aspirant aux douceurs de la paix. Vers la fin d'une de ces journées orageuses (10 juin), à l'heure habituelle du rapport, cinq heures, le Roi dit : « Bismarck, est-ce qu'on ne pourrait pas encore ne pas pousser à bout cette affaire ? La guerre contre l'Autriche est une guerre contre les Allemands; il y aura une malédiction contre nous. — Sire, répond Bismarck, ma vie, ma fortune vous appartiennent; mais je ne puis vous donner mon hon-

neur, et après ce que j'ai dit et fait; je serais déshonoré si je reculais. » Alors le Roi s'avance vers la fenêtre et la main étendue dans la direction de la statue de Frédéric : « Si nous faisons •cette guerre et qu'elle tourne mal, au pied de cette statue on élrvera un gibet auquel on nous pendra, vous d'abord, pour que j'assiste à votre supplice, moi ensuite. — Eh bien, Sire, il faudra bien mourir lot ou tard ; ne vaudrait-il pus mieux mourir ainsi en chevaliers allemands, moi pour mon roi, vous pour vos droits octroyés par la grâce de Dieu, qu'être chassé par une émeute de la populace? El puis, plus une entreprise est difficile, plus elle offrira de gloire si elle réussit. » Le Roi ému alla s'asseoir tout pensif¹.

Dans la même soirée, vers les dix heures, arriva de Florence le sympathique et chevaleresque général Tiïrr. Kn mai Govone se croyant à tort l'interprète de la pensée de La Marmora, avait proposé de provoquer une insurrection en Hongrie : une somme de cinq millions aurait suffi. Bismarck avait repoussé la suggestion en disant qu'il ne connaissait ni la Hongrie, ni les Hongrois, et qu'il ne saurait d'ailleurs comment se procurer l'argent. Puis il avait changé d'avis et avait télégraphié à Usedom de lui envoyer Tiïrr. Un colonel d'état-major l'attendait à la gare et le conduisit chez Bismarck. Celui-ci commença la conversation avec bonne humeur : « Je m'étais

1. Celle scène m'a été racontée par le prince Napoléon et d'autres qui la tenaient de liismur.'k. Lui-même en parle dans ses Mémoires, mais en l'antidatant.

représenta votre personne tout différemment, je m'attendais à voir un vieux général brisé par la fatigue de ses campagnes et vous êtes un jeune homme plein de vigueur. — Ma surprise n'est pas moindre, répliqua Turr; un diplomate qui a montré tant d'activité depuis tant d'années me semblait tenu à un visage ridé et un dos voûté, et vous êtes *un* colosse! » On causa en tout abandon. Bismarck ne cacha pas qu'il n'avait pas encore réussi à amener le Boi où il voulait : « Mais je pousse ma rosse au bord du fossé, et il faudra bien qu'elle saute¹. » Et comme ne doutant pas de sa réussite, il mit l'entretien sur le plan de campagne et sur ce qui était l'objet spécial de la visite de Tiïrr, le rôle que pourrait y jouer la Hongrie. Il bondit sur son fauteuil comme s'il avait été secoué par une batterie électrique lorsque le général lui raconta que La Marmora était contraire à l'expédition hongroise et entendait s'engager dans les forteresses du quadrilatère. La conversation du reste ne conclut à rien et il ajourna Tiïrr au lendemain.

Tiïrr parti, après minuit, Bismarck reçoit du Boi le billet suivant : « J'apprends à l'instant avec effroi, par le télégramme Wolff, la nouvelle que l'empereur François-Joseph est parti pour rejoindre l'armée à Olmutz. Si cette nouvelle se confirmait, il y a lieu de délibérer sur d'autres événements. Je vous prie de vous rendre à 2 heures par le chemin de fer à Potsdam, et s'il est indis-

1. Turr m'a plusieurs fois répété ce propos.

pensable de se hâter, je vous attendrai-déjà par le train de midi. Informez-moi, par le télégraphe, de l'heure que vous cRoisissez/. Amenez avec vous, en cas de besoin, Itoon et le cabinet militaire que vous ferez prévenir (10 juin minuit). » Enfin ! la rosse avait sauté le fossé.

Le lendemain f i l juin) Bismarck se rendit à Potsdam avec Jioon, Treskow et Moltke. Depuis quelque temps, pour faciliter les travaux de préparation, Koon avait accordé que Moltke serait dorénavant admis plus souvent aux discussions auprès de Sa Majesté lorsqu'il s'agirait de traiter des questions de son ressort¹.

Le chef d'étal-niajor était convaincu que « la Prusse avait tout avantage a brusquer l'événement, que le temps était contre elle et que chaque jour de retard profitait à l'Autriche »; néanmoins il se garda bien de pousser le Roi à une guerre comme celle-ci: il se borna à lui faciliter sa résolution en lui exposant d'une manière juste et claire l'état réel de la situation. Il n'eut pas à insister, le lloi était définitivement décidé, et quand il avait pris une résolution, il ne reculait plus.

Lorsque Tiïrr se présenta de nouveau à Bismarck, il le trouva dans son jardin. Il s'avança vers le général à grands pas, lui lendit les deux mains avec une expression joyeuse. « Eh bien ! la guerre est décidée, et la coopération de la Hongrie est acceptée; le sort en est jeté, j'ai

1. Treskow à Roon, 25 mars 1806.

bonne_m confiance ; mais n'oublions pas que le Dieu tout-puissant des armées est capricieux. »

Plus que du Dieu des armées auprès duquel il comptait sur l'intercession de Mollke, il se montrait préoccupé du mystérieux empereur de Paris : « Ah ! si Napoléon voulait, la guerre nous serait aisée. 11 pourrait prendre la Belgique, le Luxembourg même, rectifier ainsi sa frontière. Je lui ai déjà proposé tout cela ; mais il n'a pas voulu accepter. Allez à Paris et faites connaître ce que je vous dis au prince Napoléon¹. Envoyez-moi ensuite au plus tôt le général Klapka, afin que nous nous entendions sur la légion hongroise¹. »

Tiirr, aussitôt débarqué *h* Paris, se rendit chez le prince Napoléon. Le prince déjeunait avec des officiers ; ces messieurs étaient tous convaincus que l'Autriche, en mesure de tenir tête à deux adversaires, remporterait de beaucoup : <(Vous êtes dans une grande erreur, leur dit Tiirr ; n'avez-vous pas, en 1859, battu à plate couture les Autrichiens avec 1 40000 Français et 45 000 Italiens ? la position de l'Autriche ne s'est nullement améliorée depuis ; la paix intérieure n'est pas rétablie, et la Hongrie a repris courage ; les Italiens peuvent mettre en campagne aujourd'hui 200 000 hommes et ils ont un allié qui marche avec 250 000. » Le prince lui raconta que

1 ; Lettre de Tiirr de Vienne, du 2 août 1870, dans le journal hongrois *Reforme*, du 7 août. Le général a reproduit récemment ces assertions dans la *Deutsche lierne* : elles sont acquises à l'histoire.

l'Empereur avait été fort mécontent que l'Autriche n'eût pas cédé Venise il y avait trois mois, comme *il le lui* conseillait. « Metfernich a pour inslructions, depuis douze jours, d'y consentir, mais il est trop tard... l'Autriche arrive toujours trop tard. »

IV

L'engin par lequel Bismarck comptait produire l'explosion était tout prêt : c'était la constitution que le parlement de Francfort de 1848 avait laissée sur la table. Le premier article impliquait l'exclusion de l'Autriche : « La Confédération comprend tous les États qui en ont fait partie jusqu'ici, à l'exception de l'empire d'Autriche cl du royaume des Pays-Bas pour leurs territoires respectifs. » Les autres articles remettaient au Parlement allemand le soin des affaires communes; la marine allemande entretenue par le budget allemand passait, avec le port de Kiel et la baie de Jahdc, sous le commandement de la Prusse; la force militaire était divisée en deux armées : celle du Nord sous les ordres du roi de Prusse, celle du Sud sous ceux de la Bavière. Quant aux rapports de la nouvelle Confédération avec les provinces allemandes de l'Autriche, ils devaient être réglés ultérieurement par des traités et conventions dont rétablissement était réservé au futur Parlement.

Bismarck communiqua son projet à Pfordten

dans l'espoir de se l'attirer par la perspective du rôle réservé à la Bavière. Il lui écrivait : « Mon projet n'a pas l'assentiment de l'opinion publique, car un bon Allemand a coutume, dès que quelqu'un expose une idée, de s'attacher avec passion à l'idée opposée. Je me contente de l'axiome : « Qui trop embrasse mal étreint », ou de cet autre : « Home n'a pas été bâtie en un jour », sans compter qu'au commencement elle s'est rendue quelque peu haïssable par l'enlèvement des Sabines. Je crois qu'à la Home germanique de l'avenir, si Dieu nous l'accorde, il ne manquera pas de se produire quelque acte de violence à l'égard des Sabines. On pourra les réduire à un minimum, le reste sera l'œuvre du temps (9 juin). »

Pfordten répondit : « Si vous voulez l'annexion des Duchés, même au prix de la guerre, alors la guerre est inévitable. Si la Prusse se décide à renoncera l'annexion, la guerre est impossible. Si l'Autriche voulait commencer la guerre pour un autre motif, elle resterait isolée. Si l'on fait la guerre pour les Duchés, ce sera la Prusse qui restera isolée, (lomme Allemand, je vous prie et vous conjure de tenir encore une fois conseil avec votre Ame forte avant de prononcer le mot décisif dont les conséquences sont incalculables (11 juin). »

CHAPITRE XI

LA NEUTRALITÉ DE L'EMPEREUR TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE (9 ET 12 JUIN) LETTRE A DROUYN DE LHUYS (11 JUIN)

I

Bismarck communiqua aussi son projet à l'Empereur. Celui-ci fut alors contraint de sortir de son vague et de dire quelque chose ayant au moins l'apparence de la précision. Le prince Napoléon, qui s'était constitué le protecteur de Yielor-Emmanuel et combinait toutes ses démarches avec l'ambassadeur italien, eût voulu contracter une alliance offensive et défensive avec l'Allemagne aux conditions suivantes : dans trente jours la France fournirait 300 000 hommes à la Prusse, et s'engagerait à ne faire avec l'Autriche aucune paix séparée, à laisser la Prusse prendre à son choix sept à huit millions d'habitants et opérer la réforme fédérale à sa convenance. En retour l'Italie obtiendrait la Vénétie, et la France 500 000 âmes entre Rhin et Moselle, 213 000 âmes sur la rive gauche bavarroise du Rhin en tout 713 000 âmes. « Nous ne pou-

vons pas les empêcher de voler, disait-il; volons avec eux. » Seulement il faut avouer que nous eussions été de bien petits voleurs si nous nous étions contentés de moins d'un million d'hommes tandis que nous aidions la Prusse à en prendre sept à huit millions. Aux jeux du prince l'acquisition de la Vénétie par son beau-père suffisait et au delà à nous payer de notre complicité.

L'Empereur bien inspiré ce jour-là n'entendit pas l'insinuation¹ et convoqua extraordinairement le Conseil privé et le Conseil des ministres. Drouyn de Lhuys exposa à merveille la diplomatie et Houher la politique de la question, mais aucun ne conclut. Houher insista seulement sur l'impossibilité de demander quoi que ce soit aux Chambres : le pays s'en effrayerait, serait mécontent, et il n'était pas certain que les propositions fussent votées. Duruy conseilla de s'emparer des provinces du Rhin. Persigny le combattit : « ce serait créer à nos portes une Pologne ou une Vénétie, cause éternelle de faiblesse et de ruine; l'Empereur avait recueilli dans l'héritage de

t. Rapport de Mignet au prince de Carignan, juin 1866 ; « Nous *Insinuant* alors (en avril) et *postérieurement* à *plusieurs reprises*, l'idée d'une triple alliance entre l'Italie, la France et la Prusse; mais la perspective *d'ambitions considérables*(!!!, ne put pas à décider l'Empereur à entrer immédiatement en guerre contre le veru général du pays prévalant en France et plus spécialement dans le Corps législatif. » Mignet avait communiqué ce projet à son ami Foltz qui le transmit à Bismarck, mais l'Empereur y est resté absolument étranger et, chaque fois qu'on lui en a parlé, l'a rejeté. Les historiens allemands ont grand tort de l'en rendre responsable.

Sainte-Hélène le principe des nationalités; il l'avait non seulement exposé au monde, niais fait triompher, et aujourd'hui il était la foi de tous les peuples européens; comment violer ce principe sans blesser toutes les consciences et soulever toutes les résistances? Il y avait mieux à faire : il faudrait favoriser l'ambition de la Prusse, mais en la réglant; laissons-la s'étendre sur l'Allemagne du Nord, de la Baltique à la ligne du Mein, toutefois à la condition d'indemniser sur la rive gauche du Rhin les princes qu'elle aurait à déposséder sur la rive droite, de manière qu'elle ne garde plus rien elle-même de ce qu'elle possédait de ce côté. Alors nous ne serons plus en contact sur notre frontière découverte qu'avec de petits États allemands placés entre nous comme des tampons pour amortir les chocs. L'œuvre de 1815 serait complètement détruite; nous ne serions plus menacés d'aucun côté, et il resterait bien peu de chose à faire pour achever notre constitution géographique : il suffirait de réveiller les souvenirs des premiers temps de notre histoire, de créer une Confédération des Gaules, formée de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg, des États du Rhin et de la France. Sauf que nous n'aurions pas des préfets à Bruxelles, à La Haye, à Mayence, à Coblenz, le grand Empire serait reformé dans toute sa force et dans toute sa grandeur. »

Toujours le phare à éclipses, l'obscurité après la lueur! Idéalement ce projet n'est pas plus

mauvais que tout autre ; mais le croire réalisable, croire que la Prusse, de qui la Diète n'avait pu obtenir la création d'un nouveau petit Etat dans les Duchés, en constituerait un, contre elle-même, avec ses provinces; imaginer que les Rhénans et les Allemands, passionnément désireux de sortir des misères de leurs petites principautés et de vivre dans une grande patrie, se prêteraient à la restitution d'un passé dont ils abhorraient les derniers vestiges; rêver que l'Angleterre et la Russie nous laisseraient tranquillement rétablir l'ancienne Confédération du Rhin accrue de la Belgique et de la Hollande, et nous donneraient la satisfaction de proclamer abolis les traités de 18-15, c'était de la pure hallucination. Nous n'eussions réalisé cette constitution géographique qu'au prix d'une guerre effroyable contre l'Europe coalisée. Et comment Persigny osait-il proposer une entreprise aussi colossale, s'il était vrai, comme il l'a dit fausement, que nos arsenaux et notre trésor avaient été vidés par la guerre du Mexique!

Il prétend que Walewski, Drouyn de Lhuys, Magne, Fould, Troplong donnèrent leur complète adhésion à ce fantastique projet; que l'Empereur en fut vivement intéressé. Dans tous les cas cet intérêt n'alla pas loin, car l'Empereur se garda de se lancer dans une telle aventure, et après la consultation, comme auparavant, il s'en tint à la neutralité attentive, toujours muette sur les compensations à demander, sur leur nature et leur étendue.

En retour de sa neutralité il ne demanda à Bismarck qu'une garantie : c'est qu'après la guerre il ne procéderait à aucun arrangement nouveau sans une entente avec lui. Bismarck donna verbalement celle garantie. Drouyn de Lhuys en informa ses ambassadeurs : « Nous n'avons aucune espèce d'engagement avec la Prusse, mais le comte de Bismarck et le comte (Joli/ ont maintes fois déclaré, dans des *entretiens*, que rien ne serait délinitivement réglé sans une entente avec la France¹. »

11

Le prix que l'Empereur réclama de l'Autriche fut plus élevé : c'était la promesse, même si elle était victorieuse, de *cùdcr* la Vénétie et de ne pas changer l'étal territorial créé parla guerre de -18;i9, même si l'Italie avait persisté à participer à, la guerre contre elle.

(iramont, eu congé alors à Paris, fut renvoyé à Vienne où il négocia très habilement un traité en trois articles :

Article F¹. Si la guerre éclate en Allemagne, le gouvernement français s'engage vis-à-vis du gouvernement autrichien à conserver une neutralité absolue et- à *faire tous ses efforts* pour obtenir la même attitude de l'Italie.

Article II. Si le sort des armes favorise l'Autriche en Allemagne, elle s'engage à céder la

1. A Gramont, 19 juin; à Bonedetti, 12 juillet 180G.

Vénétie. au gouvernement français au moment où elle conclura la paix. Si le sort des armes la favorise en Italie, elle s'engage à ne pas changer dans ce royaume le *statu quo ante bellum*, à moins d'une entente avec la France.

Article III. Si des événements de la guerre changeaient les rapports des puissances allemandes entre elles, le gouvernement autrichien s'engage à s'entendre avec le gouvernement français avant de sanctionner des remaniements de territoire qui seraient de nature à déranger l'équilibre européen (12 juin). — Sans se lier, par pure conversation, les plénipotentiaires autrichiens indiquèrent à Gramont la nature des modifications territoriales auxquelles ils souscriraient. Ils n'auraient aucune objection contre un remaniement qui, en agrandissant la Saxe, le Wurtemberg et même la Bavière aux dépens de princes médiatisés, ferait des provinces rhénanes un nouvel Etat indépendant¹.

Au traité fut jointe une note additionnelle sous forme de déclaration réciproque devant être considérée comme partie intégrante du traité. « En rétrocédant la Vénétie à l'Italie le gouvernement français stipulera le maintien de la souveraineté temporelle du Pape et l'inviolabilité du territoire *actuellement* soumis à son autorité, sans préjudice des réserves faites en faveur des droits du Saint-Siège. — Le gouvernement français stipulera également la reconnaissance et

1. Gramont à Drouyn de Lhuys, 12 juin.

l'inviolabilité des nouvelles frontières de l'Autriche du côté de l'Italie. — Le gouvernement français stipulera également une indemnité en laveur de l'Autriche pour les forteresses de la Vénétie et les dépenses que le gouvernement autrichien devra faire pour la sécurité de ses nouvelles frontières. — Il est également convenu que l'Etat dont la Vénétie ferait partie devra aussi prendre à sa charge une part de la dette publique de l'Empire autrichien au prorata de la population de cette province. — Le gouvernement français stipulera des clauses restrictives relativement au port de Venise, afin que ce port ne soit pas disposé de manière à menacer les côtes et la marine autrichienne.— Si par suite des événements de la guerre ou autrement il se produisait en Italie des mouvements spontanés de nature à défaire l'unité italienne, le gouvernement français n'interviendra ni par la force ni autrement pour la rétablir et laissera les populations maîtresses de leurs mouvements. Il est entendu qu'il ne se produira non plus aucune intervention étrangère. — Si le sort des armes favorise l'Autriche en Allemagne, le gouvernement français sanctionnera tout accroissement territorial conquis par l'Autriche pourvu qu'il ne soit pas de nature à troubler l'équilibre de l'Europe en établissant une hégémonie autrichienne qui unirait l'Allemagne sous une seule autorité. — En cas de remaniements territoriaux le gouvernement autrichien, réservant les droits de souveraineté des princes de la maison impériale qui ont été dé-

possédés, pourra demander pour eux des compensations *partout ailleurs qu'en Italie.* »— (le dernier paragraphe otail. dû à l'initiative personnelle de François-Joseph, dans l'intérêt du grand-duc de Toscane.

Le jour de la signature de ce traité fut un des plus tristes de la vie de Krancois-Joseph. Qui¹ de souvenirs il dut refouler, que d'amertumes dévorer avant de s'y résoudre! « Tant qu'on discute, écrit d'une manière charmante (iramont, on tient encore ce qu'on propose, et on suppute ce qu'on espère; à mesure que l'instant tinal approche, la résistance augmente, le sacrifice grandit aux yeux de ceux qui l'accomplissent, la compensation paraît perdre de sa valeur et quand tout est fini les regrets se mêlent avec amertume à la satisfaction tempérée d'un trisle devoir accompli. Telles sont les phases par lesquelles a passé en quelques jours l'empereur d'Autriche. » Il demanda un secret inviolable : son armée d'Italie eût été démoralisée si elle avait appris que sou sang serait répandu en vain, puisque la cession de celte Véuélie qu'elle allait défendre était déjà consentie quoi qu'il arrivât. Nous le promîmes d'autant plus aisément qu'une divulgation eut faussé notre situation vis-à-vis de la Prusse.

Kn dehors du traité et delà note additionnelle, il y eut une note explicative : « Pour éviter lout malentendu et toute divergence d'opinion sur le véritable sens de l'article II de la Convention secrète entre la France et l'Autriche signée

le 12 de ce mois à Vienne, il a été spécifié que le premier paragraphe relatif à la cession de la Vénétie aurait son plein effet alors même que l'Autriche, favorisée par le sort des armes en Allemagne, aurait aussi des succès en Italie, et que pareillement le second paragraphe relatif au maintien du *statu quo ante bellum* en Italie, aurait son plein effet dans tous les cas, et alors même que l'Autriche serait favorisée par le sort des armes en Italie. Il a été également spécifié que ces mots *nu moment où elle conclura la paix* signifient la paix en Allemagne et en Italie¹. »

Ainsi l'Italie entrait en guerre, avec des sécurités exceptionnelles : victorieuse ou vaincue, elle était assurée de gagner quelque chose et de ne rien perdre.

L'Autriche attachait une telle importance à ce traité de neutralité que s'il n'avait pas été conclu il paraît probable qu'elle se fût arrangée avec la Prusse². Et cependant ce traité ne lui assurait aucun avantage réel : elle n'avait pas à acheter de l'Empereur une neutralité à laquelle il était résolu et qui profitait surtout à la Prusse, rendue ainsi libre de dégarnir ses provinces rhénanes. La neutralité italienne seule lui eût été d'un réel secours, mais l'Empereur ne la lui garantissait pas; il s'engageait seulement à s'efforcer de

1. J'ai trouvé le texte authentique de tous ces actes sur lesquels ou a tant dit d'inexactitudes dans les papiers de Gramont et je les reproduis textuellement.

2. Dépêche télégraphique de Gramont à Drouyn de Lhuys, 11 juin 1806.

l'obtenir. Il ne lui livrait pas davantage l'unité italienne : il promettait de respecter les mouvements qui ramèneraient les princes dépossédés, mais s'ils étaient *spontanés*, c'est-à-dire, si l'impossible se produisait. 11 admettait aussi l'éventualité d'indemnités au profit de ces princes dépossédés, *mais hors de Vlodie*. Il parlait du maintien de la souveraineté pontificale, mais dans son *état actuel*, c'est-à-dire dans les limites de la Convention du 15 septembre à laquelle il n'ajoutait rien.

III

Englué dans cette double neutralité bienveillante et contradictoire, Napoléon III, en réalité, favorisa visiblement la Prusse. Il maintint l'armée sur le pied de paix et ne renforça pas les garnisons de noire frontière de l'Est. Tout son effort pour détourner l'Italie de l'action contre l'Autriche fut de dire à Nigra, en lui racontant la clause relative à la Vônétie, que « son gouvernement ne devait pas prendre l'initiative des hostilités, et que pendant la campagne il pourrait arriver qu'il fût utile que l'Italie ne fit pas la guerre avec trop de vigueur ». Sybel prétend qu'il a fait davantage et tenté de détacher l'Italie de l'alliance en communiquant à Victor-Emmanuel, par l'intermédiaire du prince Napoléon, la lettre pacifique de la reine douairière de Prusse à François-

Joseph, que nous avons citée et qui fut transmise a ce moment-là par Gramont. L'intention du prince Napoléon, par cette divulgation à son beau-père, était non de le délourner de la Prusse, mais de l'avertir de se mettre sur ses gardes, afin que la Prusse ne se détachât pas de lui. Victor-Emmanuel alarmé manda immédiatement Usedom. Usedom interrogea Bismarck qui, selon sa méthode de nier ce qui le gênait tant qu'il y avait intérêt, sauf à l'avouer plus tard, répondit : « C'est un mensonge. » C'était une vérité, mais la lettre d'une date antérieure n'était plus en situation, et le Itoi, désormais très décidé, n'était plus dans les dispositions hésitantes qu'elle lui prêtait. Victor-Emmanuel se remit vite de l'alerte : « Napoléon penche, dit-il à Bernhardi, plutôt du côté de la Prusse que du côté de l'Autriche ; il n'a pas de dispositions hostiles envers la Prusse, mais (niellant le pouce dans la bouche) il veut manger. Du reste, il se fait vieux, il est devenu peureux, il ne veut plus se risquer, et si nous marchons en avant résolument, et si nous sommes victorieux, il ne fera rien. »

IV

L'Empereur en règle bien ou mal avec tout le monde n'avait plus qu'à s'expliquer avec son peuple. Il le fit par une lettre publique à Drouyn de Lhuys (11 juin) :

« Si la Conférence avait lieu, votre langage, vous le savez, devait être explicite; vous deviez

déclarep, en mon nom, *que je repousserais toute idée (Fagrandissement territorial tant que F équilibre européen ne sérail pas rompu*. En effet, non-s no pourrions songer nl'extcnsion de nos frontières que si In carte de l'Europe venait à être modifiée, au profit exclusif d'une grande puissance, el si les provinces limitrophes demandaient, *par des vœux librement exprimés*, leur annexion h la France. En dehors de ces circonstances, je crois plus digne de noire pays de préférera des acquisitions de territoire le précieux avantage de vivre en bonne intelligence avec nos voisins, en respectant leur indépendance et leur nationalité.

<(Animé de ces sentiments et n'ayant en vue que le maintien de la paix, j'avais fait appel à l'Angleterre et à la Kussic pour adresser ensemble aux parties intéressées des paroles de conciliation. L'accord établi entre les puissances neutres restera à lui seid un gage de sécurité pour l'Europe. Elles avaient montré leur haute impartialité en prenant la résolution de restreindre la discussion de la conférence aux questions pendantes. Pour les résoudre, je croyais qu'il fallait les aborder franchement, les dégager du voile diplomatique qui les couvrait, et prendre en sérieuse considération les vœux légitimes des souverains el des peuples.

« Le conflit qui s'est élevé a trois causes : La situation géographique de la Prusse mal délimitée. Les vœux de l'Allemagne demandant une reconstitution politique plus conforme à ses besoins généraux. La nécessité pour l'Italie d'as-

surer son indépendance nationale. Les puissances neutres ne pouvaient vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures des pays étrangers; néanmoins les cours qui ont participé *aux actes éanstitutifs de la Confédération f/ermaniff* ne avaient *h droit d'eraminer si les changements réclamés n étaient pas de nature à compromettre l'ordre établi en Europe*. Nous aurions, en ce qui nous concerne, désiré pour les Etats secondaires de la Confédération une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important; pour la Prusse plus d'homogénéité et de force dans le Nord; pour l'Autriche, le maintien de sa grande position en Allemagne. Nous aurions voulu en outre, moyennant une compensation équitable, que l'Autriche pût céder la Vénétie à l'Italie, car, de concert avec la Prusse, et sans se préoccuper du traité de 1852, elle a fait au Danemark une guerre au nom de la nationalité allemande ; il me paraissait juste qu'elle reconnut en Italie le même principe en complétant l'indépendance de la péninsule.

« Telles sont les idées que, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, nous aurions essayé de faire prévaloir. Aujourd'hui il est à craindre que le sort des armes seul n'en décide. En face de ces éventualités, quelle est l'altitude qui convient à la France? Devons-nous manifester notre déplaisir parce que l'Allemagne trouve les traités de 1815 impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à maintenir la tranquillité ? Dans la lutte qui est sur le point d'éclater, nous n'avons

que deux intérêts : la conservation de *Xèquilihre européen*, et le maintien de l'œuvre que nous avons contribué à édifier en Italie. Mais, pour sauvegarder ces deux intérêts, la force morale de la France ne suffit-elle pas? Pour que sa parole soit écoutée, sera-t-elle obligée de tirer Tépée? Je ne le pense pas. Si, malgré nos efforts, les espérances de paix ne se réalisaient pas, nous sommes néanmoins assurés, *par les déclarations des cours engagées dans le conflit, que, quel que soit le résultat de la guerre, aucune des questions qui nous louchent, ne sera résolue sans l'assentiment de la France.* Restons donc dans une neutralité attentive, et, forts de notre désintéressement, animés du désir sincère de voir les peuples de l'Europe oublier leurs querelles et s'unir dans un intérêt de civilisation, de liberté et de progrès, demeurons confiants dans notre droit et calmes dans notre force. »

Après la déconvenue qui avait succédé au programme retentissant de la guerre d'Italie, il semblait au moins imprudent de régler aussi bruyamment d'avance les résultats d'une guerre à laquelle on ne participerait pas. D'ailleurs les exigences du programme étaient contradictoires et ne pouvaient se concilier. Si la Prusse était victorieuse, comment espérer le maintien de la grande position de l'Autriche en Allemagne, alors que la guerre était entreprise précisément pour la lui faire perdre? Si l'Autriche obtenait la victoire, comment supposer qu'elle permettrait à la Prusse de s'arrondir au Nord par des annexions

sur ses alliés? N'était-ce pas de l'inconsistance, après avoir maudit, pendant toute sa vie et tout son règne les traités de 1815, d'en arriver à les considérer comme intangibles sans l'assentiment de ceux qui les avaient établis contre notre grandeur? N'était-il pas illogique d'affirmer en même temps le droit des peuples à se constituer librement et le droit des souverains étrangers d'examiner si les changements qu'ils opèrent dans leur constitution intérieure ne compromettent pas l'ordre établi en Europe? N'était-ce pas l'ordre établi en Europe qu'on avait opposé à la Grèce, à l'Italie, à la Roumanie et qu'on avait tenté d'invoquer contre l'élection de Napoléon III? Dire à la fois qu'on ne poursuivait aucun agrandissement territorial, que, cependant, on en réclamerait un si la carte de l'Europe était modifiée au profit exclusif d'une grande puissance, n'était-ce pas détruire la première proposition par la seconde¹! puisqu'il était certain que si l'Autriche était victorieuse elle prendrait la Silésie, et que si la Prusse l'était, elle croquerait un des Etats qui la gênaient, et engloberait les autres dans une forte Confédération dont elle serait la maîtresse? Appartenait-il à un souverain français, à un Napoléon, de se donner la mission de resserrer par une plus solide soudure les provinces éparpillées d'une nation militaire, avec laquelle nous nous étions déjà mesurés et quelquefois avec désavantage? Le tolérer, c'était beaucoup : y travailler, n'était-ce pas trop? Personne ne voulut supposer dans notre chef une

telle inconscience des intérêts de son peuple : plus qu'après le discours d'Auxerre l'opinion générale fut qu'un traité secret déjà signé nous donnait la frontière du Rhin, et que si ce traité n'était pas conclu, l'Empereur était décidé à prendre ce qu'on ne lui aurait pas accordé¹.

cette conviction produisit en Allemagne un soubresaut de sentiments: elle considéra qu'après tout, la puissance prussienne était encore la meilleure garantie contre l'ambition de l'Empereur et cette guerre, jusque-là si odieuse, cessa de l'être. Le *Nlnliomil ocrent*, malgré son amour pour rAugustenbourg,sc rapprocha de Bismarck, les poitrines se desserrèrent et l'on vit, pour la première (bis, des bataillons de landwehr traverser Berlin au bruit des applaudissements.

Bismarck seul demeura imperturbable au milieu de l'émotion publique. Il se contenta de dire « qu'il retrouvait dans la lettre à Drouyn de Lhuys les sentiments que l'Empereur lui avait constamment témoignés chaque fois qu'il avait eu l'honneur de l'approcher et qu'il lui avait fait souvent transmettre parGollz ». Il était convaincu que la guerre dans l'état des armements et des forces ne serait pas longue, et qu'une seule bataille déciderait du sort de la campagne. Il lui suffisait donc de pourvoir aux nécessités de

1. Rarraia La Marmor.i, 14 juin 1866: « L'impression produite par le message de rKinpereur, est que k Prusse victorieuse ou vaincue ne pourra conserver ses agrandissements ou arrêter l'Autriche qu'en accordant à la France de larges compensations sur le Rhin. »

l'heure présente, et il remettait le reste au sort des armes, sachant bien que la défaite lui imposerait de bien plus rudes exigences et que la victoire le débarrasserait du manifeste impérial oomme de bien d'autres difficultés. Or, sur l'heure présente il était absolument rassuré : le colonel de Loë et d'autres officiers, revenus de leur mission d'explorateurs en France, affirmaient que nulle part ils n'avaient vu traces d'un préparatif militaire et que la frontière du Itliin était complètement dégarnie.

Il essaya cependant, à défaut de la sécurité directe qu'on n'avait pas voulu lui donner, d'en obtenir une indirecte. Il conseilla au grand-duc de Bade de déclarer son duché neutre et de demander à la France la garantie de celte neutralité qui serait ainsi une protection pour la Prusse. te Grand-Duc répondit à l'envoyé de l>ismarck qu'il ne pourrait se décider à une démarche propre à faire naître des soupçons fâcheux sur son gouvernement, même dans le cas où Napoléon serait aussi loyal et aussi désintéressé qu'on le supposait¹.

V

Bouher vint au Corps législatif donner lecture de la lettre de l'Empereur à Drouyn de Lhuys. Cette lecture fut accueillie par des bravos et des applaudissements prolongés : on ne vit dans la

lettre que l'affirmation de la paix. Rouher ajouta qu'un débat serait inopportun et entraînerait de sérieux inconvénients, « dans un moment où, malgré nos efforts, il semble que les conflits qui agitent l'Europe¹ ne puissent plus trouver leur solution que par la guerre ». (*Nouvelle et profonde sensation.*) — Jules Favre ne fut pas autorisé par Walewski à prendre la parole. Thiers qui, depuis le 3 mai, se croyait le maître de l'Assemblée, demanda à être entendu une minute :

« Vous êtes tous partisans de la paix et moi aussi. Voulez-vous une explication qui lèvera les scrupules de beaucoup et vous ralliera à la demande de votre ministre d'Etat? — Non, non! lui cria-t-on de toutes parts: nous n'avons pas besoin de vos explications. » Et voilà que tout à coup Thiers cessait d'être l'âme de la France.

La discussion du budget, qui commença aussitôt après, se ressentit de la préoccupation extérieure. Le 22 juin, tandis qu'on discutait le budget de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, tout à coup une vive agitation s'empara de l'Assemblée. De bancs en bancs on se disait qu'une dépêche annonçait une grande bataille en Silésie: les Prussiens auraient été mis en déroute et le prince de Prusse tué par les Autrichiens. Thiers avait toujours soutenu que les troupes prussiennes, qui n'avaient pas fait la guerre depuis 1815, ne résisteraient pas au choc des troupes aguerries de

l'Autriche; ses porte-voix l'assuraient partout¹. Aussi parcourait-il les bancs dans un véritable état d'exaltation joyeuse, serrant les mains et s'écriant : « C'est la paix, c'est la lin d'un cauchemar. » Le visage de Routier au contraire se contractait et devenait livide. Quelques instants après, on apprit qu'on avait été mystifié. « Ce n'est que partie remise, dit Thiers; si les Prussiens n'ont pas encore été vaincus, ils ne tarderont pas à Fêtre. »

Le 26, Larrabure, croyant que sa qualité d'ami intime de Fould lui assurerait une tolérance qu'on venait de refuser à Thiers, voulut provoquer une manifestation *<m* faveur de la paix : « Un fait éclate, dit-il, qui frappe tous les yeux, c'est celui-ci : la France veut la paix.(0///, oui!— *Pas lu pui.r a tout prix! lu pui;r uror l'honneur.*.) Nous pouvons, sans péril pour notre dignité, manifester bien haut le désir de la paix. Car nous sommes la France, la grande nation que l'on sait prompte à saisir son épée dès que son honneur, sa sûreté ou ses intérêts sont en jeu. « Si la France désire la paix, elle ne craint pas

I. EUGENE FORCADE Recue des Deue Mondes, 15 juin 18666: « Cette perspective 'des succès prussiens) no paraît guère vraisemblable. » — [Troghu.nr](#), OKuvres posthumes, tome I^{er} p. 12 en noie: C'était en France l'opinion générale cmmuneau public,à Tannée et officiellement professée ilans les écoles militaires que la vieille armée autrichienne, formée comme la notre de soldats faits, était un instrument de guerre très supérieur à la jeune armée prussienne composée de soldats qui ne faisaient que passer sous le drapeau. **Ils** sont plus nombreux, mais ils valent moins, disait-on. »»

la guerre. (*C'est vrai, c'est rrai!*) Seulement elle ne voudrait de guerre que pour les intérêts français manifestement engagés. (*Assentiment.*) Elle ne veut pas la guerre pour des ambitions ou des intérêts étrangers; elle ne veut pas davantage la guerre pour des conquêtes territoriales. (*Mouvements divers.*) Mais elle voudra toujours maintenir sa puissance au niveau de celle des Etats qui peuvent devenir ses rivaux. » Ceci n'était déjà plus de la paix, et l'Assemblée commença à bouillonner. « En cela, dit l'orateur, le sentiment national est d'accord avec ce qu'a dit l'Empereur dans sa lettre à Drouyn de Lhuys. — Eli bien? s'écria Pire, un quasi-fou très spirituel, si l'Empereur a dit ce qu'il fallait dire, il n'y a rien à ajouter. » — Une longue et vive hilarité approbative souligna cette interruption, et le pauvre Larrabure fut obligé de s'arrêter devant cette volonté bien accentuée de ne pas l'entendre. — Thiers de protester : « La, Chambre ne peut pas abdiquer son droit. » Walewski le lit taire, lîcrryer intervient. Walewski lui oppose la décision récente de la Chambre. — a Au moment ou les organes du gouvernement, s'écrie Berryer avec sa belle véhémence d'autrefois; au moment où les membres du gouvernement ont demandé qu'on s'abstînt, la situation était encore incertaine, les hostilités n'étaient pas commencées; on pouvait espérer que les démarches du gouvernement pourraient empêcher l'éclat de la guerre et l'effusion du sang. Celle réserve et celle prudence étaient explicables lorsque la

situation était encore entière. [*Bruyante interruption.*) Aujourd'hui que la guerre est déclarée, qu'elle est commencée, la France a le droit de savoir s'il doit en sortir une situation qui l'engage à prendre pari à ces événements. (*Aourelfeinterruption.*), le défends l'honneur de chaque député. » Le bruit devint tel que Kerryer ne put continuer, et Larrabure, confus d'avoir déchaîné un tel tapage, renonça à la parole. — Thiers protesta derechef: « Pourquoi ferme-t-on la bouche à M. Larrabure ? G'csl l'abdication de la Chambre. » (*Vives dénvtp lions.*) — Walewski : Monsieur Thiers, ne prenez pas la parole. » Thiers : « Dites devant le pays que la Chambre abdique ses droits et ses «devoirs, »(*liraittumultueux.E.rda mations et dénéf/ulions nouvelles.*) Nous étions décidément bien loin, quoique ce fut hier, des applaudissements du 3 mai.Fould n'était plus dans les couloirs pour commander l'enthousiasme, et Thiers dut se faire.

Un de ces jours d'agitations, je me promenais avec lui, lierryer, et un député alsacien, Geiger, ami personnel de l'Empereur, dans la salle qui précède l'entrée intérieure de la Chambre : « Vous voyez celle statue, dit Thiers en nous montrant la statue de Napoléon III ; j'en ai vu une autre; une troisième lui succédera, celle d'une femme au profil grec avec le mol République au-dessous. — Je le crois aussi », dit Berryer. Je gardai le silence et Geiger sourit de pitié.

VI

Ayant cède mon tour de parole a Thicrs, je n'avais pu marquer mes sentiments que par quelques interruptions; l'heure était trop décisive et les responsabilités, qu'on assumait par le silence comme par le conseil, me parurent si graves, que je jugeai indispensable de ne permettre aucune ambiguïté sur mon opinion. Je publiai donc dans le nouveau journal d'Emile de Girardin, *la Liberté*, trois articles sous le titre : *le Droit*. Ils montrent que les idées que j'ai exprimées dans ce récit ne datent pas d'aujourd'hui :

« La guerre entreprise contre le Danemark au profit des Duchés a-t-elle été faite en violation du Droit? Presque tous les journaux ont répondu : Oui, le Droit a été violé en Danemark. Le *Siècle* le répétait ce matin. Je réponds : Non, le Droit n'a pas été violé en Danemark ; il a triomphé. Quelle était la situation des Duchés vis-à-vis du Danemark? Sauf dans quelques cantons du nord du Sleswig, celle de la Vénétie vis-à-vis de l'Autriche. En Vénétie, les Allemands oppriment des Italiens; dans les Duchés, les Danois opprimaient des Allemands, En 18-48, pour que la similitude fût complète, les opprimés du Nord s'étaient soulevés comme les opprimés du Sud; les uns et les autres avaient été réduits. Au Midi, la défaite fut sanctionnée par le traité qui a suivi Novare; au Nord, par le traité de

Londres de 1852. Le Droit a-t-il été violé lorsque l'épée de la France a déchiré le traité de Novare au profit du Piémont? Pourquoi l'aurait-il été lorsque l'An(riche et la Prusse ont déchiré le traité de Londres au profit des Duchés? Les traités acquièrent-ils donc naturellement dans les brumes du Nord une solidité qu'ils n'ont pas sous le soleil du Midi? Et les règles selon lesquelles on les apprécie sont-elles donc autres suivant qu'il s'agit des bords de l'Kider ou des bords de l'Adige? Sans doute, le respect scrupuleux des traités est la base de tout ordre : « On lie les boeufs par les cornes et les hommes « par les paroles », a dit notre aimable et savant Loysel. Seulement, les traités ne valent qu'autant qu'ils ne constituent pas une violation permanente du Droit. *Adversus hoslem lelerna atfc-torilfts*, il n'y a pas de prescription au profit de l'iniquité. Or, le traité de Londres, comme celui de Novare, a été fait contre le Droit, puisqu'il a disposé des populations à l'égal du bétail d'une métairie, sans les consulter et contre leur volonté.

« Nous nous étonnons que ces vérités évidentes soient méconnues par les défenseurs des nationalités, et que dans le même discours, dans le même article, on rencontre la revendication du droit *des* Italiens et la négation du droit des Allemands. Il est évident que ni la Confédération germanique, ni la Prusse et l'Autriche n'avaient à un titre quelconque le droit d'arracher à la monarchie danoise le Sleswïg, qui

n'appartenait pas à la Confédération germanique, ou le Holstein, qui ne lui appartenait qu'à certaines conditions. Ce que les hommes sensés en Allemagne et ce que les esprits libéraux partout ont soutenu, c'est que les habitants des Duchés étant impuissants à user du droit qui, d'après les principes modernes, appartient à tout peuple grand ou petit de régler son sort et de briser, dès qu'il le peut, tout arrangement auquel il n'a pas librement consenti ; la Confédération, ou la Prusse et l'Autriche, avaient le droit d'intervenir, comme la France est intervenue au profit de l'Amérique, de la Grèce, de l'Italie, de l'empire ottoman, de la Syrie; de mettre leur puissance au profit du faible et de lui assurer la supériorité des armes et du nombre. La défaite du Danemark au Danewirke et à Duppel nous a inspiré la même satisfaction que celle de l'Autriche à Magenta et à Solferino.

« Le Droit n'a été violé en Allemagne que du jour où M. de Dismarck a voulu par la ruse d'abord, puis par la force, rendre prussiennes des populations qui ne voulaient pas le devenir. Quelle réprobation n'aurions-nous pas méritée si, après avoir affranchi la Lombardie, nous avions résolu de la convertir en un département français? C'est précisément ce que M. de Bismarck tente dans les duchés de l'Elbe. Voilà pourquoi nous n'avons négligé aucune occasion de nous élever contre lui. L'Italie néanmoins est l'alliée de M. de Bismarck ! Semblable à ces peuples qui espéraient se rendre les dieux favo-

rables par le sacrifice d'un être innocent, elle offre en holocauste au Destin les populations des Duchés et peut-être d'autres encore, dans le désir d'assurer l'accomplissement de son unité.

« Le Droit est manifeste. En Italie, il est avec l'armée qui s'avance pour délivrer Venise. En Allemagne, il est avec l'armée qui, guidée par l'Autriche, s'avance pour protéger Francfort et délivrer Dresde. Le Droit ne nous permet pas de mettre la main sur les provinces rhénanes; il interdit à la Prusse de s'emparer du Hanovre, de la liesse et des Duchés, et à l'Autriche de garder Venise.

« Maintenant, dans toutes les langues et selon tous les rites, des prières s'élèvent vers le Dieu des armées et implorent de lui avec supplications des hécatombes humaines bien complètes. Nous ne nous associons pas à ces voix qui blasphèment, nous ne croyons pas au Dieu des armées : nous ne croyons qu'au Dieu de la justice et de la paix. Nous supplions ce Dieu de préserver le chef, entre les mains duquel sont nos destinées, des résolutions précipitées et des desseins injustes. Qu'au lieu de chercher pour notre territoire un accroissement que nous ne lui demandons pas, d'attacher à nos flancs des populations qui ne parlent pas notre langue et ont oublié nos mœurs; qu'avec la force qu'assure le désintéressement et la clairvoyance qu'il inspire, il se borne à empêcher que l'oppression des uns ne devienne la condition de la délivrance des autres. Qu'il fasse respecter la justice aux bords

de l'Elbe comme sur les lagunes de l'Adriatique. Si nous sortons de l'ancien Droit, que ce soit du moins pour entrer dans le Droit nouveau. Hifibns définitivement de la langue politique du parti libéral le mot de *compensation* aussi barbare que celui de *ronquête*, et ne retenons plus que celui de *Droit des peuples*. »

Ces déclarations exprimaient l'opinion du grand public démocratique, qui, h la fois très italien et très antiprussien, loin de considérer les deux Unités comme solidaires et s'engcndranl nécessairement, détestait celle d'Allemagne autant qu'il était fanatique de celle d'Italie¹. Kn cela, du reste, il était d'accord avec l'opinion de tous les esprits libéraux d'Europe. Gladstone, en réponse à une interpellation de Kinglaks, dit aussi « que dans les Duchés l'Autriche représentait la cause de la justice et qu'elle avait là les sympathies que l'Angleterre lui refusait en Venelle » (H juin). Combien ce langage de l'homme d'Etat anglais a plus d'élévation et de justesse que celui de Thiers! Thiers avait sacrifié le véritable Droit en Allemagne comme en Italie : Gladstone lui rend hommage partout.

1. (ieortfe Saini a Dessauer (5 juillet 1866 : « Nous sommes Italiens, mais pas Prussiens du (oui... Ou voit bien la France soutenant l'Italie, on ne la voit pas aidant la Prusse. »

CHAPITRE XII

LE DÉNOUEMENT

I

Après avoir longtemps traîné, l'événement se précipite. L'Autriche n'avait évacué les Duchés de Schleswig pour commencer une procédure régulière devant la Diète. A l'annonce de l'envahissement du Schleswig elle demande la mobilisation de sept corps de l'armée fédérale (11 juin), donne ses passeports à Werther, l'ambassadeur prussien, rappelle le sien (12 juin). L'envahissement consommé elle réclame l'action immédiate de la Confédération aux termes de l'article XIX du pacte fédéral. Le vote de la motion fut remis au 13 juin. C'était le jour décisif, car Bismarck avait annoncé qu'il considérerait comme une déclaration de guerre tout vote en faveur de la proposition autrichienne.

Quelque confiance qu'on ait dans le succès d'une entreprise longtemps poursuivie, au moment suprême, le cœur le plus confiant se trouble, s'interroge anxieusement, et songeant aux chances contraires qu'aucune prévoyance

ne réussit à conjurer, se dil : : Ne me suis-je pas trompé ? Telles étaient les dispositions de Bismarck pendant les heures d'attente de la journée du 1 i . Il ouvrit la Bible au hasard et tomba sur le psaume IX, verset 3 à 5 : « Je ferai de toi le sujet de ma joie et de mon allégresse : je chanterai ton nom, Dieu lres haut; mes ennemis reculent, ils chancellent, ils périssent devant ta face, car tu soutiens mon droit et ma cause; lu sièges sur ton trône en juste juge. » Il crut entendre dans ces paroles la promesse d'un succès prochain, et son cœur se rassura.

On n'était pas sans inquiétude à Vienne sur le résultat du vole : le Hanovre, le Wurtemberg, la llesse-Darmstadt étaient sûrs ; mais Beust paraissait moins ferme : il avait regretté que l'Autriche n'eut pas accepté d'aller avec réserves au Congrès et il ne goûtait pas la demande de mobilisation. On ne savait que penser de IMbrden sur lequel Hismarck comptait. Ces appréhensions ne furent pas justifiées : le 14 juin 1800, la Bavière et laSaxe votèrent la mobilisation de quatre corps d'armée avec le Hanovre, le Wurtemberg, llessc-Kleclorale, llesse-Ducale, la 16^e- curie (Lichtenstein, Waldeck, les deux Beuss, Lippe, Lippe-Schaumbourg, Hesse-Hambourg), Saxc-Mainingen, Francfort, Nassau (9 voix » contre; les deux Meeklcmbourg, les Duchés de Saxe, Brunswick, la 10^e curie et les villes libres sauf Francfort (0 voix). La Prusse n'avait pas pris part au vote et Bade émit un vote équivoque; que des deux côtés on était presque en droit de revendiquer.

L'envoyé prussien Savigny déclara aussitôt que pour son gouvernement ce vole consommait la rupture de la Confédération, que sa mission était dès lors terminée, et il se retira.

Bismarck imita le procédé qui avait réussi au prince Louis-Napoléon en 1852. Le prince avait évoqué contre l'assemblée réactionnaire le suffrage universel encore saignant de sa récente mutilation ; Bismarck souleva contre la Diète héraldique et fermée le flot du sentiment national, jeta dans les masses son projet de Parlement allemand issu du sutirage universel, déjà communiqué à ses confédérés, en y joignant force vitupérations contre cette Diète qui avait été pour l'étranger la garantie de la faiblesse et de l'impuissance de l'Allemagne.

Dans les Etats moyens, on rétorqua vivement l'acte d'accusation porté contre la Diète : — Qui peut contester, disait-on, que la Diète n'ait procuré à l'Allemagne une prospérité sans exemple dans toute son histoire antérieure et qu'elle ne lui ait assuré cinquante années de paix intérieure, pendant lesquelles aucune armée étrangère n'est entrée sur le territoire fédéral ? Quand le gouvernement prussien, en particulier, a-t-il eu à s'en plaindre ? Ne s'était-elle pas prêtée à le soutenir en 1840, lorsque les frontières du Rhin parurent menacées ? N'a-t-elle pas partagé ses sentiments pendant la guerre de Crimée ? N'était-elle pas disposée à joindre ses forces aux siennes pendant la guerre d'Italie ? Peut-il douter qu'elle ne l'ait assisté, si sa résistance aux exi-

gences des puissances étrangères, à propos des affaires du Danemark, avait déchaîné une guerre nationale? Kilo avait voté des mesures réactionnaires; mais n'était-ce pas, la plupart du temps, à la requête de la Prusse? et la Prusse elle-même avait-elle donc joui d'institutions libérales?

La Diète ne courba pas la tête sous l'outrage : elle décréta l'exécution fédérale contre la Prusse (10 juin) et en chargea l'Autriche et la Bavière. Pfordlen, trompant définitivement les espérances de Bismarck, accepta le mandat (17 juin).

Bismarck fit sommation à la Saxe, à la liesse électorale et au Hanovre d'accepter dans les vingt-quatre heures l'alliance prussienne fondée sur la neutralité non armée, alors même que la Diète ordonnerait la mobilisation et la convocation d'un Parlement allemand. Mensdorff avait envoyé le prince de Solms au roi de Hanovre, lui promettant son assistance contre l'attaque de la Prusse, s'il voulait armer en faveur de l'Autriche. Il avait excité sa colère en lui racontant que Bismarck s'était assuré l'appui de la France par la promesse de lui céder la rive gauche du Rhin. Le Roi, tout en détestant la Prusse et sa politique, aurait voulu conserver sa liberté d'action, mais la sommation prussienne ne le lui permit pas. Il refusa d'obéir. La liesse et la Saxe firent de même.

Le soir du 15 juin, la guerre leur est déclarée : le 16, ils sont envahis. Guillaume écrit à Bismarck : « Ainsi les dés sont jetés. Dieu seul sait quelle sera la fin de ce commencement. Ou bien nous vaincrons ou bien nous supporterons avec

honneur la destinée que le ciel assignera à la Prusse. »

Les Prussiens liaient, depuis le 15 déjà, dans le Hanovre : ils y étaient entrés en invoquant leur droit à la roue militaire; on les avait admis sans difficulté, mais au lieu de passer, ils s'étaient arrêtés et livrés à des violences agressives. « Comment doit-on les traiter? avait télégraphié Manteuffel à Uismarek : — En amis, si on le peut, sinon mortellement. »

Bismarck se crut dispensé d'une déclaration de guerre régulière à l'Autriche. Les chefs d'armée reçurent l'ordre de notifier par des parlementaires aux avant-postes que le roi de Prusse avait envisagé comme une déclaration de guerre à ses peuples les sommations et explications du gouvernement autrichien dans les séances des 11, 12 et 16 juin.

Dès le 17 Bismarck fit savoir à l'Italie que la guerre se trouvait virtuellement déclarée entre la Prusse et l'Autriche, et que par conséquent il s'attendait à ce que l'Italie commençât immédiatement les hostilités. L'Alarmona partit pour l'armée, et le 11), de son quartier général de Crémone il envoya la déclaration de guerre à Mantoue. Victor-Emmanuel de son côté écrivait le lendemain à Napoléon III : « Monsieur mon Frère, je prévient Votre Majesté que, fidèle à la convention faite avec la Prusse, je viens, ce matin, d'envoyer déclaration de guerre à l'Autriche; mon armée qui se trouve en face de l'ennemi est en ce moment forte de plus de 250000 hommes actifs; j'ai une

réserve de 50 000 hommes et bientôt je puis en avoir une autre égale. Je pars demain matin pour prendre le commandement de l'année : j'ai le cœur gai et beaucoup de foi dans l'avenir. Je remercie Votre Majesté de tout ce qu'elle a fait pour nous et vous prie de ne pas nous oublier et moi en particulier qui suis de Votre Majesté le bon frère. » L'Empereur répondit : « Je remercie Votre Majesté de sa lettre ; mon rôle de neutre ne m'empêche pas de faire des vœux pour le bonheur de Votre Majesté et l'indépendance de l'Italie. »

II

Drouyn de Lhuys et Glarendon s'étaient bornés à accuser¹ réception aux ambassadeurs de Prusse delà dépêche annonçant la rupture de la Confédération et des documents qui y étaient joints. Gorlchacow avait écouté sans rien répondre et changé la conversation. Mais entre eux et Drouyn de Lhuys s'échangèrent des impressions. Clarendon, dans un entretien avec La tour d'Auvergne, établit qu'à son avis la retraite d'un membre ne saurait entraîner la dissolution du corps fédéral ; que c'était même une question de savoir si, dans le cas où tous les membres de la Confédération s'accorderaient à la considérer comme dissoute, cet accord suffirait à rompre une organisation instituée avec le concours des puissances européennes. Drouyn de Lhuys manifesta des idées moins exigeantes. « Nous ne

pouvions pas, dit-il *a* Cowley, fermer les yeux aux causes de ruine qui, de toutes parts, menaçaient l'existence de la Confédération germanique, et nous ne pouvions oublier non plus qu'une pensée hostile à la France avait présidé à la formation du corps fédéral. Il ne nous appartenait donc pas de manifester noire déplaisir parce que l'Allemagne trouvait les traités de 1815 impuissants à satisfaire ses tendances nationales et à garantir sa tranquillité. De même que nous n'avions pris aucune pari aux attaques dirigées contre elle, nous ne nous croyions pas non plus obligés à faire aucun effort pour la maintenir dans les conditions du passé. Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel des choses, nous ne voyons pas de raison suffisante pour rappeler notre représentant accrédité auprès de la Diète, puisque cette assemblée continue à siéger. » En ceci, néanmoins, il était d'accord avec Clarendon que « si la Confédération germanique venait à se dissoudre, les puissances ne sauraient demeurer étrangères aux combinaisons destinées à la remplacer¹ ». Ainsi Je langage du ministre de l'équilibre était plus révolutionnaire que la lettre du souverain des nationalités. On à peine à se reconnaître et à trouver un dil conducteur au milieu de tant d'incohérences.

A la réflexion, Gortchacow pensa que le mu-tisme ne sauvegardait pas suffisamment la dignité des grandes puissances et les intérêts de

1. Drouyn de Lhuys *a* Lu Tour d'Auvergne, 26 juin 1800.

l'ordre européen. Il se déclara prêt à signer la noie que le cabinet français aurait arrêtée avec celui de Londres. Il ne s'engageait pas à grand'chose.

Le matin du jour qui précéda son départ de Dresde, le roi de Saxe fit appeler Beust de bonne heure et lui dit : « J'ai peu dormi celle nuit paire que j'ai réfléchi à tout. J'espère que la victoire sera de notre coté et alors il pourrait être question de nous rendre notre ancienne province, mais je n'en veux pas. On éterniserait de vieilles haines et nous aurions là *des* sujets mécontents et qui nous donneraient peu de satisfaction. » 11 séjourna quelques jours sur la frontière où il assista au passage de ses troupes, et il se rendit à Prague.

Beust demanda aux ministres étrangers accrédités à Dresde de quitter cette ville et de se rendre auprès du Roi. Clarendon jugea la question délicate et, avant d'envoyer des instructions, désira connaître l'opinion de Drouyn de Lhuys. Celui-ci répondit : « Tant (pic le souverain est dans ses propres Etals, les membres du corps diplomatique peuvent le suivre partout où il va; mais lorsque le souverain quitte ses Ktals, soit pour prendre le commandement de son armée, soit pour s'établir dans une ville étrangère, le cas est différent. » Il envoya donc les instructions suivantes à notre ministre : « Restez à Dresde; mais n'entretenez avec l'autorité de fait que des rapports purement officieux pour la protection des intérêts français. » Clarendon envoya les mêmes instructions.

CHAPITRE XIII

CE QUE PEUT UNE VOLONTÉ

I

Des 1852, Bismarck avait dit : « C'est *forro et igni* que doit se dénouer la querelle ouverte depuis Frédéric et Marie-Thérèse pour la domination en Allemagne. » Il ne réussissait qu'en 1866 à ouvrir le formidable duel. Que de patience, que d'elforls exténuants, que de travail, que de courage avant d'y parvenir ! Combien de lois il a pu croire tout perdu ! Mais aucun contretemps, aucune mauvaise volonté, aucun acharnement, aucune intrigue ne lassent son indomptable génie. Autour de lui ou devant lui personne qui ne latonne, ne fléchisse ou ne se démente ; lui seul, au milieu du va-et-vient des faits et des projets, demeure immuable comme le roc qui se rit de la vague. Ses contradictions apparentes ne sont que des souplesses tactiques : il ne prend pas même la peine de dissimuler son dessein, n'employant que les fourberies de style auxquelles se prennent seulement les niais ou les complices volontaires. A mesure qu'il approche des hau-

leurs de son ambition, ses pensées s'étendent avec l'horizon plus vaste ouvert à son regard. Déjà depuis longtemps, de hobereau fanatique d'alliance autrichienne il cta.il devenu Prussien ennemi de l'Autriche; il se lit alors décidément Allemand, à la façon des hommes de 1818, ses anciens ennemis. Luther a comparé l'Allemagne à un beau et fougueux étalon, abondamment pourvu de fourrage, auquel manquait un cavalier. <(Me voici, dit Bismarck à l'Allemagne : je suis le cavalier que tu attends; ne viens-je pas de te prouver que je sais bien manier le mors et l'épéon? » Admirable exemple de ce que peut une volonté.

Une seule volonté eut put briser la sienne : celle de Napoléon II!. Plus d'une fois l'Empereur aurait pu d'un veto déjouer ses calculs, déconcerter son audace, rendre sa guerre impossible, l'obliger à capituler devant son Parlement et devant l'Autriche, le réduire à n'être qu'un Kadowitz foudroyé. Ce veto, quelque clort qu'on ait fait pour l'obtenir, l'Empereur ne le prononça pas. Il est dans la destinée que ce soit toujours avec les encouragements de la France que la Prusse aille aux entreprises ambitieuses : « Quand Frédéric envahit la Silésie, il semblait seul, sans allié; mais en réalité il avait la France derrière lui¹. » Napoléon III a encouragé, soutenu constamment Bismarck : il ne s'est pas opposé à sa guerre contre le Danemark, il lui a concédé la

1. MICHELET.

lysne par des dissidences intérieures. Vis-à-vis de l'ennemi elle est une et forte; vis-à-vis de l'ennemi ce qui était opposé se concilie, pour rester désormais uni dans la bonne⁴ et la mauvaise fortune. — (le n'est pas à moi la faute si mon peuple est obligé de soutenir une lutte difficile, et peut-être de supporter de dures épreuves. *J'ai tout fait pour épargner à la Russie les charges et les sacrifices d'une guerre!* Mon peuple; le sait: Dieu le sait aussi, lui qui sonde les cœurs! » — Faux bonhomme, même envers Dieu!

Arrivé à ce point du récit l'éminent historien Clialala est saisi d'un noble scrupule de vérité : « C'était !oii à soutenir avant la guerre, dit-il; mais maintenant, il faut reconnaître, que les *pro-nocateurs*Uwc.ul nous, l'Italie et la Prusse¹. » Dès avril, EugèneForcade exprimait la même opinion: <(La provocation calculée, opiniâtre vient de la Prusse: le rôle de l'agression morale appartient uniquement à M. de Bismarck. Si la 'inclusion de cette discussion devait être une prise d'armes, l'Autriche *aurait bien rompu les hostilités, c'est le (gouvernement prussien qui aurait été moralement le véritable agresseur*². » On peut même dire que, depuis 1859, la conduite de l'Italie avait été une constante provocation. N'était-ce pas une provocation de déchirer tous les jours le traité qu'on venait de signer, de parler de la paix comme d'une trêve et de se vanter, comme d'une

1. *Prctimhuni della guerra del 1866*, tome I, page 233.

2. *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} avril 1866.

conquête des Duchés, il a joué son jeu- à la Conférence de Londres, il a protesté à peine contre la Convention de Vienne, il a poussé l'Italie à conclure une alliance sans réciprocité, ne s'est pas associé à la médiation anglaise, il a approuvé la ruine de la Confédération, il a tenu dégarnie sa frontière du Rhin, il a même évité au Prussien le désagrément de repousser des demandes indiscretes. Non qu'il ait été joué : Bismarck l'a tenu au courant, au jour le jour, de ses combinaisons et n'a rien promis parce qu'on ne lui a rien demandé. L'Empereur l'a aidé, non par faiblesse ou par captation, mais en connaissance de cause. Il a de sa libre volonté contribué à sa fortune autant qu'à celle de Cavour, et, sans lui, Bismarck n'eût pas plus réussi que ne l'eût fait Cavour livré à ses propres forces. Et le motif qui l'a induit à travailler à la grandeur de ces deux hommes d'Italie a été le même : l'amour de l'Italie. En 1866, il n'a vu en Bismarck que l'instrument providentiel par lequel s'achèverait l'affranchissement que les menaces d'intervention du roi Guillaume n'avaient pas permis à Cavour d'opérer dès 1859¹.

1. Un des rares Italiens qui se souviennent encore des choses d'autrefois, Gaetano Negri, ancien syndic très distingué de Milan, a dit: « Il ne convenait pas à la France que l'équilibre européen fût altéré, il ne lui convenait pas qu'au centre de l'Europe se constituât une immense puissance qui, menaçante, lui fît face à sa frontière. L'instinct de sa propre conservation lui enseignait nettement où était son intérêt, les voix les plus autorisées le disent, mais aucune ne réussit à faire brèche dans l'âme de l'empereur Napoléon qui ne

11

En partant pour l'armée, le Roi dit a Benedetti les larmes aux yeux : « Nous sommes dans les mains de l'Empereur : nous comptons sur sa loyauté. — Notre confiance en lui est si grande, disait aussi Bismarck, que nous ne laissons pas un soldat sur la rive gauche du Rhin '. » Peu auparavant le même Roi avait déclaré à un diplomate allemand, militaire et chef de mission : « Si nous avons maintenant la guerre entre nous, nous nous réconcilierons plus tard en faisant une autre guerre en commun². » En effet, le manifeste du Roi n'était pas seulement un appel au patriotisme germanique contre l'Autriche : il contenait un avertissement très significatif à la France : « Dans mou peuple vit l'esprit de 1813. *Qui nous enivrera un pouce de terrain du territoire prussien* si nous sommes fermement résolus à sauvegarder les acquisitions de nos pères? si roi et peuple, unis plus solidement que jamais par les dangers de la patrie, considèrent comme leur premier et plus sacré devoir de donner leur bien et leur sang pour son honneur? Nos adversaires se trompent quand ils croient la Prusse para-

savait pas se plier a prendre une résolution qui fut une pierre d'achoppement au programme italien. » (*Nel presente e nel passato*, p. 89.)

1. Récit que m'a fait Benedetti.

2. Rapport de Clermont-Tonnenv, notre attaché militaire à Berlin, 20 juin 1866.

vertu, de sa résolution de la rompre dès qu'on le pourra?

Bismarck est encore plus étourdissant que son roi : La responsabilité de la guerre retombera sur ceux qui par leur hostilité auront créé cette situation et qui auront repoussé au dernier moment la main que la Prusse leur tendait. Nous pouvons en appeler avec *une conscience tranquille* au jugement des hommes d'Etat impartiaux pour décider de quel coté il a été l'ail preuve de conciliation et d'amour *de lapair* jusqu'au dernier moment. »

Quels autres en effet que de vils calomniateurs oseraient prétendre que Bismarck n'ait pas été le plus doux, le moins provocateur, le plus par.tique des ministres, l'ami le plus fidèle, le plus désintéressé des frères du Midi? Il a dit, il est vrai, a Govone, dès leur première entrevue, que la Prusse était décidée à amener la guerre¹. Il a signé avec l'llalie un traité d'alliance offensive et défensive impliquant l'espérance que la guerre éclaterait dans trois mois². Il a confié à Barraï son embarras à trouver un *casus Iwill'r* et s'est plaint de l'hostilité de toute la diplomatie prussienne à ses projets belliqueux¹. Il a raconlé à Govone qu'il présenterait un projet de réforme fédérale à la Dièle, espérant qu'il en sortirait

1. Govone à La Marmora, li mars 1800.

2. Article du iraite du S avril.

3 Narrai à La Marmora, 1^{er} avril 1800.

4. Barral a La Marmora, 7 avril 1866.

une grande confusion, puis la guerre¹. Il s'est désolé quand le conflit prenait une tournure pacifique². Il a confié aux négociateurs italiens l'espérance d'entraîner le Roi à la guerre malgré ses tendances pacifiques³. Il n'a pas caché son désappointement à Hencdetti de tous les incidents qui contrecarraient ses machinations bellicieuses. (Jovone, Barrai,- Benedelti, tous ses interlocuteurs ont été trompés par un vertige de l'oreille, ils ont mal compris et il a dit paix où ils ont entendu guerre !

Une telle tranquillité de conscience dans l'affirmation mensongère épouvante. J'imagine qu'après avoir signé sa circulaire, à la fin de son travail nocturne, aux dernières lueurs de sa lampe expirante, redressant sa haute taille dans sa robe de chambre verte, d'un air de suprême mépris pour ceux qui allaient lire son épître et y croire, il a dû répéter une de ses maximes familières : « Les gens sont tout de même plus bêtes que je ne me le figurais¹ », ou plutôt il a dû s'écrier avec le Cantorbery de Shakespeare : « C'est moi qui fais le mal, et c'est moi qui commence à crier le premier. Je mets à la charge d'autrui la responsabilité des méfaits que j'ai tramés. C'est moi qui ai mis Clarence à l'ombre et je gémis sur son sort devant ces naïves dupes. Us le croient

1. Govone à La Mannora, 10 avril 1866.

2. Barrai à La Mannora, 19, 20 avril 1806.

3. Barrai à La Mannora, 9 mai 1866.

4. Benedetti à Drouyn de Lhuys, 25 avril 1866.

5. C'est son coniiideut Leudell qui nous l'a révélée.

maintenant... et je leur dis, avec une citation de l'Ecriture, que nous devons rendre le bien pour le mal; et c'est ainsi que je revêts la nudité de ma scélératesse de vieilles loques de phrases volées aux livres sacrés, et que je parais un saint alors que je remplis davantage la personne du diable. »

11!

Jusqu'à la déclaration de guerre Bismarck est au premier rang; le Roi le suit; Moltke dresse diligemment ses plans au milieu de ses officiers et Roon vérifie ses effectifs dans son cabinet. La guerre déclarée, le Roi, Roon et Moltke passent en première ligue et deviennent les maîtres des événements.

Bismarck n'assistera plus qu'en spectateur au drame dont sa gloire et jusqu'à sa vie sont l'enjeu; l'histoire est faite par la victoire, non par la diplomatie, elle sort des chancelleries et va au champ de bataille; la seule éloquence dont elle contera les prouesses est celle des canons et des fusils; le spectacle deviendra plus tragique, mais aussi plus grandiose. Même vaincus, le Roi, Roon et Moltke pourront rentrer à Berlin; lui ne s'y montrerait que pour être lapidé par la populace. 11 le sait et il est décidé à se faire tuer dans une charge de cavalerie si l'armée dont il ne dirige pas les opérations ne sait pas vaincre. « Si ce n'est moi, a-t-il dit, personne n'a risqué de demander une guerre d'ou il *ne devait pas rerenir*, si la guerre était malheureuse, ET IL NE

DÉPENDAIT PAS DE MOI QU'ELLE NE LE FÛT PAS. » Jusque-là sa destinée avait été dans les mains de Napoléon III, elle passe dans celles de Moltke. L'un aurait pu l'empêcher d'arriver à son sommet; l'autre, eût pu l'en précipiter. Mais Moltke lui sera aussi propice que Napoléon III et le servira par son talent autant que l'Empereur l'avait fait par sa généreuse assistance; comme Cavour, il obtiendra le don qui achève tout et sans lequel tous les autres ne servent de rien : il sera heureux.

i. Discours du 11 juin 1882.

LIVRE III

SÀDOWA

CHAPITRE PREMIER

LES ARMÉES EN PRÉSENCE

I

Voltaire avait écrit à Frédéric : « Il faut que la guerre soit eu elle-même quelque chose de bien vilain puisque les détails en sont si ennuyeux. » — Frédéric répondit de haut : « Les détails des guerres que vous dédaignez sont sans doute ces longs journaux qui contiennent l'ennuyeuse énumération de cent minuties, et vous avez raison sur ce sujet; cependant il faut distinguer la matière de l'inhabileté de ceux qui la traitent pour la plupart du temps. Si on lisait une description de Paris où l'auteur s'amusât à donner l'exacte dimension de toutes les maisons de cette ville immense, et où il n'omît pas jusqu'au plan du plus vil brelan, on condamnerait ce livre et l'auteur au ridicule, mais on ne dirait pas pour cela que Paris est une ville ennuyeuse. Je suis du sentiment que de grands faits de guerre écrits

avec concision et vérité, qui développent les raisons qu'un chef d'armée a eues en se décidant et qui exposent, pour ainsi dire, l'âme de ses opérations, doivent servir d'instruction à tous ceux qui font profession des armes. Tous les arts ont des exemples et des préceptes. Pourquoi la guerre, qui défend la patrie et sauve les peuples d'une ruine prochaine, n'en aurait-elle pas¹? »

Je vais essayer d'exposer avec concision et vérité l'aine des grandes opérations militaires de la guerre de 1866. Pour bien juger les opérations, il faut connaître la nature et la valeur de l'instrument matériel et humain qui opère et comparer le recrutement, l'armement et la tactique des armées rivales.

Le recrutement de l'armée italienne était établi sur le système du service obligatoire avec de nombreuses exemptions qui réduisaient à 80 000 hommes les 220 000 inscrits de chaque année. Ce contingent était divisé en deux catégories, la première (40 000 à 50 000) servait onze ans, cinq sous les armes et six en congés illimités; la seconde (35 000 à 40 000), obligée au service pendant cinq ans, n'était exercée que quarante à cinquante jours.

En Autriche, le service était de huit ans dans l'armée active et de deux ans dans la réserve; en fait les hommes n'étaient pas gardés plus de trois à cinq ans sous les drapeaux.

1. A Voltaire, 22 février 1747.

L'armée-prussienne était établie sur le principe du service obligatoire depuis la réforme de 1861 : trois ans au service actif, quatre ans dans la réserve, quatre dans le premier ban de la landwehr et cinq ans dans le second; tout cela rendu pratique, possible et conciliable avec les nécessités du développement intellectuel et moral de la nation par le volontariat d'un an, institution aussi fondamentale que l'obligation du service.

Les armées des petits Etats, Bade, Saxe, Wurtemberg, Hanovre, se recrutaient par la conscription avec faculté de remplacement. Le service y était de six à huit ans, dont partie dans la réserve. En Bavière il était de six ans, dont trois en moyenne sous les drapeaux, dans la réserve jusqu'à quarante ans.

En temps de paix, normalement. L'armée italienne était répartie en sept corps d'armée, une division de grosse cavalerie, une réserve générale d'artillerie. Les six premiers corps se composaient de trois divisions, et le dernier de deux : chaque division composée de deux brigades, soit quatre régiments et une brigade d'artillerie, deux régiments de cavalerie légère, et deux bataillons de bersaglieri.

L'armée autrichienne était répartie en dix corps d'armée de 30 000 hommes, comprenant chacun quatre brigades d'infanterie, un régiment à trois bataillons de six compagnies; un régiment de cavalerie de quatre à cinq escadrons. A chaque brigade d'infanterie était affectée au

corps d'armée une réserve de dix batteries. Chaque division de cavalerie avait un groupe de deux batteries. La batterie était de huit canons.

L'armée prussienne comprenait neuf corps d'armée dont la Garde, chaque corps uniformément composé de deux divisions d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et d'une réserve d'artillerie de cinq ou six batteries. À chaque division d'infanterie était affecté un groupe de quatre batteries, à chaque division de cavalerie un groupe de deux batteries. La batterie prussienne était de six canons.

En outre, chacune des armées en campagne avait une réserve d'artillerie, soit seize batteries pour l'armée autrichienne du Nord et vingt-quatre batteries pour l'armée prussienne.

Napoléon pensait « qu'il fallait au moins cinq corps d'armée d'infanterie dans une grande armée, et qu'il était bon que les corps d'armée ne fussent pas égaux entre eux; qu'il y en eût de quatre divisions, de trois divisions, de deux¹ ». On pouvait ainsi, sans rien désorganiser, affaiblir ou renforcer un corps d'armée. Dans la campagne de 1805, après le passage du Danube à Donavert, le corps d'armée de Ney de trois divisions fut porté à cinq, puis réduit à deux. En Prusse, malgré l'opinion de Clausewitz, la répartition des troupes pendant la guerre restait la même qu'en temps de paix.

En temps de guerre la compagnie autrichienne

1. Notes sur l'art de la guerre, Conclusions. — GOUVION SAINT-CYR, 1790, tome III, p. 0.

était de 170 hommes, la compagnie italienne de 176, la compagnie prussienne de 250, groupe qu'un homme à cheval peut dominer et conduire.

La raison de tous les fractionnements des armées, compagnies, bataillons, brigades, corps d'armée, est la nécessité de réduire autant qu'il est possible le nombre des unités sur lesquelles le généra] en chef agit directement.

II

L'armement des armées était différent. L'armée italienne était munie d'un fusil du système Minié, à percussion, rayé, se chargeant par la bouche, d'une portée normale de six cents mètres. Le canon était rayé, se chargeant par la bouche, de 8 et de 16.

Le fusil autrichien était le fusil Lorencez, rayé, se chargeant par la bouche, d'une portée normale de 675 mètres¹. Les canons, en bronze, étaient rayés aussi, du calibre de 4 et de 8 livres (la livre autrichienne, 0^{kil},4575); ils se chargeaient par la bouche. La partie cylindrique des projectiles était recouverte d'une enveloppe mé-

i. On entend par portée normale celle qui résulte d'un tir ajusté normalement, mais en tirant sous de grands angles au jugé simple, ou obtiendrait des portées beaucoup plus considérables, sous l'angle de 35 degrés par exemple. Le fusil lisse pourrait atteindre jusqu'à 1 000 mètres, le fusil de 1866 jusqu'à 1800, mais un pareil tir est dépourvu d'exactitude en direction et en portée et ne peut pas être considéré comme un tir de guerre.

talique (alliage d'étain et de zinc) • ayant en relief la forme exacte des rayures; on faisait tourner le projectile dans l'intérieur du canon, de façon que les parties saillantes de cette enveloppe s'appliquent dans les rayures.

Le fusil autrichien avait plus de justesse de tir que le fusil italien; mais il offrait moins de facilité à la charge, ce qui donnait plus de rapidité de tir au fusil italien. L'artillerie autrichienne était plus mobile, mais l'efficacité de tir de l'artillerie italienne était plus grande.

Tout autre était l'armement des Prussiens.

Napoléon avait eu l'idée de perfectionner le fusil, « l'amie la plus parfaite qu'aient inventée les hommes », en l'adaptant au chargement par la culasse. En 1809, il en donna commission à un mécanicien et arquebusier de Paris nommé Pauly, lui promettant forte récompense s'il réussissait. Le fusil de Pauly fut déclaré impropre à la guerre par une commission militaire. Napoléon persista à « espérer un bon succès des progrès que font les arts chimiques et mécaniques¹ ». Il tomba, Pauly mourut de misère, un de ses apprentis vint s'établir à Berlin, perfectionna le fusil de son maître et le fit adopter par l'armée prussienne en 1849. Ce fusil était rayé, muni d'une hausse qui réglait le tir normalement jusqu'à 165 mètres. La cartouche contenait la poudre, une balle oblongue et une amorce fulminante destinée à produire l'inflammation.

1. Voir, sur ces fusils, *Empire libéral*, t. IV, p. 115.

2. *Projet d'une nouvelle organisation de l'armée.*

Sans avoir besoin de baguette, le soldat l'introduisait par la culasse. L'arme se trouvait amorcée en même temps que chargée, et le tireur n'avait qu'à appuyer sur la gâchette. Aussitôt un ressort à boudin se débandait et poussait une longue et mince aiguille, qui perçait le papier de la cartouche, traversait la charge de poudre, frappait de sa pointe l'amorce et produisait l'explosion.

Cette arme présentait de nombreuses déficiences : la complication du mécanisme, la lourdeur, l'obturation très incomplète du tonnerre; sa portée efficace bien inférieure à la carabine de nos chasseurs, de tir juste et meurtrier jusqu'à 800 et 1000 mètres, inférieure même au fusil Lorencez qui avait une portée de 075 mètres. Changarnier le qualifiait de médiocre engin de guerre beaucoup trop vanté'. Quelque imparfait que fut ce fusil, les Prussiens pensèrent que l'avantage du chargement, permettant de tirer quatre à cinq coups par minute tandis qu'avec les autres armes on *nen* tirait qu'un, compensait tous les autres inconvénients.

L'invention de la baïonnette, puis celle de la douille, qui permet de faire feu sans retirer la baïonnette; puis celle de la baguette cylindrique en fer² n'avaient pas, quelque considérables que furent leurs effets, opéré une transformation

1. *Un mot sur le projet d'organisation militaire*, 1867.

2. La baïonnette a été inventée en 1523 au siège de Liayonne; l'usage *en* devint général à partir de 1700. La baguette en fer a été inventée par le duc Léopold de Dessau, Frédéric lui donna la forme cylindrique.

comparable à celle que produisit l'introduction des armes à chargement rapide, dont la Prusse, grâce à son esprit de courageuse initiative, fut la première à bénéficier.

De même qu'on avait appliqué au canon la rayure du fusil, on s'était demandé si l'on ne pourrait obtenir des canons se chargeant aussi par la culasse. Dreyse avait fait des recherches dans ce sens. La difficulté était que le bronze ne pouvait suffire à cet usage : il s'use trop vite et ne peut résister longtemps à l'effet d'un projectile forcé, ni ne permet à l'entrée de la bouche à feu une obturation durable. On essaya de la fonte; mais elle n'offrit pas une sécurité complète contre les éclatements. Enfin Krupp, à Essen, parvint à fabriquer un acier homogène assez dur pour résister à l'usure des projectiles, assez élastique pour présenter des garanties sérieuses contre l'éclatement. Avec cet acier, l'artillerie prussienne établit son modèle de fi et de i, grâce aux efforts du lieutenant général Encke. Des hommes compétents ayant cru que le canon lisse en bronze serait encore d'une certaine utilité dans le combat de près à cause de la mitraille, on en conserva un tiers.

Les Prussiens ne purent pas trancher aussi résolument la question du projectile, car elle était entourée encore de beaucoup d'obscurités. On avait été d'accord depuis longtemps à reconnaître que quelles que fussent la force de pénétration et la justesse du boulet plein contre les obstacles, elle n'était pas suffisamment efficace

contre-les troupes. On avait donc substitué au boulet Tobus, c'est-à-dire un projectile creux se brisant en éclats par l'explosion d'une charge intérieure. Un Anglais, Shrapnel, augmenta la puissance de l'obus en ajoutant à sa charge explosible un certain nombre de balles destinées à être projetées en gerbe, en vertu de la vitesse acquise. Plus tard, au projectile sphérique avait été substitué le projectile oblong qui conservait plus longtemps sa vitesse initiale dans le mouvement de rotation que lui faisaient prendre les rayures, ce qui augmenta sa portée et sa justesse.

Il restait une dernière question à résoudre, celle de la fusée. On en comprend la gravité, la fusée étant le petit appareil destiné à produire en temps utile l'inflammation de la charge intérieure de poudre à l'explosion de laquelle l'obus simple ou le shrapnel doit son effet. À ce sujet deux systèmes se disputaient les préférences des artilleurs : les uns proposaient la fusée percutante, d'autres la fusée fusante.

La fusée percutante produit l'explosion par l'effet du choc, au point de sa chute; elle peut être employée à toute distance. La fusée fusante la produit sans choc, un certain temps après sa sortie de la bouche à feu, par la combustion de la charge intérieure; elle n'éclate qu'à certaines distances fixées d'avance, correspondant au temps nécessaire à la combustion de la charge intérieure. Les effets de la percutante sont subordonnés à la nature et à la configuration du

terrain : lorsque le sol est mou, ou que le projectile n'éclate qu'après s'être enfoncé en terre, comme cela arrive le plus souvent aux grandes distances de tir, l'explosion a lieu au fond d'un entonnoir dont les parois retiennent une partie des éclats. La fusée fusante produit son effet, quel que soit le terrain, un peu au-dessus du sol, en deçà des troupes contre lesquelles elle est dirigée, mais elle ne peut être employée à toute distance, jusqu'aux limites extrêmes du tir; les espaces plus ou moins nombreux, entre lesquels elle éclate, échappent à l'action des éclats¹. La fusée fusante éclatant en l'air, aucune indication ne permettait d'apprécier les distances et de rectifier un tir d'abord mal réglé. Au contraire, le point de chute de la fusée percutante devenant sensible par la fumée que produit l'éclatement, suite du choc, on avait un moyen de régler le tir et de le rectifier s'il était mal déterminé. Celle dernière considération fut surtout celle qui entraîna les Prussiens à adopter la fusée percutante pour les obus ordinaires (1859). Pendant longtemps, ils l'employèrent dans les shrapnels. A la suite des expériences

i. Pour obvier à cet inconvénient on employait le tir à ricochets qui consiste à faire toucher plusieurs fois le sol au projectile afin qu'il se relève en rebondissant avant la fin de sa course et atteigne ainsi les espaces intermédiaires. Mais, pour pratiquer le tir à ricochets, auquel l'obus oblong ne se prête pas, il faut un terrain uni, sec et résistant, condition qu'on n'est pas sur de rencontrer sur nos champs de bataille entrecoupés de haies, de fossés, de digues, d'obstacles naturels ou artificiels de toute sorte.

concluantes du siège de Duppel, ils adoptèrent la fusée fusante Richter (janvier 1865) et inaugurèrent le système, qui s'est généralisé, de se servir à la lois de la fusée fusante et de la fusée percutante.

En résumé, l'artillerie rayée prussienne était plus puissante, mais moins mobile que l'artillerie autrichienne et moins nombreuse à cause de l'insuffisance des canons lisses, véritable non-valeur dans la bataille. De plus les Prussiens avaient trois calibres : il en résultait qu'une batterie, ayant épuisé ses munitions, pouvait se trouver dans l'impossibilité d'en emprunter à la batterie voisine d'un calibre différent qui avait les siennes au complet¹.

III

L'organisation tactique des Prussiens mérite d'être particulièrement notée, autant que leur recrutement et leur armement. Quelques rapprochements historiques en raccourci permettront de mieux saisir en quoi consiste son originalité.

Dès que l'esprit humain en chaque matière a touché les limites de ce qu'il peut découvrir, il ressasse ou recommence en plaçant des étiquettes nouvelles sur les choses anciennes. A ne considérer que les moyens de mise en œuvre multiples, variables, suivant les temps et la nature des armes, il y a une tactique ancienne

i. Campagna, *L'Artillerie de campagne de 1792 à 1902*.

et une tactique moderne et même plusieurs tactiques anciennes et modernes, mais si on recherche et si l'on dégage la loi rationnelle qui persiste à travers les formes successives et constitue leur force, leur substance, on arrive à cette conclusion qu'en principe, les détails négligés, il n'y a qu'une tactique permanente et nécessaire,, toujours bien entendu avec les exceptions indispensables, dont les anciens ont donné les règles comme ils l'ont fait en tant d'autres matières¹.

Les deux formes de tactique qui ont divisé l'antiquité sont celles de la phalange et de la légion.

Les subdivisions entre lesquelles se partageait la phalange se rangeaient par seize files. Les six premières n'en formaient en quelque sorte qu'une, car les sarisses des dernières étaient si longues qu'elles dépassaient la première. Les dernières files étaient destinées à presser, à pousser les hommes des premières, à les empêcher de fuir, et à les remplacer quand ils tombaient. Ces six premières files formaient comme une tête qui ne reculait pas. Si elle avait besoin d'appui, elle n'allait pas le chercher en se re-

i« Dans une remarquable étude de la Réunion des officiers-sur la transformation de l'art de la guerre (1878) cette vérité est entrevue : « Si donc on voulait faire progresser la tactique, il fallait s'inspirer de ce que les anciens avaient fait dans la plus belle période de leur histoire militaire, en tenant compte toutefois des modifications que l'introduction des armes à feu pouvait y introduire (p. 34). » Le général prussien MECKEL (traduction Monet) : « Certains principes de combat se rajeunissent éternellement (p. 424). »

pliant : les files de derrière s'avançaient et comblaient les vides. Ainsi les premières demeuraient toujours entières, tandis que les dernières s'affaiblissaient peu à peu jusqu'à complet épuisement. Malgré ses subdivisions, la phalange ne formait qu'un corps, *immobilis et unius* ^{</eneri.s¹}, ne pouvant se mouvoir que d'une pièce, formidable dans les terrains plats et unis, agissant par le choc et non par le jet.

Les Romains luttèrent contre la solidité par la mobilité. Des subdivisions de la phalange ils firent des petits corps indépendants distincts, ayant leur vie propre. Il y en eut quatre : les *Velites*, composé des plus jeunes et des moins riches (1 200) ; les *Hastati*, composé des hommes de l'âge moyen (1 200) ; les *Principes*, contenant les plus forts (1 200) ; les *Triarii*, les plus âgés et les plus expérimentés (1 000). Chacun de ces petits corps était encore divisé en fractions (*Manipules*) (120), *Cent unes* (60). A ces 4 200 fantassins étaient adjoints 300 cavaliers et des machines de guerre.

Comme l'explique Bossuet, à la suite sans doute d'une conversation à Chantilly avec son ami le grand Condé, « la légion, divisée en petits corps, profite de tous les lieux et s'y accommode : on l'unit et on la sépare comme on veut ; elle défile aisément et se rassemble sans peine ; elle est propre aux détachements, aux ralliements, à toutes sortes de conversions et d'évolutions qu'elle fait ou tout entière ou en partie, selon qu'il est conve-

nable '. » *liomana actes explunbus parlibus, facilis par tient i, facilis juvienti*². Elle n'agissait pas seulement par le choc comme la phalange, mais aussi par le jet, à l'aide de son javelot, le *pihtm*. Elle renforçait Faction collective, par l'action individuelle qui se manifestait par le corps-à-corps de l'épêe. Elle engageait la bataille par les *Vélite.s*. Comme ils avaient rarement la force de la mener à bout, ils se retiraient vers les ailes ou dans l'intervalle des files; les *Haslai* s'avançaient alors : s'ils ne réussissaient pas, ils reculaient dans les rangs des *Principes*, le rang des robustes, et ensemble ils recommençaient une seconde bataille. Étaient-ils repoussés encore, ils se repliaient sur les *Tri a ni* et recommençaient une troisième et dernière bataille. *Ad Triarios rem aclam* signifiait : la bataille est devenue désespérée.

La règle qui résulte de la longue expérience de ces grands peuples militaires est que l'action tactique doit s'exercer, non dans le sens de la simultanéité des efforts, mais de leur succession, en profondeur non en étendue, perpendiculairement et non parallèlement, soit en renforçant les premières lignes comme les Grecs, soit en se repliant sur les dernières comme les Romains; que cette succession des efforts est d'autant

i. Il y avait, cependant, là comme dans tous les préceptes militaires, des exceptions: Scipion l'Africain se rangea contre Annihal sur deux lignes; Marius contre les Cimbres fit de même. Je n'examine la légion que dans la pureté de sa conception primitive.

"2. TITE-LIVE.

plus efficace qu'elle est exercée par de petits corps indépendants et mobiles, aussi nombreux que le comporte la cohésion de l'ensemble, aptes à se servir également du jet et du choc.

Les grandes monarchies militaires modernes oublièrent en partie les sages enseignements de l'antiquité, que Machiavel rappelait dans son *Art de la guerre*¹; elles adoptèrent l'ordre linéaire. Les subdivisions des armées (régiments, brigades) se rangaient en deux lignes. La première s'avancait tout entière et engageait simultanément l'action par le feu sur tout son front; rarement, des parties isolées de la ligne de bataille étaient tenues en arrière. La seconde ligne était destinée à couvrir les derrières de la première, à combler ses vides, à la pousser quand, l'action du jet, le feu terminés, elle passait au choc et marchait sur l'ennemi à la baïonnette. En réalité il n'y avait qu'une seule ligne sans profondeur manœuvrant ensemble, sous l'impulsion d'un seul commandement, figée dans une cohésion rigide et compassée, se gênant, se retenant, pesante quoique sur un ordre mince², incapable d'agir si ce n'est sur un terrain approprié. Sauf la diminution des rangs en profondeur, conséquence de

1. Livre VII : « Meglio è nell'ordinare la giornala serbare dietro alla prima ironie assai ajuti obe per fare fronte inagiore disperdere i suoi soldati. »

2. Général PARIS, *Traite de la tactique appliquée*, p. 315, 317, 318, 321. — MECKEL : « On avait ainsi complètement abandonné la tactique mobile des groupes indépendants et créé un ordre de bataille dont la pesanteur laissait loin derrière elle toutes les formations antérieures. »

l'introduction des armes à feu, c'était la tactique de la phalange.

Les généraux des armées de la Révolution se dégagèrent des gênes et de Tempêtement de l'ordre linéaire et appliquèrent au maniement de la division les règles de la Légion. Ils en firent un corps indépendant, mobile, muni d'artillerie* et de cavalerie¹. On n'arriva pas du premier coup à une judicieuse répartition des trois armes.. D'abord l'artillerie fut répartie ainsi qu'il suit : deux canons à chaque bataillons d'infanterie, un groupe composé d'une batterie à pied et d'une batterie à cheval à chaque division el une réserve d'artillerie de l'année. A la suite d'un insuccès àKayserslautern, Jloclie voulut enlever à ses divisions toute leur ariilleric pour en augmenter sa réserve générale-. C'était excessif. Bonaparte laissa à la division son artillerie, mais il enleva à chaque bataillon ses deux canons qui nuisaient à sa mobilité, le gênaient et l'alourdissaient dans le combat, et en renforça sa réserve d'armée.

Si les jeunes généraux de la République manquaient d'expérience, ils avaient le feu sacré.

1. Général MATHIEU DUMAS : « La plus parfaite imitation de l'excellente organisation des légions romaines et la seule possible avec les éléments dont se composent nos armées, c'est l'organisation des divisions françaises... Ce système des divisions comme les légions romaines se prête bien à tous les besoins, h toutes les manières de combiner ses forces pendant la guerre. » — MKCKEL : « La légion était le corps indépendant composé de toutes armes qui correspond, sous-plus d'un rapport, à notre division d'infanterie actuelle. »

2. GOUVION SAINT-GYR, *Campaynes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moscille*, t. I, p. 200.

Ils avaient entendu raconter des merveilles, par les compagnons de Lafayette, de la formation en tirailleurs; ils l'adoptèrent avec d'autant plus d'entrain que les jeunes armées de la République étaient peu rompues aux évolutions en lignes. Des bataillons entiers se déployaient de la sorte. On vit même des compagnies de cuirassiers envoyées en tirailleurs. Cette tactique, secondée par la supériorité constante de notre artillerie, que l'émigration n'avait pas désorganisée, surprit l'ennemi emprisonné dans des formations compassées et nous valut nos premières victoires. Elle nous convenait d'autant plus qu'elle exige de chaque individu les qualités de spontanéité, d'intelligence et de valeur audacieuse, dons naturels du soldat français.

Malgré nos succès, les inconvénients inhérents à cet ordre de formation, le désordre, le décousu, l'extension imprudente des longues lignes sans consistance suffisante, ne tardèrent pas à se manifester, et cette manière de combattre devint dangereuse le jour où, revenu de l'étonnement que sa nouveauté avait inspiré, l'ennemi sut profiter de ses défauts. Parfois il lançait au loin, après s'être retranché, une avant-garde aguerrie uniquement pour nous faire user les hommes et les munitions, et nous attirer insensiblement vers lui. Nous y arrivions fatigués, dispersés : alors il jetait hors des lignes des troupes fraîches, et tandis que les tirailleurs s'étendaient sur les flancs, il brisait par des chocs serrés les longues lignes éparses. On avisa

à temps. Maintenant que les troupes mieux aguerries pouvaient être maniées avec sûreté, nos généraux n'en disposèrent en tirailleurs qu'une partie et rangèrent le reste en colonnes selon les circonstances, dans l'ordre profond ou dans l'ordre déployé.

Quand l'ennemi avait été harcelé par une nuée de tirailleurs semblables à des guêpes furieuses, et que la pluie des bulles et des boulets commençait à s'épaissir, un officier, un soldat, un représentant du peuple entonnait *la Marseillaise*, le général niellait sur la pointe de son épée son chapeau surmonté du panache tricolore; les soldats prenaient le pas de course; les tambours battaient la charge; le cri d' « En avant! » mille fois répété¹, les colonnes se précipitaient sur les points faibles ou ébranlés, baïonnettes croisées, et à l'action isolée de l'individu succédait le choc de la masse. Ainsi à la mobilité s'unit la solidité et à la spontanéité la combinaison.

La tactique des tirailleurs et des colonnes nous rendit victorieux de l'Europe². Napoléon la recueillit, et en fit l'instrument irrésistible de ses conceptions stratégiques.

IV

On peut donc aisément se figurer, bien entendu en demeurant dans les généralités, et en tenant compte des modifications amenées ou

1. GÉNÉRAL FOY.

2. GÉNÉRAL MORAND, *L'armée telle la Charte*.

exigées-par les circonstances, les incidents les plus habituels d'une bataille de Napoléon comparée à une bataille de l'ancien temps.

L'annonce en était accueillie avec joie, car c'était un terme aux fatigues des marches, au malaise des nuits troublées, aux privations de la nourriture mauvaise ou insuffisante. Nos bataillons se déployaient en lignes ou se concentraient en colonnes. D'ordinaire ils se plaçaient sur deux lignes, la première couverte par une chaîne assez serrée de tirailleurs; la seconde à trois ou quatre cents mètres de la première, ayant le plus souvent en arrière une troisième ligne composée de colonnes plus ou moins profondes. Toutes ces formations s'accomplissaient avec rapidité et avec ordre, conformément à l'enseignement régimentaire. Ainsi disposée, la troupe s'ébranle. Au sifflement des premiers boulets un silence solennel se fait. Les chefs inspirés jettent à leurs soldats attentifs, et qui ont les yeux fixés sur eux, un de ces mots enflammés où s'allument les courages. A Marengo, au moment de reprendre l'offensive, Bonaparte dit : « C'est assez reculé pour aujourd'hui; vous savez que je couche toujours sur le champ de bataille. » Davout, à Auerstadt, s'écrie : « Le grand Frédéric a dit que c'étaient les gros bataillons qui gagnaient les batailles; il en a menti : ce sont les plus entêtés; faites comme votre général. En avant! » En réponse à l'allocution de leur général les légionnaires romains rapprochaient le bouclier de leur bouche et poussaient

tous ensemble ce rugissement qui perçait de terreur le cœur de l'ennemi et frayait la route à leurs traits. Les mercenaires allemands du moyen âge se mettaient à genoux, hurlant leur chanson <le combat, prenant une poignée de terre dans leur main et la jetant derrière leur épaule, comme signe qu'ils allaient donner leur vie pour le Prince. Notre troupe se meut en silence, vivement, encore avec ordre. Mais aux sifflements stridents se mêle le choc sourd, sinistre du boulet qui rencontre un corps humain, le culbute et le fait voler en éclats. La mort s'avance dans l'air « invisible et aveugle, avec des souffles effrayants »; les têtes se courbent, les cœurs battent et un frémissement court à travers les rangs. A peine entend-on quelque observation, telle que celle du brave Lecourbe, lorsque, à sa première bataille, voyant tomber à ses côtés plusieurs de ses camarades de Lons-le-Sauvignier il s'écrie : « Ah çà, on ne tire ici que sur les gens de Lons-le-Saulnier! » Alors les exercices de garnison et les préceptes réglementaires s'effacent subitement de l'esprit du soldat. Qui par ardeur martiale, qui pour dissiper l'angoisse intérieure par la rapidité du mouvement, qui par instinct de conservation, pour supprimer la main qui lance la mort; tous, par une impulsion irrésistible, se jettent en avant.

Bien heureux si l'artillerie a terminé son œuvre de préparation et battu suffisamment les lignes ennemies, car on n'attend plus, et, à l'exception de quelques fractions aguerries vigoureu-

sèment tenues dans la main d'un chef respecté, comme celle que Davout faisait mouvoir pendant la retraite de Russie avec la correction du champ de manœuvres, la masse court devant elle. Les bataillons se mêlent avec leurs tirailleurs, les colonnes se déploient et s'éparpillent. Bientôt il n'y a plus qu'une immense bande de tirailleurs rangée en groupes confus sur une longue ligne mince, brisée par intervalles, qui roule, grossit, s'avance, recule, se courbe, se relève, s'abaisse, se déforme, se reforme, roule et s'étend, comme une houle. Au milieu du crépitement de la fusillade, du fracas assourdissant du canon, des brouillards de fumée qui étendent sur le champ de bataille un nuage traversé d'éclairs, les officiers ne songent guère à ne faire le commandement de *feu*, « que trois secondes après celui de *vn joue* », et encore; moins les soldats à attendre que le coup parte sous « l'action progressive » du doigt : le feu à commandement est impossible; c'est le feu à volonté seul, et quel feu ! Plus préoccupés de tirer vite que de tirer juste, la plupart déchargent leur arme au hasard, sans ajuster, toujours trop haut, quelquefois en l'air. Quelques hommes d'élite blottis derrière un pan de mur, un fossé ou un tronc d'arbre, tirent avec attention, mettant, selon le mot de Cromvvell, « leur confiance en Dieu et visant aux rubans des souliers ». Le soldat n'entend ni ne voit ses officiers. Ceux-ci suivent de leur mieux des soldats qui échappent au commandement, se contentant de leur donner l'exemple : chacun com-

bat pour son compte et suivant son inspiration personnelle ; c'est un « débrouillez-vous » général»

Dans cette tempête des boulets et des balles, les masques tombent, et les caractères se découvrent comme dans une espèce de Jugement dernier. Tel plein de jactance se déconforle et blêmit; tel qui paraissait un butor se jette avec fièvre, sans sourciller, au gros de la fournaise; tel qu'on aurait cru pusillanime s'avance impassiblement, tenant son Ame droite et ferme.

Cependant tous ceux qui sont partis n'arrivent pas. Beaucoup tombent, accroissant de leurs gémissements les tumultes de la mêlée ; d'autres se dérobent : on a traversé un bois, ils s'y sont arrêtés; on a côtoyé un fossé, ils s'y sont blottis; un blessé a demandé secours, dix se sont précipités pour le porter à l'ambulance, quoique cette mission soit réservée aux musiciens. Parfois affolé, quelqu'un crie : « Sauve qui peut! » Mais d'autres suivent ardents, remplis de résolution; ils remplacent ceux qui ont succombé et faibli, et poussent ceux qui ont continué; d'un coup de plat de sabre ils éteignent le cri de débandade. A ces vaillants se joignent les poltrons, qui n'ayant pu fuir en arrière fuient en avant, et la vague monte toujours. Si l'on s'est avancé trop imprudemment, la cavalerie, qui veille et guette l'occasion, charge pour dégager les siens ou retenir l'ennemi; elle charge encore si elle voit une partie ébranlée ; ou bien elle harcèle les flancs et menace les derrières. Enfin, après un combat de feux plus ou moins long, à travers des vicissi-

tudes de crainte et d'espérance, de confiance et d'abattement, de fatigue et d'exaltation, le flot parvient à quelques pas du point décisif. Les tambours battent ; les clairons sonnent; on croise la baïonnette, ou bien on prend le fusil par le bout et Ton se sert de la crosse comme d'un bâton pour se frayer un chemin. Alors, sans attendre le choc, sous la terreur qu'inspire sa menace, vaincu moralement avant d'être atteint par le coup, l'ennemi cède, rompt, tourne le clos, fuit. La bataille est gagnée.

V

A la lin, Napoléon faussa parfois l'instrument tactique qu'il avait illustré : il abusa de l'ordre profond et, après avoir proscrit justement les petits paquets, il se laissa entraîner aux trop gros. Il en arriva à Wagram (colonne de Macdonald) et à Waterloo à des divisions de douze bataillons déployés, entassés les uns derrière les autres, formant trente-six rangs. Ces énormes colonnes, battues de front et de flanc par un feu meurtrier, étaient fauchées, et ce fut une des causes de nos revers¹.

Marmont expliquait ces dispositions critiquables en disant que Napoléon, si prodigieux en stratégie et quoique admirable en tactique, n'avait pas la même infaillibilité dans cette dernière partie de l'art militaire parce qu'il lui manquait

i. JOMINI, Art. 44. BUGRAUD, *De l'ordre des euwbats pour Vin faute rie.*

d'avoir commandé quelque temps un régiment. Ardant du Picq¹ croit que cet emploi des masses marque une dégénérescence tactique résultant de l'usure des éléments et, par suite, de leur abaissement comme moral et instruction.

A Sainte-Hélène, Napoléon a résumé en quelques maximes les résultats de son expérience <Toù est sortie la tactique des guerres récentes. Voici les plus importantes :

— C'est par le feu et non par le choc que se décident aujourd'hui les batailles².

— Le feu des tirailleurs est le meilleur de tous³. S'il pouvait y avoir deux espèces d'infanterie, Tune pour aller on tirailleurs, l'autre pour rester en ligne, il faudrait cRoisir les plus instruits pour aller en tirailleurs. Une ligne dans une journée importante passe tout entière aux tirailleurs, quelquefois deux fois⁴. Le seul feu en usage à la guerre est le feu à volonté⁵.

— N'attaquez pas de front les positions que vous pouvez obtenir en les tournant⁶.

— Les armes ne doivent pas être séparées. Plus une infanterie est bonne, plus il faut la ménager ^t l'appuyer par de bonnes batteries⁷.

1. Dans les belles études où il montre les réalités de la guerre, comme Paul de Molènes en a raconté les poésies.

2. Essai sur la fortification de bataille.

3. Projet d'une nouvelle organisation de l'armée. Infanterie. VII

4. Notes sur l'art de la guerre; seconde note.

5. Projet d'une nouvelle organisation de l'armée, *hco citato*.

6. Observation sur les guerres de Turenne.

7. Notes sur l'art de la guerre; septième noie.

— Ne faites pas de marches de flanc devant une armée en position, surtout lorsqu'elle occupe les hauteurs auprès desquelles vous devez défiler¹.

VI

Frédéric avait pressenti l'importance des tirailleurs. Dans son instruction secrète de 1768, il disait : « A l'avenir, je chargerai les bataillons francs d'exécuter la première attaque, je les porterai en avant, à la débandade, en tirailleurs afin qu'ils attirent sur eux le feu de l'ennemi et que les troupes compactes puissent se précipiter en avant en meilleur ordre. » — Toutefois l'ordre en tirailleurs, au moment d'Iéna, était resté l'ordre français et n'était pas devenu l'ordre prussien. « Les troupes prussiennes n'avaient jamais mieux combattu que lorsqu'elles étaient bien alignées et se joignant pour ainsi dire, coude à coude. Quand elles avaient dû combattre désunies, isolées, dans un ordre ayant l'apparence du désordre, elles avaient été battues avant même d'être attaquées². » A Iéna, les bataillons s'avancèrent dans un ordre parfait, avec la remarquable cadence du pas de l'époque, et exécutèrent en un grand calme et une extrême rapidité leurs feux de salve. On leur avait enseigné que ce moyen amenait infailliblement la victoire. Ils furent pris de terreur quand d'épais

1. Précis des guerres de Frédéric. Considérations sur la guerre de Sept ans. — Cinquième observation.

2. GOUVION SAINT-CYR, 1794, t. II, p. 67.

essaims de tirailleurs suivis de colonnes s'avancèrent au son des tambours et de la musique, et, quoique beaucoup plus nombreux, ils lâchèrent pied et furent anéantis¹.

Après Iéna, les Prussiens adoptèrent les règles tactiques dont ils venaient d'éprouver l'efficacité. Le règlement de manœuvres de 1812 fixa les formations qui, la plupart, étaient encore en vigueur en 1800, et dont le caractère principal est, conformément à la tactique de la Révolution et de l'Empire, la liaison du combat dispersé avec la ligne et la colonne-. Seulement ils substituèrent la colonne de compagnie, déjà entrevue par le maréchal de Saxe, à la colonne de bataillon, trop lourde et trop vulnérable avec les nouvelles armes.

Les fractionnements ne se firent plus seulement comme dans les armées de la monarchie en lignes de bataille, la première ligne elle-même se fractionna dans le sens de sa profondeur.

Dès que les compagnies s'étaient rangées en trois rangs, à l'appel du capitaine le premier se formait en tirailleurs ; le second constituait les soutiens, le troisième la réserve. Les deux derniers échelons étaient destinés à renforcer les tirailleurs, soit pour porter leur feu à son plus haut degré d'intensité, soit pour prolonger leur ligne, soit pour l'appuyer et la pousser en avant.

On en était ainsi revenu substantiellement aux principes antiques. Sans doute dans l'antiquité les

i . GOLTZ, *Roabach et Iena*.

2. PAMIS, p. 327.

tirailleurs n'étaient destinés qu'à engager le combat, et ils étaient peu nombreux, la ligne de bataille c'était le front même. Maintenant, loin de n'être qu'une fraction minime de combattants, devant s'effacer en présence de masses plus compactes, les tirailleurs attirent à eux et absorbent successivement ceux disposés en arrière en échelons. « Les ondes se succèdent; elles se brisent une à une sur la plage, mais la mer monte toujours. » On ne rappelle pas d'ordinaire les tirailleurs, on les soutient; ils sont devenus la ligne même de bataille, jusqu'à ce que, le feu ayant terminé son œuvre, le choc se produit par l'envoi des fractions en colonnes ou sur deux rangs, qui, arrivées à distance d'assaut, fondent sur l'ennemi et le dispersent. Dans cette forme nouvelle de la tactique, comme dans celle des anciens, l'effort du combat est *successif*, non *sunul-Umé*, en profondeur, non en étendue. Pratiquement il n'est pas indifférent que cet effort successif s'exerce sur une chaîne de tirailleurs, ou sur un front de bataille; philosophiquement, c'est le même principe.

Les Prussiens ne crurent pas que le fusil à aiguille et les colonnes de compagnie suffiraient à leur assurer la supériorité, ils poussèrent l'éducation individuelle du soldat plus loin qu'on ne l'avait fait nulle part. Ils le dressèrent à une forte discipline du tir, ils le façonnèrent à en accroître l'efficacité et à en diminuer les périls, à se servir des accidents du terrain, à se glisser, à s'abriter, à s'avancer par bonds.

Notre campagne de 1859 leur rendit un «service presque aussi considérable que celui d'Iéna, quoique *h* moins de frais. Leur Frédéric avait fait de l'offensive tactique la loi de son armée : « Toute la force de nos troupes consiste dans l'attaque, et nous ne serions pas sages si nous y renoncions sans raisons. Je permets que les troupes prussiennes occupent, aussi bien que les autres, des postes avantageux et s'en servent pour un moment et pour tirer avantage de leur artillerie; mais il faut qu'elles quittent tout d'un coup ce poste pour marcher fièrement à l'ennemi qui, au lieu d'attaquer, est attaqué lui-même et voit son projet renversé. »

A la suite de l'introduction des armes à chargement rapide, il y eut parmi eux, comme il va s'en trouver chez nous, des tacticiens qui prétendirent qu'avec les nouvelles armes l'avantage appartenait désormais *k* la défensive. On était tenté de les écouter, et de reléguer l'élément offensif au second plan¹. Notre campagne de 1859 les réveilla de cette erreur qui leur serait devenue funeste comme elle nous le deviendra ; ils reprirent pour ne plus l'abandonner leur vieille tradition, et ils poussèrent plus loin encore qu'ils ne l'avaient fait l'éducation individuelle du soldat : ils établirent le pas de course pour l'attaque, le déploiement d'un rideau plus épais de tirailleurs. En 1861, un règlement royal donna à ces innovations une forme précise et fixa les prin-

cipes tactiques relatifs à l'emploi du fusil à aiguille.

VII

Le long et intelligent travail qui s'opérait en Prusse, quoiqu'ils eussent pu en avoir la révélation par le contact en Danemark, ne paraît pas avoir attiré l'attention des Autrichiens. Ils virent devant eux fonctionner le fusil à aiguille, les colonnes de compagnie, sans y prendre garde. Ils restèrent très frappés au contraire de la tactique de l'armée française en 1859. Napoléon III avait dit en entrant en campagne : « Les armes de précision ne sont dangereuses que de loin; elles n'empêcheront pas la baïonnette d'être comme autrefois l'arme terrible de l'infanterie française. » Notre infanterie avait peu tiré; c'est à peine si le feu durait un quart d'heure avant qu'on en vînt à l'arme blanche; souvent on ne bridait pas une amorce pendant l'attaque. Cela nous avait coûté beaucoup de sang et, peut-être avec un ennemi mieux commandé, nous eût valu la défaite. Les Autrichiens, persuadés qu'ils avaient été vaincus pour ne pas avoir suivi cette tactique défectueuse, l'adoptèrent en l'exagérant. Ils disaient : « L'arme des Prussiens est bonne; elle tire loin et suffisamment juste; mais qu'importent les feux aujourd'hui? Il n'y a que la baïonnette; elle seule peut donner la victoire. » Benedek, dans ses instructions tactiques, recommande de ne pas rester immobile devant

les lignes prussiennes, d'opposer à leurs feux défensifs le mouvement et une offensive décidée. — a Notre feu rafraîchira cette ardeur », dit Mollke.

Les Autrichiens auraient pu se promettre de rafraîchir l'ardeur des Prussiens par leurs obus. Depuis Napoléon, des perfectionnements s'étaient opérés dans le matériel de l'artillerie ; son champ de tir s'était augmenté, non moins que sa justesse. On avait pu ainsi obtenir par de simples changements dans la direction ou la portée du tir, tout en restant immobile à la même place, une concentration de feux sur un point déterminé, qui n'aurait pu être atteinte jadis que par des déplacements difficiles et parfois impossibles. Des modifications heureuses s'étaient opérées dans sa tactique. Néanmoins on n'avait pas encore imaginé de l'employer en grande masse dès le début, comme grands corps de bataille, pour préparer son offensive et paralyser celle de l'ennemi. On la tenait en réserve pour produire l'événement décisif¹. L'artillerie autrichienne n'était pas supérieure en cela à l'artillerie prussienne, par d'autres côtés elle la devançait.

En Prusse on était toujours à la vieille routine

1. A Wagram, le premier effort sur le centre de l'armée autrichienne avait échoué; notre aile gauche (Masséna) avait été forcée, et des troupes nombreuses s'avançaient entre le Danube et nous. A l'aile droite Davout était arrêté devant la position de Neusiedel. A midi la position paraissait périlleuse. Napoléon, voyant alors l'extension de la ligne autrichienne, écrase son centre sous le feu décent pièces établies en batterie en avant de Kaschdorf.

de faire marcher l'artillerie, soit divisionnaire, soit de corps d'armée en queue des colonnes, ce qui dans le corps d'armée la plaçait en moyenne à dix-neuf kilomètres de la tête et dans la division à neuf. Au contraire les Autrichiens, toujours sous l'empire des leçons de 1859, se souvenant des ravages qu'avaient produits parmi eux les puissantes batteries françaises, avaient modifié leur ordre de marche dans le sens de la poussée en avant de l'artillerie. Chaque brigade avait une batterie qui marchait et se déployait avec elle, et l'artillerie de réserve du corps était dans l'intérieur de la colonne, non à sa queue. 11 en résultait que l'artillerie autrichienne était toujours assurée d'occuper le terrain en nombre supérieur, dès le début du combat tandis que les pièces prussiennes ne s'y trouveraient qu'en infériorité marquée et leurs fractions, qui arrivaient s'exhaustivement avec des attelages épuisés, ne pourraient ni rétablir un équilibre irrévocablement détruit ni protéger leur infanterie contre le feu meurtrier dont elle était accablée¹.

VIII

Enfin, quoique le soldat de l'année autrichienne fût solide, tenace, vaillant, cette armée n'était pas comme les armées italiennes et prussiennes, sauf à Posen, une armée nationale. Composée de Croates, d'Italiens, de Polonais,

de Slaves, beaucoup trouvaient dur de [mourir pour les oppresseurs de leur patrie et n'étaient reliés entre eux que parla force de la discipline et du devoir militaire. Toutefois cette différence ne doit pas être exagérée. Le sentiment national sommeille sous le harnais du soldat. Le 5^o corps de Steinmelz, composé de Polonais détestant la domination prussienne, fut de ceux qui combattirent le plus vigoureusement pour la victoire des oppresseurs de leur patrie.

L'armée de la Confédération composée de deux corps, le VII^o, la Bavière; le VIII^e, Bade, liesse, Nassau et Wurtemberg, mal armée, mal instruite, n'avait qu'une existence nominale : il y avait cinq règlements, cinq systèmes différents d'armement.

CHAPITRE II

LE COMMANDEMENT

I

Le roi Guillaume et le roi VicLor-Emmanuel se déclaraient généralissimes de leurs armées. Dès lors la désignation du chef d'état-major général devenait une affaire de majeure importance. Rien n'est plus indéterminé que la fonction de major général. Avec un souverain tel que Frédéric ou Napoléon I'¹, ou avec un véritable homme de guerre, les qualités du chef d'état-major sont l'assiduité, la ponctualité, la soumission, l'habitude de rédiger rapidement des ordres clairs et brefs. L'initiative-et l'autorité sont les dons du chef d'état-major d'un souverain insuffisamment expérimenté : son impulsion se fait sentir partout et ne s'affiche nulle part; en conduisant il affecte d'être conduit et se présente comme le simple exécuteur des résolutions qu'il a prises, d'autant plus maître qu'il s'efforce de le paraître moins, et qu'il attribue à son souverain la gloire et le profit des combinaisons dont il est l'auteur; il laisse à l'in-

discrète histoire le soin de le tirer de son obscurité volontaire et de lui faire sa part.

Le corps d'état-major était organisé en Prusse comme il ne l'était encore en aucune armée. Ce n'était pas un corps fermé ; il prenait dans l'armée ses éléments, puis les lui rendait et ne se les incorporait définitivement qu'après un va-et-vien opéré plusieurs fois. Les officiers aspirants à l'état-major faisaient descendre les idées théoriques dans les rangs; du rang ils rapportaient en haut les données pratiques, fin effet, ils commençaient par servir trois ans comme officiers, puis ils passaient trois ans à l'École de guerre, interrompus par trois mois de séjour chaque année au régiment, où ils étaient renvoyés à la fin de leurs études; les douze plus capables, appelés de nouveau pour travailler au grand état-major général, y rentrent une dernière fois et enfin en sont tirés pour être définitivement nommés et atteindre au grade de capitaine, au choix, sept à huit ans avant leurs camarades. À la tête du corps est placé, à titre permanent, un chef de l'état-major général de l'armée. Ce haut dignitaire préside à ce mouvement de sélection, veille aux études de ceux qui ont été choisis, rassemble les renseignements historiques, statistiques, raconte les guerres passées, prépare les plans de campagne des guerres prochaines et il devient pendant la guerre le major général du souverain.

Moltke était le chef de l'état-major prussien. Agé de soixante-six ans, en France il eût été

placé dans le cadre de réserve. Il possédait toutes les qualités requises. L'occasion ne lui avait pas encore été donnée de prouver qu'il savait prendre les subites initiatives, mais dans la direction de l'état-major il avait fait montre d'une haute autorité et en même temps d'une connaissance parfaite de toutes les parties du commandement. Son humeur froide et taciturne, son éducation de discipline, étaient un sûr garant qu'il n'effaroucherait par aucune intempérance d'actes ou de paroles les susceptibilités de son roi. Ajoutons qu'avec ce roi l'office du chef d'état-major était facile : il connaissait la science militaire, il était au courant du mécanisme de l'armée jusque dans ses moindres détails; il était très appliqué, n'avait aucune fanfaronnade et ne craignait de se diminuer ni en suivant les conseils de ses serviteurs, ni en s'en montrant reconnaissant.

Victor-Emmanuel n'était pas aussi commode. Il croyait que toute la science militaire consistait dans la bravoure et lui n'en avait plus que lui : il ignorait à peu près tout le reste*. Habituellement vantard et peu disposé à faire la part de ses ministres dans l'œuvre commune, il s'expliquait cavalièrement sur leur compte : « Je veille jour et nuit, disait-il, pour mieux conduire mes affaires ; si je n'avais pas eu les yeux grandement ouverts, mes ministres ne m'auraient fait faire que des sottises ». Et même Cavour et Iltattazzi, auxquels il reconnaissait quelque sagacité, ne l'avaient eue que « parce qu'ils avaient été dirigés

par lui¹ ». Après s'être donné cette satisfaction de paroles, il leur laissait dans les affaires une entière latitude, ne croyant pas diminuer son autorité, persuadé même qu'il la consolidait en demeurant fidèle aux règles constitutionnelles. À l'armée il se montrait, au contraire, très jaloux d'un commandement qu'il était peu apte à exercer; il se croyait un grand capitaine, n'admettait pas qu'on en doutât, et craignait qu'en cas de victoire on n'attribuât à son chef d'étal-major la gloire qu'il voulait pour lui tout seul. Le chef d'étal-major de sa préférence eût été Délla Hoccaqui l'avait été en 1859; mais les polémiques acerbes que ce général avait eu à soutenir, à propos des troubles de Turin, avec les hommes du parti au pouvoir, ne permettaient pas de le proposer. Le Roi alors eut volontiers choisi le général Pettiti qui, à des qualités militaires remarquables, joignait l'attrait de manières charmantes : *aller ego* de La Marmora, il entretenait des relations cordiales avec (aaldini. Pettiti se refusa; le cRoix se réduisit entre La Marmora et Ciahlini. Victor-Emmanuel n'aimait ni l'un ni l'autre pour une même raison : ni l'un ni l'autre ne faisaient cas de ses talents militaires et ne le laisseraient se mêler des opérations à tort et à travers; tous les deux étaient pleins d'une confiance en eux-mêmes, dominateurs, obstinés, le premier tranquillement, le second

J. Lettre du général PETITTI du 3 juin 1879, publiée par CHIALA dans l'appendice de son livre si intéressant, si plein de faits et de documents : *Ancora uno pio di luce*.

impétueusement; ils exigeraient d'exercer une action égale à leur responsabilité; ils n'auraient pas la souplesse de s'effacer devant lui jusqu'à l'anéantissement apparent, et encore moins de supporter sans mot dire ses escapades imméritées de reproches. « Avec La Marmora et Cialdini il ne se passera pas deux jours, disait-il, que nous ne nous rompions la tête. » Il fallait cependant prendre l'un ou l'autre et, Cialdini refusant, il dut subir La Marmora.

Dans l'armée prussienne deux princes se trouvaient à la tête de deux corps : le prince héritier et le prince Frédéric-Charles. Entre les deux existait une certaine rivalité par suite de la jalousie du prince Frédéric-Charles, qui s'estimait plus que celui au-dessous duquel sa naissance le plaçait. Ce prince était avant tout un soldat, ardent, instruit, toujours occupé des choses de la guerre, auquel suffisait un chef d'état-major dans les conditions ordinaires ; le général Voigt Ketz les remplissait fort bien. Le prince héritier était avant tout un civil, faisant la guerre avec beaucoup de bravoure et de sang-froid, mais sans ferveur, et surtout sans compétence éprouvée, aimant à dormir à son heure. Plus qu'auprès de son père il fallait auprès de lui un chef d'état-major qui suppléât à son inexpérience. Cette tâche fut conliée à un des meilleurs généraux de l'armée, Blumenthal, homme de guerre consommé, prompt de résolution, ayant autant d'initiative que d'expérience : il fut le véritable chef de l'armée.

Le vieux Wrangel demanda un commandement malgré ses 82 ans passés. Le Roi le lui ayant refusa, il partit comme volontaire dans le régiment de cuirassiers qui portait son nom.

II

François-Joseph renonçant à prendre le commandement, il fallut désigner deux généraux en chef. Les noms indiqués étaient ceux de l'archiduc Albert et du feld-maréchal Benedek.

L'Archiduc avait reçu une éducation soignée de son père, l'archiduc Charles, et bien servi en sous-ordre en Italie ; mais il n'avait donné aucune preuve éclatante de ses talents militaires, et il était impopulaire à cause des sévérités de son gouvernement en Hongrie. Au contraire, la carrière de Bencdck avait été brillante. 11 était Hongrois¹, [protestant](#), de famille bourgeoise; ses études terminées à l'académie militaire de Wiener-Neustadt, il fut porte-enseigne (1822) dans le régiment de Chaslelar. Colonel, il se distingua en 1813 dans la répression des troubles de Galicie par la rapidité décisive de son action, qui lui valut le titre de *Faucon de la Vistule*, et par sa modération dans la victoire qui le fît aimer. Il rendit quelques services importants en 1849 à l'armée du Danube où il fut blessé deux fois. En 1859, à San-Marlino, il battit les Italiens et les tint en respect jusqu'à ce que l'ordre général

1. Il était né le 14 juillet 1804.

de retraite-l'obligeât à leur laisser le champ libre.

Sa belle figure martiale respirait la loyauté; il commandait d'une voix de tonnerre; sa volonté était énergique, tenace, sa bravoure exceptionnelle; ses officiers disaient que sous la pluie des balles son regard pénétrant devenait encore plus clair et qu'une flamme intérieure paraissait l'animer.

Il était connu comme amateur de théâtre, delà donna l'idée à Victor-Emmanuel de lui envoyer en ambassadeur secret une belle actrice, Laura Bon, que le Roi avait beaucoup connue. Elle apportait la photographie de Sa Majesté, tous ses saluts, et se mit à réciter avec grâce le rôle nouveau qu'on lui avait appris : « Victor-Emmanuel dit-elle, était dégoûté de Napoléon et des Français; il n'avait pas la fantaisie d'occasionner des déplaisirs au Saint-Père, de heurter le monde catholique en marchant sur Home; son vif désir serait de s'allier avec l'Empereur d'Autriche et d'obtenir pacifiquement la Vénétie par une large indemnité; il demandait si Benedek serait disposé à rapporter à son maître ces propositions, et à assumer l'office de négociateur. » — Benedek lit à la belle des compliments sur ses talents diplomatiques, sur sa voix, sur ses dents, et lui dit simplement : « Si un général piémontais entrait sérieusement dans de pareils pourparlers, son roi et le monde entier s'écroieraient en chœur: Quel niais! ou pour mieux dire, quel une! » Ils se mirent à rire ensemble de l'ambassade, et l'entretien se termina par une demande de recoin-

mandation auprès d'un directeur de théâtre de Vienne faite par l'actrice¹.

Benedek, en sa qualité de Hongrois, de protestant, déplaisait fort aux archiducs et aux grands seigneurs qu'il eut sous ses ordres, et il paraît ne pas avoir épargné à certains les paroles dures et les sarcasmes. Sévère mais bon, il était au contraire l'idole de ses officiers et de ses soldats. En Italie, sur un théâtre restreint, il avait très bien réussi. Sur une arène plus vaste et nouvelle, aux prises avec un adversaire formidable, aurait-il l'intuition audacieuse qui met au niveau des grandes circonstances de la guerre ? Personne n'en doutait dans l'armée, dans le public, dans l'Allemagne. L'Allemagne prouten disait que seule présence à la tête de l'année équivalait à un corps de troupes de quarante mille hommes. Lui seul ne partageait pas la confiance générale. Il refusa le commandement, demanda une audience à l'Empereur, et lui exposa ses motifs. En sortant il alla chez Mensdorf; des larmes mouillaient ses yeux : « J'ai fait ce que j'ai pu, dit-il; j'ai supplié l'Empereur de me décharger de ce fardeau; je le sens, il est au-dessus de mes forces; c'est un cas de conscience; avec une division je ferais tout ce qu'il est humainement possible de faire; mais pour manœuvrer 200000 hommes

1. Cette anecdote est racontée très agréablement par Benedek lui-même dans une lettre à son ami le général Crenneville, donnée par l'historien Friedjung dans son remarquable ouvrage sur Benedek : *Benedek's Nachgelassene Papiere*. »

dans ce pays que je connais peu, je n'ai pas rce qu'il faut. Je l'ai dit à Sa Majesté, rien n'a pu l'ébranler; mais ce qui me désespère, c'est sa dernière phrase : « Vous êtes le seul », m'a-t-il dit, « je n'en ai pas d'autre ! » Ah ! malheureux pays ! si dans toute cette belle armée nous n'avons pas un meilleur général que moi ! J'obéirai, c'est mon devoir; mais je vous en prie, mon cher comte, faites encore un effort auprès de Sa Majesté. »

L'Empereur persista et chargea son adjudant général, le général Crenneville, de dire à Bencdek « qu'en cas de défaite, sous une autre direction que la sienne et surtout sous celle d'un membre de la famille impériale, il serait obligé de descendre de son trône ». Benedek n'insista plus et il se sacrifia à son empereur. Il prit le commandement de l'armée d'Allemagne et l'archiduc Albert conserva le commandement de l'armée d'Italie (12 mai) : exactement le contraire de ce qu'il eût fallu faire.

Dans les troupes de la Confédération, le VII⁰ corps fut confié au prince Charles, frère du roi de Bavière, âgé de 73 ans, ayant plus de goût que d'aptitude pour la guerre; le VIIT, au prince Alexandre de liesse, général autrichien en retraite; l'armée saxonne, au prince héritier, très distingué sous tous les rapports.

CHAPITRE III

LES PLANS D'OPÉRATIONS

1

Les états-majors constitués, on mobilise.

La mobilisation comprend la mise sur pied de guerre de l'année de campagne, la formation des troupes de réserve, l'organisation des troupes de garnison, de la défense des forteresses, de l'administration de campagne, des autorités militaires suppléantes dans les arrondissements de recrutement, etc.

La mobilisation prussienne est très facilitée par ce fait que les corps de troupes se recrutent dans une circonscription militaire toujours la même ; que la formation du temps de paix est la même que celle du temps de guerre, que chaque corps d'armée, avec tout son matériel, stationne, s'exerce, se mobilise dans la circonscription territoriale où il se recrute.

En Autriche et en Italie où, le recrutement n'étant pas régional, on amalgamait les éléments Tenus des provinces les plus opposées, où les régiments, éloignés de leurs dépôts, n'étaient pas

en possession de leur matériel de campagne, la mobilisation était plus compliquée et plus longue. Cependant en Autriche elle était facilitée par ce fait que des troupes sont en tout temps constituées en corps d'armée.

La mobilisation s'opéra partout en vertu des règles tracées. En moins de vingt-cinq jours elle était terminée en Prusse. Elle l'était complètement en Italie à l'ouverture des hostilités, et presque complètement en Autriche.

Les fractions de l'armée constituées isolément, indépendamment les unes des autres, sont dirigées sur la ligne choisie comme base d'opération d'où commenceront les marches stratégiques. C'est ce qu'on appelle la concentration.

La mobilisation s'opère en vertu de règles établies pendant la paix et sur des points déterminés d'avance; elle ne s'improvise pas. La concentration doit aussi dans ses moyens d'exécution être préparée, mais il faut souvent improviser le point précis où elle s'opère, car il dépend des circonstances politiques, des alliances, du temps qu'on a devant soi, du tempérament et des dispositions de l'ennemi. C'est le premier acte décisif de guerre, dont quelquefois le reste dépend, et il est souvent difficile, dans tout le cours d'une campagne, de réparer l'erreur de ce début.

II

On ne fut d'accord nulle part sur le point à choisir pour la concentration.

En Italie, La Marmora et Cialdini admirent que le mieux serait de se concentrer en une seule armée : ils ne s'entendirent pas sur la base d'opérations à donner à cette armée unique. Cialdini avait étudié l'attaque par le Pô inférieur et recueilli des détails exacts sur les eaux et les routes du Polesine, sur la vallée véronaise, le delta du Pô, le passage de l'Adige inférieur, les fortifications de Rovigo. Il proposait d'agir par le Pô inférieur et d'adopter comme base d'opérations Bologne : on prendrait ainsi à revers Manloue, Legnano, Pesciiera et une bataille gagnée là enlèverait aux Autrichiens leurs lignes de communication, permettrait d'arriver au cœur de la Vénétie et de s'avancer vers le Danube.

La Marmora n'avait pas l'idée absurde, qu'Ussedom et Hernhardi lui ont prêtée, de se renfermer dans le quadrilatère et d'y assiéger les forteresses. Commedialdini, il voulait pousser les Autrichiens sur l'Adige et les suivre vers Vienne. Il ne niait pas que tourner le quadrilatère eût été encore mieux que le traverser même en courant ; mais il ne croyait pas que son armée fût en état d'opérer sans péril, dans un pays coupé de nombreux canaux et cours d'eau et présentant à tout instant des défilés où des têtes de colonnes pouvaient seules combattre. La bonne petite armée piémontaise n'existait plus ; elle avait été noyée dans un afflux de Toscans, de Napolitains dépourvus d'esprit et de tradition militaires. Les officiers d'artillerie et de cavalerie fournis parla chevaleresque noblesse piémontaise étaient

de qualité supérieure; les officiers d'infanterie ne les valaient pas, et à côté d'éléments excellents l'armée en contenait d'au moins douteux. Dans tous les cas, elle n'avait pas encore fait ses preuves, étant nouvelle, *nuova*¹, et La Marmora ne croyait pas prudent de lui trop demander pour son coup d'essai. En conséquence, il proposait d'agir par le Mincio, en considérant Plaisance comme base d'opérations.

Cialdini, son avis n'ayant pas prévalu, refusa de s'occuper plus longtemps de la conduite générale de la guerre. On transigea, on décida qu'il y aurait deux groupes opérant, l'un par le Mincio, l'autre par le Pô inférieur. Le Roi assisté de La Marmora conduirait celui destiné à opérer sur le Mincio, Cialdini celui du Pô inférieur, sauf, le quadrilatère traversé et le Pô franchi, à se réunir dans la plaine vénitienne et continuer ensemble la marche en avant. L'armée du Mincio se contenterait d'attirer sur elle l'ennemi par des démonstrations sans engager de bataille décisive, et faciliterait ainsi à Cialdini le passage du Pô. Caribaldi serait à l'extrême gauche dans le Trentin, et opérerait une autre diversion en menaçant les communications de Vérone avec le Tyrol.

Les forces italiennes placées sous le commandement en chef de Victor-Emmanuel furent donc divisées en deux armées : Celle du Mincio commandée par La Marmora sous le titre de chef

1. Cialdini à La Marmora, 23 maggio 1800 : « Abbiamo uu armata quasi nuova nella quale aliluirono éléments sinora ouosciuti poeo o sfavorevolmente. »

d'élal-major général, comprenant trois corps : 1^{er} (Durando), 2^o (Cucchiari), 3^o (Délia Rocca) el une division de cavalerie (Desonnaz), en tout 436002 hommes, 7074 sabres, 282 canons.

L'armée du Bas-Pô, sous les ordres de Cialdini, un seul corps formé de huit divisions.

En tout, 83 117 hommes, 3503 sabres, 354 canons.

Les 35 ou 30000 volontaires de Garibaldi n'augmentaient pas beaucoup cette force. Les volontaires, si ce n'est quand ils ont été formés par quelque lemps de guerre, quels que soient leur valeur individuelle et le prestige de leur chef, font plus de bruit que de besogne.

Notez en ce qui concerne l'année italienne el les autres que ces chiffres vont être rapidement diminués, même avant les combats. Dans le mois de l'entrée en campagne on peut évaluer les pertes entre 3 et i p. 100 par suite des privations et du défaut d'entraînement.

III

En Prusse aussi la disposition des armées donna lieu à de vives discussions. Dès la mobilisation terminée, l'armée prussienne fut divisée en trois : l'armée de l'Elbe commandée par Herwarth de Bittenfeld (3 divisions d'infanterie, 2 brigades de cavalerie et une réserve d'artillerie de corps d'armée) ; l'armée de Frédéric-Charles (là 1^{re}) (un corps d'armée et quatre divisions d'Infanterie non formées en corps d'armée, un

de cavalerie de 3 brigades et une réserve de l'artillerie de l'armée) ; l'armée du Prince royal (la 2^e) (deux corps d'armée et une division de cavalerie). La réforme de l'armée prussienne n'ayant pas encore produit son effet, il manquait à la réserve une classe, celle de 1866 : on y suppléa par le premier ban de la landwchr. En outre avec la landwehr on constitua un corps de réserve (Mulbe), composé de deux divisions d'infanterie dont l'une de la Garde, d'une division de cavalerie, de trois brigades. On eut ainsi 278600 hommes, 25000 chevaux, 846 canons, sur lesquels 14 000 hommes du corps de réserve de la landwehr, furent laissés en Saxe. Une armée dite du Mein fut composée de la 13^e division, de la division mixte Manteuffel et de la division Beyer, total 51000 combattants, 2400 cavaliers, 96 bouches à feu : elle fut confiée au général Vogcl de Falkenstein.

Cette répartition des armées opérée, Moltke hésite et tâtonne, preuve de ce qu'il y a d'imprévu dans une concentration ; il ne sait comment il distribuera les trois armées destinées à agir contre l'Autriche. Il se donne le temps de réfléchir et opère, contre toutes les règles, un premier déploiement stratégique, loin des frontières menacées, dans des villes de la région du recrutement ou non loin (8 mai). Puis il réfléchit suites moyens de sortir de cette position d'attente, il ne préparait pas ses plans aussi mystérieusement qu'on l'a dit. Il ne se passait pas de jour qu'il n'écrivît un mémoire sur toutes les opérations possibles du côté de l'ennemi et sur la meil-

d'élal-major général, comprenant trois corps : 4^{er} (Durando), 2^o (Cucchiari), 3^o (Délia Rocca) et une division de cavalerie (Desonnaz), en tout 136602 hommes, 7074 sabres, 282 canons.

L'armée du Bas-Pô, sous les ordres de Cialdini, un seul corps formé de huit divisions.

En tout, 83 117 hommes, 3503 sabres, 354 canons.

Les 35 ou 36 000 volontaires de Garibaldi n'augmentaient pas beaucoup cette force. Les volontaires, si ce n'est quand ils ont été formés par quelque temps de guerre, quels que soient leur valeur individuelle et le prestige de leur chef, font plus de bruit que de besogne.

Notez en ce qui concerne l'année italienne et les autres que ces chiffres vont être rapidement diminués, même avant les combats. Dans le mois de l'entrée en campagne on peut évaluer les pertes entre 3 et 4 p. 100 par suite des privations et du défaut d'entraînement.

111

En Prusse aussi la disposition des armées donna lieu à de vives discussions. Dès la mobilisation terminée, l'armée prussienne fut divisée en trois : l'armée de l'Elbe commandée par Herwarth de Bittenfeld (3 divisions d'infanterie, 2 brigades de cavalerie et une réserve d'artillerie de corps d'armée) ; l'armée de Frédéric-Charles (là 1^{re}) (un corps d'armée et quatre divisions d'Infanterie non formées en corps d'armée, un

de cavalerie de 3 brigades et une réserve de l'artillerie de l'année) ; l'armée du Prince royal la 2^e) (deux corps d'armée et une division de cavalerie). La réforme de l'armée prussienne n'ayant pas encore produit son effet, il manquait à la réserve une classe, celle de 1860 : on y suppléa par le premier ban de la landvvehr. En outre avec la landvvehr on constitua un corps de réserve (Mulbe), composé de deux divisions d'infanterie dont l'une de la Garde, d'une division de cavalerie, de trois brigades. On eut ainsi 278600 hommes, 25000 chevaux, 846 canons, sur lesquels 14 000 hommes du corps de réserve de la landwehr, furent laissés en Saxe. Une armée dite du Mein fut composée de la 13^e division, de la division mixte Manteuffel et de la division Beyer, total 51000 combattants, 2 400 cavaliers, 96 bouches à feu : elle fut confiée au général Vogel de Falkenslein.

Cette répartition des armées opérée, Moltke hésite et tâtonne, preuve de ce qu'il y a d'imprévu dans une concentration ; il ne sait comment il distribuera les trois armées destinées à agir contre l'Autriche. Il se donne le temps de réfléchir et opère, contre toutes les règles, un premier déploiement stratégique, loin des frontières menacées, dans des villes de la région du recrutement ou non loin (8 mai). Puis il réfléchit sur les moyens de sortir de cette position d'attente. Il ne préparait pas ses plans aussi mystérieusement qu'on l'a dit. Il ne se passait pas de jour qu'il n'écrivît un mémoire sur toutes les opérations possibles du côté de l'ennemi et sur la meil-

leure manière d'y parer. Il communiquait ces mémoires à ses officiers en leur demandant leur opinion et discutait avec eux. Quand il parla, vers la fin de mai, de séparer l'armée en deux masses placées l'une dans la Silésie (2^e année), l'autre le long de la frontière saxonne et au nord de la Bohême (1^{re} année et armée de l'Elbe), séparées l'une de l'autre par la Saxe, par l'Elbe, par de nombreux affluents de l'Oder, et à plusieurs jours de marche, il rencontra une très vive opposition. On lui représenta qu'il n'était pas sage, en se divisant, de s'exposer à être le plus faible partout; qu'il fallait entrer en Bohême, compacts, en « lignes de masses, coude à coude ». On avait le choix entre deux routes : celles de Silésie et la Aeiss, et celles par la Lusace et Gœrlitz. La première était la plus courte; elle avait l'inconvénient de compromettre les communications avec Berlin, d'offrir des difficultés à cause des défilés à traverser et de l'importance de la place d'Olmiitz à laquelle elle aboutissait. La seconde paraissait donc préférable : elle était plus longue, mais plus sûre, et couvrait Herlin.

L'opinion d'un grand nombre d'officiers, sinon du plus grand nombre, notamment du général Alvensleben, aide de camp de confiance du Roi, était que, même en supposant la séparation des forces fatale au début, à cause de la configuration des chemins de fer, on n'était pas obligé de s'astreindre à cette fatalité initiale : il fallait la corriger, et rapprocher, par une marche de flanc, la 2^e armée de la 1^{re}, se concentrer dans une zone

centrale d'où Ton couvrirait à la ibis Berlin et Breslau. Gœrlitz paraissait le point indiqué. Do là on pourrait descendre, dès les hostilités ouvertes, en Bohême et continuer ensuite sur Vienne. Bismarck avait été gagné à cette opinion, et quand Govone, qui la partageait aussi, la lui exprima, il se montra convaincu et lui dit : « Ailez soutenir auprès de Moltke ces idées saines¹¹ »

Moltke expliqua au général italien ses raisons, puis il ajouta : « Mais vous qui nous recommandez la concentration, pourquoi ne la pratiquez-vous pas en Italie, où je vois deux armées, l'une sur le Pô, l'autre sur le xMincio? — Ce n'est qu'une position d'attente dit Govone; les hostilités commencées, il n'y aura plus qu'une seule armée. » Il aurait pu ajouter qu'entre l'Italie et la Prusse était cette différence que chacune des armées italiennes serait supérieure à toute l'armée autrichienne adverse, tandis que chaque armée prussienne serait inférieure au gros de Benedek.

Moltke s'ohstina. Il excipait de la difficulté de nourrir longtemps une aussi grosse armée autour de Gœrlitz. liaison insuffisante, car il n'était pas impossible de l'espacer jusqu'à l'ouverture des hostilités dans la région ou dans les régions avoisinantes, de façon à la réunir très vite dès qu'elles commenceraient. Il soutenait aussi que

1. Govone à La Marmora, 21 mai 1860 : « J'ai longuement discuté avec Bismarck les dispositions militaires. J'ai fortement combattu cette dissémination. Bismarck, convaincu du danger, me pria de soutenir des idées plus saines auprès du chef d'état-major; je le ferai demain. »

par là, les routes étant moins nombreuses, on arriverait plus tard. Arriver plus tard mais sûrement, n'est-ce pas plus précieux qu'arriver plus tôt? Dans une guerre où il y tant de hasards, est-il raisonnable de s'exposer à ceux qu'on peut éviter? D'ailleurs on avait du temps puisque les hostilités n'étaient pas ouvertes, et il était certain que quand elles le seraient, on arriverait de la région de Gœrlitz, sur l'Iser plus tôt que Benedek n'y parviendrait d'Olmütz. Il est évident qu'à ce premier essai de ses forces Moltke n'était pas alors en possession de la netteté résolue <i>l'esprit qu'il l'a bientôt acquérir. En se tenant ainsi un pied en avant de Breslau, l'autre en avant de Berlin, il sacrifiait encore à cette routine d'occuper un pays pour le défendre, tandis que la véritable manière de le couvrir est d'aller à l'armée ennemie, où qu'elle soit, et de la battre. Enfin Moltke mêlait à ses qualités supérieures une confiance présomptueuse contre laquelle il s'est trouvé heureux maintes fois d'être mis en garde par Bismarck, qui, aussi confiant, était moins présomptueux. Cette fois Bismarck ne réussit pas et ce fut le premier symptôme d'une dissidence, que nous constaterons souvent, entre les vues des deux coopérateurs. Le 10 juin les trois armées prussiennes sont placées dans les régions de Torgau, Gœrlitz, Schweidnitz, séparées par des intervalles de 40 à 50 kilomètres.

L'expérience et la réflexion ont ramené Moltke à reconnaître qu'en cette occasion il avait été plus chanceux que sage; il n'a plaidé que les cir-

constantes atténuantes, et, en 1870, ne s'imitant pas lui-même et nous laissant à nous le soin de l'imiter, il a fait contre nous le contraire de ce qu'il avait pratiqué en 1866.

Les défauts de ce plan se firent aussitôt sentir. Le 11 juin on obtint par trahison Tordre de bataille autrichien, et Ton apprit que six corps étaient en voie de réunion autour d'Olmüilz. Le Prince royal en conclut qu'il va avoir sur les bras toutes les forces autrichiennes; il s'inquiète et demande qu'on le renforce. La seule manière de ne pas satisfaire à une exigence aussi justifiée était de corriger le plan initial dont le vice devenait palpable : on l'aggrave; on ne rapproche pas l'armée qu'on avait eu le tort de trop éloigner, on l'éloigné encore un peu plus, on l'autorise à s'établir sur la Neiss et on lui envoie un nouveau corps et la Garde; la distance entre les deux armées, déjà trop grande, est accrue de cinq à six journées. Jusque-là l'erreur stratégique commise était grave, elle devient « colossale, telle que la ruine de la Prusse, devait en être la conséquence en présence d'un adversaire nourri de l'esprit napoléonien, actif et manœuvrier¹ ».

IV

La division de l'armée autrichienne en deux était indispensable puisqu'elle luttait au nord contre la Prusse, au midi contre l'Italie.

1. Général DONNAL, *Sadowa*.

L'archiduc Albert eut trois corps : Rodifch (V^e), iMaroïcic (VII^e), Hartung (IX^e); une division de réserve¹, deux brigades de cavalerie; en tout 78494 hommes, 3084 chevaux, 176 canons. Dans le Tyrol, sous le général Kuhn, 13228 hommes, 141 chevaux, 32 canons.

Benedek avait sept corps : Clam-Gallas (1^{Cl}), Thun (11^o), Archiduc Ernest (111^o), Festetics (1V^o), Ramming (VI^e), Archiduc Léopold (VHP), Gablenz (X^e); plus deux divisions de cavalerie légère, trois de réserve et une réserve d'artillerie : en tout 192189 hommes, 22825 chevaux, 730 bouches à feu. A quoi il fallait ajouter la petite armée saxonne, 18 ou 20000 hommes.

Concentrer en Bohême cette armée c'eut été la livrer à coup sûr aux griffes ouvertes d'un ennemi tout à fait prêt. Benedek la concentra en Moravie.

Il pouvait néanmoins, de la Moravie aussi bien que de la Bohême, tirer parti de la séparation des deux masses prussiennes, en se portant excentriquement, contre le Prince royal par Olmutz et la Neiss. L'état-major autrichien avait préparé cette attaque, Benedek était certain d'atteindre le Prince royal sur la Neiss quatre ou cinq jours avant qu'il fût secouru par les deux autres armées.

La raison de ne l'avoir pas fait paraître

t. L'archiduc réduisit au strict nécessaire les garnisons des places fortes et avec les troupes tirées ainsi de ces garnisons il forma une division qui prit le nom de division de réserve, bien que destinée comme les autres à combattre en première ligne.

toute politique : les Saxons, renonçant à se défendre dans Dresde, rejoignaient l'armée autrichienne sur User. On lui avait fait espérer que les Bavaois viendraient aussi renforcer son aile gauche; ils l'avaient promis par un traité, où ils se réservaient, il est vrai, de sauvegarder avant tout leur propre territoire, mais il se berçait de l'illusion qu'ils comprendraient qu'en aidant à battre les Prussiens ils sauvegarderaient ce territoire plus qu'en le couvrant directement, avec leurs seules forces. Il ne voulut pas s'éloigner d'eux et des autres confédérés du Sud.

Cette combinaison abandonnée, certains écrivains militaires ont pensé qu'il eût pu déboucher dans la direction de Gœrlitz, par le seuil de Kumburg-Zittau, Kriedland, et se mesurer avec le prince Frédéric-Charles avant que le Prince royal ait pu le secourir. Il paraîtrait, au dire de Giovone, que les Prussiens ont été stupéfaits qu'il ne l'eut pas tenté¹. Par là il se fût rapproché de ses alliés et eût augmenté ses chances de les entraîner. Mais l'action par Gœrlitz supposait un rassemblement autour de Prague. D'Olmiitz, il était évidemment beaucoup plus court de se diriger vers Gitsclin.

D'ailleurs Renedek avait l'esprit plein de la tactique de Bonaparte en 1796, qu'il avait étudiée sur les lieux. Bonaparte assiégeait Mantoue, son armée ne comptait que 30000 hommes;

1. Giovone, étant à Nickolsbourg et recueillant les impressions des officiers prussiens, écrit : « Benedek stupii non marciando sopra Gœrlitz ». *Memorie* page 286.

l'Autriche en réunissait *une* de 70000 sous Wurmser dans le Tyrol; mais Wiirmser divise ses forces en trois colonnes, séparées par le lac de Garde et l'Adige, qui, après avoir marché isolément, devaient se rejoindre à l'extrémité sud du lac, poursuivre les Français sous Mantoue, les couper de leurs communications. Le péril de l'année française élailextrême; tous les généraux, sauf Augereuu, opinaient à une prompte retraite; le jeune capitaine, d'un coup «l'œil de génie, comprend le parti à tirer d'un morcellement contraire aux régies de l'art : son .armée est trop faible pour faire face à toutes les forces ennemies, mais elle est au centre de la ligne intérieure ; il se porte successivement contre chacune des colonnes autrichiennes; l'une, battue, rétrograde rapidement contre l'autre; il les écrase ainsi successivement, et rejette Wûrmser dans le Tyrol.

Les Prussiens étaient certainement dans la situation de Wûrmser; Benedek eut été dans «celle de Bonaparte s'il s'était concentré en Bohême. En Moravie, il ne se trouvait pas au centre de la ligne intérieure entre les deux armées. Y arriverait-il à temps? et une fois arrivé aurait-il devant lui l'espace de se porter rapidement d'une armée à l'autre, sans s'exposer à être écrasé entre les deux? C'était fort douteux.

Cependant ce fut ce parti risqué qu'il adopta. Il renonça à agir par la circonférence soit vers la Neiss, soit vers Gœrlitz, et se concentra entre Brunn et Olmulz en vue d'agir de là contre l'ar-

mée principale prussienne, celle de Frédéric-Charles. Comment s'y prendrait-il? Il n'en savait encore rien. La seule résolution claire dans son esprit était d'aller occuper une excellente position sur l'Elbe supérieur, entre Josefstadt et Kœniginhof. Une fois établi là il [offrirait](#) la bataille, si les circonstances le permettaient. Cette résolution exigeait une activité napoléonienne. Dès le 6 juin il eut du se mettre en mouvement. Ce jour-là il ordonna à Clam-Gallas de se concentrer à Jung-Bunzlau pour recueillir les Saxons, et le 9 seulement il resserra différents corps autour d'Olmütz; mais il n'ordonna le départ que le 16, perdant dix jours alors que les heures étaient précieuses.

Sur le point de s'engager dans une campagne qui ferait de sa vieille renommée une gloire ou la détruirait irrévocablement, il écrit à sa compagne dévouée : « Ma bien-aimée, ma bonne Julie, je te remercie de chacune des bonnes paroles que tu me dis, au moment où commence l'œuvre dont j'ai la responsabilité. En vérité, je n'ai pas souhaité cette tâche; je ne l'ai pas ambitionnée, mais je ferai avec sang-froid, avec énergie et avec calme, tout ce qui dépendra de moi pour la bien remplir. On verra bien alors que je suis un modeste soldat. Si Dieu bénit l'Autriche et son armée, quel que soit le lieu où gise mon corps, ma vie sera payée un million de fois, et tu devras supporter cette épreuve avec religion et peut-être, aussi, avec un légitime orgueil. Mais si je reviens vers toi comme un général

battu, alors montre de la compassion et permets-moi de supporter mon malheur en silence comme il convient à un homme. Je vais, tranquille et résolu, au-devant de ma destinée; je consentirais volontiers à me sacrifier pour l'Empereur. Aujourd'hui est le dernier jour de mon séjour à Olmiitz, et je veux, une dernière fois, te presser en pensée sur mon cœur, l'embrasser et te bénir. Je te remercie de toutes les attentions que tu as eues pour moi; de tous les témoignages d'amitié, d'amour et de bonté que tu m'as donnés depuis plus de vingt ans. Je suis plein d'espoir et de confiance en Dieu : ma vieille fortune militaire ne m'abandonnera pas. Pour le moment, je suis sain de corps et d'âme, plein de courage. Je suis mal Ire de mes nerfs, et j'ai pleine conscience de mon énergie et de ma volonté de fer, bien qu'au fond du cœur je sois modeste et résigné. Que, Dieu te protège, ma bien-aimée, ma bonne Julie; qu'il protège l'Autriche et qu'il se montre bienveillant pour celui qui t'aime sincèrement (20 juin). »

Le vent était à la dissémination. La Confédération, comme l'Italie et comme l'Autriche, distribua ses troupes en deux masses. La VII^e division de-Charles de Havière vers Schweinfurth, celle du prince Alexandre de Hesse, autour de Francfort.

V

Le 18, l'armée prussienne Formait trois groupes : l'armée de l'Elbe, 70000 hommes : 1^{re} armée, 93000; 2^e, 115000; en tout 278000. Ces trois armées s'étendaient de la région de iorjçau à celle de (iærlitz et à la Neiss, séparées par des distances de 150 à 179 kilomètres¹.

Une telle dissémination ne pouvait être maintenue, si l'on voulait sortir d'une position dangereuse et obtenir des résultats considérables. Le resserrement de l'armée de l'Elbe et de la 1^{re} armée avait commencé depuis l'entrée à Dresde, on le compléta : l'armée de l'Elbe, tout en conservant son autonomie, Fut placée sous le commandement du prince Frédéric-Charles (19 juin). Le difficile était de réunir aux deux autres la 2^e armée jetée au loin sur la Neiss.

On eut pu opérer cette réunion en Taisant rétrograder l'armée du Prince royal pour la Faire déboucher en Bohème, à la gauche du prince Frédéric-Charles, par Reichcinberg et (iabel, ou bien en rapprochant Frédéric-Charles du Prince royal pour les Faire entrer tous les deux par la Silésie. Mais tout cela eut été Fort long. Moltke calcula les distances, et, comptant sur les proverbiales lenteurs autrichiennes, il se persuada que lienedek ayant à parcourir 180 kilomètres ne pourrait être concentré sur l'Elbe et

1. Les corps prussiens sont indiqués en chiffres arabes; les corps autrichiens en chiffres romains.

en état d'agir que du 28 au 30, et que ses armées n'ayant à franchir que 100 et 130 kilomètres, dès le 20, le 27 au plus tard, il pourrait avoir passé Viser et se trouver à Gitschin ou à proximité. Il résolut d'opérer la jonction de ses deux armées, en avant, en plein territoire ennemi, quoique cela ait toujours été jugé dangereux.

Ces calculs ne manquaient pas de probabilité; ils restaient néanmoins hypothétiques. Il ne suffit pas décompter les kilomètres, il faut apprécier les difficultés plus ou moins grandes qu'on trouvera à les parcourir. Or les kilomètres de Benedek, malgré les aspérités du terrain, étaient plus aisés, se trouvant en pays ami; au contraire les kilomètres prussiens seraient allongés par un lleuve et des défilés de montagne à franchir en pays ennemi. Les Autrichiens étaient d'ordinaire lents, toutefois qui pouvait assurer que le *faucon de la Vistule* ne déploierait pas ses ailes? Pouvaient-on être sur de conjurer les mille à-coups qui, quoi qu'on fasse, surgissent à la guerre? L'opération était donc risquée, mais elle était nécessaire. Mollke était libre, à la fin de mai, de ne pas maintenir la disposition de son armée en deux masses séparées : celle division maintenue et rendue encore plus dangereuse par la marche du Prince royal vers la Neiss, il était condamné à essayer de réparer son imprudence primitive par une nouvelle imprudence. Blamât-on sa première résolution, on ne saurait qu'approuver la seconde, car ce n'est point par la timidité qu'on se tire d'un pas critique, « Le plus mauvais parti à

la guerre est le plus pusillanime ou, si Ton veut, le plus prudent : la vraie sagesse pour un général est dans une détermination énergique¹. »

VI

Le 22 juin, Moltke télégraphia aux généraux en chef des deux masses prussiennes : « Par ordre de Sa Majesté le Roi, les deux armées entreront en Bohême et prendront leurs mesures pour se concentrer vers Gilsrhiu. » — Dans des instructions de détail envoyées au prince l'Yédéric-Gliarles, il dit : « La 2^e armée est la plus faible, et c'est à elle qu'incombe la tâche la plus difficile, puisqu'elle doit déboucher des montagnes; donc, dès que la 1^{re} armée aura effectué sa jonction avec le corps Ilerwart, elle devra redoubler d'efforts pour hâter son mouvement en avant. Il disait encore (et ici se révèle l'instinct supérieur de l'homme de guerre) : « J'ai indiqué Gitschin à cause des facilités que donnent les routes et les voies ferrées; mais cela ne veut pas dire qu'il faille quand même y arriver. La réunion des armées dépendra absolument de la marche des événements. D'après tous les renseignements que nous possédons, il est tout à fait improbable que les Autrichiens puissent d'ici à quelques jours avoir réuni, au nord de la Bohême, la grande masse de leurs forces. En prenant l'initiative nous pourrions peut-être trouver les forces ennemies

divisées et les attaquer ayant pour nous la supériorité du nombre. » L'essentiel, dans sa pensée, n'est pas qu'on se réunisse à Gitschin plutôt qu'ailleurs; il lui suffit qu'on se réunisse quelque part.

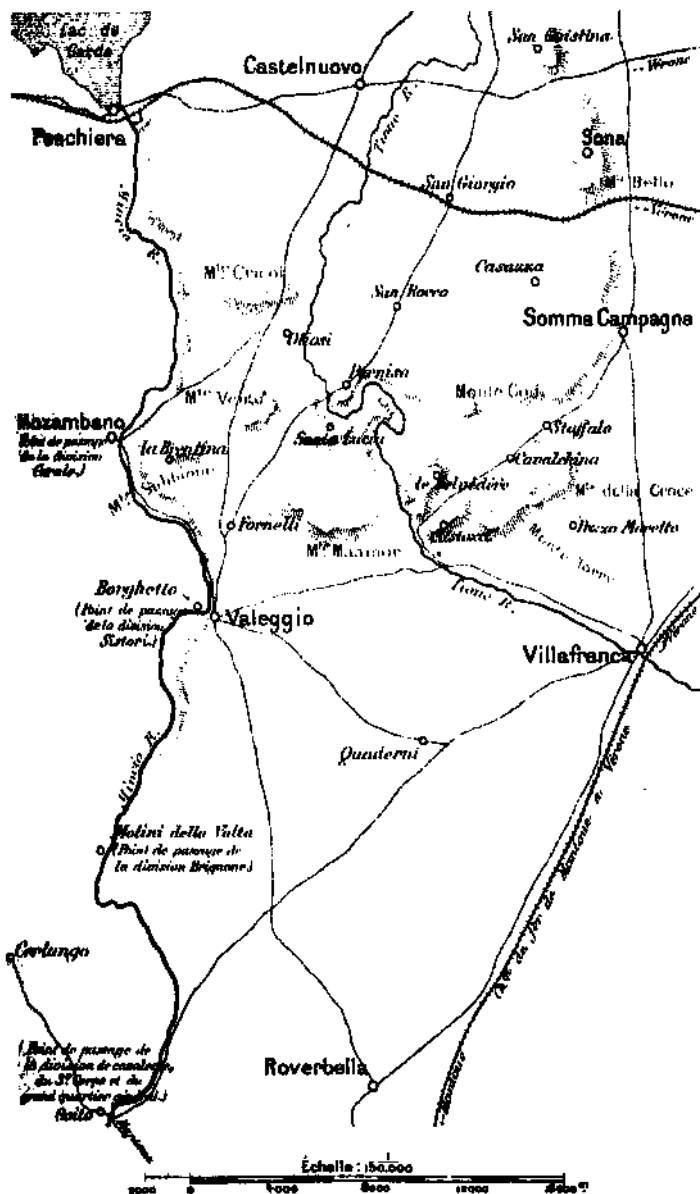
Inu division du corps de réserve, celle de la landvvelir de la (larde, fut attachée à l'armée de l'Elbe et chargée de protéger son liane extérieur (droit)et ses derrières. *Une* autre division, celle de la landwehr de la ligne, fut laissée en Saxe.

Frédéric, dans ses campagnes de 1757, envahit aussi la Bohème par deux lignes d'opération distantes de soixante lieues, et qui devaient se réunir à quarante lieues de leur point de départ, sous une place forte, devant l'ennemi. Les Autrichiens, répartis en quatre groupes placés à d'énormes distances, laissèrent arriver les deux armées prussiennes à si* lieues l'une de l'autre, et les corps séparés, dont le sort était d'être battus, furent \icloricuy par leur réunion, grâce à l'incapacité des ennemis de Frédéric, non par suite de ses bonnes dispositions¹. Il s'agissait de savoir si Moltke, aussi heureux que Frédéric, allait trouver devant lui les Autrichiens d'autrefois.

Quelques jous vont s'écouler avant que les armées parties de Dresde, de Gœrlilz, de la Neiss et d'Olmiitz, soient en présence. En Italie, au contraire, on se louche : aussi est-ce là que se produisit le premier choc.

1. NAPOLÉON I^{er}, *Guerres de Frèdérie*, 3^e observation.

BATAILLE DE CUSTOZA



CHAPITRE IV

CUSTOZA

I

La Marmora, instruit de la démarche (aile par (Jovono auprès de Moltke pour discuter sou plan, lui avait télégraphié : « Ne vous mêlez pas de ce que fait la Prusse et de ses dispositions militaires. Cela nous donnerait une responsabilité qu'il ne nous convient pas de prendre(22 mai) ». Et sans don le il pensait : cela l'autoriserait aussi à s'immiscer dans notre plan.

Covone s'abstint; Moltke ne fit pas de même. Il employa un procédé d'action peu eflicace el très blessant : il envoya en Italie un certain Bernhardi qui, désormais, va jouer un rôle souterrain mais important dans les machinations prussiennes. Ce Bernhardi n'était pas le premier venu : déjà vieux, à cheveux el moustaches tout blancs, grand, maigre, tellement myope qu'il avait l'air aveugle ; au premier abord, bonhomme, mais, disait La Marmora, « en causant avec lui, il a du Satan », d'un sans-gêne impertinent; d'ailleurs, intelligent, rusé, actif, instruit et,

quoique civil, ayant écrit de bons livres d'histoire militaire.

Si sa tâche eût été exclusivement militaire, on lui eût préféré un soldat. Il comprenait si bien lui-même que son caractère civil ne lui permettrait guère d'intervenir officiellement dans la conduite des opérations, qu'il eût voulu un grade lui donnant le droit de porter l'uniforme. On le lui refusa, et il reçut le titre de «conseiller de légation : il serait rattaché au ministère des Affaires étrangères; ses rapports militaires seraient adressés à Moltke par l'intermédiaire d'Usedom qui les recevrait ouverts, afin de transmettre immédiatement en chiffre ce qu'il serait urgent de faire connaître.

Ceci indique bien le caractère de sa mission : politique surtout, elle visait autant Usedom que La Marmora. L'influence qu'on le chargeait d'exercer devait être occulte, discrète, chuchotée à l'oreille, non étalée et bruyante; en un mot, il devait être un *'informateur* de haut rang, ayant la double fonction de surveiller La Marmora, dont Moltke se déliait, et Usedom en qui Bismarck n'avait aucune confiance.

Bismarck considérait cet ambassadeur comme tin feuilletoniste politique, un courtisan expert à raconter de jolies anecdotes, un brouillon incapable de suivre consciencieusement des instructions, au demeurant un diplomate peu sérieux. Il avait, de plus, l'inconvénient d'être doublé d'une femme anglaise d'une choquante extravagance. Lié avec Mazzini, Garibaldi et tous les

conspirateurs italiens, il tenait d'eux son secrétaire, prétendu raazzinien, qui était un espion de l'Autriche : il lui confiait toutes les pièces, le chiffre, et c'était de lui qu'il tirait ses informations. 11 s'absentait, laissant entre les mains de ce secrétaire des blancs-seings que celui-ci couvrait de ses rapports : c'est ainsi qu'il lui arriva de rendre compte d'une conversation avec des ministres qu'il n'avait point vus. Avec cela toutes les prétentions, même celle d'être un stratège. Bismarck se serait débarrassé de cet agent inutilisable et compromettant, s'il n'avait été un grand dignitaire dans la franc-maçonnerie : le Roi, fidèle à ses devoirs envers les frères¹, n'entendait pas qu'on y touchât. Ne pouvant s'en débarrasser, il lui envoyait un contrôleur.

A son arrivée à Florence, cependant, Bernhardi ne se contenta pas de ce rôle occulte. 11 prend le titre de conseiller *nrililaire* de la légation prussienne et, en cette qualité, se fait présenter à La Marmora et obtient une conversation de deux heures dans une salle obscure du Palazzo Vecchio (6 juin). Il lui expose les idées prussiennes : Mollke, qui disposait son armée en deux groupes, déconseillait à l'Italie de l'imiter; elle

1. Guillaume était le Maître adjoint, autrement dit Vénérable d'honneur de la grande loge franc-maçonnique allemande, la *Minerra*. On raconte que dans son palais il avait deux placards dont lui seul et un homme de toute confiance, le conseiller intime Borcke, avaient les clefs; l'un de ces placards renfermait les papiers secrets de l'État, l'autre les papiers de la franc-maçonnerie.

devait n'avoir qu'une armée compacte et unie, ne pas aller se heurter au quadrilatère, le tourner, marcher sur Trieste, s'en emparer par les forces réunies de la flotte et de l'armée, poursuivre ensuite vers le Danube, tout au moins le menacer, en un mot, ne pas, se contenter d'une petite guerre en Italie et pousser jusqu'au cœur même de l'Autriche.

La Marmora écouta poliment, présenta quelques objections, esquissa son propre plan, et ne parut attacher aucune importance aux conseils qu'on lui donnait. Bernhardi ne lui pardonna pas de n'avoir pas été terrassé par sa science; il le déclara un esprit borné, enfermé dans ses vues mesquines, et depuis il ne cessa de le caricaturer, de le calomnier, de lui prêter les intentions les plus noires et les conceptions les plus sottes.

I!

Bernhardi n'avait pas parlé à La Marmora de la Hongrie : les excitations à y organiser l'insurrection arrivèrent de Berlin. Bismarck offrait de supporter la moitié des frais nécessaires évalués à trois millions en priant, toutefois, le gouvernement italien d'en faire l'avance. Le 13 juin, il télégraphiait à Usedom : « Insistez énergiquement pour qu'on se mette en relations avec le comité hongrois. Le refus de La Marmora nous donnerait plutôt quelque soupçon contre le sérieux de l'Italie dans la guerre. Nous

voulons ouvrir les hostilités dans le commencement de la semaine prochaine Nous sommes frappés par les hésitations inexplicables de l'Italie contre une union avec la Hongrie. Nos anxiétés seraient multipliées lorsque l'Italie voudrait engager une guerre stérile dans le quadrilatère¹. » Il priaït Barraï de seconder auprès de La Marmora l'action d'Usedom. Barraï télégraphia : — Voicice que Bismarck vient de me dire à l'instant : « Je regrette, je dois vous le dire, d'apprendre que chez vous l'on paraisse vouloir commencer par attaquer le quadrilatère au lieu de se porter au fond de l'Adriatique et obliger l'Autriche à accepter un combat en rase campagne. H y a là une pensée qui m'inquiète. D'un autre côté, je ne vous cacherai pas que j'aurais voulu voir accepter par le général La Marmora la combinaison qui, au moyen de quelques millions fournis en commun, nous aurait *procuré une puissante insurrection en Hongrie*. Les chefs hongrois que j'ai vus sont tous de mon avis (15 juin). »

La Marmora qui n'oublia jamais ce double télégramme, a été stupéfait lorsque, le 10 janvier 1874, au Beichstag, Bismarck dit : « M. de Schlomer a prétendu qu'en 1866 j'avais provoqué à la défection des régiments hongrois et dalmates ;

1. Ce télégramme a été communiqué par Usedom à Turr à son arrivée à Florence, je le liens de ce dernier. Du reste Chiala l'a connu aussi et l'analyse à peu près fidèlement (*Preliminarii*, t. II, p. 21). Il en a donné le texte entier dans *Ancora un pu più di luce*.

ceci simplement est *faux*. *j'ai repoussé au commencement de la guerre les offres hongroises*; ce n'est qu'après la bataille de Sadowa que je me suis dit que je n'avais plus le droit de dédaigner aucune ressource pour soutenir la lutte. » — « Comment a-t-il pu parler ainsi? écrit La Marmora à Gramont. Il est notoire qu'il était fâché avec moi *avant la guerre, parce que je ne voulais pas provoquer l'insurrection hongroise*. 11 nous a conjurés d'attaquer l'Autriche, non seulement en déclarant la guerre, mais par les moyens les plus honteux, comme celui de corrompre les régiments hongrois et croates en Italie¹. »

A ces vilaines propositions, La Marmora avait répondu presque avec dédain : « Je n'entends pas discuter le plan de campagne, car je vois qu'à Berlin on ne connaît pas notre position. Quant aux Hongrois, leur pays est presque dégarni de troupes; ils n'ont qu'à se soulever, s'ils y sont disposés. » 11 savait qu'ils n'en feraient rien, car si la portion active de l'émigration et les

1. La Marmora à Gramont, G février 1874. — Pour avoir plus de facilités à nier son intervention révolutionnaire Bismarck demandait à l'Italie de faire les avances de façon à pouvoir soutenir qu'il n'avait rien payé. Après la guerre il fit mieux. D'après BERTHA (*la Hongrie moderne*) « une somme assez forte avait été mise à la disposition de George Komàrony par le gouvernement prussien, tant pour l'équipement que pour l'entretien de corps francs hongrois. Comme elle n'a pas été entièrement dépensée, Komàrony voulut en restituer le reliquat. Mais Bismarck ne le lui permit pas, déclarant « qu'il ignorait l'existence de cette subvention et que d'ailleurs il n'avait jamais eu rien de commun avec les révolutionnaires » (page 100 en note).

ardents, comme Turr, parlaient d'insurrection, Deak, le vrai maître de l'opinion hongroise, y était résolument opposé, limitant plus que jamais sa politique à un compromis constitutionnel.

Les révolutionnaires, toujours maîtres en calomnies, en Italie comme ailleurs, ont inventé que la répugnance de La Marmora pour l'expédition en Dalmatie n'était qu'un acte de servilité de plus envers Napoléon NI. Or, il se trouve précisément que l'Empereur conseillait cette expédition¹.

III

La Marmora arrêta donc, sans tenir compte des interventions prussiennes, son plan de campagne. Cialdini y avait le rôle principal et le plus brillant. 11 traverserait le Pô dans sa partie inférieure avec huit divisions dans la nuit du 25 au 26 juin. La veille, les trois premiers corps d'armée sous le Roi et La Marmora opéreraient une démonstration afin de détourner l'attention des Autrichiens, qu'on supposait sur la rive gauche de l'Adige, et de les attirer vers le Mincio. Le passage opéré, La Marmora ne s'amuserait pas à une guerre de sièges dans le quadrilatère, il le traverserait, irait se joindre à Cialdini, vers les collines euganéennes, et, réunis, ils marcheraient vers l'Isonzo.

1. Nigra à La Marmora, 26 mars 1866 : « L'Empereur m'a dit que l'Italie devrait faire un débarquement sur la côte autrichienne de l'Adriatique pour entrer en Hongrie. »

Garibaldi avait pour objectif Trieste. 11 -voulait y débarquer, manœuvrer au nord, sur le revers cîes Alpes, et s'emparer des passages qui conduisent de la Vénétie dans la vallée de la Save et de la Drave. On obtint qu'il y renonçât provisoirement et il consentit à opérer dans le Trentin. « Toute divergence, disait-il, doit être subordonnée aux nécessités du commandement. »

Usedorn, rebuté par La Marmora, s'adressa au Roi. Il le voyait souvent à l'insu du ministre. Le Roi l'encourageait. « Avec La Marmora, lui disait-il, ou ne peut rien faire; mais n'importe, dans deux jours je l'emmène dans mon camp; alors Ricasoli sera président du Conseil et il prendra les mesures nécessaires pour que vous puissiez faire partir Tiirr. » En effet, tout en gardant le titre de ministre sans portefeuille La Marmora remit à Ricasoli la présidence du Conseil. Le nouveau chef du Cabinet, soucieux de souder l'union nationale, forma soi_ ministère sur les plus larges bases : il confia la Marine à un député de la gauche avancée, Depretis et les Affaires étrangères à l'ancien collègue de Minghetti, Visconti Venosta (20 juin). Il fît pressentir l'Empereur sur ce qu'il pensait de l'amnistie de Mazzini; l'Empereur ne fit pas même une objection.

Ricasoli se montra immédiatement très favorable aux projets hongrois, de telle sorte que le Roi annonça à Kossuth qu'il avait approuvé le plan d'action concerté avec Ricasoli et le congédia avec ces paroles significatives : « Au revoir, à Vienne ! »

Se sentant ainsi appuyé, Usedom, dosa propre initiative, sans ordre ni autorisation de Bismarck ou de Moltke, eut l'idée extravagante de proposer, et presque de vouloir imposer à La Marmora un plan stratégique par note diplomatique au nom du Gouvernement du Roi « qui croit de toute urgence d'établir dès à présent entre leurs mouvements militaires l'entente la plus stricto et la coopération la plus efficace. Le système pour la guerre prochaine que la Prusse propose à l'Italie est celui d'une guerre à fond. Si au commencement des hostilités le sort des armes leur était propice, les deux alliés ne s'arrêteraient pas aux obstacles intermédiaires; ils chercheront plutôt à pousser leur adversaire dans ses derniers retranchements et jusque dans ses dernières ressources. Ainsi la Prusse ne devra pas songer aux obstacles que la nature ou l'art opposent depuis Linz jusqu'à Cracovie; elle poussera résolument vers Vienne les succès qu'elle pourra obtenir. Quant aux opérations analogues des forces italiennes, celles-ci ne devront pas être employées à assiéger le quadrilatère, mais à le traverser ou à le tourner pour battre l'armée ennemie en pleine rase campagne. Les généraux italiens seront indubitablement les meilleurs juges des opérations dont il s'agit. Cependant pour aller à l'unisson, il faudra que l'Italie ne se contente pas de pénétrer aux frontières septentrionales de la Vénétie, il faut qu'elle se fraye un chemin vers le Danube, qu'elle se rencontre avec la Prusse au centre même de la monarchie impé-

riale, qu'elle marche sur Vienne. Pour s'assurer la possession durable de la Vénétie, il faut d'abord avoir frappé au cœur la puissance autrichienne. Si l'Italie voulait restreindre son action militaire à Udine ou à Belluno pour s'occuper ensuite du siège des places fortes, elle arrêterait inévitablement la guerre entière, car elle permettrait à l'année autrichienne de se retirer tranquillement vers le nord pour renforcer les armées impériales contre la Prusse. A l'aide peut-être de la Bavière, ces forces réunies pourraient arrêter l'offensive prussienne et la réduire à une défensive obligée. Dans ce cas, la coopération de l'Italie aurait fait plus de mal à la Prusse que sa neutralité absolue. La neutralité aurait du moins retenu dans le quadrilatère et paralysé, au profit de la Prusse, toute une armée autrichienne; la coopération victorieuse, ainsi mal comprise et arrêtée dans sa carrière, refoulerait cette même armée contre la Prusse, et cette dernière aurait moins de chances *avec que sans* son alliance italienne. »

Venant à la coopération hongroise, la note Usedom dit : « Le gouvernement prussien a fait étudier dernièrement avec soin la question hongroise. Il a acquis la conviction que ce pays soutenu également par l'Italie et par la Prusse leur servira à son tour comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique. Qu'on dirige, par exemple, sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition qui n'affaiblirait en rien l'armée principale, parce qu'on la prendrait, pour la plu-

part, (tans les rangs des volontaires en les mettant sous les ordres du général Garibaldi. D'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, elle trouverait parmi les Slaveâ et les Hongrois une réception des plus cordiales ; elle couvrirait le flanc de l'armée s'avancant sur Vienne et lui ouvrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes contrées. Par contre les régiments hongrois et croates dans l'armée autrichienne refuseront bientôt de se battre contre des armées qui ont été reçues en amies par leur propre pays. Du nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composa autant que possible d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y joindrait les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auraient pas tardé de se former. L'Autriche perdrait à mesure que nous gagnerions, et les coups qui alors lui seraient portés *ne frapperaient plus ses extrémités, mais son cœur*. C'est par toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une si haute valeur à l'affaire hongroise et à l'action combinée sur ce terrain avec l'Italie, son alliée. Je propose au Cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions indiquées, et leutf assurer la coopération de ces pays (17 juin). .,

Bernhardi, auquel Usedom communiqua cette note avant de l'envoyer, comprit l'effet. de révolte que produirait sur un soldat cette argumentation vague de dilettante, sans suite, sans sérieux, faite sur un ton impérieux inacceptable;

Il essaya de la corriger en y ajoutant un exposé calme et technique pouvant devenir matière à conversation militaire. Usedom ne le joignit pas à sa note.

L'effet sur La Marmora fut tel que l'avait prévu Bernhardi. Il reçut cette note à Crémone; ses troupes étaient déjà en mouvement. Il n'en accusa pas même réception et se contenta d'écrire à son collègue Jacini, ministre des Affaires étrangères par intérim : « Cette note est un chef-d'œuvre; je ne saurais dire si elle pèche plus par l'inconvenance ou par l'ignorance de nos affaires. Dites au ministre prussien que je n'ai pas le temps de lui répondre ; mais la vérité est que si je le faisais, je serais obligé de lui dire des choses très déplaisantes, et actuellement cela ne convient pas. » Sur Ricasoli l'effet de la note fut tout différent. Il en jugea les conseils bons et il télégraphia à Nigra de demander à l'Empereur comment il jugerait un débarquement sur les côtes de l'Adriatique dans le but d'y provoquer un soulèvement de la Croatie et de la Hongrie (22 juin). Ricasoli suivait l'exemple de La Marmora auquel ses amis l'ont tant reproché : avant de s'engager dans une affaire scabreuse, il essayait de s'assurer la bonne volonté de l'ami dévoué sur lequel on pouvait compter en toute occasion. En cela il ne manquait pas plus que La Marmora à la dignité nationale, il faisait acte de sage prévoyance. L'Empereur répondit : « Qu'il ne voulait ni exprimer un jugement ni donner un conseil sur un pareil sujet. Qu'il

appartenait au gouvernement italien de faire la guerre de la manière qu'il croyait la plus utile et la plus sûre pour lui. » Rapproché de l'opinion qu'il avait exprimée à Nigra, en mars, cela signifiait : « Faites. » — Et en effet Ricasoli essaya de faire.

IV

La Marmora, sous le titre de major général, devait, véritable généralissime, établir l'unité dans les mouvements de l'armée. Il fut loin d'y réussir. Cialdini fut autorisé, quoique nominale-ment soumis à sa direction, à exercer son commandement de manière indépendante; de son côté le Roi lançait de temps en temps un ordre direct en dehors de son chef d'état-major, et s'occupait à le dénigrer et à affaiblir son prestige; il n'y avait pas jusqu'à son caporal palefrenier qu'il n'autorisât à la critique. Lorsque, en dépit de la discipline, généraux ou autres se plaignaient de leur général en chef, il répondait : « Vous avez raison ; La Marmora ne sait faire que des sottises; il ne veut pas m'écouter et, à cause de lui, les choses vont à la diable¹. » C'est donc dans la plus complète anarchie du commandement suprême que l'armée italienne commença ses opérations.

La campagne de l'archiduc Albert est de tous points admirable. Il pénètre le dessein de

1. Lettre déjà citée de Petitti à Chiala.

l'ennemi, trouve le véritable moyen de le déjouer et exécute avec rapidité et énergie ce qu'il a conçu avec clairvoyance. Il n'a que 71824 hommes, 3536 chevaux, 168 bouches à feu à opposer aux 130000 hommes de l'armée du Roi et aux 80000 de Cialdini. Mais il est maître de la ligne intérieure entre les deux armées, il n'a pas à la gagner à force de jambes comme Benedek; il peut donc se conformer aux préceptes et aux exemples du maître souverain, Napoléon. Il concentre ses forces dans une position centrale entre Montegnana et Lonigo d'où il pourra, en une marche forcée, se porter soit à Vérone, soit à Badia, soit contre le Roi, soit contre Cialdini. La distance entre les deux armées italiennes est telle qu'il aura l'espace et le temps nécessaires pour aller de l'une à l'autre. Informé par d'habiles explorations de sa cavalerie il néglige Cialdini quoiqu'il soit le plus faible parce que son armée empêtrée dans les sables, les marécages et les cours d'eau du Pô, n'est pas en état de tomber sur son dos, tandis qu'il sera aux prises avec l'armée du Roi. L'Archiduc se concentre en arrière de Vérone (22 juin); le 23 au matin, il franchit l'Adige et vient occuper sur le flanc gauche de l'ennemi les hauteurs de la rive gauche du Tione, de manière à être en mesure de prendre l'armée royale en flanc.

L'Archiduc ne garda pas son plan caché dans son cerveau. Sachant, comme Moltke, que les généraux ne peuvent avoir de l'initiative au milieu des incidents imprévus d'une bataille que

s'ils sont instruits du but à atteindre, il réunit le 23 les commandants de ses corps et leur communiqua son intention d'assaillir le flanc de Tannée italienne, moyennant une conversion à gauche entre Somma Campagna et le Mincio, puis de se poster sur les éminences méridionales dominant la plaine. Il recommanda, partout où ils ne seraient pas en nombre inférieur, de procéder par voie d'assauts rapides et audacieux. Il prit en même temps les précautions les plus minutieuses : il établit le long du Pô et du Mincio un service de surveillance des plus rigoureux; il laisse le gros bagage sur la rive droite de l'Àdige, ordonne une distribution générale de quatre journées de vivres, dont la moitié devait être portée par les hommes et l'autre sur de petites voitures; le soir, les hommes consommèrent le vin et la soupe, conservant la viande cuite.

V

Le 24, à 3 heures du matin, le café pris, les troupes se mettent en route et se rangent sur la ligne Castelnovo (division de réserve Rupprecht); San Giorgio in Salice, V^e corps (Rodich); Casazza, VII⁰ corps (Maroicic); Somma Campagna IX^e corps (Hartungj, avec une réserve de cavalerie à l'aile gauche (Pulz et Bujanovics). Arrivées en position, elles opèrent un léger changement de front à gauche, le IX^e corps à Somma Campagna en est le pivot, le V^e s'avance jusqu'à San

Rocco di Palazzolo, et la division de réserve de Castelnuovo à Oliosi. Les Autrichiens étaient établis sur les positions vers lesquelles les Italiens marchaient. La bataille était inévitable et ils s'y attendaient, tandis que les Italiens ne la prévoyaient pas.

Le corps Durando formant la gauche italienne laisse la division Pianell sur la droite du Mincio chargée d'observer Peschiera et de défendre le pont de Mozambano; il s'avance avec les divisions Cerale, Sirtori, Brignone vers la ligne Sona, Santa-Giustina par des voies divergentes insuffisamment liées. Le centre (corps Délia Rocca) se dirige par la plaine vers la ligne Somma Gampagna-Villafranca avec ses divisions Cugia, Principe Umberto, Bixio; la division Govone forme la réserve avec la division de cavalerie de ligne De Sonnaz. La droite, (corps Gucchiari) laisse deux de ses divisions, Cosenz et Mignano, à observer Mantoue et Borgoforte; les deux autres, Longoni et Angioletti, suivent à grande distance se dirigeant sur Marmirollo et Roverbella. Le quartier général devait être porté à Valeggio.

Après un violent orage la température, un instant rafraîchie, était redevenue suffocante. L'Archiduc avait dissimulé si bien ses dispositions que les Italiens, mal éclairés, ne les soupçonnaient pas. La facilité avec laquelle ils franchirent le Mincio le 23 accrut leur sécurité, d'autant plus qu'on n'avait cessé d'annoncer, depuis l'origine des hostilités, que les Autri-

chiens" en Italie resteraient sur la défensive¹. La division de cavalerie de ligne avait passé le Mincio la veille en reconnaissance, mais elle s'était arrêtée à Villafranca et, n'ayant rencontré personne, on resta convaincu au quartier général qu'il n'y avait pas d'Autrichiens dans le quadrilatère, et que l'Archiduc se tenait derrière l'Adige. Le Comité vénitien avait, il est vrai, envoyé des informations sur les mouvements opérés par les Autrichiens le 22 et le 23 ; cet avis n'était pas parvenu, les émissaires qui avaient tenté de franchir les lignes autrichiennes ayant été fusillés.

VI

Le 24 au matin, l'armée de La Marmora s'avance pleine de confiance croyant opérer la démonstration promise à Cialdini. Les divisions disposées en colonnes de marche traînent après elles un lourd convoi qui encombre les routes ; leurs avant-gardes étaient très judicieusement composées, mais la cavalerie légère, cet œil de toute armée, marchait derrière l'infanterie. On eût dit des troupes qui changent de garnison.

A 4 heures du matin, La Marmora quitte le quartier général accompagné de son aide de camp et de deux soldats de l'escadron des

i. Nigra à La Marmora, 15 juin : « On m'assure de bonne part que le plan de campagne des Autrichiens est une défensive absolue ; ils se renfermeront dans les forteresses sans défendre le pays et évitant une bataille. »

guides. Il entend quelques coups de canon; il ne s'en inquiète pas, les suppose partis de Peschiera, et s'avance sur la route Valeggio-Villafranca. Le fracas persiste, redouble, se rapproche : c'est la bataille ! il est surpris !

Immédiatement, d'un coup d'œil sûr et rapide il voit que la clef de la situation, le point où l'on trouvera la victoire ou la défaite, ce sont les trois hauteurs échelonnées de Monte délia Croce, Monte Torre, Custoza, Belvédère. Maître de ces positions l'ennemi couperait en deux l'armée italienne : il faut coûte que coûte les occuper. Il ne perd pas un instant; il rencontre la division Brignone du corps Durando, la détourne de sa direction, l'envoie vers les hauteurs de Monte délia Oocc. 11 s'y rend lui-même; le Boi y était accouru aussi. L'un et l'autre sont d'accord sur la nécessité de garder la position, et aussi de renforcer Brignone si Ton veut qu'il s'y maintienne. La Marmora prescrit à Brignone de tenir jusqu'à l'arrivée des renforts, et il court à Villafranca les demander à Délia Bocca.

A Villafranca, Délia Bocca lui raconte l'attaque de la cavalerie autrichienne des colonels Pulz et Bujanovics contre les divisions Prince-Humbert et Bixio : faite sans ordre et sans bon sens quoique avec une fougueuse intrépidité, contre des troupes intactes et sur leurs gardes, cette attaque avait été brillamment et facilement repoussée par l'infanterie italienne disposée en carrés¹.

i. La division Humbert perdit 18 hommes et eut 62 blessés. Gela ne suppose pas la nécessité, selon les expressions

Cette faute devint cependant très profitable aux Autrichiens : elle mit dans la tête de Délia Rocca la conviction qu'il avait devant lui le gros de l'armée autrichienne toute prête à l'assaillir. Il communiqua cette idée fixe à La Marmora et il fut convenu que Délia Rocca n'enverrait que deux de ses divisions, Cugia et Govone, au soutien de Brignone. Cugia était déjà en partie engagé; Govone serait dirigé en réserve à Pozzo Morelto entre Villafranca et les hauteurs. Quant u lui, il tiendrait *ferme* à Villafranca, avec ses divisions Rixio et Prince Humbert et la cavalerie de ligne mise expressément sous ses ordres.

La situation de Brignone, cependant, s'était aggravée. Enhardi par l'assurance d'un secours prochain il s'était établi au Belvédère, à Custoza, à la Cavalcina, sur un front trop étendu pour ses forces. L'archiduc Albert, arrivé sur le Monte Bello au sud de Sona, ne voulant pas se laisser acculer à une bataille défensive très dangereuse, avait ordonné à la division de réserve de tourner le flanc gauche italien, de s'emparer de sa ligne de retraite entre Valeggio, Villafranca et Goito, et à six brigades de se porter par une attaque convergente sur les hauteurs méridionales espérant ainsi prendre l'ennemi entre deux feux.

Cette impulsion est immédiatement suivie. Deux brigades autrichiennes, Weckbeker et Bôch, sont d'abord repoussées par Brignone, mais elles

courtisanesques du récit officiel, de prodiges ;de valeur de la part de qui que ce soit.

Tépuisent leurs attaques successives et finalement, malgré le secours de l'artillerie de Cugia, la brigade Scudier l'achève. Les Autrichiens sont maîtres des hauteurs (11 heures) ; le prince Amédée est blessé.

Le Roi descend de Monte délia Croce et va, à son tour, quérir du secours. Il rencontre Govone, lui ordonne de suspendre sa marche sur Pozzo Moretto et d'aller immédiatement aux positions perdues ; puis, il réfléchit qu'il commet encore le péché qu'on lui reproche tant de tout brouiller, et reprend son ordre : « Allez où votre chef de corps vous a envoyé ; je vais le rejoindre à Villafranca. »

A Villafranca, il presse Délia Rocca d'envoyer quelques troupes à Custoza. Délia Rocca refuse : on lui a déjà enlevé deux de ses divisions ; à moins que le Roi ne lui en donne l'ordre formel, il ne détachera pas un seul soldat des deux autres ; Villafranca couvre Valeggio et le point d'intersection de deux grandes routes, c'est la clef de la position. Le Roi n'ose pas donner l'ordre formel. Toutefois Délia Rocca, désireux de lui complaire en quelque chose, envoie une batterie volante, quatre escadrons de lanciers et consent à ce que Govone ne poursuive plus sur Pozzo Moretto et gagne les hauteurs.

Le Roi satisfait expédie un aide de camp à Govone, et se rend à Valeggio où devait être le quartier général, position centrale d'où partiraient les ordres et arriveraient les renseignements. Il comptait y trouver La Marmora. Pas

de La Marmora : le chef d'état-major s'est fait officier d'état-major; il galope à travers le champ de bataille, prenant des informations hâtives, donnant des ordres précipités, d'autant moins sûrs que sa vue troublée ne lui permet pas de distinguer clairement la position des troupes.

Combien la ville était autre que le matin !... Les drapeaux qui flottaient à toutes les fenêtres disparus; les magasins fermés, les habitants désolés et épouvantés; des soldats sans armes effarés, débandés, se pressant, se bousculant sur la route encombrée qui conduit au Mincio; des chevaux, des voitures de toute sorte se mêlant à ce flot humain... Le Roi interroge et apprend que ce désordre provient de la déroute des divisions Cerale et Sirtori du corps Durando.

Cerale, simple tambour devenu général après cinquante ans de service, était un homme plein de vertu et d'honneur mais incapable de commander à trois hommes¹. La première fois de sa vie il s'était avisé d'avoir de l'initiative. Il devait passer le Mincio à Mozambano et se diriger ensuite sur Castelnuovo par le chemin direct : ayant reçu quelques projectiles de Peschiera, il redescend jusqu'à Valeggio d'où il comptait remonter par la grande route. Il ne prévient pas son avant-garde et la laisse continuer. De son côté l'avant-garde de Sirtori se trompe de direction et rejoint la sienne ; Cerale la renvoie, attaque

1. Lettre de Pianell, du 27 juiq, *Memoric*.

le mont Cri col, en repousse les troupes autrichiennes, se dispose à gagner Castelnovo. Trois pelotons de uhlans autrichiens l'aperçoivent, se précipitent sur sa division dont une brigade arrivait en ordre déployé vers la crête et dont l'autre cheminait sur la chaussée en colonne de route, traversent sa première ligne, fondent sur la seconde, sèment la panique et le désordre. De la brigade Forti ainsi bousculée, tout fuit sauf un bataillon resté en bon ordre.

Ces intrépides cavaliers sont presque tous sacrifiés, mais ils ont donné le temps aux brigades Benko et Weymar de reprendre le Cricol et de marcher sur Oliosi. La brigade Piret accourt aussi et prend la division Ceraie, déjà attaquée de front par les deux autres, par son flanc tout à fait à découvert à cause de son éloignement de la division voisine; ses attaques offensives se succèdent sans interruption : le général Villarey est tué; Ceraie blessé mortellement par ses propres soldats, Durando légèrement atteint. Les troupes s'étaient éparpillées, couvrant en une inexplicable confusion les routes qui conduisent au Mincio.

Sirtori avait arrêté la tête de sa division sur la hauteur de S. Lucia, puis, avec quelques cavaliers, franchi la vallée du Tione, croyant trouver de l'autre côté son avant-garde. Reçu par des coups de fusil, il avait fait traverser la vallée par la brigade Brescia, et elle s'était déployée sur la hauteur de la Pernissa, tandis que son autre brigade prenait position, en deçà du cours d'eau,

sur les hauteurs de Santa-Lucia. Ainsi séparée de l'autre brigade par une vallée profonde, la brigade Brescia ne pouvait en recevoir aucun appui. Attaquée par la brigade autrichienne Bauer, elle eut sa gauche culbutée ; le reste suivit le mouvement et toute la brigade s'enfuit. Ce sont ces débris mêlés à ceux de Cerales que Victor-Emmanuel voyait errants dans les rues de Vallenggio.

Cependant, le désordre, l'encombrement, le tumulte, l'affolement augmentaient de minute en minute autour du Roi : il ne pouvait demeurer là plus longtemps; il repassa le Mincio à la suite de ses soldats, et retourna à son quartier général du matin, Cerlungo, où il supposait qu'il rejoindrait enfin La Marmora. Pas de La Marmora! Sans l'attendre, il télégraphie (une heure et demie) à Cialdini auquel, dès le matin, il avait annoncé la bataille, « que sur les hauteurs de Custoza s'est engagé un combat acharné : la division de grenadiers est en fuite ; le prince Amédée et Cerales sont blessés, les pertes immenses. » Il terminait par l'ordre de passer immédiatement le Pô. Nous verrons les conséquences de ce télégramme inconsideré.

VII

Si le Roi courait après La Marmora, La Marmora courait après le Roi, et chacun courait après eux et ne les trouvait pas ou les trouvait trop tard, La Marmora survient à Vallenggio peu

après que Victor-Emmanuel venait de le quitter; il juge la situation perdue : la gauche en débâcle fuit derrière le Mincio; on ne peut compter pour rétablir le combat sur la droite (Cucchiari) trop distante; le centre (Délia Rocca) est coupé en deux; ses divisions Prince Humbert et Bixio, ainsi que la division de cavalerie de ligne De Sonnaz, attendent à Villafranca une attaque qui ne se produit pas, car l'archiduc Albert a fait interdire à ses deux brigades de cavalerie de se mouvoir de nouveau sans un ordre formel. Govone et Cugia essayent de reprendre les hauteurs. Mais ils ne pourraient y parvenir qu'à l'aide des deux divisions restées aux iftains de Délia Rocca, et il a été réglé que Délia Rocca les garderait à Villafranca. La Marmora pense que la débâcle de la gauche ne va pas tarder à produire son contre-coup sur le centre. Il envoie le colonel Avogadro inviter Délia Rocca à tenir aussi longtemps que possible et il se rend lui-même à Goito pour assurer, à l'aide des divisions Longoni et Angioletti, la retraite de Délia Rocca, qu'il juge imminente.

Govone intrépide, obstiné, ne prend pas, lui, son parti de la défaite. Sans attendre l'ordre du Roi, de sa propre initiative, il avait gravi les pentes abandonnées en désordre par Brignone, il avait rallié à sa division ce qui restait de la division battue, à peu près la moitié, et d'un vigoureux effort, aidé de son artillerie, repris Custoza défendue par la seule brigade Scudier. Il en informe Délia Rocca et lui demande de nouveaux

renforts, « car il a bon espoir de réussir ». Avant la réponse reçue il réunit toute sa troupe séparée jusque-là en détachements, et sans avoir besoin d'un nouvel effort trop énergique, s'empare de Belvédère, qui domine Custoza, point culminant de la situation, gardé seulement par quatre compagnies autrichiennes (deux heures trois quarts).

11 instruit son chef de cette prise, et réitère sa demande de secours : « Mes troupes ont repoussé trois fois les attaques de l'ennemi; depuis hier elles ne mangent pas et sont épuisées par la fatigue et les longs combats; elles ne pourraient résister à une nouvelle attaque, mais si Votre Excellence m'envoie des troupes, je m'engage à dormir sur mes positions. » Délia Rocca reste inébranlable. Il a reçu l'ordre de tenir *ferme* à Villafranca et il tient ferme; d'ailleurs il n'est pas convaincu de l'efficacité du secours réclamé. Est-il certain qu'il déciderait de la victoire? N'est-il pas à craindre que les Autrichiens arrêtés devant Custoza profitent du champ laissé libre par Durando, et s'avançant sur Valeggio, ne coupent la retraite aux troupes engagées sur la hauteur, qui succomberaient alors dans de plus désastreuses conditions? Le prince Humbert et Bixio le supplient en vain d'aller au canon. Il demeure inflexible et, demandant aux autres le secours qu'il n'accorde pas lui-même, il envoie un officier à Roverbella au général Longoni du corps Cucchiari, avec prière de se diriger au plus tôt sur Custoza.

VIII

Du reste les succès de Govone étaient partiels. Partout ailleurs les Italiens avaient fléchi. La réserve, composée de 4 bataillons de bersaglieri, seul reste du corps Durando avait été balayée et le Monte Vento occupé. La dernière brigade de Sirtori, refoulée sur son front, menacée sur ses flancs, ses dernières forces usées dans une offensive audacieusement poussée, abandonnait à Mœring la forte position de Santa-Lucia, et rejoignait à Valeggio ses premiers fuyards. Pianell, après avoir repoussé dans Peschiera une colonne de diversion, s'était rapproché de Mozambano, y avait laissé deux de ses brigades, passé sur la rive gauche du Mincio, obligé par sa présence l'Archiduc à renoncer à son mouvement sur Valeggio, mais il n'avait pu être d'aucun secours aux deux divisions en débâcle.

Du côté des Autrichiens, la droite, division de réserve et la brigade Piret (du V^e corps) épuisée par les combats depuis le commencement de la journée, reste immobile; les deux autres brigades du V^e corps (Bauer et Mœring) occupent sur le flanc de la position de Belvédère et de Custoza les hauteurs de S. Lucia enlevées à Sirtori; la brigade Scudier, chassée de Belvédère et de Custoza, s'est reportée en arrière et se reforme; les deux autres brigades de ce corps constituent la réserve générale de l'armée et n'ont pas encore donné; le 1X^e corps se remet

sur les hauteurs de Somma Campagna de son attaque infructueuse contre Govone et Cugia, pendant que son artillerie restée en position continue à canonner les hauteurs.

Alors l'archiduc Albert, voyant la gauche italienne évanouie, une partie du centre immobile, n'apercevant de vivant sur le champ de bataille que les défenseurs de Cusloza et de Belvédère, renonce à l'attaque sur Valeggio, et ordonne la concentration de toutes ses forces contre les hauteurs; la chute de Valeggio suivrait naturellement. Il lance à l'attaque deux brigades de la réserve générale appuyées par toute l'artillerie de leur corps d'armée et par l'artillerie de réserve du IX^e corps, ordonne à la brigade Mœring, renforcée d'un régiment reposé du IX^o corps, de descendre des hauteurs de S. Lucia et de prendre la position par le flanc.

Sa décision s'exécute avec une remarquable intrépidité. Les hauteurs sont enveloppées, escaladées, prises. Govone exténué adresse une suprême imploration à Délia Rocca, qui est à trois kilomètres avec plus de 20000 hommes et 3000 cavaliers. Délia Rocca toujours impassible ne se meut pas et répond : « Si vous ne pouvez plus résister, battez en retraite. »

Restait l'espérance de l'arrivée en ligne du général Longoni; mais il ne se montre pas. Les routes barrées par l'encombrement des voitures ne lui laissent point d'accès. Govone exténué ne pouvait, malgré son énergie, tenir contre des troupes appuyées par de nombreuses bouches à

feu, bien commandées, se sentant déjà la victoire en main, n'étant pas sensiblement en nombre supérieur mais fraîches ou reposées. Aussi calme qu'il avait été impétueux et tenace, ne voulant pas se laisser enlever, ni sacrifier inutilement les braves qui Font si héroïquement secondé, il ordonne la retraite (6 h. 3/4). Cugia suit. Peu après Délia Rocca lui-même, sur un ordre général de La Marmora, se rend par Goito derrière le Mincio où s'est déjà réfugié le 1^{er} corps. Quelques fractions se retirent avec ordre et discipline. Bixio, qui avait frémi toute la journée de son immobilité, arrête par ses carrés la poursuite de la cavalerie autrichienne toujours audacieuse et vaillante. La masse s'écoule dans une confusion indescriptible : les canons, les convois se heurtent et s'empêtrant; le soldat accablé par la fatigue, silencieux, n'a plus forme reconnaissable ; il marche comme un troupeau sans souci des chefs ou de la discipline.

Les Autrichiens las aussi, leurs chevaux à bout de forces, ne poursuivirent pas. L'Archiduc, supposant qu'il pourrait le lendemain être aux prises, soit avec un retour offensif de l'armée du Roi, soit avec une attaque de Cialdini par le Pô, ne voulut pas disséminer ses forces; il occupa les situations conquises et, comme il l'avait bien prévu, Valeggio tomba après Belvédère et Custoza sans qu'il eût à l'enlever.

Les pertes furent des deux côtés à peu près les mêmes : du côté des Italiens, 7 372 hommes mis hors de combat; 1156 tués ou morts de leurs

blessures, 2 547 blessés, 3 669 prisonniers, 14 canons et 5 000 fusils perdus. Les Autrichiens eurent 8832 hommes mis hors de combat, dont 2 033 tués, 4136 blessés, 2663 prisonniers. La perte un peu supérieure des Autrichiens était due à la fureur offensive de leurs attaques à la baïonnette.

Dans cette bataille, livrée le jour anniversaire de Solferino, se reproduisit entre Govone et Délia Rocca une situation identique à celle de Canrobert et de Niel, avec cette différence que Niel vainquit malgré l'inertie de Canrobert, et que Govone succomba sous celle de Délia Rocca.

Les ennemis de La Marmora se déchaînèrent contre la division en deux armées qui, disaient-ils, était la cause de la défaite. Cette division ne fut pour rien dans l'insuccès de la journée, puisque à portée du champ de bataille se trouvèrent inemployées plus de forces qu'il n'en eût été nécessaire, si on les avait utilisées, pour obtenir la supériorité du nombre sur l'ennemi. Il n'est pas juste non plus de reprocher à La Marmora d'avoir disposé sa bataille contre toutes les règles de l'art. S'il eût voulu la livrer ce jour-là, il eût pris de meilleures dispositions; il n'entendait faire qu'une démonstration et son erreur, ou plutôt son malheur, fut de supposer au loin l'ennemi, qui allait tomber sur son dos, et de s'être laissé surprendre. En cela même, il n'est pas sans excuses.

CHAPITRE V

APRÈS LA BATAILLE

I

Le soir de la bataille commença pour l'armée italienne une épreuve non moins démoralisante que la défaite : elle se trouva sans commandement.

Cialdini attachait peu d'importance aux conceptions stratégiques de Victor-Emmanuel : il jugea insensé son ordre de passer le Pô, qu'il reçut le 24 au soir. Depuis des jours il répétait qu'il ne tenterait cette hasardeuse opération que si l'armée du Mincio détournait de lui l'ennemi, par une démonstration dans le quadrilatère. Et on lui commandait de la tenter *ex abrupto*, alors que l'armée du Mincio avait rendu à l'Archiduc la faculté de diriger contre lui toutes ses forces ! Il était trop sérieux pour risquer une telle aventure et il conclut de la dépêche d'alarme qu'au lieu de passer le Pô il n'avait qu'à s'en éloigner. Il usa donc du droit, qui lui avait été formellement concédé, d'agir spontanément, sous sa responsabilité : le 24 même au soir il réunit ses généraux,

leur annonça que si les nouvelles reçues étaient confirmées, son intention était de changer de projet et d'aller provisoirement prendre position à Modène : aussitôt, il rappela son avant-garde qui occupait l'île d'Ariano.

Le lendemain 25, la retraite commença. Etrange résolution, car le Pô à franchir était une protection qui devait rassurer suffisamment contre une attaque immédiate : rester où Ton était et disputer le passage, s'il y avait lieu, paraissait la seule conduite raisonnable; il fallait au moins se donner le temps de la réflexion ; mais la panique ne raisonne pas. La retraite était en pleine exécution depuis quelques heures, lorsque vers les sept heures du soir il reçut du quartier général un télégramme de La Marmora, qui, expédié à quatre heures du matin, n'arrivait qu'à cette heure tardive. 11 était ainsi conçu : « Les Autrichiens se sont jetés avec toutes leurs forces sur les corps Durando et Délia Rocca; ils les ont culbutés; il ne semble pas qu'ils nous poursuivent. Soyez donc vigilants (Stia quindi à *ferla*). L'état de l'armée est déplorable. Elle est dans l'incapacité d'agir pendant quelque temps, cinq divisions étant en désordre. » Cialdini interpréta : « Je suis battu; l'ennemi ne me poursuit pas, mais probablement se dirige contre vous; prenez garde qu'il ne vous en arrive autant, »

Néanmoins ce n'est pas cette dépêche de La Marmora qui inspira à Cialdini une résolution déjà prise et en train de s'exécuter depuis le

matin; elle l'y confirma¹. Il n'est pas exact non plus d'accuser ce télégramme pessimiste d'avoir démoralisé l'opinion publique. Envoyé en chiffres il ne fut connu que plusieurs années après, à l'occasion des débats rétrospectifs que souleva la campagne malheureuse.

II

Au moment où, de son initiative, Cialdini rétrogradait sur Modène, on décidait au quartier général qu'à neuf heures du soir on se retirerait par une marche de nuit sur Crémone et Plaisance. Cette décision ne fut pas plus dictée par la retraite de Cialdini que cette retraite ne l'avait été par la dépêche de La Marmora. Des deux côtés on avait agi spontanément sous l'empire du même sentiment de panique.

Le Roi, supposant encore Cialdini sur la rive du Pô, lui manda la résolution qui venait d'être adoptée : « Dans la nuit les troupes se retireront vers Crémone afin de passer le Pô un peu plus haut et d'aller vous rejoindre, ce qui demandera sept à huit jours. » Garibaldi fut informé aussi. On lui laissait pleine liberté de se maintenir dans ses positions, et même de se jeter dans le Tyrol; cependant on l'engageait, si cela était possible, à protéger les principales cités qui, comme la patriotique Brescia, se trouvaient

1. Le récit officiel embrouille tout cela par courtoisie ; Chiala lui-même glisse, mais il produit une lettre inédite du général Petitti, qui amis le fait hors de contestation.

exposées aux attaques de l'ennemi. Ordre fut expédié à Cucchiari de faire sauter le pont à Goito.

Govone survient cependant au quartier général, tout enflammé; il prie, supplie La Marmora de ne pas exécuter cette retraite nocturne, semblable à une fuite terrifiée devant un ennemi qui ne remuait pas; elle ferait perdre aux troupes le bénéfice des quelques moments de calme et de repos qui leur ont été accordés; la privation de sommeil, une des causes les plus redoutables d'affaiblissement, amènerait, dans les circonstances actuelles, un désastre; les troupes se débanderaient. Le même sentiment éclata dans tous les rangs supérieurs : « Ce mouvement rétrograde me déchire l'âme, » écrivait Pianell¹. Sur quoi La Marmora décommanda la retraite et révoqua l'ordre donné à Cucchiari de faire sauter le pont de Goito.

Des nouvelles réconfortantes arrivées dans cette même nuit démontrèrent la justesse des conseils de Govone : les corps, mis en déroute, se recomposaient ; l'Archiduc ne bougeait plus et ne passait pas le Mincio. On s'applaudit de n'avoir point décampé, on reprit confiance et à six heures 1/2 du matin La Marmora télégraphia à Cialdini, que lui aussi croyait encore sur le Pô : « Je comprends qu'après la journée du 24 vous renoncez à marcher sur Rovigo ; mais je vous conjure de ne pas abandonner le Pô et de con-

1. Lettre du 27 guigno, *Memorie*.

tinuer vos démonstrations afin que nous puissions prendre une position meilleure. »

« Gialdini n'est plus sur le Pô, il est près de Modène! » vint-on dire aussitôt à La Marmora. Celui-ci éprouva un vif mécontentement. Comment une mesure si peu justifiée avait-elle été prise sans le consentement préalable du commandant en chef? Il pria le Roi de la désavouer et d'ordonner à Gialdini de reprendre la position inconsidérément délaissée. Victor-Emmanuel refusa, La Marmora alors déclara que, n'étant plus couvert par la présence de Gialdini sur le Pô, il ne s'estimait pas en suffisante sécurité sur le Mincio, et il reprit le projet, abandonné la veille, de retraite vers Grémone.

A neuf heures du matin, il télégraphie la nouvelle résolution à Cialdini : « Notre projet est une lente retraite sur Crémone, passant le Pô pour nous unir à vous. Quand le mouvement sera prononcé, je vous prie de vous avancer pour nous donner la main. »

Dans un troisième télégramme du même jour, il dit : « Quoique les choses aient mal marché de notre côté, je ne désespère pas; nous avons de mauvais éléments, mais nous en avons aussi d'excellents. Avant tout nous sommes trop à commander. Je propose au Roi de vous donner le commandement de l'armée de terre et de mer avec la faculté de faire toutes les nominations que vous voudrez. »

Cialdini reçut tous les trois télégrammes à la fois ; il répondit : « Après la journée du 24 et votre

retraite, je juge ma permanence sur le Pô périlleuse; demain, à midi, quatre divisions seront près de Modène. Dans cette position je protège votre retraite sans abandonner Bologne et Florence. » 11 l'eût bien mieux protégée en ne s'éloignant pas de l'ennemi et en le menaçant sur le Pô.

A mesure que la journée du 20 s'avavançait, le moral du quartier général se relevait. La Marmora s'efforça d'effacer en Cialdini l'impression des dépêches découragées qu'il avait reçues et lui télégraphia encore : « Il est nécessaire que vous sachiez que la bataille du 24 n'a pas été un désastre; si nous avons souffert, les Autrichiens aussi doivent avoir éprouvé des pertes considérables puisqu'ils n'ont pas osé nous poursuivre et qu'ils paraissent ne pas oser venir vers nous; mais pour nous l'essentiel est de nous unir et je crois plus convenable que nous allions, nous, sur la droite du Pô plutôt que de vous invitera passer de ce côté-ci. Je vous répète qu'il y a dans l'armée d'excellents éléments ; nous ne devons pas larder à supprimer les mauvais et à établir l'unité du commandement et de la direction dans le sens que je vous ai indiqué. » Cialdini, sentant un blâme dans le télégramme de La Marmora, lui répondit : « Si je me suis servi de la parole *désastre*, attribuez-le aux télégrammes qui, m'étant arrivés sans me donner des informations précises, m'ont consterné (*sgomeniato*)¹ »

i. Le 26 juin, 5 heures du soir.

Le Roi, de son côté, revenu de son pessimisme, télégraphia à Ricasoli (11 h. 30 du soir) : « Ayez bon courage comme moi; cette bataille n'a été ni perdue ni gagnée, mais elle me démontre qu'il faut être en nombre plus fort que l'ennemi; pour cela nous allons nous réunir à Cialdini et, après avoir pris quelques dispositions, nous attaquerons et je suis sûr de vaincre. L'ennemi a fait des pertes immenses; l'esprit de l'armée est excellent, et demande à se battre. » Ceci était pour le public; pour Ricasoli seul il ajouta : « mais quelques corps sont démoralisés; vous saurez comment la chose s'est passée, mais cela ne peut se dire que de vive voix. »

Ricasoli publia la partie du télégramme destinée au public. Elle ne fit pas grand effet. Nonobstant toutes les assurances réconfortantes, cette retraite sur Crémone, en présence de l'immobilité connue de l'ennemi victorieux, produisit une telle stupeur et tant d'indignation que le Roi crut prudent de l'arrêter et de s'établir sur l'Oglio, position médiocre en elle-même, mais qui, défendue par ses nombreuses troupes et appuyée par Crémone, n'offrait aucun péril. Là se débattit la question déjà posée par La Marmora, celle de l'organisation du commandement : il n'était plus possible de l'éluder* La Marmora fatigué de l'intervention constante du Roi dans les opérations, froissé de l'indépendance avec laquelle Cialdini avait pris une mesure aussi grave que la retraite sur Modène et du refus du Roi de la contremander, donna sa démission de

chef d'état-major (26). « Nous sommes trop à commander : ici, le Roi et moi; sur le Pô, Cialdini; dans le Trentin, Garibaldi; à Florence, le Baron, qui fait aussi le stratège avec Usedom, Bernhardi et les Hongrois; cela ne peut durer ainsi. » Il proposa de faire cesser cette anarchie qui rendait impossible tout commandement sérieux, et de se retirer de l'armée en conférant le titre de généralissime avec la latitude la plus illimitée à Cialdini. Cialdini convint que la première mesure à prendre, si on voulait rétablir les affaires était d'obtenir le départ du Roi de l'armée, mais il refusa le commandement. « Pour établir l'unité du commandement il faut que ce soit vous qui soyez le général en chef. Sous vous, aucune susceptibilité ne sera froissée ; tous seront volontiers sous votre commandement tandis que ni vous, ni Délia Rocca, ni Durando n'accepteriez le mien, et alors même que vous feriez un acte d'abnégation, je ne pourrais pas plus, moi, commander en liberté, que vous obéir avec plaisir. »

De son côté Victor-Emmanuel ne voulait pas entendre parler de quitter l'armée, et il se montra fort irrité qu'on songeât à le lui proposer. Mais il ne trouvait pas de chef d'état-major à la place de La Marmora qui maintenait sa démission, et en attendant on demeurait immobile. Les Prussiens se demandaient pourquoi et commençaient à faire les suppositions les plus désobligeantes, laissant entendre qu'ils soupçonnaient La Marmora de manque de foi, à la suggestion du perfide empereur des Français. Le public italien

auquel on avait promis une victoire, et auquel on avait annoncé un désastre, se déchaînait en reproches, en objurgations, en injures, en calomnies. La Marmora comprit qu'il n'était que temps de mettre un terme à cette inertie équivoque. Il demanda à Cialdini une entrevue à Parme (29 juin). Rivalisant de patriotisme et d'abnégation, les deux généraux décidèrent qu'*Vra fait* le commandement suprême serait aux mains de Cialdini et que La Marmora, tant qu'il n'aurait pas été remplacé, ne se considérerait plus que comme son chef d'état-major. Cialdini reviendrait vers le Pô inférieur et tenterait le passage sur des points autres que ceux cRoisés le 25. Si cette opération réussissait, l'armée, restée sur l'Oglio, s'étant refaite, le rejoindrait, et Ton s'avancerait en masse dans le territoire vénitien. Dès les deux armées réunies, Cialdini prendrait ostensiblement le commandement en chef. Restaient les difficultés avec le Roi. Les deux généraux persistaient à n'en vouloir plus à l'armée, et lui ne permettait pas qu'on lui parlât de la quitter, ne se souciant pas plus de Cialdini que de La Marmora comme chef d'état-major. « Je sens très bien, disait-il, qu'en prenant Cialdini je tomberais de la poêle dans la braise [*délia padella nette hrace*]. » Ricasoli vint de Florence conjurer cette dernière cause de discorde. Le Roi promit de laisser faire et de « s'abstenir de tout acte qui pourrait gêner l'action des chefs militaires pourvu que, respectant les convenances, ils le laissassent apparaître, au regard de l'armée

et de la nation, comme le chef suprême, car il ne peut sous ce rapport se mettre dans une situation d'infériorité vis-à-vis du roi de Prusse ». — La Marmora promet de faire bonne figure au Roi et de le tenir informé de tout. 11 ajouta qu'il était parfaitement d'accord avec Cialdini, et que leur entente continuerait dans l'avenir¹.

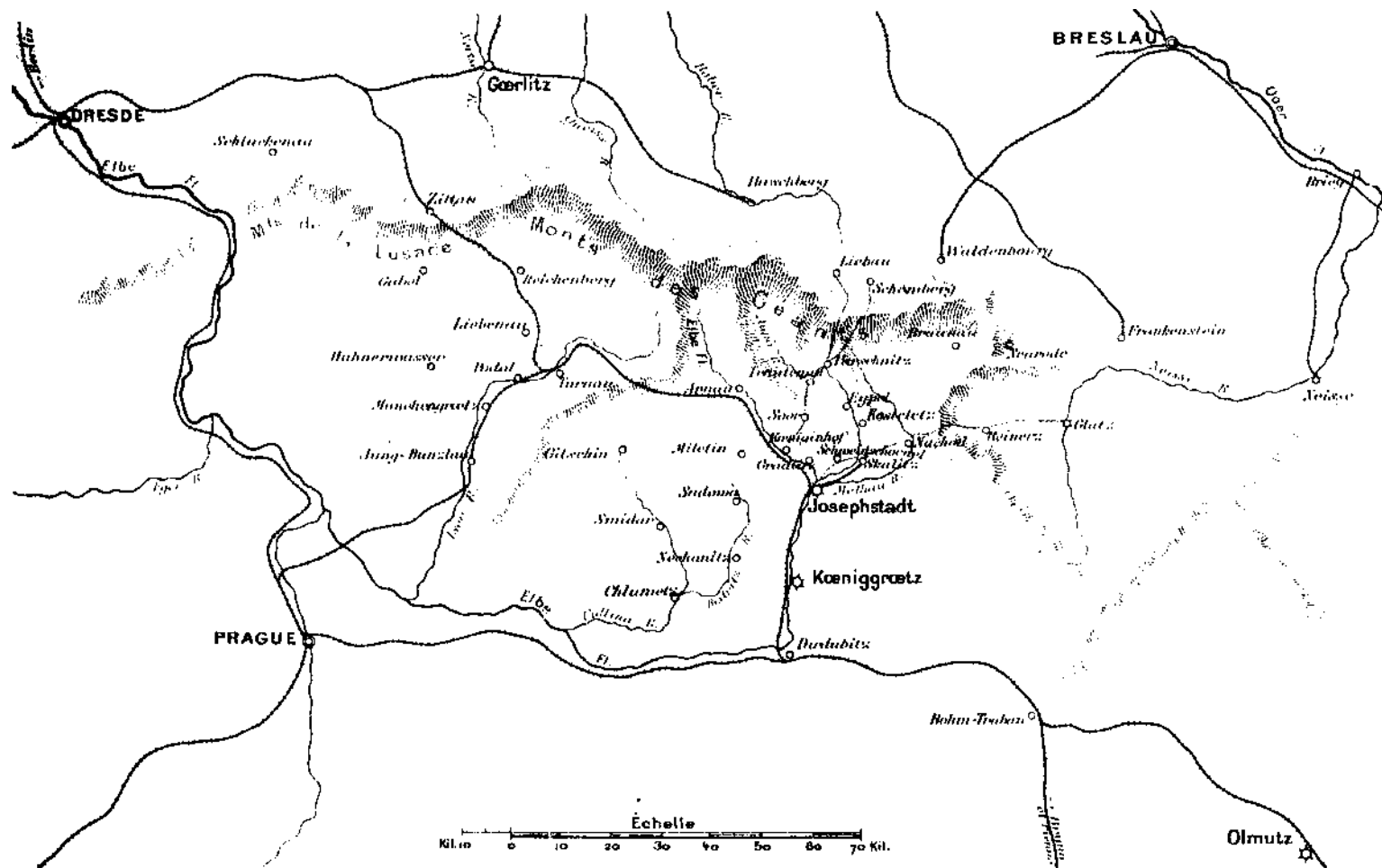
Cialdini ne se montrant plus sur le Pô, l'archiduc Albert supposa qu'il renonçait à en tenter le passage, et que les deux armées étaient en train de se réunir et de jeter leur masse sur lui. En vue de cette attaque, il fit établir des retranchements sur les fortes positions entre Brentina, Valeggio, Custozza, Somma Campagna et les fortifia. Ses derrières ainsi assurés, il transporta son armée sur la rive droite du Mincio, non pour la lancer plus avant, mais pour la tenir en haleine et prendre en quelque sorte ostensiblement possession de sa victoire. Cette fois l'Archiduc n'avait pas deviné les intentions de l'ennemi avec lequel il avait perdu le contact, et Cialdini s'applaudit de cette marche au delà du Mincio, qui favorisait son passage du Pô. Sa seule crainte était que La Marmora ne laissât soupçonner son dessein : « N'en parle/ à aine vivante, lui télégraphiait-il, et ne remuez pas (2 juillet). » Il devait masquer le passage du Pô dans la nuit du 7 au 8 par une attaque contre Borgoforte. La Marmora, de retour du pont de Viadana (4 juillet) où il était allé prendre les der-

1. Ricasoli, al *fratello*, 3 Luglio 1866.

nières dispositions, reçut le 5, à quatre heures du matin, l'ordre de se rendre immédiatement auprès du Roi à Cicognolo.

Pour comprendre ce qui allait se passer entre eux, il faut que nous allions rejoindre les armées prussienne et autrichienne en Bohême.

Guovv de 1866
INVASION DE LA BOHEME



CHAPITRE VI

LES OPÉRATIONS STRATÉGIQUES EN BOHÊME

1

La double marche commandée par Moltke au prince Frédéric-Charles et au Prince royal s'exécuta avec précision. Le 23 juin, le prince Frédéric-Charles entre en Bohême en six colonnes, s'arrête à Reichenberg et y attend l'armée de l'Elbe.

Le prince royal de Saxe et Clam-Gallas étaient hors d'état d'arrêter l'invasion ; mais s'ils s'étaient avancés jusqu'aux débouchés des monts de la Lusaee, ils l'eussent ralentie : leurs instructions ne leur permirent pas de le tenter. Ayant reçu l'ordre de ne pas résister sur l'Isar et de se retirer devant les forces supérieures, ils s'étaient établis dans une position excentrique entre Yung-Bunzlau et Munchengraetz, avec quelques détachements à Podol et une division de cavalerie en avant.

Le 25, les deux armées prussiennes réunies se dirigent sur l'Isar, occupent Turnau abandonné, et s'avancent sur Podol. A cette première ren-

contre, on put juger de la manière de combattre qu'allaient constamment pratiquer les Prussiens. La tête d'un bataillon est chargée par une forte colonne autrichienne, elle s'arrête, se met sur la défensive, rangée sur quatre rangs, les deux premiers rangs genoux à terre, les deux derniers debout. Au moment où, à la lueur d'un clair de lune, elle aperçoit l'ennemi à trente pas, les quatre rangs font feu à la fois, puis ils s'élancent en avant et se dégagent.

Le 26, les Prussiens sont maîtres de deux passages importants sur la coupure du lleuve. Le lendemain 27, avec leurs 143000 hommes et leurs 544 canons, ils auraient pu anéantir les 60000 Autrichiens et Saxons et leurs 150 pièces. Ce n'est point faute d'audace que Frédéric-Charles s'en abstint. Son armée se composait d'un trop grand nombre d'unités¹. A la suite de la marche du 26, une certaine confusion s'était mise parmi elles ; les troupes enchevêtrées avaient besoin de se reconnaître et de respirer; le 27 employé à faire cesser cette confusion fut complètement perdu.

De son côté le Prince royal avait avancé vers la frontière. Ses troupes allégées n'étaient suivies que par des chars à deux roues chargés des munitions du bataillon et des caisses d'ambulances. Les havresacs des soldats étaient transportés par des voitures de réquisition. Le 6^e corps, maintenu sur la Neiss, faisait croire à la marche

1. Ses troupes marchaient par divisions et non par corps d'armée, sauf quelques-unes.

de l'armée par la Haute-Silésie. Il n'avait pas été prudent de se priver ainsi du quart de ses forces en vue de démonstrations auxquelles eussent suffi quelques bataillons et la division de cavalerie.

L'armée ne rencontra devant elle aucun obstacle matériel; elle s'avança tranquillement et rapidement sans être inquiétée. Ses quatre colonnes ne pouvant pas se secourir latéralement se réduisirent à trois à partir de Parschnitz. Le 26 au soir elles sont en position de franchir le lendemain la montagne et de déboucher en Bohême par trois issues, Trotenau-Eypel, Kosteletz et Nachod¹.

II

Napoléon reprochait aux Autrichiens de ne pas connaître le prix du temps; Benedek le prouva une fois de plus. Son II^e corps était en avant, par conséquent plus près du but à atteindre. Il aurait dû, en même temps qu'il poussait Clam-Gallas vers l'fscr, l'envoyer d'urgence, par des trains de chemin de fer chauffant jour et nuit, au débouché des montagnes de Silésie; il l'immobilise sur les limites du comté de Glatz²,

1. Le 1^{or} corps (Bonin) est à Liebau et Schomberg. La Garde est déjà de Huître côté de la frontière, à Hranau, le 5^e corps, dans le défilé à Reinerz, à 15 kilomètres de Nachod. Le 6^e reste à Glatz.

2. Il y resta jusqu'au 26. La marche en avant vers l'Elbe était la meilleure protection contre l'attaque improbable par la Haute-Silésie. Le rôle assigné au II^o corps était certainement prudent, mais dans l'urgence des circonstances cette prudence devenait de l'imprudence.

et commence sa marche, le 20 seulement par les X^e et III^e corps, « tâtonnements, *mezzo termine*, qui perdent tout à la guerre¹ ». Enfin il marche, mais péniblement; le temps est mauvais, les routes défoncées; l'intendance, prise au dépourvu par la résolution inopinée de porter l'armée en Bohême, avait cru qu'en donnant de l'argent aux soldats ils se procureraient ce qu'elle n'avait pu leur fournir et n'éprouveraient aucune privation, grâce à la richesse du pays. Ce système réussit assez bien pour les têtes de colonnes; mais, le pays épuisé, les autres troupes « ne trouvèrent plus rien, et subirent *quelques* privations », dit l'état-major autrichien; *quelques* est peut-être atténué, toutefois on ne peut dire qu'elles furent affamées. Elles fournirent sans un jour de repos des étapes de 21 kilomètres et n'eurent point de déchets trop considérables, car leur sommeil de nuit ne fut jamais troublé. C'était certainement bien, mais la veille d'Austerlitz et ailleurs Napoléon en demanda bien plus.

Benedek reçut, pendant que son armée cheminait, deux avertissements sérieux : le premier, que les Bavares qu'il attendait ne le rejoindraient pas. Pfordten, après avoir trompé l'espérance de Bismarck, faisait défection à l'Autriche : sous prétexte de protéger son territoire il garda ses troupes, et les autres Confédérés limitèrent. Comme toujours versatiles, perfides, prêts à la trahison envers qui avait la naïveté de

1. NAPOLEON.

s'intéresser à leur sort, les États du Sud, croyant à la victoire de l'Autriche, ne la souhaitaient pas trop complète, sa domination ne leur plaisant pas plus que celle de la Prusse. 11 n'y avait donc plus à compter sur un renfort qui permettrait au prince de Saxe et à Clam-Gallas de se maintenir sur l'Iser avant l'arrivée de l'armée principale.

Le second avertissement, reçu le 20, confirmé le 25, était que des mouvements opérés sur la Neiss par l'armée du Prince royal on devait conclure avec assurance que la plus grande partie, sinon la totalité, de l'armée de Silésie se dirigeait vers les défilés des montagnes de Bohême : on allait donc avoir affaire au Prince royal.

Un général, doué de l'intuition militaire, aurait alors vu clairement que le danger le plus proche était la 2^e armée, et qu'à la distance où il se trouvait de Gitschin, il était plus menacé par le Prince royal que menaçant pour le prince Frédéric-Charles. Il aurait pris rapidement, il en avait le temps, les dispositions opportunes, poussé vers les frontières de la Bohême et de la Silésie, et non au delà de l'Elbe, ses corps les plus avancés, et les aurait fait précéder par quelques brigades expédiées en chemin de fer avec de l'artillerie '.

Dès le 26, les passages, étroitement resserrés entre des collines boisées à pentes raides et

1. De Josefstadt où aboutissait le chemin de fer il n'y avait plus qu'une journée de marche des défilés.

présentant à chaque coude de route l'aspect d'une forteresse naturelle, auraient pu être facilement rendus impraticables et couverts par une artillerie en position; on aurait pu tout au moins ralentir les Prussiens et donner le temps aux corps les plus rapprochés, deux au moins, de venir le 27 et le 28 soutenir les brigades d'avant-garde. Les Prussiens, dans l'impossibilité de se déployer, auraient perdu le bénéfice de la supériorité de leur armement et de leur tactique, car c'est l'artillerie qui eût accueilli leurs têtes de colonnes au feu⁴ et à mesure qu'elles se seraient montrées. La 2^e armée eût été rejelée dans les défilés, et il eût suffi, pour tenir la 1^{re} éloignée d'elle, d'ordonner au prince de Saxe et à Clam-Gallas de n'engager aucune action décisive et de reculer pas à pas, deux corps les protégeant dans cette retraite de temporisation.

Benedek, aussi obtus et timide que brave et obstiné, ne se rend pas compte de la réalité. Tout lui crie que c'est folie d'aller vers le prince Frédéric-Charles, qu'il ne le rejoindra pas à temps; que le Prince royal, s'il n'avise pas immédiatement, le prendra en flanc; qu'il sera bien favorisé s'il évite, par une retraite précipitée, d'être broyé entre les deux branches de la tenaille ouverte, il n'entend pas. Arrivé à Josefstadt le 26, à midi, il adopte définitivement le plan resté jusque-là dans son esprit à l'état d'incubation vague, et qu'il eût fallu abandonner.

Il décide qu'aussitôt que les corps en arrière auront rejoint les trois corps déjà à proximité de

Josefstadt¹ et que, concentras ils se seront reposés de leur longue marche, il ira rallier les Saxons et Clam-Gallas vers l'Isère et attaquer avec eux le prince Frédéric-Charles. Le flanc droit de sa concentration et de sa marche sera protégé par deux corps postés aux issues des défilés. Le Prince royal dut-il remporter quelques avantages, il ne s'en inquiète pas; il sera bien obligé, si la première armée est battue, d'abandonner la Bohême et d'aller couvrir Berlin.

Le 26, à dix heures du soir, il télégraphie au prince de Saxe, qui se disposait à se replier devant les forces supérieures de Frédéric-Charles, de tenir à tout prix les positions de Munchengrätz et de Turnau. Il appelle le général Gablenz, son meilleur auxiliaire, lui confie ses intentions et le charge, son corps étant le plus rapproché (X^e), d'occuper Trautenau et de diriger une avant-garde vers le passage du nord des montagnes de Silésie; il envoie Hamming (VI^e) à Skalitz, d'où il poussera une avant-garde sur Nachod où aboutit le passage du Midi. Entre ces deux routes en était une moyenne par laquelle s'avancait la Garde prussienne : il la néglige, étant convaincu que la Garde suivait le corps de Steinmetz. Il laisse ainsi ouverte une déchirure par laquelle les Prussiens auront la faculté de

1. Disposition des forces autrichiennes : autour de Josefstadt trois corps : le X^e à Jaromir; le IV^e à Manzow, le III^e à Kœniggrätz, le VI^e à Opocno, le VIII^e à Tynist; la Division de cavalerie à Skalitz, la III^e à Wildenschwert. Le prince de Saxe et Clam-Gallas, à Munchengrätz.

prendre de flanc, soit Gablenz au nord, soit Ramming au midi. Toujours hypnotisé par la vision de l'armée de Krédéric-Charles, ne regardant que vers l'Iser, il recommande à ses généraux, s'ils sont victorieux, de maintenir en certaines limites leur poursuite et de ne pas la pousser trop loin¹.

III

Le 27, au matin Frédéric-Charles n'avance pas ; l'armée du Prince royal accomplit son étape décisive. Le corps de Bonin (1^{er}) part de Liebau et de Schomberg en deux colonnes ; la Garde se dirige sur Eypel et Kosteletz ; le corps de Steinmetz (5^e) va de Glatz vers Nachod, où son avant-garde est depuis la veille au soir.

« Pendant cette marche, à tout moment, on pensait recevoir une volée d'obus et de mitraille, ou du moins trouver le chemin barré par des troncs d'arbres qu'il eût suffi de faire rouler du haut de la montagne jusqu'au fond du ravin. Tous les chefs avaient le regard soucieux, car leurs soldats avec l'artillerie et les bagages s'allongeaient sur une clendue de plusieurs lieues en une ligne interminable, et non seulement il fallait un temps 1^{er}s long pour rassembler et déployer un corps d'armée ou même une division sur un ter-

1. Frieiljung donne ce plan d'après une carte au crayon de son inspirateur l'adjudant-major Krizmanic, gardé aux archives de l'élat-major autrichien.

rain si abrupt; mais la retraite par ces routes étroites et encombrées devenait presque impossible: elle s'y fût très promptement changée en déroute, en désastre¹. » Mais ni à gauche, ni à droite les corps prussiens ne rencontrent personne, et n'ont pas même à écarter un tronc d'arbre du pied de leurs soldats.

Le passage franchi, le 1^{er} corps réunit ses deux colonnes à Parschnitz, marche sur Trautenau, et rencontre, à huit heures du matin, la brigade Mondel du X^e corps partie de bonne heure d'Opočno. 11 l'attaque avec deux brigades. Ces Autrichiens qu'on dit épuisés, affamés, résistent pendant quatre heures à des forces doubles des leurs et ne se retirent que devant la menace d'une attaque de flanc et de front. Bonin se juge tellement victorieux qu'il refuse l'assistance que la Garde, avertie par le bruit du canon, lui avait envoyé offrir. Mais les trois autres brigades de Gablenz arrivent (3 heures) et aidées de leur artillerie très habilement disposée, tandis que les Prussiens ne font aucun usage de la leur restée en arrière, elles les arrêtent (9 heures), les mettent dans un tel désarroi que, quoique non poursuivis, ils se replient en désordre et reculent jusqu'à leurs cantonnements de la veille où ils demeureront immobiles tout le lendemain. Preuve des effets terribles qu'aurait eus une défaite dans ces montagnes. La victoire était chèrement achetée : les Autrichiens avaient

1. Témoignante do Vilborl qui suivait l'armée.

5787 hommes hors de combat, et leurs adversaires seulement 1338.

Vers Nachod, l'avantage appartient aux Prussiens. Supposez là quelques troupes en position le 26 au soir, à la sortie de l'étroit passage qu'elles devaient traverser, «soutenues, le 27, au matin, par Ramming, est-il sûr que Steinmetz ait passé plus que Bonin? Mais le 26 au soir, personne, et le 27 au matin, Ramming arrive trop tard.

Toute troupe en marche se fait précéder, en mesure de sûreté, par le quart environ de son effectif, qui prend le nom d'avant-garde : pour un corps d'armée, c'est une brigade. La brigade de droite de Ramming se heurte à l'avant-garde de Steinmetz occupée à former des avant-postes, sur le plateau entre Nachod et Skalitz. Cette brigade n'attend pas l'entrée en ligne des trois autres qui la suivent; elle ne prépare pas son attaque par le feu, elle engage le combat : une fusillade violente la repousse. Les deux autres brigades la recueillent et se lancent aussi follement. Les fantassins prussiens, sans rompre, s'accrochent au terrain et font éprouver de rudes perles aux imprudents. Une de leurs batteries d'artillerie accourt; puis une brigade de uhlans et de dragons charge les cuirassiers autrichiens; une mêlée furieuse s'engage, les cuirassiers tournent bride, abandonnent deux étendards. Malgré des efforts prodigieux, la brigade prussienne plie, mais sa résistance a donné le temps au gros du corps d'armée de déboucher successivement et de se déployer en avant du défilé de Nachod. Les

Prussiens sortent alors de leur défensive d'attente, prennent l'offensive, attaquent en flanc la 4^e brigade de Ramming, et les Autrichiens cèdent, à leur tour sous le feu de 42 pièces, Ramming, auquel on a signalé la présence d'une division de la Garde, au nord vers Kosteletz, craint d'être coupé, ordonne la retraite sur Skalitz. Les Prussiens exténués ne le poursuivirent pas. Ils avaient eu 1100 tués ou blessés, officiers et soldats, et les Autrichiens 5700.

IV

Gablenz victorieux, aussi bien que Ramming vaincu, réclame du secours. « Comme je suis menacé à revers et sur mon flanc droit, écrit Gablenz, et que mes troupes, qui ont été toutes au feu, sont épuisées, je demande que Praussnitz-Kail soit occupé par un fort détachement. » Ramming écrit : « Toutes mes troupes ont été engagées; elles ont beaucoup souffert et sont épuisées. Je crois devoir vous informer que je ne suis pas en état de résister si une attaque se produit demain. En conséquence je demande à être relevé par le V^{lir} corps ». Renedek, toujours hanté de son idée de concentration contre le prince Frédéric-Charles, ordonne à Gablenz de se retirer de ĭrautenau et de venir à Praussnitz-Kail, où le IV^e corps enverra deux bataillons l'attendre. Il envoie à Ramming dès trois heures du matin le VIII^e corps (Archiduc Léopold) à

peine remis d'une étape forte de la veille, et privé d'une brigade laissée à Turbau à la garde du chemin de fer. Il rappelle de Miletin le IV^e corps réduit aussi à trois brigades. L'Archiduc se déploie bruyamment, au son de la musique, en avant de Skalitz; le VI^e corps passe en seconde ligne, en arrière; le IV^e, parti à minuit et demi de Miletin, arrive à 9 h 11 1/2, à sept kilomètres derrière le VI^e (deux heures et demie à trois heures de marche).

Benedek vient lui-même à 10 h. 1/2 sur le terrain notifier que toutes ces dispositions ont été prises en vue d'une attente défensive; il ne veut pas qu'une action sérieuse s'engage là. Il dit tout haut qu'il a d'autres plans et qu'il entend y rester fidèle; il prescrit verbalement à l'archiduc Léopold de battre en retraite; il transmet le même ordre à Ramming, et il mande au IV^e corps (Festetics) de prendre position sur les hauteurs de Dolan afin de protéger la retraite de l'Archiduc et de Hamming.

Le Prince royal, ne sachant pas que Bonin effaré s'est replié sur Liebau, et le supposant aux environs de Trautenau prêt à recommencer, ordonne à la Garde de se porter à Praussnitz-Kail et de remonter vers Trautenau. A Praussnitz-Kail, elle ne trouve pas d'ennemi : une confusion de noms avait conduit les quatre bataillons du IV^e corps à Ober-Praussnitz situé à 12 kilomètres environ au nord-ouest de Kôniginhof. La Garde poursuit son chemin. Au delà de Praussnitz elle rencontre Gablenz et trois bri-

gades'; la 4^e (Grivic) était à plusieurs kilomètres. Pendant que le combat se développe, Gablenz apprend que Praussnitz est aux mains de l'ennemi, que le village est rempli de Prussiens, que sa retraite est menacée. 11 ordonne de gagner à travers champs la route de Pilnikau, puis la rive droite de l'Elbe.

Quoique vivement pressées, les trois premières brigades réussissent à s'échapper; mais le sous-chef d'état-major, qui portait Tordre à la brigade Grivic, suivi d'une escorte insuffisante, avait été arrêté par des tirailleurs, et la brigade, non prévenue à temps, fut entourée. Grivic donna l'ordre de la retraite. Ses soldats étaient dans un état pitoyable : depuis vingt-quatre heures ils combattaient ou marchaient sans répit; ils n'eurent pas la force d'une retraite régulière, se débandèrent, furent détruits ou faits prisonniers. Les Autrichiens eurent 1000 hommes tués ou blessés, les Prussiens 700. Sur (>000 hommes de la brigade Grivic, 2000 à peine rejoignirent.

Ramming obéit à l'ordre de retraite donné verbalement par Benedek, mais l'Archiduc désobéit¹. Désireux sans doute de gagner sa bataille, il ne se retire pas et se trouve bientôt engagé seul, avec trois brigades, dans un combat fort vif contre les quatre brigades de Steinmetz

1. L'état-major autrichien qui veut couvrir un archiduc dit r « A peine Je Feldzemester avait-il quitté Skalitz que le VIII^e corps se vit sérieusement menacé; au lieu de battre en retraite, il fut obligé de se déployer, car de fortes colonnes prussiennes ne tardèrent pas à l'attaquer. » Benedek a contesté ce récit et a maintenu son accusation de désobéissance

grossies d'une brigade du 6^e corps. A trois heures, Skalitz était emporté d'assaut et l'Archiduc en pleine déroute, après une défense acharnée dans les rues du village. Ils avaient perdu 4 300 tués et blessés, et les Prussiens 1400.

V

Benedek avait quitté Skalitz, convaincu que les siens allaient battre en retraite. Arrivé à une heure et demie à Josefstadt, il expédie dans la soirée à Vienne cette dépêche stupéfiante : « Il s'est engagé entre les deux armées un combat d'artillerie pendant lequel j'ai pu personnellement juger de la portée extraordinaire de nos pièces de 8, à la distance de 4500 pas. Comme les forces qui s'avancent sont insignifiantes (!) je maintiens fermement mon plan de marche sur l'Iser (G heures). » 11 arrête que, le jour suivant 29, l'armée se mettra en marche sur Gitschin et, le 30, sur ĩurnau ; il annonce au prince de Saxe que le quartier général sera, le 29, à Miletin et, le 30, à Gitschin. La défaite de Skalitz, connue deux heures après l'envoi de cet ordre, l'irrite, et il fait conseiller à l'Archiduc de demander un congé pour cause d'indisposition ; néanmoins il »e démord pas de son plan, il complète au contraire ses ordres précédents. Vers dix heures du soir un officier d'état-major l'instruit de la défaite de Gablenz à Soor. Il commence à comprendre ce qui se passe; il renonce à son

mouvement sur l'Iser : dans la nuit du 28 au 29, il fait revenir sur leurs pas les colonnes en route sur Gitschin, notamment le III⁰ corps; il envoie au prince de Saxe un officier porteur de Tordre d'éviter tout combat et de se retirer sur l'armée principale.

Il reprend son plan primitif de concentration entre Josefstadt et Miletin et transfère son quartier général à Dubenetz. Il espère que là il pourra concentrer ses troupes éparpillées, et livrer une bataille. Courte illusion. Une succession de nouvelles lugubres parvenues dans la journée du 29 l'obligent à reculer plus loin.

Le prince de Saxe avait reçu le 27, à deux heures de l'après-midi, le télégramme de Benedek du 20 au soir ordonnant de défendre à tout prix MunchengraHz et Turnau. Turnau était déjà perdu, et iMunchengraetz venait d'être abandonné depuis le matin de ce jour ; le prince de Saxe et Clam-Gallas gagnaient à toute vitesse Gitschin, serrés de près par le prince Frédéric-Charles et y arrivaient le 29 au matin. C'est là qu'ils reçurent à deux heures l'ordre de Benedek du 28 au soir, annonçant la marche du III⁰ corps et ensuite de l'armée principale vers l'Iser. Le prince de Saxe renonça à continuer le lendemain son mouvement rétrograde. Il s'arrêta et se mit en mesure de défendre jusqu'au dernier souffle cette position indispensable au plan de Benedek.

11 ne prévoyait pas, se fiant à la lenteur des mouvements du prince Frédéric-Charles, être attaqué ce jour-là, et il comptait pouvoir attendre avec sécurité l'arrivée du HT corps, qui devait s'avancer vers Gitschin comme avant-garde de l'armée principale. Mais Frédéric-Charles venait d'être éperonné par plusieurs dépêches de Moltke, dont la dernière, plus pressante, disait : « Sa Majesté désire que la 1^{re} armée avance rapidement pour dégager la 2^o, qui, malgré une série de combats victorieux, se trouve pour le moment dans une situation difficile. » Et devenant tout à coup aussi rapide qu'il avait été lent jusque-là, Frédéric-Charles envoie le jour même, par les deux routes qui partent de Turnau et de Podol, deux divisions que deux autres suivent, et il prescrit à l'armée? de l'Elbe de se rapprocher de Yung-Bunzlau.

Lessoldatsautrichîensétaientoccupés(3h.1/2) à préparer leur repas lorsque les avant-postes signalèrent l'arrivée de l'ennemi par la route de Turnau. Les deux divisions prussiennes essaient d'abord d'entamer le front nord par les deux extrémités. Accueillies par le feu terrible d'une batterie disposée par Clam-Gallas sur une forte position,elles opèrent un mouvement tournant sur les deux ailes, qui les éloigne l'une de l'autre de six kilomètres, et les livre chacune à leurs propres forces contre un ennemi supérieur¹. Malgré quelques progrès à droite et à

i. 11 y eut, un moment, 13 000 Prussiens contre 30 000 Autrichiens.

gauche les Prussiens s'épuisent, et une attaque combinée des Saxons et des Autrichiens les eût réduits avant l'arrivée de leurs renforts. Leur situation était critique, lorsque arriva l'officier porteur de Tordre d'éviter tout combat et de se retirer sur l'armée principale. Le prince de Saxe ordonne incontinent la cessation du combat (7 h. 1/2) : cet ordre n'arriva point partout à la fois; il s'exécuta en contusion, dans les ténèbres de la nuit, sous le feu de l'ennemi. Les Prussiens, s'apercevant qu'on rompait devant eux, convergent sur Gitschin par le nord et l'ouest, et y pénètrent. Clam-Gallas, occupé à rédiger les dispositions de marche du lendemain, est obligé de se sauver en toute hâte. Le désordre et l'encombrement dégénèrent en panique; le 1^{er} corps est littéralement désorganisé. Cependant, les Prussiens étaient tellement à bout de forces que plusieurs officiers moururent de fatigue; ils ne firent aucune poursuite. Us avaient perdu 71 officiers et 1 182 hommes; les Autrichiens et les Saxons, 210 officiers et 5 280 hommes.

Cette défaite causée par le désarroi moral de Benedek l'augmenta encore. Le champ était désormais complètement libre devant Frédéric-Charles. Le même jour, le Prince royal voyait les derniers obstacles s'aplanir devant son armée. Elle se porte vers l'Elbe. La droite (Bonin) ne rencontre aucune résistance. Le centre (la Garde) trouve à Kœniginhof quelques fractions du malheureux X^e corps, les bouscule, s'empare de la ville et du pont. La gauche (Steinmetz), dans sa

marche sur Gradlitz, ne réussit pas à éviter une rencontre avec Festetics (IV^e corps) en position à Schweinschâdel. Ne voulant pas perdre son temps dans un combat, il avait cherché à l'esquiver par une marche de flanc. Mais la brigade chargée de couvrir sa gauche se heurte avec les avant-postes autrichiens; elle est secourue par l'avant-garde de la colonne principale marchant au canon et attaque le village et le plateau : Festetics, ayant reçu Tordre de ne pas s'engager à fond, n'oppose que la résistance nécessaire pour ne pas donner à sa retraite le caractère d'une déroute, et se replie sur Jaromir. Steinmelz, pressé d'arriver, n'insiste pas non plus et retire ses troupes du feu. Les Autrichiens n'en avaient pas moins perdu 39 officiers et 14H hommes, les Prussiens, 15 officiers et 379 hommes.

Le 29 au soir, le Prince royal sur l'Elbe et le prince Frédéric-Charles à Gitschin menacent de tous côtés l'armée autrichienne. Benedek avait pris le contre-pied de la stratégie de Bonaparte qu'il s'était proposé d'imiter. Il n'avait pas su se trouver, avec toutes ses forces successivement, devant chacune des fractions ennemies divisées ; il s'était arrangé à être le plus faible partout. D'une offensive chimérique il se jeta dans une défensive effarée. Le 30, à trois heures, il décampe de Dubnetz, forme cinq colonnes et les dirige par Trolina, Nedelist, Lipa, Wesestar et Nechanitz, vers Kœniggrætz où il arrive lui-même dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet.

Pltfsdecinq corps d'armée avaient été engagés dans ces combats décousus. Leurs pertes étaient, dans des proportions énormes, supérieures à celles des Prussiens, 30000 hommes, sans compter les malades, les traînards, et les survivants découragés, terrifiés, sans confiance et sans forces.

VI

Le 30, la communication étant rétablie entre les deux armées prussiennes¹, aucun obstacle ne s'oppose plus à leur réunion. Néanmoins Moltke ne Topera point par des raisons tactiques et les tint volontairement séparées. 11 appliqua le conseil réputé paradoxal de Scharnhorst qu' « il ne faut jamais se concentrer en prenant des positions, mais uniquement pour la bataille ». « Cette division, dit-il, sans danger au point de vue stratégique, avait de grands avantages au point de vue tactique. Que Ton vînt à rencontrer l'ennemi dans une position dont on ne pourrait le déloger en l'attaquant de front, et l'on n'aurait réuni l'armée en un seul tout, que pour être obligé de la diviser de nouveau si l'on voulait exécuter une attaque sur le flanc de cette position. Les armées n'étant qu'à une petite journée de marche, aucune d'elles n'était en danger si l'ennemi venait

1. Quarante kilomètres seulement séparent leurs ailes intérieures, et elles communiquent par les patrouilles de cavalerie.

à l'attaquer, parce qu'alors il serait lui-même pris en flanc. »

La manœuvre stratégique de Moltke a réussi. Est-ce une raison de la vanter comme une conception à admirer? De bons juges Font pensé et professé « que la marche en colonnes séparées concentriques a victorieusement subi l'épreuve de l'expérience¹ ». Cette conclusion me paraît difficile à admettre en des termes aussi absolus. Que le prince royal de Saxe et Clam-Gallas ralentissent, ne serait-ce que de deux ou trois jours, l'approche de Frédéric-Charles en se portant aux débouchés des monts de la Lusace ; que Benedek, sans regarder à droite ni à gauche, aille résolument devant lui ; qu'il ne perde pas un jour en mouvements inutiles ; qu'au lieu d'immobiliser son 11^e corps, il l'envoie dès le 16 juin, d'urgence, par chemin de fer, vers les défilés silésiens ; qu'informé de la marche de l'armée prussienne sur la Bohême, il voie le péril où il est, c'est-à-dire du côté du Prince royal si proche, et non du côté de Frédéric-Charles beaucoup plus éloigné ; qu'il détourne sa prévision de l'Iser et, la reporte vers les Monts Géants, que faisant ce qu'il aurait dû faire au début, il envoie par chemin de fer quelques brigades vers Prausnitz et Nachod, où elles seraient arrivées au plus tard le 25 (aucune de ces hypothèses n'est en dehors d'une réalité possible, même probable), et la marche des colonnes concentriques aboutira à des revers, et

1. Général BONNAL, *Sadowa*.

ce qui n'a paru qu'audacieux eût été taxé, à juste titre, de téméraire.

Govone plus lard, à Nikolsbourg, demanda au prince Frédéric-Charles si la jonction avec le Prince royal avait présenté beaucoup de difficultés et donné des inquiétudes. Le Prince répondit : « Beaucoup de difficultés et d'inquiétudes¹. » Quelques jours après, Govone dit au Roi : « Votre Majesté n'a-t-elle pas été inquiète pour la jonction de ses deux armées? — Si Bencdek² était arrivé seulement six heures plus tôt, mon lils était pris dans les défilés et n'aurait pu déboucher à aucun prix, et Bonin battait déjà en retraite. » — Govone revient souvent sur cette constatation : « Je parle de la jonction; tous me disent qu'ils ont eu des inquiétudes. »

Les Prussiens ont réussi, et leur plan qui était défectueux a été jugé splendide. Or, il y a deux espèces de plans de campagne, les bons et les mauvais. Les bons échouent parfois par des circonstances fortuites, quelquefois les mauvais réussissent par un caprice du hasard. Il ne serait pas juste de confondre ce qui a réussi parce que c'était bien et ce qui a réussi quoique ce fût mal, et d'admirer à l'égal des plans de Napoléon qui furent audacieux mais méthodiques, un plan qui fut audacieux sans être méthodique.

1. *Memorie*, 29 juillet, 3 août, 10 août 1866.

2. Govone dit de *Clam-Gallas*. Il y a une erreur de sa part ou de celle du Roi, car Clam-Gallas était à quelques journées de là.

3. *Notes sur l'art de la guerre* (7^e et 18^e notes).

Quand Napoléon veut motiver son admiration pour la bataille de Leuthen qui, selon lui, suffirait à immortaliser Frédéric et à le ranger parmi les grands capitaines il dit : « Toutes ses manœuvres à cette bataille sont conformes aux principes de la guerre¹. »

Sans doute la valeur d'un plan ne dépend pas de règles précises, déterminées, « tout dépend du caractère que la nature a donné au général, de ses qualités, de ses défauts, de la nature des troupes, de la portée des armes, de la saison et de mille circonstances qui font que les choses ne se ressemblent jamais² ». Mais il est des principes de raison, que Napoléon appelle *sacrés*, dont la violation même heureuse n'est pas une preuve de génie. « L'habitude de convertir en exemple à imiter les succès déraisonnables détruit l'art de la guerre, en fait une affaire de hasard et d'aventure, et conduit à la maxime sceptique de l'écrivain allemand Goltz³ « qu'à la guerre il n'y a pas de vérité hors de laquelle il n'y a pas de salut; tout est juste et tout est faux selon la circonstance ». Non : il est des choses qui restent fausses dans toutes les circonstances. Ce qu'on peut concéder dans ce cas, et, hélas ! dans d'autres **qui** lui ressembleront, c'est que contre certains adversaires il n'y pas de faute, car on peut impunément se les permettre toutes. Mais ceci échappe au calcul, à la prévision et n'attribue

1. Précis des guerres de Frédéric (10^e observation).

2. Napoléon. *Notes sur l'art de la guerre*.

3. *La Nation armée*.

pas de mérite; on appelle cela la bonne fortune. En effet, les Prussiens ont attribué leur victoire à la fortune autant qu'à la stratégie de Moltke. « Tous les officiers prussiens, raconte Govone qui les entendait à Nikolsburg, s'entretiennent de l'énorme (bonne)fortune qu'ils ont eue. Le Roi me parle de la Providence; il est stupéfait de ce qui est arrivé. Quelle fortune ! Nous avons bien calculé, mais c'est Dieu qui a été le grand stratège et nous a aidés cette fois. »

Cette fortune n'a pas épuisé ses faveurs.

CHAPITRE VII

LANGENSALZA

I

Moltke considérait que l'essentiel était de réunir le plus grand nombre possible de forces en Bohême; le reste était secondaire : les armées du Sud eussent-elles, ce qui ne paraissait guère supposable, obtenu un succès, il n'eût pas produit de sérieuses conséquences si les Autrichiens étaient battus. Il ne destina que 48000 hommes¹ à opposer aux forces doubles des États du Sud, mais il mit à leur tête un général plein d'ardeur, d'expérience et d'audace, Vogel de Falkenstein.

Le général Bayer essaya de capturer la petite armée de la Hesse; elle lui échappa et gagna Hanau.

Le roi Georges de Hanovre résolut aussi de se dérober. Son armée petite, mal organisée, mal commandée, sans confiance en elle-même, ne pouvait songer à tenir tête aux forces prussiennes en route contre lui du nord et du sud. Il aban-

1. Division Manteuffel : 14 000. Division Gœben : 14 300. Division Vezelar : 19 600.

donna son royaume à l'invasion et, avec son fils, sa cour, ce qu'il avait d'armée, il se rendit à Göttingen dans l'intention de rejoindre sur le Mein l'armée bavaroise. La réussite de ce plan parut d'abord facilitée par le dissentiment très aigu qui se manifestait entre Moltke et Falkenstein. Moltke attachait une importance majeure à ce que la jonction des Hanovriens et des Bavares fût empêchée, et que les Hanovriens fussent au plus tôt cernés et désarmés, ce qui lui semblait d'une facile exécution si l'on ne perdait pas de temps. Falkenstein n'attachait aucune importance aux Hanovriens, et il se préoccupait peu de leur réunion aux Bavares; l'urgent, selon lui, était de s'avancer rapidement vers Francfort, de se placer entre les deux armées du Sud, beaucoup plus nombreuses, mais séparées, et après s'être emparé de la ligne intérieure, de suppléer à l'infériorité du nombre par la promptitude des manœuvres et de les battre successivement en allant de l'un à l'autre. Il se proposait d'exécuter sur le Mein ce que l'archiduc Albert réussissait au même moment sur le Mincio, et ce que Benedek allait essayer mal et tardivement sur l'Elbe et sur l'Iser. Sourd aux télégrammes répétés de Moltke et du Roi, répondant que les Hanovriens avaient deux journées d'avance sur lui et qu'il jugeait impraticable le mouvement qu'on lui conseillait, il laissait à peine quelques détachements à Gotha et à Eisenach et continuait sa pointe vers Francfort par Cassel.

Le roi Georges ne profita pas de ce mouvement

propice à sa retraite; il s'arrêta à Göttingen et y perdit jusqu'au 20 juin à s'organiser; puis il consentit à une dernière négociation avec la Prusse. Les historiens prussiens affirment, et je n'ai nulle raison de les démentir, que le roi Guillaume, qui ne songeait pas alors à appréhender le Hanovre et qui répugnait à une guerre contre un roi voisin et ami, fût une tentative sincère de conciliation. Moltke avait d'autres arrières-pensées; il espérait de ces négociations dilatoires le temps nécessaire à la réunion des détachements en train d'exécuter un enveloppement concentrique.

Alvensleben arriva, le 25 juin, à Langensalza. Il apportait les offres suivantes : le Roi pourrait gagner le Sud à la condition de s'engager à ne pas participer à la guerre pendant un an et de donner les garanties de cet engagement. Le Roi ne consentit qu'à une abstention de huit semaines et ne voulut accorder d'autre garantie que sa parole royale. Pressé par Alvensleben, il demanda à délibérer encore vingt-quatre heures : il enverrait sa réponse à Berlin au plus tard à dix heures du matin, le lendemain. En conséquence un armistice fut conclu (26 juin) dans ces termes : « Jusqu'à nouvel ordre, il y aura suspension d'armes entre les troupes prussiennes et hanovriennes. La reprise éventuelle des hostilités sera ordonnée. »

Falkenstein reçut la nouvelle de cet armistice à Eisenach où il s'était rendu sur l'ordre du Roi pour compléter les forces que Moltke y avait

envoyées directement de Berlin sous le général Flies. 11 était de fort méchante humeur et en voulait à ces Hanovriens qui interrompaient sa marche vers Francfort. Sur la fausse annonce que les Bava-rois se rapprochaient et venaient tendre la main aux Hanovriens, il décida que l'armistice était rompu par cette menace. Le lendemain matin, il allait monter à cheval et reprendre les hostilités lorsqu'il fut arrêté par deux télégrammes, l'un de Moltke l'autre de Bismarck. Le premier lui notifi-ait de respecter l'armistice jusqu'à dix heures du matin et le second lui disait de ne pas reprendre les hostilités même après dix heures, jusqu'à ce qu'il fût informé qu'un nouvel envoyé, le colonel Døring, chargé d'instructions définitives, avait échoué dans sa mission.

Dix heures du matin étaient passées quand Døring se rendit au quartier général du roi de Hanovre. Le général Flies se mit en position d'opérer sans retard, si l'éventualité indiquée dans le télégramme de Bismarck se réalisait.

Le roi Georges, dont quelques malentendus avaient encore accru l'irritation, accueillit Døring avec hauteur : « De qui avez-vous mission? — De Sa Majesté. — Du Roi lui-même? — Par l'entremise du comte de Bismarck, président du Conseil. — Que veut cet homme? — Je prie Votre Majesté de réfléchir qu'il s'agit d'un ministre prussien. — Bien, dit le Roi, nous sommes tous des hommes. Communiquez-moi votre mission. » — Døring lut au Roi l'essentiel de ses in-

s tractions. Au passage où l'alliance était offerte de nouveau, le Roi interrompit: — « Comment, hélas! une alliance! » Et dans un langage passionné il dit qu'il ne pouvait répondre que par une protestation solennelle contre la conduite de la Prusse contraire au droit des gens : elle avait retenu ses parlementaires; elle avait conclu avec lui un armistice d'une durée indéterminée et, profilant de ce que ses troupes étaient disséminées dans des cantonnements distants l'un de l'autre, elle marchait contre lui. Døring objecta qu'il n'avait entendu parler que d'un armistice de vingt-quatre heures déjà expiré. — « Non! Alvensleben l'a conclu pour un temps indéterminé! » — Deux conseillers du Roi confirmèrent le fait. « Dans ce cas, déclara Døring, je me tiens autorisé à dénoncer l'armistice, et si Votre Majesté persiste dans ses refus, l'attaque suivra. — Je n'ai rien de plus à vous communiquer, fit le Roi, que le renouvellement de ma protestation. »

Falkenslein, toujours inquiet de l'attaque imaginaire des Ravares, avait, malgré les ordres formels, négligé de concentrer ses forces contre Langensalza; il avait placé Gœben et Rayer à l'ouest d'Eisenach et n'avait conservé pour le combat que la division de Flies et celle de Mantuffel. Cette dernière n'étant pas encore sur les lieux, il prescrit à Flies de ne pas attaquer tant que l'armée ennemie restera immobile, mais de la suivre si elle s'ébranlait.

Cette persistance de Falkenstein impatiente

décidément à Berlin ; le Roi lui répète péremptoirement de ne tenir aucun compte des Bava-rois, éloignés et nullement à craindre, et de concentrer toutes ses forces contre les Hanovriens. — « L'ordre de Votre Majesté, répond Falkenstein, sera exécuté, bien qu'un succès ne soit pas à prévoir. »

L'armistice rompu, les Hanovriens, aussi obstinés à espérer les Bava-rois que Falkenstein à les craindre, se retirèrent dans une position défensive sur une série de collines derrière rUnstrult, et ils rappelèrent sur cette position les détachements envoyés vers Gotba. (les mouvements firent supposer à Flies, vieil hussard toujours prêt à aller de l'avant, qu'ils se retiraient vers le nord. Ses instructions, dans ce cas, l'autorisaient à les suivre. Avec ses neuf mille hommes il attaque l'avant-garde bano-vrienne et la repousse; il ne tarde pas à s'apercevoir que derrière cette avant-garde est une troupe double de la sienne. C'était le cas de ne pas persévérer, mais une insolation le frappe et l'étourdit pendant plus d'une heure : les Hano-vriens prennent l'offensive, enlèvent de flanc sa position, menacent sa retraite. Flies revenu à lui bat en retraite, laissant aux mains des vainqueurs 2 pièces et 2 000 fusils ; 41 officiers et 805 hommes avaient été tués ou blessés; les Hanovriens avaient perdu 102 officiers et 1327 hommes. De part et d'autre on comptait le même nombre de tués (200) et de blessés (600) (27 juin).

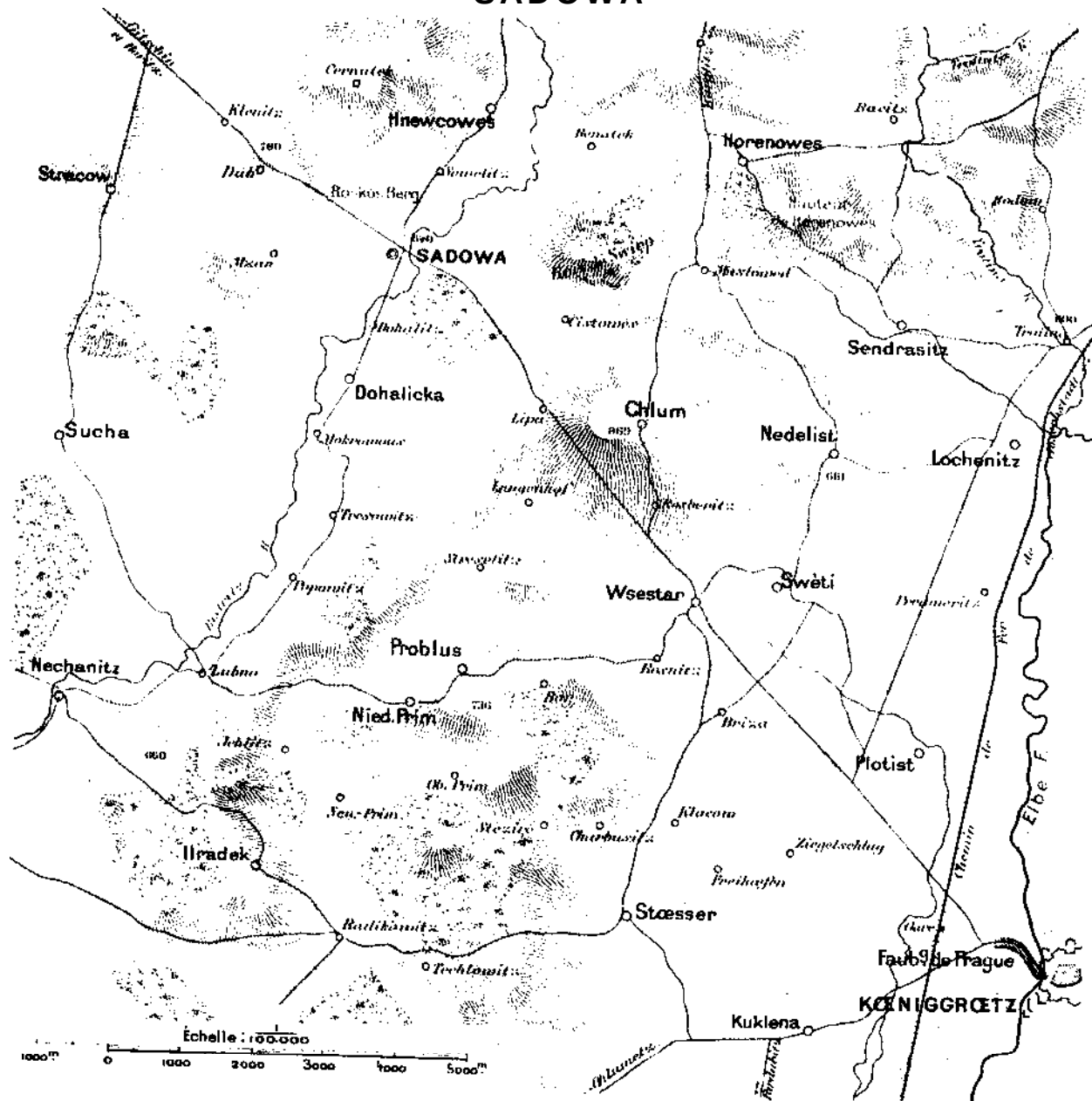
Le vieux roi aveugle était resté toute la jour-

née sur le champ de bataille. Il demanda un armistice de plusieurs jours. On le lui refusa; on ne voulait plus entendre parler que de capitulation. Elle était inévitable : l'armée hanovrienne n'ayant de munitions que pour une bataille, de vivres que pour un jour, se trouvait hors d'état de reprendre sa route sur Gotha et la forêt de Thuringe. D'autre part, Falkenstein, exécutant enfin en leur plénitude les ordres royaux, avait fait envelopper les Hanovriens par ses trois divisions, et ils furent cernés, le 28, par 40000 hommes. Le roi Georges se résigna à capituler. Moltke, mécontent de la résistance de Falkenstein, à laquelle il attribuait l'échec de Langensal/a, chargea Manteuffel de conclure la capitulation. L'armée hanovrienne fut licenciée et désarmée; les officiers gardèrent leurs chevaux et bagages, ainsi que leurs droits à la solde et aux pensions moyennant l'engagement de ne plus porter les armes contre la Prusse. Il en fut de même des employés d'administration et des sous-officiers. Le Roi, le Prince royal et leur suite furent laissés libres, en dehors du Hanovre, de se rendre où ils voudraient; leurs propriétés particulières restaient à leur disposition (29 juin).

Le Roi se rendit à Vienne; la Reine demeura au château royal de Herrenhausen, jusqu'à ce que la conquête fût consommée.

GUEPPE de 1866

SADOWA



CHAPITRE V11I

SADOWA

[

Le 29 juin 1866, Berlin était en ébullition : bureaux et ateliers abandonnés, maisons pavoi-sées; une foule innombrable devant le Palais royal, poussant des hurrahs frénétiques. Une dépêche affichée venait d'annoncer le premier succès prussien à Nachod. Guillaume, qui n'avait jamais entendu pareil concert, se montre et remercie en pleurant. La foule se rue alors dans la Wilhelmstrasse, devant le palais où résidait ce Bismarck le maudit, le « Polignac prussien », que quelques jours auparavant elle eût sifflé, et elle l'acclame. Bismarck paraît à une fenêtre et dit : « Dieu nous a donné des victoires hier et avant-hier. Après Dieu nous les devons à notre auguste généralissime, le Roi. Depuis sa jeunesse, il s'est efforcé de créer une armée aguerrie; lorsqu'il l'eut, son maintien lui coûta beaucoup de peines et de luttes; maintenant vous voyez qu'il a eu raison. Sans les plans du Roi on n'eût pas remporté de pareils triomphes;

aussi remercions Dieu, et louons le Roi créateur de notre armée. » Et les acclamations de redoubler. Comment s'étonner que les hommes, pour obtenir le succès, ne reculent devant aucun moyen, même devant la scélératesse?

Les années étant désormais réunies à(iitschin, le Roi, accompagné de Hoon, de Moltke et de Bismarck, s'y rendit pour présider, sinon pour diriger, la bataille décisive. Il arriva le 1^{IM} juillet, et prit le commandement en chef.

II

La chaleur était suffocante, les vivres parvenaient difficilement, les troupes souffraient de faim et de fatigue¹. On ignorait au quartier général ce qu'était devenu Benedek. La cavalerie, qui fut constamment inutilisée, avait perdu le contact. Cependant l'armée de Benedek était en face, à courte distance. Sa retraite sur Kœniggratz avait été lamentable; les hommes, démoralisés, se traînaient plus qu'ils ne marchaient, sous une pluie torrentielle, par des chemins en ornières. Si les Prussiens fussent tombés alors sur ces malheureux affamés, harassés, terrifiés, ils les auraient anéantis. Ce spectacle avait jeté le généralissime autrichien dans une sombre prostration. Malgré des paroles de confiance de l'Empereur apportées par le colonel de Beck,

1. Bismarck à sa femme, 1^{er} juillet.

son adjudant général envoyé pour se rendre compte, il télégraphiait à onze heures et demie avec l'assentiment unanime de ses généraux¹ : « Je supplie instamment Votre Majesté de conclure la paix à tout prix; une catastrophe de l'armée est imminente. » L'Empereur lui répond (2 h. 30) : « Conclure la paix est impossible. J'ordonne, si cela est praticable, d'exécuter la retraite avec ordre. Y a-t-il eu une bataille? » Il y avait eu plus qu'une bataille : un effondrement moral sans bataille.

Sur le rapport de son adjudant, l'Empereur ordonne la révocation du chef d'état-major général Henikstein, de Clam-Gallas, de Krizmanic, chef de la chancellerie, le véritable directeur stratégique de Benedek, et leur renvoi immédiat à Vienne. Il augmente la désorganisation, car il était impossible au nouveau chef d'état-major, Baumgarten, quoiqu'il fût présent à l'armée, de prendre en main ferme les services qu'on lui confiait dans une telle confusion.

Benedek était d'une indomptable vaillance morale. Dans la journée du 2 juillet il reprit son sang-froid. En l'état de son armée il n'avait à adopter qu'un parti désespéré qui, seul, offrait quelque chance de réussite : se replier sur Vienne, s'unir aux forces ramenées d'Italie, et tous ensemble contraindre les Prussiens affaiblis

1. L'état-major autrichien soutient qu'il fit cette démarche sans consulter personne. Friedjung établit que tous les officiers généraux réunis furent d'avis que sans perdre un instant il fallait entamer des négociations avec la Prusse.

par les marches, les difficultés d'approvisionnement, peut-être la maladie, à affronter la rencontre décisive sur ces champs de bataille où Napoléon avait eu tant de peine à vaincre. Il préféra courir en Bohême les chances d'une bataille défensive.

Il avait à choisir entre trois positions : celle de la Bistritz à l'Elbe; la seconde, sur la rive gauche de l'Elbe appuyée à Kœniggrætz et Josefstadt, le front couvert par l'Elbe, les flancs appuyés à l'Aupa et à la Methau ; la troisième à Pardubitz. Le dernier parti, avec une armée si éprouvée, qui n'avait pu reprendre son assiette matérielle et morale, était le plus sûr. Le second l'était moins, le premier pas du tout, car on a toujours considéré comme très défavorable d'accepter la bataille avec un fleuve sur ses derrières. Ce fut cependant celui que Benedek adopta.

Le terrain qu'il choisit s'étend entre l'Elbe et deux de ses affluents, la Bistritz et la Trotina. De l'une à l'autre, des hauteurs boisées sur leurs crêtes, couvertes de villages, descendant en pentes rapides vers l'ouest et vers le nord et gagnant doucement l'Elbe au sud, de façon que de ce côté le pays est à peu près plat. Le point culminant, Chlum, la clé de la situation, commandait la grande route de Gitschin à Kœniggrætz. De toutes parts la situation était admirablement disposée pour une défensive énergique. Sur son front, vers l'ouest, elle était couverte par la Bistritz, grossie par de fortes pluies, entourée de bas-fonds marécageux difficiles à fran-

chir sans pont par l'artillerie ; son flanc gauche au sud était protégé par les collines de Problus ; son flanc droit au nord était le soûl vulnérable : il y avait bien là une hauteur très forte, celle d'Ilorenowes, couverte par les marécages de la Trotina, mais entre Benatek et Racitz s'ouvrait un passage facile de cinq kilomètres par où pouvait arriver l'armée du Prince royal, tourner l'armée autrichienne et la prendre à revers.

Tel fut le terrain sur lequel Benedek se prépara à accepter la bataille. Il prit le parti fort intelligent, ayant constaté les effets foudroyants du fusil à aiguille, de les paralyser en préparant surtout une bataille d'artillerie : il mettrait en position toutes les batteries des corps d'armée de première ligne, n'en garderait aucune en réserve, les masserait toutes, dès le début de l'action, le long de son déploiement, surtout à Chlum et à Maslowed. Il fit opérer rapidement quelques travaux, creuser quelques trous-de-loup et tranchées, construire certains retranchements, établir quelques abatis.

Persistant dans son système de mutisme, ou peut-être parce qu'il voulait conserver sa liberté de décision entière jusqu'au dernier moment, il réunit à midi tous ses officiers (le 2 juillet) au quartier général, leur parla de la discipline, du service intérieur, de la nécessité de relever le moral des troupes et ne leur souffla mot de ses intentions. Il ne les leur notifia que par un ordre général de onze heures du soir.

Ses ordres, dans la manière dont ils étaient formulés, présentaient un contraste frappant avec ceux de Moltke. Ceux-ci étaient ce qu'on appelle des *directives*; ils indiquaient brièvement le but à atteindre, laissant à l'initiative des chefs de corps le choix des moyens, si bien que, cette initiative toujours en éveil, ils pouvaient à bon escient parer l'imprévu. Benedek, au contraire, entrait dans les détails minutieux, sans laisser entrevoir son but, de telle sorte que si l'événement ne permettait pas d'exécuter ponctuellement les directions données, les chefs de corps ne savaient plus quel parti prendre. Leur initiative ainsi paralysée, ils ne pouvaient susciter celle des inférieurs. Le prince Frédéric-Charles donnait à ses officiers la raison de ses opérations ; aucun chef autrichien n'eût été en état d'expliquer aux siens ce qu'il ignorait lui-même.

De plus, les ordres de Benedek arrivaient tardivement ou pas du tout¹. Ce mauvais fonctionnement de l'état-major tenait à ce que Benedek commandait directement et sans intermédiaire à un trop grand nombre d'unités, huit corps, cinq divisions de cavalerie, une réserve d'artillerie, quatorze unités sans compter l'intendance.

i. Une dépêche envoyée de Josefstadt à (Jitschin (45 kilomètres) mit dix-neuf heures à parvenir.

III

Au quartier général prussien on continuait à ne pas savoir ce qu'était devenu lîenedek. Moltke pensait qu'il s'était dérobé derrière l'Elbe. Jugeant cette position très forte, à cause de la largeur du ileuve impossible à franchir sous les batteries des hauteurs ; trouvant aussi quelques difficultés à traverser l'Aupa et la Methau, il adopta le plan dangereux de gagner, par une marche de flanc, Pardubilz, et de couper par là les communications avec Vienne. Il ordonna donc une série de mouvements dans ce sens à exécuter le lendemain, 3. Dans les instructions au prince Frédéric-Charles, il mit cette phrase : « Si Ton rencontre en avant de cette ligne de l'Elbe (entre Kœniggrœtz et Josefstadt) des forces ennemies et si elles ne sont pas trop considérables, on devra les *attaquer immédiatement* en s'assurant autant que possible la supériorité du nombre sur elles. »

Le Prince venait de recevoir cette instruction à trois heures lorsque, vers sept heures du soir, un courageux officier, Unger, revenu d'une exploration à travers les avant-postes autrichiens, assura qu'entre la Bistrilz et les hauteurs se trouvaient trois ou quatre corps autrichiens. Frédéric-Charles, usant de l'initiative que lui avait réservée ses instructions, se résout *immédiatement* à les attaquer. A neuf heures il expédie l'instruction générale à ses corps et divisions de

se former en bataille le 3, au point du jour, sur la Bistrilz et d'y arrêter l'ennemi qu'il suppose prêt à prendre TolVensive. 11 prescrit à l'armée de l'Elbe, un peu en arrière, de se rapprocher de Nechanitz ; enfin il expédie un officier au Prince royal pour le prier de protéger son flanc gauche en lui envoyant la Garde. 11 mande Voigt-Rhetz, son chef d'état-major, au quartier général communiquer et expliquer ses dispositions. Voigt-Rhetz arrive à onze heures, et est introduit auprès de Moltke déjà au lit.

« Il est impossible de tracer d'avance un plan en vue des diverses phases d'une campagne. Les dispositions prises par prévision ne sont sûres que jusqu'à la première rencontre. 11 faut alors régler sa conduite d'après les circonstances presque toujours imprévues. Ce ne sont pas dans ce cas les dispositions les mieux étudiées, mais les plus simples et les plus naturelles qu'il y a lieu de prendre, en les poursuivant avec suite¹. » Le grand homme de guerre est improvisateur des décisions audacieuses qui, en quelques instants, sans s'arrêter aux *mais*, aux *si*, aux *car*, lancent sans hésitation une armée vers le but par les moyens entrevus tout à coup.

Jusque-là Moltke s'était montré un éducateur intelligent de l'état-major, un fécond dresseur de plans; il se révèle maintenant grand homme de guerre. Les renseignements de Voigt-Rhetz entendus, il se lève aussitôt et, étendant la main droite : « C'est là que nous les battons. » Il se

i. Conversation de Moltke reproduite par Friedjung.

rend auprès du Roi avec Roon, Alvensleben, Voigt-Rhetz. Sans hésitation, tout d'une voix, il est convenu que Frédéric-Charles exécutera le mouvement préparé, et qu'on appellera à lui, non seulement la Garde mais l'armée entière du Prince royal, de telle façon que l'ennemi abordé de front par Frédéric-Charles (1^{re}) soit tourné à droite par le Prince royal (2^e) et à gauche par Herwarth (armée de l'Elbe).

A minuit les ordres sont expédiés partout. Le lieutenant-colonel de Finkenstoin, à cheval, accompagné d'une seule ordonnance, sous un ciel à averses, avec une lanterne et une boussole, se dirige vers le Prince royal, à travers des ruelles qu'il ne connaît pas. Un second officier est envoyé par un autre chemin. En passant à Miletin, Finkenstoin fait transmettre à Bonin l'avis de rassembler son corps, et d'être prêt à obéir sans retard aux ordres du Prince royal, voire à agir spontanément s'il y avait lieu.

Sur le point d'arriver, il rencontre l'officier envoyé par Frédéric-Charles, qui retournait vers son chef. Sa mission n'avait point été heureuse. Il avait attendu depuis deux heures du matin Blumenthal qui était à Gitschin. Le Prince dormait, et il était de règle de ne pas interrompre le sommeil de Son Altesse. Au retour seulement de Blumenthal, celui-ci, toujours sans réveiller le Prince, lui avait remis une réponse négative. Finkenstoin l'informe des nouvelles dispositions adoptées dont il est le messager, et tous deux rentrent au quartier général.

Cette fois Blumenthal ne perd pas une minute. Les ordres sont envoyés incontinent à tous les corps, à cinq heures du matin.

L'armée, éparpillée sur une grande étendue, se mit en route sans perdre non plus une minute : la Garde part de Kœniginhof à cinq heures et demie; le ^{vr} corps d'Ober-Prausnitz, à sept heures ; le 6° corps de Briza, à six heures et demie ; le 5° corps de Gradlitz, à huit heures et demie. L'effet qu'on attendait de ces troupes était bien considérable. Sauf le 6° corps plus rapproché, elles n'arriveraient, selon les règles normales, qu'entre onze heures et midi sur la Trotina, c'est-à-dire à six kilomètres environ d'Horenoves où l'on supposait la droite autrichienne. De là, à cause du temps nécessaire à la formation de combat, elles ne pourraient faire sentir leur action totale qu'entre cinq et six heures¹.

IV

Le vallon de la Bistritz et les collines environnantes sont enveloppées de brumes qu'une pluie intermittente maintient dans les bas-fonds; les rivières et les ruisseaux coulent à pleins bords, les routes sont défoncées. C'est sous un ciel lugubre, à la clarté d'un jour presque crépusculaire, que 250000 Autrichiens, armés de 270 bouches à feu, et 221000 Prussiens

1. Général BONXAL. *Sadoica*.

armés de 292 pièces, vont se ruer les uns sur les autres et s'exterminer.

Elle commence de bonne heure pour tout le monde cette journée qui, pour tant d'êtres pleins de vie, sera la dernière. Dès deux ou trois heures du matin, les troupes du Frédéric-Charles et d'Herwarth, encore engourdies de sommeil, sans prendre aucune nourriture, ayant quelques-unes à parcourir jusqu'à 21 kilomètres, se dirigeaient à travers les routes et les champs détrempés, sur la rive droite de la Bislrilz, le casque accroché à la poignée du sabre, la casquette et le béret en tête. Une division, celle de Fransecky, se trouvait déjà établie sur la rive gauche, à Cerekewitz. De six à huit heures, toutes sont en position, prennent un peu de café et commencent la canonnade.

Le canon prussien réveille les Autrichiens. A sept heures, ils se rangent en bataille. L'ordre de Benedek, qui déterminait les emplacements à occuper, armait à peine ou n'arrivait pas du tout, de telle sorte que chaque chef s'arrange à peu près à sa guise.

Au centre, derrière les batteries, l'archiduc Ernest (III^e corps) à cheval sur la route de Kœniggrœtz et les hauteurs de Lipa, Gablenz (X^{fl} corps) en arrière de la crête de Langenhof à Lipa.

A gauche, le prince de Saxe avait reçu l'instruction de se placer entre Tresowitz et Popowitz : de là il eût été tourné facilement par les Prussiens dès leur débouché de Nechanitz; il eut désiré s'avancer jusqu'à la position Hradek d'où il

aurait battu le pont de Nechanitz, unique défilé de l'armée de l'Elbe ; il n'obtint que de se porter, sur la hauteur, entre Problus et Nied-Prim. Le VIII^e corps se plaça sur le plateau « de Prim et de Problus, pouvant se porter, suivant les cas, a Popowit/. ou Hradek.

A droite le IV^e corps avait reçu Tordre vague de se placer entre Chlum et Nedelitz. Festetics, ne trouvant là aucune position défensive, crut devoir appuyer sa droite u Maslowed. Le II^e corps devait s'établir entre Nedelitz et l'Elbe; Thun jugeant qu'ainsi placé, il laisserait l'ennemi maître des hauteurs de Sendrasitz, vint se placer à la droite du IV^e corps sur les hauteurs d'Horenoves, excellente position où son infanterie bien abritée et son artillerie sur les crêtes dominaient la route par laquelle le Prince royal arriverait. Il laissa la brigade Henriquez, soutenue par une division de cavalerie légère, sur la Trotina^â. Ce front formait une ligne demi-circulaire de douze kilomètres.

1. Le prince Hohenlohe, chef de l'artillerie de la Garde, a pensé que les lieutenants de Benedek, en voulant s'établir, l'un sur la situation de Hradek, l'autre sur celle de Horenoves, jugeaient mieux que leur chef du parti le meilleur à tirer des positions cRoies : « La bataille de Kœniggratz eût-elle dégénéré en déroute aussi complète si la *réserve tVartillerie* de l'armée autrichienne se fût partagée en deux fractions, dont Tune, combinée avec les réserves d'artillerie des corps, eût empêché notre première armée et notre armée de l'Elbe de passer la Bistritz, tandis que l'autre eût défendu avec opiniâtreté les hauteurs d'Horenoves contre la 2^e armée qui s'avavançait? Je ne le crois pas. » (Lettres sur l'artillerie, p. 122.)

Toutes ces troupes avaient des détachements en avant de leur front vers la Bistritz.

Les VI^e et 1^{er} corps de la réserve s'établirent à 4 kilomètres en arrière du centre, la première division de cavalerie à la droite du VI^e corps, la deuxième au sud-ouest de Brizza, la troisième à l'ouest de Langenhof. La réserve générale de l'artillerie s'établit sur les hauteurs situées entre Wezestar et Sweti.

Ces dispositions rendaient le front très fort; les IV^e et II^e corps fermaient l'ouverture entre Benatek et Racitz, les Saxons et le VIII corps dominaient le débouché de Nechanitz. Cependant par ces deux côtés la position restait encore accessible, mais, en renforçant opportunément par les réserves les corps qui les défendaient, on pourrait les rendre presque aussi difficiles à emporter que le front.

V

Frédéric-Charles escarmouchail, et les Autrichiens passaient de remplacement de bivouac à l'emplacement de bataille, quand le Roi parut sur les hauteurs de Dub (8 heures). Malgré ses soixante-dix ans et l'inclémence du temps, il était en calèche découverte.

A une heure du matin, le maréchal de la Cour était venu, une lanterne sourde à la main, annoncer à Keudell la bataille imminente. Celui-

ci va frapper aussitôt à la porte de la chambre où dormait Bismarck. « Ah! le voilà bien, maugrée celui-ci, le funeste excès de zèle de MM. les généraux! ils veulent faire assister le Roi à un eombal d'arrière-garde, et pour cette raison, il faut que je sacrifie mon sommeil dont j'ai si grand besoin. Mais à quoi bon gémir? Si le Roi y va, il faut que j'en sois; commande/ les chevaux. » Et il partit en calèche rejoindre le Roi, Roon et Moltke.

ADub, ils se mirent tous en selle. Bismarck s'approcha de Moltke et demanda : « Suvez-vous quelle est la longueur de la serviette dont nous allons ici empoigner le bout?— Non, nous ne le savons pas au juste ; mais nous avons là au moins trois corps d'armée, peut-être toute l'armée autrichienne! » La crainte du Roi et de Moltke était que ce ne fussent que trois corps masquant la retraite du reste de l'armée et ils n'étaient préoccupés que de ne pas les laisser échapper. Frédéric-Charles voulait attendre l'arrivée du Prince royal; le Roi ordonna de passer immédiatement sur la rive gauche de la Bistritz, de refouler les Autrichiens, de les suivre et de les forcer au combat.

Cette occupation de la rive gauche de la Bistritz, de Néchanitz à Benatek, n'offrit point de difficultés : les Autrichiens, sur Tordre de Benetfek, résistèrent peu et retirèrent leurs avant-lignes sur les hauteurs. Trois divisions de Frédéric-Charles restèrent maîtresses de la rive gauche, où celle de Fransecky était déjà établie;

deux autres divisions, la cavalerie et l'artillerie restèrent en réserve sur la rive droite. L'armée de l'Elbe s'empara sans coup férir de Nechanitz évacué.

La situation devint moins facile au centre, quand les trois divisions passées sur la rive gauche de la Bistritz voulurent s'avancer vers Langenhof, et que Fransecky tenta de s'emparer du bois de Swiep. Des hauteurs de Lipa, de Ehlum et de Maslowed, ils furent foudroyés par l'artillerie des corps d'armée de première ligne mise en action tout entière dès le début de la journée. Les trois divisions durent chercher un abri derrière le bois et les maisons des villages ou opérer de fréquents déplacements afin de rendre plus difficile le réglage du tir des batteries ennemies. Chaque fois qu'elles essayaient d'en sortir, elles étaient écrasées et obligées de reculer précipitamment. Un moment, le Roi poussa son cheval vers quelques sections d'un régiment qui reculaient dans un certain désordre avec des blessés : « Je ne suis pas habitué, leur dit-il, à voir mes bataillons revenir du feu en cet état d'affaissement. » Ils se reformèrent aussitôt, mais ils ne purent pas avancer.

Néanmoins, personne ne songeait à reculer : au contraire Moltke fit passer sur la rive gauche les deux divisions laissées en réserve sur la rive droite et fit mettre l'artillerie disponible en position sur le Rokos-Berg. Les nouveaux arrivés tentèrent de s'avancer au delà des abris, n'y réussirent pas plus que leurs devanciers, et furent

rejetés. Les batteries les secondaient assez mal, se portant sans ordre sur les positions, s'y plaçant pêle-mêle, agissant sans entente, allant chercher au delà du pont leurs caissons de réserve laissés en arrière '.

La division Fransecky, maîtresse du bois de Swiep, n'eût pu en sortir, et pas même s'y tenir si Festetics s'était contenté de la couvrir du feu des batteries de Maslovved. Ne sachant guère pourquoi il était; lui plutôt qu'ailleurs, le commandant du IV^e corps se laissa emporter à la tentation de chasser Fransecky de son bois afin de tourner par là le flanc droit de l'armée de Frédéric-Charles. Il quitta sa position face au nord, se tourna face à l'ouest, et assaillit le bois de Swiep. La résistance qu'il rencontra le surprit : les Prussiens, abrités derrière les arbres, par petits groupes de tirailleurs, décimaient à coup sûr les assaillants qui s'avançaient à découvert. Il s'acharna et, successivement, mit en action toutes ses brigades. La jambe fracassée par un obus, il laissa la direction du combat à Molinari qui le poursuivit avec une égale ardeur. Fransecky perdait du terrain; ses rangs s'éclaircissaient ; il ne se cramponnait plus qu'à un recoin appelé le Bastion. Pour en finir, coûte que coûte, Molinari appelle le II^e corps à la rescousse. Tliun accourt, opérant une conversion sur sa gauche, et se mettant lui aussi face à l'ouest, de telle sorte que la position capitale d'Horenowes ne se trouve plus à son centre, mais

i. Brugere, *L'Artillerie pendant la guerre de 1866.*

sur son liane, et que la trouée entre cette hauteur et la Trotina demeure ouverte, gardée seulement par neuf bataillons.

Sous cette niasse d'hommes Fransecky fléchit. Il demande des renforts. Frédéric-Charles, auquel cet engagement avait paru prématuré, ne dégarnit pas son front et ne lui envoie que deux bataillons de la division Horn. Avec ses quatorze bataillons et ses vingt-quatre pièces, Fransecky oppose, à des forces sept à huit fois plus nombreuses, une de ces résistances héroïques dont il est peu d'exemples dans l'histoire des guerres. De taille haute, mince, d'une physionomie intelligente et distinguée, il reste impassible, debout, au milieu des cadavres amoncelés à ses pieds. Le bois est traversé par des projectiles qui abattent branches et arbres sur les hommes à chaque instant moins nombreux. « Enfants, crie-t-il, nous devons tenir ou mourir jusqu'à ce que le Prince royal arrive! — Nous tiendrons ou nous mourrons », répondent les soldats. Mais le fusil à aiguille est vaincu par le nombre, et le Prince royal n'est pas en vue. La victoire des Autrichiens n'est plus qu'une question de moment : les derniers défenseurs du bois, s'ils ne s'enfuient pas, vont être écrasés.

Vers Nechanitz, à la droite, le combat prenait une tournure plus favorable aux Prussiens. Leurs pontonniers n'ayant pas établi des ponts de bateaux, les trois divisions de Tannée de l'Elbe ne pouvaient déboucher sur la rive gauche de la Bistritz. Herwarth ht réparer, avec des

poutres empruntées aux maisons des villages, le pont endommagé. Deux divisions demeurent en arrière, mais une portion des trois avant-gardes franchit à gué la rivière d'une profondeur de un mètre et demi; Lubno et Hradek tombent entre leurs mains, et la division Caussein se déploie à leur suite.

VI

Sur les hauteurs de Dub, on ignorait encore ces progrès et Ton ne voyait que la situation désespérée de Kransecky, celle critique des cinq divisions canonnées le long de la Bistritz ou blotties derrière les arbres des bois de Sadowa. Toutefois, le Roi restait imperturbable d'aspect; aucune préoccupation ne paraissait altérer le coupant visage de parque de Moltke; Bismarck, enveloppé d'un manteau gris, le casque d'acier en tête, sur un alezan gigantesque, braquait ses yeux étincelants dans une lorgnette dirigée vers le point de l'horizon par où devait arriver le Prince royal. Autour d'eux les mines s'allongeaient, anxieuses; on échangeait à voix basse des appréhensions et l'on se demandait si l'armée qui apporterait la victoire arriverait enfin (midi). Mais Benedek était là pour les tirer d'embarras et, comme à Gitschin, il s'en acquitta de son mieux.

11 avait établi son état-major sur la hauteur

de Lipa. Il sut, à neuf heures, que les IV^e et II^e corps n'avaient pas occupé les emplacements désignés et s'étaient portés plus avant vers Maslowed et Horenowes; puis, que sortant de leur attente défensive, face au nord, ils avaient été vers l'ouest, engager une action offensive dans le bois de Sviep, et laissé ouvert, par conséquent, le passage qu'ils devaient fermer et par lequel allait venir le Prince royal, dont, de Joscfstadt, on lui annonçait l'approche. Il éprouva, à la nouvelle de cette désobéissance, un vif et légitime mécontentement.

Il dépêche par un officier d'état-major l'ordre verbal de ramener immédiatement le IV^e corps dans la position de Nédélilz-Chlum. Molinari., engagé à fond et qui se croit au point de saisir la victoire, ne se retire pas de son combat, ttenedek réitère son ordre. Molinari se rend auprès de lui et représente que ce mouvement ne pourra s'exécuter sans exposer à de grands désavantages et même à une défaite, car l'ennemi s'établira immédiatement sur les hauteurs, à l'ouest de Maslowed, d'où Ton domine Nedelist et qui flanquent Lipa et Chlum; le combat tournait en sa faveur et sa conviction était qu'un mouvement offensif mené à bout aurait pour résultat de repousser l'aile gauche de l'ennemi et de le tourner. Benedek répondit que la manœuvre n'était pas exécutable parce qu'une forte colonne prussienne descendait le long de l'Elbe et se dirigeait contre son flanc droit. — « Mais avec une partie de vos deux corps de réserve et de

vos trois divisions de cavalerie, observa Molinari, il serait facile d'arrêter cette colonne tournante. » Benedek ne tint nul compte de l'intelligente objection et s'obstina : il fallut obéir.

Ce refus était aussi déraisonnable que l'avait été la désobéissance des IV^e et II^e corps. Festsetics et Thun avaient eu grand tort d'abandonner les postes qui leur étaient assignés, et ils ne l'eussent sans doute pas osé s'ils avaient été initiés au dessein du généralissime. Mais le fait était accompli. C'était un de ces cas dans lesquels le véritable homme de guerre, éclairé par une lueur subite, renonce à un plan médité et en improvise tout d'un coup un nouveau par lequel il maîtrisera les circonstances imprévues. Benedek ne sait qu'arracher une victoire aux dents de ses soldats. Il semble ne pas comprendre, lui qui a cependant une longue expérience de la guerre, que ramener en arrière une troupe, au moment où elle va atteindre un but qui lui a coûté tant de sang, c'est la démoraliser plus que si on la faisait battre. Nous n'avons déjà vu à Gitschin combien c'est une opération longue, ingrate, désorganisante. Frédéric-Charles n'avait pas ordonné à Fransecky de s'engager dans le bois de Swiep : il fut, à coup sûr, contrarié de cette initiative qu'il ne pouvait soutenir ; néanmoins, il ne rappela pas la 7^e division et la laissa poursuivre sa bataille. Benedek eût dû agir de même¹.

i. C'est l'opinion que Moltke exprima à Friedjung, dans une conversation rapportée dans le livre déjà cité sur Benedek. « A la question que je lui posai, sur le point de savoir si

D'ailleurs, la trouée laissée béante, et qu'il fallait à tout prix fermer, ne pouvait plus l'être efficacement par les deux corps engagés. Avant de se retrouver en position, ils devaient exécuter une marche de liane, menacés tout le long d'une irruption de l'ennemi. Fussent-ils rentrés dans leurs emplacements du matin, ils y seraient arrivés en un tel effarement qu'autant valait qu'ils n'y fussent pas, tant ils seraient peu en état de fournir une résistance sérieuse.

C'est par ses réserves, comme venait de le lui

la responsabilité de Benedek n'était pas très atténuée par le fait que les généraux autrichiens, Festetics et Thun, avaient quitté leurs positions contre son ordre, et s'étaient avancés dans le Swieper Wald, M. de Moltke répondit : « Certainement, Benedek doit être tout à fait dégagé à cet égard; néanmoins, la conduite des deux généraux est très explicable. Ils avaient l'avantage; ils avaient réussi à chasser, enfin, Fransecky du Swieper Wald et ils poursuivaient leur victoire. Un succès est une grande chose, il exerce une action entraînante; ils croyaient pouvoir décider sur ce point du sort de la bataille, quand les troupes du kronprinz vinrent les prendre en flanc. Ils devaient, d'abord, taire sortir leurs troupes de la forêt, pour marcher à sa rencontre, mais ils échouèrent dans ce difficile mouvement. Une telle opération n'est pas facile après un combat dans la forêt, et ne peut s'effectuer facilement; aussi le kronprinz trouva-t-il, lorsqu'il attaqua Chlmii, les hauteurs presque dépourvues de défenseurs. Benedek lui-même faillit être pris, lorsqu'il s'avança pour les couvrir. — D'ailleurs, continua Moltke, d'un ton très ferme, lorsque je lis ressortir l'obéissance trop tardive de ces généraux, l'obéissance est un principe, mais l'homme est au-dessus du principe. Dans la plupart des cas, c'est le succès qui décide la question de savoir qui a raison dans la guerre. Il est facile de se prononcer après coup et c'est pour cela qu'il faut être circonspect dans les jugements que l'on porte sur un général. »

conseiller Molinari, que Benedek devait suppléer les deux corps laissés libres de poursuivre leur combat. L'heure d'engager les réserves, toujours si difficile à déterminer, sonnait à étourdir les oreilles : il fallait l'entendre. Les réserves n'ont pas seulement la mission d'achever une bataille gagnée ou de disputer une bataille perdue : elles sont destinées à parer l'imprévu de la bataille elle-même et à réparer les mauvaises dispositions prises. Deux corps, celui de Gablenz (X^e) et de l'archiduc Ernest (III^e) suffisaient à défendre le front déjà couvert par les formidables batteries et par là inabordable.

À l'aile gauche les Saxons soutenus par le VIII^e corps (Weber¹) renforcés au besoin par quelques fractions d'artillerie et de cavalerie de la réserve, suffisaient à occuper et à retenir l'armée d'Herwarth. Il fallait pousser toute la réserve Ramming (VI), Gondrecourt (I¹), la réserve d'artillerie, les divisions de cavalerie contre le Prince royal. Les fractions les plus avancées auraient eu le temps d'atteindre Horenowes² ou les hauteurs de Maslowed et de Nedelist, et le Prince royal eût trouvé à qui parler. Si en même temps la pointe offensive de Molinari et

1. Le remplaçant de l'archiduc Léopold.

2. État-major prussien : « Le Prince royal devait croire que l'ennemi avait placé les troupes chargées de couvrir son flanc en arrière de la hauteur ; s'il ne l'avait déjà fait, il avait encore le temps d'envoyer ses réserves de ce côté, pendant que les Prussiens traverseraient cet espace d'environ 4 kilomètres sur un terrain qui va en Rabaissant et où les bataillons ne pouvaient se dissimuler. »

de Thuneût été continuée victorieusement, on ne peut calculer le cours que la bataille aurait pria. L'échec de ces deux corps n'eût pas été désastreux, car les réserves placées en bonne situation les eussent recueillis et se fussent accrus de leurs fractions encore en état de combattre.

Benedek eut un instant la vision de ce qu'exigeaient les circonstances. Sur les observations que lui fit dans ce sens son chef d'état-major il l'autorisa à envoyer le corps de Hamming (VI^e) aussitôt que possible derrière la position de Chlum-Nedelist. Hamming mettait déjà ses troupes en mouvement, lorsque Benedek lui-même, à Tinsu de son chef d'état-major, lui prescrivit de ne pas remuer. Il se contenta d'envoyer une division de cavalerie légère à Sandrasitz qui couvrit la retraite des IV^e et II^e corps. Il recommence tactiquement son erreur stratégique. Hypnotisé toujours par l'armée de Frédéric-Charles, il ne voit qu'elle, il ne se prémunit que contre elle, et il tient à peine compte du Prince royal. Cette avalanche qui va fondre sur lui *et* l'engloutir sur les collines de l'Elbe, comme elle l'avait fait aux défilés de Silésie, n'est à ses yeux qu'une colonne facile à tenir en respect.

Cette journée n'a pas été perdue uniquement parce que Festetics et Thun se sont laissé attirer dans le bois de Swiep, elle l'a été surtout parce que, cette erreur commise, Benedek ne l'a ni réparée, ni tournée à son avantage par un emploi judicieux et rapide de ses réserves. Par là, il a rendu un double service aux Prussiens : il-a

sauvé ce qui restait de Fransecky et il a laissé ouverte la porte par laquelle le Prince royal va le prendre à revers.

Il ne s'en doute pas. Se croyant suffisamment en sûreté par le rappel de ses deux corps, il retourne à son observatoire de Lipa. Avait-il conservé ses réserves sous la main au lieu de les envoyer à ses ailes parce qu'il méditait de les lancer avant l'arrivée du Prince royal sur le front de Frédéric-Charles ébranlé par son artillerie? On l'a dit. Moltke croit « que dans l'intérêt prussien il est regrettable qu'il ne l'ait pas tenté. Si Benedek avait risqué vers midi une pareille attaque avec toutes ses forces, il aurait été reçu sur son front par toute l'armée de Frédéric-Charles, impatiente de sortir de l'état de crise dans lequel elle se trouvait. Il n'aurait pas pu en venir à bout facilement. Pendant la lutte, le tronprinz aurait certainement attaqué son aile droite, et il est à présumer, dans ce cas, que la défaite des Autrichiens aurait été encore plus grande. Car plus les Autrichiens se seraient avancés au centre contre Frédéric-Charles, plus efficace aurait été l'attaque du Prince royal sur leurs derrières, et il est probable que, pris entre deux feux, ils eussent été achevés dans la vallée¹. » — Conjectures qui échappent à la discussion.

i. Conversation avec Friedjung? déjà citée.

VII

La marche de toutes les fractions de l'armée du Prince royal avait été fort rapide. Bonin n'ayant tenu aucun compte de l'avis de Finkenstein, ne s'était mu que sur l'ordre du Prince royal et venait le dernier. La Garde et le G¹ corps (Mutius) tiennent la tête ; le détestable état des routes ne les ralentit pas ; à mesure que le bruit du canon leur parvient, leur pas s'accélère. Le chef de l'artillerie de la Garde, le prince Hohenlohe, ne se résigne pas à piétiner en queue, selon la règle du temps : inaugurant une disposition destinée à devenir la règle future, il s'avance à la hauteur des têtes de colonnes, à travers les champs et les blés très hauts ; quelques bêtes s'affaissent sous le harnais, mais les batteries cheminent toujours.

A onze heures et quart, le Prince royal atteint la hauteur de Choleborek. Il ne dispose que de (rois divisions, 1^o de la Garde, 11 et 12^o. La 2^e ne rejoindra qu'une ou deux heures plus tard, et les 1^{er} et 5^e corps sont encore très éloignés. Il ne dislingue pas, par ce jour sombre, le champ de bataille dans toute son étendue ; il aperçoit seulement sur la hauteur d'Horenowes une batterie et deux grands peupliers : c'est le but qu'il assigne à ses troupes. On se remet en marche avec plus d'entrain. Les drapeaux sont déployés et les ministres de chaque religion portent leurs exhor-

tations d'un bataillon à l'autre. Oh! les braves soldats ! ils sentent qu'on les attend ; il faut qu'ils arrivent, ils arriveront.

Toutefois, mal liés, peu nombreux, essoufflée par un violent effort, qu'auraient-ils pu contre deux corps d'armée et trois cents bouches à feu? Mais ils ne trouvent personne devant eux.

La batterie d'Horenowes ne les gêne pas longtemps. Dès que le village a clé pris, elle disparaît ne se sentant plus soutenue, et se retire par Maslovvod, sur les hauteurs de Nedelist. La Garde précipite son mouvement offensif, gravit le plateau de Maslowed, prend le village de ce nom. Les divisions du 6^e corps enlèvent Racitz peu occupé, puis, après une faible résistance, le moulin et le village de Trotina, franchissent le ruisseau, et se préparent à attaquer Lochenitz (2 heures).

Knhardi par le succès de leurs premières audaces, le général Hiller, de la (larde, en tente une plus hasardeuse : il s'avance sur la clef de la position, Chlum. Une espèce de brouillard causé par l'humidité de l'air, qui empêche la fumée de la poudre de s'élever, les blés très hauts, les accidents de terrain le dérobent au regard des batteries échelonnées entre Chlum et Nedelist. A Chlum, il rencontre quelqu'un. Mais qui? Les 1V^o et 11^o corps (Thun et Molinari) qui ont piteusement regagné leurs positions, le IV^e en se portant directement sur Chlum, le 11^e en s'abritant sous la crête de Maslowed à Nedelist. Quoiqu'une brigade du III^e corps, la brigade Appiano,

les appuie, on peut dire que c'est encore personne. En effet, dès qu'ils voient les Prussiens* surgir au milieu d'eux comme des diables sortis de terre, ils lâchent pied. Hiller prend ce qu'il veut, le village, la hauteur, 55 canons, et il poursuit jusqu'à Rosberitz. Les deux corps qui devaient lui barrer le chemin, canonnés, fusillés, décampent et s'évadent du champ de bataille; Nedelist et Lochenilz sont occupés, et la retraite sur Josefsladt est définitivement coupée (3 heures), Benedek est pris à revers comme Napoléon le fut à Waterloo par Rlucher.

Toujours en arrêt devant le prince Frédéric-Charles, convaincu qu'il n'avait rien à redouter du Prince royal sur son liane droit, dès que le 11^o et le IV^e corps auraient repris leurs postes, il envoie un de ses officiers s'enquérir s'ils sont arrivés. L'officier s'en revient et lui dit que Chlum est au pouvoir des Prussiens : « Ne plaisantez donc pas si bêtement! » fait Benedek d'un ton sévère. Et il galope vers Chlum. Les balles qui abattent un de ses aides de camp à ses côtés et sifflent autour de sa tête lui prouvent que son officier n'a pas plaisanté bêtement.

Son aile gauche n'était pas en meilleure situation : elle aussi venait d'être tournée. L'armée de l'Elbe avait refoulé les Saxons et le VIII^o corps sur Problus et Ober-Prim, puis les en avait chassés et rejetés dans le Brizer Wald. Peut-on douter que ce fût eux qui eussent été rejetés sur Nechanitz si une forte artillerie, appuyée par la cavalerie et le VIII^e corps, eut été placée à Hradek?

Le front, protégé par les batteries et les corps de Gablenz et de l'archiduc Ernest, demeurait seul intact. Il ne tarda pas à être entamé : l'intrépide Hiller, soutenu par les forces croissantes de la Garde, s'empara du bois de Lipa (3 heures 1/2).

Benedek aux abois, menacé à droite, à gauche, au centre, croit enfin venu le moment de mettre en jeu ses réserves. Il les lance à la fois sur Rosberitz et sur Chlurn à droite, sur Probus à gauche. Il tente de reprendre ce que, quelques heures avant, il eût pu ne pas perdre. Hammer réussit d'abord, réoccupe Rosberitz et la partie supérieure de Chlurn; le général Hiller tombe frappé mortellement par un éclat d'obus; la brigade Piret, du 1^{er} corps, rentre à Probus. Succès momentané. Jusqu'ici Benedek n'a eu à lutter que contre Illerwarth et le Prince royal. Voici le prince Frédéric-Charles qui entre en scène.

Mil

Bismarck, le premier, aperçut dans le lointain les lignes noires qui se dirigeaient sur Chlurn; d'autres observèrent du côté du bois de Swiep un ralentissement dans les feux de l'artillerie ennemie et des mouvements indiquant une retraite en arrière; d'autres encore remarquèrent que les éclairs des canons de Chlurn brillaient maintenant dans la direction du nord, et non plus vers l'ouest : il n'y avait plus à en douter, le Prince royal approchait. Moltke, rassuré de ce

côté, presse l'armée de l'Elbe, afin que les deux ailes de l'ennemi soient enveloppées à la fois. Il expédie à Herwarth le billet suivant écrit au crayon : « Prince royal à Zizelowes, retraite des Autrichiens sur Josefstadt coupée; il est de la plus haute importance que le général Herwarth marche contre l'aile qui est en face de lui, tandis que l'ennemi tient encore au centre (1 heure 3/4). » A 3 heures, un officier aperçut des masses appartenant à la 2^e armée sur les hauteurs de Chlum et les derrières de l'armée autrichienne. « Un indicible soulagement fit tressaillir de bonheur tous ceux qui consultaient l'horizon avec anxiété. « Dieu soit loué! » dit plus d'un tout bas¹. »

Enfin voici venu le moment, si impatiemment attendu depuis le matin par l'armée de Frédéric-Charles, de sortir de sa défensive frémissante. Le Roi lui ordonne de s'ébranler tout entière. Lui-même sur un magnifique cheval noir se dirige vers Lipa, suivi de deux escadrons. Les bataillons de tête essaient de gravir les pentes de Lipa et Langenhof; mais les batteries qui, depuis tant d'heures, la foudroient, redoublent le feu et rendent leur ascension très lente et très pénible, jusqu'au moment que l'infatigable Garde enlève Langenhof et force l'archiduc Ernest (111^e) à disparaître aussi du champ de bataille. D'autre part, les fractions avancées de l'armée de l'Elbe mettent en fuite la brigade Piret, chassent du Brizer-

1. KEUDELL.

Wald les Saxons, et les obligent à battre en retraite par les ponts d'Opatowisk et de Pardubitz. Sur quoi Gablenz, ne se sentant plus flanqué d'aucun côté, se trouve trop en l'air et recule sur Rosnitz. Ces retraites presque simultanées (4 heures) sont à la fois cachées et facilitées par trois furieuses rencontres de cavalerie, dont deux favorables aux Autrichiens.

L'armée de Frédéric-Charles, en train d'escalader péniblement les pentes, s'aperçoit tout à coup de la disparition des deux corps autrichiens par le silence des batteries et la facilité qu'elle a de gravir. Parvenue sur la hauteur, elle ne perd pas de temps, va vers Chlum et Rosberitz où elle entend le canon et aide la Garde à les reprendre définitivement.

Benedek tente un effort suprême. Le général Gondrecourt déploie face au Nord ses cinq brigades, 20 000 hommes à peu près, et les lance sur les positions deux fois perdues. Ce bloc humain est criblé par les balles des tirailleurs embusqués, par les obus des batteries postées tout autour sur les éminences environnantes. En vingt minutes, une partie énorme de cet effectif gît à terre et le reste fuit éperdument. Ce fut l'épisode le plus sanglant de la journée. Envoyer au carnage des réserves, sans aucun espoir de succès, c'est de la cruauté, non de l'héroïsme : ces holocaustes inutiles révoltent.

La bataille était irrévocablement perdue et les

1. Le corps aussi.

Prussiens l'avaient gagnée, malgré l'infériorité de leur nombre¹. Restait à savoir si ce serait une déroute ou une capitulation : Farinée tournée serait-elle entourée? la prendrait-on tout entière- ou une portion échapperait-elle? Les débris infortunés de cette armée n'offraient plus aucune consistance; ils se pressaient pêle-mêle, dans le plus navrant désarroi, sur le petit nombre de chaussées étroites qui permettait de franchir Finondation étendue autour de Kœniggnetz, dans le rayon d'une lieue : leur destruction paraissait imminente. L'artillerie se dévoua à leur salut. Aussi sublime d'abnégation et d'héroïsme que Fransecky dans le bois de Swiep, elle s'établit au travers de la route de Kœniggratz, entre Stæsser et Plotist. Elle se laisse immoler sur ses pièces jusqu'à ce que le flot de la retraite soit écoulé, couronnant ainsi par un acte de vertu militaire la vaillance inébranlable, qu'elle avait montrée partout durant toute la durée de Faction.

IX

Le Roi parvenu à Lipa est surpris de ne pas tomber dans la mêlée. On eût dit l'armée ennemie évaporée; à peine quelques fractions isolées s'apercevaient au loin. 11 ne rencontrait que ses troupes victorieuses auxquelles il adressait en passant un salut affectueux : « Bonsoir, grena-

i. Près de 10000 Prussiens n'avaient pris aucune part à la bataille.

diers, etc. » Tout a coup, au milieu d'un champ de Irefle en fleur, cinq obus tombent entre les chevaux de l'escorle et mettent dix homines par terre, couverts de sang; Bismarck prie Boon et Alvensleben de prevenir Sa Majestede s'ecarter. Tous deux s'y refusent: « Le Roi peut aller ou bon Jui semble », repondent-ils. Comme soldats ils ne se croyaient pas en droit de parler de danger a leur general. Bismarck galope vers Guillaume et lui dil : « Si Voire Majeste elait frappee ici, toule la joie du triomplie serail perdue. Je vous prie instammenl de sortir de ce champ. » Le Roi l'accucillit d'abonl par des paroles aigres. Il reconnut vile que son mini sire avail raison et il prit un ehemin creux qui conduisait derriere une chaine de collines. Non loin de la, il rencontra le Prince royal. Le perc et le fils, rapprochant leurs chevaux^s'embrasserent en pleuranl, larnies de joie sur leur triomplie, non de commiseration sur les malheureux gisant a leurs pieds qui venaicnl de le leur assurer.

Les deux armees d'aile se rejoignirent comme leurs chefs dans le Brizer-Wald sur le front de la i^{ro} armee, donl le gros elait arrive aussi sur les hauteurs. L'cpouvanf.e poussail a pas precipiles les Autricliiens vers Kœniggnetz, loin du champ de bataille perdu; Texaltation febrile d'un long effort gigantesque disloquait les Prussiens sur le champ de bataille conquis. Les compagnies, les regiments, les armes sont confondus hors de leurs cadres dans un complel desordre et quoique d'une nature autre, la disorganisation

n'elait guere moindre parmi les victorieux que parmi les vaincus, les uns et les autres egalemeut a bout de souffle, las de tuer ou de se faire tuer. Force etait de s'arreter. A six heures et demie, Moltke lanya l'ordre suivant : « Demain, repos pour tout le monde. Les troupes n'executeront que les mouvements necessaires pour s'etablir plus commodement ou pour rejoindre les corps auxquels elles appartiennent. Les avant-postes seront fournis du cote de Josefstadt par la 2^e armee; du cote de Koeniggratz par la premiere armee. Le general d'infanterieollerwarth fera poursuivre aussi loin que possible les forces ennemies qui batlent en retraite du cote de Pardubitz. »

X

L'aide de camp baron de Steincker dit a Bismarck : « Excellence, vous voila passe grand homme! Si le Prince royal fill arrive trop tard, vous etiez le plus grand des coquins. »

Lui, le coeur dilate d'unc de ces joies qu'on n'exprime point parce qu'elles sont au-dessus de toute parole, ne pouvait se rassasier de contempler sa victoire, de la savourer, de la mesurer, de la palper en quelque sorte. Si l'armee eul ete defaile, il se serait joint a une charge de cavalerie et aurait cherche la mort; victorieux, il s'unit aux escadrons qui pourchassent les vaincus. Le cri des mourants, le gemitement effroyable de desesperance qui plane le soir sur

un champ de bataille, il ne les entend pas. Il nest occupe qu'a regarder devant lui si ces hommes qui fuient la-bas au loin sont des Autrichiens, et pour les rejoindre il presse le galop de son cheval extenue, qui depuis le matin n'a mange que quelques feuilles d'arbres. Tout a coup, a l'aspeet d'un beau jeune homme repandant son sang par une large blessure, il se trouble : « Quand je perise, se dit-il, qu'un jour mon Herbert pourrait se trainer parterre dans un pareilelat ! » Emotion de fauve aussitot dissipee. Et il recommence a galoper furieusement. Le petit resultat qu'obtient une cavalerie eparpillee, le navre : « Ah ! s'ecrie-t-il, si j'avais ete a la tete d'une division, la poursuite aurait donne davantage ! »

Il rentre au quartier general d'Horilz, la nuit tres avancee: les lumieres sont eteintes, les portes closes; il frappe et on ne lui ouvre pas, et l'homme, qui vaetreexalte dans toutesleslangues, enveloppe dans son manteau, la tete appuyee sur le coussin d'une voilure, accable de fatigue et demotions, s'endort du plus doux de ses sommeils, sur le pave de la grande place.

Le lendemain, le roi Guillaume visita le champ de bataille et assista aux obseques solennelles du general Hiller. Aux prieres des funerailles, aux sons du fifre et du tambour, aux hurrahs frenetiques des soldats, se melent les acclamations joyeuses des corbeaux reconnaissants du riche festin qu'on leur a prepare. En effet il y avait eu, du cote prussien, 9153 hommes tues oubles-

ses, — et, chose digne de meditation, la defensive soutenue par la I^{er} armee lui avait coute pres de deux fois autant que l'offensive des deux armees d'ailes. — Les Autrichiens avaient perdu environ 43000 hornmes tucs ou blesses, ou prisonniers, 187 canons. Le Dieu des armees devait elre salisfait.

CHAPITRE IX

LES ENSEIGNEMENTS

I

Il en est d'abord que, malgre leur importance, j'appellerai les enseignements secondaires, relativement a l'importance des autres.

Je la placerai parmi ceux-la ce qui a trait a la cavalerie. La cavalerie en campagne doit d'abord assurer la securite de l'armee a courte distance. Elle a ensuite la tache plus etendue d'etre son bras, son oeil; elle l'eclaire, la renseigne, la protege, etend devant elle un rideau derriere lequel ses mouvements sont invisibles, ralentit l'approche de l'armee ennemie jusqu'a ce qu'ils soient l'armee, detruit les telegraphes, les chemins de fer, pourvoit a sa subsistance. Dans la campagne de 1805, la cavalerie de Murat precedait l'Empereur de plusieurs marches en vivant du pays qu'elle envahissait sur un front tres etendu.

La cavalerie prussienne a rempli son premier office. Elle ne parait pas meme avoir soupconne le second. Elle avait mal eclaire ou pas du tout, n'a jamais conserve le contact, n'a su ni preparer

le succes par l'exploration ou la charge a propos, ni l'achever par la poursuite. A Sadowa, c'est a la fin de la journee qu'elle arrive sur le plateau et s'engage avec la cavalerie aulrichienne cherchant a couvrir la retraite. Sa poursuite a etc nulle et elle n'a pris que liuit canons. On ne pouvait deinander a la cavalerie divisionnaire de se porter en avant el d'embrasser de vastes etendues de terrain, et en maintenant la cavalerie de corps a la queue des colonnes on Tavail mise dans l'impossibilite de la suppleer.

On arriva done a cetle conclusion qu'il fallait reprendre la tradition franchise des Murat, Colbert, Lassalle et, sans constituer des masses de cavalerie trop considerables¹, avoir des corps qui, en acquerant la solidite et l'independance, ne perdissent pas la mobilite el l'agilitc et pussent se deployer au loin, a plusieurs jours de marche en avanl.

La formation en carres contre les charges de cavalerie recut ainsi le dernier coup. Malgre Texclusion que Gouvion Sainl-Cyravait prononcee conlre elle, le marechal Bugcaud en avail fail un usage heureux a Isly contre les masses enormes

1. « Dememe qu'en artillerie Napoleon en eta it arrive aux grandes batteries, il en vint a des corps de cavalerie composes de 3 divisions, cornptant an moins 12000 chevaux, qu'il destinait a charger a rangs series ou en muaille. Des corps de cavalerie aussi nombreux ne trouvaient pas quelqiiefois, dans tout le cours d'une campagne, l'occasion de dormir ensemble et l'on etait souvent oblige de les renvoyer fort loin parce qu'iisne pouvaient subsister presdeTarnee. » GOUVION SAINT-CYR. *Campagne de 1797*, tome IV, p, 150, 1812, t. 311, p. 252. MARMONT, *Institutions militaires*, 3^o partie, chap. 1^{er}

de la cavalerie marocaine, et le prince Humbert et Bixio venaient de l'employer avec succes a Custo/a. Les Prussiens demonlrerent que Pem-ploi des feux suffira desormais, sans carr6s, a arreter les charges : ils les laissaientl approcher a quelques cents pas, puis ils les repoussaient par -des feux d'ensemble ou par des feux a volontc. Apres la prise de Chlum, quatre compagnies appartenant a divers regiments de la Garde, reunies tnomentanement par les fluctuations du combat, se deploient pour recevoir la charge d'une brigade de cuirassiers autrichiens, ouvrent le feu a environ deux cents pas, Pexecutent avec une telle precision que les cuirassiers tournent bride laissant deux cents morts sur le terrain.

11

L'avantage que procure l'emploi de Partillerie des le debut de l'action fut mis hors de doute. Nulle part l'arlillerie prussienne ne put tenir contre Partillerie autrichienne. Celle de la i^{re} armee, dans la partie anxieuse de la bataille, avant Parrivee du Prince royal, ne reussit meme pas a se deployer; celle de l'armee de PEIbe se borna a echanger des coups de canon a 3500-4000 metres. Ni les reserves de corps d'armee placees a a gauche dans Pordre de marche, ni la reserve generate releguee a la queue de toutes les reserves, n'arriverent presque jamais a temps sur le champ de bataille. L'artilleric ne fut vraiment

utile qu'a la Garde, parce que le prince deHohenlohe, devanganl la reforme de l'avenir et se mettant au-dessus des reglements, la fit avancer an niveau des tetes de colonnes.

Nonobstant sa superiority rartillerie autrichienne ne produisit pas des cffets decisifs ; elle ne fut efficace quo contre la cavalerie; apres la defaite, elle sauva l'armee par sa lenacite heroique; elle ne put assurer la victoire; son feu ecrasant ne parvint pas a arrcter le fantassin prussien. 11 subissait des pertes cruelles aux grandes distances, mais il avan(ait toujours jusqu'a ce qu'il fut parvenu a bonne portee de tir. La, il s'embusquait, se couvrant des moindres accidents de terrain, et de loin il abattait servants et attelages jusqu'a ce que les batteries autrichiennes, relativement peu appuyees a cause de leur nombre, fussenl privees de leurs soutiens et de la plupart de leurs cbevaux; alors il s'elancait et les enlevait. A Sadowa, il prit 108 canons. II etait done prouve que si une artillerie superieure augmente toujours beaucoup l'impulsion de l'infanterie qu'elle renforce, sa puissance ne va pas ^usqu'a prevaioircontre une infanterie superieure par Tarmement et mieux conduite : elle met un prix plus cher a la victoire, elle ne Tempeche pas.

L'action de l'obus est tres grande sur le moral; ses blessures sont affreuses, et elles emeuvent profondement. L'action du fusil etant moins apparente ne demoralise pas autant; mais en realite son effet est infiniment plus meurtrier : sur neuf

hommes tués, six sont frappés par la balle¹. L'infanterie décide donc toujours du sort des batailles. On peut dire comme l'ancien : *in pedite robur*, ou comme le moderne : *le fanlène sono if nervo dell' esemto*. Le fusil l'emporte sur le canon. « Le général qui aura su se former une infanterie excellente aura facilement raison de ceux qui auront placé leur confiance dans les armes spéciales². »

L'arlier aulridien a été au-dessus de tout éloge; mais c'est le fantassin prussien qui a gagné la journée.

III

La manière dont les Prussiens romposaient leurs corps d'armée uniformément de deux divisions, contre la méthode de Napoléon, avait été blâmée déjà par Clausewitz. On en avait vu les inconvénients : comment enlever une division à un général qui n'en commande que deux? comment opérer certaines combinaisons et obtenir certains résultats avec le morcellement de direction du corps d'armée à deux divisions? Le prince Frédéric-Charles avait paré à cet inconvénient en agissant surtout par divisions. Des trois corps qui dépendaient de lui, un seul avait son chef; les deux autres n'en eurent pas durant toute la

1. Général NIKL. Discours du 7 juillet 1868.

2. CHANGARINER. Un mot sur le projet de reorganisation militaire, p. 29.

campagne, afin que le Prince ne fût pas gêné dans son initiative. A Sadowa, en effet, il laissa en réserve, tant qu'il le put, les deux divisions qui avaient leur chef, et dirigea sans intermédiaire les quatre divisions qui soutinrent jusqu'à l'arrivée du Prince royal le rude combat sur la Bistritz.

IV

Ce qui fut surtout mis en lumière, c'est la nature et les effets de la dispersion. Les Prussiens sont beaucoup plus appliqués que nous à cacher leurs faiblesses, et leurs récits officiels sont pleins de reticences et d'arrangements de convention. Néanmoins quelques-uns ont parlé; d'autres se sont exprimés; des témoins étrangers ont raconté ce qu'ils avaient vu; l'on a su comment leur infanterie s'est conduite dans les combats.

Quelques fractions isolées, dans des circonstances particulières, telles que le 47^e régiment d'infanterie s'avancant en ligne à Skalitz sous un feu terrible d'artillerie, ont montré une régularité tactique, qu'on admettait plus soigneusement relevée dans les récits officieux ou officiels qu'elle était exceptionnelle. La Garde, au lendemain de Trautenau et dans la journée de Sadowa, a fait des prodiges, prouvant de quel poids décisif un corps d'élite pèse dans une bataille. Toute l'infanterie a été admirable de valeur; mais elle ne s'est pas montrée autre dans ses mouvements

que les IVançais de la Revolution, de l'Empire et de l'armee d'Italie de 1859, tant critiques par les pedants prussiens.

Les combinaisons symetriques, si belles sur *lor* papier et sur les champs de manoeuvres relativement a l'emploi successif des tirailleurs, des soutiens, des reserves et au role methodique de la premiere et de la seconde ligne, s'evanouirent aussi. Presque nulle part les formations enseignees dans les livres et etablies sur le terrain a l'origine de l'action ne furent conservees. Au lieu d'un combat regulier on assista a une melee confuse. Les tirailleurs commençaient le plus souvent par jeter bas leurs sacs et leurs casques, et prendre leurs bonnets de police; puis ils s'avançaient profitant des accidents de terrain, se glissant de couverts en couverts, se couchant par terre, se rapprochant par bonds, s'arretant sous un abri propice pour prendre haleine ou se concentrer. Mais soutiens et reserves se fondaient avec eux presque des ce premier moment, sans attendre le signal reglementaire; le combat marchait alors sur la premiere ligne comme une debandade, on k la facon d'une charge de cavalerie irreguliere.

Pendant ce temps la seconde ligne formee en colonnes, ne pouvant pas aussi facilement que la premiere s'abriter derriere les puits du terrain, se sentait atteinte par les projectiles par-dessus la tete de la premiere ligne, ou, etant impatiente de contribuer a la victoire et de la hater, s'ebrouait a son tour et s'introduisait dans la premiere ligne et en general vers les ailes ou la place etait plus

libre. Il fallait alors envoyer des compagnies, des bataillons, des regiments pour renforcer la chaîne des tirailleurs amincie par son extension. Les nouveaux combattants ne trouvant de place qu'au centre s'y introduisaient, ce qui amenait la confusion générale de toutes les unités tactiques. Ou bien si la seconde ligne abritée et contenue ne se mêlait pas à la première, elle ne tardait pas à en être séparée. Il n'y avait plus confusion entre les échelons, mais rupture de toute liaison. Et alors la première ligne, toute engagée en tirailleurs, était obligée de se replier avec plus ou moins de désordre sur la seconde, ou bien celle-ci était lancée vers eux d'une allure exclusive de toute régularité.

Dans cette colonne les capitaines étaient souvent obligés de descendre de cheval et de courir après les hommes qu'ils ne pouvaient plus diriger. Ils devenaient le véritable élément vital du combat. Quant aux officiers d'un grade élevé, ils étaient réduits à se mêler au premier groupe qu'ils atteignaient; plus d'une fois on vit des compagnies ayant à leur tête leur capitaine, leur chef de bataillon, leur colonel et leur général. D'une manière ou de l'autre, tout le monde devenait tirailleur. L'arrangement pondéré des théoriciens se réduisait à n'être plus qu'une ligne longue, mince, irrégulière, sur une profondeur très faible, coupée de-ci et de-là par des groupes entassés, avançant ou reculant à distance, avant même de s'être heurté à la ligne ennemie. Le long; de cette ligne une série de petits combats indivi-

duels, indépendants, à la façon des anciens. Plus de lien ni de subordination entre les troupes, pas même des colonnes de compagnie. Et au dernier moment la victoire emportée, non par un assaut solennel et en masse, aux commandements de : « Croisez la baïonnette! marche! marche! » répondant à l'ancien) *feu*, frappe! des Français, mais, par une série d'assauts partiels, non coordonnées, livrés par des bandes plus ou moins renforcées de tirailleurs, s'avancant de tous les côtés au pas gymnastique et poussant des hurrahs! L'ennemi, selon la juste comparaison d'un écrivain allemand, n'était pas « détruit comme par la force meurtrière (un boulet, mais comme par les milliers d'éclats qu'un obus jette de tous les côtés¹ ».

À sa première épreuve, le combat dispersé se montra le combat désordonné. Il en sera toujours ainsi quelles que soient la valeur, l'instruction, la discipline des troupes, qu'elles se composent d'hommes du Nord flegmatiques et pesants, ou de Gallo-Latins alertes. On le verra mieux encore lorsque des flots de réservistes viendront se noyer dans des essaims de jeunes soldats. Napoléon a dit : « L'ordre est la première règle de la guerre². » Désormais il faudra dire que ce sera le désordre. L'éducation militaire consistera à s'avancer en désordre vers un but désigné, jusqu'à ce que surgisse un grand ca

1. Essais sur la tactique par un officier prussien, traduit par Furcy-Reynaud.

2. Notes sur l'histoire de la guerre, 4^e note.

pitaine qui, par la reconstitution de corps **d'elite** et d'armees de metier, nous tire de la barbare erreur dela nation armee et en demontre la fragility en infligeant une memorable deroute a ces bandes a la Xerxes auxquelles vont, de plus en plus, se reduire les armees democratiques.

V

Plus que toule autre chose eelala daus cette campagne Tincontestable superiority de l'offensive taclique donl Frederic avail fait la regie SIH perieure de son armee.

Les Aulrichiens ne suecomberent pas pour avoir employe roffensive, mais pour l'avoir employee avec une taclique de combat deplorable qui rend it plus funeste encore Tinleriorile de lour armement: l'atlaque a la baionnetle, cVst-a-dirc par le choc et non par le feu. Sans nul doute il y a une grande effieacite dans l'atlaque a la bai'onnette, car la baionnetle elle-meme ne remplit presque jamais son office. Sa force irresistible consiste en ceci, que l'adversaire est bien oblige de croire qu'une troupe assez energique pour traverser une grele meurtrierc de projectiles le seni assez pour l'aborder et Fexterminer a Tarme blanche s'il attend sa venue. Toutefois, il faut que la grele des projectiles ne soil pas telle qu'elle arrete Tassaillant a mi-route et le fauche an milieu de sa manoeuvre.

Les Autrichiens ont durement paye l'oubli de

cette vérité de sens commun. Après quelques coups de fusil échangés, sans faire produire d'effet utile à leurs feux en profitant des accidents de terrain, la brigade s'élançait tout entière, à la baïonnette, avec une admirable mais funeste bravoure. Les Prussiens, accroupis ou cachés derrière des obstacles naturels, les laissaient arriver jusqu'à bonne distance, les accueillaient, d'abord par des feux de salve, puis par un feu rapide, tirant dans le tas, sûrs de ne jamais manquer, et les assaillants, accablés de projectiles, louchaient sur eux-mêmes et s'enfuyaient dans le plus grand désordre, laissant le sol jonché de leurs morts et de leurs blessés; les Prussiens les poursuivaient alors, et la retraite devenait une déroute. Les Autrichiens ont eux-mêmes condamné rétrospectivement cette tactique, en écrivant dans un nouveau règlement de manœuvres fait après 1806 : « Dans tout combat d'infanterie, l'efficacité du feu est la force qui prépare le succès. »

Les Prussiens ne tenaient pas que parce qu'ils avaient mis au service de leur offensive tout ce qui peut relever au dernier degré de puissance ; la supériorité du fusil, l'excellence de l'instruction technique, l'audace et la spontanéité des résolutions, la sécurité du soldat infatigablement poussé en avant par des chefs en qui il a confiance. Dans la première partie de la bataille de Sadowa, au corps du prince Frédéric-Charles, et partout où les circonstances les placèrent en nombre inférieur, ils se tinrent parfois sur la défensive.

fensive, mais cette defensive ne fut jamais passive, ce qui les eut a coup sur conduits a leur perte; active, elle conclut a l'offensive furieuse des que les deux ailes furent entrees en action. (Test l'offensive taclique venant couronner une -offensive slrategique qui a triomphe a Sadowa.

Les anciens montraient au-dessus des armees ies divinites aux prises en Ire elles sur les nu6es. €e ne sont pas, en effet, des corps seuls qui, sur un champ de bataille, se cherchent, se mesurent, s'abordent et se culbulent; ce sont des intelligences et des volontes, ces puissances sup<i-rieures symbolisees chez les anciens par les Dieux. Aussi n'est-il pas un chef militaire qui o'ait reconnu dans la force morale la souveraine <3es combats. Le marechal Bugeaud raconte qu'a €onflans en 1815, etant colonel avec une cinquanlaine desoldats sans cartouches, ilestassailli par deux ou trois cents tirailleurs ennemis. « Chargez-les, dit-il. — Mais nous n'avons pas de cartouches, repondent les soldats. — (Vest egal, riposte-t-il, chargez toujours. » lis se precipitent sur les tirailleurs et les dispersent. « O puissance morale! s'ecrie le marechal, tu es la reine des armees. »

Napoleon eslimait qu'a la guerre les trois quarts sont des affaires morales; la balance des forces reelles n'est que pour un autre quart¹. La crainte d'etre baltu, e'est deja la defaite. La

1. Observations sur les affaires d'Kspagne, 7^e observation. — V. aussi Gouvion SAiNT-CYR, Camp de Catalogue, 1812. L.\ MAR-MORA, *Quattro discorsi* (1871).

victoire est donnee par le nombre des hommes qu'on effraie plus que par celui des bommes qu'on hie¹.. « Qu'est-ce qui fait perdre une bataille? Ce n'est pas la grandeur des pertes pendant le combat; elles sont en general a peu pres egales. Une bataille perdue n'est souvent qu'une balaille que Ton croit perdue, au lendemain de laquelle un general doue d'une plus grande force d'ame, au lieu de se retirer et de s'avouer vaincu, a tire des salves de victoire el force rhistoirc a le proclamer vainqueur~. » Le vainqueur est celui qui, avanl, ne doute pas qu'il le sera et, apres, qu'il Pa etc. C'estparce que Inoffensive, sous sa double forme, est la plus saisissante manifestation de la volonle de vaincre et de la eontiance qu'on vaincra, quVlle donne rascendanl moral et assure ces succes foudroyants qui, en un jour, decident de la destinee des empires et des nations. Or, l'impulsion intellectuelle et morale, qui inspire la volonte el donne la confiance de vaincre, etail aussi energique chez le peuple rude et ambitieux de Frederic, qu'elle etail faible dans la nation molle et routiniere de Marie-Thercse.

VI

Selon les Atlieniens mieux vaut une armee de cerfs conduite par un lion, qu'une armee de

1. IMARMONT. *Instil, milit.*, 3^o parlie, chap, v; 2⁸ parlie, chap. u.

2. Prince FRKDKRIC-GHARLES. Memoire sur la maniere de combattre des Franoais.

lions conduite par un cerf. Polybe a dit : « Ce n'est ni par la façon de s'armer ni par celle de se ranger qu'Annibal a vaincu : c'est par ses ruses et sa dextérité. Dès que les troupes romaines eurent à leur tête un général d'égale force elles furent victorieuses'. » Tant il vaut le chef, tant vaut l'armée. Amassez les canons et les fusils; faites sur le papier les plus admirables plans de mobilisation; tout cela s'évanouira en fumée, si vos chefs sont insuffisants. La meilleure stratégie la meilleure tactique, c'est le cerveau, lucide, ferme, résolu, bien équilibré du général en chef. Croyez-vous que si l'armée autrichienne eût été conduite par Moltke la campagne de 1866 ne se fut pas déroulée autrement?

Donc, le dernier enseignement, le plus important, celui qui sort en lettres de feu de tous les incidents de cette mémorable journée, c'est la maxime de Napoléon : « A la guerre, les hommes ne sont rien; c'est un homme qui est tout-. »

4. POLYBE, XVIII

2. Notes sur la situation militaire en Espagne, 30 août 1808.

CHAPITRE X

LA RETRAITE DE BENEDEK - LA MARCHÉ SUR VIENNE

I

Benedek supporta stoiquement son desastre. Il avait dit à l'Empereur, en acceptant le commandement malgré lui, qu'il lui sacrifierait son honneur civil et militaire. Le lendemain de sa défaite, il lui écrivit qu'il approuvait toutes les dispositions qui seraient prises à son égard : conseil de guerre, forteresse, démission, cessation de service sans motif déterminé, commandement réduit d'un simple corps d'armée sous quelque chef que ce soit; il agréerait tout ce que l'Empereur déciderait.

Il lui restait à peu près 105 000 hommes à conduire à Vienne, qui allait être menacée. La route la plus courte était Briinn et la Moravie; mais cette route était la plus périlleuse. Les Prussiens s'y engageraient à sa suite et le contraindraient à une bataille nouvelle que son armée était hors d'état de soutenir. Il préféra se retirer vers le camp retranché d'Olmütz par un trajet plus long, mais qui lui permettrait de se

deroher plus facilement. Il expedia directement sur Vienne le X^e corps par chemin de fer, et le reste de son armee en trois colonnes se dirigea sur Olmutz. Grace a la fermete indomptable de son courage et a l'ascendant que, malgre sa defaite, il conservait sur ses soldats qui l'appelaient leur pere, il put quelques jours apres, le 11 juillet, dans la soiree, gagner Olmutz.

Il y apprit par l'aide de camp de l'Empereur, le lieutenant-colonel Brack, que l'archiduc Albert rappelle d'Italie etait nomme generalissimo, que lui-meme gardait le commandement de l'armee du Nord et qu'on le pressait de se replier au plus tot sur Vienne. Il envoya par le chemin de fer les II, III^e, IV^e corps, et accorde trois jours de repos aux trois autres qui lui restaient,

VI, VII.

Les sentiments qui remplissaient alors son ame de vaincu sont devenues dans une lettre a sa femme : « Aujourd'hui, ma bonne et bien-aimée Julie, j'ai atteint l'age de 62 ans. Je pense toujours beaucoup a toi, aujourd'hui surtout ou precisement cette pensee me pousse a dire qu'il vaudrait mieux que j'eusse un an de moins. Pauvre enfant ! Je sais supporter ma destinee avec une resignation virile ; mais tes souffrances me sont doublement cruelles. Maintenant, je le prie de ne pas t'inquieter sans raison ; tu ne peux pas changer la destinee de l'Autriche, non plus que la mienne. Si je te suis rendu, sois compatissante, patiente et amicale envers moi, je l'en prie. Si je ne reviens pas aupres de toi, consacre-

moi un souvenir d'amitié attendrie, et prends soin de toi. Il faut avoir de la philosophie devant les hommes, et de la résignation vis-à-vis de Dieu (12 juillet 1866). »

II

Les Prussiens demeurèrent immobiles le 4 et le 5 juillet. Ils avaient, comme toujours, perdu le contact, ils repoussèrent des propositions d'armistice portées par Gablenz et se dirigèrent droit sur Vienne. Le hasard fit tomber entre leurs mains l'itinéraire de Benedek. Moltke se mit aussitôt en mesure d'interrompre les communications entre Olmutz et Vienne : le Prince royal fut chargé de se porter vers Olmutz et de couper le chemin de fer à Prerau; le prince Frédéric-Charles de marcher sur Brunn et Lundenbourg, et de couper une seconde (bis ce même chemin de fer; l'armée de l'Elbe poursuivrait sur Vienne par Iglau et Znaim.

L'armée de l'Elbe et celle de Frédéric-Charles ne rencontrèrent aucune résistance. Des le 11, la première était à Znaim, et la seconde détruisait le chemin de fer à Lundenbourg. Ce fut le Prince royal qui eut à se mesurer avec Benedek. Une de ses reconnaissances rencontra le général autrichien qui, le 15 juillet, avait mis ses trois corps en mouvement sur la route de Prerau.

Les cuirassiers prussiens font irruption à rimproviste, se précipitent sur les batteries, en-

levent 18 canons; Benedek pent a peine s'enfuir. Une autre rencontre malheureuse a Rokcenitz clot definilivement la route de Vienne et reduit Benedek a retrograder sur Olmutz. On lui ordonne alors de passer par la Hongrie en Iraversant les Petites Karpalhes et en descendant la vallee de la Waag. Cet ordre est donne dans des termes qui decelentune vive irritation : ne tenant pas compte de l'etat pitoyable de sa pauvre armee, on lui reproche de n'clre pas parti des le 13,d'avoir perdu deux jours et de s'etre laisse ainsi couper de Vienne. Le general de Crenneville, aide de camp de Francois-Joseph, lui ecrit: « Sa Majeste l'Empereur a ordonne qu'une instruction prealableiutouverte contre Votre Excellence au sujet de la conduite de l'armee placee sous votre haut commandement, del'insuffisance •de son organisation et des operations malheureuses qui ont eu Jieu depuis la prise du commandement a OlmiUz, jusqu'a la remise de ce commandemenl. — D'apres Tordre de Sa Majeste, Votre Excellence doit encore ramener Tarmee sur la rive droite du Danube. De la Votre Excellence se rendra aupres de la Commission d'enquete qui siege a Wiener-Neustadt. »

Benedek continua a remplir en conscience son devoir; il conduisit la retraite aussi bien et aussi vite que c'etait possible; le 26 juillet, il avait fini de traverser le Danube a Presbourg. Le meme jour, il deposait son commandement entre les mains de l'archiduc Albert et se rendait a Wiener-Neustadt.

III

Le vaincu de Sadowa, éliminé de la Moravie, fut remplacé par un ennemi plus terrible, sur lequel le fusil à aiguille n'avait point de prise, le choléra. Il était engendré par les milliers de chevaux morts qui empoisonnaient l'air; les hommes tombaient, foudroyés comme par des obus invisibles; on ne pouvait calculer l'extension que prendrait le fléau. Néanmoins les Prussiens ne s'arrêtèrent pas; le Prince royal laissa devant Olmütz un corps en observation, et son armée devint la réserve des deux autres en marche sur Vienne. Le 18 juillet, le quartier général s'établit à Nikolsbourg; le lendemain, les avant-postes de l'armée de l'Elbe sont à 22 kilomètres de Vienne, ceux de l'armée de Frédéric-Charles à 30 kilomètres d'une part, et de l'autre à Blumenau, aux portes de Presbourg. Au quartier général, en attendant que le Prince royal se rapproche tout à fait, on discute de quelle manière on attaquera la capitale : Moltke voulait que ce fut par le camp retranché de Florisdorf et la rive gauche du Danube; Bismarck, invoquant les raisons politiques, fit prévaloir l'attaque par Presbourg et la rive droite. Un combat engagé à Blumenau par Fransecky allait faire tomber Presbourg quand tout fut soudain interrompu.

Les opérations militaires avaient été entremêlées de négociations, dont le siège se dépla-

cail avec les divers quartiers generaux du roi de Prusse; jusque-la elles n'avaient exerce aucune influence sur la marche des operations, qui continuaient a se derouler comme si Ton n'eut pas negocié. Mais la diplomatie fit enfin sentir son effet, le 22 juillet, par la conclusion d'un armistice de cinq jours. C'est ce qui arretera le combat de Blumenau.

Expliquons les motifs, la marche et les resultats de ces •negotiations.

CHAPITER XI

CHUTE DU MINISTERE RUSSELL LE MINISTERE DERBY

Au moment que ces negotiations s'engagerent se produisit un evenement de moindre retentissement, necessaire cependant a mentionner a cause des facilites qu'il mit la ou l'on craignait des obstacles : la chute du ministere Russell.

Russell avait propose un bill de reforme entrainant l'extension de la franchise electorale a 400 000 electeurs, dont 200 000 de classe moyenne et 200 000 de classe inferieure. Cette extension amenait une nouvelle repartition des colleges; le ministere la promettait, mais ne la presentait pas. Lord Grosvenor demanda la production du bill de repartition avant la seconde lecture du bill d'extension, car cette « extension mettait entre les mains du gouvernement une force considerable sans que l'application en fut presee par la revision des circonscriptions actuelles (avril 1866)».

La discussion de cette motion dura neuf

seances. Stanley, Disraeli, Lowe, chef des liberales dissidents, denoncerent les consequences democratiques du bill, le declarant fatal aux libertes et a la Constitution. Gladstone repondit que le gouvernement s'etait solennellement engage a deposer le bill de repartition apres la seconde lecture de celui sur l'extension; il nia que la Constitution fut atteinte par l'addition d'un si petit nombre d'electeurs appartenant aux classes ouvrieres. Dans une peroraison eloquente prononcee d'une voix grave, au milieu de demotion profonde, il conjura le parti conservateur de ne point s'opposer systematiquement aux mesures de progres liberal, mais d'ouvrir les yeux aux necessites croissantes de l'epoque et aux modifications lentes mais continuelles de l'esprit public et de la constitution memo de la nation : « Vous pouvez l'emporter sur nous dans Tune des phases prochaines du debat actuel. Vous pourrez nous enlever le pouvoir; mais nous sommes l'avenir, le temps est pour nous. Vous serez impuissants contre lui, et si nous succombons aujourd'hui, les grandes forces sociales que nous representons, dans leur progres sifflant et majestueux, nous assureront demain la victoire definitive. »

La seconde lecture ne fut votee qu'a cinq voix de majorite, au milieu des applaudissements de l'opposition conservatrice. Neanmoins le ministerene se retira pas, il se contenta de deposer le bill promis. Son existence chancelante fut soutenue par l'autorite de Clarendon dont on

jugeait la presence indispensable dans la situation compliquee des affaires europeennes, a cause de la confiance qu'inspiraient son talent cleve et sa grande experience. En outre, Derby, le chef du parti, tourmente par des atteintes tres graves de goutte, puissamment riche, pre-f&ait la vie de chateau, au milieu de sa belle bibliotheque et de ses remarquables collections, aux laheurs du gouvernement et au tumultueux sejour de Londres. Mais qui est chef d'un parti en depend. Or le parti, effraye des tendances radicales de Gladstone, etait decide a ne plus le supporter. Un amendement de lord Dunkellin, qui attaquait le principe meme du bill, fut vote, malgre l'opposition de Gladstone, par 315 voix contre 304. Le Cabinet se mit en rapport avec la Heine et lui offrit sa demission. La Heine l'accepta (26 juin) et chargea lord Derby de former la nouvelle administration.

II

Le *premier* lit de vives instances aupres de Clarendon pour le retenir aux Affaires etrangeres. Sur son refus, il confia ce ministere a son fils, Stanley. Disraeli devint chancelier de l'Echiquier; les autres portefeuilles furent attribues a sir Stafford Northcote, au general Peel et a lord Cranborne, depuis marquis de Salisbury.

On redoutait du nouveau Cabinet une politique moins neutre a l'egard de l'Allemagne et moins

disposée à l'enlente avec la France; Derby s'attacha à dissiper cette double crainte; dans sa Déclaration à la Chambre des lords, il désavoua toutes tendances belliqueuses : « Ce serait le comble de la sottise, dit-il, de parler de l'état actuel des affaires du continent; depuis plusieurs semaines, une guerre sanglante a éclaté où l'honneur de ce pays n'est en aucune façon engagé, où ses intérêts ne le sont que fort indirectement. De simples particuliers peuvent avoir leurs sympathies pour l'Autriche ou pour l'Italie, mais de telles sympathies n'ont rien à faire avec la conduite du gouvernement, qui doit être inspirée par le désir de maintenir une stricte et impartiale neutralité, se tenant prêt à offrir ses bons offices, on les unissant à ceux de la France et de la Russie. Je pense que leur influence ne sera pas amoindrie pour n'être accompagnée d'aucune menace, d'aucune vue égoïste, d'aucun désir enfin de recueillir d'autres avantages pour l'Angleterre que ceux d'arrêter l'effusion du sang et de rendre à l'Europe les bienfaits de la paix. »

Dans ses entretiens avec La Tour d'Auvergne, Derby protesta de ses intentions amicales envers la France : « Il regrettait les préventions qui paraissaient exister à Paris contre son parti accusé à tort d'être autrichien. Une pareille accusation n'était pas fondée; la politique étrangère du nouveau Cabinet ne différerait pas de celle de l'ancien; elle aurait pour base la neutralité de l'Angleterre dans la guerre et le maintien

de Falliance avec la France. » Stanley renouvela les memes declarations devant ses electeurs : « On ne peut raisonnablement nier que l'Empereur s'est toujours montre l'allie fidele de l'Angleterre. Je ne sache pas que dans le cours de seize annees pleines d'agilation nous ayons jamais eu a lui reprocher un mot hostile ou un acte qui ne fut pas amical. La ligne politique de ehacun des deux pays n'a pas toujours ete la meme. Mais je dis pour Tavenir ce que j'ai dit pour le passe : la derniere apprehension qui doit troubler l'esprit d'un homme raisonnable est celle d'une guerre avec la France. » Ce passage fat accueilli par d'unanimes applaudissements.

L'avenement du nouveau ministere n'apporta done aucun element perturbaleur dans le developpement des fails, et l'Empereur trouva en lui plus de bon vouloir qu'il n'en avait obtenu, avant l'arrivee de Clarendon, dans le ministere Russell.

CHAPITRE XII

LA MEDIATION

I

Frangois I^{er} desirant reprendre Milan qui lui avait ete enleve par les Suisses, rechercha des alliances. Il sollicita celle de Leon X. Or, la predominance des Frangais en Italie elait aussi deplaisante au Pape que celle des Suisses, et il ne pensail qu'a empeeher rune et l'autre. Il crut y parvenir en refusant l'alliance ofterte par le Roi et en se declarant neutre : il calculait que les deux armees etant vaillantes, quelle que fut l'issue de la lutte, elle serait epuisante pour chacune, et que le vainqueur affaibli serait hors d'etat de pousser ses avantages ; alors, il interviendrait sans peril et serait le mattre de la Lombardie, l'arbitre de l'Italie. Les Suisses furent vaincus apres un combat sanglant, et le prestige que cette victoire donna a Frangois I^{er} fut tel que, loin de devenir l'arbitre de l'Italie, Leon X se trouva fort heureux que le roi de France consentit a le recevoir en grace.

L'empereur Napoleon III avait fait le calcul de Leon X; il éprouva la même déconvenue.

Il se préparait dolent à se rendre à Vichy quand le juillet, dans la matinée, il apprit la victoire de Sadowa. Bien que s'attendant à une lutte plus longue, il en fut moins surpris que beaucoup d'autres parce qu'il pensait de l'armée prussienne plus avantageusement qu'on ne le faisait en général. Son contentement fut supérieur à sa surprise car, au fond, il souhaitait le succès de la Prusse, croyant à son amitié et à son bon vouloir. Après avoir lu la dépêche que lui apportait l'huissier Felix, il pinça l'extrémité de sa moustache, geste habituel de son contentement¹.

Il n'eut pas le temps de se perdre en réflexions. Dès le jour même, il était mis en demeure de prendre un parti. L'empereur François-Joseph, résolu à poursuivre la lutte, cherchait à se procurer les moyens de la soutenir dans des conditions plus favorables. Débarrassé de l'Italie il pourrait réunir les débris imposants de son armée du Nord à son armée victorieuse du Sud, et tenter une nouvelle fois la fortune des armes, sous le commandement du vainqueur de Custoza.

Metternich accompagne de Drouyn de Lhuys vint donc offrir la cession de la Venétie à l'Empereur à trois conditions : 1° que la France occuperait les forteresses de cette province et obtiendrait de l'Italie un armistice; 2° que pendant

l'armistice cette cession serait regimée par une convention définitive; 3° que l'Autriche pût transporter en Allemagne le matériel et les troupes qui se trouvaient en Venetie.

L'Empereur ne pouvait se prêter à cette combinaison, une clause du traité secret interdisant à l'Italie et à la Prusse de conclure une paix ou un armistice sans un consentement mutuel. Il répondit qu'il acceptait en principe la cession de la Venetie à régler par une convention conclue pendant l'armistice, mais qu'il ne saurait proposer à l'Italie seule de cesser les hostilités puisqu'elle avait partie liée avec la Prusse; qu'il agirait auprès des deux puissances et leur proposerait une médiation sur la base de sa lettre du 11 juin.

C'était une déception pour l'ambassadeur d'Autriche. Il se crut cependant dans la nécessité de la subir et, en vertu des pleins pouvoirs dont il était muni, il accepta l'offre de médiation. Le jour même, deux télégrammes furent expédiés au roi d'Italie et au roi de Prusse. « L'empereur d'Autriche, disait Napoléon III à Victor-Emmanuel, accédant aux idées émises dans ma lettre à M. Drouyn de Lhuys, me cède la Venetie en se déclarant prêt à accepter une médiation pour rétablir la paix entre les belligérants. L'armée italienne a eu l'occasion de montrer sa valeur; une plus grande effusion de sang devient donc inutile, et l'Italie peut atteindre honorablement le but de ses aspirations par un arrangement avec moi sur lequel il sera facile de

nous entendre. J'ecris au roi de Prusse afin de lui faire connallre cette situation et de lui proposer pour l'Allemagne, ainsi que je le fais a Voire Majeste pour l'Italie, la conclusion d'un armistice comme preliminaire des negociations de paix. »

La lettre au roi do Prusse etait ainsi conyue :

« Sire, les succes si prompts et si eclatants de Votre Majeste out araone des resultats qui me forcent a sorlir de mon role de complete abstention. L'empereur d'Aulriclic m'annonce qu'il me cede la Venetie et qu'il est pret a accepter ma mediation pour meltre un terme au conflit qui s'esl eleve entre l'Autriclie, la Prusse et l'Italie. Je connais trop les sentiments magnanimes de Votre Majeste comme son affectueuse conliance envers moi pour ne pas croire que, de son cote, apres avoir eleve si haul l'honneur deses armes, elle n'accueille avec satisfaction les efforts que je suis dispose & faire pour l'aider a rendre a ses Etats et a l'Europe le precieux availtage de la paix. Si Voire Majeste agree ma proposition, elle jugera sans doute convenable qu'un armistice -conclu pour l'Allemagne et pour l'Italie ouvre immediatement la voie a des negociations. »

Le public fut aussitot mis dans la confidence de Tevenement. A deux beures du matin, une note fut envoyee au *Journal offic'iel* pour etre publiee dans son numero du 5 : « Un fait important vient de se produire. Apres avoir sauvegarde Thonneur de ses armes en Italie, l'empereur d'Autriche, accedant aux idees emises

dans sa lettre adressee le 11 juin a son ministre des Affaires etrangeres, cede la Venelie a Fempereur des Franyais et accepte sa mediation pour amener la paix entre les belligerants. L'empereur Napoleon s'est ernpresse de repondre a cot appel, et s'est immediateinment adresse aux rois de Prussc et d'Italie pour amener un armistice. »

Lesministres, et nolamment le ministre d'Etal Rouher, n'apprirent la mediation que par la lecture du *Journal officiel*. Leur premiere impression, comme cclle du public, fut que c'etait la paix et une victoire de la politique franchise. Le ministre de PInterieur La Valette fit aussitot demander a Drouyn de Lhuys s'il devait, le soir, faire illuminerles edifices publics. —« Illuminer! repondit Drouyn de Lhuys, mais cette mediation ne finit rien, la Prusse ne Pacceptera pas. »

Le prince Napoleon se montra encore moins satisfait; il etait meme hors de lui. Darimon etant venu le visiter, il lui cria : « Qu'on ne vienne pas me feliciter de ce qui arrive ! Ffill-ce mon meilleur ami je le jetterais par la fenetre! » Darimon Pay ant rassure sur ses intentions, il reprit: « Qu'est-ce que cette notedu *Moniteur*'t Un simple coup de theatre a laMelingue¹! lhistoire d'obtenir de la Bourse quatre ou cinq francs de hausse : cette transaction, dont on s'applaudit si fort, est honteuse pour PItalie. Comment! ces pauvres gens onl depense leur argent el verse leur sang,et c'est la France qui recoil la Venetie, elle qui n'a pas mis un homme en ligne, elle qui

1. Celebre acteur de melodrame du temps.

n'a pas brCile une amorce! Ah ! je sais ! On donnera la Vtfnetie aux Italiens. Mais a quelles conditions? On leur fera payer un milliard ; on leur imposera l'obligation de respecter a tout jamais ce qui restedu pouvoir temporel de la papaute... La Prusse, elle non plus, n'a pas sujet d'etre satisfaite. L'Aulriche ne cherche qu'a gagner du temps. Ouand elle aura reconstitue son arinee, elle recommencera.Toujours les demi-mesures ! il fallait l'aneantir! Les fameux liberaux fran-
 çais son! des dupes; ils se figurent qu'on va leui donner des reformes. lis se trompenl. On leur eulevera ce qu'ils onl mis tant de peine a conquerir. »

Pen apres, un do. ses amis, le comte Seller-
 Thoos, Prussien naturalise Hongrois, etant venu prendre conge de lui, lo \it revenant des Tuileries ou il **elait** alio exlialer ses mecontentenients. Le Prince le chargea de dire a Bismarck, que le comte allait voir, de ne pas accepter la mediation imperiale; qu'il ne pouvait pas le lui ecriro, mais qu'il elait certain que l'Italie n'accepterait pas la mediation si la Prusse tenait forme; il n'y a aucune complication avec la France a craindre : « On murmurera, mais on ne fera pas la guerre; ditos a Bismarck d'etre parfaitementtrauquilloa ce sujet. Je lo lui garantis et je sais ce quo je dis. Qu'il amuse l'Empereur avec ses reponses evasives ot qu'il marche droit sur Vienne; qu'il aneantisse l'Autriche a jamais¹! »

i. KIENAST, *Lie Legion Klapka*. p. 108 et 114 — et LUIGI CHIALA, *Ancora un po piu di luce*, p. 420.

II

Le matin, les ministres se reunirent on conseil a Saint-Cloud. Drouyn de Lhuys les devanga; il conseilla a l'Empereur de convertir sa neutrality attentive en neutrality active, de reunir immediatement un corps d'armee sur le Rhin, de convoquer les Chambres, de leur demander les fonds necessaires a la mobilisation generate et de faire savoir a la Prusse la volonte du gouvernement francais de ne permettre, sans son assentiment et a son prejudice, aucune modification dans l'assiette territorial de l'Europe. C'etait, en un mot, recoiimericcr contre la Prusse ce qu'elle etait en train de faire contre nous au moment de la paix de Villafranca. L'Empereur se laissa convaincre par son ministre.

La discussion s'ouvrit done sur la proposition de Drouyn de Lhuys. Une premiere objection fut faite : « Sommes-nous prêts? » Le mareclial Randon repondit que nous ne Potions pas, en ce sens que nous etions sur le pied de paix; mais des maintenant il pouvait acheminerverslafrontiere 80000 hommes empruntes a la Garde, aux troupes reunies en divisions actives a Paris, a Lyon, au camp de Chalons, organisees et pourvues du necessaire, soutenues par huit mille cbevaux et cent pieces de canon attelees. En vingt jours il promettait la mise sur pied de 250 000 hommes repartis en deux armees, une

de 140 000 hommes sur le Rhin, l'autre de 100 000 hommes environ à Lyon : le décret de mobilisation était préparé; il n'y avait qu'à le signer. Enfin l'appel total des réserves eut élevé nos forces disponibles à 450 000 hommes¹. À la vérité l'excellent fusil dont ces troupes étaient munies n'était pas à chargement rapide; mais cela avait beaucoup moins d'inconvénient que pour les Autrichiens, car nos soldats, habitués en quelque sorte nativement au combat en tirailleurs, ne recommenceraient pas leur tactique de 1859, et ne commettraient plus la sottise de se présenter en gros paquet aux fusillades prussiennes, comme des moutons marchant à l'abattoir. La conclusion du maréchal était que nous étions prêts à une action militaire énergique et, quant à lui, il la conseillait, considérant que « nous aussi nous avions été vaincus à Sadowa ».

— « 80 000 hommes immédiatement disponibles, c'est trop, dit Drouyn de Lhuys; 40 000, moins encore, des gardes champêtres suffiraient. » — Pour que son affirmation ne parût pas une jactance ridicule, il expliqua que la

1. Ces affirmations de Raudon ont été confirmées par Trochu qui n'est pas suspect de partialité « à l'égard de l'Empire (Déposition dans l'enquête sur le 4 septembre) : « Si la Prusse avait eu sur ses derrières un corps de 80, de 70, de 60 000 hommes, si vous voulez, car ce chiffre n'a ici qu'une importance relative, entre Strasbourg et Metz, et les éléments de ce corps étaient sous la main en grosses masses à Lyon et à Paris, en petites masses à Metz, Strasbourg et Nancy, la Prusse ne pouvait pas entraîner toutes ses forces vers le Sud-Est, ayant sur sa frontière même cette grosse menace politique et militaire. »

Prusse etait victorieuse, « mais hors d'etat de tenter un effort quelconque en dehors de la Boheme, ou elle elait tres eloignee de sa base d'operations, et dans une situation qui, au moindre accident, deviendrait critique; dans les provinces rhenanes il n'y avail que deux regiments qu'on faisait voyager incessamment par chemin de fer en changeant leur numero, alius d'en multiplier le nombre a nos yeux. Le roi Guillaume ne pouvait elre pris entre la France, l'Autriche forte encore et la Baviere, le Wurtemberg, la Hesse, les duches de Bade et de Nassau dont les armees etaient intactes. Place entre la crainte de tout perdre et la necessite de nous satisfaire, entre une catastrophe et une concession, il operait sans aucun doute pour la concession, et en s'arrondissant il nous accorderait de larges compensations sur nos frontieres. Ainsi il n'y avail pas a redouter qu'une guerre sortit d'une demonstration militaire, et d'autre part, si nous ne nous y decidions pas, nous allions laisser echapper une occasion unique de reparer sans coup ferir nos breches de 1815. Le Roi, Bismarck et tous les Allemands avaient trop bruyamment affirme qu'ils ne nous cederaient pas un pouce de terre allemande pour qu'il fut raisonnable d'en esperer une concession quelconque si, aux yeux de leurs peuples et devant leur propre conscience, ils n'etaient places, par une menace visible, sous le coup d'une invincible necessite. »

Apres les declarations du marechal Randon

le debat ne pouvait s'etablir sur les impossibility militaires; il roula uniquement sur les considerations politiques. La Valette, ministre de l'Inlerieur, reproduisit les arguments deja soumis a l'Empereur par le prince Napoleon dont, en celte occasion, il parul, malgrl lcurs piques recentes, comme le porle-parole. Il doutait qu'une demonstration militaire fut assuree du succes et surtout exclusive de la guerre. Qui sail si, a la nouvelle de noire intervention, un revirement ne s'opererait pas en Allemagne? Bismarck essaierait certainement de reveiller les sentiments patriotiques du peuple allemand; il proclamerait peut-etre la constitution revolutionnaire du Parlement de Francfort et, sous Texcitation de l'esprit public, e tail-on sur de ne pas retrouver comme ennemies ces armees du Sud sur lesquelles on comptail comme allies, et de ne pas elre entraines avec des forces insuffisantes dans unc guerre formidable contre le principedes nationalites dont nousavons etc les propagateurs? — La Valette admettait, comme Drouyn de Lhuys, la necessite de compenser, par des acquisitions territoriales a notre profit, les agrandissements prochains de la Prusse; mais c'etait par la negociation de gre a gre qu'il etait sage de les reclamer : « Nous avons etc si favorables a la Prusse, nous avons tellement aide son ambition en lui procurant l'alliance italienne, sans laquelle toute guerre lui eul etc impossible, qu'il n'etait pas a supposer qu'elle nous refusat notre part legitime dans sa victoire.

Bismarck, en particulier, ne s'etait-il pas montre en toute occasion rami de la France? pourquoi decourager sa bonne volonte cerlaine par des menaces inutiles et dangercuses? Les menagements, la douceur, le savoir-faire, le respect des susceptibilites allemandes, plus que la violence et la defiance, nous obtiendraient, ou que l'Ailemagne reslat divisee, ou qu'elle nous assurat des garanties contre son unite. La politique proposee par Drouyn de Lhuys conduisait fatalement a line alliance avec l'Aulriclie el a une rupture avec l'Italie. Etait-il habile de cimenlerune alliance avec le cadavrc autriebien? N'etail-ce pas compromeltre le renom et Favenir des Napoleon que de les rendre solidaires des prejuges absolulistes el des pretentions clericales de la monarcliie qui representait dans le monde le principe oppressif de la coiujucte? line rupture avec l'llalie ne serait-elle pas plus monslrueuse encore? Ne serait-ii pas deshonorant de defaire ce que l'Enipereur avait si glorieusement fait en 1859, et de rejeter l'llalie mulilee et desesperee aux pieds de rAulriclie ou sous le joug de ses prefets, les anciens souverains depossedes? En cedant a l'Empereur au lieu de la ceder a eile-meme une province qu'elle etait impuissante a defendre, l'Autricbe outrageait Tltalie. Si celle-ci ressentait Fottense et preferait la continuation de la guerre a cette insolente cession, emploierait-on la force pour l'arreter? »

Bien que les raisonnements de La Valette

repondissent le mietix a ses sentiments secrets, l'Empereur, preoccupe des satisfactions a accorder a une opinion qui s'etail montree peu sympathique il sa politique, parut dispose a sanctionner les propositions de son ministrc des Affaires etrangeres, et signa, pour le *Journal of field* du lendemain 6 juillet, le decret de convocation du Corps legislatif. Cependaut il laissa echapper tout aussitot l'arriere-pensee encore vivante au fond de son esprit. Le mareehal Randon lui presenlanl a signer le decret de mobilisation des deux armees de 250 000 hommes, decret plus compromettant et plus malaise a retirer que le precedent, il hesita, rcpndit qu'il desirait reflechir encore, et le pria de reveuir le lendemain matin de bonne heure¹.

1. Le recit de Sybel sur ce conseil est fantastique. La Valelte n'yaurait pas eteconvoque; tout a coup, a un moment donne, la porte s'ouvrit brusquemenl et a l'etonnement general il entra dans la salle oil on ne l'attendait pas. Or, il n'y a jamais eu un conseil de ministres auquel un des principaux ne fut pas convoque, et il n'y avait aucune raison d'exelure de eelui-ci La Valelte pour lequel l'Empereur avail bcaucoup de t;out. L'Empereur eut-il eu vraiment la pensee incomprehensible et blessante de l'exclure, La Valette eut trouve a la porte le chambellan de service qui ne lui eut pas perinis de passer et d'arriver au Conseil comme un intrus. — Hien plus : l'Empereur et l'Imperatrice, au milieu de la deliberation, se seraient rendus dans une piece voisine aver ce La Valette qu'ils avaient voulu exclure et dans lequel ils inanilestent soudain une eontiance particuliere; puis, apres un certain temps, seraient revenus declarer qu'a la suite d'un examen approfondi ils pensaient qu'il fallait persister dans le sens de la proposition de Drouyn de Lhuys. Tout cela ne supporte pas l'examen. Mon recit est fail d'apres les informations les plus sures etles plus auto-

Dans la journée du 5 juillet la Rente monta de 1 franc et, le soir, un grand nombre de maisons furent pavées et illuminées. Et ce fut ainsi que se manifestèrent la stupeur et la colère que, d'après les récits allemands, la nouvelle de la victoire de Sadowa aurait excitée à Paris.

III

La journée du 5 juillet fut ailleurs qu'à Paris celle des délibérations anxieuses. On discuta avec passion, dans le camp prussien d'Horitz et dans le camp italien de Torre-Malimberli, la réponse à la communication de l'Empereur. L'offre de sa médiation avait été, de part et d'autre, reçue avec une égale irritation. Pour les Prussiens elle paraissait un veto à poursuivre toutes les conséquences de la victoire; pour les Italiens, un obstacle à la revanche. « C'est incroyable ! » s'écria Guillaume. Bismarck très grave dit à Abeken et à Keudell : « Je prévois que dans quelques années Louis regrettera d'avoir ainsi pris parti contre nous¹. »

Victor-Emmanuel fut beaucoup plus expressif.

risees. Bien entendu. il ne m'a pas été possible de reproduire toutes les expressions; mais j'ai reproduit avec la plus certaine exactitude les idées et les sentiments.

1. BISMARCK, Discours du 5 décembre 1877, 19 février 1878 :

Il est possible que le bâton fasse son effet pour l'instant; mais le cocher de la voiture se souvient ensuite de celui qui a mis le bâton en travers. Je rappellerai aussi la pacification entreprise par Napoléon III aussitôt après la bataille de

repondissent le mieux a ses sentiments secrets, l'Empereur, preoccupe des satisfactions a accorder a une opinion qui s'etait montree peu sympathique a sa politique, parut dispose a sanctionner les propositions de son ministre des Affaires etrangeres, et signa, pour le *Journal officiel* du lendemain 6 juillet, le decret de convocation du Corps legislatif. Cependant il laissa echapper tout aussitot l'arriere-pensee encore vivante au fond de son esprit. Le marechal Handon lui presentant a signer le decret de mobilisation des deux armees de 250 000 hommes, decret plus compromettant et plus malaisé a retirer que le precedent, il hesita, repondit qu'il desirait reflechir encore, et le pria de revenir le lendemain matin de bonne heure¹.

1. Le récit de Sybel sur ce conseil est fantastique. La Valette n'en aurait pas été convoqué; tout à coup, a un moment donné, la porte s'ouvrit brusquement et a l'étonnement général il entra dans la salle où on ne l'attendait pas. Or, il n'y a jamais eu un conseil de ministres auquel des principaux n'aient été convoqués, et il n'y avait aucune raison d'exclure de celui-ci La Valette pour lequel l'Empereur avait beaucoup de goût. L'Empereur eût-il eu vraiment la pensée incompréhensible et blessante de l'exclure, La Valette eût trouvé à la porte le chambellan de service qui ne lui eût pas permis de passer et d'arriver au Conseil comme un intrus. — Bien plus : l'Empereur et l'Impératrice, au milieu de la délibération, se seraient rendus dans une pièce voisine avec ce La Valette qu'ils avaient voulu exclure et dans lequel ils manifestent soudain une confiance particulière; puis, après un certain temps, seraient revenus déclarer qu'à la suite d'un examen approfondi ils pensaient qu'il fallait persister dans le sens de la proposition de Drouyn de Lhuys. Tout cela ne supporte pas examen. Mon récit est fait d'après les informations les plus sûres et les plus auto-

Dans la journée du 4 juillet la Rente monta de 4 francs et, le soir, un grand nombre de maisons furent pavées et illuminées. Et ce fut ainsi que se manifestèrent la stupeur et la colère que, d'après les récits allemands, la nouvelle de la victoire de Sadovva aurait excitées à Paris.

MI

La journée du 5 juillet fut ailleurs qu'à Paris celle des délibérations anxieuses. On discuta avec passion, dans le camp prussien d'Illoritz et dans le camp italien de Torre-Malimberti, la réponse à la communication de l'Empereur. L'offre de sa médiation avait été, de part et d'autre, reçue avec une égale irritation. Pour les Prussiens elle paraissait un veto à poursuivre toutes les conséquences de la victoire; pour les Italiens, un obstacle à la revanche, « C'est incroyable ! » s'écria Ouillaume. Bismarck très grave dit à Abeken et à Keudell : « Je prévois que dans quelques années Louis regrettera d'avoir ainsi pris parti contre nous¹. »

Victor-Emmanuel fut beaucoup plus expressif.

risees. Bien onieudu. il no m'a pasole possible do reproduiro toutes les expressions; mais j'ai roproduit avec la plus cortaine exactitude les idees et les sentiments.

1. BISMARCK, Discours des 5 decembre 1877, 19 fevrier 1878 : « Il est possible que le baton fasse son effet pour Tinstant; mais le cocher de Ja voiture se souvient ensuite de celui qui a mis le baton en travers. Je rappellerai aussi la pacification entreprise par Napoleon III aussitot apres la bataille de

C'est au Prussien Bernhardi qu'il confia ses lueurs et, si l'on croit le Prussien, elles dépassèrent toute convenance. « Ce cochon ! » aurait-il dit deux fois de Napoleon III. Bevenant sur le passé, il Paccusa d'avoir manqué à la bonne foi en lui demandant la Savoie : au moment de se séparer sur le mont Cenis, il lui aurait tendu la main, lui disant : « Comme je n'ai pu tenir ma promesse de libérer l'Italie des Alpes à l'Adriatique, qu'il ne soit, plus question de Nice et de la Savoie. » Et cependant lorsque Cavour fut de nouveau ministre, l'Empereur revint sur ses anciennes exigences et demanda ces provinces ; je n'oublierai jamais cela. » — Naturellement Bernhardi attise le feu : « Il faut espérer que ces provinces ne sont pas cédées pour toujours, qu'elles reviendront de nouveau à l'Italie. — C'est la dernière phase de ce que je me propose de faire. — J'espère, répondit Bernhardi que nos armées seront alors unies comme elles le sont aujourd'hui. » Victor-Emmanuel continua sur le même ton : « L'allitude de Napoleon est de nouveau incorrecte, tandis que la mienne est parfaitement locale. — C'est que, interrompit Bernhardi, Votre Majesté est roi et gentleman, et il n'est ni l'un ni l'autre. » Cette remarque,

Sadowa, — les choses alors ne se sont guère montrées à découvert ; — mais ce que j'ai pensé dans ce temps-là, je le sais bien, et je ne l'ai point oublié au compte de l'empereur Napoleon : je garde bonne mémoire de son intervention et peut-être eût-il été plus avantageux pour les intérêts français que la France ne se fut pas engagée alors en pacification.

observe Bernhardi, plut enormcinenl an Roi; il est tellementl excite qu'il atlaquerait rEmpereur ce soir menie. » — L'insertion immediate au *Journal officiel*, des offres autricbiennes el des intentions de Napoleon III exasperait particulieurement le ltoi : « Son dessein est de pouvoir repondre aux objections incommodes : « Je suis compromis vis-a-vis deTopinion. » Colic phrase: « 11 nous sera facile do trouver un arrangement » l'inquielait. « La. cession n'aura done pas lieu gratis? sVcria-t-il. — Certainement non, fait Bernbardi. Il voudra se fairc payor un Ires haut prix la Venetie. — Mais qu'est-ce qu'il me demandera? Je ne veux rien lui donner. — On a parle de la Sardaigne, repond Bernhardi. Qu'en fera-t-il? Son desir, en 1859, etait dirige du cote de la Dalnatie el des bouches de Callaro. Il aurait voulu etablir la un camp permanent afin d'etre maltre d'une route vers Constantinople que la flotte ne pourrait lui fermer. Comme acheminement il demandera Ancone. » Et Victor-Emmanuel ecoute ces sottises et ildivague : « Napoleon ne peut pas faire la guerre a l'ftalie pour le compte de l'Autriche. S'il declare que la Ven6tie est a lui, et qu'il y envoie des garnisons (il en est capable), dans ce cas je m'embarquerai avec toute l'armee a Ancone et je débarquerai a Trieste. » A Villafranca, il avait ete le modérateur et Cavour etait le furieux; cette fois,c'est le Roi qui est le furieux, La Marmora sera son modérateur.

Sans s'etre consulles, Prussiens el Italiens

eiuderent la proposition de l'Empereur ou du moins ne l'accepterent que sous une condition dilatoire.

Le roi Guillaume telegraphia : « Sire, guide par la confiance que m'inspirent F affection mutuelle et la solidarity des interets irnportants du pays, j'accepte la proposition que Votre Majeste me fait et je suis pret a m'entendre avec Elle sur les moycns de retablir la paix. Hier dejale general de Gablenz m'a demande un armistice en vue de negociations directes. Par un telegramme chiffre a l'adresse de mon ambassadeur, j'indiquerai a Voire Majeste les conditions dans lesquelles la situation mililaire et mes engagements envers le roi (Fltalie me permetlront de conclure un armistice. »

Gollz fut charge d'ajouter qu'apres le traile avec l'Italie une entente reciproque etait indispensable a la conclusion de la paix ou de F armistice. Cela admis, on etait pret a une treve si celle-ci J)ermettait d'assurer Fenlrelien deFarmee et hi mainlicn des resultats militaires obtenus jusque-la.

Victor-Emmanuel, sur le conseil du seul ministre qui fut au camp, La Marmora, telegraphia de son cote : « Sire, je remercie Votre Majeste de Finteret qu'elle prend a la cause italienne. La proposition que Votre Majeste me fait est tellement grave qu'il me faut consulter mon gouvernement et connaltre les dispositions de la Prusse avec laquelle je suis lie par un traite. »

IV

Ces telegrammes arriverent à l'Empereur dans la soirée du 5 juillet. Il n'y vit que l'acceptation courtoise de sa médiation et non la condition dilatoire; il était en ce moment très frappé de ce qu'on lui racontait de la satisfaction du peuple de Paris, craint-il troubler, par un cri d'alarme guerrière, ces sentiments pacifiques et confiants et caractériser lui-même d'échec ce que la voix publique célébrait comme une victoire? Rouher et La Valette, venus dans la soirée tenter un nouvel effort contre la politique de Drouyn de Lhuys, avaient cause gagnée d'avance : le décret de convocation de la Chambre fut supprimé. Le lendemain 6, Drouyn de Lhuys ouvre le *Journal of ficlel* et ne l'y trouve pas. Il appelle Dalloz, le directeur du journal; celui-ci répond qu'il n'a rien reçu. Cependant Drouyn de Lhuys ne donne pas sa démission et se met même à travailler consciencieusement au succès de la médiation. Metternich eut voulu que le gouvernement français obtînt de l'Italie un armistice séparé et immédiat, et qu'il garantît l'Autriche contre de nouvelles attaques en envoyant des troupes dans la province cédée. Drouyn de Lhuys refusa : l'Empereur était décidé à ne pas se départir de la neutralité impartiale et il ne saurait consentir, soit à faire occuper les forteresses du quadrilatère par une garnison française, soit à

eluderent la proposition de l'Empereur ou du moins ne l'accepterent que sous une condition dilatoire.

Le roi Guillaume telegraphia : « Sire, guide par la confiance que m'inspirent raffection mutuelle et la solidarity des interets importants du pays, j'accepte la proposition que Votre Majeste me fait et je suis pret a m'entendre avec Elle sur les moycns de retablir la paix. Hier dejale general de Gablenz m'a demande un armistice en vue de negotiations directes. Par un telegramme chiffre a Fadresse de mon ambassadeur, j'indiquerai a Votre Majeste les conditions dans lesquelles la situation militaire et mes engagements envers le roi d'Italie me permetlront de conclure un armistice. »

Goltz fut charge d'ajouter qu'apres le traite avec rilalio une entente reciproque elail indispensable a la conclusion de la paix ou de l'armistice. Cela admis, on etait pret a une treve si celle-ci permettait d'assurerl'entretien deFarmee et le maintien des resultats militaires obtenus jusque-la.

Victor-Emmanuel, sur le conseil du seul ministre qui fut au camp, La Marmora, telegraphia de son cote : « Sire, je remercie Votre Majeste de Finteret quelle prend a la cause italienne. La proposition que Votre Majesty me fait est tellement grave qu'il me faut consulter mon gouvernement et connaltre les dispositions de la Prusse avcc laquelle je suis lie par un traite. »

IV

Ces telegrammes arriveront à l'Empereur dans la soirée du 5 juillet. Il n'y vit que l'acceptation courtoise de sa médiation et non la condition dilatoire; il était en ce moment très frappé de ce qu'on lui racontait de la satisfaction du peuple de Paris. Irait-il troubler, par un cri d'alarme guerrière, ces sentiments pacifiques et confiants et caractériser lui-même d'échec ce que la voix publique célébrait comme une victoire? Rouher et La Valette, venus dans la soirée tenter un nouvel effort contre la politique de Drouyn de Lhuys, avaient cause gagnée d'avance : le décret de convocation de la Chambre fut supprimé. Le lendemain 6, Drouyn de Lhuys ouvre le *Journal officiel* et ne l'y trouve pas. Il appelle Dalloz, le directeur du journal; celui-ci répond qu'il n'a rien reçu. Cependant Drouyn de Lhuys ne donne pas sa démission et se met même à travailler consciencieusement au succès de la médiation. Metternich eut voulu que le gouvernement français obtint de l'Italie un armistice séparé et immédiat, et qu'il garantît l'Autriche contre de nouvelles attaques en envoyant des troupes dans la province cédée. Drouyn de Lhuys refusa : l'Empereur était décidé à ne pas se départir de la neutralité impartiale et il ne saurait consentir, soit à faire occuper les forteresses du quadrilatère par une garnison française, soit à

presser l'Italie de consentir un armistice séparé en dehors de la Prusse. En vue de hâter l'évacuation des forteresses italiennes, il fit observer que la première condition de la Prusse à l'armistice serait le *statu quo* militaire; par conséquent, c'était *avant*, et non pas *pendant* la suspension des hostilités que l'Autriche devrait retirer ses troupes de la Venétie si elle voulait donner une réalité à sa cession.

Beust, envoyé en mission confidentielle par François-Joseph, n'obtint pas meilleur succès. Il eut beau insister, non pour qu'on lit la guerre, mais pour qu'on envoyât des troupes sur le Rhin, ce qui suffirait à arrêter la Prusse, il ne recueillit que des paroles pacifiques et le conseil de traiter au plus tôt.

Les suggestions de Gortchacow ne rencontrèrent pas un accueil plus encourageant. Au bruit des succès croissants de la Prusse, le chancelier russe inquiet avait fait proposer, le 1^{er} juillet, à Drouyn de Lhuys la rédaction d'une note identique dans laquelle les trois puissances neutres denieraient à la Prusse le droit de prononcer la rupture de la Confédération et de fonder dans le nord une Confédération nouvelle; il se déclarait prêt à signer la rédaction qui serait arrêtée avec le cabinet de Londres. Drouyn de Lhuys decline l'ouverture : « Au moment où nous offrons une médiation amicale, nous ne saurions consentir à une démarche qui aura un caractère comminatoire. On verra plus tard si la médiation échoue. » Puis il se met à persister le chancelier, en compagnie

duquel il ne se soucie pas de recommencer une campagne semblable à celle qui avait si mal réussi contre la Russie. « Nous voyons avec une satisfaction sincère que la Russie veut maintenir cet accord des grandes puissances qui est la meilleure garantie des intérêts européens engagés dans les affaires allemandes. Ce serait toutefois, à notre avis, gagner du temps que de préciser d'avance la mesure dans laquelle le gouvernement de l'empereur Alexandre entend soutenir la conclusion de la note qu'il propose d'adresser à Berlin. Se renfermerait-il dans les limites d'une action diplomatique, ou appuierait-il au besoin son opinion par les armes (7 juillet)? » Parler (Farrès au chancelier du verbiage, c'était le mettre en fuite. « Je ne puis, répondit-il à Talleyrand, arrêter mon esprit un instant sur cette éventualité (13 juillet). »

Drouyn de Lhuys n'eut plus à s'occuper que des trois puissances engagées. La tâche n'était point aisée.

CHAPTER XIII

LES DIFFICULTIES DE LA MEDIATION

I

Les plaisirs du peuple vionnois ne furent nullement interrompus par le desastre national; la ville ne prit pas le deuil; les theatres ni les concerts de Strauss ne furent moins frequentes. dependant l'emolion publique fut profonde et d'une nature particuliere. Elle ne se dechaina pas contre le malheureux Benedek quoiqu'il eut degu d'immenses esperances; elle s'en prit au gouvernement, aux gouvernements passes non moinsqu'au gouvernement actuel: on leur reprochait de n'avoir pas donne au pays le mouvement de l'activite intellectuelle, de l'avoir laisse dans la stagnation, et loin d'avoir developpe ses forces et de les avoir sterilisees. Si l'on avait suivi la tradition de Joseph II, et non celle de Metternich, on ne serait pas reduit a cet abaissement. La defaillance devait etre attribuee a des causes morales lointaines, non a des circonstances militaires, et on rendait responsables les ministres passes et presents, plus que les generaux. Un

rondeau affiche par un poete inconnu a un angle de la Hoffburg disait : « Les volontaires n'ont pas un seul bouton; les generaux n'ont pas de lette, les ministres n'ont pas de cervelle; c'est ce qui fait que nous devons tout perdre. »

Francois-Joseph fut tres decontenance du mince effet produit a Paris par sa cession de la Venetie, et le refus net d'arreter les attaques italiennes decouragea ses premieres intentions bellicieuses. Il se resigna a trailer serieusement, il prit son parti de s'excluser de l'Autriche de la Confederation germanique et meme d'une indemnite de guerre; mais il declara dans un manifeste ses peuples sa resolution de s'exposer aux pires calamites, de recourir a une guerre oulrange, plutot que de souscrire a une diminution de son territoire et de celui de son fidele allie, le roi de Saxe. Il ne se souciait pas des autres confederes qui l'avaient si peu et si mal servi.

L'archiduc Albert avait passe 50 ou 60000 hommes sur la rive droite du Mincio, laissant son quartier general a Peschiera. Le 1^{er} juillet, il recut de Vienne l'ordre de proceder avec precaution, et de ne pas s'engager dans les operations a longue portee; alors il repassa le Mincio. Un telegramme de Francois-Joseph, apres Sadowa, lui prescrivit d'expedier, par chemin de fer vers Vienne, un corps d'armee de quatre brigades et deux regiments de cavalerie. L'Archiduc repondit que cette demi-mesure serait pernicieuse et desorganiserait l'armee du Sud sans porter une

force suffisante à l'armée du Nord. « On se rendit à cette observation et l'Archiduc dirigea toute son armée sur Vienne, ne laissant dans le Quadrilatère que les garnisons suffisantes et 15 000 hommes à Kuhn pour défendre le Tyrol contre Garibaldi.

Le point noir était la Hongrie mécontente de n'avoir pas été mise encore en possession de ses franchises constitutionnelles. François-Joseph, se rappelant le *Mar turn ttr pro re ye nostra*, fit appel aux sentiments de la nation chevaleresque, et envoya à l'empereur (10 juillet) l'impératrice-archiduchesse. On n'était pas sans appréhension sur l'accueil qu'elle recevrait. Le parti révolutionnaire de Kossuth, représenté par de vaillants et nobles hommes tels que Tiir, Klapka, travaillait à un soulèvement; Bismarck, Ricasoli et Yiclor-Euimann les poussaient. Cet effondrement militaire de la puissance qui les opprimait fournissait une occasion inespérée de délivrance, et ils jugeaient contraire aux intérêts et aux droits de leur patrie de ne pas profiter. Les suivrait-on? La solution était aux mains de Deak, conscience et cerveau de la Hongrie, depuis surtout que Kossuth avait perdu son prestige par un projet¹

i. Ce projet, public en 1862, admettait le démembrement de la Hongrie : la Croatie et la Transylvanie y figuraient comme des États indépendants, et il impliquait la renonciation des Hongrois à l'emploi de leur langue, la langue officielle de la Confédération projetée devant être le français. En outre, le parlement fédéral composé de députés hongrois, crétois, transylvaniens, roumains et serbes devait se réunir tour à tour à Pesth, Zagrad, Belgrade, Bucarest et Kolozavar

de confederation danubienne. Plus que jamais digne d'admiration dans cette circonstance critique, ce grand homme estima bien d'exploiter les revers d'un souverain auquel on n'avait declare qu'une opposition constitutionnelle; lache de se constituer Fauxiliaire et le complice de l'Etranger victorieux; lache de fonder une independance sur une lelonie « J'irai presenter mes hommages a l'Impetratrice », dit-il. Et il se montra parmi ceux qui la recurent a son arrivee. L'immense majorite de la Hongrie l'iraita. Touchée de cette fidelite genereuse l'Imperatrice retourna a Vienne chercher ses enfants. Son depart avec eux fut loucliant. Comme si elle eût voulu relever son mari et son souverain humilie dans sa fierte, elle lui baisa la main au lieu de l'embrasser en le quittant a la gare. La reception a Pesth fut encore plus enUiousiaste que la premiere fois; la foule poussait des vi vats (Eljen), tandis que le petit prince Liopolbe, age alors de huit ans, se cramponnait a la robe de sa mere et la regardait avec des yeux effrayes.

Cette attitude loyale du peuple hongrois eonlinna Francois-Joseph dans sa volonte de n'accepter aucun demembrement. La continuation de la guerre etait donc inevitable si la Prusse persistait a en exiger.

(Klausenbourg). A peine paru, ce projet souleva un *tolle* en Hongrie dont le souvenir ne s'effaca a plus jamais, et oida sinijulierement le travail de Deak.

11

Bismarck n'y ctatt pas dispose. Nullemeit grisc par les fumees de la victoire ii pensait, songeant a l'avenir, que, lorsque le temps auraiv apaise les ressentiments de la defaite, l'alliance-autrichienne aurait son prix comme contrepoids a la puissance de la France, et il ne voulait pas la rendre impossible par un fait impardonnable ,. tel qu'un deinembrement territorial. L'exclusion de rAutriche de la Confederation nouvelle, la reconnaissance des conquetes de la Prusse dans l'Allemagnc du Nord, une indemnite moderec, e'elail tout ce qu'evigeaient l'interet et Painbition.

Il exprime ses sentiments a sa femme dans-line lettre de liobenmantli (9 juillet) ou se retrouventla vue claire et lYquilibre de jugemcnl qui constituaient sa puissance : « Te rappelles-tu encore, ma biczn-aimee,le voyage que nous fimes, il y a dix-neuf ans, lorsque nous passames ici a Hohenmanlli, en nous rendant de Prague a Vienne? Aucun miroir nenous montraill'avenir, et il en etait encore de merae lorsque j'ai suivr cette route en cliemin de fer avec le bon Lynar. Combien les voies de Dieu sont etrangement romantiques! Et cela va bien, en depit de Napoleon. Si nous ne nianifestons pas de pretentions exagerees, et si nous ne croyons pas avoir conquis le monde, nous obtiendrons une paix qui

vaudra la peine qu'elle a coule. Mais nous sommes aussitot enthousiasmes que deeourages, et j'ai a remplir la tache ingrate de verser de l'eau dans le vin qui mousse, et de faire comprendre que nous ne sommes pas soulds en Europe, et que nous y vivons a cote de trois puissances qui nous haissent et nous cnvienl. — Les Autricliiens sonl encore en Moravie et nous sommes assez audacieux pour compter etablir demain notre quartier general la ou ils se trouvent aujourd'hui. Des prisonniers passent constamment ainsi que des canons; depuis le 3 jusqu'a aujourd'hui, nous en avons pris 180. Quand meme ils feraient venir leur armee du Sud, nous les battons avec l'aide de Dieu ; la confiancc est generale. Nos soldats sont a embrasser: harasses de fatigue comme ils le sont, avec le ventre creux et les habits trempes, prives de sommeil, avec leurs chaussures en lambeaux, ils se montrent calmes, honneles, diligents; ils font bonne mine a tous, et ne commettent aucun pillage et aucune depredation; ils payent autarit qu'ils peuvent et se nourrissent de pain moisi. Il faut qu'il y ait dans ces hommes du peuple un grand fond de crainte de Dieu, sans quoi cela ne serait pas possible... » — Dans une autre lettre il la prie de lui envoyer des romans francais, un a la fois.

Le roi Guillaume s'etait d'abord montre modere. Le sentiment de son immense victoire si inesperee suffisait a remplir son ambition. Mais

quand il Peut suffisamment savouree, il fut saisi? du desir passionne des'engraisser des depouilles de la conquete. Les enrichis par une prosperite longtemps attendue restent d'abord modestes : des qu'ils sont tout a fait entres dans la riehesse, la terre ne les porte plus, ils distribuonl les insolences et ils se croient aptes a escalader l'Olympe. Le meme phenomene se prodiiisit chez le sage Guillaume : sa faim d'absorber parut insatiable; il parlait de portions de la Saxe, du Hanovre, de la Hesse, de la Silesie autrichienne, d'une partie septentrionale de la Bolicme, des principales (Vanconiennes, d'Anspach et Bayreuth. Il n'admettait pas qu'il put rentrer a Berlin les mains vides. Il prefrerait abdiquer plutot que do ne pas rapporter a son peuple le prix des succes de son armee.

III

L'Italie etait encore plus difficile a contenter. Le jour meme de l'acceptation officielle de la mediation par Victor-Emmanuel, La Marmora telegraphiait a Nigra : « L'Empereur a telegraphie au Roi que l'Autriche lui cede la Venetie et qu'il s'arrangera facilement avec nous. La chose est d'aulant plus grave qu'elle est publiee dans le *Moniteur*. Je comprends que l'Empereur cherche a arreter la Prusse, mais c'est extremement douloureux qu'il le fasse au detriment de l'honneur de l'Italie. Hecevoir la Venetie en cadeau

de la France est humiliant pour nous, et tout le monde croira que nous avons trahi la Prusse. On ne pourra plus gouverner en Italie; l'armée n'aura plus de prestige. Tachez de nous éviter la dure alternative ou de manquer à la Prusse, ou de nous heurter à la France. »

Ce télégramme exprimait en termes modérés le ressentiment furibond qui éclata en Italie dans cette journée et s'accrut les jours suivants. A Milan on jeta des pierres aux fenêtres du consul de France; à Livourne on insulta les scours de charité, parce qu'elles étaient Françaises; en Sicile on maltraita le équipage d'un bâtiment marchand français; dans les principales villes du Nord on afficha des portraits d'Orsini; des deux côtes de l'Apennin circula un hurlement d'insulte, de colère et de vengeance contre « la nouvelle trahison, contre le nouveau Villafrauca » : ceder de la Venetie était « une injure à l'honneur national, une humiliation intolérable ». Venise appartenait déjà légalement aux Italiens depuis qu'elle s'était librement donnée à eux par le plébiscite de 1848. Dès qu'elle échappait au joug de l'Autriche elle se retrouvait italienne, et François-Joseph n'avait pas le pouvoir de ceder ce qui ne lui appartenait pas, encore moins Napoléon de le recevoir et de faire une amende honorable où il n'avait qu'à reconnaître un droit. » Venise, du reste, ne leur suffisait pas : ils prétendaient à Trieste et à l'Istrie, et c'est pourquoi ils espéraient une victoire sur terre et sur mer.

Nigra avait répondu a La Marmora : « Il n'ya qu'un moyen, a mon avis, de nous tirer de la position qui nous est faite par l'Empereur, c'est que la Prusse refuse et que, en attendant, vous ayez de suite une victoire. Mais si la Prusse accepte, comment voulez-vous refuser? »

L'Italie alors se mit en mesure d'obtenir une victoire sur mer. La flotte, contre l'attente générale, n'avait encore accompli aucun exploit. Persano se justifiait de cette inaction en prétendant que les équipages étaient loin d'avoir acquis cette vivacité de mouvements dans les exercices, cette parfaite régularité d'allures qui sont le gage de la victoire. Le 27 juin, a cinq heures et demie du matin, le contre-amiral autrichien Tegethoff avait essayé de surprendre Ancone qu'il supposait sans défense; Persano, averti par *l'Affondatore*, avait ordonné d'allumer les feux, de lever les ancres et de se mettre en ordre de bataille¹; Tegethoff, craignant que les abords de la rade ne fussent garnis de torpilles sous-marines, renonça a fondre sur l'ennemi, mais pour le braver il resta stoppe de 6 heures a 8 heures du matin a deux milles de la flotte italienne bien plus nombreuse que la sienne. Persano, au lieu de l'attaquer, se borna a defiler le long de la cote sous le mont Canero, a Tabri des batteries de terre et revint a Ancone, sans avoir tiré un coup de canon. Ce que voyant la flotte autrichienne tourna lentement vers le Nord et revint a son mouillage de Fazzana.

La Marmora pressa le 5 juillet Persano d'agir :

« Un combat avec succes serait utile. » Le lendemain, le ministre de la Marine Depretis se montre plus pressant: « L'Italie ne peut accepter la Venetie des mains de l'Empcreur; elle a assez de forces pour l'arracher a l'Aulriche. Sa Majeste veul savoir ce que fait, ce qu'a fait, ce qu'entend faire la flotte. » La Marmora ne laisse pas non plus respirer Cialdini : il lui telegraphic qu'il n'entend pas le canon de Borgoforte. Celui-ci lui repond ; « Apres la cession de Venise devons-nous envahir son territoire? S'il est vrai que les Autrichiens se retirent, ce serait une bouffonnerie. » La Marmora lui repond : « Entreprennez néanmoins votre operation; le pis serait de recevoir la Venetie sans y avoir mis le pied (6 juillet). »

Les faits suivent de pres les paroles. A Borgoforte, selon l'expression de Cialdini, fiasco complet Il fallut commencer des travaux d'approche. Cialdini confia l'operation a l'un de ses generaux et alla s'occuper du passage par le Po. Il eut ete bien naturel que de son cote La Marmora s'avançât vers le Mincio sur lequel il etait assure de ne rencontrer personne; mais Cialdini, le veritable general en chef, l'avait prie avec instance de ne faire aucun mouvement avant qu'il eut termine son operation.

CHAPITRE XIV

LA MEDIATION EN ITALIE

I

L'Empereur, sans meconnaître la solidarité d'intérêt et d'honneur créée entre la Prusse et l'Italie par le traité d'alliance qu'il avait encouragé, essaya d'obtenir de l'Italie qu'elle prit l'initiative de l'armistice, espérant par là que la Prusse se déciderait plus aisément à en faire autant.

Le 6 juillet, il télégraphia à Victor-Ernest : « Le roi de Prusse accepte le principe de ma médiation pourvu que Votre Majesté y consente. Si j'ai votre consentement, je tâcherai de faire remettre les forteresses comme gage de l'armistice; si Votre Majesté refuse, je serai obligé de prendre un parti. » — Victor-Emmanuel répond par un télégramme concerté avec Ricasoli : « En adoptant la forme proposée par l'Autriche pour la cession de la Venétie, nous n'atteindrions pas le but que Votre Majesté a en vue comme moi, celui de consolider les garanties de la paix en donnant satisfaction à la dignité et aux droits de

L'Italie. Le territoire a réunir au royaume devrait s'étendre aux frontières nécessaires à sa sécurité : le Tyrol italien en fera il, par conséquent, partie. Aucune question relative aux intérêts du royaume d'Italie (question de Home) ne pourrait être préjugée dans les négociations relatives à la conclusion de la paix. L'acceptation en principe de l'armistice de la part de mon allié le roi de Prusse, dont je n'ai pas encore reçu de communication directe, me mettra en mesure de pouvoir déclarer que, sous les conditions exprimées à Votre Majesté, je suis disposé à accepter la médiation bienveillante et l'armistice moyennant la remise par l'Autriche à l'Italie des forteresses de la Venetie (6 juillet). »

Victor-Emmanuel avait mal lu le télégramme auquel il répondait. Napoléon III ne l'avait nullement trompé, et ne lui avait pas annoncé comme conclu par la Prusse l'armistice qu'il conseillait à l'Italie de négocier pour son compte : il n'avait parlé que « de l'acceptation du principe de sa médiation, pourvu que S. M. Italienne y consentit ».

Notre ministre Malaret, dans la soirée du 6, vint appuyer auprès de Ricasoli le télégramme impérial. Ricasoli l'interrompit aussitôt d'un ton sec : « L'Italie ni la Prusse ne sont en droit de suspendre les hostilités sans s'être mises préalablement d'accord; si la Prusse agit autrement, elle a mal observé les stipulations de son traité avec l'Italie; quant à lui il ne peut prendre de détermination en ce qui concerne la suspension

ou la poursuite des operations militaires, avant de connaltre, par la Cour de Berlin, elle-meme, la resolution a laquelle le roi Guillaume avail jug6 bon de s'arreter. Une tres longue insistance lui donnerait lieu de croire qu'on veut l'intimider. » On n'est pas plus impertinent. Mais Malaret, qui savait que deplaire aux Italiens lui ferait une mauvaise affaire a Paris, se hate de repliquer « qu'cn aucun cas il ne pouvait etre question d'inlimidation; que si, conlre son gre et contre son habitude, il lui etait arrive de laisser echapper quelque parole qui ait paru mal-sonnante, il elail pret a faire des excuses, mais quil ne le croyait pas, et que, dans le cas ou on n'aurait rien a lui reproeher qu'une insistance a laquelle il n'avait pas laisse le temps de devenir importune, il priaait de considerer que celte insistance lui avait etc commandee et que le respect qu'il professait pour sa personne ne pouvait le dispenser d'obeir aux ordres de son gouvernement ». Sur quoi le fier baron eut la bonte de se calmer.

Le jour ou son am)assadcurrecevait a Florence cette rebuffade, Drouyn de Lhuys lui adressait encore, a Tintention du gouvernement italien, une lettre toute conluite en compliments el en douceurs. « Lacession des hostiliteseest, enpartie dumoins, subordonnee a la resolution qui sera prise a Florence. Le gouvernement du roi Victor-Emmanuel se trouve ainsi appele a exercer une influence toute naturelle et sans doute decisive a regard de son allie et nous nous plaions a ne pas douter

qu'il ne s'empresse d'en faire usage dans le sens le plus conforme aux intentions de notre auguste souverain et aux inlerets manifestes de l'llalie elle-meme... 11 est des maintenant evident que les resultats de la guerre peuvnt assurer a la Prusse un agrandissement territorial egal en importance h Tacquisition de la Venetie. Il n'y aurait done aucun motif de ne pas se mettre immediatement en mesure de deferer a nos instances et d'arreter en Venetie une effusion de sang desormais inutile. » — Au bout de cette argumentation venait une amorce : « Je ne parle pas des sacrifices de toutes sortes que la conquete de cette province pourrait encore imposer a Pitalie. Je sais que cette taclic, quoique si difficile, n'est pas au-dessus de ses efforts et de la valeur de son armee. Je veux dire seulernent qu'il y a pour l'italie, a tenir laVenetiedu gouvernement de l'Empereur, unavantage considerable, puisque cette transmission implique de la part de la France une garantie semblable a celle qui assure a Titalie la possession de la Lombardie. »

La reponse du gouvernement italien fut le passage du Po par Cialdini (8 juillet), execute en tres bon ordre. En huit beures 80000 homines passerent sans encombre un fleuve considerable. Contrarie du peu de deference temoigne a ses conseils, elonne et afflige plus qirirrile de la colere qu'avait excitee le don de la Venetie, l'Empereur eut l'idee de renoncer au present funeste et de laisserl'Italiese debrouilleravec rAutriche. Et e'est en effet la seule reponse qu'il aurait du

faire aux injures italiennes. Rouher l'en dissuadait sans peine. Il lui représente que « la renonciation publique à la cession de la Venetie serait interprétée comme un aveu d'impuissance, un échec des tentatives concilianles, une probabilité de reprise de la guerre; en France, on serait inquiet et affligé; les partis hostiles proclameraient favorablement des combinaisons de l'Empereur, et le parti révolutionnaire italien verrait dans ce renoncement une victoire pour lui; en effet, si la guerre continuait, il aurait atteint son but; si, au contraire, il obtenait de la résignation de l'Autriche une cession directe, il présenterait ce résultat comme un succès contre la France. »

II

Nigra, sans doute dans le dessein d'amener son gouvernement à la solution que, pour sa part, il jugeait sage, grossit démesurément les dispositions de l'Empereur, et d'une contrariété intolérable, il fit une irritation menaçante. « Si nous refusons l'armistice, l'Empereur a l'intention de convoquer le Corps législatif, de lui exposer notre refus, de demander des armements pour rendre la Venetie à l'Autriche. » Le baron emphatique saisit l'occasion de montrer de l'égoïsme à bon marché. Il écrivit à Nigra : « Nous sommes prêts par traité de nous entendre avec la Prusse. Une acceptation pure et simple de l'armistice serait un acte immoral, lâche et déloyal, de nature à

couvrir la nation de honte pour un siècle, et a nous interdire toute alliance future, toute indépendance et tout crédit politique, cela ne peut pas être, nos engagements ont été connus de l'Empereur, si même il ne les a pas encouragés. Il ne peut exiger que nous les rompions. Il y a quelque chose de plus précieux que la Venétie, c'est l'honneur de l'Italie, du Roi, de la Monarchie... Nos réserves sur l'armistice sont: 1° Que la Prusse l'accepte. — 2° Que les modestes vœux de l'Italie soient accomplis... Je ne sais si les fruits d'une alliance autrichienne-française seront meilleurs que ceux de ces traités de 1815, que l'Empereur déteste avec raison; en tout cas nous ne dirigerons pas nos armes contre lui, nous subirons notre destinée; honores, sinon épargnés de la France, de l'Autriche même, nous aurons sauvegarde l'élément essentiel de notre Union, lequel est la conscience que la nation doit avoir de son honneur et de sa dynastie. »

Vertu dépensée en pure perte! L'Empereur n'avait jamais contesté que le Roi ne dut accepter l'armistice qu'avec le consentement simultané de la Prusse, et à la condition qu'on lui remit en gage une forteresse, celle de Verone. Loin de nourrir les desseins tragiques que lui prêtait l'imagination de Nigra, il s'ingéniait à se faire pardonner ce nouveau service! Il proposa le recours au suffrage universel : ainsi l'annexion paraîtrait moins un don de la France; il déclara à Metternich que, la Venétie étant devenue sienne, l'Autriche y devait arrêter ses opé-

rations miliiaires; lui-meme s'engageant a exiger la reciproque de Tltalie.

Toutes ces condescendances ne parvinrent pas a detourner les ministres italiens de se servir de leur traite avec la Prusse, pour refuser Tarmistice a l'Empereur. Le ministre des Affaires etrangeres, [visconli](#) Venosta, telegraphia a Baral : « Confirmez au Roi et au comte de Bismarck que nous preferons la guerre a loute espece d'armistice. En tout cas, nous voulons marcher d'accord en tout avec la Prusse que nous regardons comme representant la nation allemande. »

CHAPITRE XV

LA MEDIATION AU CAMP PRUSSIE

I

L'Italie étant décidément irréductible, la médiation impériale dut diriger ses efforts du côté de la Prusse : on reviendrait à l'Italie quand on se serait mis d'accord avec celle-ci. Le roi Guillaume avait envoyé à Paris le prince de Hesse, porteur d'une lettre autographe dans laquelle il faisait dépendre toute suspension d'armes d'un accord préalable sur les préliminaires de paix et ceux-ci devaient avoir pour point de départ « la conformité des intérêts de l'Allemagne et de la Prusse ». Goltz était chargé de faire connaître ce qu'il convenait (rentendre par ces expressions énigmatiques. Sans attendre les communications de l'ambassadeur prussien, Drouyn de Lhuys donna ordre à Benedetti notre ambassadeur à Berlin de se rendre au camp accompagné du premier secrétaire Lefebvre de Beaulieu (9 juillet). Ses instructions le chargeaient « d'obtenir du Roi et de Bismarck que,

facilitant à l'Empereur l'accomplissement de la tâche que Sa Majesté s'était imposée dans l'intérêt de l'Europe et de l'humanité, ils acceptassent l'armistice et le fissent accepter par l'Italie qui subordonnait sa conduite à la leur. »

L'arrivée de Benedetti confirma les craintes que la médiation avait inspirées à Bismarck. Il l'interpréta comme un acte menaçant, le prélude d'une intervention armée au profit de l'Autriche. Il en éprouva une telle contrariété qu'il en eut de violentes douleurs au pied, il avait bien écrit à Pardubitz (8 juillet), par le comte hongrois Seher-Thoss, les assurances pacifiques du prince Napoléon¹, mais il n'y crut pas, et, bien gratuitement, se donna des appréhensions et des soucis pour prévenir un péril dont il n'était pas du tout menacé, car l'Empereur fut toujours résolu, quoi qu'il arrivât, à ne pas intervenir par les armes.

Benedetti, accompagné de Lefebvre de Beaubaine, arriva dans la nuit du 11 au 12 juillet, à travers les convois de blessés, de prisonniers, d'approvisionnements, à Zittau, où le Roi s'était arrêté la veille au soir. Il se fit indiquer par un factionnaire la demeure de Bismarck et alla frapper à sa porte. Il le trouva dans une maison désertée par son propriétaire, écrivant à côté d'une

i. Colonel Avet de Zittau, 10 juillet -ISO: « Benedetti officieusement prévenu que si la Prusse allait trop loin, la France l'arrêterait. Cependant, avant-hier vu un comte hongrois qui m'a dit être venu pour assurer comte Bismarck du contraire de la part du prince Napoléon. »

chandelle et d'un revolver. Suivant son habitude il passait la première moitié de la nuit à rédiger sa correspondance. Il lui manqua quelque surprise de sa visite et lui offrit de parler son petit logis. Benedetti entra en matière incontinent. Il représenta que l'Empereur, délaissant aux vœux de l'Autriche, avait accepté dans l'intérêt de la paix une lâche qui ne pouvait rester en souffrance, et que Sa Majesté était placée, par les difficultés qu'elle rencontrait, dans une situation dont elle était résolue à sortir honorablement. Bismarck ne dissimula pas le déplaisir que lui causait la médiation : « elle ne pouvait s'exercer en ce moment qu'au profit de l'Autriche, et au préjudice de la Prusse et de l'Italie. Ne pouvant plus, après son désastre, opposer aucune résistance à l'armée prussienne, l'Autriche, si elle n'obtenait aucun appui extérieur, était contrainte de conclure la paix, et d'accepter les ouvertures de la Prusse. Grâce à la médiation de la France, elle trouve un appui, un allié, elle s'assure le temps et les moyens de reconstituer son armée, de débattre nos propositions, de les rejeter, et de reprendre les hostilités dans des conditions qui ne seraient plus celles où elle se trouve. Les portes de Vienne nous sont ouvertes en ce moment; elles nous seront fermées avant peu, et nous devons courir les hasards d'une nouvelle bataille pour reconquérir les positions qui nous étaient acquises. — Déjà, l'archiduc Albert a pu se mettre en marche avec ses troupes, et il va couvrir la capitale de l'Empire. Le ma-

rechal Benedek dirige sur Olmiitz les debris de son armee; il recoit par les provinces de l'Est les renforts et le materiel necessaires, et pent, si nous lui en laissons le temps, se trouver prochainement a la tele de forces importantes. (Vest ce que Ton a compris et ce que l'on espere a Vienne, et la cession de la Vnetie faile a l'empereur Napoleon n'a pas d'autre objet. C'est ce qui est egalment manifeste pour nous, et bien que notre confiance dans les dispositions bienveillantes de la Prance n'en soit atteinte a aucun degre, nous ne pouvons, cependant, nous empecher de regretter une interposition qui compromet, dans ce qu'ils ont de plus important, les avantages que nous avons obtenus. »

Benedetti replica que le succes des armes prussiennes garantissait au gouvernement du Roile triomphe de ses pretentions legitimes. « Si vos exigences sont mesurees par un sentiment de moderation dont vous ne sauriez trop vous inspirer en ce moment, si elles sont conciliables avec l'equilibre europeen que vous ne pouvez vous abstenir de respecter, la mediation de l'Empereur vous est un gage de l'assentiment de toutes les Cours, et vous recueillerez le fruit de vos victoires, sans courir de nouveaux risques. Si, au contraire, vous pretendez tirer de vos victoires des avantages inquietants pour d'autres Etats, l'Empereur vous rend un double service en vous offrant ses bons offices, car vous ne pouvez continuer la guerre et lever si haut vos revendications, sans contraindre les Etats dont la

neutrality vous est indispensable a en sortir pour prendre, an moms, des mesures preventives reclamees par leur propre securite. Dans *ce* cas, la position respective des belligerants risque de se trouver sensiblement modifiee. Je veux bien supposer que l'empereur Francois-Joseph vous abandonne sa eapitale. Lui aurez-vous arrache la paix? Evidemment non, si vous la subordonnez a des conditions qu'il juge impossible d'accepler. fl se retirera a Presbourg ou a Pestli el la possession de Vienne sera le plus grave el le plus perilleux des embarras auxquels vous puissiez vous trouver exposes. Obliges d'assurer vos communications avcc Berlin, vous serez sur le Danube affaiblis et condamnes a rimmobilite, puisque vous ne pourrez songer a poursuivre les Autrichiens en llongrie; vos propres frontieres resteront ouvertcs et sans defense, vos forces etant employees en Autrieheou sur la rive gauche du Rhin; — el en refusant a l'Europe les bienfaits de la paix qu'elle reclame enorgiquement, vous aurez soulevé contre vous les justes ressentimentsderopinion publique. »— 11 conclut que la Prusse avait atleint le point culminant de ses succes, celui d'ou il lui est aise, sans faire de plus grands sacrifices, d'obtenir les concessions qu'il lui est permis de reclamer; que tel pouvait ne pas etre le sentiment de l'armee que M. de Bismarck lui avait souvent oppose, ou du peuple prussien, mais qu'il etait precisement du devoir du gouvernement du Roi de se soustraire a une pression regrettable, de prendre en considera-

tion l'état réel des choses, et de juger sans entraînement. »

Bismarck « répéta que le premier effet de la médiation était de relever le courage de l'Autriche. L'Italie, d'ailleurs, refusait son consentement et le baron Ricasoli ne cessait de rappeler à l'Autriche ses engagements contractés par la Prusse. Elle lui affirma que le Roi, néanmoins, s'était empressé de répondre à l'invitation de l'Empereur, convaincu que ses sentiments d'amitié, dont Sa Majesté n'avait cessé de lui donner de précieux témoignages, ne lui feraient assurément pas défaut dans une circonstance aussi solennelle. Le Roi acceptait la médiation en prenant l'engagement de consentir, si l'Italie n'y mettait pas obstacle, à une suspension des hostilités sous certaines conditions, dont il avait chargé M. de Goitz de faire connaître les termes à Sa Majesté. Ne se contentant pas de cette double assurance donnée par le télégraphe, il avait adressé à l'Empereur une lettre que le prince de Beuss avait été chargé de porter à Paris. Le Roi attendait l'accueil fait à ses ouvertures avant de prendre aucune résolution. »

Benedetti dit qu'en attendant les réponses de Paris, le Roi pouvait suspendre les mouvements de son armée. Bismarck répliqua que ce qui touchait aux opérations militaires était du domaine de Fétal-major et qu'il ne pouvait promettre que d'en entretenir le Roi. Ils se séparèrent à quatre heures du matin.

Le Roi reçut Benedetti à dix heures. Il exprima

le plus vif desir de complaire a l'Empereur, reproduisit les considerations de Bismarck sur l'effet de la mediation, et, quant a la suspension des hostilites, il dit que depuis la veille son chef d'etat-major etait a Czernahora et qu'il devait en conferer avec lui avant de prendre une determination. Il autorisa Benedetti a suivre. Arrive a Czernahora a cinq heures, il l'invita immediatement a un conseil sur la terrasse du chateau ou il etait descendu. Le resultat de la deliberation fut que le Roi consentait a l'abstention des hostilites, pendant trois jours, a des conditions militaires que, a la demande de Benedetti, Bismarck formula par ecrit, en exigeant qu'elles fussent portees au general autrichien commandant les troupes les plus voisines, et meme a Vienne, non par un officier d'etat-major, mais par le premier secretaire de notre legation, Lefebvre de Behaine.

Cependant l'armee s'avancait toujours, et Benedetti suivit le Roi a Brunn (13 juillet). Lefebvre de Behaine rapporta de Vienne des contre-propositions que l'etat-major prussien jugea inacceptables, et les trois armees continuerent leur marche avec plus de celerite.

II

Les nouvelles arrivees de Paris n'etaient pas decisives. Beuss et Goltz avaient cause avec l'Empereur; il ne leur avait paru ni hostile, ni menaçant, mais abattu, triste, inquiet, hesitant.

« Je n'ai pas trouve en lui, ecrivait Reuss, sa dard6 habituelle. Il parlait comme un homme qui h'a pas sa bonne conscience et qui cherche a se tirer d'un embarras dans lequel il s'est mis lui-meme. » Il avail expose ses tourments a Gollz comme on fait a un ami, en toute confiance. — « Il avait, lui dit-il, saisi l'occasion tant desiree de donner al'Italie la Venetie; ii n'avait pas suf-fisamment prevu les difficulties et les consequences; il avait commis une grande faute; son pays lui reprodiait la folie d'une politique qui donnail aim Elatdejasi fort lesmoyensdefonder un empire allemand a la frontiere franchise. Si la Prusse et lilalie porsislaient dans leur resistance, il serait expose a une profonde humiliation, el il pourrait etre pousse a une politique conlrairea ses desirs et a sa conduite depuisdes ann^es. D'une facon quelconque, rapidement, il devait chercher a sortir d'une situation intenable. »

Le voyanl en train de confidences, Goltz crul l'occasion propice d'obtenir enfin la reponse a la question toujours ouverte : « Que veut done l'Empereur? » Il luidit que la Prusse examinerait les observations de la France et ne fermeraitpas l'oreilleauxpropositionsqu'ellepourraitfairedans son interet, —L'Empereur repondit qu'il ne d6siraient rien, on lui parlait bien d'un certain coin de terre pres de Landau, mais ces 50000 habitants ne valaient pas qu'on en discutat. — Goltz lui fit remarquer que cette cession pourrait etre facilitee par un echange un peu complique. —

L'Empereur repondil avec resignation qu'il valait mieux renoncer pour la France a tout avanlage. « Ce serait un avantage malheureux d'oblenir un petit morceau de terre qui m'altirerait la colere nationale et la haine de toute l'Allemagnc. »

Goltz concluait : « L'Empereur, en proie aux contradictions, cedant aux influences diverses, paralt avoir perdu eomplementement la tete. Pour le moment, il nous est acquis; mais il pent changer d'avis Tinstant suivant si nous lui rendons la situation trop difficile; il ne faut pas attendre de lui des resolutions intelligentes; il peut, comme au 4 juillet, en prendre qui ne le seront pas. 11 repugne fort a agir contre nous et l'Italie; d'autre part, la France n'est pas irritee contre la Prusse, mais contre l'idee qu'elle absorbent l'Allemagne : on verrait plus volontiers que nous procedions a des annexions dans une certaine limite. Facilitons a l'Empereur de sortir de sa position penible, il nous en sera eternellement reconnaissant. Si nous ne le faisons pas, nous nous exposons inopinement a nous trouver en guerre avec la France, car des revirements subils rependent a la disposition actuelle de l'Empereur et il ne peut pas rester plus longtemps sur un plan incline (11 juillet). » Decidement, quelle que flit sa finesse, Goltz n'etait pas un observateur sagace. S'il l'eiit ete, il eut repete a Bismarck ce que le prince Napoleon, qui connaissail bien son cousin, lui avait fait dire : « Marchez de l'avant, ne vous laissez pas arreter. »

Il est vrai que, sauf l'Empereur et le prince

Napoleon, le langage du monde politique n'etait pas rassurant. L'Imperatrice, qui avait son franc parler avec l'ambassadeur, ne lui dissimulait pas son hostilité contre l'arrogance prussienne; Drouyn de Lhuys élevait la voix : « L'Italie et la Prusse se renvoient l'une à l'autre la réponse à faire, cela pourrâit, à la longue, lasser la patience de l'Empereur. »

En somme, ces rapports ne contentaient pas Bismarck, et leur côté alarmant était accentué par le langage maladroitement matamore de Benedetti qui, tout en ignorant la véritable pensée de l'Empereur et en sachant à peine celle de Drouyn de Lhuys, faisait entendre des conseils qui étaient des menaces. Il avertissait que les projets d'annexion ne pouvaient être sérieux, que l'Europe n'en était plus au temps de Frédéric, ou ce qui était bon à prendre était bon à garder; que toutes les puissances sentaient également blessées par un tel abus de la force et de la victoire, qu'il existait des traités et que la guerre que Bismarck désirait prévenir serait le premier résultat d'une pareille politique. »

III

Les affaires militaires italiennes ajoutaient encore aux soupçons et aux perplexités de Bismarck.

Malgré sa vaillance, Garibaldi n'avait pas fait grand chemin dans le Tyrol. Il était en forces

(36000 hommes contre 13228), mais son adversaire le general Khun, militaire de premier ordre et maitre dans la guerre de montagne, suppléa au nombre par l'habileté de ses dispositions. Au Monte Suello et a Vezza (3 juillet), il infligea de cruelles pertes aux Garibaldiens, le quintuple des siennes. Garibaldi, au nombre des blessés, fut obligé de continuer la campagne en voiture.

Persano. persistait a ne pas rechercher la flotte autrichienne et a croiser tranquillement dans l'Adriatique.

Cialdini, apres avoir passé le Po, reprenait sa marche qui n'avait rien eu de foudroyant. 11 avait craint que l'archiduc Albert ne se fut éloigné du Mincio et n'eut passé sur la rive gauche de l'Adige pour préparer une nouvelle bataille. En conséquence, il ralentit son mouvement, en resserrant ses troupes dans la crainte de s'exposer a un nouveau Custoza.

Cette temporisation, a laquelle La Marmora était absolument étranger, exasperait Bismarck. Convaincu, par les rapports mensongers de Bernhardt et d'Ussedom, que La Marmora était l'homme lige de Napoleon, il conçut les plus injustes soupçons, il tint les plus indignes propos : « il avait pleine confiance dans la loyauté du gouvernement italien représenté par Ricasoli; il n'en avait aucune dans les dispositions de La Marmora, dont il ne s'expliquait pas les lenteurs; si l'Italie, la Venetie requise, cessait les hostilités, malgré son engagement d'agir activement contre l'Au-

triche, on serait autorisé à supposer que c'était en vertu d'un arrangement conclu avant la guerre. »

Aussi gratuitement injurieux envers le loyal Govone qu'envers le noble La Marmora, il ajoutait que si les provinces du Rhin se trouvaient dégarnies de troupes, c'était par suite des conseils de Govone, qui s'était entendu avec la France pour préparer la mine de la Prusse. Toutes ces suppositions fermentant dans son esprit exalté, il en arriva à cette conviction que l'Autriche allait commencer la guerre, peut-être avec le concours de la France et la neutralité de l'Italie. Il ne songea plus qu'à se prémunir contre cette éventuelle chimérique. Il discuta avec Moltke le plan de campagne futur : il demanda qu'on prit l'offensive sur le Rhin en se tenant sur la défensive au Danube. Moltke opinait, au contraire, pour la défensive des deux côtes. Un décret du 14 juillet forma, sur la frontière de la Silésie prussienne, à Neiss, sous le commandement du général Klapka, un corps de partisans destiné à envahir la Hongrie, et on y enrôla les nombreux prisonniers qui y consentirent.

Eulenburg, le ministre de l'Intérieur, réunit à Berlin, dans son cabinet, des personnages éminents de l'opposition : Benigsen, Miquel, Grungracht du Hanovre, Oetker de Cassel, Biederman de Saxe, Seydel bourgmestre de Berlin, les députés Ouncker et Michaelis, et leur demanda d'organiser dans le pays une puissante agitation contre l'immixtion de la France dans les affaires allemandes.

IV

Eniin, Bismarck fit sommer par Usedom le gouvernement italien de se decider a une action energique s'il voulait qu'on ne erut pas a sa honteuse defection : « L'Italie n'etait pas libre, disait-il, d'accepter un armistice, memo apres la cession de la Venetie, car cela equivaldrait a la paix definitive et permcttrait de lancer conlre la Prusse les 150 000 hommes campes dans le quadrilatere. Lui-meme elait resolu a pousser la guerre avec la plus grande energie; il exigeaitde l'Italie qu'elle fit autanl (du 6 au 13 juillet). »

Usedom transmit ces sommations blessantes a Victor-Emmanuel par une lettre de la derniere inconvenance. Il le mil en demeure, au nom du roi Guillaume, de ne plus s'attarder, de reparer le temps perdu depuis Custoza, lui indiquant le chemin a prendre pour rejoindre l'armee autrichienne sous les murs de Vienne (13 juillet).

Ces admonestations etaient bien superilues; les Italiens souhaitaient la continuation de la guerre plus sincerement que Bismarck; ils brulaient de marcher et de creer en leur faveur un *itti possidetis* avanfageux.

Aussitot que l'Archiduc eut evacue Rovigo et le territoire, Cialdini s'avanca en hftte el prit sa place. Le quartier general de Victor-Emmanuel se transporta a Ferrare, el la, dans un conseil de ministres et de generaux, sous la presidence

du Roi (14 juillet), les resolutions les plus energetiques avaient ete adoptees; la division en deux armees avait ete maintenue, mais celle de Cialdini portee a 150000 hommes, et celle du Roi, dont La Marmora restait le chef d'etat-major, reduite a 70000. Le corps de Cialdini serait celui d'expedition et marcherait a grandes journées vers l'Isonzo, et, plus tard, en s'appuyant sur Trieste, continuerait vers Vienne. Le corps de La Marmora, qui serait celui d'observation, resterait dans le quadrilatere, garderait les communications, et commencerait le siege de Verrone. Garibaldi recevrait une division de l'armee active, ce qui lui permettrait de pousser jusqu'a Trieste.

Persano, ne paraissant pas s'etre decide a sortir de son inaction, etait accable par Ricasoli de telegrammes excitateurs : « Le moment est decisif, supreme; le pays attend beaucoup de l'armee et de la flotte. Celle-la est dans tes mains, il faut que cette semaine la flotte ennemie soit detruite et l'Istrie occupee. Avec l'audace, on doit vaincre les difficultes parce qu'aujourd'hui l'audace est prudence (12, 13 juillet). » Et Persano, sous un pretexte ou un autre, ne remuait pas. Le 14, on resolul d'en finir avec lui. La Marmora lui telegraphia : « Ce matin, pres de Sa Majeste, s'est reuni un Conseil auquel, outre Cialdini et moi, assistaient Ricasoli, Visconti-Venosta, Pettinengo et Depretis. On y a ete unanime a deplore que la flotte n'ait pas trouve l'occasion d'agir contre l'ennemi, et Sa Majeste et les mi-

nistres me chargenl de vous communiquer l'ordre peremptoire de mettre un terme a une si deplorable absence de resultats. Des que l'*Affondatore* aura rejoint, envoycz l'escadre, soit contre les forteresses, soit contre la ilotte ennemie, pour obtenir un succes important. Dans les circonstances difficiles ou sc trouve le pays, il est necessaire d'obtenir un fait important qui mette a meme de soutenir les pretentions les plus elevees au moment de la paix. Le Ministere me charge de vous dire que si la flotte persiste dans son inaction, il sera oblige de vous enlever le commandement et de le confier a un autre plus dispose a se servir d'un instrument qui nous a coute tant de sacrifices. »

Ces mesures energiques sur terre et sur mer refutaientles defiances injurieusesde Bismarck. La Marmora les avait releveeslieremeni : « Vous ferez sentir au comte de Bismarck, avait-il telegraphic au colonel Avet, qu'il n'a pas le droit, parce qu'il aete plus lieureux, de nous fairedes reproches aussi durs qu'immerites : si la brave armee prussienne sc trouvait enveloppee de loutes les difficultes que la nature el l'art ont faites contre nous, elle n'irait pas plus vile que nous. Quant aux soupcons qu'il se permet contre notre loyaute, vous les repousserez energiquement, lui ajoutant de ma part que si nous avions ete moins loyaux, ils n'en seraient pas ou ils en sont. Si on ne vous traite pas com me on doit, retirez-vous du quartier general (14 juillet). »

On juge de la colere du general lorsque le 17,

tandis que le plan d'operation arrete le 14 etait en voie d'execution, Bernhardt vint, d'un ton doux, lui faire lire une lettre d'Usedom du 13 juillet a remettre au Roi, au moins aussi inconvenante que sa fameuse note. 11 se plaignait « du temps perdu depuis Custozza, qui a facilite deux choses funestes : Intervention franchise et la retraite probable del'armee autricbienne pour nous combaltre sous les murs de Vienne. Cette armee que les forces italiennes devaient de-truire el que, meme apres Custozza, ils auraient pu battre en rase campagne, on lui permeltait encore de s'evader et de se metlre en ligne intacte et pleine de confiance. Si grace a cet enorme rcnfort, elle nous brave et nous impose un arrangement defavorable, cela ne peserapas uniquement sur la Prusse, les consequences en retomberont a coup sur sur l'Italie elle-meme : c'est elle qui en aura ele la cause. Le traite d'alliance offensive et defensive implique, non pas telle ou telle province, mais qu'on fasse la guerre serieusement, loyalement, et qu'on donne a son allie toute aide et secours dont on est capable. » Au nom du roi guerrier, il suppliait le roi gentil-homme de se decider a cette guerre serieuse devant laquelle il a recule jusqu'a present. Et il indiquait la marche a suivre, les etapes a parcourir jusqu'a Vienne.

Ce langage etait etrange : la Prusse seule avait meconnu les solidarites du traite d'alliance : Bismarck avait leslement commence, de sa propre initiative, les negociations de l'armi-

slice sans y convier l'Italie, et Mollke avait exige des officiers autrichiens liberes le serment de ne plus servir contre la Prusse, sans stipuler le meme engagement en faveur de l'Italie. Et c'est l'Italie, restee strictement fidele a ses obligations jusqu'au point de mecontenter l'Empereur, qu'on suspectait de les eluder !

A la vue de l'auteur de toutes les insinuations venimeuses colportees contre son honneur, La Marmora ne se contenta pas. Il n'ecouta aucune des explications militaires que Bernbardi essaya de lui donner : « Je n'accepte de leçon de loyauté de personne, pas meme de M. de Bismarck; la conduite de M. d'Ussedom a etc ignoble. » Bernbardi eut beau lui crier de menager les termes et de ne pas oublier qu'il representait la Prusse, le general lui intligea d'entendre jusqu'au bout sa diatribe vengeresse.

Le langage de Victor-Emmanuel ne fut pas moins vehement : « Que veut done la Prusse ? dit-il a Bernbardi, veut-elle m'enseigner a faire la guerre? Je sais faire la guerre, il y a vingt ans que je la fais. Sans doute, vous avez eu de la chance en Bobeme, mais je voudrais voir les Prussiens ici. En Bobeme, en Allemagne, ils avaient un terrain facile; en Italie, les difficultes sont innombrables. C'est seulement parce que Gialdini n'a pas pu passer le Po le 24 que le combat de Custoza n'a pas reussi. Il fallait amener toute l'armee ici, maintenant il faut traverser le Po ; cela est difficile; les distances sont enormes; on lance les trains les uns derriere les

autres pour faire plus vite; on oblige l'armee a de tels efforts que, chaque jour, il y a des hommes qui tornbent d'epuisement. Que veut-on done? Je suis blesse de la mefiancequ'on me temoigne; e'est moi qui aurais lieu d'etre mefiant. J'entends dire a chaque instant que la Prusse est sur le point de conclurc un armistice. Pourquoi Bismarck a-l-il des egards pour Napoleon? Qu'il lui parle net, il y a dix ans que je le fais, e'est ce qu'il y a de mieux a faire. Apres tout ce que j'entends, je ne sais vraiment plus ce que je dois penser, ce que je dois croire. »

V

Bismarck ne se sentait jamais assez garanti, et par Lout ou il voyait une precaution a prendre, il la poursuivait. Eperonner l'Italie par de mediants propos ne lui suffit pas, il amadoua la France et rnome l'Autriche.

A la France, il fit miroiter la perspective d'une absorption de la Belgique. Comme il revenait de chez le Roi, en compagnie de Lefebvre de Behaine (16juillel), et lui parlait avec admiration et orgueil des troupes royales, il ajouta tout a coup, sur un ton tres gai, que ces sueces inatlendus avaient cause en Europe une grande surprise et quelque jalousie. Behaine observa qu' « en presence des convoitises ambitieuses r6velees par le programme politique de la Prusse, et surtout le projet de reforme du 9 juin, il etait

bien naturel quelle toutes parts, on se demandat sur quelle base reposerait le nouveau droit public de TEurope, celui qui avait, depuis 1815, regie les rapports des puissances elant, de fait, renverse et les barrieres qui s'opposaienl aux ambitions et aux convenances de cliacun n'existant plus, ainsi que le prouvait la maniere dont la Prusse agissait a l'egard des Elals places sous sa sphere d'aclion. » Bismarck parut eprouver un tres vif plaisir de ce langage. 11 demanda si Lefebvre de Behaine connaissait les diverses phases de la politique suivie depuis 1852 par l'Allemagne vis-a-vis du Danemark et s'il se rappelail le fameux engagement de Fevrier, que la Prusse et l'Autriche avaienl pu invoquer apres douze ans de negotiations, pour s'emparer du Sleswig. « Eh bien! ajouta-t-il, votre situation est bien simple : il faut aller trouver le roi des Beiges, lui dire que les agrandissements politiques et territoriaux de la Prusse vous paraissent inquietants, qu'il n'y a qu'un moyen pour vous de parer a des eventualites dangereuses et de retablir Tequilobie dans des conditions rassurantes : ce moyen, c'est d'unir les destinees de la Belgique aux votres par des liens si etroits que cette monarchie, dont l'autonomie serait d'ailleurs respectee, devienne, au Nord, le veritable boulevard de la France rentree dans l'exercice de ses droits naturels¹. » lis touchaient au seuil de la maison ou Bismarck avait donne l'liospitalite a notre

1. Je copie textuellement sur la minute du rapport de Lefebvre de Hehaine. Il est juste de remarquer que Bismarck

representant. Lorsqu'il finit d'exposer ce programme, Behaine se hftta de souhaiter le bonjour a son compromeltant interlocuteur, lui disant sur le ton de la plaisanterie : « Non content d'appliquer un systeme nouveau a l'Allemagne, vous avez l'intention de faire ecole en Europe. — Certainement », riposla Bismarck¹.

En memc temps, le bon apotre endoctrinait rAulriche. ABrunn le roi de Prusse avail choye le bourgmestre (Jhiskra, Tavait retenu a diner, et Bismarck s'etait longuement enlrelenue avec lui. Il lui expliqua que « la guerre n'avait d'autre objet que de mettre rAulriche hors de la Confederation, que la Prusse voulait a tout prix etablir son autorite exclusive jusqu'a la ligne du Mein; si rAutriche acceptait ce programme, la paix pourrait se negocier immediatement; il ne s'opposerait pas a ce que l'Aulriche se lial par des traites reciproques aux Etats du Sud, pourvu que la Prusse eut sa liberte d'action dans le Nord; quant aux frais de guerre, bien qu'il eut fait figurer une indemnite dans les preliminaires, le Roi ne comptait pas y insister. Il otait regrettable qu'on eut, a Vienne, provoqué la mediation de la France, et il eut etc beaucoup plus pratique de s'entendre directement : l'empereur Napoleon ne manquerait pas de demander quelque avantage en retour de sa mediation,

ne propose pas une conquele de la Belgique, mais son absorption sous la forme d'une alliance étroite avec elle.

1. Lefebvre de Belaine a Drouyn de Lhuys, de Berlin, le 25 juillet 1866.

ce qui obligerait la Prusse a reclamer une compensation aux sacrifices neecessaires pour payer la mediation franchise; si, au contraire (il en etait encore temps), rAutriche s'entendait directement avec la Prusse, celte compensation devenait inutile et la paix se conclurait plus vite et a de meilleures conditions. »

Ghiskra, etant empecbo d'aller lui-meme a Vicnne, chargea Herring, riche industriel de ses amis, de s'y rendre a sa place et d'y porter les propositions prussiennes : exclusion de l'Autriche de la Confederation du Nord, mais aucune mutilalion de territoire, aucune indemnity. Pour obtenir qu'clle renoncjal a la mediation, on lui ollrait plus qu'il n'etait permis d'attendre de oelle-ci.

CHAIMTHE XVI

LES PRELIMINAIRES DE NIKOLSBURG

I

La crainte d'un mauvais vouloir de Napoleon III etait encore plus imaginairo quo celle de la defection de l'Italie. Si en effel, ce souverain avait facilite Texplosion do la guerre avec Fespoir de la drfaite de la Prusse et Farriere-pensee d'cn profiler pourFabaissere la depouiller, le moment eut 616 favorable a la realisation de ces desseins perfides. Framjois-Joseph, doja tranquillisc sur la fidolito de la Hongrie, venait d'en recevoir Fassurance de Deak lui-meme : mande a Vienne, le patriole hongrois lui avait conseille de se separer de la Conferation germanique, lui promettant son appui s'il accueillait les revendications constitutionnelles de son pays. Francois-Joseph s'etait engage a reconnaltre, sauf les modifications necessaires, les lois de 1848, a instituer un Ministere hongrois responsable et a se faire couronner roi de Hongrie (19 juillel). Sonarmee se relevait de Fetourdissementde Sadowa; la prise de possession du

commandement par l'archiduc Albert ranimait les courages; gracea l'energie de Benedek, l'armee autrichienne ecbappait a la poursuite et gagnait Olmutz, d'ou elle continuerait sur Vienne. L'armee prussienne, ilestvrai, ne s'arretait pas dans sa marche triomphante mais son etat commengait a devenir inquietant. Ses ravitaillements s'operaient avec difficulte dans un pays deja epuise par les Autrichiens; les paysans s'enfuyaient dans les bois, emmcnaient leurbrt-tail; on etait oblige de prendre ce qui restait comme en paysconquis; le cbolera se propageait avec une cffroyable intensite; cbaque victoire avait affaibli l'armee car ce sont toujours les meilleurs qui succombent, et la victoire n'usc pas une troupe moins que la defaite.

Gramonl qui, a la difference de la plupart de ses collegues, osait avoir une opinion personnelle et l'exprimer, exposait en termes clairs et pressants, dans unedepecbe restee celebre, la realite qu'il constatait de ses propres yeux : « Tout ce que la Prusse possede de forces mililaires est aujourd'hui engage dans cette campagne, en sorte que les derrieres de l'armee commencent a se degarnira mesure qu'elle avance, et c'est une cause d'affaiblissementl qui devient d'un certain poids, surtout si la guerre se prolonge encore quelque temps. De telle sorte qu'en ce moment on peut dire avec raison que si la Prusse tient l'Autricbe, FAutriche, de son cote et sous un autre poiut de vue, tient la Prusse, car jamais la Prusse n'a ete et ne sera plus desarmee chez elle et sur le Rhin

qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cela est si vrai que les Prussiens en conviennent eux-mêmes et que du Rhin à Berlin il n'y aurait pas quinze mille hommes à rencontrer. — Si j'insiste sur ce point et si j'appelle l'attention de Votre Excellence sur cet état de choses exceptionnel qui ne se représentera peut-être plus d'ici à longtemps, c'est qu'avec les informations que j'ai et la conviction qui m'anime, je croirais manquer à mon devoir et me reprocherais comme une faute de ne pas faire ressortir aux yeux de mon gouvernement les avantages incalculables qu'il recueillerait d'une simple démonstration militaire vers les Provinces rhénanes pour appuyer sa médiation. — La guerre avec la Prusse est complètement impossible. Le cabinet de Berlin ne peut à aucun prix en risquer les chances, car il ne peut se placer entre deux armées comme celles de la France et de l'Autriche. Une démonstration militaire, l'envoi d'un corps d'armée sur le Rhin, est positivement une mesure que l'Empereur peut exécuter sans le moindre danger et dont l'effet est certain. Je crains, monsieur le ministre, et Votre Excellence me pardonnera de lui parler avec cette franchise que la solennité du moment peut seule excuser, je crains que les préliminaires de paix proposés à la Prusse ne portent pas à un degré suffisamment voisin de la réalité l'empreinte de la force que les circonstances donnent à la médiation de la France. J'ai des raisons sérieuses de croire qu'en faisant une démonstration militaire sans même lui donner un

caractere offensif, l'Empereur sera etonne de l'effet qu'elle produira, et qu'a l'instant meme il ne tiendra plus qu'a lui de dieter les conditions de la paix au lieu de les soumettre. *Je ne parte pas de prendre les Provinces rhenanes, re qui pea/ se faire en re moment sans roup ferir, et ee qui pourra se faire enrore de meme pendant quelques semaines, mais seulement d'en faire naltre Fidee, et, je le repete, sans guerre, sans combat, sans danger et sans perte; la mediation de l'Empereur, aujourd'hui hesitante et presque compromise, devient triomphante et efficace.* Je suis frappe de ce fait que de tous les coles on critique nos efforts de pacification, les uns, parce qu'ils se plaignent d'etre arreles et genes dans leur essor, les autres, parce qu'ils se voient abandonnes a leur destinee; notre oeuvre de paix accomplie dans de telles conditions ne nous laissera pas un ami et cela me fait croire qu'il y aurait quelque avantage a la modifier dans le sens que j'ai pris la liberte d'indiquer.. De meinc qu'il y a quelque temps j'affirmais devant Sa Majeste que l'Autriche cederait la Venetie avant la guerre, ce qu'elle a fait par la Convention secrete du 12 juin, de meme j'affirme avec la meme confiance aujourd'hui qu'une demonstration militaire serieuse est necessaire pour appuyer la mediation de l'Empereur et lui donner l'autorite dont, a vrai dire, elle parait manquer depuis qu'elle s'est produite. — J'ajoute aussi, et c'est la le point le plus important, qu'il est absolument impossible que la Prusse s'expose a une

guerre avec nous, que M. de Bismarck n'admet pas meme cette eventualite, bien resolu a l'eviter k tout prix, et que, par consequent, la demonstration militaire est sans danger ulterieur. »

Bismarck a confirme ces appreciations de notre ambassadeur : « Un petit appoint peu considerable de troupes franchises eut suffi pour faire une armee Ires respectable en s'unissant aux corps nombreux de l'Alleinagne du Sud qui, de leur cote, pouvaient fournir d'excellents materiaux dont l'organisation seuleetait defectueuse. Une telle armee nous eut mis dans la necessite de couvrir Berlin et d'abandonner nos succes en Autriche¹. » Il a meme declare a l'un de nos plus renommes ambassadeurs, de Courcel, que 15000 hommes eussent suffi². Et Randon en promettait 80000.

LI

On pressait rKinpereur de la maniere la plus instanle de profiter d'une occasion unique dans

1. Discours du 16 Janvier 1874.

2. Le baron de Courcel a Emile Ollivier, 29 juillet 1902 :

« Drouyn de Lhuys, au 3 juillet 1860, ne croyait pas encore la partie irreremediablement perdue pour la France, sf elle se decidait a agir vite et avec toute l'energie necessaire. Vingtans apres, Bismarck m'a confirme la justesse de cette vue lorsqu'il me disait qu'il aurait suffi de jeter 15000 soldats francais sur la rive droite du Rhin pour rallier les troupes des princes allemands opposes a la Prusse et couper de sa base l'annee prussienne engagee au fond de la BohGnie, en donnant a l'armee victorieuse de l'archiduc Albert le temps, d'arriver a la rescousse. »

Tinteret de la France et de sa dynastie. Aucunfr insistance ne vint a bout de son bon vouloir invincible envers la Prusse : au lieu de fourbir ses armes contre elle, il discutait debonnairement avec son representant les conditions a proposer aux belligerants. Il renonya a restreindre sa mediation dans des limiles etroites de sa lellre du 11 juin et ne s'obstina pas 4 maintenir dans TAllemagne TAutriche que la guerre avail cu surtout pour but d'en exclure. L'Autriche hors de la Confederation, il ne s'opposa pas a une-Confederation du Nord, operee, soit par voie d'annexion, soit par voie de subordination militaire, pourvu que les Etats du Sud n'y fussent pas englobes. Il ne mit en avant aucun desir de compensation. 11 demanda seulement, au cas ou la Saxe serait annexee, si Ton ne pourrait pas transferer le roi de Saxe dans la province du Rhin. Goltz lui ayant represents que ce transfert etait impraticable a cause de Fetal de l'opinion publique, il n'insista pas. Il etait surtout presse d'arriver a un resultat quelconque, car en presence de la marche non interrompue des Prussiens, il jouail un role ridicule. Il chargea Golto de preparer lui-meme le projet de preliminaires, et il l'accepta de sa main (14 juillet). Ces preliminaires etaient ainsi congus :

« L'integrite de l'empire autricliien, sauf lar Venetie, sera maintenue. — L'Autriche reconaltra la dissolution de l'ancienne Confederation Germanique et ne s'opposera pas a une nouvelle organisation de l'Allemagne dont elle ne fera pas-

partie. — La Prusse constituera une union de l'Allemagne du Nord comprenant tous les Etats situes au nord de la ligne du Mein. Elle sera investie du commandement des forces militaires de ces Etats. — Les Etats allemands situes au sud du Mein seront libres de former entre eux une union de l'Allemagne du Sud qui jouira d'une existence internationale independante. Les liens nationaux a conserver entre l'union du Nord et celle du Sud seront librement regies par une entente commune. — Les Duches de l'Elbe seront reunis a la Prusse, sauf les districts du Nord du Sleswig, dont les populations librement consultees desireraient etre retrocedees au Danemark. L'Autriche et ses allies restitueront a la Prusse une partie des frais de la guerre. — Si ces bases etaient adoptees par les parties belligerantes, un armistice pourrait etre conclu immediatement et la voie serait ouverte au retablissement d'une paix equitable et solide. »

Le seul changement que l'Empereur avait fait au projet de Goltz etait de restreindre la clause relative au paiement des frais par ces mots *une partie*. Il y avait ajoute : « L'integrite de l'Empire, sauf la Venetie, serait maintenue. » 11 n'avait pas ete question des annexions; on les supposait autorisees par la liberte d'etablir une Confederation du Nord,

III

Le projet de preliminaires, arrete a Paris le 14, fut envoye simultanement au camp prussien et a Vienne.

Il apportait au roi de Prusse autant de mecomptes que de satisfactions. Ces satisfactions etaient l'exclusion de l'Aulriche de l'Allemagne, retablissement de la Confederation du Nord, l'acquisition des Duches danois. L'interdiction de depasser la ligne du Mein, l'obligation de consulter les voeux des populations du Nord du Sleswig, l'integrite de la monarchie autrichienne, sauf Venise, ce qui interdisait l'annexion projetee de la Silesie autrichienne, iels etaient les mecomptes. Il y avait en outre dans ces preliminaires une omission qui le mecontenta fort : le silence garde sur les annexions qu'il entendait operer dans le nord de l'Allemagne, au detriment de la Saxe, du Hanovre, de la Hesse electorate. Il y tenait plus qu'a sa confederation du Nord. Hentrer a Berlin sans une acquisition territoriale importante lui paraissait de plus en plus une honte intolerable.

Ces preliminaires lui parvinrent a Nikolsbourg, ou il s'etait etabli depuis le 17, dans le chateau meme de la comtesse de Mensdorff. Son armee, par suite d'un mouvement combine, venait d'arriver a quelques kilometres de Vienne.

Dans ces conditions il eut grand'peine a con-

sentir a s'arreter. Il ne voyait dans les preliminaires que ce qui manquait : le consentement formei aux annexions. Bismarck le decida atenir compte de ce qui s'y trouvait : l'exclusion de l'Autriche de la Confederation. D'autant plus que ce qui manquait etait omis et non exclu, et cette omission pouvait etre reparee. Rejeter les preliminaires eut etc decliner la mediation qu'on avait paru accepter, irriter Napoleon III et peut-etre le lancer dans une action hostile. D'ailleurs, ii n'etait pas seant de ne pas prendre en consideration un projet qui etait l'ceuvre de l'ambassadeur prussien.

Benedetti, venu a Vienne pour se metlre en communication plus rapide avec son gouvernement, dont les instructions lui arrivaient difficilement aii camp, se hata d'y retourner des qu'il eut appris renvoi des preliminaires. Il appuya les conseils de Bismarck.

Le Roi ne put cependant se resoudre a l'armistice : il n'accorda qu'une courte suspension d'armes de cinq jours, etenfaisant telegraphier par Benedetti qu'il ne considerait pas les preliminaires comme des conditions suffisantes (19juillet); il chargea Goltz d'expliquer que les evenements militaires, ainsi que l'avis unanime de la nation, lui avaient fait une necessite d'un certain accroissementde la Prusse aux depens de ses ennemis, ce qui n'etait pas mentionne dans les preliminaires.

Francois-Joseph ne voulut pas se prononcer avant que la Prusse eut formellement accepte.

Il était fatigué de prendre des engagements éventuels en vue d'un résultat qui lui échappait, tout en laissant subsister le sacrifice qu'il avait consenti conditionnellement, ainsi qu'il était advenu quand il avait cédé la Venetie, dans l'espérance d'obtenir immédiatement un armistice qu'il attendait encore. Du reste, il ne reconnaissait plus la nécessité de traiter depuis que la retraite de Benedek sur Vienne avait été coupée par les combats malheureux de Tobitschau et de Rokenitz, et que ses troupes se dirigeaient à marches forcées sur Presbourg, où l'archiduc Albert ne disposait que de 120000 combattants. Le roi de Prusse ayant consenti à une suspension d'armes de cinq jours, il ne délibéra plus que pour savoir s'il traiterait de la paix immédiate directement avec la Prusse, conformément aux propositions de Bismarck portées par Herring, ou s'il signerait les préliminaires de l'Empereur. Mensdorff inclinait vers le premier parti; Esterhazy fit prevaloir le second : les propositions de Bismarck n'avaient aucun caractère officiel; il pourrait les désavouer dès qu'ils se seraient compromis; il y avait plus de sûreté dans la médiation française. Le bourgmestre de Vienne suppliait qu'on ne soumit pas une ville ouverte aux horreurs d'un assaut. Le 20 juillet, Gramont transmit l'acceptation des préliminaires et des négociations et le 22 de grand matin, deux plénipotentiaires, Karolyi et le général Degenfeld, partaient pour Nikolsbourg.

IV

Deux graves difficultes devaient elre resolues pendant les cinq jours do la suspension. L'une (Hail entre les mains de Napoleon III, l'aulre entre celles de (Juillaume. L'Enipeirur acceplerait-ii les annexions de territoire que la Prusse entendait operer dans le Nord? Le Roi se resignerait-il *h* n'entamer ni l'Autriche, ni la Saxe, a ne pas s'appropriier au moins la Silesie autricliienne et surtout *h* ne pas entrer en triomphateur a Vienne? Si rEmpereur s'opposail et si In Roi s'obstinait, la guerre recommenQait.

Des Pardubitz, Bismarck et le Roi avaient fixe a leurs pretentions territoriales un *maximum* qu'ils essaieraient d'atteindre tout en etant prêts a en retrancher, et un *minimum* au-dessous duquel ils ne consentiraient pas a descendre. Le *maximum* serait Tannexion des pays occupy dans le nord de l'Allemagne, le *minimum*, Tun des quatre cercles dela Saxe, de deux fractions du Hanovre, l'une comprise a l'ouest du grand-duche d'Oldenbourg, l'aulre au sud du duché de Brunswick et de la partie de la Hesse electoral touchant a Test et a l'ouest les fronlieres de la Prusse,

Goltz mit en demeure Drouyn de Lhuys de s'expliquer sur les acquisitions qu'il entendait ne pas contester (19 juillet). Drouyn de Lhuys concedale *minimum*, c'est-a-dire les annexions mo-

tivees par la contiguite des territoires, soit 300000 ames, « pourvu que le cabinet de Berlin reconniit la convenance d'aceorder a l'Empire francais des compensations de nature k augmenter dans une certaine proportion sa force defensiva. Au surplus il en refererait a l'Empereur. » Goltz/ lui en epargna la peine; il courut immediatement chez l'Empereur, et s'y prit si bien **qu'il** en obtint le *ma.rimwn*, e'est-a-dire l'annexion du Hanovre, de la Hesse electorate, de Francfort, soit trois ou quatre millions denies.

Goltz, aussitot qu'il a telegraphic cette victoire a Nikolsbourg, vient Iriomplianl on instruire Drouyn de Lliuys. Celui-ci se rend a son tour chez l'Empereur et prend sa revanche : il ne le fait pas revenir sur les annexions concedes, mais il l'enchalne de nouveau a la politique des compensations, dont Goltz paraissait avoir triomphe. Sur son ordre, Benedelti va montrer, dans le nuage obscur de notre diplomatic, une lueur de foudre en formation. 11 continue le telegramme de Goltz, mais il le corrige et le complete : « Si Sa Majeste n'a pas voulu compliquer une ceuvre « d'interet europeen » en traitant prematurement avec la Prusse des questions lerrilo-Hales qui touchent particulierement la France, et qui, du reste, ne figuraient pas dans les preliminaires, illui semblait suffisant de les avoir indiquees, et Elle se reservait d'en poursuivre l'examen d'un commun accord avec le cabinet de Berlin lorsque son role de mediateur serait termine. »

Bismarck ecoute placidement et joue avec un

beau sang-froid de son systeme des negociations dilatoires : « Il croit bien difficile que le Roi victorieux se decide a abandonner une portion quelconque de son territoire; cependant il lui en parlera; peut-etre pourra-t-on trouver voire affaire dans le Palatinat ou, mieux encore, en Belgique Plus tard on pourrait s'entendre; pour le moment il ne s'agit que des annexions prussiennes dans le Nord et, des que Sa Majeste ne s'y opposait pas, tout etait pour le mieux. »

Guillaume ne fut pas aussi accommodant; meme dans le present tout ne serait pas pour le mieux, si on l'empachait de croquer un bon morceau de l'Autriche. Il etait toujours revolte a l'idee d'etre a la porte de Vienne et de n'y pas entrer a la tete de son armee. Une paix qui lui imposerait ce sacrifice a lui parattrait une paix pourrie ». Tous les generaux pensaient, sentaient et parlaient a l'unisson. Bismarck seul luttait contre ce courant. Ses relations avec son maitre etaient en ce moment plus intimes que jamais. Dans la soiree du 22, le Roi, peu enclin d'ordinaire a de telles effusions, avait jete melancoliquement un coup d'oeil d'ensemble sur son passe, rappelle les difficultes qu'il avait rencontres comme prince royal et dans les premieres annees de son gouvernement, et il avait embrasse a plusieurs reprises le ministre auquel il devait la tardive aureole qui do rait le soir de sa vie. Aussi Bismarck eut-il voulu le satisfaire et, contre son propre avis, il proposa aux plenipotentiaires autrichiens de renoncer a toute indem-

nite s'ils consentaient a l'abandon de la Silesie. lis s'y refuserent absolument. Frangois-Joseph preferait courir les risques de la continuation de la guerre plut6t que de ceder un morceau de son territoire. Bismarck, se degageant alors de toute faiblesse, crut que la maniere In plus reconnaissante de repondre a la confiance afleclueusc de sonmaitre, etait de le detourner vigoureusement d'une tentation oil sa gloire courrail quelque peril. Il se prononya contre l'exigence de la cession territoriale et de l'entree a Vienne.

V

Le Roi reunit un conseil de guerre pour deliberer. Bismarck etant malade, la reunion eut lieu dans sa chambre. II exposa les raisons militaires et politiques qui le determinaient : « Militairement l'armee prussienne etait eloignee de cent milles de sa base, ce qui allaiblissait son effectif; le cholera partout; le climat mortel de la Hongrie oil il faudrait porter la guerre en aoit si, comme on le devait presumer, Francois-Joseph abandonnait Vienne et se retirait a Pesth; enfin 100000 Autrichiens revenus d'Italie. Quelle qu'eut ete la valeur des soldats et des chefs, la fortune avait eu une grande part aux succes prussiens et, comme disait Sa Majeste, il fallail y voir surtout la main de la Providence. II rappela a Moltke que, l'ayant interroge sur les chances d'une entreprise sur Presbourg, il lui avait repondu que

le succès était douteux, l'entreprise risquée et qu'à la guerre tout était dangereux. Pourquoi s'exposer à ces dangers quand ils ne sont pas nécessaires? Pourquoi continuer la guerre quand on a déjà obtenu plus qu'on ne s'était proposé et promis à son début? Pouvaient-ils oublier qu'ils n'étaient pas seuls en Europe? Politiquement n'avait-on pas à redouter l'intervention de Napoléon dans une situation où elle trouverait de grandes facilités à s'exercer? Ses déclarations récentes de désintéressement ne devaient pas rassurer : l'opinion française pourrait obliger à n'en tenir aucun compte. Qui ne connaissait les sollicitudes du Tsar pour ses parents d'Allemagne, la mauvaise humeur de Gortchacow mécontent d'être tenu à l'écart? N'était-il pas à craindre qu'il ne reprenne cette proposition d'un congrès par laquelle on avait été si troublé avant la guerre? Ne valait-il pas mieux s'en tenir à la médiation de l'Empereur? Elle ne méritait pas, comme un congrès, aux prises avec de froids calculateurs; elle ne se débattait qu'avec un homme, généreux, humanitaire, facile à émouvoir quand on savait s'y prendre. Les préoccupations présentes ne devaient pas faire taire les prévisions de l'avenir. Il n'était pas prudent, en mutilant l'Autriche, de mettre en son cœur un désir de revanche auquel elle sacrifierait même ses intérêts anti-russes et qui la pousserait à devenir contre nous l'alliée de la France. D'une manière générale l'existence d'une Autriche forte était un intérêt de premier ordre. Que mettrait-on à la place

qu'elle occupe depuis le Tyrol jusqu'à la Bukovine? De nouvelles formations dans ces parages n'auraient qu'un caractère constamment révolutionnaire. Nous ne saurions rien faire d'une Autriche allemande, que nous l'annexions en entier ou partiellement. Nous n'obtiendrions pas un renforcement de l'Etat prussien par l'acquisition de provinces telles que la Silésie autrichienne et de parcelles de la Bolième: une fusion de l'Autriche allemande avec la Russie est irréalisable et Vienne ne se laisserait pas gouverner comme une dépendance de Berlin. »

Ces arguments laisserent les généraux insensibles, et à l'unanimité ils se prononcèrent contre les préliminaires. Bismarck en fut tellement désolé qu'il se retira en silence dans sa chambre voisine et il éclata en sanglots. Dès qu'il fut remis, il rédigea un mémoire au Roi dans lequel il reprenait ce qu'il venait d'exposer verbalement en vain. Il le terminait en déclarant à Sa Majesté que, si elle n'acceptait pas le conseil de conclure une paix dont il prenait la responsabilité, il la priait de le relever de ses fonctions.

Il porta ce mémoire au Roi, et le lendemain en développa les conclusions. Le Roi, sans entrer dans aucun débat, déclara insuffisantes les conditions proposées : « On ne peut pas cependant laisser sortir impuni de la guerre le principal coupable. » Bismarck répliqua qu'ils n'avaient pas le rôle de justicier à jouer, mais à faire de la politique allemande : « La lutte de rivalité de l'Autriche contre nous n'est pas plus coupable que la

n6tre contre l'Autriche. Notre tache est de preparer Tunite de la nation allemande sous la conduite du roi de Prussc. » Cette protestation de Bismarck provoqua chez Guillaume, d'ordinaire calme el doux, line si violente colore que Bismarck, ne voulant pas devenir irrespectueux, sortil de l'apparlement.

Il se demandait s'il hii rcstait autre chose a faire que de se jeter par la fenetre du haul d'un troisieme clage, lorsquc sa porte s'ouvrit, le Prince royal enlra el lui dil en posant sa main sur son opaule : « Vous save/ que j'ai ete contre la guerre; vous l'avez jugee necessaire el vous en portez la responsabilite. Si vous etes maintenant convaincu que le but est alteint et que la paix doit etre conclue, jc suis dispose a vous aider et a dcfcndrc voire opinion aupres de mon pere. »

Puis le prince se rendit chez le Roi et revintl au bout d'une demi-heure en disant : « Cela a ete dur, mais mon pere a consenti. » Et il lui tendit le Memoirc sur lequel Guillaume avait ecrit au crayon:« Puisque mon president du Conseil m'abandonne devant rennemi, et que je suis bors d'etat de le remplacer, j'ai discute la question avoc mon fils, il s'est joint au president du Conscil, et je me vois force, a ma grande douleur, apres de si grandes vicloires, d'avalcr cette pilule et d'accepter une paix honteuse. » Il etait vraiment insatiable, ce vertueux roi Guillaume !

In incident suscile par la France re tarda un

instant la conclusion. L'Empereur s'etait pris d'un magnanime interet pour le roi de Saxe qui avait toujours etale son antipathic conlre la France et conlre son souvcrain, ot qui etait le seul monarque qu'on n'eiil jamais vu a Paris. Bcnedetti demanda que la Sa\c nc fut pas contrainte d'entrer dans la Confederation du Nord, qu'elle eut la liberie d'aceeder a celle du Slid. « Dans ce cas, dit Bismarck, la guorre recommencera le.27. »

La Saxe fut livree a la Confederation du Nord sous des conditions a determiner ulterieurement. L'empereur d'Autriche ayanl donne sa parole au roi de Saxe de ne pas se separer do lui s'il voulait resister, l'approbation des preliminaires, acceptes *ad referendum* par les plenipotentiaires autrichiens, fut subordonnee a la resolution de ce roi. On attendil sa reponse pendant touto la journee du 26, et ce fut sculeinent a cinq heures du soir qu'il (it connaitre qu'il n'etait pas dispose a la resistance. Un conseil se tint immediatement, et a six heures l'on telegraphia a Nikolsbourg, par le telegraphe militaire, de signer los preliminaires suivants : « — Inlegrite du territoire autrichien a l'exception du royaume lombardo-venitien. — Reconnaissance par l'Autriche de la dissolution de la Confederation Oermanique et d'une nouvelle Confederation dite du Norddontelle ne fait point partie. — Consentement de l'Autriche a une Confederation des Etats allemands au sud du Mein devant s'allier par des conventions ulterieures avec la Confede-

ration du Nord. — L'Autriche abandonne a la Prusse les duchés de Sleswig-Holstein avec cette reserve que les populations des districts du Nord seront de nouveau reunies au Danemark si elles en expriment le desir par un vole librement emis. — Indemnité de guerre a payer par l'Autriche de 40 millions de thalers reduits a 20 millions par suite de diverses compensations. — Le roi de Prusse, a la demande de l'empereur d'Autriche, consent a respecter l'integrité du royaume de Saxe, sous la reserve de regler, par un traite special, la part d'indemnité de guerre a payer par la Saxe et la future position de la Saxe dans la Confederation du Nord. — L'empereur d'Autriche promet de reconnaitre la nouvelle organisation que le roi de Prusse etablira dans le nord de l'Allemagne, y compris les annexions qu'il jugera bon de faire. — Le roi de Prusse s'engage a decider le roi d'Italie a acceder a l'armistice et a la paix des que l'empereur Napoleon lui aura retrocede la Venetie. »

Bismarck cut voulu obtenir la signature de l'ambassadeur d'Italie, Barral, et de l'ambassadeur de France, Benedetti. Le premier refusa de signer parce qu'il n'avait pas de pouvoirs, le second parce que Drouyn de Lhuys le lui avait interdit. Le ministre frangais croyait qu'en recommandant a son representant d'eviter l'usage de notes ecrites et de communications officielles, il se reserverait mieux la liberty des revendications futures, Dans ses entretiens il ecarta meme la suggestion de transporter a Paris le siege des

negociations afin de ne pas trop donner l'attache de la France au traile a conclure¹. Le seul acte officiel du Gouvernement frangais fut line declaration par laquelle l'Empereur affirmait que la Venetie etait desormais acquise a rilalie el que rien ne s'opposait a l'armisticc pour la conclusion de la paix.

Les preliminaires signes, le Roi so leva et embrassa successixemenl aver effusion Bismarck, Roon et Mottke, voulant indivisibles dans la gloire ceux qui l'avaient ele dans le labeur.

i. Drouyn de Lhuys a Benedetti, 23 juillet 1866

CHAPITRE XVII

LISSA

I

Les Italiens n'avaient pas été tenus au courant par Bismarck des pourparlers sur les préliminaires; mais aussitôt qu'ils eurent été signés, Napoléon III, toujours soucieux des intérêts italiens, envoya le prince Napoléon à Ferrare (16-18). Le prince devait instruire le Roi de ce qu'il ignorait, lui faire enlever l'acceptation probable de la Prusse et de l'Autriche, l'engager à convenir lui aussi d'une suspension d'armes, et à se mettre en mesure de régulariser l'acquisition de la Venétie, sans consulter la Prusse, puisque Bismarck allait conclure un armistice sans l'avoir même averti. Le prince fut fraternellement accueilli. Le Roi et les ministres étaient tenus dans un état d'exaltation défiant par Ussedom et Bernhardt. « Ne craignez rien, répétaient ceux-ci à l'envi. Si nous étions à la veille de conclure un armistice, vous le sauriez par nous, non par une autre voie; c'est par nous que vous en serez informés et quelque avis qui vous par-

viennne par une autre voie, il est faux. » Le tout assaisonne de brocards contre le gouvernement francais. — « Ce qui rend les relations si diffi-eiles, disait Visconti-Venosta, cVst quo nous avons affaire au plus grand menteur qu'il y ait jamais eu, Drouyn de Lhuys. Oh! il ment! il ment! — Vous l'appeler le plus grand menteur de la terre, replique Bernhardt, je croyais qu'il n'etait que le second. — Ah! vous pensez a TAutre, » dit Visconti. Le Roi et ses ministres etaientenelinsd'aulant plus a erouterles sugges-tions prussiennes, qu'ils esperaient d'heure en heure apprendre quelque succes italien decisif.

Garibaldi avail etc plus heureux (levant le fort d'Ampollu qu'au mont Suello : il l'avait repris (19 juillet). Mais Khun l'avait repousse a Cimengo et a Condino et ne s'etait airete que sur l'ordre de l'Archiduc, a la nouvelle que le general Medici, detache de l'armee de Cialdini, s'avan-cait vers Trente. 11 livra cependant un dernier combat a Bez/eca (21 juillet). Le recit garibaldien et celui de Khun offrent sur cette rencontre la merae difference que le recit de Delia Hocca et celui de Benedek au sujet de San Martino. Il est constant seulement qu'a neuf heures du matin les Italiens furent chassis de Bezzeca et qu'ils y rentrerent apres-midi. Selon Garibaldi ce fut a la suite (Fun dernier assaut victorieux; selon Khun, e'est parce que le corps autriehien, ayant epuise ses munitions, s'etait retire et qu'il n'y avait plus person ne ¹. Les jours suivants Gari-

i. La comparaison des porles reciproques parait **donner**

Garibaldi ne trouva véritablement personne devant lui. Dans la nuit du 23 au 24 juillet, Khun, ne laissant que quelques corps à l'ennemi défensif, s'était porté rapidement vers Medici: il projetait de l'envelopper et de revenir ensuite vers Garibaldi.

Ces petits avantages de mesure grossis, on se voyait déjà en possession du Trentin. On ne doutait pas non plus de la prochaine destruction de la (l'Autriche) autrichienne et du débarquement à Trieste, à ce point qu'on envoya l'habile négociateur du traité prusso-italien, le brillant général de Cistozza, (lovone, à Nikolsbourg (19 juillet), afin d'obtenir (que Bismarck étendit les effets de l'alliance au Tyrol.

Un article du *Journal officiel* français (21) et une dépêche de Bismarck à son ambassadeur, annonçant que la Prusse avait accepté une suspension d'hostilités de cinq jours, jeta dans Ferrare un grand désarroi. Roi et ministres furent consternés : Bismarck les avait joués et bernés; les promesses, les excitations d'Usedom n'avaient été que des tromperies. Celui-ci, qui avait été de très bonne foi, fut marri de ce démenti donné à toutes ses assurances. « *Germania tripartita*, écrivit-il à Bernhardt, au lieu de *Germania una*. *Quid tibi videatur?* Quel parlement et quel peuple acceptera cela? » Et il télégraphia à Bismarck

quelque vraisemblance au récit autrichien. Les garibaldiens avaient eu 700 tués et 1 104 prisonniers dont 17 officiers-supérieurs; les Autrichiens n'avaient perdu que 107 hommes dont 13 officiers.

son effarement et celui de Victor-Emmanuel. Bismarck lui repond : « Je ne comprends pas votre t6legramme emu; nous nous tenons rigoureusement au traite et si nous cessons de marcher pendant cinq jours, nous ne faisons que ce que l'Italie a fail pendant qualrc scmaines. »

Ensuite il se surpasse en impudence. N'etant pas tout a fait certain que rAulriche accedera a toutes ses pretentions, el que la guerre ne recommencera pas, il se sert encore de l'Italie eomme d'un epouvantail. Il present a Usedom et a Bernbardi de la tenir en haleine, de bien lui expliquer qu'il ne s'agit ni d'un armistice, ni de negotiations de paix, mais d'une simple suspension d'armes, ne prejugeant aucun solution. Usedom et Bernbardi soufflent done de leur rnieux le feu dans ces ames deja si echaufnces. Usedom telegraphie a Verasiz attache au cabinet du Roi (20 juillet; : « Croyez bien que la Prusse n'a pas accepte rarinistice et qu'elle n'a pas le moindre desir de le faire. Il n'a ete question que de conditions de paix. Si l'Autriche accepte ces conditions probablement inacceptables, la Prusse s'adressera a son alliee l'Italie pour trailer en eommun la question de l'armistice. Voire Majeste suit la bonne voie sur cc point : ne rien faire de precipite, mais attendre les ouverlures pfusiennes. La cessation des hostilites est un acte entre la Prusse et rAulriche : elle ne louche pas l'Italie et n'a aucun caractere d'armislice; il me semble que l'Italie est maltresse de faire la guerre jusqu'a ce qu'elle ait consenti a l'armistice com-

mun futur. » Le 23 juillet il telegraphie encore a Ricasoli : « Si l'Italie resiste a la pression de la France, je suis par mon gouvernement autorise confidentielement et de fa<on precise a lui assurer trois (hoses : 1° la Prusse desire que l'Italie repousse les conditions de rarmistice; 2° la Prusse soutiendra fermement l'Italie, si la guerre continue; elle appuiera sa revendication du sud du Tyrol; 3° apres le delai de cinq jours, la Prusse recommencera les operations de guerre. Que rilalic en fasse autant. »

L'Italie se laissa encore prendre a ces excitations deloyales. Kile continua les hostilites malgre les conseils amicaux du prince Napoleon, etcette perseverance n'aboutit pas a la chute de Trieste,, mais a la defaite navale de Lissa.

II

On a ete in juste envers Persano en l'accusant de lachete. Deja age de soixante ans, c'etait un diplomate accort plus qu'un marin audacieux, un prudent facilement effarouche par la difficulty appartenant a cette ecole de militaires qui se considerent comme n'etant pas prêts, des qu'il leur manque une courroie. Il se defiait de sa flotte; elle etait belle et nombreuse, composee de cuirasses hors ligne dont trois a eperon, munie d'une artillerie de premiere qualite¹ mais insuf-

1. Les forces maritimes italiennes se composaient de :
Premiere escadre de bataille, sept Mtiments cuirasses dont

fisamment instruite, mal disciplinée, peu apte à la manoeuvre difficile de l'escadre et à la précision du tir au milieu des agitations de la mer, incapable enfin de ces coups risqués qu'on ne peut attendre que d'une flotte aguerrie. C'est pourquoi, malgré les exhortations pathétiques de son ami Ricasoli et les ordres pressants de La Marmora, il temporisait sous un prétexte ou sous un autre, tantôt parce qu'il n'avait pas de charbon, tantôt parce qu'il attendait des machinistes italiens, tantôt parce que le navire de son choix, *YAffondatore*, n'avait pas encore rejoint. L'ultimatum de La Marmora du 15 juillet ne permit plus d'immobilité. Persano y répondit avec une docilité humble : « Toute observation de ma part serait reprehensible. Malgré la vive conscience que j'ai d'avoir agi pour le bien, je me serai probablement trompé dans mes jugements, et je tâcherai de faire mieux. »

Cette soumission ne lui rendit pas la confiance du gouvernement. Le ministre de la Marine, Depretis, vint à Ancône discuter ou plutôt imposer les opérations à entreprendre. L'attaque de Trieste et de Venise paraissait trop ardue : il n'en traitait pas dans les vues du gouvernement de tenter un

ie Re (*Italia* qui portait le pavillon de l'amiral Persano. La seconde escadre de blocus et de croisière commandée par le vice-amiral Albini n'avait que des bâtiments à vapeur et à voile non cuirassés. La troisième escadre d'assaut, sous le vice-amiral Vacca, se composait d'une fregate, quatre corvettes cuirassées et un aviso. La flottille, capitaine Sandri, comptait trois canonnières, un aviso et dix-sept transports ; il 000 hommes d'équipage, 000 canons.

debarquement en Istrie; on resolut de s'emparer de la petite lie de Lissa. Elle etait plus voisine d'Ancone que de Pola; on pourrait s'y etablir avant que les Aulrichiens eussent pu la secourir et on obliendrait ainsi le succes dont on avait tant besoin. Du resle, on ne possedait aucune notion sur l'etal de l'ile : on ne put meme s'en procurer une carte.

Le 10 juillet, Persano sortit a trois heures de l'apres-midi d'Ancone avec onze cuirasses, quatre fregates a helice, trois corvettes de bois, quatre avisos, cinq canonnières, dont un bati-ment-hopital. Les cuirasses *L'Affondatore* et le *Garibaldi* le rejoignirent plus tard. Tous les cuirasses elaiel peints en gris, les batiments de bois en noir : ainsi l'ennemi etait renseigne sur la nature et la qualite des navires qu'il aurait a combattre. Apros une reconnaissance sommaire de rîle, il essaya d'y débarquer sur plusieurs points. Les batteries des Aulrichiens etant lres haules, le feu des Ilaliens n'avait qu'une mediocre eflicacite, et la defense de la garnison, composee seulement de 1800 homines, hit des plus energiques. Mon ami le depute Boggio, embarque sur lailotle comme historiographe, ecrivait: « La resistance est extreme : demolition des ouvrages, canons demontes, explosion des poudrieres, incendies, rien ne peul decourager l'ennemi. » Six cents homines de renfort furent envoyes, et le lendemain le corps de débarquement porte ainsi a 2 200 homines recommenga ses tentatives. De nouveaux bombardements eurent lieu de

tous les cotes. Le *Fornuda* ne put réussir à forcer le port de S. Giorgio malgré des prodiges d'habileté et de courage de son commandant Saint-Bon. Aurait-on été plus heureux le troisième jour? l'amiral autrichien Tegelhoff ne donna pas le temps de réexpérimenter.

En telegramme, transmis par Lesina à Pola avant que le câble sous-marin eût été coupé, l'avait instruit des tentatives italiennes. Il télégraphia aussitôt aux garnisons de Tîle : « Tenez bon, j'arrive. » Il quitte son mouillage avec vingt-huit bâtiments à vapeur, dont sept cuirasses, cinq fregates, sept canonnières, deux avisos à hélice, deux à roues et un navire de ligne en bois, le *Kaiser* (19 juillet, 2 heures). Cette flotte était loin d'avoir la valeur de celle de Persano; elle se composait de vieux navires transformés, sans éperon, renforcés seulement de l'avant, munis de canons d'un faible calibre. Mais elle était conduite par un officier dans la force de Page, IVgetboff, qui avait arrêté comme signal de l'action: « La bataille doit être la victoire de Lissa ou la mort. » Il rangea ses navires en colonnes massives à angle de chasse sur trois divisions : la première composée des sept cuirasses, la seconde des navires en bois, la troisième des navires légers.

Persano fut surpris comme l'avait été La Marmora. Ses navires étaient occupés à préparer une nouvelle attaque de Lissa, dispersés par groupes épars, lorsque l'*Esploratore* lui signala la flotte ennemie. Aussitôt il envoya de tous les

cotes l'ordre de rejoindre, et de se former en deux lignes de file dont les sept cuirasses seraient la première. L'escadre en bois de l'amiral Albini, occupée à recueillir le matériel de débarquement, devait se tenir en réserve.

Les lignes italiennes déjà en mouvement, Persano fit arrêter le vaisseau amiral cuirasse, *le d' Italia*, en descendit et transporta son drapeau de commandement sur l'*Affondatore*, cuirasse hors ligne très rasant, pouvant évoluer facilement, armée d'un formidable éperon, de canons d'une portée et d'une précision supérieures. De là, hors de la ligne de bataille, poste sur les flancs, il espérait mieux diriger le combat en se portant sur les points qui réclameraient son attention. Sur l'*Affondatore* le pavillon amiral entortillé autour du mat, était à peine visible. Il en résulta que le combat resta sans direction, les commandants ne sachant plus de quel vaisseau partaient les signaux de commandement.

Cet arrêt laissa en outre ouvert, entre le *le d' Italia* et les vaisseaux qui le précédaient, une brèche importante de 2000 à 4000 mètres.

La tactique de Tegethoff fut des plus intelligentes. Son artillerie était inférieure à celle des Italiens en portée; il eût été perdu s'il leur avait permis de le canonner de loin : il résolut de supprimer cet avantage, en s'approchant à bonne distance par une offensive à outrance. Cette tactique, qui avait si mal réussi sur terre aux Autrichiens, leur devint très avantageuse sur mer. Avant d'ouvrir le feu, Tegethoff rassembla ses

officiers, leur expliqua ses projets et leur notifia que s'il était lue on n'amènerait pas son pavillon et que son capitaine prendrait la direction de la flotte, jusqu'à ce qu'il n'y eût plus d'inconvénients à transmettre le commandement au plus ancien officier.

Au début de la journée le temps était pluvieux, *bouffe*, selon l'expression des marins ; ils'éclaircit, et les deux flottes, à peine à quelques milles, devinrent parfaitement visibles l'une pour l'autre. Tegethoff signala successivement : *branle-bas de combat, marcher à toute vitesse, écorner l'ennemi*. Mors commença une mêlée confuse de laquelle se détachent quelques épisodes.

Quatre cuirasses autrichiens pénétrèrent dans la brèche ouverte par le transbordement de Persano et entourèrent le *Re d'Italia*. Il eut d'abord son gouvernail abîmé par une bordée en flanc ; le commandant Faa di Bruno ne vit d'autre moyen de se dégager que de se lancer en avant à toute vapeur ; mais la cuirasse la *Salamandre* lui ferma la route. Ne pouvant se servir de son gouvernail, il est obligé d'arrêter la machine ; la cuirasse *Ferdinand Max*, montée par Tegethoff, lui donne le coup fatal, et il coule, sans amener son drapeau, aux cris redoublés de « Vival'Italia ! viva il Re ! » Les canons se turent, et un silence de mort suivit la catastrophe. Enfin les Autrichiens se mirent à pousser les hurrahs de la victoire. La mer cependant s'était couverte de centaines d'hommes qui appelaient au secours ; Tegethoff, qui ne disposait que d'une embarca-

tion, allait la mettre a la mer, lorsqu'un cuirassé italien vint droit sur lui et l'obligea a songer a la manoeuvre. Cependant l'avisio autrichien l'*Elisabeth* fit une nouvelle tentative de sauvetage a laquelle il dut renoncer car il devint la cible des b&liments italiens, qui empecherent ainsi le secours immediat de leurs malheureux compatriotes.

Un triste sort echut aussi au *Palestra*. Son peu de rapidité et la rencontre de vaisseaux ennemis l'avaient éloigné d'un kilomètre. Il courait à toute machine reprendre sa place sur la ligne de bataille; deux fois il évita l'éperon de l'*Erzherzog*; mais il recut a bout portant deux décharges, Tune du *Drach*, l'autre du *don Juan*; une grenade troua sa poupe et, éclatant dans le carré des officiers, y mit le feu. La corvette *Governofa* et le pyroscaphe *Indipendenza* proposerent au capitaine Capellini de sauver son équipage et lui-même. Il accepta seulement d'être remorqué; il ne voulait pas abandonner son navire sans avoir épuisé toutes les chances de le sauver. Ses efforts ne réussirent qu'à retarder de quelques heures sa perte. Les remorques du *Governolo* se rompirent, et le feu qui paraissait dominer éclata avec une plus grande violence. A de nouvelles instances de se réfugier sur un autre bâtiment, Capellini répondit par un *non* résolu; le *Palestra* s'engloutit. A travers le bruit de l'explosion on entendait les cris de « Viva il Re! Viva l'Italia. »

On crut un moment que Persano allait venger

ces deux desastres en coulant a son tour le *Kaiser*. Quoique ce vaisseau fut en bois, son intrépide commodore Petz le pousse avec fureur contre le cuirasse le *Re di Portogallo*; l'*A ffondatore* accourt et tourno son formidable eperon contre le flanc droit de l'assaillant, le transperce, abatme son pont. Le *Kaiser* riposte par une volée de ses 15 canons de droite, et, precipitant sa course, tombe sur le *Re di Par toy alio* qui lui courait sus., lui lance la voix de ses 45 canons de gauche. Le *Re di Portogallo* riposte, et le *Kaiser* affreusement maltraite recule et cingle sur Lissa. Il rencontre en sa retraite *X Affondalore* qui de nouveau dirige vers lui son eperon. Le dernier moment du noble vaisseau parait arrive, mais il n'est pas sur que ce ne soit pas aussi celui de l'assaillant : l'*Affondalore* iraurait pu sans de graves risques retirer son long eperon du flanc du navire en bois sous les feux plongeants de 45 canons. Cependant son lieutenant avait deja crié : « Ventre a terre ! » afin que l'équipage ne fut pas renverse par le choc, quand tout a coup Persano ordonne de tourner adroite. — « C'est a gauche qu'il faut aller si nous voulons aborder, lui crient son chef d'état-major et son capitaine. — C'est moi qui commande », répond sechement Persano. Et l'*A ffondalore*, tournant a droite, s'éloigne; le *Kaiser* est sauve.

Un certain nombre de marins du *Re d'Ralia* et du *Palestro* furent recueillis. Parmi eux ne se trouva malheureusement pas mon pauvre ami Boggio. L'Italie perdit en lui un orateur, un le-

giste, un vaillant qui unissait les énergies du cœur aux lumières d'une intelligence pétillante d'intuitions, d'entrain et de belles claires.

Durant toute la bataille le vice-amiral Albini était demeuré ici, devant l'île, malgré les signaux répétés de Persano. Il affirma que, supposant Faminil à bord du *He d'Italia*, il n'avait pas dirigé son attention du côté de *dcYA/fondatore*.

Ala brune, Persano vit l'escadre autrichienne se diriger vers le nord de Lissa. Il craignit que Tegethoff n'allât l'encercler et se placer sur sa ligne de retraite; quoiqu'il lui restât encore 8 cuirasses en état de combattre et tous ses bâtiments en bois intacts, son sauvetage achevé, il regagna en toute hâte Ancône avec le dessein, a-t-il dit, de reprendre l'offensive dès que ses navires seraient ravitaillés. Dans le port, l'*Affondatore* coula à pic de ses blessures. Le *Kaiser* se remit des siennes et put reprendre la mer le lendemain.

Les pertes des Italiens, en dehors des 381 noyés du *Re d'Italia* et des 231 du *Palestra*, furent de 8 morts et 10 blessés. Les Autrichiens avaient eu 38 morts et 138 blessés, desquels les deux tiers appartenaient au *Kaiser*.

Tegethoff passa la nuit dans le port de San-Giorgio, et attendit le retour de Persano toute la journée du 31 juillet. Ne le voyant pas paraître, il alla reprendre sa ligne d'opération de Fazzana, aussi couvert de gloire que Persano l'était de confusion.

CHAPITRE XVIII

ARMISTICE PARTOUT

1

Cette defaite delermina le Roi et ses ministrs a ecouter les conseils du prince Napoleon. N'ayant encore re(u aucun rapport de (Zovone en route vers N'ikolsbourg, ils n'aileront pas jusqu'a la conclusion d'un armistice; mais ils demanderent pour le negocier une suspension d'hostilites de huil jours, du 25 juillet au 2 aout. L'Autriche la leur accorda (23 juillet).

Cependant dans la nuit du 24 au 25, le gouvernement du Roi etait informe que le general Medici avait pris position a quelques kilometres de Trente. Cette nouvelle causa une forte emotion a Ricasoli et a Visconli-Venosta, et ils furent desoles d'avoir donne leur assentiment, la veille, a la cessation d'armes. Visconti se presenta dans la matinee chez le prince Napoleon, et lui declara, avec une animation qui ne lui etait pas habituelle, que la perspective d'une paix ou memo d'un armistice, sans que la possession du Trentin fut assuree a l'Italic, etait desormais impossible.

Le Trentin meme ne leur suffisait pas. lis reclamaient la cession directe des forteresses et un plebiscite dans la Venclie et le pays de Trente. Ceci accorde, le gouvernement italien se declarait pret a conclure avec l'Autriche une paix merne separee, en s'abrilant derriere les conditions plus qu'aecoinplies de son traite avec la Prusse, et en laissant au besoin cette puissance continuer la guerre a elle seule. Dans le cas contraire l'Ilalic restait forcement lieo a la Prusse, et la question relativement restreinte du Trentin devenait une question europeenne. Visconti demandait les bons offices de l'Empereur aupresde la Cour de Vienne. « La Prusse n'ayant accepte qu'a contre-coeur les preliminaires de paix et nedissemblant pas, du moins en Italie, son desir de continuer la guerre, il est de l'interet de la France de dejouer ce calcul, soit en Parretant, soit en Pobligeant a ne plus poursuivre les hostilites qu'a Paide de ses propres forces. L'Autriche acquertrait ainsi au prix (Pun leger sacrifice la libre disposition de ses forces en Allemagne¹. »

Au milieu de cette exaltation, tombe la nouvelle de la signature de Parmistice et des preliminaires signes a Nikolsbourg. Visconti et Ricasoli en furent aneantis; le Roi se plaignit violement a Bernliardi de ce que la Prusse « concluait la paix sans lui, sans ineme Pinterroger, au moment ou il etait dans les meilleures conditions pour attaquer d'une manierc decisive. Qu'on lui

1. Malaret a Drouyn de Lhuys, 20 juillet 1860.

accorde ce qu'il demande : Plsonzo comrae frontiere et le sud du Tyrol, et alors il conclura la paix; sinon il poursuivra la guerre sans la Prusse : Je joue le tout pour le lout, je le sais bien; mais e'est ce que j'ai toujours fait, et je suis encore pret ale fairc; fen ai Phabitude. »

il

Govone, malgre sa diligence, n'etait arrive a Nikolsbourg que le 26. Le premier mot qu'il entendit fut : « L'armistice vient d'etre signe. » Il se presente aussitot chez Bismarck. Celui-ci lui expliqua ses raisons politiques et mililaires. Il attribua une grande part de responsabilite a la conduite de Pltalic : « Pourquoi n'avait-elle pas attaque Trieste, empeche le retour de 100000 Autrichiens a Vienne? pourquoi etait-elle restee immobile depuis le 24 juin? N'est-ce pas votre faute si vous n'avez pas reçu Pavis officiel de Parmistiee? J'ai deux fois invite Barrai a prendre pari aux negotiations; il s'y est refuse. J'ai fait retarder jusqu'au 2 aoutle commencement de l'armistice afin d'avoir votre consentement. Vous n'avez plus qu'a le donner. — Que ferez-vous, dit (iovone, si nous le refusons? — Nous invoquerons Particle IV de notre traite, qui ne vous permet pas de refuser ce consentement lorsque vous aurez la Venetie. » Et il lui lut la declaration officielle de Benedetti qui constatait que cette condition etait desormais

remplie. « Ne pourriez-vous, reprit Govone, ajouter a ce traite le Tyrol et les autres provinces italiennes? — Ce sera pour une autrefois, repondit Bismarck; en ce moment nous sommes absolument decides a la paix et je vous conseille de nous imiter. »

Le roi Guillaume l'int le meme langage : « La necessite des choses lui avait impose la paix. » Et il invoqua les difficultes militaires des operations : « jusqu'la tout avait si merveilleusement reussi qu'il devait se mettre a genoux et reconnaitre l'intervention de la divine Providence qui s'est fait manifester d'une maniere si visible », et il n'entendait pas lasser sa protection.

Bismarck, il en convenait avec Benedetti, avait, en prevision du refus de Napoleon III de consentir aux agrandissements de la Prusse, presse les Italiens d'etre intraitables et de ne se preter a aucun arrangement; il avait meme paru douter de leur loyauté. Maintenant, muni et les mains pleines, il les lâchait. Bernabardi lui-meme trouvait que « c'était un peu trop cavalier » et que les Italiens étaient en droit de se plaindre. Un de leurs plus celebres publicistes, Bonghi, a écrit « qu'on ne pouvait pas imaginer une conduite plus indigne - ».

Victor-Emmanuel et ses ministres étaient

1. Nigra au Roi, 21 août 1800.

2. HONGHI, *L'Umanita prussiana IV* : « Condotta piu indigna di quella che tenne la Prussia verso di noi dalla battaglia di Sadowa sino alla conclusione della pace non si potrebbe pensare. »

accules : il ne leur restait a choisir qu'enlre l'armistice qu'ils avaient si dedaigneusement refuse a la mediation de l'Empereur, on la continuation de la guerre contre l'Aulriche dans laquelle its seraient diplomatiquement et militairement isoles.

Le Roi ne se soucia pas d'assumer la responsabilite de l'option. 11 s'efla<a, en sVn remettant k ce que ses ministres decideraienl. Un conseil futdonc convoquea Florence auquelon adjoignit quelques generaux. La deliberation fut longue, mais le resultat ne fut pas douteux. Le lendemain, 29 juillet, les ministres de la Guerre et de la Marine se rendirent a Ferrare ou avaient ete convoques Cialdini et La Marmora, et la il fut definitivement decide d'accepter l'armistice aux conditions obtenues de TEmpereur par le prince Napoleon : — 1° Armistice sur la base de l'Uti possidetis militaire, ce qui entraînait Toecupalion du Tyrol alors entre les mains de Garibaldi et de Medici; — 2° Plebiscite pour que le litre d'acquisition de la Venetie fut, non le don de l'Empereur, mais la volonte des populations; — 3° ^Reserve de trailer, dans les negotiations de la paix, la question des frontieres, ce qui impliquait que l'Italie se reservait de reclamer le Tyrol et meme l'Istrie (29 juillet).

Drouyn de Lhuys communiqua a l'instanl meme cette decision a Vienne et a Nikolsbourg (30 juillet). Le prince Napoleon partit, le lendemain, rendre compte a l'Empereur a Vichy (31 juillet).

III

Le general Bariola vint a (Mormons porter l'acceptation de rarniislice. Le general Mooring, charge par l'archiriuc Albert de negoeier, lui 111 savoir que l'Uli *possidetis* ne comprendrait ni le Tyrol, ni certaines localites occupees pres de risonzo. 11 n'y avait pas a ncgocier : il fallait repondre un oui ou un non. Si le oui ne parvenaii pas a Legnano le 8, les hostilites recommence-raienlle 10 au matin.

Les ministres ilaliens reclamerent l'intervention de Bismarck. Il la refusa : il n'entendait pas rompre Tarmistice qu'il avail consenli pour son compteel ne defendrait pas l'Uli *possidetis*, puisque le Tyrol n'avait pas ete compris dans le traite *. Hicasoli et Visconti furent abasourdis de ce refus, surtout parce qu'il les obligeait encore a recourir a cet Empereur des Fran^ais dont les bienfails les indignaienl.

L'Empereur fit ce que Bismarck avait refuse et interceda tres vivemcnt a Vienne. Il ne fut pas ecoute. « Les Italiens, disaitMensdorff, n'avaient aucune raison mililaire de continuer l'occupation du Tyrol meridional; n'ayant d'indemnite a reclamer ni a attend re, ils n'avaient aucun gage h retenir. La condition de l'Uti *possidetis*' ne pouvait done s'expliquer que par le desir de revo-

lutionner le pays et d'y susciter par l'intimidation un mouvement factice dont ils exciperaient plus tard pour revendiquer une partie de la province. Sans doute quelques villes renfermaient des éléments hostiles à l'Autriche; mais la population des campagnes lui était ouvertement attachée : quel moyen aurait-elle de résister à la pression d'une armée? Rien ne serait plus facile que d'organiser un vote lône ou une manifestation factice, et d'écarter ainsi les conseils de la France en lui objectant que ses principes l'obligeaient à défier au vœu des populations. » — « La résolution de l'Autriche de repousser l'*Uti possidetis*, télégraphia Gramont, est irrévocable. » En cliargeant le prince Napoléon de communiquer ce refus, l'Empereur lui faisait ajouter « que quant à lui, il n'envoyait pas de conseil, puisque l'Italie n'avait fait aucun cas de ceux qu'il avait donnés ».

L'Archiduc dirigea de nombreuses troupes vers le sud. (Maldini le télégraphiait à La Marmora: « J'ai devant moi 100 000 hommes; il paraît qu'il va en arriver encore, et je suis sans vivres et sans souliers. » Ricasoli, continuant son rôle de Homain, prépara un débarquement sur les côtes de l'Adriatique, augmenta les armements, concentra vers le Po vénitien toutes les troupes disponibles dans la Péninsule, échelonna les corps d'armée, de manière à être prêt à livrer bataille dès le 10 août. « L' *Uti possidetis*, ou la guerre! » criait-il. — « Quel grand patriote! » vociférait toute la presse italienne. Et elle

repelait : « *L'Uti possidetis*, ou la guerre! » Exaltée par des phrases creuses, l'Italie se précipitait étourdiment à une catastrophe. Heureusement La Marmora veillait. Il commença par essayer de gagner du temps en sollicitant une prolongation de la trêve. L'Archiduc n'accorda que vingt-quatre heures, « uniquement, dit-il altièrement, en considération du général ».

La Marmora, palpant en quelque sorte le péril et ne se préoccupant plus des déclamations belliqueuses de Florence, sans consulter ni prévenir ses collègues, en sa qualité d'unique ministre présent au camp, avec l'autorisation du Roi seul, envoya au général Medici¹, puis à Garibaldi² l'ordre de se retirer du Tyrol.

Dans la même nuit du 8 au 9, les ministres avertis ou assagis se décidèrent à n'avoir ni l'*Uti possidetis*, ni la guerre, et imaginèrent, pour donner grand air à leur capitulation, un nouveau système : la retraite du Tyrol serait présentée comme une mesure stratégique commandée par la crainte de la comminatoire de l'Archiduc ; La Marmora n'entrerait pas en communication avec l'Autrichien et ne stipulerait pas l'armistice ; les troupes retirées sur le territoire vénitien cède à la France, les Autrichiens seraient bien obligés de ne pas les y poursuivre, et on jouirait en fait de l'armistice sans avoir eu l'humiliation de le stipuler.

Cette « combinaison » impliquait la recon-

i. Le 8, à 10 h. du soir.

2. Le 9, 6 h. matin.

naissance de cette cession de la Venetie contre laquelle on protestait, et obligeait surtout de recourir encore a l'assistance de cet Empereur, <lont on ne voulait rien recevoir et auquel cependant on quemandait toujours. Il est vrai que Visconli avait une fagon ingenieuse de so dispenser de toute gratitude : « L'Empereur, disait-il, en consentant a l'*Uti possidetis*, setail engage a l'imposer el on ne lui reclamait pas un service, mais l'accomplissement d'une promesse personnels. »

La Marmora en colere riposla a la notification de cette politique d'enfant : « Il ne me convient pas de partager la responsabilite de dispositions qui nous preparent une catastrophe : je donne ma demission (9 aout). » Les autres n'oserent pas le prendre au mot; ils repondirent : « Nous vous autorisons a signer un armistice, mais a des conditions purement militaires. » Recommandation superflue, car La Marmora ne songeait guere a conclure un traite politique.

Il etait preoccupe de l'humiliation de Garibaldi plus que de celle de ses collegues. Son refus d'evacuer l'eut mis dans un grand embarras. Le general agit avec correction et patriotisme : Autrichiens immediatement », repondit-il.

La Marmora instruisit les Autrichiens de l'evacuation du Tyrol¹ et leur envoya comme negociateur Petitti. Celui-ci telegraphia d'Udine que l'Archiduc exigeait, outre l'evacuation du

Tyrol, Inoccupation du Frioul, territoire italien. L'armistice paraissait a La Marmora d'une necessite si urgente, qiTassumant sa plus grave responsabilite il conseilla an Roi de subir meme celte exigence : « Ah ! caro La Marmora, c'est trop ! » dit le Roi Le general p.tssa outre et donna ordre it Petitti de signer l'armistice a n'importe quel prix.

Il n'y avail eu qif un malentendu. A Cormons, TArchiduc n'insista pas sur les conditions injustes et, grace a Thabilete et a la droiture des generaux Petitti et Mooring, un armistice bonorable Tut conclu (10 aouli. L'Empereur envoya ses felicitations a Victor-Kmmanuelen s'exmsant prcsqne de Tavoir servi : « Votre Majeste sait que j'ai accpte l'offre de la Venetie pour la preserver de loule devastation et prevenir une effusion de sang inutile. Mon but a toujours ete *de la rendre a elle-mnne*, alia que l'Italie fut libre des Alpes a l'Adriatique. *Mailresse de sex destinees*, la Venetie pourra bientol par le suffrage universel expriiner sa volonle. Voire Majeste reconnattra qu'en celte circonstance, l'action de la France s'est encore exercee en faveur de riuimanite et de *V'nvlependance des peuples*. »

La Marmora n'avail pas moins merite de sa patrie en termiuant aussi opportunement la guerre, qu'cn la preparant avec sagesse eten la declarant avec resolution, Ce dernier service rendu, il demanda a etre releve de ses fonctions de chef d'etat-major. Le Roi y consentit avec [empressement](#) .Il telegraphiait a Ricasoli:« Cette

demission a ete dietee par un sentiment de profonde irritation contre certains acles du minister dans ces derniers temps, qui se rattachent surtout a des appreciations sur la conduite politique, et par la correspondance qui a eu lieu avec lui. Il est aussi froisse de ses rapports avec Cialdini (13 aout). » Il l'etait non moins de ses rapports avec le Roi lui-meme. 11 ecrivait a un ami intime : « En 1818, au camp de Charles-Albert, etant premier-major, puis colonel, j'etais plus eeoute que je ne l'ai etc dans cette campagne (12 aout). »

D'Ordre de l'Empereur, Drouyn de Lhuys ecrivit a Malaret (8 aout) : « Quelles que soient les causes qui ont amene la demission de M. le general La Marmora, je me fais un devoir de consigner dans ma correspondance avec vous le temoignage des sentiments d'estime et de confiance qu'il avait inspires au gouvernement de l'Empereur, et je desire que vous profitiez de la premiere occasion pour lui en communiquer l'expression. »

Cialdini prit la succession de La Marmora; il mit pour condition que le demissionnaire serait retire du service actif et le ministere de la Guerre confie a Cugia. On lui accorda ce qu'il demandait, et neanmoins il demissionna aussitot lui aussi. « Quand tout fut arrange, telegraphia le Roi a Ricasoli, il renvoie sa demission, sans dire ni motif, ni raison. Son parti me paratt irrevocable. D'ailleurs il a agi trop insolemment avec moi pour que ce soit le cas de le prier de rester (20 aout). » Il n'est plus permis main-

tenant de se meprendre sur la veritable pensee de Cialdini : il n'avait voulu sincerement ni commander a La Marmora ni lui obeir, ni se concerter avec lui, il n'avait vise qu'a l'exclure de l'armee. Maintenant que La Marmora est congedie, il veut forcer le Roi a quitter egalement l'armee et ren laisser seul maltre. C'etait le but qu'il poursuivail des le commencement et ce qui expliquail ses mauvaises humeurs, ses demissions donnees, reprises, redonnees, quoi qu'on fit pour le satisfaire.

Kicasoli replatra une fois encore le grabuge. mais Tarrangement n'eut guere ete durable, si la paix n'eut renvoye le Roi a son palais et Cialdini a son commandement de Bologne.

IV

Les operations de Vogel de Falkenstein, apres la chute du Hanovre, sont aussi remarquables que celles de l'archiduc Albert. Il execute le plan que l'accident hanovrien l'avait oblige de retarder: il s'avance sur la ligne interieure entre les deux fractions divisees de l'armee federate; plus fort contre chacune d'elles qu'il ne Fefft ete contre les deux reunies, il va de l'une k l'autre, et apres avoir battu l'une il revient vers l'autre et la bat a son tour.

11 commence par les Bavaois (VII^e corps), les d6fait a Hunfeld et Dermbach (4 juillet) et les rejette derriere la Saale. Il les suit, les bat en cinq

rencontres aulour de Kissingen et les rejette derriere le Mein a Schweinfurth. Il n'eflt tenu qu'a lui de les suivre encore et de les achever. Mais il revient sur le corps federal (VIII^c) qui defend Francfort. Deux de ses brigades battent a plate couture 10000 federes et Hessois a Aschaflenburg (14 juillet), leur font perdre 2469 hommes, plus 1 700 prisonniers, et n'ont elles-memes bors de combat que 180 hommes. Le 10 a sept heures du soir, les musiques jouant des airsgais et les soldats echantant, Falkenstein entre a Francfort d'oii la Diete avait fui sur Augsbourg, et il ecrit au Roi : « Tous les paysati nord du iMein sont aux pieds de Votre Majeste. »

Francfort, en attendant qu'elle eut perdu son existence independante, subit les duretes de la conquete : arrestations arbitrages, insolences, exactions. C'est sur la bourse des habitants supposes tres riches que l'on frappe a coups redoubles. On les pressure de toutes manieres-

Falkenstein decrete que la ville devra fournir;; 1° une paire de bottes sur un modele donne pour chaque soldat, plus huit cigares par jour et par homme a prendre dans les magasins de Finlande prussienne; 2° trois cents bons chevaux; 3° LA solde pour une annee entiere, soit 5 745 008 florins en argent sonnante; moyennant quoi il promettait l'exemption de toute autre contribution en nature et la reduction au strict necessaire de la charge de loger les soldats. Il etait virtuellement en disgrâce depuis sa resistance aux ordres de Moltke contre les Hanovriens. On n'avait ce-

pendant pas voulu interrompre sa campagne contre Francibrt. Maintenant qu'elle était terminée et qu'on avait une compensation honorable à lui offrir, on le remplaça par Manteuffel et on le nomma gouverneur de la Bohême (20 juillet).

À peine installé, Manteuffel reçut de Bismarck l'ordre de frapper une nouvelle contribution de 20 millions de florins à verser dans les 24 heures dans la caisse de l'armée du Mein. La consternation fut générale. Où trouver cette somme? On invoqua la promesse de Falkenslein de ne pas imposer d'autre contribution. — « Cela ne lie que lui, répondit-on. Payez. Si vous étiez en présence d'un maréchal napoléonien, dans une heure l'argent serait là. » Cependant Manteuffel télégraphia à Bismarck qui consentit à imputer l'ancienne contribution sur la nouvelle et à réduire celle-ci à 19 millions. Des délégués, parmi lesquels Rothschild, supplièrent le général de ne pas insister sur cette exigence et de ne pas laisser piller la ville comme on l'en menaçait. Manteuffel dit qu'il ne pouvait rien concéder, et le lendemain, en partant pour des opérations au sud du Mein, il chargea Rodder, commandant de la place, de poursuivre le recouvrement.

Le Corps législatif fut autorisé à se réunir afin d'en délibérer. Il décida que les ressources ne permettraient pas de payer, et qu'on enverrait trois députés au Roi qui exposeraient la détresse de la ville. Boeder informa par écrit aux bourgeois Fellner et Muller : « Je vous demande de veiller à ce que demain matin au plus tard soit

entre mes mains une liste des membres du Senat et du Corps legislatif, avec leur adresse et la mention de ceux d'entre eux qui sont proprietaires de maisons. » Fellner desespera se pendil. « Je le regrette, dit Roeder; mais un autre fera la liste et la contribution sera payee. » 11 fit venir les notables et leur annonca que s'ils ne montraient de meilleures dispositions, toutes communications, postes, telegraphes, chemins de fer, seraient interdites; tous les magasins et locaux publics seraient fermes; un blocus militaire empecherait la sortie des hommes et des marchands. Des garnisaires furent etablis chez tous les senateurs et deputes¹, « J'ai assiste, ecrivait une noble dame francfortoise, depuis soixante ans aux emotions de la guerre, aux passages des Goates, des Pandours, des Husses avec leurs cosaques et leurs bascbirs, des armees napoleoniennes avec leurs terribles marechaux; je n'ai jamais vu un terrorisme, un regime du sabre comme ce que nous avons eu en 1866. » Il n'y avait d'espoir qu'en un recours au Roi. Des delegues accompagnes de Rothschild s'acheminèrent vers Nikolsbourg' (25 juillet).

V

Manteuffel avait conduit vigoureusement sa campagne au sud du Mein. Le VIII^e corps federal de Francfort s'abattait sur la

i. ARTHUR RAFFALOVICH. *V occupation de Francfort par les Prussiens en 1866*

Tauber, Manteuffel va vers lui, force tous les passages du fleuve, le bat a Lauberischofsheim, a Germesheim et le rejette sur Wurtzbourg, ou il retrouve les Bavarois qui arrivaient de leur cote apres leurs defaites de Helmstadt et Rossbrunn. D'ordinaire c'est grace a leurs victoires que les fractions separees d'une mme armee se rejoignent; cette fois, ce furent les defaites qui amenerent la jonction. Les deux corps reunis ne furent pas davantage dans une meilleure position, lis eussent peut-etre resisle a la canonade de Manteuffel; mais sur leurs derrieres un corps de 30000 hommes, parti de Hof sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg, s'approchait par Bayreuth et Nuremberg, lis allaient etre enveloppes, cernes, quand la signature des preliminaires de Nikolsbourg leur epargna cette supreme humiliation. Manteuffel consentit a une suspension d'hostilites, moyennant l'evacuation de Wurtzbourg qu'il occupa aussitot. Il y eut alors un sauve-qui-peut. Le grand-duc de Bade, gendre du Roi, qui n'avait suivi que de tres mauvais gre le mouvement de resistance, forma un ministere prussien, annonca sa sortie de la Confederation et demanda un armistice. Successivement les autres princes Timiterent; le roi de Hanovre lui-meme envoya un de ses adjudants a Nikolsbourg avec une lettre pour le Roi. Le Roi refusa de la recevoir, ainsi que tous les autres envoyes des princes du Sud. Les delegues de Francfort, au contraire, furent gracieusement accueillis; mais Guillaumene leur permit

pas de s'expliquer sur la situation de leur ville et les renvoya a Bismarck.

Bismarck, lui aussi, ne voulait voir personne. Il n'admit pas Vanbuller, et il donna l'ordre d'arreter Pfordten aux avant-postes. Le ministre bava-rois, s'etant rcvetu des insignes de l'Aigle noir, passa quoiqu'il n'eftt pas de sauf-conduit « Savez-vous, lui dit Bismarck, que jepourraisvous faire arreter comme prisonnier de guerre? » Il lui reprocha .durement sa conduite, finit par se calmer et conclut, le 28 juillet, avec lui au profit de la Baviere un armistice pouvant s'etendre aux autres Etats du Sud et qui s'y etendit en effet

Bismarck, sous la clameur de l'Europe, avail suspendu Texecution des ordres sauvages du general Boeder; mais il ne dissimula pas aux delegues de Francfort que leur ville serait annexes: si elle se pliaitde bonne grace a sa nouvelle condition, elle serait traitee comme une ville privilegi6e; la contribution de 19 millions theoriquement maintenue ne serait pas exige'e.

VI

11 restait a decider si la pacification qui allait s'operer en Allemagne s'etendrait a la Prusse elle-meme et si le conflit parlementaire serait eteint comme allait l'etre la lutte federate.

La Chambre nouvelle, elue le 3 juillet, ne ressemblait pas a la precedente : les premieres vieitoires avaient deja retourne le corps electoral.

Le parti gouvernemental, qui dans certaines elections etait tombe a onze voix, composait maintenant plus de la moitie des deputes. Que lui disait-on sur le conflit constitutionnel? Bismarck conseillait de le terminer en demandant un bill d'indemnité. Pas plus dans cette circonstance que naguere en menageant l'Autriche, il ne songeait a honorer sa victoire par la generosite: de tels mobiles lui etaient inconnus; il n'obeissait qu'aux calculs d'interet bien entendu. Tout absolutisme, celui de la Couronne autant que celui des majorities, lui déplaisait; il etait convaincu qu'un roi s'egare s'il n'est pas tenu dans la voie droite par les aiguillons de la critique, et que cette critique ne peut s'exercer que par une presse libre et par des parlements dans le sens moderne¹; son interet personnel etait d'accord avec celui de l'Etat : incessamment battu en breche par des intrigues de cour, le Parlement etait la forteresse d'ou il pouvait le mieux les braver, car si les ennemis arrivaient a le supplanter dans l'antichambre, aucun d'eux n'etait de taille a le remplacer dans la Chambre et a tenir en respect la bete feroce parlementaire. Un bill d'indemnité, d'ailleurs, ne constituait pas un desaveu du passe; au contraire, il en etait l'acceptation. Il impliquait seulement que, bien que justifié par le succes, le gouvernement sans budget etait un procede exceptionnel, ne pouvant etre considere comme une regie constitutionnelle. Les conservateurs

appuyes par quelques ministres s'evertuerent a detourner le Roi de ce qu'ils consideraient comme une faiblesse: il n'y avait pas a s'excuser, mais a se glorifier; il fallait proclamer la legalite constitutionnelle des mesures sans lesquelles il n'y aurait point eu de victoire et demander a la Chambre un vote de repentir. «Tous ces personnages, ecrivait Bismarck a sa femme (3aout 1866) n'ont pas assez a faire; ils ne voient que leur propre nez et ils epuisent leur art oratoire sur la mer orageuse de la phrase. On viendra a bout des ennemis, mais les amis! lis portent tous des conserves et ne voient qu'une parcelle isolee du monde. »

Le Roi, longtemps hesitant, ne s'etait pas encore decide au depart de Nikolsbourg; ce fut dans un wagon, pendant le voyage de retour, que Bismarck parvint a le ramener a son avis qui etait aussi, quoiqu'il n'intervint pas dans le debut, celui du Prince royal. A Prague, le passage du discours royal relatif a l'indemnité parlementaire fut definitivement arrete et le Roi, las de cette controverse telegraphia qu'il ne permettait plus de nouvelle discussion sur ce point.

VII

Le 5 aout, a midi, l'ouverture du Landtag eut lieu dans la salle blanche du palais imperial. Le Roi prononça le discours suivant :

« Illustres, nobles et chers Messieurs des deux

Chambres du Parlement, en voyant reunis autour de moi les representants du pays, mon coeur ressentle besoin d'exprimer les sentiments dont il est, ainsi que que mon peuple, anime envers Dieu pour la grace qui a aide la Prusse, a c&te de sacrifices douloureux mais feconds, non seulement a detourner de nos frontieres les dangers d'une invasion ennemie, mais a ajouter, dans une course victorieuse et rapide, de nouveaux lauriers a l'ancienne gloire de notre armee, et a aplanir les voies pour le developpement national de l'Allemagne. Sous la protection visible de Dieu, la nation en armes a suivi avec enthousiasme l'appel a la guerre sainte pour l'independance de la patrie, et notre armee hero'ique, secondee par un petit nombre (rallies fideles amarchg de sueces en succes, de victoire en victoire, a l'Est comme a l'Ouest. Il n'a pas ete possible au gouvernement, dans ces dernieres annees, de s'entendre avec la Representation nationale sur la fixation du budget. Les depenses de l'Etat, pendant cette periode, ont done ete faites contrairement au principe d'apres lequel, ainsi que je le reconnais de nouveau, le budget de l'Etat n'a, chaque annee, force de loi qu'apres avoir ete concerts entre mon gouvernement et les deux Chambres du Parlement, conformement a l'article 99 de la charte constitutionnelle.

« Mon gouvernement a gere, pendant plusieurs annees, le budget de l'Etat en dehors de cette base legale, mais il ne s'y est decide qu'apres un conscient examen de la question, convaincu

qu'en conservant une administration reglee, en remplissant les obligations legales du pays vis-a-vis de nos creanciers et employes, en maintenant l'armee et les etablissemments publics, il sauvegardait les interets vitaux du pays et que, par consequent, notre conduite etait une de ces inevitables necessites auxquelles le gouvernement ne peut ni ne doit se soustraire, dans l'interet general. J'ai la confiance que les derniers evenements contribueront a faciliter une entente devenue indispensable, et que mon gouvernement obtiendra relativement a son administration anterieure sans loi de budget, le bill d'indemnite qu'il va solliciter. — De la sorte, l'ancien conflit disparattra a jamais; il est d'autant plus permis de s'esperer que la situation politique de la nation allemande amenera une extension des frontieres de l'Etat et la formation, sous le commandement de la Prusse, d'une armee federale compacte dont tous les membres de l'union supporteront egalement les charges.

« Messieurs, vous et la Patrie entiere, vous sentez avec moi l'impression du moment ou je reviens sur le sol natal. Puisse la Providence, dans sa misericorde, benir l'avenir de la Prusse, comme elle a visiblement favorise son recent passe! — Dieu le veuille! »

On remarqua fort le silence garde sur l'Italie. C'est qu'on etait alors en delicatesses avec elle. Les Italiens, quoique habitues a un sans-gene constant de la part de leurs chers allies, se montrerent cependant blesses de ce silence.

Bismarck le repara plus tard, en disant: « Nous avons en 1866, un solide appui dans la fidelite in^branlable de notre alliee l'Italie, fidelite que je ne saurais assez honorer, et dont je ne puis apprecier le prix assez haut¹. » Ces simples mots firent oublier aux Italiens les griefs precedents : ils ne demeuraient inexorablement sensibles qu'aux deplaisirs venus de la France,

i. Discours, 20 decembre, t. I, p. 240.

CHAPITRE XIX

LES ABERRATIONS

I

A mesure que l'événement se déroulait et que l'accroissement de la Prusse en sortait plus apparent, une vive émotion se produisit en France, dans la partie de la nation qui s'occupait assidûment de la chose publique, aussi bien parmi les amis et les conseillers de l'Empire que parmi ses ennemis.

Lamartine, très souffrant et comme engourdi par Tâge, se tenait encore tous les soirs dans son salon de la rue de la Ville-l'Évêque; mais il ne l'animait plus de sa noble et éloquente parole. Il serrait la main à ses visiteurs et assistait, silencieux et comme absent, à la conversation qu'ils échangeaient devant lui. Un soir que j'étais là, on s'entretenait tristement des ambitions heureuses de la Prusse et Ton répétait, comme l'avait écrit le poète, que « l'unité de l'Allemagne serait la mort de la France, la perspective la plus anti-française qu'ait pu offrir à nos

ennemis le genie de Fabsurde¹ ». Tout a coup, Lamartine se leve, debout, comme un spectre, et de sa forte voix d'autrefois, s'ecrie : « Non! non! la France ne permettra pas cela »; et brise par l'effort, il s'affaisse au milieu de notre emotion.

— « Ce qui est arrive, disait tout haut Thiers, est pour la France un malheur tel qu'elle n'en a pas eprouve de plus grand en quatre cents ans. » — « Avez-vous vu, ecrivait Doudan, comme loute laterre de France s'est mise a trembler de tous ses membres? 11 y a bien de quoi, et visiblement les esprits qui sont au centre de la terre, sont informes de ce qui se passe a la surface. On a probablement entendu dans ces regions une chanson comme celle de l'Apocalypse : Elle est tombee, elle est tombee, la grande Babylone. Voiiia, en effet, la pauvre Babylone au second rang des nations, jusqu'a nouvel ordre au moins². »

Les emigres republicans faisaient rage. Quinet ecrivait : « L'unite germanique est en formation depuis trente-cinq ans. Le danger pour nous etait signale et connu, il est impardonnable a un gouvernement frangais, qui sedit frangais, d'avoir pretela main a cette oeuvre par-dessus tout anti-francaise. Non, jamais, depuis trois siecles, pareille monstruosite ne s'est vue. Il n'y a rien qui en approche dans les plus abominables actes de Louis XV et de la Pompadour.

4. *Entretiens litttraires.*

'2, *Correspondancc.*

Sous Louis-Philippe, cela se fut appele crime d'Etat. On a dechatne l'Allemagne, et TAllemagne, je la connais, ne s'arretera pas; elle grandira, elle sentira ses forces, elle nous les fera sentir; elle aspirera a nous remplacer, a nous deprimer, a nous effacer, a nous avilir, et tout cela aura ete l'oeuvre anti-francjaise, anti-nationale, je pourrais dire anti-napoleonienne des gens que vous savez¹. »

Les revolutionnaires du dedans faisaient echo et vociferaient : « Apres le Mexique, Sadowa; il n'y a qu'a renverser un souverain capable d'une telle eclipse de prevoyance patriotique. »

Les amis de l'Empire, presque tous conservateurs inibus des anciennes inaximes, n'etaient pas moins mecontents. Les plus prudents el les plus devoues levaient les bras et les yeux au ciel avec un gemitement. D'autres s'exprimaient vehementement. Avant Prevosl-Paradol le marechal Randon avait dit : « Cest la France qui a ete vaincue a Sadowa. » Il n'etait meme pas rare d'entendre des propos tels que ceux-ci : « Les traites de 1815 offraient, au moins, cet avantage pour nous de conslituer sur nos frontieres une mosaique de petits Etats qui, non seulement, ne pouvaient nous porter aucun ombrage, mais formaient, par leur morcellement et leur diversity une ceinture de protection... L'Empire, de ses propres mains, a cree une puissance militaire de premier ordre, rivale *deja* de la France, et bien-

1. Q'INET. Lettre du 21 juillet 1800.

tot son ennemie la plus acharnee. Quelque indulgent que l'on soit aux erreurs humaines, a celles-la surtout qui procedent de bonnes intentions, il est difficile de cacher sa stupeur et de retenir sa colere devant un pareil phenomene d'aberration¹. »

Celte emotion violente resta neanmoins d'abord limitee; elle ne diminuait pas la confiance du peuple dans l'Empereur, ni sa securite. dependant, meme dans les couches profondes, se produisit un ebranlement inquiet a la suite d'une note du *Journal officiel* annoncant « qu'en presence des evenements qui venaient de s'accomplir, il etait indispensable que la France remanifeste son organisation militaire et que cette grave tache venait d'etre confiee aux personages les plus illustres dans les armes. » — Tout le monde va servir maintenant, dit-on dans les campagnes. Qu'a donc fait notre Empereur? Nous sommes donc menaces d'une invasion?

II

L'agitation des esprits n'etait pas moindre en Europe. Quand une tempete vient de se calmer, les vagues restent encore quelque temps tumultueuses. Les Etats du Sud fremissaient de leur

i. Ce sont les paroles de M. Jules Delafosse dans son eloquente etude sur Napoleon III. Leur date est recente, mais elles refletent avec veracite l'opinion d'une partie du monde bonapartiste en 1866.

defaite; on tirait des coups de fusil sur les wagons qui transportaient des soldats prussiens. « La France, disait Dalwigk a Lefebvre de Behaine, devait entrer sans delai dans le Palatinat et dans la Hesse, elle n'y rencontrerait ni haines ni prejuges nationaux. Une demonstration bardie de la France produirait sur ces populations du Midi, qui ne sont encore qu'etourdies par les victoires de la Prusse, un immense effet. — Vous exprimez une opinion purement personnelle, interrompit Behaine; M. de Pfonllen ne m'a pas autorise a supposer qu'il la partageait. » Dalwigk affirma que son collegue la partageait entierement, mais que, reduits au silence, ils ne pouvaient ouvertement nous appeler. « Ils seraient, ajoutait Lefebvre de Behaine, heureux de nous voir venir tout de suite; l'entree immediate des troupes franchises dans le Palatinat rendrait aussitot au midi de l'Allemagne le courage de resister aux evahissements de la Prusse. La France fournirait aux Etats du Sud le moyen de s'assurer une existence serieuse et independante. Peut-etre meme réussirait-elle a attenuer le danger que la Confederation du Nord peut creer pour le repos de l'Europe et la securite de la France¹. »

Les Busses preferaient la grandeur de la Prusse a celle de l'Autriche¹. La grande-duchesse Marie, en envoyant a Talleyrand sa reponse a une lettre de l'Empereur, lui ecrivait : « Il serait fort a

1. Lefebvre de Behaine a Drouyn de Lhuys, 11 aout 1860.

d&sirer que l'empereur Napoleon ecrivtt directement a l'empereur Alexandre, qui a le sincere desir d'aller d'accord avec lui et veut connaltre les idees de l'empereur des Francjais sur la reconstitution de l'Allemagne. On trouve naturel que la Prusse victorieuse soit avantee, et dans tous les cas on prefere une Prusse puissante a une Autriche puissante (13 juillet). » Neanmoins les Russes ne se resignaient pas a regarder les bras eroises le remaniement de cete Allemagne donl ils avaient ete si longlemps les regenleurs. (mpalientede ne recevoir aucune communication de Paris, Gortchacow prit rinitiative, et il eut la naivete de revenir sur son projet de congres en sollicitant le concours de la France et de l'Angleterre. A defaut de congres, il leur proposait de declarer que, « comme signataires des transactions qui out organise l'Allemagne, elles se reserveraient en principe de participer aux changements qui s'accomplissaient ».

En Prusse on etait attentif et non sans inquietude. L'armee, depuis les plus illustres generaux jusqu'aux sous-lieutenants, s'exprimait sur la France avec sympathie et reconnaissance. Un regiment de uhlands defilait un jour devant le prince Frederic-Charles qui causait avec Lefebvre de Behaine : « Voila, dit le prince, un bon regiment que Napoleon l^{or} estimait. Il a fait en 1812 la campagne de Russie, il etait de la Grande Armee, est entre a Moscou, ou l'Empereur a proclame ses hauts faits. » En toute occasion, c'etaient des propos, des allusions de cette

nfcture, tendant a etre aimablos, que troublait un peu cependant la crainte de nos demandes de compensations, donl on commencait a s'entretenir. Un oflicier du corps de Steinmetz a Nikolsbourg disait h Govone : « En general, nous desirons la paix, mais elle nc sera pas longue. — Et pourquoi? — Paree qu'on dit que les Francais veulent prendre les provinces du Rhin, et toute rAllemagne y sera. » Et comme Govone faisait de la tete un signe de derogation : « Je suis bien beureux, reprit l'officier, d'apprendre de vous que nous n'aurons pas la guerre avec la France; l'armee ne la desire pas, et le Roi non plus. »

III

De la conduite que suivrait l'Empereur dans cette crise de l'esprit national et de l'esprit europeen, dependaient les destinees de l'Europe, de la France et de l'Empire.

Ses conseillers lui persuaderent qu'a l'interieur il n'y avait qu'a serrer les freins et a arreter les tentatives d'emancipation que l'anicndementdes ii avait revelees. Un senatus-consulte du 18 juillet 1806 edicta que « la Constitution ne peut etre discutee par aucun pouvoir public autre que le Senatdans les formes qu'elle determine ». La polemique des journaux fut surveillee de pres, et un decret de suspension fut rendu contre Tun des plus agressifs, l'organe de predi-

lection des vieux partis, *le Courrier du Dimanche* (2 août 1866). Le rapport de La Valette à l'Empereur était en termes emportés : « La critique sévère, injuste, mémo des actes du gouvernement n'est que l'exercice légitime d'un droit nécessaire dans un pays libre, et ce droit est pleinement exercé par la presse en France; mais le tableau détestable de la France humiliée, impuissante, abaissée, dégradée, est à la fois un audacieux mensonge à la vérité, une injure calomnieuse envers le pays, une attaque à l'honneur de la nation, une excitation à la révolte, au renversement des institutions et du gouvernement. » À l'appui de ses assertions le rapport citait le passage suivant de l'article : « La France est une dame de cour très belle, aimée par les plus galants hommes, qui s'en va pour aller vivre avec un palefrenier. Elle est dépouillée, battue, abêtie un peu plus tous les jours, mais elle n'en est rien; elle y a pris goût et ne peut plus être arrachée à cet indigne état. »

Paradol se plaignit de l'inexactitude de la citation : on en avait supprimé le début : « Dans un des voyages de Gulliver, l'île de Laputa, on raconte l'histoire d'une dame, etc. »; et la fin : « Cette histoire me revient à l'esprit quand je vois la France attentive à la voix du *Comité national* et cherchant à lire sa destinée dans un tel oracle. » On avait tourné une épigramme contre un journal en une grossièreté contre le chef de l'État, dont il n'avait pas eu l'intention. — L'excuse ne paraît qu'ingénieuse, car l'image

injurieuse etait bien grosse pour une si petite chose que *le Conxlilutionnel*. Le publier l'avait appliquee toul d'une voix a l'timpereur, et je me rappelle encore l'applnudissement avec lequel on la repcUail ainsi comprise dans les milieux uiiti-dynasliqiies. Du resle aucun journal ne voulut reproduire l'explication de Paradol.

Cepemianl, les ministres so rendaient compte (liie les interdictions senatoriales pas plus que les avertissements et suspensions de journaux ne suffiraient a rendre a l'Em pi re le prestige que, de leur propre aveu, il venait de perdre. Un arte eclatanl, qui frappat rimagination des peuples, leur parut necessaire. Us reprirent alois cette these des compensations jusque-la discrelement entremelee mix encouragements donnees a la Prusse. Que dirait l'opposition si on pouvait lui repondre conime apres la guerre d'Italie : « Sans doute il y a une Prusse plus puissante, mais aussi il y aura une France plus etendue et Tequilibre des forces sera ainsi inaintenu. » La cession et la transmission de la Venetie avaient deja eu un air de grandeur el de pleine puissance; une extension serieuse de noire frontiere du Hhin aurail quelque chose de triomphal.

L'unanimite se fit dans le monde officiel sur cette donnee. La Valette, Kouher et leur parti ne penserent pas autrement que prouyn de Lhuys; l'imperatrice parlail comme eux; Magne, le prudent Magne lui-ineme, qui n'avait rien dufoudre de guerre, avait embouche la trompette des compensations : il lui en fallait, sinon, il se sentirait

huniilie : « Le sentiment national serait profondément blesse si, en fin de compte, la France n'avait obtenu de son intervention que d'avoir attache h ses deux flancs deux voisins dangereux par leur puissance demesure merit accrue '. » Le prince Napoleon, qui expliquait fort bien a l'Empereur que toute intervention serait une violation du principe des nationality, n'en concluail j>as moins a la necessity d'une compensation : il se contentait d'une tres petite, mais il en voulait une (7 a 800000 ames au moins)². Tous etaient d'accord a ne pas avoir recours a une guerre el Drouyti de Lhuys se trouvait a peu pres seul de son avis en parlant de demonstration. lis attendaient *tie la gratitude de la Pnme* la satisfaction qu'ils jugeaient indispensable a la securite de l'Empire.

IV

La conduite adoptee soit a l'interieur soil a l'exterieur etait exactement le contraire de celle qu'une intelligente prevision conseillait. Rendre le pouvoir personnel intangible au moment ou il venait de se mettre si gravement en faute etait au-dessus des forces d'un senatus-consulte. Les pressentiments qui avaient converti Morny a la transformation liberate de l'Empire, c'est-a-dire l'inquiclude d'une politique exterieure sans con-

1. Mamie k l'Empereur, 20 juillet 1860.

2. Prince Napoleon a rEmpereur, 14 juillet 1866.

trole, etaient trop justifies; la necessile s'imp'osait de leur donner satisfaction et de rassurer sur l'avenir en accroissant les pouvoirs d'examen et meme de direction des Gliambres.

Vis-a-vis de l'Allemagne, il fallait reduire a ses justes proportions le fait accompli et l'accepter. Il efit ete pueril de nier que le nouvel arrangement constituait un accroissement notable de la puissance prussienne, inais il etait excessif d'y pronostiquer le suicide de la France. Une France compacte, unie devant l'etranger, ne visant plus ii une domination & la Louis XIV et a l;i iNapoleon, n'ayant d'autre ambition que de porter aux peuples la liberte et la civilisation, de briser des chalnes et non d'en imposer, n'avait rien a redouter pour son prestige et pour sa securite de l'accroissementd'un voisin. Cette Prusse, dont on l'epouvantait demesurement, n'6taitplus, comme au temps de Frederic, une nation barbare, prete, sur un signe de son maltre, a deborder hors de son territoire: elle etait devenue une nation intellectuelle, civilisee, et le souverain n'avait pu que difficilement, dans un cas exceptionnel, faire prevaloir sa volonte sur celle de son parlement. Kile etait plus forte qu'auparavant en Allemagne, elle n'y etait pas encore la maltresse absolue et elle y trouverait longtemps de serieuses resistances, si nous ne lui rendions pas le *service de resseirer* l'union par nos interventions intempestives. La nouvelle constitution de FAllemagne ne deviendrait menagante que si nous nous melions de la regenter, de la controler, de lagener. 11 y

avait d'ailleurs dans le monde d'autres puissances avec lesquelles nous pouvions nouer des alliances compensatoires : la Russie, qui dans tous les temps n'avait demandé qu'à s'entendre avec nous ; l'Autriche, dont les intérêts n'étaient plus distincts des nôtres ; l'Italie qui, malgré des querelles de ménage, restait encore notre amie et n'oubliait pas ce qu'elle devait aux Napoléons.

Certainement il avait été d'une politique malavisée, pouvant empêcher la guerre, de l'avoir non seulement permise, mais désirée, favorisée, sans que la France y eût d'autre intérêt que l'acquisition de la Venétie par l'Italie, ce qui n'était pas un intérêt français. Il n'avait pas été correct d'abriter, sous le nom trompeur de neutralité, une partialité soit envers l'Autriche, soit envers la Prusse, suivant que c'était le ministre ou son souverain qui agissait. Il avait été maladroit de prononcer des discours à double entente, vagues, contradictoires, qui, voulant rassurer, créaient ou accroissaient l'inquiétude. Il avait été imprudent de faciliter l'agrandissement territorial de la Prusse et l'établissement d'une confédération moins étendue que l'ancienne et, pourtant, plus redoutable parce qu'elle était plus concentrée. Ce mouvement avait été lancé par le grand Frédéric ; il était depuis 1848 la passion populaire et il venait de trouver à la fois son roi, son diplomate, son organisateur militaire, son stratège : aurait-on pu l'arrêter longtemps ? Dans tous les cas, ce n'était pas au gouvernement français de hâter le moment où nous aurions à le subir. Cer-

tainement, toute cette politique avait été ininformée et mal réfléchie, prompte aux illusions, aux précipitations, aux inconsequences. Mais ce qui était accompli n'était pas réparable à moins de détruire par le canon ce que le canon avait édifié. Puisqu'on était décidé à ne pas se battre il ne restait qu'à prendre son parti de ce qu'on ne pouvait plus empêcher et, afin que cette résignation devînt profitable, ne pas la rendre grincheuse, ne pas l'accompagner de réticences équivoques.

« L'unité de l'Allemagne, avait écrit un des plus libres et des plus perspicaces écrivains du *Journal des Débats*, Saint-Marc Girardin, serait un grand coup porté aux traités de 1815, et à ce titre comme à tant d'autres, cette Unité, quelle qu'on soit la forme, pourvu qu'elle soit libérale et parlementaire, nous plairait¹. » — « Il manque quelque chose à la Prusse, avait dit aussi Forcade, le remarquable chroniqueur de la *Revue des Deux Mondes*, au point de vue de la configuration territoriale et des ressources qui font ce qu'on est convenu d'appeler une grande puissance, et il manque quelque chose à l'Allemagne au point de vue de la représentation politique extérieure de son génie, de sa force et de sa grandeur. Nous ne nous reconnaissons pas le droit de contester la fin où tendent la Prusse et l'Allemagne². » Le prince de Joinville oubliant ses douleurs d'exil pour n'écouter que la voix perspicace du patrio-

1. *Journal des Débats*, 24 juin 1866.

2. *Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1866.

tisme, écrivait dans une belle étude sur Sadowa, qu'aujourd'hui encore il y a profit à relire : « Avec un peu plus de sang-froid nous aurions reconnu que malgré tous les accroissements la Prusse était loin du chiffre de notre population, qu'elle était loin de posséder toutes nos ressources militaires. Nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'il y a eu chez nous, peuple et gouvernement, un effet d'imagination regrettable. » L'Empereur du haut de son trône aurait dû dire : La transformation de l'Allemagne relève de l'ordre intérieur dont nous n'avons pas à nous mêler. Notre mission est de détruire les derniers vestiges de la Sainte-Alliance, non de la recommencer. Si l'organisation de l'Allemagne était affaire internationale, nous serions obligés de nous élever contre l'annexion du Hanovre, de la Hesse, etc., opérée sans le consentement des populations, contrairement au principe de notre règne, celui des nationalités. L'affaire étant du domaine intérieur de l'Allemagne échappe à notre contrôle ; nous pouvons éprouver des regrets, nous n'avons pas le droit d'adresser des conseils, encore moins des remontrances. Nous acceptons donc silencieusement, sans réclamer de compensations petites ou grandes, sans machiner de détruire ce que nous avons laissé faire, nous acceptons la nouvelle constitution de l'Allemagne. Nous avons jusqu'ici été favorables à la Prusse en voie de s'agrandir, nous l'avons aidée, nous n'avons plus qu'à vivre en paix avec la Prusse agrandie et devenue la directrice de l'Allemagne. »

Ancun moment n'efft ete plus propice pour effaccr les prejuges el les rancunes qui separaient la France de rAllemagne, et d'etablir entre le pays de Frederic et celui de Napoleon une entente feconde et une amitie durable qui eussent assure au monde un centre de gravite inebranlable. L'opposition eut crie; contre quoi ne criait-elle pas? Mais bientot une telle plenitude de satisfaction, de securite, de progres, de bien-etre, se fut r6pandue chez nous et en Europe, que ces declamations n'eussent nui qu'aux declamateurs.

Qu'atlendre, au contraire, de la politique des compensations? Il n'est pas de cause plus certaine de ruine que de s'engager les yeux fermes, en se persuadant que la route sera tout unie, dans une direction au bout de laquelle il y a un trou. N'etait-ce pas une etrange illusion que de s'imaginer que par la douceur, le raisonnement, la negociation on obtiendrait des Prussiens gonfles par la victoire ce qu'ils nous auraient refuse durant les angoisses de la veillee d'armes? Et il ne nous eut servi de rien de moderer nos exigences : il n'etait pas plus facile d'obtenir un village que toute la rive gauche du Rhin. Une demonstration militaire n'eut pas etc plus efficace que la negociation amiable : il eut fallu en venir a Intervention guerriere et passer le Rhin. A ce moment, comme i'a dit Bismarck, les Prussiens eussent ete obliges de couvrir Berlin et de nous laisser le champ libre, et, comme nous l'ont affirme Dalwigk et Pfordten, les populations du Sud eussent accueilli les pantalons rouges avec transport. A une con-

dition toutefois, c'est qu'ils arriveraient en *libérateurs* et non en *ronquerants*, pour *empêcher de prendre* non pour *prendre*. En Dalwigk et Pfordten les rancunes des ministres du Sud n'avaient pas étouffé le patriotisme allemand. Dès que nous aurions découvert des desseins annexionnistes, ils nous auraient faussé compagnie et se seraient retournés contre nous. Et alors nous eussions eu à opter entre une reculade dans l'humiliation ou une guerre terrible et chanceuse contre l'Allemagne entière. Donc, avant de s'engager dans la moindre démarche, il fallait être résolu à employer le seul argument qui empêcherait la politique des compensations d'être ridicule ou funeste : la guerre; il fallait la présenter par un ultimatum et Tepee à la main. Et pas un seul de ceux qui l'arboraient n'osait seulement envisager cette redoutable éventualité.

V

Cette politique ne pouvait pas avoir plus de succès au dedans. On espérait, par elle, fermer la bouche aux recriminations. Or l'ennemi s'était mis d'avance sur ses gardes. Thiers avait dit dans son discours du 3 mai : « Même si l'on obtenait un accroissement de territoire quelconque, cette politique n'en deviendrait que plus honteuse, car elle aurait consenti à recevoir un salaire pour la grandeur de la France indigne-ment compromise dans un avenir prochain. »

(*Bravos et applaudissements sur tin grand nombre de bancs.*)— « On nous parle de compensations a l'Unite allemande, s'ecriait Prevosl-Paradol, dans le *Courrier du Dimanrhe/fen* coonais une, mais une seulc, qui soit digne d'un clief du gouvernement de la France, quels que soient son nom, son origine, son titre : Roi, President de la Republique, Empereur. (Vest de perir les armes a la main en combattant pour l'empecher. » — Du reste, on etait averti par le precedent italien. L'acquisition de Nice et de la Savoie avait-elle desarme les ennemis de l'Unile ilalienne?

Considerée en elle-meme, cette politique constituait le desaveu le plus formel du systeme par lequel l'Empereur avail justifie ses entreprises et meme ses erreurs. Elle etait un blaspheme contre le principe des Nationalites. Le principe des Nationalites ne sait pas ce que c'est que *'equilibre factice des Choiseul et des Talleyrand et ne considere le droit de l'Europe que comme une usurpation tant que les peuples ne Font pas etabli. Elle ne sait qu'une chose, c'est que chaque peuple est maltre de s'arranger chez lui comme il l'entend. « Chacun chez soi, chacun son droit », comme disait Dupin¹. La politique des Nationalites repudie la conquete encore plus que celle de l'equilibre : or, la demande d'une compensation impliquait le quitus approbalif donne a la Prusse pour ce qu'elle avait apprehende contre la volonte des populations et nous rendail ainsi complices

1. Il n'a jamais dit: « Chacun chez soi, chacun pour soi! »

dp la restauration du droit de la conquete. Tout nous deconseillait cette politique du pourboire, du grignotement, de la « note d'aubergiste », qui n'aurait pas meme la hardiesse des vastes convoitises. Ce fut cependant celle que nos hommes d'Etat adopterent. lis se lancerent sans audace dans une diplomatic audacieuse et, sans la volonte de la guerre, dans une diplomatic de guerre. Ce fut l'erreur la plus pernicieuse de la conduite internationalc do l'Empire.

CHAPITRE XX

PREMIERE ABERRATION : LE RHIN

I

L'Empereur s'était rendu à Vichy. (Vest la qu'il fut mis en demeure de se prononcer. Sa promesse de ne pas s'opposer à l'annexion de 4 millions d'âmes avait été verbale : avant de proposer les lois d'annexion, Bismarck désirait en obtenir la confirmation officielle. L'ambassadeur de Prusse, se défiant de Drouyn de Lhuys et ne pouvant aborder l'Empereur, pria Rouher de Tappuyer. Rouher se prêta à son désir et adressa à l'Empereur une dépêche télégraphique. Toutefois il (il observer à Goltz que cette question lui semblait solidaire de celle de la rectification de nos frontières et que probablement on lui manifesterait l'intention de les traiter simultanément. — Quant à lui, il communiquait ce sentiment à l'Empereur par une lettre à Conti, chef du secrétariat impérial : « 1° Le sentiment public se prononce de plus en plus dans le sens d'un agrandissement à notre profit ; il est chaque jour dirigé, entraîné, égaré par les habiletés des

hommes de parli. La presse favorable au gouvernement ne peut pas moderer ce sentiment, parce qu'elle n'ose le partager dans une mesure quelconque; or, c'est là une mauvaise position qu'il faut faire cesser le plus vite possible. Si demain nous pouvions dire officiellement : « La Prusse consent à ce que nous reprenions les frontières de 1814 et à effacer ainsi les conséquences de Waterloo », l'opinion publique aurait un aliment et une direction : on ne se débattrait plus que sur la question de savoir à laquelle des masses resteraient indifférentes. — 2° Je ne crois pas que cette rectification obtenue vaille qu'on la fasse pour l'avenir. Sans doute, il faudra que de nouveaux faits se produisent pour que de nouvelles prétentions s'élèvent; mais ces faits se produiront certainement. L'Allemagne n'en est qu'à la première des oscillations nombreuses qu'elle subira avant de trouver sa nouvelle assise. *Tenons-nous plus près de l'avenir à profiter mieux des événements; les occasions ne nous manqueront pas.* Les États du sud du Rhin, notamment, seront d'ici à peu d'années une pomme de discorde ou une matière à transaction. M. de Goltz ne dissimule pas, dès à présent, des intentions vis-à-vis de ce groupe de confédérés. Aussi je tiens qu'à l'avenir nous pourrions stipuler pour notre alliance le prix que nous jugerons convenable. »

Drouyn de Lhuys se vint rejoindre l'Empereur à Vichy. Le malheureux souverain était alors

dans une crise effroyable de sa maladie. qui annihilait sa volonte et ohscurcissait son intelligence, de telle sorte que le ministre venail dicier des resolutions plutot que recevoir des instructions. La premiere qu'il lit prendre ful decades Intervention de (iortchacow. Medilant pour notrecomptedes annexions, il ne se souciail pas d'autoriser l'Europc a examiner de pres celles de la Prusse. 11 ne redoutait pas que rVngleterr v facilit la reunion d'un Congres, il apprehendatl davantage qifelle pretat l'oreille au projet de declaration. 11 telegraphia done a Londres il notre ambassadeur : « Nous no sommes point desireux de faire aujourd'hui unc telle declaration. Tachez de savoir quelle sera la reponse de l'Angleterre sans vous prononeer vous-memes trop nettement. » Notre charge d'affaires, liatide, telegraphia (8 aout) : « Lord Stanley rpondra que si l'objct de la declaration proposee est de reserver aux puissances neutres leur liberie d'action, eela peut etre fait en s'abstenant de toute adhesion aux arrangements qui vont elre pris avec rAllemagne, et qu'une declaration n'osl pas necessaire. L'Angleterre entend nes'associer a aucune declaration ayanl le caraetere (Vune protestation contre ce qui se passe en Allemagne et reserve sa liberte (faction pour l'avenir. » La reponse etait telle que l'avait desiree Drouyn de Lhuys. Les deux cabinets repousserent le projet de declaration. Stanley ajouta dans sa reponse a Gortchacow que « si l'agrandissement de la Prusse excitait en Russie mecontenteraent et

confiance, il n'inspirait en Angleterre qu'une vive satisfaction; il ne voyait point la necessity (un Congrès pour des changements territoriaux puisqu'on s'en était passé après ceux de 1859 ».

Bismarck, qui eût été embarrassé et probablement obligé de capituler devant une sommation concertée des trois grandes puissances neutres, n'ayant plus affaire qu'à la Russie, dont il ne redoutait aucune insistance coercitive, écarta par une fin de non recevoir la proposition de Gorchakov : il avait accepté le Congrès, avant la guerre, maintenant cet engagement avait perdu toute sa valeur, et il était méprisable pour lui contester le prix de sa victoire. (D'ailleurs, par déférence envers le Tsar, il chargea le général Manstein d'aller à Pétersbourg expliquer les projets et les intentions de la Prusse.

L'Europe congédée ou indifférente, Drouyn de Lhuys crut pouvoir entrer en conversation avec Bismarck. Il proposa à l'Empereur de réclamer, à titre de compensation, Mayence et la rive gauche du Rhin. Puisque, au lieu d'empêcher les Prussiens et de leur disputer leurs conquêtes, comme on l'aurait pu si aisément, on les avait approuvées, on se croyait le droit de réclamer pari au butin. L'Empereur s'enquit d'abord de ce qu'en pensait Benedetti? Drouyn de Lhuys exhiba le résumé suivant des dépêches de notre ambassadeur: « En présence des importances acquisitions que la paix assure au gouvernement prussien, un remaniement territorial

paraît désormais nécessaire à notre sécurité. » Il trouve nos demandes modérées et il en espère le succès « pourvu que notre langage soit ferme et notre attitude résolue ».

On devait attendre un rapport plus explicite de la part d'un ambassadeur auquel le Roi avait maintes fois manifesté sa résolution de ne pas céder un pouce de territoire, qui avait vu l'indignation de Bismarck à l'idée d'abandonner Mayence, entendu les écoleres passionnées de l'opinion à tout soupçon de connivence avec nos convoitises. Que n'a-t-il dit franchement, à pleine bouche : « Sire, si vous n'êtes pas décidé à riposter fort, un refus certain par renvoi il'même armée dans les provinces réclamées, ne perdez pas le bénéfice de votre neutralité bienveillante; ne demandez rien, parce que, quelle que soit la fermeté de votre langage et la résolution de votre attitude, vous n'obtiendrez rien, si ce n'est par les armes. » (let averlissement fut rendu l'Empereur à lui-même et lui aurait donné la force d'être de son avis.

L'Empereur, en effet, était le seul dans son gouvernement qui pensât sainement : il ne voulait aucune espèce de compensation; ses déclarations à Oltz exprimaient le fond de son âme : il ne songeait pas, dit-il, y réussir, à se créer, dans les provinces rhénanes, une Venetie allemande; il ne souhaitait que vivre en bonne intelligence avec l'Allemagne. Et maintenant que l'Italie était constituée et l'Autriche dépouillée de sa prépondérance, il souhaitait plus que ja-

mais assurer a son pays et a l'Europe les bienfaits d'une longue paix. Mais, dans la crise physique qui paralysait sa force de volonte et sa lucidite ordinaire d'intelligence, ne trouvant personne autour de lui qui le soutinrent, il capitula. « Puisque, se dit-il, mes ambassadeurs et mes ministres, qui tous me déclarent ne pas vouloir de guerre, croient que par un langage résolu et une attitude ferme, on obtiendrait un avantage territorial dont l'opinion pourra être satisfaite et qui facilitera leur tâche, je ne puis leur refuser cette démarche. » Et il s'y décida d'autant plus qu'il comptait ne pas la pousser à bout et s'arrêter au premier refus. C'est le sophisme habituel par lequel les hommes faibles se justifient de leurs défaillances. Ce procédé devenait de plus en plus familier à l'Empereur depuis qu'il s'affaiblissait. Il ne se rendait pas assez compte qu'une fausse démarche est dangereuse même quand on n'y persiste pas. S'arrêter ne fait pas oublier que l'on s'est avare et qu'on pourrait s'avancer encore, et il est des effets irrévocablement produits qu'on ne réussit pas à reprendre.

II

Drouyn de Lhuys enjoignit à Benedetti de communiquer d'abord nos demandes, il viendrait ensuite rendre compte. Craignant une première explosion de colère, il se fit précéder par

une lettre : « Mon cher president, en reponseaux communications que j'ai transmises de Nikolsbourg a Paris, a la suite de notre entretien du 26 du mois dernier, je regois de Vichy le projet de convention secrete que vous trouvez ci-joint en copie. Je m'empresse de vous en donner connaissance afin que vous puissiez reexaminer a votre loisir. Je suis du reste a votre disposition pour en conferer avec vous quand vous en jugerez le moment venu (5 aout). » A cette lettre etait joint le projet suivant ecrit egalement de l'ecriture de Benedetti : — « Article 1^{er}. L'Empire francais rentre en possession des portions de territoire qui, appartenant aujourd'hui a la Prusse, avaient ete comprises dans la delimitation de la France en 1815. — Article 2. La Prusse s'engage a obtenir du roi de Baviere et du grand-duc de Hesse, sauf a fournir a ces Princes des dedommagements, la cession des portions de territoire qu'ils possedent sur la rive gauche du Rhin et a en transferer la possession a la France. — Article 3. Sont annulees toutes les dispositions rattachant a la Confederation germanique les territoires places sous la souverainete du roi des Pays-Bas, ainsi que celles relatives au droit de garnison dans la forteresse de Luxembourg. »

Quoiqu'il ait lui-meme divulgue, apres 1870, cette lettre de Benedetti, Bismarck, donnant une preuve de plus de la suspicion en laquelle il convient de tenir un grand nombre de ses recits, a dit dans un discours : « Apres le 6 aout 1866, je vis entrer l'ambassadeur de France dans mon

cabinet, tenant un ultimatum k la main, nous sommant, ou de ceder Mayence ou do nous attendre a une declaration de guerre immediate. Je n'lie-silai pas a repondre : Bien! alors nous aurons la guerre. Cela fut telegraphic a Paris : La on raisonna, et Ton pretendit que les instructions rec;ues par l'ambassadeur do France avaient ete arrachees a l'empereur Napoleon pendant une maladie¹. » Cette version inexacte est cependant interessante, elle inontre comment le Prussien se serait conduit en pareille occurrence et quelle ctailla seule maniere serieuso de presenter une demande de cette nature.

En realite, Bismarck ne se facha pas. Il laissa Benedetto se hisser a son aise sur ses ergots de *lant/af/e net et d'attitude ferme*, et debiter ses rodomontades; puis il lui developpa sans emportement les motifs de son refus. « Toute cette affaire, dil-il, nous desoriente relativement aux vues de Napoleon, et je vais vous donner. ajouta-t-il, une preuve de mes intentions conciliantes ; je ne parlerai pas de rette note au Boi; elle restera comme non avenue. — Du tout, je tiens a ce qu'elle lui soit eommuniquée, car je la trouve juste et nepuis conseiller a mon gouvernement de Tabandonner. »

Le surlendemain (7 aout) a dix heures du soir, Bismarck notifia a Benedetti le refus du Roi, et une discussion a'engagea qui dura plusieurs heures. « Pourquoi, dit Bismarck, nous faites-

vous de telles surprises? Vous devez bien savoir que la cession d'une terre allemande est une impossibility. Si nous y consentions, nous aurions, en dépit de notre triomphe, fait banqueroute. Peut-être pourrions-nous trouver d'autres manières de vous satisfaire? Mais si vous persistez dans vos prétentions, nous emploierions contre vous tous les moyens; ne vous faites à cet égard aucune illusion. Non seulement nous ferions appel à la nation allemande tout entière, mais nous conclurions immédiatement la paix avec l'Autriche à tout prix : nous lui laisserions tout le Sud, nous accepterions même la Diète, et alors nous marcherions avec 800 000 hommes sur le Rhin, et nous vous prendrions l'Alsace. Nos deux armées sont mobilisées, la voire ne Test pas.— Comment! s'écria Benedetti, vous pensez que l'Autriche conclurait la paix avec vous? — Je n'en doute pas. Avant la guerre nous avons déjà négocié cela. Ainsi si vous allez à Paris, prévenez-les qu'ils affrontent une guerre qui pourrait devenir très redoutable. — Je le ferai, mais ma conscience m'obligera à conseiller à l'Empereur le maintien de sa demande et à lui déclarer que s'il n'obtient pas une cession de territoire, sa dynastie est exposée au danger d'une révolution. — Eh bien! dans ce cas, faites observer à l'Empereur que précisément une guerre engagée ainsi pourrait bien être menée à coups de révolution, et que les dynasties allemandes en cela feraient preuve de plus de solidité que celle de l'empereur Napoléon. » — Tout cela très calme, et,

finissant même sur un ton amical], il annonça que le lendemain M. de Loe partirait avec des instructions longuement développées à Goltz, qui le mènerait à même d'exposer à l'Empereur les considérations pour lesquelles la Prusse ne pouvait adhérer au projet de convention. Subsidièrement, il serait autorisé à chercher avec Drouyn de Lhuys d'autres combinaisons propres à nous satisfaire.

Ce dialogue diplomatique aurait pu se résumer ainsi. *Benedetti*: Nous avons été bien aimables et bien complaisants pendant la guerre, nous vous avons donné le concours de l'Italie, nous vous avons laissé prendre tout ce qu'il vous a plu; nous avons joué à votre profit la « sage Autriche », rendez-nous service pour service et cédez-nous un lopin de votre territoire. — *Bismarck*: Vous nous aviez assuré que vous ne nous feriez pas payer votre amitié. Pourquoi d'ailleurs nous séparer de braves gens qui sont Allemands jusqu'au fond du cœur et ne se soucient ni de nous quitter, ni de vous appartenir? — *Benedetti*: C'est que cela aiderait bien M. Rouher à répondre aux imprecations de MM. Thiers et Jules Favre, et à fermer la bouche à l'insupportable M. Buffet, lorsqu'il réclamera de nouveau « cette responsabilité ministérielle à laquelle vous ne tenez pas plus que nous. — *Bismarck*: Vous ai-je demandé une tranche de l'Alsace pour réduire mes pourfendeurs parlementaires? je me suis tiré d'affaire tout seul, faites de même.

111

Lorsque, a dix heures du soir, Benedetti etait entre dans le cabinet de Bismarck, il v avait trouve un correspondant du *Steele*, Vilbort, qui, apres avoir suivi la campagne , venait prendre conge du ministre et le remercier des gracieusetes de son accueil et des facilites qu'on lui avait procurees partout. « Allez prendre une tasse de the au salon, lui dit Bismarck, je suis a vous tout a Theure. » L'entretien avec Benedetti dura jusqu'Vi une heure du matin. Une vingtaine de personnes, la famille et les intimes aftendaient au salon le maitre de la maison. Il parutenfin, le front serein et le sourire aux levres. On prit le the, on but de la biere. Comme des bruits vagues de difficultes avec la France circulaient d&jft a Berlin, Vilbort, au moment de partir, dit: « Monsieur le ministre, voulez-vous me permettre de vous poser une question singuliere-ment indiscrete : Est-ce la paix ou la guerre que j'emporte a Paris? — Bismarck repondit vivement: « L'amitie, l'amitie durable avec la France!

i. Notre attache militaire, Clermont-Tonnerre, a dit a tor que Vilbort avait ete attire a Berlin et presente a Bismarck par Tambassadeur de France. Il s'y est presente tout seul; d'abord rebute par les employes du ministere, il fut ensuite accueilli avec empressement par Bismarck auquel il avait demande par leltre cette faveur exceptionnelle en invoquant son titre de correspondant du *Siecle*, le journal frangais alors le plus repandu.

J'ai le ferme espoir que la France et la Prusse formeront désormais le dualisme de Intelligence et du progres. » tñ sourire etrange courut sur les levres du conseiller prive Keudell. Le lendemain Vilbort alia chez ce personnage et lui dit rombien son sourire myslerieux l'avait intrigue. — Vous parte/ pour la France ce soir, lui avait repondu Keudell, oh bien! vous engagez-vous sur Thonneur a garder jusqu'a Paris le secret de ce que je vais vous apprendre? Avant quinze jours, nous aurons la guerre sur le Rhin si la France persiste dans ses revindications territoriales. Elle nous demande ce que nous ne voulons ni ne pouvonslui donner. La Prusse ne cedera pasunpouce du sol germanique, nous ne le pourrions pas sans soulever contre nous rAllemagne entiere, et s'il le faut, nous la souleverons contre la France plutot que contre nous. »

IV

Bismarck ne garda pas avec Govone la meme reserve tranquille qu'avec Benedetti: « L'Empereur, lui dit-il, a envoye enfin sa note d'aubergiste. Quel compte! Nous avons fait tout ce que nousavons pu pour lui plaire; nous nous sommes arretes aux portes de Vienne comme des imbeciles. Nous prend-il main tenant pour des laches on pour des enfants? Les demandes qu'il nous adresse, impossibles k satisfaire, feraient croire qu'il veut nous chercher une querelle et qu'il est

d'accord avec l'Autriche pour cela. Que ferait l'Italie si la France nous attaque? — Je ne puis vous répondre officiellement, mais mon opinion, et Votre Excellence peut la prendre pour Tecliantillon de celle du grand parti italien, est que l'Italie ne peut pas taire la guerre à la France à laquelle elle doit les premiers pas de sa grandeur actuelle, si la France elle-même ne nous y contraint pas. — Je comprends, répondit Bismarck. Dans ce cas nous ne demanderions à l'Italie qu'une neutralité bienveillante et une attitude qui inquiète un peu l'Autriche¹. »

Le roi Guillaume était froissé, inquiet, résolu. « L'Empereur, dit-il aussi à Govone, nous adresse des demandes inadmissibles. Ce serait un grand sacrifice de sang si nous sommes obligés de diviser nos forces entre la France et l'Autriche. Mon armée se battra bien; elle est aguerrie par une campagne qui lui a donné confiance en elle-même. J'aurai toute l'Allemagne avec moi. Je ne dis pas que ce soient de bonnes troupes que celles que nous avons battues dans le centre de l'Allemagne, et se mesurer avec l'armée française est une chose sérieuse, surtout si nous avons

1. Govone à Visconti-Venosta, 12 août 1860. — Bismarck dans ses Mémoires place cette conversation au printemps de 1866. Il y a là une transposition évidente de dates. Les rapports de Govone de cette époque, si consciencieux et si exacts, ne font nullement mention de cet incident et ils ne le placent qu'en août 1866. Les circonstances démontrent qu'il n'a pu se passer qu'à ce moment, car dans les négociations qui précéderent la guerre, Bismarck ne cessait de dire qu'il fallait avant tout marcher d'accord avec la France et que sans elle il fallait renoncer à faire quoi que ce soit.

aussi l'Autriche contre nous. Je suis inquiet. » Il manda Moltke et lui dit : « Nous venons de battre l'Autriche, il faut nous préparer maintenant à la guerre contre la France. Elle va nous attaquer. » Et Moltke aussitôt prépara un plan défensif.

Le Prince royal, qui depuis Nikolsbourg était complètement reconcilié avec Bismarck, lui écrivait : « Vous m'avez fait parvenir de remarquables informations au sujet de la faim napoléonienne. Le mieux que l'on en puisse penser est, je l'avoue, que, dans les circonstances actuelles, je n'aurais pas considéré comme possibles des prétentions aussi inouïes. Ou bien Napoléon ne pense pas sérieusement à la réalisation de ses desirs, ou bien il n'a pas dit, en son temps, à Goltz, ce qu'il voulait réellement faire ou éviter. Si Napoléon persistait dans son désir d'obtenir la rive gauche du Rhin, nous aurions tout lieu de lui être reconnaissants de ce qu'il nous a si promptement aidés à réaliser l'union de l'Allemagne¹. » Une ordonnance royale (8 août) enjoignit à la commission du recrutement des dépôts de reprendre immédiatement ses travaux; des régiments furent envoyés en toute hâte vers le Rhin; la légion hongroise de Blapka fut augmentée; Bismarck enjoignit à ses plénipotentiaires de Prague de hâter la paix avec l'Autriche, afin de s'assurer si elle était d'accord avec la France et, si elle ne l'était pas, d'avoir les mains libres vers le Rhin.

L'Italie avait ralenti les negociations de la paix en pretendant que le traite avec elle ffit negocie en meme temps que celui avec la Prusse.— Pas du tout, pas du tout, lui repondit Bismarck, cela me ferait perdre du temps et je suis presse. — Govone lui rappelait qu'avant la guerre on s'etait engage a ce qu'aucune des deux parties ne contracterait une paix separee. — « Pas du tout, dil Bismarck; le traite ne dit rien de pareil: vousavez declare la guerre isolement, vous avez negocie un armistice isolement, traitez de meme: je ne puis pas perdre quinze jours, menace commeje le suis par la France, a faire admettre vos plenipotentiaires a Prague. Ma seule obligation est de faire inserer dans mon traite que la Venetie vous sera acquise sans conditions onereuses; je n'y manquerai pas. Moyennant quoi, je suis quitte envers vous. »

V

Benedetti ne transmit point a Paris par le telegraphe la conversation de Bismarck; il courutlui-meme instruire Drouyn de Lbuys des menaces de cet entretien. En arrivant(10 aout) il entendit, repandue dans le public, la nouvelle de ses demandes qu'il supposait ignorees. Vilbort, tant qu'ii elait reste en Prusse, avait garde le secret promis a Keudell, mais aussitot k Paris il l'avait etale tout au long dans le *Steele*, sous forme de telegramme, puis de correspondance. De la, cela

sauta dans les journaux allemands. A l'apaisement des derniers temps succeda une clameur furieuse: Plutôt la guerre! s'ecria-t-on de toutes parts et la lie de haine un instant deposee au fond des coeurs remonta a la surface.

(le vacanne reveilla en sursaut l'Empereur de sa lethargie de malade; il vit Tablme ou on le pr[^]ecipitait; il se retourna, coupa court au pⁱoyable incident par une lettre au ministre de rinterieur : « J'appelle votre attention sur les faits suivants. A la suite d'une conversation entre M. Benedetti et M. de Bismarck, M. Drouyn de Lhuys a eu l'idee d'envoyer a Berlin un projet de convention au sujet des compensations auxquelles nous pouvons avoir droit. Cette convention dans mon opinion aurait du rester secrete, mais on en a fait du bruit a l'exterieur, et les journaux vont menie jusqu'a dire que les provinces du Bhin nous ont ete refusees. Il resulte de ma conversation avec Benedetti que nous aurions toute l'Allemagne contre nous pour un tres petit benefice (que ne l'avait-il compris avant!) Il est important de ne pas laisser l'opinion publique s'egarer sur ce point. Faites contredire energiquement ces rumeurs dans les journaux. Jecris dans ce sens a M. Drouyn de Lhuys. Le veritable interet de la France n'est pas d'obtenir un agrandissement de territoire insignifiant, mais d'aider l'Allemagne a se constituer de la maniere la plus favorable a nos interets et a ceux de l'Europe (12 aoiit). » Et Benedetti fut charge de declarer a Bismarck que notre projet de reven-

dication devait etre considere comme n'ayant pas etc^e presente.

Cette lettre de l'Empereur ayant ete publiee plus tard a Londres par le *Globe*, Drouyn de Lhuys y releva quelques defaillanees de memoire et reclama aupres de l'Empereur lui-meme. « Je ne veux pas, ecrivait-il, chercher l'originc de cette singuliere confidence, faite a une feuilc etrangere, d'une lettre intime de l'Empereur a son ministre de rinterieur. Je ne ferai a ce sujet qu'une simple observation. Cette lettre pourrait preter a deux inductions mal fondees. Elle semble donnera entendre : 1° que les communications que je lis a Berlin en aout 1866 auraient eu lieu sans la participation et presque a l'insu de Votre Majeste; 2° que M. Benedetti aurait combattu la pensee de demander a la Prusse des compensations ou des garanties pour la France. Or, il resulte de ma correspondence avec Votre Majeste et des lettres de M. Benedetli que je relisais encore ce malin, la preuve manifeste : 1° que les instructions envoyees alors a Berlin ont ete lues, corrigees et agreees par Votre Majeste; 2° que M. Benedetti dans quatre lettres ecrites a cette epoque, *non seulement approuvaitman provoquait en termes pressants* une demande de compensations, a laquelle, disait-il, on s'attendait a Berlin et dont il garantissait le succes, pourvu que notre langage fut net et notre attitude resolute. 11 n'a pas tenu a moi que cette condition fut remplie. Telle est, Sire, la verite. Je regretterais qu'elle fut alteree par des commentaires attribuant a Votre

Majesty, ainsi qu'a moi, un role peu digne de Tun et de l'autre¹. »

L'Empereur ne protesta pas contre ces rectifications.

VI

Considered notre projet comine non avvenu, dit done Benedetti a Bismarck. Mais ni l'Allemagne, ni le minislre n'oublierent qifil avail ete presente et resterenl convaincus qu'il le serait de nouveau a la prochaine occasion favorable.

Jadis les premieres protestations de bon vouloir et de desinterressement de TEmpereur avaient ete accueilliesavec une incredulite presque generale; ses assurances a Baden, devant lous les princes allemands, de n'avoir aucune pensee d'annexion, commencerent a calmer les soupçons; son abstention dans la querelle des Duches, ses refus de s'associer aux manifestations de TAngleterre, sa neutrality, ses assurances, avant et apres la guerre, de n'aspirer a aucun profit personnel, n'avaient pas dissipe encore lous les ombrages, a cause des *mais* et des *si* de Drouyn de Lhuys, mais les avaient atl&nues au point qu'ils allaient definitivement disparaltre. En un moment ce travail de tant d'annees est

i. De cette lettre, Benedetti n'a contests qu'un mot : II n'avait pas donne la *certitude*, mais seulement *Vesperancc* du fiucces.

destruit, la confiance s'évanouit; les déclarations rassurantes ne sont plus considérées que comme des hypocrisies, préludes de trahisons : notre neutralité n'avait été que le moyen d'amener une guerre par laquelle la France se grossirait des dépouilles de la Prusse défaite. En 1870, Guillaumedisait à son chef de cabinet Wilmowski : « Je serais porté à témoigner quelque générosité à Napoléon III en souvenir du service qu'il m'a rendu en me laissant faire la guerre de 1860. — Que Votre Majesté m'excuse, répondit le conseiller intime, je ne puis considérer cela comme un service. Napoléon était sûr de sa victoire et il aurait certainement exploité à fond à son profit... Mais lorsque, contre toute attente, ce fut le contraire qui arriva, il n'était pas prêt. » Il n'est pas un Allemand qui n'eût répondu comme Wilmowski, et qui, aujourd'hui encore, ne parle de même. Et ce souverain loyal, véritablement désintéressé et ami de l'Autriche, dont le seul tort avait été sa condescendance passagère de malade à de mauvais conseils, est redevenu et est resté, depuis la démarche de Benedetti, le voisin suspect, perfide, aux paroles et aux sentiments duquel on ne peut se fier et qui, après Sadowa, s'est abstenu par impossibilité de prendre, non par bon vouloir. L'Autriche en dehors de l'Autriche, sa politique, qui avait été jusque-là taxée de générosité imprudente, ne put plus qu'une convoitise déjouée. Tels furent les premiers résultats de la politique des compensations.

Elle eut un autre effet, bien plus redoutable

pour nous. Bismarck a souvent dit et repete dans ses *Memoires* qu'il avait toujours considere une guerre avec la France comme une condition indispensable du developpement national de l'Allemagne, tant au point de vue interieur qu'au point de vue exterieur¹. Il a anticipe ce sentiment comme tant d'autres. Avant 1866, Bismarck n'a pas pense un instant a la guerre avec la France. Le premier jour ou cette idee naquit dans son esprit fut celui de la mediation. Il la considera comme une trahison au profit de l'Autriche et il s'ecria : « Louis me le paiera ! » En realite, cette mediation n'avait pas ete defavorable a la Prusse ; elle ne l'arreta que sur les points ou cela lui etait avantageux : elle ne lui avait conteste aucun des fruits substantiels de sa victoire, ni l'annexion des Duches, du Hanovre, de la Hesse, ni l'Inclusion de l'Autriche, ni la Confederation du Nord. Aussi le violent mecontentement de la premiere lieure s'etait-il apaise, et, sans l'exprimer ouvertement, il le laissait comprendre. Il ne demandait qu'a jouir des avantages obtenus sans courir de nouveaux risques². Il faisait ecrire dans l'organe officiel du Ministere, la *Correspondance provinciale* : « La France, par ses bons offices, a joue un role meritoire dans l'oeuvre de la Paix. L'empereur Napoleon a accepte la mission que lui decernait l'appel de l'Autriche avec generosite et desinteressement, anime d'un esprit vraiment impartial et digne d'un pacificateur equitable,

1. BISMARCK, *Souvenirs*, t. II, p. 61.

2. GOVONE, *Memoire*.

dans le rôle important qu'il lui a été accordé de jouer pendant les négociations; l'Empereur n'a rien ambitionné, rien demandé, ni pour la France ni pour lui-même, si ce n'est la gloire et l'honneur de faire valoir son influence auprès des princes au profit d'une paix juste. Il a eu la bonne fortune de concourir à l'achèvement de la grande œuvre qu'il avait entreprise avec vigueur, il y a quelques années, c'est-à-dire à la création d'une Italie une et libre. Animé des mêmes sentiments, il a tendu la main à la Prusse pour jeter les bases solides de l'unité allemande. » La demande de compensations ramena Bismarck, et cette fois pour toujours, aux sentiments du jour de la médiation. La conviction entra définitivement dans son esprit que la France n'accepterait jamais sans arrière-pensée la transformation et la grandeur de la Prusse, et qu'une guerre avec elle était une inévitable nécessité du développement national allemand. De même que, depuis 1852, sa seule pensée avait été de préparer, d'amener une guerre avec l'Autriche, son unique préoccupation, à partir du 6 août 1866, fut de préparer, par ses alliances et ses arrangements militaires, la guerre contre la France irrévocablement décidée dans son esprit.

Un autre effet non moins sérieux se produisit en Russie. Le Tsar restait mécontent des conditions de Nikolsburg, malgré les explications que Manteuffel était venu lui apporter (9 août). Il se réjouissait des succès de la Prusse, il était sensible aux égards qu'en sa considéra-

lion on voulait temoigner a la Hesse et au Wurtemberg, mais le sacrifice du Hanovre et d'autres princes allemands le remplissait d'effroi: on ouvrait ainsi la porte aux revolutions; on affaiblissait le principe monarchique, car ces dynasties reposaient sur le meme droit divin que la maison royale prussienne; l'institution d'un parlement allemand lui déplaisait aussi, et il se preoccupait des menaces d'absorption des Etats du Sud.

Le recit que fit Manteuffel de la negotiation Benedetti produisit un revirement soudain dans l'esprit du Tsar et de Gortchacow, lis s'expliquerent alors pourquoi la France n'avait pas voulu d'un congres; leurs defiances se tournerent de notrecote; l'energie avec laquelle Bismarck avail repousse les propositions de Drouyn de Lhuys leur fit attacher plus de prix a l'amitie prussienne. Les remontrances cesserent; Gortchacow rede-vint amical et empressé, et le Tsar ecrivit au Boi que, meme si ses paroles n'etaient pas ecoutees, la Russie ne sallierait jamais aux adversaires de la Prusse. En retour, il ne demandait que la promesse d'une aide dans l'avenir, quand il y aurait lieu de penser a la revision du Traite de Paris. Ainsi le resserrement de l'alliance prusso-russe a notre detriment fut un autre efllet de la politique des compensations. Toutefois, *if peggio non e ancor morlo*, comme disent les Italiens : il y aura pis.

CHAPITRE XXI

SECONDE ABERRATION : LA BELGIQUE

1

La situation de Drouyn de Lhuys avait été fort difficile pendant toute la durée de son ministère à cause de l'opposition fondamentale de sa politique personnelle avec celle de son maître. L'Empereur l'avait conservé auprès de lui néanmoins par l'effet d'une ancienne affection doublée d'une entière confiance en sa capacité professionnelle. Le dualisme qui se manifestait en toute occasion par des actes et des paroles contradictoires, jetait notre diplomate dans un véritable désarroi. Les ambassadeurs les plus fins, les plus aux aguets, les mieux informés, ne savaient comment manœuvrer entre ces courants et ces contre-courants. Ils n'avaient pas le loisir d'accomplir simplement un devoir tout tracé; leur intelligence était surtout tournée à deviner laquelle de ces deux politiques contradictoires remporterait.

Cette dualité ne diminuait pas le chef moins que ses agents, car il était obligé de faire officiel-

lemenl la courbette a la politique a laquelle il preparait des contre-mines. de ne pas y opposer ouvertement la sienne, de l'y glisser par des circonlocutions adroites ou des incidences captieuses. Ceux qui ne doutaient pas de saloyaute, le suspectaient de legerete quoiqu'il lut tres serieux. Gramont s'en plaignait a son coUegue Benedetti : « On parle tant a Paris! on touche taut de choses a la fois! on manipule tant d'idees et tout cela si legerement que je ne m'etonne pas que la confusion se fasse dans les esprits. Plus j'observe mon pays, mon gouvernement, mon minislere, plus je trouve qu'on se laisse envahir par les fails, sans assez faire la part de la reflexion. Il faudrait enfermer chaque matin le ministre pendant deux heures dans une chambre, sans livre, sans papiers. tout au plus avec un cigare, pour le forcer a reflector¹. »

Les echecs successifs de la politique des compensations ne permettant plus ni a l'Empereur, ni au ministre de continuer leur collaboration, Drouyn de Lbuys donna sa demission tout en restant charge desaflaires jusqu'au cRoix de son successeur.

II

Quand Drouyn de Lhuys avait succede a Thouvenel, on avait cru a un changement de politique exterieure. Cependant, avec quelques variantes

1. Leltre particuliere ilu 16 mai 1860.

momentanees, la politique du nouveau ministre, meme sur le point qui avait amene la crise, la question roraine, etait demeuree identique, et la Convention du 15 sepleraire, concluepar Drouyn de Lhuys, ne differait pas du projet qui avait entralne le depart de Thouvenel.

De meme la chute de Drouyn de Lhuys, en 1866, ne fut qu'une victoire personnelle de La Valette et de Roulier, contre un rival depuis longtenips.battu en breche. Sous leur administration interimaire aussi bien que sous celle du ministre delinitif, de Moustier, la politique a Tegard de la Prusse resta celle de la recherclie des compensations. La seule difference futqu'elle changea d'objet, en portant sur la Belgique et non sur les Provinces rhenanes, et qu'elle s'aggrava. Visant le Rhin elle avait ele temeraire; reportee sur la Belgique elle devint vilaine.

Parmi les anciens homines d'Etat fran<ais avaient regne deux opinions sur la Belgique. Kichelieu voulait la former en une republique <atholique indcpendantto, barre etablie entre les Hollandais et nous, qui, « formanl un corps ne dependant que de soi-meine, nous menagerail d'autant plus que nous les aiderions a conserver leur liberie acquise par notre moyen ». — Mazarin, au contraire, pensa qu'il fallait la conquerir, l'annexer, et a former ainsi a la ville de Paris un boulevard inexpugnable qui en ferait veritablement le coeur de la France ». — Dumouriez proposa a la Revolution le plan de Mazarin et le r6alisa. Louis-Philippe en revint a celui de Richelieu.

Roulier fit reprendre par l'Empereur l'idée de Mazarin et de Duinouriez, seulement dans des temps et des conditions où ils ne pourraient probablement conclure ni l'un ni l'autre.

Goltz y encourageait fort, car il estimait qu'en dehors de l'Allemagne, nous avions droit à une compensation. Le 10 août, Roulier envoya à Bismarck par un messenger spécial l'instruction confidentielle de négocier un traité secret et un traité ostensible. Le traité ostensible nous eût concédé Landau, Sarrelouis, Sarrebruck, et, si l'abandon de ces villes offrait des difficultés insurmontables, le Luxembourg. Le traité secret eût établi, entre la France et la Prusse, une alliance défensive et offensive, stipulant la faculté de mettre la main sur la Belgique avec le concours armé de la Prusse, si les résistances de l'Angleterre n'étaient pas apaisées par la constitution d'un port libre. L'opportunité de cette mainmise eût été laissée à noire appréciation : c'eût été certainement lorsque la Prusse tenterait d'étendre sa suprématie au delà du Mein. M. de Bismarck demanderait-il quel avantage lui en reviendrait, il répondrait : « Il vous assure une alliance puissante, il consacre toutes vos acquisitions d'hier et en échange il ne consent à laisser prendre que ce qui ne vous appartient pas, il ne vous impose aucun sacrifice sérieux en échange des avantages que vous obtenez. »

Metternich avait dit : « L'existence du royaume belge est le produit de circonstances fortuites, non celui de conditions naturelles, soit géogra-

phiques, soil hisloriques, conditions sur lesquelles repose la force veritable des Etals¹. » — Les Beiges nc s'elaient pas contenles de repondre historiquement que, depuis les dues de Bourgogne, la nationality beige u'avnit pas cesse de subsister, tanlot opprimee, tanlot triompliaiiile, toujours vivace², lis avaient prouve leur vitality et leur droit a l'exisleucc d'une nmniere pratique en etablissant un beau gouveriicment stable qui a donne, uutant que la nation anglaise, dans l'ordre civil et dans l'ordre politique, des exemples de sagesse et d'initiative ponderee, qui a enseigne comment on peul etre progress if en restant sense, liberal sans devenir revolutionnaire, applique au soulagement du peuple tout en ne s'asservissanl pas a ses soltises el en ne renoncjant pas a reprimer ses violences.

Et e'est sur ce peuple heureux, attache a son independance, contre lequel nous n'avions aucun grief, que nous fondrions corame des oiseaux de proie, parce que la Prusse avait opere des annexions dont il n'avait pas profile et auxquelles il n'avait pas contribue? Croire qu'il nous serai I permis de consommer cet acle de brigandage denolait une meconnaissance affligeante des dispositions de l'Europc. Les sentiments de l'Angleterre vis-a-vis de la Belgique etaient tres anciens et ne pouvaient etre ignores. Quand Henri IV parla a Elisabeth d'alliance, elle repondit : « Tant que vous voudrez, mais ne touches

1. *Memoires*, tome V, page 624

2. JUSTE, *Congres national en Belgique*, l. I, p. 30.

pas aux Pays-Bas. » — Stanley, au moment de sa prise de possession du ministere, avail dit a notre ambassadeur : « Aussi longtemps que l'Egypte, Constantinople ou la Belgique ne seront pas mis en cause, nous nous abstiendrons d'intervenir dans les affaires du continent; mais si vous attachez du prix au inaintien de la paix, evitez ces trois questions. » — Derby, le president duconseil, ayant, apres Sadowa, rencontre au Cercle, Baude, notre charge d'affaires, lui dit : <(Je puis vous dire ici ce que je ne dirais pas au Foreign-Office; je comprends que vous ne puissiez pas tolerer ce qui se passe, el que vous cherchiez des compensations du cote de l'Allemagne; faites ce que vous voudrez, mais ne touchez pas a la Belgique! » Les relations les plus intimes unissaient les familles royales de Prusse, d'Angleterre el de Belgique et une correspondance reguliere s'echangeait outre elles. Qui done renseignail nos minislres pour qu'ils aient cru une minute que le roi Guillaume briserait ces liens affeclueux, romprait brusquement avec la belle-mere de son (Us, s'exposerait a une guerre avec une nation qui se rejouissait de sa grandeur recente et en souhaitait l'accroissement, uniquement en vue de complaire a un Empereur dont ilse defiait et de s'acquiller d'une delte de reconnaissance alaquelle il ne se croyait pas tenu!

III

Benedetti effaea lui-memc du projet de traite Landau et Sarrebruck, ne voulant pas se creerde difficultes insurmontabls; il Iraiiscrivitce projet sur le papier de l'ambassade, et ne se crut pas oblige de preparer Tentrevue par une leltre. (lette fois, pasdepropospenibles, pasdesinistres predictions, pas de grondements sourds d'une colere contenue, un accueil empresse, une satisfaction entiere : « Certainement, dans ces conditions, on peut se mettre d'accord. Que n'avez vous loujours parle de la sorte? Votre projet est bon; il faut le rendre excellent. Ainsi vous diles a la fin de Particle premier, que l'Empereur reconnaitra les arrangements pris ou a prendre pour l'etablissement d'une confederation dans l'Allemagne du Nord, s'engageant a preler son appui a la conservation de cette ceuvre. L'intention est tres amicale et j'y suis tres sensible, cependant remarquez que votre protection constituerait une immixtion de la France dans les affaires interieures de l'Allemagne. — C'est juste, repond Benedetti, supprimons la clause. » Chaque article fut ainsi examine; la redaction de la fin du second article fut meme spontanement amelioree par notre ambassadeur. — « A la bonne heure, cela va bien maintenant, dit Bismarck; pour que nous puissions mieux juger de Tensemble, relisez le tout. » Et Benedetti li t :

ARTICLE 1^{er}. S. M. l'Empereur des Français admet et reconnaît les acquisitions que la Prusse a faites a la suite de la dernière guerre. — ART. 2. S. M. le Roi de Prusse promet de faciliter a la France l'acquisition du Luxembourg. — ART. 3. S. M. l'Empereur des Français ne s'opposera pas a une union fédérale de la Confédération du Nord avec les États du midi de l'Allemagne, à l'exception de l'Autriche, laquelle Union serait basée sur un Parlement commun, tout en respectant dans une juste mesure la souveraineté desdits États. — ART. 4. De son côté, le roi de Prusse, au cas où Sa Majesté l'Empereur des Français serait amené par les circonstances a faire entrer ses troupes en Belgique, ou a la conquérir, accordera le concours de ses armes a la France. — ART. 5. Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur des Français contractent par le présent une alliance offensive et défensive. »

El Benedetti lit. 11 n'aperçoit pas le facial sardonique de triomphe de ce regard dur mesurant ce qui peut entrer de crédulité dans le cerveau d'un diplomate réputé fin; il ne sent pas l'épanouissement infernal de l'homme de fer, qui tombe a ses pieds notre trésor d'honneur, de probité, de délicatesse; il n'entend pas la traduction que Fastucieux se donne a lui-même de ce beau projet: « Ah! les nationalités, le droit nouveau, l'indépendance des peuples, l'humanité, la civilisation, le progrès, pour eux, c'est cro-

cheter lesserrures d'aufrui: cnfin les voila dignes de moi! » Et Benedetti lit. La lecture terminee, souriant et satisfait de son habilete, il laisse le manuscrit ecrit de sa main a ce cher ami, a ce cher president, afin qu'il obtienne an plus tot ^approbation de son roi (20 aout)¹.

lis so sont excuses en disant: Cetle conception etaittoute prussienne: Bismarck nousl'avait soufflee aNikolsbourg et a Berlin. — I'recismment parceque c'etaitune conception prussienne, vous ne deviez pas en faire un projet franrais. Il etait naturel que Bismarck vous conseilat de vous deshonorer; pourquoi l'avez-vous ecoute? Que ne pout-on jeter sur certains fails historiques un voile noir pareil a celui que les Vtfnitiens etendaient sur l'cffigie de lours doges coupables!

IV

La proposition sur la Belgique trouvait Bismarck occupe a regler la constitution de la nouvelle Confederation du ;Nord et a fixer la rancon des Etals du Sud dont les ministres etait'nt arrives *en suppliant*s a Berlin.

Les affaires de la Confederation du Nom se reglerent facilement. Un decret d'annexion de Francfort, du Hanovre, de la Hesse electorate fut soumis au Parlement(17aout); un trails d'alliance

fut signe entre les Etats destines a faire partie de la confederation nouvelle (18 aofiiit).

Les arrangements avec les Etats du Sud furent plus epineux. Certains etaient proteges par leurs parentes avec la cour de Prusse ou de Russie : les arrangements avec eux furent prompts et elements. Le Wurtemberg fut exceptionnellement bien traite a la consideration de la reine, soeur du Tsar : pas de cession de territoire, indemnite de guerre de 17 millions; reconnaissance des preliminaires de Nikolsbourg, garantie reciproque de la possession territoriale des deux Etats, traite secret d'alliance offensive et defensive, en vertu duquel, en cas de guerre, les troupes wurtembergeoises seraient placeessous lesordres du roi de Prusse. — Le grand-due de Bade, gendre du roi Guillaume, en fut quitte pour une amende de 12 millions (17 aout). Dans la Hesse oo tit une cote mal taillee : la partie situee au nord du Mein ne fut pas annexee quoique Bismarck Feftt bien desire; elle entra dans la Confederation du Nord; le territoire situe au sud du Mein demeura independant. La Baviere etait l'Etat non protege et meme abandonne par tout le monde; Bismarck ne pardonnait pas a Pfordten d'avoir degul'esperance que jusqu'au dernier moment il avait mise en son concours. Il le raillait, le tournait et le retournait sur le gril. « Personne ne s'interessant a votre sort, lui disait-i), il est equitable que vous payiez pour tous. » Et il lui demandait 75 millions de francs et le cinquieme de son territoire. Pfordten, desespere

trouvant la situation in tenable, se recommanda a l'Empereur sans Irop d'espoir, lorsque le salut lui arriva de ce cote, mais d'une maniere a laquelle il ne s'attendait pas.

Le projet de traite beige amena ce coup de the&tre. Bismarck, soudain retourne, se rendit chez Pfordlen muni du petit papier de Benedetti. « Vous comptez, lui dit-il, sur Fappui de la France? Lisez. » Pfordlen kit et resta stupefaiL « Vous voyjez, dit Bismarck, qu'on vous livre a a nous; voila comment on vous soutient. » Puis d'ironique devenant amical : « L'ambition (ran-Qaise veut absolument s'assouvir; ils ont retire une premiere demande de cession de la rive gauche du Rhin, mais e'est parce qu'ils n'etaient pas suffisamment prêts; leur renonciation n'est qu'une feinte; des qu'ils seront en force, ils recommenceront; de la Belgique ils se porteraient sur le Rhin. Nous sonnies tous les deux, Allemands; oublions ce qui nous a divises, embrassons-nous; je renonce a toutes mes revendications; je ne vous demande que l'engargementde m'assister contre Tennemi de la patrie commune. » Ils s'embrasserent¹, et sansdebrider ils conclurent le traite suivant :

a I. Entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi

1. Bismarck. Discours du 20 octobre 1867. « Je me souviens tres preoisement qu'un homme d'Etat longtemps adversaire de la Prusse, mais anim6 de sentiments allemands, le baron de Pfordten, au moment ou je lui declarai, dans les negociations de paix, que nous renoncions aux acquisitions sur la rive droite du Mein en Franconie, a la condition que les traites d'alliance, qui lui etaient connus en principe,

de Baviere est conclue une alliance offensive et defensive, ils s'assurent mutuellement l'inviolabilité du territoire de leurs pays, et s'engagent, *en cas de guerre*, à mettre dans ce but toutes leurs forces militaires à la disposition l'un de l'autre. II. Le Roi de Baviere remet pour ce cas au Roi de Prusse le commandement supérieur de ses troupes. »

EN CAS DE GUERRE, sans restriction ni spécification, que la guerre soit offensive ou defensive, en Allemagne ou ailleurs, sans qu'il y ait lieu par conséquent dans aucune hypothèse à discuter le *modus foderis*. En retour, la Baviere n'eut à payer que 64 millions, et elle ne perdit que les districts de Gersfeld et d'Orb et Tenclave de Cautsdorf (22 août).

Bismarck raconta à Benedetti que l'intervention du gouvernement de l'Empereur n'avait pas été étrangère au succès de la mission de Pfordten, et le ministre bavarois témoigna également sa gratitude à notre ambassadeur. L'ironie était vraiment féroce. Le roi Louis écrivit au roi de Prusse : « Après que la paix a été conclue entre nous et qu'une amitié ferme et durable est fondée entre nos Etats, j'éprouve le vif désir de donner à cette amitié une expression symbolique extérieure, j'offre pour cela à Votre Majesté Royale

seraient acceptés par la Bavière; je me souviens, que M. de Pfordten, me déclara solennellement, et avec l'expression la plus vive de son émotion intérieure, qu'il reconnaissait à quel point mes sentiments patriotiques étaient calomniés, et qu'il voyait bien qu'un cœur allemand battait dans ma poitrine aussi bien que dans la sienne. »

de posséder en commun avec moi le glorieux burg de ses aïeux à Nuremberg : si les bannières unies de Hohenzollern et de Tiltelsbach flottent aux créneaux de ce burg, on devra voir là un symbole que la Prusse et la Bavière veillent de conserve aux destinées de l'Allemagne, que, par l'intermédiaire de Votre Majesté, la Providence conduit dans des voies nouvelles (30 août). » La réconciliation était complète, sinon entre les peuples, du moins entre les souverains. « Il y a toujours quelque chose d'angereux en politique à se faire payer¹ », a dit Bismarck.

Les préliminaires de Nikolsbourg n'avaient pas constitué l'unité allemande, et il était vrai de dire qu'ils avaient coupé l'Allemagne en trois tronçons. Après les traités militaires, cela cessait d'être vrai. Même alors cependant il n'exista pas une unité latine, telle que Victor-Emmanuel la faisait en Italie; on n'intronisa pas un seul prince régnant souverainement sur toute la contrée, jouissant d'un droit de gouvernement intérieur. Mais l'unité militaire, la seule qui nous menaçait, était accomplie. Militairement, il n'y avait plus de Meiningen et cette prépotence prussienne sur les choses de la guerre, qu'elle eût mis des années à obtenir, fut, grâce à nous, consommée en quelques heures.

Bismarck fit immédiatement acte d'autorité en occupant Mayence. C'était encore nous dire :

1. Discours du 5 décembre 1876.

N'avancez pas! car vous nous trouverez en position de defense! Drouyn de Lhuys fit des representations; Bismarck n'en tint nul compte, et ordonna au general Losberg, qui occupait la torteresse pour la Confederation au nom du grand-due de Hesse, de deguerpir. Celui-ci avait d'abord refuse, parce qu'il n'avait pas reiju d'ordrede son souverain, puis sentant l'inanite de la resistance, il obeit.

CHAPITRE XXII

LE TRAITE DE PRAGUE (23 AOUT 1866)

I

La conclusion du traité de Prague fut rapide. Quoique l'Empereur n'y fut point partie, il intervint dans la négociation et obtint quelques modifications et additions sans importance réelle. Il avait proposé qu'on déclarât les États du Sud libres de former entre eux « une union allemande qui jouirait d'une existence nationale indépendante ». Ces mots n'avaient pas été reproduits dans les préliminaires de Nikolsbourg; A. Wulrich n'avait élevé aucune objection contre cette suppression. L'Empereur demanda leur rétablissement. L'article consacrant la retrocession par l'Autriche à la Prusse de tous ses droits sur le Sleswig-Holstein ne mentionnait aucune réserve en faveur des Danois du Sleswig. Bismarck ne soupçonnait pas que l'Empereur, qui n'avait pas exigé le vote des populations avant d'approuver l'annexion du Hanovre, de la Hesse, de Francfort, du Holstein, du Sleswig

meridional, et qui avait, dans le projet de traite beige, stipule a son profit le droit de conquete, attacherait encore la moindre importance a la consultation des Danois du Sleswig. Il ne s'opposa pas et il conceda a l'Empereur pour Bade et le Wurtemberg comme pour le Sleswig ce qu'il considerait comme une fantaisie platonique. Les difficultes et les longueurs vinrent des clauses relatives a l'Italie. Bismarck eut voulu que, d'une maniere quelconque, par exempli¹ en faisant intervenir le vœu des populations, l'Autriche parfit faire directement la transmission de Venise a l'Italie. L'Empereur n'en demandait pas mieux mais Kratochvil-Joseph fut inflexible, il ne voulait ceder qu'a Napoleon III, et les Italiens eurent beau redire qu'ils preferaient prendre Verone d'assaut que de la recevoir de la main d'un commissaire francais, il fallut bien qu'ils en passassent par la. Ils eurent merveilles, ce qui leur parut le supreme desagrément, l'ennui de voir l'Empereur mentionne comme l'auteur de la cession qui allait constituer leur titre.

L'entente sur le partage de la dette fut encore plus malaisee. L'Empereur, infatigable patron de l'Italie, envoya un projet qui la dcchargeait de toute participation *if la dette publique autrichienne*, et ne mettait a sa charge que la seule dette affeerente au royaume lombardo-venitien. « A peine sut-on cette nouvelle, ecrit de Yienne Gramont qu'en quelques minutes l'esprit public se tourna contre la France avec plus d'emportement peut-etre que contre la Prusse elle-meme. Les ministres

declarerent qu'ils remettraient leur demission a l'Empereur plutot que de souscrire a de pareilles exigences. « Si nous avions, disaient-ils, la faiblesse d'y consentir, nous serions lapides dans les rues. » La motion franchise fut rejetee et Mensdorff proposa la redaction suivante : « line part equitable de la dette publique aulrichienne demeurera attachee a la possession territoriale; elle sera ulterieurement fixee par des commissaires speciaux designes, a cet etfet, par S. M. l'Empereur d'Autriche et par S. M. l'Empereur des Fran<ais. » Bismarck suggera de dire : « Les dettes qui seront reconnues afferentes au royaume lombardo-venitien conformement aux precedents du *traite de Zurich*. » Cette fixation serait faite par une puissance neutre et non par des commissaires dont l'un fran<ais. « Le Cabinet de Vienne, disait-il, au rapport de Gramont, devait enfin, malheureusement trop tard, s'apercevoir que la mediation fran<aise lui avait etc, des le commencement, plus nuisible qu'utile. En cette derniere circonstance, la France n'etait que l'agent de l'Italie et sa mediation dépassait les bornes de l'equite; Intervention des commissaires fran<ais devait etre fatale a l'Autriche, tandis que l'arbitrage d'une des deux grandes puissances ci-dessus designees offrirait des garanties d'autant meilleures que le Cabinet de Berlin se rallierait sans difficulties a leur equitable sentence- » Le Cabinet de Vienne prit un terme moyen : il repoussa la redaction fran<aise et s'appropriä la redaction prussienne, en persis-

tant toutefois a confier la fixation de la dette afferente a chacune des parties a des commissaires austro-français.

Le traité fut signé a Prague le 23 août 1860. Il était, a peu de chose près, la reproduction des préliminaires de Nikolsbourg. L'Autriche reconnaissait la dissolution de la Confédération germanique et donnait son assentiment a une organisation nouvelle de l'Allemagne sans sa participation. Son empereur promettait de reconnaître l'Union fédérale étroite « qui sera fondée par S. M. le roi de Prusse au nord de la ligne du Mein », et déclarait consentir ce que « les États allemands, situés au sud de cette ligne, contractent une union dont les liens nationaux feront l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties, et qui aura une existence internationale indépendante (art. 4) ». L'indemnité de guerre, fixée a 150 millions, était diminuée par des imputations considérables. Le traité constatait (art. 12) que, dès le 29 juillet, l'empereur des Français avait fait déclarer officiellement qu'en ce qui concerne le gouvernement de l'Empereur, la Venétie est acquise a l'Italie pour lui être remise a la paix; que l'empereur d'Autriche accédait également, pour sa part, a cette déclaration et donnait son consentement a la réunion du royaume lombardo-venitien au royaume d'Italie, sans autre condition onéreuse que la liquidation des dettes afférentes aux territoires cédés conformément au précédent du traité de Zurich. S. M. l'empereur d'Autriche transférait a S. M. le roi de

Prusse tous les droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui avait reconnus sur le Sleswig-Holstein « avec cette reserve que les populations des districts du nord du Sleswig seront de nouveau reunies au Danemark, si elles en expriment le desir par un vote librement emis ».

L'Autriche ne subissait aucune diminution de son territoire allemand. Le respect de cette integrity avait ete la condition absolue de la mediation de Napoleon III. « Il eut bien mieux fait, dans l'interet de son pays et en vue des eventualites de l'avenir, disait Bismarck, au lieu de sauvegarder la puissance vaincue, de creer entre elle et son vainqueur une baine inextinguible. »

Le traite de Prague fut suivi le lendemain d'un traite « par lequel S. M. l'Empereur d'Autriche cedait le royaume lombardo-venetien a S. M. l'Empereur des Français qui l'accepte, sous la condition de supporter les dettes afferentes a ce royaume conformement aux precedents du traite de Zurich ». Des commissaires français et autrichiens seraient charges de cette liquidation. La remise effective de possession du royaume lombardo-venetien devait etre operee par des commissaires autrichiens a des commissaires français apres la conclusion d'un arrangement pour l'evacuation des troupes, et apres laquelle paix aurait ete signee entre l'empereur Francois-Joseph et le roi Victor-Emmanuel.

Tous ces actes termines, les archiducs Albert, Leopold et Charles adresserent au roi de Prusse des lettres identiques exprimant le desir de re-

noncer au commandement de courtoisie des regiments prussiens qui portent leurs noms respectifs, tandis que les noms du Roi, du Prince Royal et des Princes de Prusse ainsi que ceux de Wrangel et des grands-ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Bade furent rayes de *YAlmanack militaire* de l'Autriche, les regiments qui les portaient ne devant plus elre designes que par des numeros. Le Roi eprouva une extreme irritation de ces mesures : il les eut voulus battus et contents.

Après la signature de tous les traites de paix, le bilan de la guerre s'elablit ainsi : frais de guerre, 88100000 thalers auxquels il fautajouter une somme de 20 millions pour mainlenir jusqu'a la fin de l'annee l'effectif dit de preparation a la guerre. En tout, 108100000 thalers (405375000 francs). Les indemnitesrevues s'eleverent a la somme de 288 455 000 francs auxquels s'ajoutait l'acquisition de quatre Etats. Meme au point de vue materiel, l'affaire n'avait pas ete mauvaise.

Le jour de l'entree triomphale a Berlin de l'armee victorieuse, le Roi donna un nouveau temoignage de reconnaissance a Bismarck. Il lui ecrivit : « La fete de l'entree a Berlin de mes troupes victorieuses, qui a lieu aujourd'hui, me remet tout particulierement en memoire les grands services que vous avez rendus en ce temps memorable. Non seulement, vous avez grave pour toujours votre nom, comme *homme d'Efat*, sur les tables d'honneur de notre histoire, mais vous

etes reste aussi fidelement k mes cotes comme *soldat*, et je me souviens tout particulierement, en ce jour de fete militaire, que vous m'avez manifeste partout le coeur et le sentiment d'un *soldat*. Je veux que vous apparteniez d'une fagon durable a mon armee, et je vous nomine pour cela general-major, et afin que vous conserviez les couleurs portees a Koeniggrsetz, je vous nomme chef du 7^e regiment de la grosse cavalerie de la Landwehr (20 septembre 1866). »

II

La Saxe se trouvait maintenant la seule vaincue dont le sort ne fut pas regie. Bismarck, qui ne lui pardonnait pas sa resistance en Boheme, s'effonçait, n'ayant pu l'annexer comme le Hanovre, de la rattacher a la Confederation par la chaine la plus etroite. 11 declara d'abord qu'il n'entendait pas trailer avec Beusl, et il presenta un projet qui, sauf l'etiquette, constituait une veritable annexion. Le roi de Saxe invoqua la protection de la France et derAutriche. L'Empereur ordonna a Drouyn de Lhuys de telegraphier a Benedetti : « L'Kmpereur desire qu'aucun nuage ne s'eleve entre lui et le gouvernement prussien. Cependant les exigences de la Prusse vis-a-vis de la Saxe lui paraissent diametralement opposees a Tespril des preliminaires. Que la Saxe fasse partie de la Confederation du Nord, soit; mais qu'elle conserve son armee ! Insistez forte-

ment sur ce point, a moins que M. de Bismarck ne prdfere annexer la Saxe et transferer le Roi dans les provinces rhgnanes (20 aoflt, 6 h.). »

Bismarck repondit tres poliment que lacombinaison recommandee par Napoleon III l'avait.ete deja par les plenipotentiaires prussiens au Congres de Vienne : ils avaient du y renoncer a cause des reclamations qu'elle provoquerait dans les Provinces rhenanes qui aimaient mieux appartenir a une grande puissance que d'etre constitutes en un Etat de second ordre; la Chambre dont, aux termes delaloι constitutionnelle, Fassentiment scait necessaire, ne s'y preterait pas aisement; enlin le Roi par une disposition traditionnelle dans sa famille n'y serait pas favorable (1^{pr} septembre).

La rSponse aux instances de l'envoye autrichien fut beaucoup plus raide, sansdoutea notre intention. « Sa Majeste, lui dit-il, coinmenyait a se fatiguer de Fimmixtion des puissances etrangeres dans des affaires qui ne les regardaient pas et qu'il appartenait au Roi seul de decider. Il etait necessaire debien s'entendre une foispourtoutesa ce sujet, et M. le baron de Brenner pouvait repe-ter a son gouvernement que Sa Majeste n'avait pas Fintention de se laisser influencer par les representations de l'Autriehe, ni meme par celles delaFrance,danslereglementdesesrapportsavec les princes qu'elle avail vaincus. Au contraire,leRoi voyait ces interventions de mauvais ceil, et pour tout dire, lui, porte-voix du Roi, devait declarer que Fintervention de l'Autriche et de la France en

faveur du roi de Saxe n'aurait d'autre effet que d'aggraver le sort de ce souverain. Il fallait a tout prix fermer la porte a l'ingerence des etrangers dans les affaires d'Allemagne, qu'il appartenait desormais a la Prusse de regler seule,et puisque le roi de Saxe avait appele l'Autriche et la France a son aide, il servirait d'exemple et apprendrait a ses depens aux princes allemands ce qu'ils ont a gagner en agissant de la sorte(2 septembre). »

La Saxe livree a ses propres forces ne se decouragea pas; elle lut le pied a pied, et la negociation se prolongea.

III

Malgre cette resistance, Bismarck desormais se sentait les mains armees. Dans une guerre contre la France, il etait assure de l'appui des Etats du Sud, de la neutrality italienne et il savait que si l'Autriche ne s'abstenait pas, la Russie l'y contraindrait: Gortchacow n'en avait pas pris l'engagement formel, mais il avait fait dire par Manteuffel qu'on pouvait agir avec vigueur contre la France.

Benedetti s'aperçut que quelque chose etait change lorsqu'il vint apporter les observations de Paris sur le projet beige (29 aout). Rouher avait ete satisfait de l'echange d'idees avec Bismarck : « il approuvait l'ambassadeur d'avoir supprime Landau et Sarrebruck; mais ce serait un acte de courtoisie de la Prusse si elle VOULAIT

lait, par le demantelement de ces deux places, leur enlever tout caractere menacant contre la France. Il etait bien evident que l'extension de la Prusse au dela du Mein, inevitable dans un temps prochain, nous serait une occasion toute naturelle de nous emparer de la Belgique; d'autres circonstances pouvaient se presenter dont nous devons rester les juges exclusifs. » Il revenait sur l'idee de deux traites, l'un public pour l'acquisition du Luxembourg, l'autre secret pour la Belgique et l'alliance offensive et defensive. « Cette combinaison concilie tout; elle delend l'opinion publique en France par l'obtention d'une satisfaction immediate et l'effort qui en resulte, pour les esprits, vers la Belgique. » Cependant, Bouher ajoute qu'on veut quelque temps pour peser l'affaire et il autorise Benedetti a se rendre a Carlsbad. « Vous faites bien d'aller a Carlsbad, lui dit Bismarck, et s'il y a lieu je vous rappellerai par une depeche telegraphique. Mais etes-vous bien sur, ajoute-t-il, que l'empereur Napoleon ne se servira pas d'une telle negociation pour creer des ombrages entre la Prusse et l'Angleterre? »

Pour le coup. Benedetti est dcmonte. « Quel degre de confiance, ecrit-il a Bouher, pouvons-nous accorder a des interlocuteurs accessibles a de pareils calculs? » Il aurait du en consequence redemander son papier: il n'y pensa pas.

Benedetti parti, son charge (Affaires ne tarda pas a constater a son tour le changement d'humeur de Bismarck. Il (Hait venu lui annoncer,

chose qu'il supposait devoir lui être agréable, qu'à Francfort, à Cassel et à Hanovre, il y aurait désormais des consuls au lieu de ministres plénipotentiaires. Mais il eut le malheur de prononcer le mot de Saxe. « Ses yeux s'allumerent, m'a raconté Lefebvre de Behaine; et je crains qu'il allait me jeter l'encrier à la tête. Il se plaignit que nous violions à chaque instant l'esprit des préliminaires de Nikolsbourg, nous reprocha amèrement notre intervention en faveur de la Bavière et de la Hesse grand-ducale, et nos ingérences dans les affaires de Saxe; il nous accusa d'intervenir dans la constitution de la Confédération du Nord, ce qui était inadmissible et tout à fait de nature à modifier l'esprit général de la politique prussienne (10 septembre). » Behaine laissa passer le torrent sans trop riposter. Il alla demander à Goltz, alors présent à Berlin, le motif de cette subite indignation. — Goltz lui répondit que, la veille au soir, il avait été traité à peu près de la même manière parce qu'il avait prononcé ce même mot de Saxe. Évidemment Bismarck était furieux de ne pas avoir annexé ce pays; l'état de sa santé expliquait d'ailleurs cette irritabilité excessive : il souffrait d'une névralgie des jambes et était menacé d'un commencement de phlébite.

CHAPITRE XXIII

LA CIRCULAIRE LA VALETTE (16 SEPTEMBRE 1866)

I

Aussi longtemps qu'il espéra quelque compensation, l'Empereur différa de s'expliquer. La négociation beige ayant été renvoyée à une époque indéterminée, il tenta d'arrêter le courant de mécontentement et d'inquiétude auquel s'abandonnait de plus en plus l'opinion française. — Le marquis de Moustier, ambassadeur à Constantinople, avait été nommé à la place de Drouyn de Lhuys, et en attendant son arrivée interim avait été confié à La Valette. L'Empereur écrivit une circulaire que le ministre signa comme interimaire aux Affaires étrangères (le 16 septembre 1866). Ce document est de ceux qu'on n'analyse pas et qu'il faut lire dans leur texte.

« La guerre qui a éclaté au centre et au sud de l'Europe a détruit la Confédération germanique et constitué définitivement la nationalité italienne. La Prusse, dont les limites ont été agrandies par

la victoire, domine sur la rive droite du Mein. L'Autriche a perdu la Venetie; elle est separee de l'Allemagne. En face de ces changements considerables, tous les Etats se recueillent dans le sentiment de leur responsabilite; ils se demandent quelle est la portee de la paix recemment intervenue, quelle sera son influence sur l'ordre europeen et sur la situation internationale de chaque puissance.

« L'opinion publique, en France, est emue. Elle flotte, incertaine entre la joie de voir les traites de 1815 detruits et la crainte que la puissance de la Prusse ne prenne des proportions excessives, entre le desir du maintien de la paix et l'esperance d'obtenir, par la guerre, un aggrandissement territorial. Elle applaudit a l'affranchissement complet de l'Italie, mais veut etre rassuree contre les dangers qui pourraient menacer le Saint-Pere.

« Les perplexites qui agitent les esprits et qui ont leur retentissement a l'etranger, imposent au gouvernement l'obligation de dire nettement sa maniere de voir.

« Pour dissiper les incertitudes et fixer les convictions, il faut envisager dans leur ensemble le passe tel qu'il etait, l'avenir tel qu'il se presente.

« Dans le passe, que voyons-nous? Apres 1815 la Sainte-Alliance reunissait contre la France tous les peuples, depuis l'Oural jusqu'au Rhin. La Confederation germanique comprenait, avec la Prusse et l'Autriche, 80 millions d'habitants;

elle s'étendait depuis le Luxembourg jusqu'à Trieste, depuis la Baltique jusqu'à Trente, et nous entourait d'une ceinture de fer, soutenue par cinq places fortes fédérées; notre position stratégique était enchaînée par les plus habiles combinaisons territoriales. La moindre difficulté que nous pouvions avoir avec la Hollande ou avec la Prusse sur la Moselle, avec l'Autriche sur le Rhin, avec l'Autriche dans le Tyrol ou le Frioul, faisait se dresser contre nous toutes les forces réunies de la Confédération. L'Allemagne autrichienne, inexpugnable sur l'Adige, pouvait s'avancer, le moment venu, jusqu'aux Alpes. L'Allemagne prussienne avait pour avant-garde sur le Rhin tous ces États secondaires sans cesse agités par des desirs de transformation politique et disposés à *considérer la France comme l'ennemie de leur existence et de leurs aspirations*. Si on en excepte l'Espagne, nous n'avions aucune possibilité de conclure une alliance sur le continent. L'Italie était morcelée et impuissante, elle ne comptait pas comme nation. La Prusse n'était ni assez compacte, ni assez indépendante pour se détacher de ses traditions. L'Autriche était trop préoccupée de conserver ses possessions en Italie pour pouvoir s'entendre intimement avec nous. Sans doute, la paix longtemps maintenue a pu faire oublier les dangers de ces organisations territoriales et de ces alliances, car ils n'apparaissent formidables que lorsque la guerre vient à éclater; mais *cette sécurité précaire, la France l'a parfois obtenue au prix de l'effacement de son*

role dans le monde. Il n'est pas contestable que, pendant pres de quarante annees, elle a rencontre debout contre elle la coalition des trois Cours du Nord unies par le souvenir des defaites et des victoires communes, par des principes analogues de gouvernement, par des traites solennels et des sentiments de defiance envers notre action liberatrice et civilisatrice.

« Si, maintenant, nous examinons l'avenir de l'Europe transformee, quelles garanties presente-t-il a la France et a la paix du monde ? *La coalition des trois Cours du Nord est brisee; le principe nouveau qui regit l'Europe est la liberte des alliances; toutes les grandes puissances sont resumes les unes et les autres a la plenitude de leur independance, au developpement regulier de leurs destinees.* La Prusse agrandie, libre desormais de toute solidarity, assure l'independance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombrage. Fiere de son admirable unite, de sa nationalite indestructible, *elle ne saurait combattre ou regretter l'oeuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir et subordonner a des sentiments jaloux les principes de nationalite qu'elle represente et professer le regard des peuples.* Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquietudes se dissipent, ses inimities s'eteignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche et non qui l'loigne de nous. Au midi, l'Italie, dont la longue servitude n'avait pu eteindre le patriotisme, est mise en possession de tous ses elements de grandeur nationale. Son existence

modifie profondément les conditions politiques de l'Europe; mais, malgré des susceptibilités irreflexives ou des injustices passagères, ses idées, ses principes, ses intérêts la rapprochent de la nation qui a versé son sang pour aider à conquérir son indépendance.

« L'Autriche, dégagée de ses préoccupations italiennes et germaniques, n'usant plus ses forces dans des rivalités stériles, mais les concentrant à l'est de l'Europe, représente encore une puissance de trente-cinq millions d'âmes *quovis hostile, aucun intérêt ne sépare de la France.*

« Par quelle singulière réaction du passé sur l'avenir l'opinion publique verrait-elle non des alliés, mais des ennemis de la France dans ces nations affranchies d'un passé qui nous fut hostile, appelées à une vie nouvelle, dirigées par des principes qui sont les nôtres, animées de ces sentiments de progrès qui forment le lien pacifique des sociétés modernes? Une Europe plus fortement constituée, rendue plus homogène par des divisions territoriales plus précises, est une garantie pour la paix du continent et n'est ni un péril ni un dommage pour aucune nation. *Celle-ci, avec l'Algérie, comptera bientôt plus de 40 millions d'habitants; l'Allemagne 37 millions dont 29 dans la Confédération du Nord, et 8 dans la (l') on fédération du Sud; l'Autriche, 35; l'Italie, 36; l'Espagne, 15.* Qu'y a-t-il dans cette distribution des forces européennes qui puisse nous inquiéter?

« Une puissance irrésistible, faut-il le regretter? pousse les peuples à se réunir en grandes

agglomerations, en faisant disparafire les Etats secondaires. Cette tendance nait du desir d'assurer aux interets generaux des garanties plus efficaces. Peut-etre est-elle inspiive par une sorte de prevision providentielle des destinees du monde. Tandis que les anciennes populations du continent, dans leurs territoires restraints, ne s'accroissent qu'avec unⁱ certaine lenteur, la Kussie et la Republique des Etats-Unis d'Amerique peuvent, avant un siecle, compter chacune cent millions d'Kommes. Quoique les progres de ces deux grands empires ne soient pas pour nous un sujet d'inquietude et qu'au contraire nous applaudissions a leurs gcnereux efforts en faveur de races opprimees, il est de l'interet prevoyant des nations du centre europren de ne point rester morcelees en tant d'Etats divers sans force et sans esprit public.

« La politique doit s'elever au-dessus des prejuges (troits etmesquins d'un autre age. L'Empereur tie rroit pas que la grandeur d'un pays depende de *reiffaiblmemenl* des peuples qui l'enloulurent el ne voit de veritable eqnilibre que dam les vceux satis fails des nations de l' Europe. En cela, il obeit a des convictions anciennes et aux traditions de sa race. Napoleon l¹ avait prevu les changements qui s'operenl aujourd'hui sur le continent europeen. Il avait depose les germes de nationalites nouvelles, dans la phiinsule en rreanl le royaume d'Italie, en Allemayne en faisant disparaitre deux cent vinquanteArois Elats independants.

« Si ces considerations sont justes et vraies, l'Empereur a eu raison d'accepter ce role de mediateur, qui n'a pas ete sans gloire, d'arreter d'inutiles et douloureuses effusions de sang, de modtfrer le vainqueur par son intervention amicaie, d'attenuer les consequences des revers, de poursuivre, a travers tant d'obstacles, le retablissement de la paix. 11 aurait au contraire meconnu sa haute responsabiite si, violant la neutrality promise et proclamee, il s'etait jete a l'improviste dans les hasards d'une grande guerre, d'une de ces guerres qui reveillent les haines de races et dans lesquelles s'entre-choquent des nations entieres...

« Quel eut ete, en effet, le but de cette lutte engagee spontanement contre la Prusse, necessairement contre l'Italie? Une conquete! un agrandissement territorial! Mais le gouvernement imperial a depuis longtemps applique ces principes en matiere d'extension de territoire. *Il comprend, il a romph les annexions commandes par une nfaessite absolue*, reunissant a la patrie des populations ayant les merries moeurs, le meme esprit national que nous, il a demande au libre consentement de la Savoie et de Nice le retablissement de nos frontieres naturelles. La France ne peut desirer que les agrandissements territoriaux qui n'altereraient pas sa puissante cohesion; mais elle doit toujours travailler a son agrandissement moral ou politique, en faisant servir son influence aux grands *interets de la civilisation*. Son role est de cimenter l'accord entre

les puissances qui veulent à la fois **maintenir** le principe d'autorité et favoriser le progrès. Cette alliance enlèvera à la Révolution le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples et conservera aux grands États éclairés la sage direction du mouvement démocratique qui se manifeste partout en Europe.

« Toutefois il y a, dans les émotions qui se sont emparées du pays, un sentiment *légitime* qu'il faut reconnaître et préciser. Les résultats de la dernière guerre contiennent un enseignement grave et qui n'a rien coûté à l'honneur de nos armées : ils nous indiquent la nécessité, pour *la défense de notre territoire*, de perfectionner sans délai notre organisation militaire.

« La nation ne manquera pas à ce devoir qui ne saurait être une menace pour personne, elle a un juste orgueil de la valeur de ses armées, ses susceptibilités éveillées par les souvenirs de ses fastes militaires, par le nom et les actes du souverain qui la gouverne, ne sont que l'expression de sa volonté énergique de maintenir hors de toute atteinte son rang et son influence dans le monde.

« En résumé, du point de vue élevé où le gouvernement impérial considère les destinées de l'Europe, l'horizon lui paraît dégagé d'éventualités menaçantes; des problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprime pas, pèsent sur les destinées des peuples; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus diffi-

modifie profondément les conditions politiques de l'Europe; mais, malgré des susceptibilités irreflexives ou des injustices passagères, ses idées, ses principes, ses intérêts la rapprochent de la nation qui a versé son sang pour l'aider à conquérir son indépendance.

« L'Autriche, dégagée de ses préoccupations italiennes et germaniques, n'usant plus ses forces dans des rivalités stériles, mais les concentrant à l'est de l'Europe, représente encore une puissance de trente-cinq millions d'âmes *qu'aucune hostility, aucun inttret ne separe de la France.*

« Par quelle singulière réaction du passé sur l'avenir l'opinion publique verrait-elle non des alliés, mais des ennemis de la France dans ces nations affranchies d'un passé qui nous fut hostile, appelées à une vie nouvelle, dirigées par des principes qui sont les nôtres, animées de ces sentiments de progrès qui forment le lien pacifique des sociétés modernes? Une Europe plus fortement constituée, rendue plus homogène par des divisions territoriales plus précises, est une garantie pour la paix du continent et n'est ni un péril ni un dommage pour notre nation. *Celle-ci, avec l'Algérie, comptera bientôt plus de 40 millions d'habitants; l'Allemagne 37 millions, dont 29 dans la Confédération du Nord, et 8 dans la Confédération du Sud; l'Autriche, 35; l'Italie, 26; l'Espagne, 18.* Qu'y a-t-il dans cette distribution des forces européennes qui puisse nous inquiéter?

« Une puissance irresistible, faut-il le regretter? pousse les peuples à se réunir en grandes

agglomerations, en faisant disparattre les Etats secondares. Cette tendance natt du desir d'assurer aux interets generaux des garanties plus effi- caces. Peut-etre est-elle inspiree par une sorte de prevision providentielle des destineesdu monde. Tandis que les anciennes populations du conti- nent, dans leurs territoires restraints, ne s'ac- croissent qu'avec une certaine lenteur, la Russie et la Republique des Etats-Unis d'Amerique peuvent, avant un siecle, compter chacune cent millions d'Kommes. Quoique les progres de ces deux grands empires ne soient pas pour nous un sujet d'inquietude et qu'au contraire nous applaudissions a leurs genereux efforts en faveur de races opprimees, il est de Finteret prevoyant des nations du centre europeen de ne point Tes- ter morcelees en taut d'Etats divers sans force et sans esprit public.

« La politique doit s'elever au-dessus des pre- juges etroits et mesquins d'un autre age. L'Empe- reur *ne rroit pas que la grandeur d'un pays d&pende de Yaffaiblissementl des peuples qui Yen- tourent et ne voit de veritable equilibre que dans les vceux satisfaits des nations de l'Europe*. En cela, il obeit a des convictions anciennes et aux tra- ditions de sa race. Napoleon I⁰¹ avait prevu les changements qui s'operent aujourd'hui sur le continent europeen. Il avait depose les germes de nationality nouvelles, *dans la pininsule en treant le royaume d'Italie, en Allemayne en fai- sant disparaitre deux cent cinquante-trois Etats independants*.

« Si ces considerations sont justes ei vraies, l'Empereur a eu raison d'accepter ce role de mediateur, qui n'a pas ete sans gloire, d'arreter d'inutiles et douloureuses effusions de sang, de moderer le vainqueur par son intervention amicale, d'attenuer les consequences des revers, de poursuivre, a travers tant d'obstacles, le retablissement de la paix. 11 aurait au contraire meconnu sa haute responsabilite si, violant la neutrality promise et proclamee, il s'elait jete a l'improvisiste dans les hasards d'une grande guerre, d'une de ces guerres qui reveillent les haines de races et dans lesquelles s'entre-choquent des nations entieres...

« Quel eut ete, en effet, le but de cette lutte engagee spontanement contre la Prusse, necessairement contre l'Italie? Une conquete! un agrandissement territorial! Mais le gouvernement imperial a depuis longtemps applique ces principes en matiere d'extension de territoire. // *comprend, il a rompris les annexions rommandees par une ncessite absolue*, reunissant a la patrie des populations ay ant les memes moeurs, le meme esprit national que nous, il a demande au libre consentement de la Savoie et de Nice le retablissement de nos frontieres naturelles. La France ne peut desirer que les agrandissements territoriaiiix qui n'altereraient pas sa puissante cohesion; mais elle doit toujours travailler a son agrandissement moral ou politique, en faisant servir son influence aux grands *interets de la rivilisation*. Son role est de cimenter l'accord entre

les puissances qui veulent à la fois maintenir le principe d'autorité et favoriser le progrès. Cette alliance enlèvera à la Révolution le prestige du patronage dont elle prétend couvrir la cause de la liberté des peuples et conservera aux grands États éclairés la sage direction du mouvement démocratique qui se manifeste partout en Europe.

« Toutefois il y a, dans les émotions qui se sont emparées du pays, un sentiment *légitime* qu'il faut reconnaître et préciser. Les résultats de la dernière guerre contiennent un enseignement grave et qui n'a rien coûté à l'honneur de nos armées : ils nous indiquent la nécessité, pour *la défense de notre territoire*, de perfectionner sans délai notre organisation militaire.

« La nation ne manquera pas à ce devoir qui ne saurait être une menace pour personne, elle a un juste orgueil de la valeur de ses armées, ses susceptibilités éveillées par les souvenirs de ses fastes militaires, par le nom et les actes du souverain qui la gouverne, ne sont que l'expression de sa volonté énergique de maintenir hors de toute atteinte son rang et son influence dans le monde.

« En résumé, du point de vue élevé où le gouvernement impérial considère les destinées de l'Europe, l'horizon est large par suite de l'absence de problèmes redoutables, qui devaient être résolus parce qu'on ne les supprimait pas, pesaient sur les destinées des peuples; ils auraient pu s'imposer dans des temps plus diffi-

ciles; ils ont reçu leur solution naturelle sans trop de violentes secousses et sans le concours <langereux des passions revolutionnaires. Une paix qui reposera sur de telles bases sera une paix durable. Quant a la France, de quelque cote qu'elle porte ses regards, elle n'aperçoit rien qui puisse entraver sa marche ou troubler sa prosperite. Conservant avec toutes les puissances d'amicales relations, dirigeée par une politique qui a pour signes de sa force la generosite et la moderation; appuyee sur son imposante unite, avec son genie qui rayonne partout, avec ses tresors et son credit qui fecondent l'Europe, avec ses forces militaires developpees; entouree desormais de nations independantes, elle demeurera non moins respectee. »

II

Cette circulaire contient des parties excellentes. Le tableau de l'effacement où nous avaient réduits les arrangements de 1815 est un beau morceau historique de toute verité. Les garanties que nous laissait la nouvelle organisation de l'Europe ne sont pas moins bien exposees : l'alliance possible de l'Autriche, jusque-là fatalement ennemie; celle de l'Italie qui ne nous eut jamais fait défaut tant qu'un Napoleon eut regné en France; l'amitié de l'Angleterre sincere malgré ses ombrages, et, si cette amie nous manquait, un rapprochement étroit avec la Russie,

dont Pesperanee nous etait toujours ouverte, contre-balancjaient largement l'accroissement de la Prusse qui, d'ailleurs, pouvait aboutir a une alliance, non a une hostile. La dernieregarantie enumeree dans la circulaire, la division en trois tron^ons de l'ancienne Confederation, n'existait deja plus, du moins militairement; on ne mentait cependant pas en insistant sur son importance, car on ignorait encore a Paris les traites d'alliance inilitaire. 11 etait courageux de repudier la politique demodee, aussi contraire a la noblesse des sentiments qu'a la possibility des faits, qui subordonne la grandeur d'un peuple a la petitesse des autres. Il etait clairvoyant de s'etre bien rendu eompte que les plus ardents ennemis de la France, toujours prêts a exciter les passions contre elle, etaient les Etats du Sud, de la sauvegarde desquels on aurail voulu faire notre interet principal.

Malheureusement la circulaire ne reste pas jusqu'au bout dans cette correction elevee et loyale. La politique des compensations la fait devier et y montre son vilain visage. Le gouvernement imperial *comprend*, y est-il dit, *les annexions cotttmandees par une ?ieces'sile absolue*. Cette justification des conquetes prussiennes 6tait glissee comme expose des motifs anticipe de notre conquete projetee en Belgique. Le public non initie a ces negociations secretes ne comprit pas, mais il fut vivement dmue de l'annonce que le perfectionnement de notre organisation militaire devenait une necessite pour la defense de

notre territoire. Que signifie, dit-on alors, Tassurancée qu'une Europe, plus fortement constituée, rendue homogène par des divisions territoriales plus précises, est une garantie de la paix du monde? Quelle raison, s'il en est ainsi, de nous armer jusqu'aux dents? Il est donc vrai que nous avons été vaincus à Sadowa?

Indépendamment de tout péril imminent, il était naturel qu'au lendemain d'une expérience militaire aussi instructive on perfectionnât notre organisation militaire; mais ce n'était pas dans une circulaire de paix qu'il était opportun de le proclamer, d'autant plus que les réformes les plus urgentes, la fabrication des chassepots, un meilleur système de mobilisation, de nouveaux réformements tactiques de l'artillerie et de la cavalerie, se seraient beaucoup mieux réalisés en silence, sans que le public y fût initié.

Bien que cette circulaire ne lui eût pas été communiquée, le roi de Prusse en exprima officiellement sa satisfaction¹. Il y retrouvait « cette sagesse et ces sentiments bienveillants pour la Prusse qu'il avait appris de longue date à apprécier chez l'Empereur, et qui lui permettaient de constater que le nouvel ordre de choses établi au centre de l'Europe n'était ni un péril ni un dommage pour la France ». Ces paroles confiantes ne représentaient qu'un compliment. Le Roi et Bismarck n'oubliaient ni la demande de Mayence, ni la négociation beige toujours pendante : la cir-

culaire leur parut une duplicité de plus. L'équivoque créée par une politique de demi-moyens, de convoitises transies, qui n'avait su être ni conquérante ni désintéressée, ne fut dissipée ni en France ni en Europe; la théorie des trois tronçons devint pour notre opposition un sujet d'incessants persiflages, et Bismarck qui avait en poche ses traités secrets avec les États du Sud, dut s'amuser beaucoup des beaux raisonnements de la circulaire.

CHAPITRE XXIV

LA LIQUIDATION PARLEMENTAIRE EN PRUSSE

1

Il ne suffisait pas à Bismarck de défendre sa politique contre l'ingérence étrangère, il dut la faire agréer par le Parlement. Grabow, le président des années de lutte, avait décliné la présidence et avait été remplacé par Forckenbeck qu'on supposait plus conciliant quoique ayant appartenu à l'extrême gauche.

Un reserlement de déférence traditionnelle fit élire membre de la Commission de l'Adresse la plupart des coryphées de cette même opinion; mais il fut sensible, le jour où parut leur rapport, qu'ils ne répondaient plus au courant général ni dans la Chambre ni au dehors. De toutes parts on releva l'insuffisance approbative de leur projet. Le nouveau président invita les différents partis à lui envoyer des délégués chargés officiellement de le remanier. En faisant appel à leur patriotisme, il parvint à les mettre d'accord, sur une rédaction présentée par le général Stevenhagen. La Commission se rangea à son tour à ce

compromis dont Bismarck se declara satisfait.

Les Polonais proposèrent un amendement en faveur de leur nationalité rappelant le sang versé par le 5^e corps d'armée en Bohême. Bismarck repliqua, aux applaudissements de la Chambre, que c'était comme bons Prussiens, au service de la Prusse leur patrie, que les soldats de Posen avaient déployé la bravoure traditionnelle de la race polonaise.

Le Roi répondit à la députation chargée de lui présenter l'Adresse, qu'il « avait fait son devoir en procédant comme il l'avait fait, au moment où il n'y avait pas de loi budgétaire. Il avait dû agir ainsi et il agirait toujours ainsi si des circonstances analogues devaient se représenter, mais elles ne se représenteront plus. » Ces paroles inquiétèrent; un revirement se produisit parmi les libéraux ralliés à l'Adresse, et le bill d'indemnité ne rencontra pas le vote d'unanimité sur lequel on avait compté. Plusieurs membres réclamèrent une loi sur la responsabilité afin que le précédent ne se renouvelât plus. Virchow dit : « Je parle sans haine, mais dans mon opinion aucun gouvernement, quelques triomphes qu'il ait remportés, ne peut être justifié d'avoir refusé de rendre à un peuple ses droits constitutionnels. »

Bismarck répondit avec une extrême modération : « Nous désirons la paix, non pas que nous soyons mis hors de combat; au contraire, le courant nous est aujourd'hui plus favorable que dans les années précédentes; nous ne la désirons pas non plus pour nous soustraire &

toute accusation a venir fondee sur une future loi de responsabilite. Je ne crois pas qu'on nous accuse; je ne crois pas, en cas d'accusation, qu'on nous condamne. Quoi qu'il en soit, si l'on a fait des reproches au ministere, ce n'est pas celui d'etre timide. Nous desirons la paix parce qu'a notre avis la patrie aujourd'hui en a plus besoin qu'autrefois. Si vous jetez les yeux a l'etranger, si vous parcourez les journaux de Vienne, ceux surlout qui passent pour refleter les vues du gouvernement imperial, vous y trouverez les memes paroles de haine, les memes excitations contre la Prusse qu'on y lisait avant la guerre et qui n'ont pas peu contribue a faire de la guerre une necessite devant laquelle ils n'auraient pu reculer quand bien meme ils l'auraient voulu. Voyez l'altitude des populations de l'Allemagne du Sud, telles qu'elles sont representees dans les armees : *on peut dire que le degre de conciliation necessaire et d'intelligence de la tache qui est confiee a l'Allemagne est d'une telle nature qu'il n'existe certainement pas quand on voit des troupes bavaoises faisant feu tranquillement, des voitures d'un chemin de fer. sur des officiers prussiens.* Voyez l'altitude des divers gouvernements en face des institutions nouvelles que nous avons a creer, satisfaisante chez quelques-uns, resistente chez les autres. Ce qui est certain, d'autre part, c'est qu'en Europe vous trouverez a peine une puissance qui encourage d'une maniere bienveillante la constitution de cette nouvelle communaute allemande, et qui n'eprouve le besoin

de s'ingerer a sa maniere en cette constitution. Ainsi, Messieurs, notre t&che n'est donc pas achevee. Elle exige l'union de tout le pays, l'union se prouvant par les faits, et se temoignant de maniere a faire impression. Si on a dit souvent : « Ce que l'epee a gagne, la plume Ta
« gate, » j'ai pleine confiance que nous n'entendrons pas dire : « Ce que l'epee et la plume ont
« gagne, cette tribune l'a annule¹. » (*Vifs applaud'mements.*) Le bill d'indemnité fut vote par 230 voix contre 75. Ce vote ne couvrait que l'irregularite constitutionnelle d'une administration sans budget; il ne dispensait pas le gouvernement de rendre ses comptes et de justifier ses dépenses. Ces comptes furent trouves irreprochables.

Les annexions se regulariserent plus facilement que le gouvernement sans budget. Le roi Guillaume avait fait de la sensiblerie, il avait dit a la deputation de la Chambre des seigneurs : « Qu'on ne saurait comprendre a quel point, en sa qualite de prince ne dans la pourpre, il etait desole d'etre force de priver d'autres princes de leurs Etats. Il avait, avant d'en arriver la, du soutenir une penible lutte contre son propre coeur. La conviction seule que l'interet de la patrie commandait imperieusement cette mesure rigoureuse l'avait decide. » Le pauvre homme! Bismarck ne se croyait pas tenu a ces hypocrisies. Le ministre hanovrien Hodeberg invoquait le

1. Discours du 1^{er} septembre 1866.

droit en faveur de son maltre; il l'arrete : — *La Prime ne reconnait aucun droit, quand il y va de son existence** — Vous foulez aux pieds tous les principes conservateurs, s'ecrie Hodenberg et vous ravissez au parti conservateur toutes ses armes contre la democratie et la revolution. — La Prusse fait alliance avec la Revolution et avec quiconque lui prete assistance, des que son existence est en jeu, riposte Bismarck.

L'expose des motifs des lois d'annexion n'etait pas moins expressif. « lis en ont appele, etait-il dit, pour eux et pour leur pays, au jugement de la guerre; ce jugement a ete prononce contre eux; la necessity politique nous fait un devoir de ne pas leur rendre le pouvoir souverain dont ils ont ete depouilles par la marche victorieuse de nos troupes. Nous savons *qu'une partie settlement de la population partage avec nous la conviction de cette necessite*; nous respectons et honorons la fidelite et rattachement que ces pays vouent a leurs maisons souveraines jusqu'ici regnantes et a leurs institutions independantes; mais nous attendons avec confiance que la participation au developpement de l'unification nationale jointe a un regime qui menage les conditions particulieres legitimes, facilite la transition a une nouvelle et plus vaste communaute. »

Plus explicite encore dans la Commission, Bismarck reclama dans toute la plenitude de ses effets le droit de conquete, reconnu selon lui comme un article de droit international. Il le justifia par le droit de la nation allemande

d'exister, de respirer, de s'unifier. Le député Michaelis ayant demandé que l'incorporation fut subordonnée à l'assentiment de la représentation légale du pays, Kirchmann et Waldeck lui demandèrent : « Que ferez-vous si le Hanovre déclare, et il le déclarerait certainement, qu'il faut rétablir sa Maison royale? Est-il quelqu'un parmi vous qui aurait le courage de demander ce rétablissement? Les petits États sont! le cancer de l'Allemagne; il n'est pas d'Allemand qui voudrait rétablir une maison princière line fois déchue! » Michaelis fut convaincu, retira son amendement, et une majorité de libéraux vota cette résurrection du droit de conquête par 273 voix contre 14!

La mise en vigueur de la constitution prussienne dans les pays annexes fut différée jusqu'au 1^{er} octobre 1867. Jusque-là ils seraient soumis au gouvernement absolu de la conquête¹ afin de briser toutes les résistances. Le roi de Hanovre ne perdit pas seulement son État; il fut dépouillé aussi de sa fortune. Il avait mis en sûreté, en Angleterre, 33 millions provenant en grande partie de son patrimoine. Cependant, dans la précipitation du départ, on avait emporté aussi quelques valeurs d'État. Sous le prétexte de l'obliger à les restituer, on mit le séquestre sur tous ses biens.

La loi électorale préparée pour le Parlement de la Confédération du Nord établit le suffrage uni-

1. Bismarck, discours du 11 mars 1867.

versel: tout Allemand, ayant trois ans d'indignat, était électeur à 25 ans; tout Électeur éligible; un député par cent mille âmes. Ce suffrage fut introduit sans grande conviction. Bismarck se justifia de cette nouveauté par les nécessités du combat : « Dans les luttes allemandes avec les adversaires de l'Empire cette carte aurait été jouée; il fallait la leur enlever. Je ne crois pas assez fermement au meilleur effet d'un autre droit électoral pour rejeter, dans les luttes futures, le moyen populaire. » Le rapporteur Twes-ten, en admettant le suffrage universel, n'en tira pas un horoscope encourageant : « Je crains, dit-il, que le suffrage universel direct ne contribue à miner le parlementarisme et qu'avec lui ce soit le dilettantisme et le charlatanisme politique qui l'emportent. »

Il y eut d'intéressant dans cette discussion une boutade très significative de Bismarck contre Virchow : « Monsieur le député a perdu de vue une chose sur laquelle je ne puis assez insister, c'est que nous n'avons pas atteint le but final de notre politique; nous en sommes au commencement, et vous commettez une injustice lorsque vous traitez ce qui est aujourd'hui comme une chose d'accompli, de terminée. L'orateur a donné à entendre que nous n'atteindrons pas ce but. Si cependant nous l'atteignons, il se rangerait alors de côté du gouvernement. La haute valeur que j'attache à ce concours m'engage à soumettre au jugement de l'orateur lui-même une considération : depuis quatre ans, il a toujours prophétisé, quant aux

resultats de notre politique, le contraire de ce qui est arrive; je crois donc et j'espere que cette fois encore il se trompera, et que, par suite, il peut d&s aujourd'hui se rallier a la politique du gouvernement. »

Un projet d'emprunt de (>0 millions de lhalers, destines a couvrir les depenses extraordinaires de la guerre, exalta des ombrages parce qu'il se rattachait indirectement au conflit constitutionnel. Parmi les depenses extraordinaires, on comptait le Tresor de guerre epuise a reconstituer. Ce Tresor avait ete une des ressources qui avaient permis a la Couronne de se passer des subsides de la Chambre. La Commission proposa de ne pas voter d'emprunt, d'autoriser remission de bons du Tresor pour couvrir les depenses urgentes et de faire des autres une charge des exercices suivants.

Le President s'employa encore a amener un compromis qui se fit sur un amendement de Michaelis, auquel le gouvernement adhera : faculte lui fut accordee de contracter un emprunt de 30 millions et d'emettre des bons du Tresor pour une valeur equivalente. Toute la portion de ces ressources qui ne serait pas absorbee par le paiement des depenses de guerre auxquelles n'auraient pas suffi les contributions de guerre et les autres ressources extraordinaires disponibles, serait consacree a la reconstitution du Tresor de guerre. Mais pour que le controle de la Chambre ne fut pas elude, le Tresor de guerre ne pourrait, sans son agrement, exceder 30 millions. Des que ce chiffre aurait ete atteint, les excedents sur les

recettes extraordinaire* accordees seraient acquis k la caisse generale et figureraient a l'actif des budgets subs&juents.

Le ministre des Finances, Heydt, rappela l'interel que le gouvernement attachait a l'institution du Tresor. « Au moment ou tous les Etats de PEurope travaillent a refondre leur organisation militaire, la Prusse doit etre en mcsure, a tout instant, de jeter ses forces dans la balance des destinies europeennes. Elle doit avoir constamment la main sur la garde de son epee et le pouce sur le cordon de sa bourse. » Bismarck, quoique ibout de forces, vint priei TAssemblee de « temoigner une fois de plus la ferme resolution du peuple prussien de maintenir les resultats acquis par la derniere guerre et de les defendre s'il le faut ».

Schwerein, ancien ministre de TInterieur, un des chefs les plus eonsideres du parti liberal, dit, faisant allusion a son opposition passes : « J'ai la satisfaction d'avouer que je me suis trompe. [Brnvos sur les bows de la droit e.) Je suis heureux de pouvoir rendre a M. de Bismarck ce temoignage public de restime que m'inspirent sesservices.>> Lamendement fut vote par 230 voix contre 83.

« Pendant Thiver precedent, a ecrit Bismarck dans ses *Souvenirs*, j'avais a lutter contre le Roi

qui ne voulait pas la guerre. Pendant la campagne je fus au\ prises avec les mililaires qui ne voyaient devant eux que l'Autriche sans voir les autres puissances de l'Europe; puis avec le Roi encore au sujet de la conclusion de la paix et du bill d'indemnité. J'étais si fatigué que j'avais besoin de me reposer; j'allui d'abord à Karlsbourg chez mon cousin, et ensuite le 6 octobre à Putbus où je tombai gravement [malade](#) à l'hôtel. Le prince et la princesse de Putbus m'offrirent une aimable hospitalité dans un pavillon resté debout à côté du château détruit par un incendie. »

Bismarck s'étant éloigné, le Parlement se sépara. Savigny, le dernier ministre à Francfort, termina seule la négociation encore pendante, celle avec la Saxe, à l'égard de laquelle Bismarck avait fini par se résigner à n'être plus aussi cruellement exigeant. Ce traité fut signé le 21 octobre 1866. Le roi de Saxe accédait à la Confédération du Nord ; ses troupes, partie intégrante de l'armée de la Confédération, seraient placées comme toutes sous le commandement général du roi de Prusse et reorganisées au plus tôt à la prussienne; les chemins de fer étaient cédés à la Prusse moyennant compensation; l'indemnité de guerre serait de 37500000 francs.

Bismarck, qui du fond de sa retraite de malade suivait ce règlement, n'en fut pas complètement satisfait. Il regrettait l'absence de deux clauses qu'à son départ il supposait accordées : 1° que l'effectif des troupes saxonnes dépendrait toujours du roi Guillaume; 2° que les Prussiens

pourraient toujours entrer en Saxe et y tenir garnison.

Savigny avait voulu se donner de l'importance, et il n'avait pas tenu compte suffisamment des instructions formelles de Bismarck contre lequel continuait toujours une résistance sourde de ceux dont il couvrait les petites personnalités. Bismarck ne protesta pas, se réservant de reprendre ces clauses indispensables, de les généraliser et de les introduire dans la Charte constitutionnelle de la Confédération.

CHAPITRE XXV

LE TRAITE DE VIENNE AVEC L'ITALIE

3 OCTOBRE 1866)

RETROCESSION DE LA VENÉTIE

I

L'Empereur eul pu se montrer blesse du mepris affiche de ses conseils, considerer comme un manquement a son egard celte invasion, sans gloire et sans peril, d'une province devenue sienne, uniquement pour marquer qu'on tenait a offense de la lui devoir; il aurait pu se refugier dans la froideur d'une dignite blessee. Au contraire, il ne ressent rien, ne se plaint de rien, multiplie a Vienne les demarches eftieaees. L'Autriche reclamait 75 millions, l'Italie n'en offrait que 25; Gramont obtint qu'on transigeilt. Les ministres italiens, « revenus a des idees plus justes, par leur recentc^ experience sur la solidite et la valeur pratique de leurs anciennes et de leurs recentes alliances, comprenaient aujounVhui que l'intervention bienveillante de l'Empereur etait de bcaucoup la garantie la meilleure et la plus sure pour le triomphe de leurs interets ». lis s'applaudissaient <(de devoir

a Intervention de la France un succes qui compensait dans une certaine mesure les mécomptes diplomatiques récemment éprouvés¹ ».

Ces sentiments n'eurent pas un long cours, car ce qu'il fallait aux Italiens, c'était plus qu'à l'atténuation de leur indemnité, c'était que le traité leur cédât directement la Vénétie. Ils avaient vainement tenté de l'obtenir à Prague, ils renouvelèrent leurs instances à Vienne, comptant que la pression de l'Empereur les ferait prévaloir. Nigra, avec une franchise très honorable, sans crainte de déplaire, leur expliqua qu'ils demandaient à Napoléon III plus qu'il ne pouvait leur accorder. « Prenons avec une sainte paix notre part sur cette « benedetta » cession faite à la France puisque nous n'avons pas été assez sages ou assez heureux pour conquérir Venise par les armes. En Italie, il y a beaucoup d'irritation contre la France; en France, il y en a une non moindre contre nous. L'Empereur lui-même ressent avec amertume tout cela. Il n'est pas douteux qu'il tient beaucoup à ce fait de la cession qui lui a été faite. C'est le seul profit qui, en réalité, n'est qu'une satisfaction morale, qu'il a tiré de cette guerre, et qui est bien loin de compenser la diminution qu'il a à subir à l'intérieur et à l'extérieur². »

À défaut de cette cession directe de la Vénétie, les Italiens essayèrent d'introduire un article dans lequel une rectification ultérieure de fron-

{. Malaret, 27, 28 août 1806.

2. Nigra à Visconti-Venosta, 22 septembre 1866.

tiere serait admise en principe. L'Empereur Francois-Joseph ajourna le debat : « Toute rectification, dit-il, consentie en fait on en droil au moment des negociations, aurait necessairement aux yeux de Parmeeet du pays le caractere d'une consequence forcee de la guerre malheureuse qui venait de se terminer. La nation y verrait toujours un sacrifice impose par la Prusse el se r^volterait contre cette derniere condescendance de songouvernement. Plus lard, de gre a gre et dans toute la liberte de leurs acles, les deux Etats pourraient consulter leurs interets rcci-proques et s'cnlendre sur le meilleur moyen de les satisfaire. »

Le traite fut signe le 3 octobre. Le preambule constatait, ce dont les Italiens etaient si marris, « que PEmpereur Fram;ois-Joseph avait ced6 a S. M. PEmpereur des Fram;ais le royaume lombardo-venitien, et que de son cote PEmpereur avait declare qu'il etait pret a reconnaitre la reunion du royaume lombardo-venitien aux Etats de S. M. lelioi d'llalie, sous la reserve du consentement des populations; PEmpereur (PAutriche consenlait a la reunion du royaume lombardo-venitien au royaume d'Italic; Fevacualion du terriloire cede devait commencer immediate-meiiit apres la signature de la paix el s'effectuer dans le.plus bref delai possible, selon les arrangements pris par les commissaires speciaux designes a cet effet ».

Ces commissaires furent : pour la France, le general Leboeuf, aide de camp de PEmpereur;

pour l'Italie, le général Genova di Revel; pour l'Autriche, le général Moering.

On espérait que la paix politique serait consolidée par un mariage entre le prince Humbert et l'archiduchesse Mathilde, fille de l'archiduc Albert, belle et charmante princesse, *borcone di sposelta*. Un horrible accident coupa court à cette espérance. La princesse, avant d'aller au bal, se regardait dans un miroir devant une cheminée; le feu prit à ses vêtements; elle fut brûlée et mourut de ses blessures.

II

L'irritation qui avait accueilli la médiation se réveilla plus exaspérée quand on sut que décidément on recevrait la Venétie des mains de l'Empereur, et que le général Leboeuf allait procéder au règlement de cette retrocession et de l'évacuation du territoire vénitien concurremment avec les commissaires italien et autrichien. — Napoléon III, criait-on avec fureur, aurait dû nous éviter cette formalité humiliante. « Fasse Dieu, répondit La Marmora, que nous n'ayons pas à supporter de pire humiliation! N'est-il pas clair que l'Autriche, soit par amour-propre, soit par raisons politiques, n'aurait jamais cédé autrement les provinces de la Venétie¹? »

La douleur de l'Italie d'avoir été empêchée par

1. *Agli elettori di Biella*, 2 juin 1808.

la mediation de reparer sa d^faite et de ne devoir qu'a elle-raeme ^requisition de la Ven6-tie, etait legitime. An contraire, la paix conclue, il etait mesquin et ingrat d'injurier l'Empe-reur parce qu'il attachait du prix k constater devanl son peuple le prolil, tout desinteresse, tire d'une guerre qu'on lui reprocliait d'avoir to-lerée on de n'avoir pas mieux exploilee dans Tinteret franrais. Hicasoli, dcvenu l'emule de Garibaldi en deraison soi-disanl patriotique, commit cete erreur vulgaire. Il dil que « renvoi de Leboeuf etait une injure a l'llitlie et qu'il ne supporterait pas un actc quelconque de propriety de la France¹ ». — « Il faul que le com-missaire franrais jouisse largement de sa situa-tion ridicule et qu'on evite lout ce qui pour-rait le rendre le moins du monde serieux. il faut annuler par tous les moyens la presence stupide, inutile, du commissaire fram;ais, *camor-ris/a*² stir une large echelle, qui veut profiler des fatigues dautrui sans avoir fait un zero\ » Il ecrivait an Roi (2 septembre 1860) : « Voire Majeste ne doit avoir avec le gouvernement fran-çais de discussion d'aucune sorte, mais une seule parole de repulsion et de protestation. »

Et le Roi n'essayait pas de calmer son ministre. 11 lui telegraphiait : « Votre depeche me plait, tout est ridicule dans la conduite de la France; — aujourd'hui pour digerer, reju le general Le-

1. A Celestino Rianchi, 8 septembre 1860.

2. Voleur.

3. A Onovadi Hevel, 30 septembre 1866.

bccuf; il est assez curieux ce general qui vient en bourgeois, tout seul, prendre possession de la Vénétie ou j'ai mon armée. Tout ceci aura, je l'espère, une fin car si cela devait durer longtemps, je finirais par perdre ma santé, m'étant déjà fait du mauvais sang, et je m'aperçois toujours davantage que lorsqu'on veut travailler pour le bien des peuples il faut se préparer à mourir enrage¹. »

Si le ministre des Affaires étrangères et le commissaire royal Genovadi Revel étaient entrés dans cet esprit, une rupture éclatante se serait produite alors entre l'Italie et nous, car l'Empereur, quelle que fût sa longanimité, n'eût pas pu, sous la pression de l'opinion irritée, supporter les procédés insolents du baron garibaldien. Heureusement Visconti-Venosta, accessible aux conseils de son ami Nigra, laissa son collègue s'épancher en propos provocateurs et recommanda des égards en vers notre envoyé. Le commissaire Revel, placé entre un ministre qui disait : « Frappe ! » et un autre qui disait : « Caresse ! » eût été fort embarrassé s'il n'eût possédé ces qualités de finesse et de souplesse qui font des Italiens les premiers diplomates du monde. Il annula le bawf, autant qu'il le put, selon les ordres de Ricasoli ; mais il s'arrêta toujours au point précis où l'avanie serait devenue intolérable.

Les commissaires devaient d'abord apprécier la valeur du matériel non transportable dont

L'Italie devrait compte à l'Autriche. Ce d^ubal se passa entre Italiens et Autrichiens, et Leboeuf n'y intervint qu'une fois : il fit abandonner la prétention autrichienne à une indemnité pour les fortifications et édifices militaires; le protocole des formalités de la retrocession se débattit, au contraire, exclusivement entre Revel et Leboeuf.

L'Empereur désirait qu'elles se passeraient avec solennité. Leboeuf aurait provoqué le plébiscite, y aurait présidé, et, après en avoir constaté le résultat, aurait remis au Roi la nouvelle province. Les Italiens ne se prêtèrent pas à cette mise en scène : ils exigèrent que l'opération fût réduite à un minimum ; les forteresses et les villes seraient remises aux municipalités, Venise à trois notables; les municipalités seraient chargées de provoquer le plébiscite avec le pouvoir, si elles le jugeaient nécessaire, d'appeler les troupes italiennes immédiatement après l'évacuation autrichienne. L'Empereur souscrivit ces exigences.

Ce minimum si modeste ne fut pas même respecté, et il n'est pas de ruse à laquelle, soit Ricassoli, soit son commissaire, n'ait eu recours pour dérober. La grande malice consista à se glisser dans les forteresses avant que la transmission eût été régulièrement faite par le commissaire français. Le général de Revel, qui y mettait de la bonne humeur, s'amusa lui-même des tours qu'il joua à Leboeuf. Ainsi il obtint des Autrichiens, enchantés de brouiller leurs anciens ennemis, la cession directe de Vérone. Leboeuf se fâcha.

« Vous avez tort, lui dit Genova; il ne s'agit pas de la cession de Verone, mais de la simple remise de la forteresse. » Il ajoute dans son recit: « J'avais espere, par Tambiguite de ces paroles, effectuer la chose a l'insu de Leboeuf, et je ne fus pas stupefait de son opposition, car si c'eit ete fait, il aurait eu vraiment la tristo figure que voulait lui donner Ricasoli ¹. »

Ricasoli, lui, opere en grand. 11 fait signer par le Roi un decret (7 octobre), qui regie les conditions d'un plebiscite et en fixe la date au 21 et au 22; il le fait afficher dans la province de Treviso, en expedie *h* Bevel 1 300 exemplaires a afficher a Venise; il envoie des instructions aux municipalites. Defi insolent, puisqu'il avait ete convenu que le gouvernement italien n'accomplirait aucun acte d'autorite avant la retrocession et que les municipalites, auxquelles serait faite cette retrocession, provoqueraient le plebiscite.

C'etait plus que, malgre sa consigne de ne pas deplaire aux Italiens, n'en pouvait supporter Leboeuf. Il se rend chez Revel, tenant a la main un exemplaire du decret et il lui dit d'un ton qui n'admettait pas de replique : « Je refuse d'operer la retrocession de Venise, et si ce decret est affiche, je fais débarquer les hommes de la *Provence* qui sont a ma disposition; je m'enferme dans un fort et je tire sur quiconque passera sous mon canon (17 octobre). »

Revel effraye suspend l'affichage et en refere *k*

Florence. Visconti repond par des ambiguites sous lesquelles cependant ne se deguise pas le desaveu de Ricasoli : « Il y a eu equivoque; on a, il est vrai, envoye aux municipalites des instructions en vue du plebiscite imminent; un decret royal a meme ete distribue a des commissaires qui ont pris sureux de le publier dans quelques localites; mais ce decret n'a pas d'existence officielle et sur mes observations il a ete retire par le ministre de l'interieur. » Leboeuf accepta ces raisons comme bonnes et ne fit plus de resistance a la retrocession.

Revel prend alors sa revanche. Leboeuf demandait que Tacte s'accomplisse dans une salle du palais ducal ou il se serait rendu accompagne de Fetal-major de la *Provmcc*, passant sur le front de la garde civique venitienne rangee sur la place. « Renoncez a cet appareil, s'ecria Revel; je ne garantis pas qu'on ne vous insulte et ne vous siffle si vous vous montrez en public. » Cette menace n'aurait pas arrete le general, car la honte de telles demonstrations ne fut pas retombee sur lui. Mais il se sentait si peu soutenu a Paris, qu'il ceda. On arreta que la ceremonie s'accomplirait dans une chambre d'auberge, en presence seulement des trois notables, « 11 faut que, meme la, je prononce quelques paroles, dit Leboeuf. — Ah ! cela depend de ce qu'elles seront. — Voila mon discours. — Il y a une phrase, fit Revel, sur la maniere de voter le plebiscite qu'il serait mieux de supprimer. » Et Leboeuf supprime et demande : « Que me repondront les notables? » Ricasoli

avait prescrit qu'il n'y eût aucune réponse, mais un simple salut respectueux. Revel jugea le procédé trop cavalier et il écrivit un petit discours, bien tourné et convenable, dans lequel le comte Michiel, au nom des notables, remerciait « le magnanime allié de leur Roi aimé ».

A la date du 19 octobre, un entrefilet du *Journal officiel* à Venise, dit : « Ce matin, dans une chambre de l'hôtel de l'Europe, s'est opérée la cession de la Venétie. » Les discours échangés n'étaient pas reproduits et ne le furent dans aucun journal italien. Voilà ce que Ricasoli appelait une conduite digne.

Le lendemain, Leboeuf partit. Personne ne le salua et Revel prétend qu'il eut quelque peine à le préserver d'une manifestation malveillante. Tel fut le remerciement que Venise envoya au souverain qui avait compromis l'avenir de son pays, pour assurer sa délivrance! — O Manin, qu'aurais-tu dit!

Leboeuf ne reçut pas un meilleur accueil à Paris. Le prince Napoléon, qui partageait les irritations des Italiens plus vivement peut-être qu'eux-mêmes, était furieux de la résistance, cependant si anodine, que le général avait opposée aux inconvenances italiennes; il l'accusait d'avoir compromis inutilement les relations entre les deux pays et, de ce jour, lui voua une animosité qui ne désarma jamais. A ce moment il réussit si bien à la faire partager par son cousin, que celui-ci recut Leboeuf debout dans son cabinet et

qu'après avoir écouté ses explications sommaires, il lui dit froidement: « C'est bien, remettez votre rapport au ministre de la Guerre. » Et il le congédia.

Une injustice de l'Empereur n'était jamais longue. Le général Fleury, dans une mission à Florence où nous le suivrons bientôt, fut instruit de la réalité des faits, et les raconta à son retour dans leur honorable exactitude. L'Empereur appela Leboeuf, lui dit qu'il savait qu'il s'était conduit à Venise comme son ami dévoué*, l'embrassa et lui donna le grand-cordon.

III

Victor-Emmanuel sentit qu'il avait, lui aussi, une réparation à faire. Revenu de ses fureurs enfantines, il se retrouva le roi chevaleresque et ami, et à son entrée à Venise il télégraphia à l'Empereur : « J'enlre à Venise et je vous exprime ma joie reconnaissante. »

Aucun hommage n'était plus mérité. Ils ont été nombreux les fondateurs de l'indépendance italienne. D'abord les penseurs : Gioberti, le prophète magniloquent aux ondes parfois troubles mais toujours d'une ample beauté; Cesare Balbo, qu'on admire même après avoir lu Tocqueville; Joseph Ferrari, l'Aristote moderne des mécanismes et des évolutions politiques; Guerrazzi, le conteur et le polémiste &pre, qui a bafoué les illusions sentimentales pour susciter les virilités

patriotiques; et puis les hommes d'action : Charles-Albert, le soldat et le mystique, le vaincu d'une de ces defaites glorieuses au fond desquelles germent les resurrections; Mazzini, le conspirateur infatigable qui a rendu les oppresseurs odieux en les obligeant à devenir cruels; Manin, le republicain probe qui, mettant la patrie au-dessus du parti, la rendra libre sous un roi que ramène à la servitude par devotion à la republique; Massimo d'Azeglio, le clairvoyant, brave de la plus rare des bravoures, celle de l'esprit, inaccessible aux insanités de la place publique; Garibaldi, l'impresario colossal qui par ses parades heroiques a conquis la plebe d'en bas et d'en haut à la chemise rouge du combat national. Au-dessus de tous Cavour et Victor-Emmanuel : Cavour, le grand, le fort, Thabile qui, à toutes les puissances de Bismarck, joint des delicatesses de coeur, des grâces de generosite inconnues au barbare germanique; Victor-Emmanuel, l'audacieux et l'avise qui a su se servir de Cavour et s'en passer. Mais ces hommes illustres n'ont pas été les fondateurs efficaces de l'Independance italienne : son auteur est Napoleon III.

Le general Bonaparte a écrit : « Le peuple italien est foncièrement ennemi des Français par préjugé, par habitude des siècles, par caractère. » C'est une des rares paroles de son oncle dont Napoleon III n'ait tenu aucun compte. Il aimait les Italiens, avait confiance en eux, considerait leurs affaires comme les siennes. Sans lui, point de participation à la guerre de Crimée, pas d'ad-

mission au Congres de Paris, pas de guerre de 1859, pas de conspiration heureuse contre les preliminaires de Villafranca; pas d'annexions de Naples, des Legations et de la Hongrie; pas de reconnaissance europeenne, pas d'alliance prussienne, pas de guerre de 1860, pas d'acquisition de Venise • « Sans lui l'Italie de l'Italie serait restee un simple royaume¹. »

Le premier mot de Bismarck a (il) eu a dire : « Bien entendu si la France le veut, car si elle temoigne de la mauvaise volonte, on ne pourrait rien faire. » L'assistance de la Prusse, dans le dernier acte de l'emancipation italienne, n'a pas ete, comme celle de Napoleon III, le couronnement d'un long effort devoue, et pas davantage un signe d'affection pour le peuple qui fut le maitre de toutes les civilisations; elle a ete un calcul oblige et, comme Moltke n'a cesse d'en avertir, une condition necessaire de sa victoire. La Prusse doit a l'Italie au moins autant que l'Italie lui doit. Joseph Ferrari, resumant les comptes de chacun, a dit : « L'Allemagne a fait comme dix, la France comme mille². »

IV

La revolution europeenne de 1806 est maintenant terminee; elle va produire ses consequences. M'arreterai-je a rechercher, comme on

1. LA MARMORA, *Un po piu di luce*.

2. Lettre de Joseph Ferrari a Darimon, 1^{er} novembre 1875*

dit, les responsabilites? Je n'ai aucun goftt pour ee genre de dissertation. J'ai expose les faits aussi claiement et aussi imparlialement que je l'ai pu; au leeteur d'apprécier et de prononcer sur chacun. Une seule constatation me paralt indispensable a degager : c'est qu'il n'y a aucun rapport fatal de dependance entre la revolution operee en Italic en 1859 et celle qui vient de se terminer en Allemagne. Pour l'Italie asservie a des princes etrangers la guerre avail fait passer un peuple du non-etre a l'etre, et l'unite avail ete le nioyen et la garanlie de l'independance¹. En Allemagne la guerre n'avait pas cree une Unité deja existante sous forme federative; elle avait seulement coupe une des deux tetes de cette Confederation. Elle n'avait pas non plus suscite une independance deja elablie; au contraire elle en avait detruit plusieurs. Il y a enre les principesvictorieux en Allemagne et en Italic les rapports des contraires aux contraires et non ceux de la similitude. 1800 a point ete l'oeuvre et la consecration du principe des nationalites; sauf en Venelie, e'en a ete la defaile. Si les peuples du Hanovre, de Hesse, de Nassau, de Sleswig-Holstein, de Francfort, eussent ete consultes, ils auraient maintenu leur autonomic C'est *conquele* et non nationaliles qu'il faut inscrire au frontispice de l'oeuvre prussienne.

La liberte n'est pas non plus responsable de l'evenement. Il a ete prepare, premedite, con-

1. *L'Empire liberal*, tome III, page 138.

duit par des souverains investis d'un pouvoir personnel omnipotent et par des ministres irresponsables. Ni le Parlement français, ni le Parlement prussien ne l'eussent toléré. Le Corps législatif, s'il avait eu devant lui des ministres responsables, les aurait obligés à s'opposer à une action commune de la Prusse et de l'Italie ou les aurait renversés sur l'heure par une écrasante majorité. De même en Prusse les représentants du peuple, s'ils en avaient eu le pouvoir, eussent non moins énergiquement empêché la guerre contre l'Autriche, et Bismarck eût été remplacé par un pacifique. Si donc, comme ce n'est pas contestable, nos malheurs ont leur origine dans les aberrations de 1815, on n'en saurait accuser le « fatal parlementarisme » puisqu'il n'existait pas alors.

Il ne sera pas vrai davantage de considérer les agrandissements de la Prusse comme la conséquence inévitable de l'abandon du Danemark. De ce que Ton avait promis à la Prusse d'arracher des Allemands à l'oppression danoise, il n'en résultait pas qu'inévitablement la Prusse dut soumettre à la sienne d'autres Allemands ayant la volonté de rester indépendants. [l'expédition contre le Danemark n'était pas l'absolution anticipée de celle contre Francfort, le Piémont et la Hesse : elle en était la condamnation.

Les heures cruelles approchent; nous allons entrer dans la voie douloureuse. À la pensée des amertumes qui nous y attendent, mon courage défaillera, si je n'étais soutenu par la ferme

conviction qu'aucun des sentiments genereux ot des id^es liberales dont la France a ete le symbole et l'apdtre ne deviendra, pas plus qu'elles neTont etejusqu'a present, la cause des malheurs qui vont s'amonceler sur sa tete.

CHAPITRE XXVI

LES BOUCS EMISSAIRES

1

Le dernier acte militaire des Anglais en Crimée avait été un malheureux assaut contre le Hedan. On craignait que l'accueil fait aux troupes à leur retour ne s'en ressentît. Disraeli dit au Parlement : « Ketchez-les! afin que le monde sache qu'en Angleterre ce ne sont pas ceux qui obtiennent le succès qui sont honorés, mais ceux qui l'ont mérité¹ ». Ces généreux sentiments de la nation de la liberté et du patriotisme n'ont pas cours sur le continent.

Personne ne devait plus que Benedek être à l'abri de toute poursuite, et exempt de toute procédure. Il n'est ni offert au commandement; il l'avait décliné de toutes ses forces, ne l'avait accepté que par désespoir; ses plans n'avaient pas réussi; le génie militaire lui avait fait défaut, mais il n'avait manqué à aucun de ses devoirs: il avait fait de son mieux; il avait

i. « It is the man who deserves and not the man who achieved success that is honoured by us. »

conserve une stoïque fermeté dans la défaite, et il s'était constamment montré ce qu'il avait été toute sa longue carrière, fidèle et loyal soldat. Il ne se réfugiait pas dans le système commode des généraux incapables d'attribuer leur défaite aux fautes de l'Etat, quoique, dans une certaine mesure, elle eût été amenée par un défaut de préparation politique, intellectuelle et morale dont il n'était nullement responsable. Il fallait le plaindre, car il souffrait plus que quiconque de ce malheur que, sans le vouloir, il avait attiré sur son pays, et il acceptait sa douleur avec une abnégation émouvante. Il écrivait à sa femme : « Ma défaite et mon infortune de soldat, après quarante-quatre ans de services militaires rendus avec bravoure et honneur, sont certainement grandes; mais le malheur de l'Empereur et de la Monarchie est beaucoup plus grand, et le mien passe inaperçu en comparaison. »

On ne lui épargna cependant aucune dureté. L'Empereur abandonna brutalement, refusa de le recevoir et l'envoya devant une commission d'enquête. Benedek adressa à François-Joseph un rapport explicatif et refusa de répondre à la commission d'enquête : « Il assumait toute la responsabilité pour l'insuccès de la guerre, et en conséquence il accepterait, avec une reconnaissance conforme à son devoir, toute punition qui lui serait infligée. »

L'archiduc Albert n'eut donc aucune difficulté à obtenir sa promesse de ne publier aucun exposé de la guerre confirmant des blâmes sur

divers generaux. Cette demarche impliquait le renoncement aux poursuites. En effet, l'Empereur, le 4 decembre, en constatant que le tribunal militaire superieur concluait a deferer l'instruction au conseil de guerre, prescrivit par une ordonnance de cesser toute procedure.

Cette ordonnance etait accompagnee d'un commentaire semi-officiel, redige a la chancellerie de l'etat-major general, dans lequel on dechargeait de tout blame les generaux Henikstein et Krismanic comme n'ayant fait qu'exécuter les ordres de leur chef et concentrait sur la tete du malheureux Benedek toute la reprobation publique. On affirmait que sa comparution devant la justice militaire eut abouti a une condamnation; mais « que pour un homme d'une ame elevee, comme Benedek, c'etait une peine suffisante que d'avoir perdu la confiance de son empereur, et de voir anéantie sa renommee militaire devant les contemporains et la posterite¹ ».

Cette lâche fletrissure infligee a un brave soldat a terre, dont on venait d'exiger l'engagement de ne pas se defendre, fut d'autant plus cruelle qu'on en attribuait la redaction a deux compagnons d'armes, Tarchiduc Albert et le general John. Le general fit donner l'assurance qu'il n'y avait eu aucune part; Tarchiduc, « qui ne pouvait nier sa participation² », la regretta, essaya de la faire oublier. Un serviteur infidele de Benedek s'etant enfui en lui emportant tous ses ordres,

1. FRIEDJUNG, Tome II. Annexe n° 10.

2. FRIEDJUNG.

L'Archiduc lui ecrivit : « Mon cher ami, je viens d'apprendre par les journaux que vous avez ete victime d'un vol et que vos ordres vous avaient ete derobes. Un soldat aussi brave que vous, mon fidele frere d'armes, ne peut pas se passer un seul jour de ces signes d'honneur militaire qu'il a gagnes devant Uieu et devant le monde, sur tant de champs de bataille, et qu'il a payes de son sang. Permettez-moi de vous envoyer la croix de commandeur de l'ordre de Marie-Therese que je porte (l'Archiduc avait obtenu cette croix pour sa belle conduite a la bataille de Novare) en vous priant de vouloir bien la porter, et j'y ajoute ma croix de service militaire, et la decoration que je delache egalement de mon uniforme. Puissiez-vous voir la un nouveau temoignage de mes sentiments invariables. »

Benedek remercia et resta incredule. Il se retira a Gratz dans une retraite absolue, brula tous ses papiers sur la guerre, ne publia aucune justification ; mais dans son testament du 15 jura 1873 il epancha ses douleurs :

« J'ai derriere moi une existence militaire longue, penible et agitee. Malgre cela, en cet instant oil je redige mes dernieres volontes, je suis calme et en pleine possession de toute mon intelligence. Je n'ai jamais cherche a gagner de l'argent, ni meme reussi a faire des economies, Gr&ce a la generosite de ma femme, je ne laisse pas de dettes. J'ai toujours ete un brave soldat, fidele et devoue, un humble chretien. Je vois venir la mort sans crainte. Je declare par les presenter

ne laisser ni memoires, ni autobiographie... J'ai detruit tous les papiers de service concernant la guerre de 1860, ainsi que mes notes et reflexions ecrites *au sujet (fun commandemenl qui inavait ete impost contre ma volonte, apres que fori avail fait appel a ma fide lite de sol da I el de sujet.*

« Le 19 novembre 1866 j'ai promis, parecrit, au feld-marechal archiduc Albert *de rontinuer a lout supporter en silence et (fern porter dans la lombe mes reflexions personnel les.* En faisant cette promesse a la legcre, j'ai eutort el j'ai commis une sottise dont le gouvernementl autrichien a abuse, car il a public, le 9 ou 10 decembre 1866, dans les journaux un article etrange tendant a denier memo mes services passes. Ce factum inqualifiable a ete redige dans les bureaux de l'etal-major. Inspire par le feld-marechal-lieutenant baron John, le feld-marechal archiduc Albert, etc., etc., eorrige et lime par eux, il <i ete insere dans les feuilles publiques sur Fordre du gouvernement. Ceci bouleverse toutes les idees que je professais jusqu'a present en matiere de droit, d'equite et de convenances.

« J'ai supporte cette nouvelle epreuve sans me plaindre, et voici bientot sept ans que je subis avec Fabnegation et la philosophic les plus completes ma penible destinee militaire. Je me felicite chaque jour de n'avoir de haine conltre personne et de ne pas etre devenu fou. J'ai regie tous mes comptes avec moi-meme et le reste du genre humain. Je n'ai rien a me reprocher, mais j'ai perdu mon ideal militaire. »

Il s'etait entendu avec le commandant de la place de Gratz pour qu'il ne lui flit point rendu d'honneurs militaires : il veut etre <mterre en civil, sans decorations, dans un cimetiere catholique ou protestant, au gre de sa femme. Il ordonne de rendre a l'archiduc Albert les decorations que celui-ci lui avait transmises ainsi que le sabre qu'il avait echange contre le sien a la bataille de Novare.

Ilmouruten 1881, a77ans, aumilieudes atroces douleurs intr^pidement supportees d'un cancer a la gorge. Francois-Joseph exprima a sa veuve par un telegramme la part qu'il prenait a sa douleur. Bismarck lui ecrivit : « Permettez-moi, tres honoree Madame, en raison du souvenir reconnaissant que je garde de l'interet que vous m'avez temoigne dans les deuils anterieurs, de vous exprimer toute la part que je prends a votre douleur. Puissiez-vous trouver une consolation dans cette pensee, que ce n'est pas seulement TAutriche qui deplore profondement la mort du compagnon d'armes de Radetzky. La perte d'un soldat brave et fidele a son empereur nous inspire des regrets pareils aux vôtres. Dieu vous <lonnera la force de supporter Tepreuve a laquelle il vous soumet (29 avril 1881). »

II

La defaite de Lissa dechalna en Italie une colere infiniment plus intense que celle de Custoza

parce que les Italiens se croyaient beaucoup plus siirs de leur preponderance sur mer que sur terre. Le cri qui s'eleva contre Persano fut un cri de rage : il fallait le fusilier, tout au moins le traduire immediatement devant un conseil de guerre. Depretis, ministre de la Marine, trcs interesse, pour se decharger lui-meme, a trouver un coupable, insista si fort, que Ricasoli dut sacrifier son ami et le renvoyer devant un conseil de guerre.

Persano etant senateur, le Senat reclama le privilege de juger, et un decret (i octobre 1866) le constitua en cours de justice. La commission chargee de l'enquete ecarta la haute trahison, et ne poursuivit que pour imperilie, negligence et desobeissance : il n'avait pas suivi les ordres peremptoires du Gouvernement, surtout depuis Custoza, de battre ou du moins de bloquer la flotte autrichienne; il n'avait pas su tirer parti des forces superieuresqui etaient a sa disposition; il n'avait pas affronte Tennemi lorsque, le 27 juin, il etait venu le defier a Ancone; il avait perdu plusieurs jours en une croisiere oiseuse dans l'Adriatique; il avait mal conduit l'attaque contre Lissa; il n'avait pas prepare la bataille, quand il savait, a n'en pas douter, que Tennemi allait se presenter d'heure en heure; il avait mal conduit, n'y engageant qu'une portion de ses forces; il etait rentre quasi au pas de course a Ancone, des le feu eteint, sans tenter aucun effort; enfin il avait fait preuve de bien peu de courage en se cachant sur *VA/fondatore*, et en empechant, par

ses ordres formels, que ce puissant cuirasse coulât le *Kaiser*.

Persano répondit avec calme et dignité : Quand il prit le commandement de la flotte, tout y était en désordre, machines endommagées, équipages incomplètement instruits, canonniers insuffisants, charbon manquant; le 27 juin, il avait tout disposé pour suivre l'escadre autrichienne, mais elle s'était dérobée et il n'avait pas osé la suivre de peur d'un désastre; sa croisière avait été un stratagème pour attirer l'ennemi en pleine mer, et une affirmation de la prépotence italienne sur l'Adriatique; il avait engagé l'attaque de Lissa malgré lui, parce qu'en soi elle était impossible et qu'il manquait de troupes de débarquement pour assiéger les forts; il était dans son droit en quittant le *Be d'Italia* et en montant sur *V Affondatore* et il le fit pour mieux diriger la bataille; ce fut le mauvais service de la machine qui fit manquer la tentative de couler le *Kaiser*; après le premier engagement il ne recommanda pas la lutte, non par pusillanimité, mais par prudence, les commandants n'obéissant point aux ordres donnés de *V Affondatore*, et la plupart des vaisseaux étant endommagés ou manquant de munitions; il attendait même sereine la justice de la Haute Cour et de l'Histoire.

Cette défense ne convainquit pas, et il y eut une commotion unanime dans l'auditoire quand un des naufrages du *Re d'Italia*, Gualterio, montra, à côté de Persano inerte, impassible,

laissant couler le *Re d'Italia* sans le secourir, Tegethoff, debout, la tête découverte, au milieu de ses officiers, sur la passerelle du commandement. L'amiral fut condamné par une sentence sévèrement motivée à la destitution pour incompétence et désobéissance.

Il se vengea quelque temps après en publiant son *Diario* (journal) dans lequel il révéla, preuves en main, tous les manèges déloyaux, les félonies, sans lesquels Garibaldi et ses Mille n'eussent jamais réussi à conquérir la Sicile et Naples, il mourut obscurément à Turin, au milieu de l'indifférence universelle.

III

« *Iniquum imitatio, uer bellorum conditio est, prospera omnia rindirant, aduersa uni imputantur.* Telle est la condition très inique des guerres : tous revendiquent la gloire des événements heureux et rejettent sur un seul le poids des adversités. »

Cialdini, le Roi, et bien d'autres étaient la cause des revers, autant si ce n'est plus que La Marmora. Ce fut sur La Marmora qu'on rejeta tout le fardeau.

Personne n'eût osé parler de poursuites ; les journaux se chargèrent de présenter à la levée du général malheureux Tegethoff de vinaigre de la défaite. Ils ne se contentèrent pas des griefs italiens : soufflés par Usedom et Bernhardt, ils reproduisirent les accusations des agents prus-

siens. On ne se hasarda pas a pretendre, comme ceux-ci, qu'il s'etait fait vaincre volontairement, ou qu'il avail quitte le charap de bataille pour aller dormir a Goito; leur systeme fut de le battre enbreche en exaltant Ricasoli: parcequ'il avait eu plus de calme et surtout plus de bon sens que le baron garibaldien, ils lui reprochaient de n'avoir ete ni un bon patriote ni un loyal allie, et de ne s'etro montre que le courtisan de Napoleon III, tandis que l'autre avait *et* l'homme national. Le Roi affecta de le tenir a l'ecart, et ne le convia ni k assister a la remise solennelle de la couronne de fer ni a l'accompagner h son entree a Venise.

La Marmora supporta, la tete haute, sans se plaindre, Timpopularile amasee sur son nom autrefois si unanimemenl celebre. Il ne prit la peine de s'expliquer sur sa conduite militaire qu'avec un de ses pairs, Cialdini, et se defendit dans quelques lettres et brochures d'avoir 6US la cause de la retraite precipitee du Po. Il fut moins patient quant aux accusations sur sa conduite politique, et il ne tolera pas qu'on le suspectat d'avoir manque aux engagements du traite dal-liance qu'il avait signe. Il s'en expliqua d'abord par une lettre a ses Electeurs de Biella, puis par un discours k la tribune. Il saisit cette occasion de divulguerlanote Usedom, que Bismarck lui-meme ne connaissait pas. L'etonnement fut universel.

Bismarck protesta n'avoir jamais lance d'accusation contre la loyaute du general: il avait peut-elre critique avec quelque vivacite son plan de campagne; il avait cedE peut-6tre, durant la

periode d'inaction apres Custoza, a quelques mouvements d'impatience assez explicables et dont aurait du se rendre compte celui qui a eu le tort do repeter des phrases prononcees au milieu du camp et en pareilles circonsstances; il ne se rappelait meme plus quels avaient ete ses propos, mais il n'avait jamais eleve le moindre soupçon sur le caractere du general La Marmora \ La note d'Usedom Tirrila presque aulant qu'elle avail choqpe La Marmora, et il flagellarudement son auteur auquel il ecrivil plus tard :

« La note que Voire Excellence adressait, le 17 juin 1866, au general La Marmora m'a donne la conviction que je ne saurais prendre sous ma responsabilite, vis-a-vis de Sa Majeste et de mon pays, la fagon dont Votre Excellence comprend et occupe le poste de ministre du Koi. Je me sens oblige de le demander a Sa Majeste dans le cas ou vous n'auriez pas rintention do faire vous-meme la demarche necessaire. Voire Excellence ne devait pas se dissimuler qu'expedierce document aux minislres d'une puissance etrangere, c'etait imposer une inacceptable responsabilite au gouvernement de Sa Majeste le Roi. Cette observation s'applique en premiere ligne au passage qui donne lieu de soupçonner que, longtemps avant la guerre, a l'epoque de notre alliance avec l'Autrichr, nous premeditions d'exploiter la question hongroise pour provoquer un soulèvement populaire contre l'Emporeur, notre allie I

A mon sens, c'est un des devoirs principaux de la diplomatie de ne jamais perdre de vue les besoins politiques futurs de son pays, de ne pas traiter d'impossibilités les alliances en perspective et de ne pas les rendre impossibles de son autorité privée¹. »

(les explications fragmentaires du général italien furent complétées par la publication du livre *Un populo c'è luce* qui dissipa définitivement toutes les équivoques et démasqua les astuces et les réalités de la diplomatie prussienne. Bismarck fut très dépité de cette publication et, supposant le général capable des alterations de texte qu'il ne se refusait pas, insinua que les rapports de Giovone avaient été retouchés. La Marmora en déposa les originaux chez un notaire, afin qu'on pût les collationner.

Aujourd'hui on sifflerait celui qui se permettrait de parler de la déloyauté de La Marmora. Il a fini sa vie au milieu du respect universel. Dans ses dernières années, j'ai eu la bonne fortune de m'entretenir souvent avec ce galant homme, ce soldat sérieux et éclairé qui est resté, jusqu'à la fin, fidèle à la reconnaissance de l'Empereur et de la France.

i. 10 décembre 1868.

IV

La oireulaire La Valelte n'avait ramene aucun des dissidents a la politique de l'Krapereur, et plus que jamais le monde pensanl redamait la tin d'un pouvoir personnel auquol on attrihuaient ce quo les ministres eux-memes appelaient la catastrophe nationale. Les souliens soudoyes du regime autorilaire aux aRois eurent alors recours a cet expedient ineprisable qui eonsiste a sacri-tier un innocent facile a accuser, dans l'esperance de soustraire les vrais responsahles au jugement public. Le bouc emissaire cRoisi fut le ministre de la Guerre alors demissionnaire, le marechal Randon. On repandit de tons les cotes et paries moyens les plus varies que. sans doute, il etait bien regrettable que la France fut restee dans Tinaction et qifelle cut laisse libre carriere aux convoitises do la Prusso; mais que l'Empcrcur avail etc conlrainl a cette inaction deplorable par Timpossibilite de reunir des forces suffisantes sur le Rhin; le marechal Randon avait laiss<S vider nos arsenaux et desorganiser notre armee par rexpédition du Mexique; l'imperitie de son im-prevoyantQ administration nous avait mis hors d'etat d'agir au moment decisif... Aujourd'hu encore on repete ces imputations mensongeres contre un ministre devoue, irreprochable, meritant.

Avant la conscience de ses services, Randon

voulut poursuivre ses calomniateurs et les confondre par les documents irrefragables que j'ai analyses. Le garde des Sceaux pretendit que la legislation ne lui en donnait pas le moyen. Le maréchal rédigea un memoire qu'il sollicita l'autorisation de publier: on l'en dissuada. Cependant on s'aperçut qu'on jouait un jeu perilleux. Les opposants prirent texte de ces attaques contre Randon et en firent une arme de plus contre l'Empereur. « Comment! dirent-ils, les arsenaux étaient vides! L'armée en complète disorganisation, et l'Empereur qui entend rester responsable de tout ce qui se passe, n'a pas aperçu le mal, n'a pas arrêté cette fatale expedition du Mexique, son oeuvre personnelle et à laquelle sont dus tant de maux; il y a persisté! N'est-ce pas une raison de plus d'abolir ce pouvoir personnel dont on fait un aussi mauvais usage? »

On résolut donc d'arrêter la campagne inconsiderée à laquelle on avait d'abord laissé libre carrière. L'Empereur et Rouher s'en chargerent.

L'Empereur écrivit à Randon : « Je crois que vous attachez trop d'importance aux bruits ridicules que la malveillance s'est plu à répandre sur votre compte. D'ailleurs, *ces calomnies s'adressent autant à moi qu'à vous, puisque vous riavez fait qu'exécuter loyalement mes ordres.* Vous n'avez jamais cessé de mériter mon approbation et mon estime, et tous ceux qui vous connaissent vous rendent justice. Croyez que je saisirai avec plaisir les occasions qui s'offriront de

vous donner de nouvelles preuves de ma sincere amitie et de ma confiance. »

Rouher desavoua du haut de la tribune les accusations de ses aboyeurs a gages : « Non, **dit-il**, *f expedition du Mexique n'a pas pese stir les determinations du gouvemement a regard de l'Allemagne. Si le gouvemement avail cm llionneur du pays engage clans la question allemande, il eiit pu [aire face a low les tenements¹ . » (Assentimentl general.).*

1. 10 juillet 1807.

ECLAIRCISSEMENTS

I

LE TRAITE BEMENTS

Le recit de Benedetti sur le traite beige dans sa *Mission en Prusse* (p. 182 et suiv.) differ e fondamentalement de celui que j'ai donne : Il n'aurait point apport6a Bismarckun projet elabor6 a Paris; la rupture subite des negotiations au sujet de Mayence avail raffermi le niinistre prussien dans cette conviction de trouver un accord avec nous, parce que dans son opinion il etait necessaire de desinteresser la France. Cest alors qu'il formula plus clairement qu'il n'avait fait jusque-la son projet d'alliance offensive et defensive entre les deux pays. Il n'entendait pas, du reste, nousfaciliter une extension de lerritoire a litre gratuit: pour prix des avantages qu'il voulait nous fairc, il nous demandait de l'aider a couronner son oeuvre; a etendre la domination de la Prusse, de la Baltique auxAlpes. Voulant, dans un de nos entretiens, me rendre un compte exact de ces eombinaisons, je consentis a *les transcrire en que/que sorte sous sa dieter*. C'etait la proposition qu'il arait portee a Biarritz et a Paris et qui n'etait unmystere pour aucun de mes collegues a Berlin. L'offre de sa part etait plus se-

rieuse qu'il ne voudrait lui-même le faire croire. « Tandis que, comme on l'a vu dans vingt extraits de correspondance, nous avons toujours désigné les bords du Rhin comme les seuls territoires où nous aurions pu trouver une compensation aux agrandissements de la Prusse. M. de Lisnierck nous avait toujours suggéré de la chercher dans les pays limitrophes de la France parlant français. Voilà comment la réunion de la France à la Belgique a été des origines elle n'a cessé d'être une conception purement prussienne. »

Ceci raconté, Benedetti, si prodigue de ses dépêches, n'en cite aucune et Tappin de ses assertions. Il pressent ce qu'on lui objectera et il répond d'avance : « Il n'y avait pas à ce moment de ministre des Affaires étrangères. Dans cet état de choses je jugeai convenable d'adresser M. Rouher, ministre d'Etat, la lettre où je rendais compte de mon entretien avec M. de Bismarck et qui accompagnait le projet de traité relatif à la Belgique. M. Rouher n'a pas déposé au ministère, n'en ayant jamais pris la direction, la correspondance que j'ai pendant quelques jours échangée avec lui. Si je la donnais ici, je ne pourrais renvoyer le lecteur, pour qu'il put en vérifier le texte, au dépôt des Archives, comme je suis fondé à le faire pour les documents que je place sous ses yeux, et on pourrait prétendre que je livre des pièces préparées après coup pour le besoin de la cause. »

Benedetti ne prenait pas garde, en argumentant ainsi, qu'il publiait pourtant quelques-unes de ses lettres particulières aux ministres, *quoiqu'on ne peut pas vérifier l'exactitude aux Archives*, chaque ministre les emportant en général à sa sortie des affaires, comme je l'ai fait moi-même pour Tunc de

ses lettres. Le hasard a démontré matériellement que ce n'est point par un scrupule de délicatesse qu'il ne nous avait pas communiqué ses dépêches d'août 1800, mais uniquement parce qu'elles contredisaient son récit. Fouché les avait laissées avec ses autres papiers en son château de Cergy. Les Prussiens les y ont trouvées et les ont publiées. De ces dépêches que Heuglelti n'a pas argué de faux et qui sont unaniment considérées comme des documents incontestables, il résulte, avec une évidence absolue, que le projet de traité n'a pas été le résumé improvisé d'une conversation, mais qu'il est arrivé tout libellé de Paris pour être soumis à Bismarck.

[L]a première lettre de Fouché, du 10 juillet 1806, au lendemain de la démission de Drouyn de Lhuys confie à un envoyé spécial, M. Chauvy, contient le résumé succinct des instructions relatives à ce traité. « La négociation doit avoir un caractère amical et être essentiellement confidentielle. *Suivant les chances des succès que vous rencontrerez, vos demandes doivent parcourir trois phases successives. En premier lieu, réunissant dans une même pensée la question des frontières de 1814 et de l'annexion de la Belgique vous devez réclamer, par un traité public, la concession de Landau, Sarrelouis, Sarrebruck, et le duché de Luxembourg, et la faculté par un traité d'alliance, offensive et défensive, qui serait secret, de nous annexer ultérieurement la Belgique.* En second lieu, si ces bases ne vous paraissent pas devoir être obtenues, vous devez renoncer à Sarrelouis et à Sarrebruck, même à Landau, vieille biéque dont la possession surexciterait contre nous le sentiment allemand, et bonifier vos conventions publiques au duc de Luxembourg et

vos conventions secretes a la reunion de la Belyiqie a la France. En troisiemc lieu, si la reunion tie la Belgique a la France rencontrait de trop grands obstacles, acceptez un article par lequel on conviendrait que, pour apaiser la resistance de l'Angleterre, on pourrail constituer Anvers en elat de villelibre. M. de Bismarck dcmanderait-il quel avanlagc lui offre un pareil traite, la reponse serait simple : il s'assure une alliance puissante et consacre tonics sesacquisitionsd'hieriil ne consent a laisser prendre que ce qui ne lui appartient pas; il ne s'impose aucun sacrifice sdrieux en cchange des avanlages qu'il obtient. Ainsi, trait6 ostensible qui au minimum nousaltribuele Luxembourg; *traite secret stipulant une alliance offensive et defensive; faculte pour la France de sannexerla Brlyique aumoment oiielle le juyera opportun*; promesse de concours, meme par les amies, de la part de la Prussc, *voi/d les bases da traite a intervenir.* » Et voila ce que Benedetti appelle le compte rendu d'un entretien ecrit sous la dict«5e de Bismarck.

Les lettres de Benedetti ne sont pas moins concluantes que celles de Rouher: « 23 aout. — Je vous envoie a l'etat d'6bauclic la redaction que vous trouvez ci-jointe et je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi il n'est pas fait question de Landau et de Sarrebriick. Je me suis convaincu que c'etail se heurter a des difficultes insurmontables, et je *men suis tenu au Luxembourg et a la Belyique.* » Le 29 aout il ecrit « qu'il a rencontre *une certaine me fiance* chez le comic de Bismarck qui sc demande si l'Empereur Napoleon ne sc servirait pas d'une *telle negotiation* pour creer des ombrages entre la Prusse et l'Angleterre »,et il ajoute que « si Ton *refuse de nous ecouter*, e'est qu'on a obtenu ailleurs des

assurances qui dispensent de compter sur nous ».

Ajoulons, pour arriver a la plus minutieuse exactitude, que s'il est hors de doute que maintes fois Bismarck, notamment dans ses conversations avec Govone, le general Tiirr, Lefebvre de Behaine, Benedetti lui-mfane, nous a pousstfs a reporter nos vues d'agrandissement « sur les terres on Ton parle frangais » et notamnient la Belgique, il n'a pas directement et formellement soumis une proposition de ce genre, soit a l'Empercur a Biarritz, soit a i)rouyn de Lhuys a Paris.

Le r6cit de Benedetti doit donc fitre completement rejete et c'est la conclusion a laquelle nous serons de nouveau amend plus tard pour un de ses r6cits encore plus importants.

II

ENRKI;RS ALLEMANDES

Busch racontc [*Unser Reivhkanzler*, tome II, page 44), qu'au moment oil, sur la proposition de la France, un congrfes devait se rdunir, en mai 4866, TEmpereur avail propose a Bismarck un traite secret dans lequel seraient formulees les revendications franchises en Allemagne, comprenant 7 a 8 millions d'ames, moyennant quoi TEmpereur d6clarerait la guerre a l'Autriche des que les hostilit6s auraientcommence entre la Prusse et l'Autriche.

Tout mon r6cit etabli sur des documents certains refute ces assertions. En mai 4866, au moment ou Napoleon aurail propos6 ce trait6 secret que Bismarck repousse, Govone t6l6graphiait a La Marmora: « Bismarck est tres inquiet de la France dont les agents auprSs des cours secondaires

agissent on faveur de l'Autriche. » — J'ai répondu: Mais je croyais que Votre Excellence avait des arrangements avec la France. — Il répondit *qu'il y a six mois* Talpérou lui *avait paru être content* de certains arrangements qui conviendront aussi à la Prusse (par conséquent, il ne pouvait s'agir de la cession de huit millions d'Autres, ce qui n'aurait pas convenu à la Prusse). Aujourd'hui *qu'il faudrait des stipulations définitives, l'Empereur refuse absolument l'union explicite.* (LA MARMORA, *Il n'y a plus de lumière*, page 100.)

Avant cette époque il n'avait pas été plus explicite. Nigra écrivait à La Marmora le 17 mars 1861: « L'Empereur n'a fait aucune demande précise. » (LA MARMORA, p. 121.)

Depuis, l'incertitude n'est pas moindre. (Ivonne) (Écrit à La Marmora le 1) juin: « Bismarck aurait dû s'aboucher avec l'Empereur afin de connaître le maximum des concessions qu'il désire de nous pour la France. » (*Loco citato*, p. 275.)

On voit donc combien Friedjung se trompe en représentant l'Empereur comme irrité des refus de la Prusse à ses demandes. Comment aurait-il été irrité des refus à une demande qu'il n'avait pas faite?

III

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE L'ALLEMAGNE

La Confédération germanique avait été organisée par des actes qui furent considérés comme (sans partie intégrante** du droit public européen). Trente-neuf États en faisaient partie. L'Angleterre y entra pour le Hanovre, la Danemark pour le Holstein, les Pays-Bas pour le Luxembourg. Le Grand-

Duché avait été concédé, en 1814, personnellement au roi de Hollande, en échange des territoires allemands cédés à la Prusse auxquels il avait droit comme prince de la maison de Nassau. Cette cession avait été accompagnée de cette condition que le Duché serait rattaché à la Confédération germanique et fournirait un contingent à l'armée fédérale.

La présidence appartenait à l'Autriche. Les onze grands États avaient une voix chacun, vingt-huit petits États étaient groupés en six curies ayant chacune une voix.

Chaque affaire était préparée par une commission. Après le rapport de cette commission, les envoyés des gouvernements demandaient les instructions de leurs cours. Les gouvernements auxquels la solution adoptée déplaisait n'envoyaient aucune instruction, et l'affaire traînait. Dans les curies plusieurs gouvernements devaient s'entendre, ce qui était encore une cause de perte de temps.

Dans quelques cas particuliers, on procédait autrement : il y avait ce qu'on appelait une réunion du plénum. Mais alors l'unanimité ou les deux tiers des voix étaient nécessaires. L'unanimité était toujours requise pour un changement organique dans la Confédération ou pour la cession d'un de ses territoires, si ce n'est à un confédéré.

Les trois questions les plus délicates du régime de cette Confédération furent l'étendue de l'action du pouvoir de la Diète sur les gouvernements indépendants; la formation de l'armée fédérale, le régime douanier.

En principe, l'indépendance des États indépendants fut reconnue. L'article 13 disait seulement : Il y aura des assemblées d'État dans tous les pays de la Confédération. Dans des conférences ultérieures,

rieures a Vienne (1818) rinviolabiliM du principe monarchique fut aeeentuee, el on decrela qu'aucun prince ne pourrait se soustraire a l'obligation de remplir ses devoirs ftderaux, par suite des votes des Etats locaux, mais la constitution meme de chaque Etat fut consideree comme elant de l'ordre interieur de chacun d'cux,— et rinlervention de la Diete resta limitee au cas de soulcvement.

A Vexterieur chaque souverain conscrva le droit de recevoir et d'envoyer des legations, de conclure des allianoes avec les gouvernements non allemands, a condition que ces alliances ne seraient pas dirigees contre la securite de rAllcinagne.

I/organisation militaire ne fut arrfitdo qu'apres cinq ans de ntfgoeiations. Dix corps d'armde furent institues, constituant mi total de '30 000 hommes. La formation des contingents a fournir, m6me en cas de guerre, fut lailsee a chaque Etat isole. En temps de paix, it n'y avail pas de commandant en chef; en temps de guerre, la Di&te en designait un, qui restait place sous la surveillance du Comite militairc de la Diete.

Les places de Mayence, Landau, Luxembourg, plus tard Ulm et Radstadt furent declarees places de la Confeddration germanique, abstraction faite de la souverainettf territoriale de ces places appartenant au grand-due de Hesse, a la Bavifere, aux Pays-Bas, a l'Autriche.

Le regime douanier ne fut pas etabli. L'article 19 du pacte federal de 1815 stipula seulement « que les Etats confederes se reservaient de deliberer, d'fes la premiere reunion de la Difcte a Francfort, sur la manure de rtfgler les rapports de commerce et de navigation d'un Etat a l'autre, d'apres les principes adoptes par le Congrfes de Vienne.

IV

L'ÉAL BÉNITE DE M. DURUY

Le fait est de peu d'importance, et je n'y reviens que parce qu'il prouve combien l'exactitude historique est difficile à atteindre.

J'avais raconté, d'après les souvenirs de Duruy, qu'un jour dans la chapelle de Saint-Urbain l'Impératrice lui avait offert de l'eau bénite et qu'il avait répondu : « Pardon, Madame, je n'en use pas. »

Albert Huet, ancien secrétaire de Billault, ancien député, homme fort véridique, m'a écrit, le 18 septembre 1902 : « Duruy m'a dit qu'il n'avait pas tenu ce propos, mais celui-ci : « Merci, Madame, car cette eau à mes yeux est deux fois bénite, par le prêtre et par celle qui me l'a donnée. » Pour sa mémoire ne préférez-vous pas cette version ? »

Je me suis adressé alors à une personne en situation d'être bien informée, et voici ce qui m'a été répondu : « L'Impératrice n'a conservé aucun souvenir de ce fait. Cependant il semble bien difficile qu'elle ait pu offrir de l'eau bénite à M. Duruy, plus qu'à tout autre. L'ordre même du cérémonial en se rendant à la chapelle ne l'aurait pas permis. L'Empereur, l'Impératrice et le Prince impérial marchaient en tête du cortège et étaient reçus par le grand maître de leurs Majestés qui leur offrait de l'eau bénite à leur entrée dans la chapelle. Les dames et les officiers de service venaient immédiatement derrière, de sorte qu'elle ne voit pas comment elle aurait pu offrir de l'eau bénite à aucune personne en dehors de celles de la Cour et elle ne l'a jamais

fait. D'un autre cote Sa Majesty connaissant la maniere de penser de M. Duruy, n'aurait pas voulu s'exposer a voir son offre refusee et a recevoir une impolitesse, ou bien a faire, elle, une chose desagreable a un ministre.

V

EMI+LE DE GIRARDIN

Mon confrere Henry Iloussaye, dans un beau discours sur les prix de vertu, vient de raconter un trait de lui que j'avais oublie et qui complete le portrait que j'en ai trace.

« Certain jour, un homme se presenta comme valet de chambre a Emile de Girardin. Il etait grand, bien tourné, d'aspect robuste; sa physionomie intelligente, son air franc parlaient pour lui. L'entrevue fut courte, car Girardin n'aimait pas a perdre son temps. — Vos certificats? — Je n'en ai pas. — Vous n'avez servi nulle part ! — Si. mais il y a bien longtemps. Depuis, j'ai passe cinq ans au bagne de Toulon. » De son regard d'acier, Girardin peudra le nouveau venu. — C'est bien, dit-il, je vous prends. Or, Jean (cet homme s'appelait Jean, tous les amis du grand journaliste l'ont bien connu) fut, pendant vingt ans, un domestique exemplaire. Il devint même l'homme de confiance d'Emile de Girardin ».

Comme tous les amis d'Emile de Girardin, j'ai beaucoup connu Jean. Il avait fort grand air; son influence sur son maître était telle qu'il fallait être dans ses bonnes grâces pour être admis dans l'intimité journalière. Sa mort fut un des chagrins de Girardin.

VI

DE NOTRE PRETENDUE IMPUISSANCE MILITAIRE EN 1866

Thiers n'y croyait pas lorsqu'il disait, dans la séance du 3 mai 1866, « que l'armée franchise 6 milliards pour redresser la logique de ceux qui en avaient besoin ». Du reste, des questions de ce genre, pour des gens sdrucux, ne se résolvent pas par des phrases, des témoignages ou des raisonnements; mais par des documents officiels approuvés par les pouvoirs publics et contrôlés par la Cour des comptes. Veut-on connaître à une époque quelconque ce qu'il faut penser des assertions d'un ministre de la guerre sur son matériel? Il n'y a qu'à ouvrir le *Compte général du matériel de la Guerre* pour l'année. Veut-on s'assurer de la valeur de ses chiffres d'effectifs, il n'y a qu'à rapprocher la loi de finances de l'année en la rapprochant de la loi des comptes correspondante.

Or, si nous ouvrons le compte général du matériel de la Guerre en 1866, qu'y voyons-nous? Le matériel d'habillement y est estimé à 668 231 500 francs, sur lesquels les situations des magasins au 1^{er} juillet accusent: des draps et toiles, de quoi confectionner 500 000 habits; des habits confectionnés, 110 000; capotes, 95 000; pantalons, 143 000; shakos, 269 000; souliers, 476 000, indépendamment des réserves d'habillements et de chaussures gardées dans les corps. Le matériel d'artillerie, estimé à 364 959 092 francs, se décomposait ainsi : 10 944 canons, 2546 canons obusiers, 3671 obusiers et 3 153 mortiers en bronze, plus 3000 canons en fer. Sur ces 10 944 canons, 8000 étaient de campagne. Le

nombre des fusils s'élevait à 1 800 000, et l'on avait de la poudre pour la guerre pendant dix ans. Un état d'armement de la place de Metz, arrêté le 9 février 1867, constate que la place, en parfait état de défense, possédait 269 canons de place, de siège ou de campagne, 197 obusiers ou mortiers, en tout 466 pièces.

La loi de finances établit non moins sûrement la situation des effectifs. L'effectif net à entretenir en 1866, d'après la loi de finances (8 juillet 1865) modifiée par le décret du 15 novembre suivant, portant réduction de garnison, avait été fixé à 390 000 hommes, 87 000 chevaux. L'effectif entretenue en réalité avait été, deduction faite des hommes n'ayant pas reçu de prestation de soldo, de 385 722 hommes, 86 292 chevaux. À quoi doivent être ajoutés comme disponibles 227 000 réservistes. Telles sont les forces militaires que le gouvernement de l'Empereur pouvait mettre en ligne. Nous sommes bien loin de 40 000 hommes. Et les documents officiels qui donnent ces chiffres ne sauraient être contestés sans s'inscrire en faux contre l'administration de la Guerre, contre les Commissions du Corps législatif et du Sénat, contre ces Assemblées elles-mêmes, enfin contre la Cour des comptes.

De ces 8000 canons de campagne, combien en avait absorbé le Mexique ? Ce n'est pas par des phrases et des canons de généraux qu'il faut répondre, mais par les états officiels. Quel est le chiffre donné par ces états officiels ? Nous le rappelons. En moyenne, huit batteries ou 48 pièces, au maximum, 68. Sur les 385 722 hommes entretenus et sur les 86 293 chevaux, il y en avait en Algérie 66 000, à Rome, 8 900 ; au Mexique la pre-

vision avait ete de 29000 hommes, 8500 chevaux; enrealite on n'a entretenu, auMexique, que 25 859 hommes el 8 075 chevaux. Voila ce qui aurait epuise loutes les ressources militaires de la France et mis son armee dans un desarrois a peine croyable; el des hommes qui visent a avoir de iautorite, repetent de pareilles billevesees!

11 n'y a vraiment dc discutable dans les assertions du marechal Randon que ce qui, etant rest6 a l'etat de prevision, n'a pu etre soumis a une verification materielle : le dclai dans lequel se serait operee la mobilisation. La on aurait pu rencontrer des mecomptes; les delais reputes sufisants auraient pu ne pas l'etre; au lieu d'etre prcts a se mouvoir dans vingt jours, un mois, les hommes auraient pu se trouver dans rimpossibilite de le faire avant six semaines, deux mois.

Mais, dans aucun cas, ces mecomptes n'etaient a craindre a l'Sgard des troupes reunies en divisions actives, e'est-a-dire pretos a se mettre en mouvement, a Paris, a Lyon, au camp de Chalons, formant un effectif de 80000 hommes, munis de cent pieces de canon attelcs, el pas davantage pour les 8000 chevaux des divisions de Luneville, de Lyon, de Versailles, de la Garde.

VII

LETTRES DIVERSES

«

1. *Darimon a Emile Ollivier.* — *Pains*, 7 avrit 1866- — « Mou cher Ollivier, on m'assure que le *Phare de la Loire*, parlant ces jours passes de ma sortie de la *Presse*, disait que vous m'aviez chasse du journal. Le mot etait injurieux pour vous, et je

suis desole que vous n'avez point songe a le relever.

« Il ne saurait y avoir la moindre equivoque sur les motifs de ma retraile. J'ai quitté la *Presse* parce que, d'une part, j'ai voulu vous laisser tout entière la responsabilite de l'experience que vous alliez tenter; d'autre part, parce que j'ai considéré comme un manque complet d'égards le silence que vous avez cru devoir garder avec moi sur les propositions qui avaient eu lieu entre vous et la g^{ra}nce et sur l'acceptation de la direction politique du journal

« C'est en vain qu'on voudrait faire de la situation que j'ai prise une question de politique. Il n'y a jamais eu entre nous qu'une question de politesse.

« Je passe condamnation sur l'article du *Phare de la Loire*; mais a la prochaine occasion vous ne trouverez pas mauvais que je m'explique publiquement d'une façon plus categorique que je ne l'ai fait dans ma lettre a M. Rouy. A vous. »

II. *Emile Ollivier a Darimon. — 10 avril 1866.* — ((Mon cher Darimon, puisque vous ne comprenez pas ce qu'il y a eu de difficile dans mon silence a votre égard et que vous voulez absolument entendre de ma bouche des choses desagréables, écoutez-les et ne vous en prenez qu'a vous si je vous les dis.

« Depuis que vous avez eu la sottise vanite de vous faire decorer sans me consulter, sans me prevenir, sans vous préoccuper de la solidarité que l'opinion m'attribuerait dans cet acte blâmable, non seulement vous m'avez delié de toute obligation politique envers vous, mais vous m'avez rendu toute action commune avec vous impossible. Dans l'affaire de la *Presse* spécialement, votre intimité affichée avec le fils La Valette me commandait de garder un secret qui, d'ailleurs, n'était pas le mien. Enfin,

faut-il vousle dire, si vous ne vous etiez pas retire, je vous aurais prid de nous **priver de** votre collaboration de venue compromettante.

« Comme je n'oublie jamais les anciens souvenirs d'amitid, je ne vous aurais jamais parld ainsi que je viens de le faire si votre lcttre peu convenable et d'une assurance que je ne m'explique pas no m'avait force d'appeler les choses par leur nom. Maintenant, je vous en prdviens, j'en resterai la avec vous de ma. correspondance explicative. Ecrivez toules les lettres publiques que vous voudrez, je me bornerai a rdpondre en publiant celle que je vous adresse. Croyez, du reste, que je n'ai aucun mauvais sentiment a votre egard ct que vous me trouverez toujours pr6t a vous obliger et a vous etre agreable. Je vous prie de nouveau de n'attribuer qu'a vous-meme la rudcsse ndcessaire de ma r£ponse. Je suis vraiment desole d'y avoir dte contraint. »

Dans ce temps arriva une petite mdsaventure a Darimon. Le prince Napoleon avait donne un bal auquel il entendait conserver un caractere democratique et il avait dit a Darimon : « Je mettrai a la porte tous ceux qui viendront en culotte courte. » Neanmoins, je ne sais pourquoi Darimon vint en culotte courte avec Saulcy et Alexandre Dumas. Ce fut un ddbordement d'dpigrammes; on le chanssona et ce fut ainsi que Darimon devint Homme aux culottes courles.

III. *Alignstin Cochin a Emile Ollivier* — 9 juillet 1866. — « Mon cher ami, j'aurais aimd a vous dire adieu avant notre depart et je ne vous ai pas trouvd. J'aurais aimd aussi a vous demander ce que vous pouvez faire pour aider la candidature de Falloux en Maine-et-Loire. Gagner un tel homme

serait un événement. Vous avez vu sa circulaire : elle est, ce me semble, dans le sens et la mesure que vous pouvez souhaiter. Ne pourriez-vous pas en obtenir l'insertion et même en faire dire un mot favorable dans *La Liberie*? Je suis bien sûr que vous ferez ce que vous pourrez; vous estimez cet homme loyal, clairvoyant, intrépide et il vous le rend. Tout à vous. »

IV. *Emile Ollivier à la Princess?. Carolyn Wittgenstein.* — *Be Vichy, 17 juillet 1866.* « Votre distinction- entre les forces prépondérantes et les forces motrices est profonde et je la rétiens. Je pense aussi, comme vous, que la minority a souvent raison. Cependant, il faut que la majority gouverne. (Comment concilier cette antinomie? Par la liberty qui, à bien prendre, n'est rien autre que l'attribution permanente de certains droits à la minorité!

L'antiquité n'entendait par *liberie* que le droit du plus grand nombre de gouverner; c'est ce que Cicéron entendait lorsqu'il s'écriait : *Liber tas quæ propria est populi romani*. Le monde moderne seul a cette conception que certains droits devraient être placés en dehors des volontés et des caprices de la majorité, et ces droits sacrés il les a mis sous la protection du beau mot de *liberty*! Je réponds donc à votre question en disant : c'est la liberty qui concilie cette double proposition. Il faut que la majorité gouverne. La minority cependant a souvent raison. Je ne développe pas. Un esprit tel que le votre comprend à demi-mot. »

ERRATA DU VII^e VOLUME

A la pane 97, lisez : Apeimtde.

A la patje 468, lisez : Mersebounj, province, de Sa.re. La prebende de Manteuflel etait une dotation comme on l'accordait a certains dignitaires sur les biens d'evêches qui n'existaient plus. Quand j'ai dit de lui *cheraliev-moine*, j'ai voulu indiquer par là, non une qualité confessionnelle, puisqu'il était protestant, mais une certaine manière d'être du caractère.

TABLE DES MATIERES

LIVRE XV

LE PROLOGUE DE SADOWA

CHAPITRE PREMIER

CELA RECOMMENCE EN ALLEMAGNE

	Pages.
— La reception de Prevosl-Paradol a l'Academie frangaise. — Discours de Guixot	I
— Demarche commune de la Prusse et de l'Autri- che a Francfort. — Bismarck n'y persiste pas. — Les propos aigres recommencent entre lui et Mensdorff.	3
— La session du parJement prussien (15 Janvier 1866). — Discussion sur le duche de Lauen- bourg. — Declaration de Bismarck qu'en Prusse le roi ne peut 6tre separe de l'fitat. — Discussions violentes sur les poursuites exercees contre deux deputes qui avaient, a la tribune, accuse la magistrature de servi- lite; Bismarck expose les veritables prin- cipes. — Cloture de la session (22 fevrier 1866).	9
— Conseil solennel en Prusse du 28 fevrier 1866; ses resolutions. — Bismarck cherche a eta-	

TABLE DES MATIERES.

	Pages.
blir des relations etroites avec Pltalie, et il prepare la guerre. — Conversation avec la femme de Pambassadeur de Saxe	18
Goltz expose a PEmpereur Napoleon III les projets de Bismarck. — L'Ernpereume les bldme pas, mais il ne de"voile pas lefrsiens. — La Marmora decide Penvoi du gendral Govone a Berlin	23

CHAPITRE II

LA CHUTE DE COUZA

Couza est renverse par un coup de main militaire. — Le comte de Flandres estproclame' roi sous le nom de Philippe 1 ^{er}	27
Regne de Couza: comment il tranche la question des couvents dedies	28
Coup d'Etat de Couza (14 mai 1804); appel au peuple (27 mai). — Conspiration contre Couza, sa chute, son exil	34
Deliberation de la conference de Londres sur la revolution roumaine. — Bismarck consent a seconder les vues de Drouyn de Lhuys. — La question de 'Union sera soumise a une assemblee des deux Principautes	38

CHAPITRE 111

LETRAITE PR USSO-IT ALIEN,

Nouvelle tentative des Italiens par Pintermediaire de PAngleterre pour obtenir la Venetie moyennant fabandon a PAutriche des Principautes. — Napoleon III Pappuie. — Elle echoue	42

ji 2. — Entretien du general Govonc et de Bismarck. — Defiances reciproques. — line demarche inoportune de PAutrichc donne a Bismarck le moyen de rassurer les Italiens. — 11 leur propose un traite eventuel	45
§ 3. — Defiance persistante de La Marmora. — Inter- vention d'Arese et du prince Napoleon. — Double politique franchise: celle de l'Empe- reur, celle de Drouyn de Lhuys.	52
4. — Napoleon III engage les Italiens a signer le traite eventuel meme sans reciprocity. -- Ce tfonseil est ecoute.	57
S 5. — Le traite franco-italien (8 avril 1806)	50

CHAPITRE IV

LA PREMIERE CANDIDATURE HOHENZOLLERN

§ 1. — Situation legale de la famille desHohenzollern. — Traites de 1488, de 1695, de 1707. — Sta- tuts de la Principaute Holienzollern-Sigma- ringen (24 Janvier 1821). — Avenement du prince Antoine: il cede ses droits de souve- rainete au roi de Prusse (7 dec. 1840 et 20 fevrier 1850). — II cede au meme roi ses droits de chef de famille (10 juillet 1851). — Situation legale que ces actes divers creent a la famille Hohenzollern-Sigmaringen. — Interpretation erronee de Sybel.	03
§ 2. — Bratiano organise avec M ^{me} - Cornu la candida- ture du prince Charles. — Le prince Antoine subordonne sa resolution a Tapprobation du roi de Prusse et de Napoleon III.	70
§ 3. — M ^{me} Cornu et Bratiano ne mettent pas Napo- leon III dans la confiance de leur complot. — Plebiscite roumain (14-21 avril 1866).— Le prince Antoine subordonne son consen- tement a celui du Roi chef de la famille. . . .	73

§ 4. — La Russie et la Porte, pour empêcher l'intronisation du prince Charles, ne s'adressent pas aux Roumains, mais au roi de Prusse, conformément aux précédents beige et grec. — Attitude du roi de Prusse. — Il ne permet ni n'intefrlit formellement; il laisse faire et il entre avec inquiétude dans les projets du prince.— Le prince Charles arrive a Bucharest (22 mai 1866).	78
§ o. — Hismarck declare que c'est sans l'assentiment du Roi, <i>a son insu</i> , que le Prince s'est rendu dans les Principautes. — Incredulity generale	85
§ li. — Discussion de la Conference. — Reproche de Tambassadeur de Russie, Budberg, aGoltz. — Leur dialogue. — La Conference se contente de present aux agents de Bucharest de n'entretenir que des relations officieuses avec le gouvernement provisoire. — Bismarck et Drouyn de Lhuys empêchent les Turcs d'entrer dans les Principaules. — Cortchacow se retire de la Conference. — Le prince Charles s'installe paisiblement	89

GHAPITRE V

BISMARCK EN QUETE DU « CASUS BELLI)*

SI. — Projet de reforme federate. — 11 ne produit pas son effet d'explosion	97
§ 2. — Querellesurlesarmements. — Convention d'un d^sarmement reciproque (18 avril 1866). — L'Autriche mobilise precipitamment ses troupes de Venetie (21 avril). — Causes de ce revirement subit. — Ses effets.	100
§3. — Malgreles conseils de Napoleon III, La Marmora mobilise toute Tarmee italienne (27-28 avril). Mecontentement de l'Empereur, de Claren-	

TABLE DES MATURES.

«61

Pages,

don. — Inquietude du roi de Prusse, qui craint d'être entraîné. — Son interprétation du traité du 8 avril. — Atténuations de Bismarck. — Mobilisation prussienne (5-12 mai) 104

CHAPITRE VI

DISCOURS DE THIERS. - REPONSE DE L'EMPEREUR A AUXERRE

- § 1. — Discussion du contingent au Corps législatif (3 mai). — Déclaration de Rouher. — Discours de Thiers. — Était-il l'Âme de la France? — Réponse de l'Empereur à Auxerre (6 mai). 100
- § 2. — Situation intérieure de l'Allemagne. — Tentative d'assassinat sur Rismarck (7 mai). — Déchainement contre lui. — Son imperturbabilité — Attitude du Roi 119

CHAPITRE 119

LE SECOND VOLUME DE LA VIE DE CÉSAR

- § 1. — La Guerre des Gaules. 127
- § 2. — Les troubles intérieurs de Rome; le passage du Rubicon. 129
- § 3. — Interrogations que suscite ce volume. 134

CHAPITRE VIII

UN CAS DE CONSCIENCE

- § 1. — Russell et Clarendon conseillent à l'Autriche l'abandon de la Venétie. — Mensdorff en propose la cession à l'Empereur après que l'Autriche se sera emparée de la Silésie. — Il n'exige que la neutralité italienne. — Per-

TABLE DES MATIERES.

	Pages.
signy conseille d'accepter. — Opinions du prince Napoleon, de Fould, de Rouher, de Drouyn de Lhuys.....	135
Avant de prendre son parti, l'Empereur interroge les Italiens. — Ils se déclarent décidés à rester fidèles à leur engagement	141
L'Empereur refuse les offres de l'Autriche. — Colère de Persigny. — Par bienveillance pour l'Autriche, Napoleon III propose un congrès.	144

CHAPITRE IX

LE CONGRES

Négociations entre Drouyn de Lhuys, Clarendon et Ciortchacow. — Accord et envoi des lettres (invitation.	141)
Perplexité de Bismarck. — Ses tentatives pour connaître ce que désire Napoleon III. — Ses offres de compensations paraissent-elles sérieuses? — Mutisme persistant de l'Empereur.	i;ii
Bismarck se retourne vers l'Autriche. — Mission de Gablenz. — Son échec. — Bismarck est obligé d'accepter le Congrès.	156
François-Joseph refuse le Congrès. — Les puissances neutres y renoncent.	150
Jugement sur le refus de l'Autriche.	162

CHAPITRE X

LES DERNIERES HESITATIONS

Circulaire de Bismarck (4 juin 1866). — Nomination de Heydt comme ministre des Finances.	164

\$ 2. — Hesitations du Roi. — Bismarck pousse les Italiens à commencer la guerre. — Ils refusent. — Envahissement du Holstein : retraite des Autrichiens.	166
§ 3. — Conversation du Roi et de Bismarck. — Le général Tiirr à Berlin. — Ses entrevues avec Bismarck.	169
§ 4. — Bismarck lance son projet de refaire une fédération entraînant l'exclusion de l'Autriche. — Pfordten refuse de s'y associer.	174

CHAPITRE XI

**LA NEUTRALITE DE L'EMPEREUR
LE TRAITE AVEC L'AUTRICHE (9-12 JUIN)
LETTRE A DROUYN DE LHUYS 11 JUIN)**

S 1. — Le prince Napoléon insinue une alliance avec la Prusse. — Conseil extraordinaire tenu par Napoléon III. — Plan de Persigny. — L'Empereur persiste dans la neutralité attentive et muette.	176
S 2. — Traité avec l'Autriche. — Notes additionnelles et explicatives assurant la Venetie à l'Italie, quelle que soit l'issue de la guerre (12 juin).	180
S 3. — La neutralité de Napoléon III profite surtout à la Prusse.	185
S 4. — Lettre de l'Empereur à Drouyn de Lhuys. — Ses contradictions. — Son effet en France et en Allemagne.	180
S ii. — Communication au Corps législatif de la lettre impériale. — Vaines tentatives de Thiers et de Berryer pour prendre la parole. — Discours de Larrabure. — Effet de l'annonce d'une prétendue victoire des Autrichiens.	492
§ 6. — Emile Ollivier explique dans <i>la Liberie</i> son opinion. — Déclaration conforme de Gladstone.	197

TABLE DES MATIERES.

CHAPITRE XII

LE DENOUEMENT

Pages,

Le vote federal du 14 juin 1866. — La Prusse sort de la Confederation. — Elle lance son projet de parlement allemand issu du suffrage universel. — Envahissement de la Hesse, de la Saxe et du Hanovre (16 juin). — Declaration de guerre de l'Italie a l'Autriche (19 juin). — Lettre de Victor-Emmanuel a Napoleon III.	202
Echange d'idees entre Drouyn de Lhuys, Clarendon et Gorlchacow sur la rupture de la Confederation	207

CHAPITRE XIII

CE QUE PEUT UNE VOLONTE

Resume de l'oeuvre de Bismarck depuis 1852. 11 ne reussit, comme Cavour, que grace a l'aide de l'Empereur.	210
Desinvolture de conscience avec laquelle le Roi et Bismarck rejettent sur l'Autriche la responsabilite de la guerre dont ils sont les provocateurs.	213
La destinee de Bismarck desormais entre les mains de Moltke.. . . .	217

LIVRE XVI

S ADOVA

CHAPITRE PREMIER

LES ARM&ES EN PRESENCE

Recrutement et composition des armées prussienne et autrichienne.	219

§ 2. — L'armement. — Le fusil a aiguille prussien. — Le canon se chargeant par la culasse. — Les fusees.	223
§ 3. — Organisation tactique des Prussiens. — Prin- cipes permanents de la tactique. — La pha- lange, la legion, Tordre lineaire; les tirail- leurs et les colonnes.	229
§ 4. — Une bataille sous Napoleon 1 ^{er}	236
§ 5. — Deviation tactique de Napoleon 1 ^{er} . — Les maximes a Sainte-Helene.	241
§ 6. — La tactique prussienne : leua. — Le reglement de 1812; les colonnes de compagnie. . . .	243
§ 7. — La tactique de rinfanterie autrichienne : notre offensive de 1859. — La tactique de l'artil- lerie : la pousse en avant.	247
§ 8. — L'armee autrichienne n'est pas une armee na- tionale.	249

CHAPITRE II

LE COMMANOEMENT

§ 1. — Du r6le d'uii chef d'etat-major. — Moltke. — La Marmora. — Ciaidini.	251
§ 2. — L'archiduc Albert et Benedek. — Resistance de Benedek a sa nomination de comman- dant en chef.	256

CHAPITRE III

LES PLANS D'OPERATIONS

1. — Definitions de la mobilisation et de la concen- tration.	260,
2. — Discussion en Italie sur la distribution des ar- mies : elles sont formees en deux groupes distincts, Tune sur le Po, l'autre sur le Mincio.	261

TABLE DES MATIÈRES.

PaRcs.

Même discussion en Prusse; Moltke repartit les armées en deux groupes. — Il aggrave cette disposition en autorisant le prince royal à s'avancer sur la Neiss.	265-
Plan de Benedek : se porter sur riser alin d'occuper la ligne intérieure entre les deux groupes prussiens. — Une lettre à sa femme.	260
Moltke, pour faire cesser la dissémination de l'armée prussienne, ordonne la jonction en Bohême autour de Gitschin.	275
Ordres de Moltke.	277

CHAPITRE IV

CUSTOZA

Immixtion de Moltke dans les plans italiens. — Bernhardt.	279
Bismarck conseille de provoquer une insurrection en Hongrie: ses délégations postérieures.	282
Plan de la Marmora. — Note d'Ussedom (17 juillet.	285
Plan de l'archiduc Albert	291
Bataille de Custoza. — L'armée italienne est surprise (24 juillet 1866); premières dispositions de la Marmora et du Roi. — Débats des divisions Cialdini, Sirtori, Brignone. — Le Roi à Villafranca et à Valeggio. — Il rentre au quartier général de Cerlungo. — Sa défection à Cialdini.	293
Gonave sur les hauteurs. — Ses succès, son énergie. — Della Rocca lui refuse tout secours.	295
Fin de la bataille. — Les hauteurs sont enlevées par les Autrichiens.	301

CHAPITRE V

APRES LA BATAILLE

	Pages.
Panique de toutes parts.— Cialdini abandonne le PA, et la Marmora le Minoio	308
Après la panique, le desarroi dans le eomniamement. — I .a Marmora donne sa demission. Cialdini refuse de le remplaer. — Arrangement obtenu par Hieasoli. - Nouveau plan	310

CHAPITRE VI

OPERATIONS EN BOH&ME

Moiivement des armees prussiennes jusqu'au 26 au soir.	319
Mouvement de Benedek : malgre les avertissements rerus il persiste a negliger le Prince royal pour concentrer ses efforts contre Fred6ric-Charles. — Son plan h Jnscfsladt, le 26juin	321
Journee du 27 juin. — L'armee du Prince royal passe les defiles. — Combats de Trautenaii et de Nachod.	326
Journee du 28 juin. — Combats de Skalitz et de Soor.	329
Journee du 29 juin. Benedek renonce a sa marche sur Plser et etablit son quartier general a Dubenetz. — Defaite de Gitschin. .	332
Jonction des armies prussiennes (30 juin); le plan de Moltke a reussi. — Kst-il pour cela digne d'admiration?	337

TABLE DES MATIERES.

CHAPITRE VII

LANGENSALZA

Pages.

Divergence entre Moltke et Falkenstein. — Armistice aussitôt rompu. — Défaite des Prussiens. — Capitulation du roi de Hanovre (29 juin).	342

CHAPITRE VIII

SADOWA

Joie de Berlin à la victoire de Nachod. . . .	349
Retraite de Benedek sur Kaniggratz. — Son découragement. — Il se décide à livrer une bataille entre la Bistritz et l'Elbe. . . .	350
Rapidité* avec laquelle le Roi et Moltke acceptent la bataille.	355
Disposition de la ligne de bataille de Benedek. . . .	358
Commencement de la bataille. — Fransecky dans le bois de Swiep. — Le prince Frédéric-Charles ne peut pas avancer. — Les 11 ^e et IV ^e corps autrichiens quittent leurs positions et s'engagent contre Fransecky. La trouée entre Horenowes et la Trolina reste ouverte. . . .	361
Le Roi, Moltke et Bismarck sur les hauteurs de Dub. — Benedek retire les 11 ^e et IV ^e corps du combat, au lieu d'envoyer ses réserves au-devant du Prince royal. — Ce que Benedek aurait dû faire.	366
Marche du Prince royal. — Benedek est pris à revers* — Comment il l'apprend. — Situation critique de tous les	373
L'armée du prince Charles se met en mouvement vers les hauteurs. — Dernier effort des réserves de Benedek. — Débâcle, dénouement de l'artillerie autrichienne.	376

TABLE DES MATIERES.

669

Pages.

Leroi Guillaume sur les hauteurs de Lipa. —	
Dangers qu'il court. — Fin de la bataille. . .	379
Bismarck apres la victoire.	381

CHAPITRE IX

LES ENSEIGNEMENTS

De la cavalerie.	384
De l'artillerie.	386
La division uniforme des corps d'armee en deux divisions.	388
Effets de Pordre dispers*1.	389
De Poffensive.	393
Du general en chef. — Maxime de Napol6on. . .	396

CHAPITRE X

RETRAITE DE BENEDEK LA MARCHE SUR VIENNE

Retraite de Benedek. — Son arrivee a Olmulz. — Lettre a sa femme.	398
Mouvements des Prussiens apres Sadowa. — lis coupent Benedek de Vienne.	400
Les Prussiens aux portes de Vienne. La diplo- matie les arrete.	402

CHAPITRE XI

CHUTE DU MINISTERE RUSSELL LE MINISTERE DERBY

La chute du cabinet Russell amende par un bill de franchise electorate.	404
Disposition du nouveau cabinet a legard de l'Allemagne et de la France.....	406

TABLE DES MATIERES.

CHAPITRE XII

LA MEDIATION

	Pages.
— Proposition de l'Autriche à Napoleon III. — Les deux lettres aux rois de Prusse et d'Italie. — Effets de la médiation à Paris.	401)
— Conseil des ministres à Saint-Cloud (5 juillet). Déclaration du maréchal Randon sur la situation militaire. Opinion de La Valette. — La réunion du Corps législatif décidée. . .	415
— Effets de la médiation au camp italien et au camp prussien. — Réponses des deux rois .	421
— Dans la soirée du 5 juillet l'Empereur retient le décret de convocation du Corps législatif. — Ses motifs. — Drouyn de Lhuys se résigne. — Ses démarches pour faire réussir la médiation. — Il decline l'ouverture de Gortchacow de rédiger une note identique	425

CHAPITRE XIII

LES DIFFICULTES DE LA MEDIATION

— Dispositions de François-Joseph. — 11 appelle l'archiduc Charles. — Fuite de la Hongrie.	428
— Dispositions de Bismarck. — Le Roi est plus exigeant	432
— Golfe de l'Italie. — Persano est mis en demeure d'engager une action navale. — Cialdini recommence ses opérations.	434

CHAPITRE XIV

LA MEDIATION EN ITALIE

— Démarches de Napoleon III et de Drouyn de Lhuys. — Leur insuccès.	438
— Déclamations inutiles de Ricasoli	442

CHAPITRE XV

LA MEDIATION AU CAMP PRUSSIEN

	Pages.
— Arrivee de Benedetti au quartier general. — Sa premiere entrevue avec Bismarck. — Son entrevue avec le Roi	445
— Les nouvelles de Paris arrivent au camp. — Rap- port de Goltz.	451
— Mecontentement qu'inspirent a Bismarck les • lenteurs militaires des Italiens	454
— Instances de Bismarck pour qu'ils se decident a une action vigoureuse. — Klouement el. colere des Italiens.	457
— Bismarck insinue a Lefebvre de Behaine de porter les vues de la France sur la Belgique. — Il propose en meme temps a l'Autriche de traiter directement avec lui.	462

CHAPITRE XVI

LES PRELIMINAIRES DE NIKOLSBURG

— Tentatives pour engager l'Empereur dans une action offensive contre la Prusse. — Depeche de Gramont. — Confirmation par Bismarck.	400
— Preliminaires rediges par Goltz	470
— Effets que produisent les preliminaires au camp prussien aupres du roi Guillaume et de Fran- cois-Joseph. — Suspension d'armes de cinq jours	473
— Vues differentes de Bismarck et du Roi. . . .	470
— Conseil de guerre. — Desespoir de Bismarck. — Il offre sa demission. — Le Roi cede et re- nonce a l'annexion de l'Autriche. . . .	479

TABLE DES MATIERES.

CHAPITRE XVII

LISSA

	Pages.
Mission du Prince Napoleon a Ferrare. — Garibaldi dans le Tyrol. — Effet produit par la suspension d'hostilites de cinq jours. — Bismarck pousse l'Italie a continuer la guerre.	486
Bataille de Lissa.	490

CHAPITRE XVIII

ARMISTICE PARTOUT

Agitation a Ferrare.	499
Govone h Nikolsbourg. — L'Italie accepte en principe l'armistice (29 juillet).	501
l'archiduc Albert ne veut pas comprendre le Tyrol dans <i>l'Uti possidetis</i> . — Velleites bellicieuses de Ricasoli. — La Marmora prend sur lui de conclure l'armistice. — Sa demission.	504
Operations de Falkenstein. — Occupation de Francfort. — Cruel traitement qu'on lui inflige.	510
Operations de Manteuffel. — Armistice dans les Etats du Sud.	513
Le bill d'indemnité pour l'administration sans budget	515
Ouverture du Landtag prussien (5 août). . . .	517

CHAPITRE XIX

LES ABERRATIONS

Effets des agrandissements de la Prusse en France. — Lamartine. — Thiers. — Quinet. — Sentiment des amis de l'Empire. . . .	521

Effet dans les Etats du Sud allemands. — Conversation de Dalwigk avec Lefebvre de Behaine. — ElY et en Russie. — Nouvelle tentative de Gortchacow pour exercer une action commune. — Etat des esprits en Prusse.	524
Conduite adoptee a l'interieur et a l'exterieur dans les conseils de l'Empereur.	527
Critique de cette double conduite. — Il fallait a l'exterieur opter entre la guerre pour arracher la Prusse et l'acceptation du fait accompli.	530
Inconvenients de cette politique a l'interieur.	530

CHAPITRE XX

PREMIERE ABERRATION : LE RHIN

Lettre de Rouher a Conti. — Drouyn de Lhuys a Vichy. — Il obtient d'ecarter definitive- ment Gortchacow et propose a l'Empereur de reclamer la rive gauche du Rhin. . . .	539
Lettre de Benedetti a Bismarck. — Entrevues. — Refus de Bismarck.	544
Conference de Keudell a Vilbort.	549
Effet produit sur Bismarck, sur le Roi, sur le Prince royal par la demarche de Benedetti.	550
Lettre de Napoleon III a La Valette. — Lettre de Drouyn de Lhuys a l'Empereur	553
La demande de Napoleon quoique retiree pro- duit trois effets desastreux : 1° La Prusse ne le considere plus que comme un voisin perfide, qui a pousse a la guerre, comptant sur sa defaite pour la depouiller; 2° Bis- marck juge, des ce moment, une guerre avec la France comme inevitable et il la prepare; 3° La Russie se rapproche de la Prusse.	556

CHAPITRE XXI

DEUXIÈME ABERRATION : LA BELGIQUE

	Pages.
§ 1. — Demission de Drouyn de Lhuys.	561
§ 2. — Ilouher prqjette la conquGte de la Belgique. — Ses propositions a Bismarck. — Indignity do ce projet	562
§ 3. — Entrevue de Benedetti et Bismarck. — Texte du traite propose. — Benedetti le remet, 6crit de sa main, a Bismarck.	567
§ 4. — Parti que Bismarck tire aussitot du projet Benedetti. — Traite militaire avec la Bavifcre (22aoilt 1866).	369

CHAPITRE XXII

TRAITE DE PRAGUE (23 AOUT 1866)

§ 1. — Negotiation du traite. — Intervention de Na- poleon III en faveur des Danois du Sieswig et de l'italie. — Signature (23 aout 1866).	372;
§ 2. — Duretes de Bismarck envers la Saxe. — Il repousse toute intervention 6trangere en sa faveur	581
§ 3. — Hevirement de Bismarck a l'egard du trait6 beige. — Benedetti quitte Berlin sans avoir rien conclu. — Scene etrange faite par Bis- marck a Lefebvre fie Behaine.	583

CHAPITRE XXIII

CIRCULAIRE DE LA VALETTE (16 SEPTEMBRE 1866)

§ 1. — Texte de cette circulaire	586
§ 2. — Jugement sur cette circulaire. — Comment le roi Guillaume Taccueille	592

CHAPITRE XXIV

LA LIQUIDATION PARLEMENTAIRE EN PRUSSE

	Pages
S 1. — Le bill d'indemnité. — Les annexions et la proclamation du droit de conquête. — La loi électorale pour les élections du Parlement de la Confédération du Nord : le suffrage universel. — La reconstitution du trésor de guerre.	598
S 2. — Bismarck quitte Berlin (fin de septembre 1866). — Traité avec la Saxe (21 octobre 1866). .	606

CHAPITRE XXV

TRAITÉ DE VIENNE AVEC L'ITALIE (3 OCTOBRE 1866)
RETROCESSION DE LA VENÉTIE

S 1. — Traité de Vienne (3 octobre 1866).	609
S 2. — Fureur des Italiens de ce que la Venétie ne leur a pas été cédée directement. — Difficultés que rencontre le commissaire français Leboucq dans l'accomplissement de sa mission. — La retrocession opérée dans une chambre d'annexion.	612
S 3. — Que Napoléon III est le véritable fondateur de l'unité italienne; que ce qu'a fait la Prusse est bien peu, comparé à ce qu'il a fait. . .	610
S 4. — Que la Révolution allemande de 1866 ne ressemble pas à la Révolution italienne de 1859; qu'elle ne doit être imputée ni au principe des nationalités, ni au régime parlementaire; qu'elle n'est pas la conséquence forcée de l'expédition contre le Danemark. . . .	621

CHAPITRE XXVI

LES BOUCS EMISSAIRES

	Pages.
§ i. - Beriedek soumis a une enquete, puis tietri. — Sa douleur; son testament	625
§ 2. — Persano poursuivi et condamne	630
§ 3. — Attaques contre La Marmora; ses justifications.	633
§ 4. — On tente de faire du marechal Randon le bouc Gmissaire responsable de rinaction voulue du gouvernement franc.ais en 1866. — <i>On</i> n'y reussit pas. — Lettre de l'Empereur qui couvrele marechal. — Declaration de Rouher que Texpedition du Mexique n'a pas pese sur les determinations du gouvernement. .	637

ECLAIRCISSEMENTS

I. — Le traite belge.	639
II. — Erreurs allemandes.	644
III. — La Confederation germanique.	645
IV. — Ieau bSnite de M. Duruy.	648
V. — Kmile de Girardin	649
VI. — De notre pretendiie impuissance militaire en 1866.	650
VII. — Lettres diverses.	652
Errata du VII ^e volume.	656

A LA MEME LIBRAIRIE

DU MEME AUTEUR

L'EMPIRE LIBERAL

ÉTUDES, RECITS, SOUVENIRS

SEIZES VOLUMES SOIENT VENTES

Chaque vol. in-18 br. 3 fr. 50 — Les mœurs, la-8? caval. 6 fr.

PREMIER VOLUME

DU PRINCIPE DES NATIONALITES

DEUXIEME VOLUME

LODIS NAPOLEON ET LE COUP D'ETAT

TROISIEME VOLUME

NAPOLEON III

QUATRIEME VOLUME

NAPOLEON III ET CAVOUR

CINQUIEME VOLUME

L'INSTITUTION DE L'EMPIRE LIBERAL
LE ROI OUDLAUMB

SIXIEME VOLUME

LA POLOONB-LES ELECTIONS DE 1863
LA LOI DES COALITIONS

SEPTIEME VOLUME

LE DEMEMBREMENT DU DANEMARK
LE SYLLABUS - LA MORT DE MORNAY
L'ENTREVUE DE BAPHTZ

HUITIEME VOLUME

L'ANNEE FATALE (Sadown 1866)

NEUVIEME VOLUME

LE DESARROI
Le Luxembourg — Le 19 Janvier
Queretaro

DIXIEME VOLUME

L'ABONNÉ DE L'EMPIRE AUTORITAIRE
Montana — La Lot militaire. ~ Loi sur
la presse et les réunions publiques.

Marie-Magdeleine (recueil de jeu-
neurs), 1 volume. 3 50
1879-1889, 1 volume. 3 50
Michel-Ange. 1 volume. 3 50
Lamartine, précédé d'une préface
sur les incidents qui ont empêché
son éloge. 1 volume. 1 »
Principes et conduite 1 volume jfr.
in-18. 3 50
L'Elise
l'Etat au concile du
Vatican. 5 volumes. 3 50
Thiers à l'Académie. 1 volume. 1 »
De la Liberté des Sociétés. 1 vol. » 50
de Pape est-il libre à Rome ? Un
volume. 1 »
Paris. : Imprimerie K. Desfosse, W, quai Voltaire. ~ 54349.

ONZIEME VOLUME

LA VILLE DES ARMES

L'Affaire Baudin. — Préparation mili-
taire prussienne. — Reorganisation
de l'armée française par l'Empereur
et le Maréchal Niel. — Les élections
de 1869. — L'origine du complot
Hohenzollern.

DOUZIEME VOLUME

LE MINISTRE DU 2 JANVIER

Formation du Ministère. — L'Affaire
Victor Noir. - Suite du complot Ho-
henzollern.

TREIZIEME VOLUME

Le Guet après Hohenzollern. -
la question. — Le Plébiscite.

QUATORZIEME VOLUME

LA GUERRE

Explosion du complot Hohenzollern. —
Déclaration du 6 juillet. — Retrait de
la candidature Hohenzollern. — De-
mande de garantie. — Soufflet de Bis-
marck. — Notre réponse au soufflet de
Bismarck. — La déclaration de guerre.

QUINZIEME VOLUME

Etions-nous prêts ? — Préparation. —
Mobilisation. — Sarrebriick. — Al-
liances.

SEIZIEME VOLUME

Le Suicide. - Premier acte: Wærth-
Forbach. Renversement du Minis-
tere.

Le Concordat est-il respecté ? Un
volume.

Le Concordat et le Gallicanisme.
1 volume.

Le Concordat et la Séparation de
l'Eglise et de l'Etat. Discours.
1 volume.

Encyclopédie de Léon XIII. 1 volume

Le Féminisme. 1 volume in-18.

La Femme dans les luttes reli-
gieuses. 1 volume in-18. broché.

Nouveau Manuel de Droit écolé-
siastique français. Lois, décrets

et actes pontificaux sur la sépa-
ration de l'Eglise et de l'Etat.

2 volumes in-18 a 3 50

